

REVUE DE L'AGENAIS

TOME XL. — 1913.

²⁻¹
**REVUE
DE L'AGENAIS**

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome quarantième. — Année 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1913

111
111
A121.3
v.40

N° 1

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

40^e Année. — Janvier-Février 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1913

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Rapport de l'abbé Anselmi, administrateur de l'abbaye de Clairac, au Chapitre de Saint-Jean de Latran, publié l'abbé P. Fiel et le chanoine Durengues.....</i>	1
II. <i>Deux lettres des Iles publiées par H. Guilhamon.....</i>	32
III. <i>Un poète méridional au xviii^e siècle, Théophile de Viau, (suite et fin) par Maurice de Bellegarde (de Viau).....</i>	35
IV. <i>Extraits du Rapport au Préfet et au Conseil Général sur le service des archives de Lot-et-Garonne par R. Bonnat, archiviste départemental.....</i>	62
V. <i>BIBLIOGRAPHIE : Correspondance de Bossuet, par Ch. Urbain et E. Levesque (J. Dubois).— Vers l'échafaud. Germinal-Floréal-Prairial An II, par le baron de Batz (J. Dubois).....</i>	75
VI. <i>CHRONIQUE GÉNÉRALE : Vœux de bonne année. La maison du sénéchal. Le musée Lanusse. Autel de la chapelle du lycée de filles d'Agen. Congrès des Sociétés savantes. Union historique du Sud-Ouest (Ph. Lauzun).....</i>	77
VII. <i>NÉCROLOGIE : L'abbé Dubourg (J.-R. Marboutin). — Oswald Fallières.....</i>	82
VIII. <i>Procès-verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen (janvier, février).....</i>	91

GRAVURE :

Clairac (vue générale)

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 — — — — —	12 fr.
12 — — — — —	50 — — — — —	14 fr.
12 — — — — —	100 — — — — —	16 fr.
16 — — — — —	50 — — — — —	15 fr.
16 — — — — —	100 — — — — —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



CLAIRAC (VUE GÉNÉRALE)

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

LIBRARY

1000 UNIVERSITY AVENUE

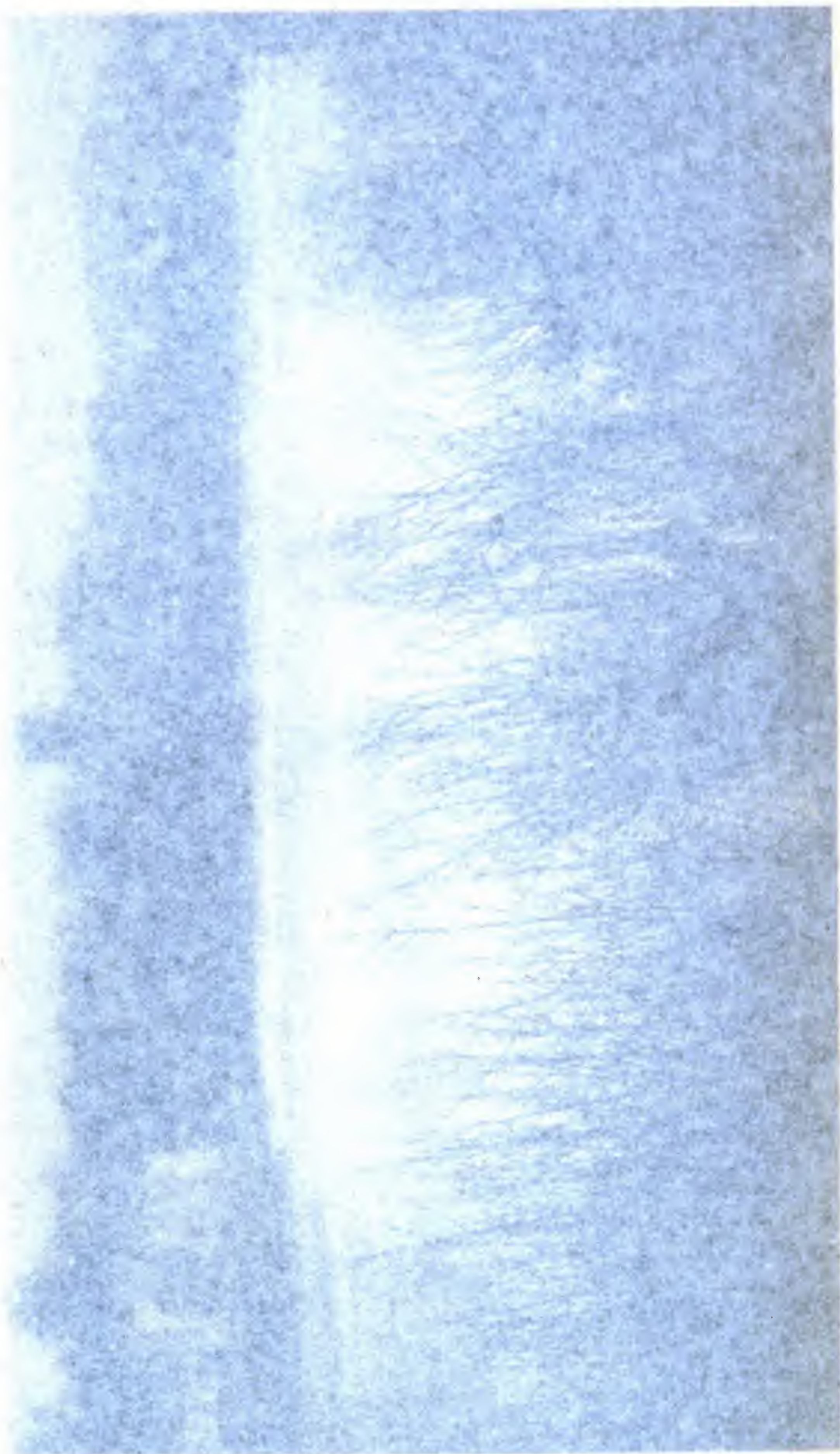
BERKELEY, CALIF.

94720

1968

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LIBRARY
1000 UNIVERSITY AVENUE
BERKELEY, CALIF. 94720
1968

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LIBRARY
1000 UNIVERSITY AVENUE
BERKELEY, CALIF. 94720
1968



RAPPORT DE L'ABBÉ ANSELM

Administrateur de l'abbaye de Clairac

AU CHAPITRE DE SAINT-JEAN DE LATRAN

INTRODUCTION

M. Tamizey de Larroque écrivait en 1894 : « L'histoire de la ville et de l'abbaye de Clairac est encore à faire » (1). Vingt ans bientôt sont passés depuis lors et cette parole est toujours vraie. Il est à craindre qu'elle ne le soit longtemps encore, sinon toujours, au moins en ce qui concerne les siècles qui ont précédé la Réforme. C'est la perte des documents qui en est cause et cette perte, semble-t-il, est irréparable.

Sans remonter à de plus lointaines barbaries, lorsque au xvi^e siècle l'abbaye succomba sous les coups des huguenots et de ses moines apostats, si bien que de l'église, des cloîtres, de l'abbatiale et du monastère il ne resta pas pierre sur pierre, la plupart de ses chartes, titres et autres papiers furent anéantis avec elle.

Arrivé à Clairac en 1606 pour prendre possession de ces ruines au nom du Chapitre de Saint-Jean de Latran, le chanoine Garganti s'efforça, en même temps qu'il relevait les édifices, de reconstituer les archives. Malheureusement ses recherches, comme il fallait s'y attendre, eurent peu de succès. C'est à peine s'il parvint à recueillir quelques actes des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles et encore ces pièces offrent-elles peu d'intérêt pour l'histoire. Une seule fait exception et l'on est heureux de la signaler, c'est le Nécrologe de l'abbaye qui remonte au xiv^e siècle (2).

En revanche, depuis la donation de l'abbaye (1604) par Henri IV, au Chapitre de Saint-Jean de Latran, les documents abondent, presque tous, il est vrai, en italien et de lecture difficile. Ce sont des comptes administratifs, des pièces de régie, la correspondance des

(1) *Revue de l'Agenais*, juillet-août 1894, p. 364.

(2) Archives capitulaires de Saint-Jean de Latran, XY, xxxv.

Abbés (1) administrateurs, des rapports sur leurs différends avec les évêques d'Agen, les curés et habitants du pays, les Jésuites de la Mission de Clairac, des mémoires justificatifs contre des accusations de mauvaise gestion ou d'impopularité notoire, etc., etc.

Tous ces papiers sont conservés précieusement dans les archives du Chapitre Saint-Jean de Latran. Ils y constituent, sous la désignation *Fonds de Clairac* (2), une réserve spéciale dans laquelle personne jusqu'ici n'a été admis à puiser librement. C'est donc par une faveur très exceptionnelle et dont nous reconnaissons tout le prix, que nous avons pu obtenir le rapport qui est l'objet de la présente publication.

C'était en 1902. Le cardinal Mathieu préparait, à Rome, son « Concordat de 1801 ». Désirant préciser l'origine du titre de chanoine de Saint-Jean de Latran que portaient naguère encore les

(1) Voici la liste de ces Abbés, extraite des archives du Latran :

- Nommé en 1605, Paul Garganti, mort à Clairac ;
— 1649, Rasponi, démissionne au bout de quelques mois et propose comme son successeur, son ami Chevillard ;
— 1650, février, François Chevillard, chanoine de Sainte-Croix d'Orléans... déposé ;
— 1657, Jacques de Campo ;
— 1665, 5 septembre, Jean-François Vidaschi ;
— 1669, 29 mars, François Velli ;
— 1671, 22 décembre, de nouveau Jean-François Vidaschi ;
— 1673, de nouveau Jacques de Campo, décédé à Clairac ; février ou mars 1678.
— 1678, de nouveau Jean-François Vidaschi, révoqué en 1687.
— 1687, Jacques Couchon, prêtre de Toulouse, nommé vicaire spirituel de l'abbaye de Clairac ;
— — , Raymond Mermiesse, de fermier du Chapitre devient administrateur temporel ;
— — , Grimard, vicaire perpétuel de Clairac possède aussi certains pouvoirs spirituels indépendamment de Couchon ;
— 1690, 22 juin, Luperti, révoqué ;
— 1704, 31 août, Augustin Sébastiani ;
— 1708, 26 juin, Marc-Antoine Costa ;
— 1713, 22 juin, Bernardin de Vendemini, rappelé ;
— 1731, Jean-François Ferri, décédé 18 novembre 1737 ;
— 1738, 20 avril, Philippe de Venuti, révoqué ;
— 1742, 17 mai, Jacques-Antoine Piazza, démissionne ;
— 1758, 24 février, Pierre Casseri, démissionne le 30 mai 1779 ;
— 1779, 19 septembre, Augustin Anselmi ;
— 1790, janvier, Nicolas Oster.

(2) Ce fonds a été inventorié vers 1762, en même temps que tous les autres papiers du Chapitre par le bénédictin Galletti, archiviste du Vatican. Le travail de Galletti comprend 8 volumes in-folio.

chefs de l'Etat français, il obtint pour son secrétaire, don Pietro Ercole (1), l'autorisation de consulter à ce sujet les archives de l'insigne basilique patriarcale. L'un des signataires de ces lignes, parent du cardinal et son familier, accompagna le secrétaire dans sa mission. Au cours de ces recherches, une pièce dont il reconnut tout de suite l'importance, lui fut très gracieusement communiquée par Mgr Ferri-Mancini, chanoine-archiviste et le P. Pasquale Frisanco, sous-archiviste. C'est la traduction de ce document que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue de l'Agenais*. Nous y avons joint de précieuses notes fournies également par le P. Pasquale et complétées au moyen de nos archives locales.

Le mémoire n'est pas daté, mais d'après le contexte, il doit être placé en 1783 ou 1784. Il a été rédigé en italien par Augustin Anselmi, vicaire général de l'abbaye de Clairac de 1779 à 1790. Cet abbé appartenait à une famille très honorable de Vetralla près de Viterbe. Sa candidature avait été fortement appuyée auprès du Chapitre de Saint-Jean de Latran, par le prince Doria Pamphili, nonce à Paris, par le cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome, par le baron de Sacripanti dont il était le secrétaire, et enfin par l'évêque de Rieti. Défenseur zélé des droits de l'abbaye, mais d'un caractère méticuleux et tracassier, Anselmi n'était pas l'homme qu'il fallait dans les temps troublés où il exerça ses fonctions. En 1789, il fut obligé, sous la menace d'une insurrection, de se réfugier à Bordeaux. La municipalité de Clairac écrivait le 30 novembre 1789 que s'il s'obstinait à rentrer, on ne pouvait répondre du maintien de l'ordre. « Il ne doit qu'à lui-même, disait-elle, et à son caractère despotique et tracassier les désagréments qu'il a essuyés. Pendant l'espace de huit ans qu'il a eu l'administration de l'abbaye de Clairac, il ne s'est presque pas passé de jour qu'il n'ait indisposé le peuple

(1) Admis dans l'intimité du Cardinal Mathieu, don Pietro Ercole fut aussitôt subjugué par les hautes qualités d'esprit et de cœur de l'éminent représentant de la France catholique à Rome et se sentit très vite français dans l'âme. Aussi bien nul plus que lui n'aime à obliger nos compatriotes. Au nom d'une illustre mémoire qui leur demeurera éternellement chère et de tant de précieux souvenirs qui leur sont communs, le cousin du Cardinal est heureux d'offrir ici à don Pietro l'expression de sa très vive et bien fraternelle affection.

Des témoignages de reconnaissance sont dus également à l'archiviste actuel du Latran, Mgr de Chazelles, ancien évêque élu d'Aréthuse, et au P. Martene Rederstoff, sous-archiviste, pour leur complaisance à faciliter des recherches dont profite la présente publication.

contre lui, tantôt par l'effet d'une injustice criante vis à vis des ouvriers en leur refusant le payement de leur salaire, tantôt contre les tenanciers de l'abbaye, en exerçant des vexations tyranniques et les forçant, par la menace des procès, à payer des droits qu'ils ne devaient point... Il s'est attiré une haine des plus fortes dans toutes les classes des citoyens. Un nombre infini de plaintes ont été portées contre lui, tantôt au Chapitre de Latran, tantôt aux ministres détenteurs de l'autorité du roi, pour demander son remplacement; mais, n'ayant jamais pu y parvenir, le peuple indigné s'est ouvertement montré contre lui et a résolument prononcé son exclusion (1). » Après une longue résistance le Chapitre finit par sacrifier son trop zélé serviteur et au début de 1790 il donna à Anselmi un remplaçant.

Quoi qu'il en soit, le rapport du pénultième Abbé de Clairac nous a paru digne d'un intérêt réel soit à cause des détails qu'il renferme, soit à cause des souvenirs qu'il évoque. Nulle part ailleurs on ne trouverait aussi exactement et aussi minutieusement décrit l'état d'une grande seigneurie dans notre pays à la veille de la Révolution. Il nous rappelle en outre que Clairac a été pendant près de deux siècles, comme un gage de la piété filiale non seulement du diocèse d'Agen, mais encore de la France, envers la mère et le chef — *mater et caput* — de toutes les églises. A Saint-Jean de Latran on n'a rien oublié. Malgré la Révolution qui l'a dépouillé de son beau fief agenais, un des dignitaires du Chapitre (2) porte encore le titre de *Préfet de l'abbaye de Clairac*; malgré la rupture toute récente de ses relations avec notre chef de l'Etat, ce Chapitre qui compte d'ailleurs dans son sein plusieurs prélats français (3), conserve très vifs le culte et l'amour de la France. Aussi espérons-nous qu'on voudra bien faire à ce mémoire un accueil favorable.

PAUL FIEL,

Aumônier de l'Ecole professionnelle de l'Est à Nancy.

A. DURENGUES,
Chanoine d'Agen.

(1) Lettre à M. de Saint-Priest, ministre. (Arch. dép. de Lot-et-Garonne, E. Supp^e 2088).

(2) Le préfet actuel est Mgr Alexandre Verde, promoteur de la foi aux Rites.

(3) Mgr Tiberghien, Mgr de Chazelles, Mgr Luzzani et Mgr Vaneufville.

RAPPORT DE L'ABBÉ ANSELM

SUR L'ABBAYE DE CLAIRAC (1)

Un administrateur habile, désireux de plaire à son maître, ne se contente pas de rendre un compte exact de son administration, mais il sait, en temps opportun, fournir un exposé clair et net sur l'origine, la nature et l'état des biens dont il a la gestion.

C'est pourquoi je me propose, dans ce rapport, d'étudier l'état de l'abbaye de Clérach (2) au double point de vue de ses droits et publics et privés. Ainsi l'Illustrissime et Révérendissime Chapitre de Saint-Jean de Latran, libre et souverain maître de cette abbaye, pourra, malgré la distance, rien qu'à parcourir ces pages, se faire une idée exacte de la valeur de son domaine et en juger en pleine connaissance de cause.

Pour procéder avec méthode, avant d'énumérer les biens et droits de l'abbaye, je crois utile de dire quelques mots de la ville ou cité de Clairac.

Cette ville est située dans la province de Guyenne. Elle est bâtie sur une colline peu élevée, au bord du Lot qui est une rivière navigable. Ses rues sont en pente raide. Des quatre faubourgs qui l'entourent trois lui sont reliés et forment comme son prolongement. On les appelle la Fosse, la Pause et Maubourguet. Le Lot la sépare du quatrième qui se nomme Longueville.

Il y avait au sommet de la colline une citadelle qui fut démolie avec son enceinte, par ordre de Louis XIII, lors des derniè-

(1) Archives capitulaires de Saint-Jean de Latran, Y, xxxix.

(2) La graphie Clairac n'a été fixée qu'au dernier siècle. Dans la correspondance des administrateurs de l'abbaye on trouve tantôt Clérach, tantôt Clairach ou encore Clérac. L'abbé Anselmi écrit tour à tour Clérach ou Clairac. Une lettre de Montesquieu à l'abbé Vénuti porte Clérac.

res guerres civiles (1). L'emplacement de cette citadelle et de ses dépendances fut donné aux PP. Jésuites (2) qui obtinrent encore, de la munificence du roi, une église, un couvent et une pension pour leur entretien : tout cela à l'époque où le chanoine Paul Garganti légua par testament aux religieux de cet ordre la somme de vingt mille livres (3).

Rien de plus agréable que le site et le climat de Clérach. On

(1) Cet ordre du roi doit être placé exactement après les deux capitulations de Clairac en 1621 et 1622. (Voir sur ces événements la Bibliographie donnée par Andrieu, *Hist. de l'Agenais*, t. II, p. 99, note 1 et p. 107, note 3). L'opération n'était pas encore accomplie en 1639. On trouve, en effet, aux Archives départementales, E. supp^o 2115, mention d'une démarche faite à cette date, auprès du Sénéchal, pour obtenir l'autorisation de démolir le fort et la citadelle de Clairac.

(2) Le brevet du roi attribuant aux Jésuites d'Agen l'emplacement de la citadelle est du 31 août 1650, les lettres patentes sont du mois de mai 1651. Appel ayant été interjeté par quelques particuliers, le Parlement de Bordeaux rendit le 27 mars 1655 un arrêt en faveur des Jésuites. Un arrêt du Conseil du 20 juin 1665 maintint ces religieux dans la possession de l'emplacement, appartenances et dépendances de la citadelle : fossés, escarpe, esplanade et dehors. L'administrateur de l'abbaye, Jean-François Vidaschi, comme seigneur de la ville, fit alors opposition. L'intendant de la province, M. de Pellot, donna une sentence le 16 janvier 1667 qui confirmait l'arrêt du Parlement. Vidaschi se pourvut en appel devant ce même Parlement. Cette cour ayant été dessaisie, l'affaire fut déférée au Conseil et cette fois les consuls se portèrent partie dans l'instance. Par arrêt du 29 juillet 1669 tous les anciens jugements furent confirmés et Vidaschi condamné aux dépens. (Cfr. minutes de M^r Bothian, à Agen, Transaction entre les Jésuites et dame Françoise de Galiné, veuve de messire Laurent d'Allot.)

(3) Par son testament en date du 8 mai 1645 le chanoine Garganti légua tous ses biens, meubles et immeubles à la Compagnie de Jésus, à charge d'établir à Clairac une mission ou résidence. « Je supplie, dit le testateur, les RR. PP. de la Compagnie de Jésus que j'ai toujours honorée pour sa vertu que j'ai éprouvée partout où je suis passé et principalement quand j'étudiais à Padoue et ensuite à Rome, je les supplie de prier pour moi selon leur charité et leur habitude. » Le testament contient plusieurs legs particuliers : aux pauvres 50 livres; au sieur Galibert 100 livres et un manteau; au monastère du Paravis quelques ornements; à M^{me} de Ropina, religieuse de grand mérite, en témoignage d'amitié et d'estime de sa vertu, 100 livres; à chacun des prêtres qui seraient à son enterrement 10 livres; au sieur Bourran 25 livres; au domestique François, 100 livres; aux autres serviteurs, 10 livres; au sieur Labat, lieutenant, un vase et une salière d'argent; à la chapelle de Sainte-Victoire, un grand plat d'argent, une grande croix, un calice et deux chasubles; aux serviteurs qui seraient à son enterrement 6 livres outre leur salaire; aux capucins du Port-Sainte-Marie, 12 écus; au sieur Franci, son meilleur ami, un lit avec une couverture de satin cramoisi et une soucoupe d'argent. Cette pièce porte la signature de Séguin, notaire royal et de nombreux témoins : Jean de Galibert, curé de Clairac; Jean Dovian de Bouvrai, curé de

y jouit d'une vaste perspective sur une belle plaine toute parsemée d'habitations rurales entre lesquelles serpente le fleuve et qu'entourent des côteaux plantés de vigne et d'arbres fruitiers. Son territoire est très étendu et de forme octogone. D'après le rapport de l'arpenteur de l'abbaye, il mesure 6,900 carterées de biens nobles ou roturiers et 400 carterées occupées par les routes, fleuve et autres propriétés publiques. La carterée (1) est une mesure française qui vaut 2,304 toises, la toise étant de 2 pieds romains.

On compte dans la juridiction 11,000 âmes : 10,000 huguenots et 1,000 catholiques peu fervents sauf 4 ou 5 familles (2).

Bugassat ; Jean del Poggio, curé de.....; François Rubins, prêtre ; Etienne Galibert, capitaine; Bernard Borgoigne, chantre; Evandre Bordier, clerc.

Après la mort de Garganti survenue le 18 juillet 1649, comme il était « natif du royaume de Sicile et par conséquent au ban étranger », le fisc réclama ses biens par droit d'aubaine. Mais les Jésuites héritiers purent prouver que le défunt s'était fait naturaliser et le testament eut son plein effet. (Cf. Arch. de M. Dèche, pièce communiquée par M. l'abbé Marboutin.)

La *Mission* de Clairac qui, sans doute, pour se donner plus de relief aimait à se dire de fondation royale, a été surtout l'œuvre du chanoine Garganti. La part contributive du roi ne fut que le délaissement de l'emplacement et des matériaux. Les édifices furent construits par les Jésuites d'Agen en exécution du testament du chanoine. (Verbal de Mascaron, 1681.) La pension de 1.000 livres était payée non par le trésor royal mais par le Collège d'Agen. (Arch. dép. GG, 215 et papiers du district de Tonneins, 1790.) Elle représente d'ailleurs l'intérêt des 20.000 livres dont parle Anselmi. C'est enfin Garganti qui dans son testament régla le service de cette fondation : sermons les premiers dimanches du mois, pendant l'avent et le carême, instruction ou catéchisme tous les mercredis, confessions et office divin tous les jours. (Verbal de Mascaron et papiers du district, cités.) Après la suppression de la Compagnie de Jésus, les Capucins remplacèrent les Jésuites à Clairac aux mêmes obligations et revenus. Les biens de cet établissement comprenaient en 1790 : outre la pension de 1.000 livres sur le Collège d'Agen, une maison pouvant loger six religieux et une église très petite, un jardin de 8 à 10 cartonnats, un petit domaine et autres objets, donnant 200 livres de revenu. A cette même date tous ces biens en bloc furent estimés 15.691 livres 10 sols, dont 1.056 livres pour la maison et l'enclos et 3.210 livres pour le domaine, petite métairie située dans la paroisse de Coleignes qui était affermée 100 livres et 50 livres de paille. Le reste représentait la valeur de 15 pièces de terre, pré, vignes et friches. (Biens nationaux, liasse.)

(1) La carterée de 8 cartonnats valait à Clairac 87 ares 1981 et le cartonnat de 8 picotins 12 ares 1497 (Domingie). D'après ces données, la superficie totale de la juridiction de Clairac était de 6.365 hectares, 46 ares 16 centiares.

(2) Dans une lettre du 12 décembre 1776, l'abbé Cassari, prédécesseur d'Anselmi à Clairac, donne sur les catholiques de cette ville cette appréciation bien différente : « Clairac, dit-il, est habité par beaucoup d'hérétiques,

Il n'en était pas ainsi dans les premiers temps, c'est-à-dire à l'origine de l'abbaye qui reconnaît pour son fondateur Pépin, roi de France (1). C'est en 757 que fut fondé ce monastère, en l'honneur des SS. Pierre et Paul et en reconnaissance d'une victoire remportée sur les Sarrasins dans la plaine de Clérach (2). Charlemagne, fils de Pépin, dota l'abbaye de tous les droits de haute, moyenne et basse justice, droits de pêche et de chasse, passage, péage, fornage, pontage, etc... dans l'étendue de la juridiction de Clérach. Il lui donna aussi la moitié de

mais les catholiques ont conservé, dans sa pureté, la pratique de leur religion; ils sont encouragés par l'exemple du clergé. Les sermons, offices divins, etc..., tout se fait avec toute la splendeur et la pompe possibles. L'ordre des cérémonies est le même que dans la basilique de Saint-Jean.... » 40 ans auparavant, M. de Chabannes notait dans son verbal, 1736 : « Il y a 450 communicants sur près de 4.000 qui seraient en état de communier, lesquels sont de la R. P. R. » Mascaron écrivait dans le sien en 1681 : « Il y a dans la paroisse et annexes, environ 100 communicants, entre lesquels il n'y a pas plus de 20 familles fixes, et le reste sont des valets ou artisans qui passent et viennent travailler en ce pays, lequel étant bon et bien cultivé attire beaucoup de monde du dehors de l'une et l'autre religion. Il y a environ 4.000 huguenots et presque tous les plus riches, ce qui cause que les catholiques mêmes ont très peu de religion par le commerce et la dépendance qu'ils ont des huguenots. » — NOTA. — Les deux évêques parlent de la paroisse, Anselmi de la juridiction.

(1) Voir *Notice sur le Diplôme de Pépin le Bref, en faveur de l'abbaye de Clairac*, par M. Amédée Moullié. Agen, 1868. « M. Moullié, dit M. Fallières dans ses notes à l'Abrégé de Labrunie, croyait à l'authenticité du document, mais il avouait avec franchise que des érudits très compétents, entre autres M. Lacabanne, n'étaient pas de cet avis. » M. l'abbé Barrère défend aussi, avec d'assez pauvres arguments d'ailleurs, dans son *Histoire religieuse et monumentale* (t. 1, p. 160 et suiv.) l'authenticité de ce même document dont il donne, après Labénazie, une traduction. Labénazie, malgré le peu de sévérité de sa critique, ne peut s'empêcher de remarquer : « Il est faux que Pépin donna des justices à l'abbé de Clairac parce qu'elles ne furent établies que longtemps après. » (*Hist. mss. d'Agen.*)

(2) Une légende fait remonter à cette victoire l'origine du nom de Clairac : le jour aurait été prolongé miraculeusement comme pour Josué d'où *clara luce*, Clairac. D'après une note qui se trouve dans un mémoire sans importance, rédigé en 1623, l'archevêque de Reims, Turpin, aurait accrédité cette légende que semble confirmer les armes de la ville : un soleil avec cette inscription : *Lux orta est justo*. (Ps. xcvi, 11.) On connaît la devise attribuée aux abbés seigneurs de Clairac, « travailleurs, savants, pacifiques » *Les Clareat*, et celle que prit au début du xvii^e siècle « une population intelligente mais turbulente et batailleuse, toujours à l'avant-garde : *ville sans Roy, soldats sans peur* ». (Annuaire illustré de Lot-et-Garonne pour 1908, p. 412.)

la justice de Laparade (1) et celle de Nicole (2). Cette abbaye, avec tous ses droits, passa ensuite aux Bénédictins qui l'ont possédée jusqu'au moment où ils devinrent apostats de leur ordre et de la foi catholique. La ville tomba alors dans tous les désordres d'une vie libertine, les moines abandonnèrent leurs cloîtres, ce fut le triomphe de l'hérésie.

Tout cela entraîna la ruine de l'abbaye qui fut mise au pillage. Biens, titres, documents furent pris par les prétendus réformés et par les religieux qui, après s'en être emparés indûment, en firent leur propriété personnelle (3).

Après la défection des Bénédictins, l'abbaye fut érigée en commende (4) avec le titre de cure primitive, et possédée par un certain Tigliac (5).

Elle fut ensuite unie à l'Illustrissime et Révérendissime Chapitre de Saint-Jean de Latran, grâce à la généreuse munifi-

(1) Laparade autrefois Tourailles et plus anciennement encore Castelseigneur, est aujourd'hui paroisse et commune dans le canton de Castelmoron. Jusqu'à la Révolution, l'abbé de Clairac y fut conseiller avec le roi. Mais les dîmes appartenaient au chapitre S. Etienne d'Agen.

(2) Aujourd'hui paroisse et commune du canton du Port-Sainte-Marie. Sur la fondation de Nicole et la participation des abbés de Clairac à cette fondation, voir Tamizey de Larroque, *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais*, pp. 30, 31, complétés par Ch. Carte. — Bibl. Nat., coll. Bréquigny, t. II, p. 138. Ex. Vascon. Rot. anno XX et XXI, Ed. I, memb. 7. — *Nota*. Tout ce passage sur la fondation de l'abbaye se trouve à peu près mot à mot dans un Mémoire anonyme et sans date conservé aux archives départementales. (Fonds de l'Evêché, H. liasse Clairac.)

(3) « La plupart des familles qui sont dans cette ville, écrit Mascaron dans son verbal de 1681, ne sont fondées que sur la dépouille des biens de l'Eglise, et ayant pris, avec les biens, les titres, les ayant fait brûler, ils font de leur enlèvement des railleries, comme s'ils avaient délivré ces biens de la captivité du péché et de l'idolâtrie. »

(4) Assertion inexacte. Il y avait déjà un abbé commendataire au moins en 1513. (Voir *Gallia*, abbé du Tems.)

(5) Jean de Teillac. Cet abbé se démit en 1604, sous la réserve d'une pension de 2.000 livres, pour favoriser l'union de l'abbaye à Saint-Jean de Latran. Depuis la défection des moines survenue en 1565 sous l'abbatiate de Geoffroy de Caumont, apostat lui-même, Henri d'Angoulême, grand prieur de France et Henri Lévisson furent successivement pourvus du bénéfice. Après le décès de ce dernier, vers 1594, l'abbaye fut mise en régie et le duc de Biron jouissait du revenu avant d'être exécuté. (Arch. dép. B 2 et 5.)

cence d'Henri IV (1) en compensation de certains biens accordés par les rois ses prédécesseurs et autres droits que réclamait le Chapitre (2). Cette donation fut l'objet d'un Concordat qui fut approuvé par Paul V et qui a pour auteurs le cardinal de Joyeuse et M. de Béthune, ambassadeur de France à Rome (3). Il comporte l'obligation d'un certain nombre de messes (4). D'autres documents attestent que cette générosité fut confirmée par les rois Louis XIII et Louis XIV, héritiers de la gloire et

(1) Pour témoigner sa gratitude à Henri IV, le Chapitre du Latran décida de lui élever une statue. (Assemblée capitulaire du 26 juillet 1608.) Cette statue équestre existe encore, elle se dresse à gauche du portique de l'entrée latérale de la Basilique. De plus il conféra au roi et à ses successeurs le titre de chanoine de Saint-Jean de Latran. Chaque année, jusqu'à la Séparation, le Chapitre écrivait, vers la Noël, au chef de l'Etat français qui répondait très exactement. (Voir notamment lettre de M. Loubet du 14 janvier 1902.)

(2) La plupart de ces générosités remontaient au roi Louis XI qui, pour échapper à la maladie, éloigner la mort et éviter l'enfer, avait donné à la Basilique de Saint-Jean de Latran trois calices d'or et des revenus considérables de la couronne en Guyenne et en Languedoc : les communs de paix de Périgord et de Rouergue, les château, ville, terre et seigneurie de Monflanquin, le greffe d'Agen, le domaine royal de Rodez, le péage et tabellionage de Millau, le droit d'albergue dans la juderie d'Albigeois, les notariat et baille de Gaillac... (Cf. G. Périnelle, *Louis XI, bienfaiteur des Eglises de Rome*, 1903, imprimerie Cuggiani. — M. Périnelle, ancien élève de l'Ecole des Chartes et membre de l'Ecole française de Rome, entré depuis au Séminaire de Saint-Sulpice, fait partie aujourd'hui du clergé enseignant du diocèse de Paris.)

Au sujet des motifs de cette donation, l'abbé Du Tems écrit : « Le Chapitre de Saint-Jean de Latran, qui se prétendait créancier de nos rois, pour *certaines sommes ou revenus annuels*, députa le chanoine Helicone vers Henri IV, pour faire valoir ses titres de créance : les prétentions du Chapitre furent examinées par ordre de ce prince, et se trouvèrent mal fondées. Cependant le Roi, voulant lui donner des marques de son affection, la donna (l'abbaye de Clairac) au Chapitre. » Plus loin le même auteur ajoute : « Ceux qui voudront s'instruire de tout ce qui regarde cette union n'auront qu'à consulter le *Traité de la régale* de Pinsson, t. II, pag. 1283 et suiv. » (*Tableau historique, etc.*, tome II du *Clergé de France*, art. Agen.) Voir surtout abbé R. Couzard, *Une Ambassade à Rome sous Henri IV*, pp. 244, 259, 403, 404.)

(3) Le brevet du roi est du 22 septembre 1604, le Concordat du 6 juin 1605, la Bulle du Pape du 5 des ides d'octobre 1605, les lettres patentes du 24 mai 1606.

(4) D'après l'article 3 du Concordat, le Chapitre devait chanter annuellement deux messes : l'une le jour de Sainte Luce, pour Henri IV, et après sa mort, pour le roi de France régnant; l'autre le jour de l'octave des Morts pour les rois de France décédés, et dire chaque jour une messe basse dans la même église, à une heure marquée par MM. de Joyeuse et de Béthune.

de la munificence d'un si grand bienfaiteur. Il ne serait pas inutile d'obtenir semblable confirmation du Roi actuel.

Cette abbaye, possédée autrefois par les moines et actuellement par le Chapitre, est une des plus riches et des plus importantes de France. Elle le serait encore davantage si, en plus des usurpations qui suivirent l'apostasie des moines, elle n'avait eu à souffrir de soulèvements populaires sous le chanoine Paul Garganti, homme d'un grand cœur et de beaucoup de mérite que le Chapitre avait envoyé pour prendre possession (1) de l'abbaye et y rétablir l'ordre. Malgré toutes les précautions et la vigilance de Garganti, le peuple se souleva, fit une émeute, passa au fil de l'épée les troupes envoyées par le roi et détruisa les églises ainsi que la maison abbatiale, excepté une tour qui subsiste encore. Malheur bien plus irréparable, la populace s'empara des archives de l'abbaye et les brûla. Elle jeta en prison Garganti et lui fit subir mille sévices. Celui-ci resta sous les verrous jusqu'au moment où Louis XIII, ému de compassion, envoya de nouveau à Clairac des forces considérables qui assiégèrent le fort, le détruisirent et soumirent aux lois de la religion et du royaume, le peuple rebelle, après avoir fait périr publiquement les meneurs pour donner un exemple salutaire.

A sa sortie de prison Garganti fut obligé de se retirer quel-

(1) Parlant de l'union de l'abbaye de Clairac au Chapitre de Saint-Jean de Latran, Labrunie a dit : « Jean-Baptiste Tébaldi (*sic*), chanoine de ce Chapitre et bon poète italien, en fut le premier abbé de cette nation. » (*Pièces justificatives pour servir à l'histoire civile et ecclésiastique de l'Agenais*, n° 12.) C'est une erreur. Ce Téobaldi est le même personnage que le chanoine Helicone ou mieux Elicona, député en 1604 pour faire valoir auprès d'Henri IV les droits de la Basilique de Saint-Jean de Latran. Elicona de Théobaldi revint directement de Paris à Rome, sans passer par Clairac. Un procès-verbal du Chapitre mentionne son retour le 7 décembre 1604.

Paul Garganti, né à Foncino (Lombardie), de parents d'origine grecque, était chanoine de Saint-Jean de Latran depuis le 1^{er} octobre 1600. Il ne dut arriver à Clairac et prendre possession de l'abbaye qu'au mois de juin 1606. Son nom figure pour la dernière fois dans le procès-verbal de la séance capitulaire du 21 décembre 1605. Dans une pièce de nos Archives départementales (E. suppl., 2109), datée du 25 juin 1606, il est question d'un présent d'une barrique de vin au sieur de Sainte-Victoire qui venait prendre possession de l'abbaye.

que temps à Agen. La vente de quelques biens lui permit de reconstruire l'église et la maison abbatiale. Nous avons parlé de la perte des titres. Elle porta à l'abbaye un notable préjudice à cause des transactions qu'elle fut obligée de consentir à son désavantage.

Outre ces dommages causés par tous ces troubles, l'abbaye en avait subi d'autres lorsqu'il lui avait fallu aider la Couronne à payer la rançon de François I^{er}, prisonnier de Charles-Quint. En cette circonstance, elle dut faire, avec la permission du Pape et du Roi, des aliénations de biens qui lui portèrent un tort énorme à raison des conditions où se firent les ventes. Elle aurait pu recouvrer ces biens comme ayant été aliénés avec perte, lorsque Louis XV, par un édit en 1745, accorda au clergé de France la faculté de racheter et de reprendre tous les biens ecclésiastiques aliénés pour les besoins de la Couronne, à la charge de rembourser le prix qui en avait été primitivement perçu. Soit incapacité, soit fausse honte, les Abbés de l'époque (1) laissèrent échapper une occasion si favorable. A telles enseignes qu'aujourd'hui tous ces biens sont encore possédés par des tiers qui n'ont pas manqué de profiter de l'incurie des Vicaires du Chapitre, pour faire en outre de notables usurpations, comme on le dira en temps et lieu, notamment lorsqu'il sera question des droits seigneuriaux. On pourrait essayer de rentrer en possession de ces biens pour les raisons données dans un autre mémoire envoyé au Chapitre.

(1) Cette appréciation sévère est peut-être trop peu nuancée et trop absolue pour être juste. En 1745, l'abbaye était administrée par Jacques-Antoine Piazza, nommé le 17 mai 1742 et démissionnaire en 1758. Il ne semble pas que le Chapitre ait eu à se plaindre de l'abbé Piazza dont le retour à Rome fut tout à fait spontané. La critique d'Anselmi s'appliquerait mieux, semble-t-il, à l'abbé Philippe Venuti, né à Cortone (Italie) en 1709, qui, nommé administrateur de l'abbaye le 20 avril 1738, arriva à Clairac le 5 août suivant et fut révoqué le 17 mai 1742 pour son administration funeste « dannosa ». Il est évident que Venuti ne peut être rendu responsable de ce qui se passa à Clairac en 1745 et les années suivantes. Il séjourna à Bordeaux de 1742 à 1750. Noble de naissance, esprit fin et curieux, épris de littérature, il n'avait pas tardé à se faire, dans la meilleure société, une place distinguée. « Un savant qui a de l'esprit », tel est le jugement que porte sur lui l'auteur de *l'Esprit des Lois*. (Lettre du 27 mars 1739.) Il donna à l'Académie de Bordeaux, qui le comptait parmi ses membres, des études historiques très estimées qui ont été publiées

Pour tous ces motifs, l'abbaye ne possède actuellement que fort peu de biens fonds : la maison de l'abbé, celle des vicaires ou chapelains, celle du curé, une autre maison louée aux Dames de la Foi (1), une autre petite à la baronnie de la *Muraille*, avec une pièce de terre et de vigne, une méchante habitation dans la paroisse de Marsac, dont jouit le fermier de cette paroisse, un bois qui ne produit rien et enfin deux lopins de terre : l'un à Dominipech, l'autre à Saint-Jean de Peyrières, dont jouissent aussi les fermiers respectifs de ces paroisses.

La maison de l'abbé n'est, comme on l'a dit, qu'un reste échappé à la fureur des huguenots. Lorsque ces hérétiques se soulevèrent, ils détruisirent le monastère dont l'emplacement est occupé aujourd'hui par des rues publiques, des habitations particulières. Ce qui a été épargné forme la maison de l'abbé, celles du curé et des religieuses.

L'abbatiale actuelle se compose de 3 pièces qui se suivent. A droite de la dernière se trouve une chambre, dite de la tour, occupée d'ordinaire par le représentant du Chapitre, avec un cabinet qui me sert de bureau et renferme les archives. Il y a

sous ce titre : *Dissertations sur les anciens Monumens de la ville de Bordeaux, sur les Gahet, les antiquités et les Ducs d'Aquitaine, avec un Traité historique sur les Monnoyes que les anglais ont frappées dans cette province.* (Bordeaux, Jean Chappuis, 1754, petit in-4°, pl.) Il cultiva aussi la poésie. C'est ainsi qu'on a un poème de lui intitulé : *Le Triomphe de la France littéraire*, une tragédie : *La Didone*, qui a été traduite par Lefranc de Pompi-gnan (Paris, 1744, in-8°). Lui-même a donné du poème de *La Religion* une traduction italienne qui lui valut une gratification du roi au moment où il quitta la France en 1750 pour aller occuper la prévôté de Livourne. Il avait été nommé à cette dignité par l'Empereur, grand-duc de Toscane.

Montesquieu, qui fréquentait chez M^{me} de Tencin, pria le Cardinal, frère de cette dame, d'intervenir auprès du Chapitre de Saint-Jean de Latran en faveur de son ami, victime, disait-il, de la délation. Ce fut en vain. On conçoit que le Chapitre ait préféré un économe plus porté à rendre des comptes exacts et à préparer et à surveiller des baux de ferme qu'à chevaucher Pégase et à briller dans des séances académiques.

(1) A l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, Louis XIV avait fondé à Clairac l'Ecole charitable du Saint-Enfant Jésus. Trois dames de l'Union chrétienne ou de l'Institut de l'Enfant-Jésus, fondé par M. de Montigny, dirigeaient cette maison. On les appelait communément Dames de la Foi. Etablies dans une dépendance de l'abbaye, elles vivaient d'une pension de 435 livres sur le trésor royal. Elles étaient chargées de l'éducation des filles et recevaient des pensionnaires. (Cf. *Pouillé historique*, p. 631.)

joignant une chambre de domestique. A gauche de la troisième pièce s'ouvre une salle où je prends mes repas, puis viennent deux chambres de maître garnies chacune de leur lit. L'une d'elles me sert pour la perception des lods et ventes. Au-dessous se trouvent la cuisine, le four et une petite dépense. La troisième salle et les trois autres chambres de maître sont en façade sur le Lot, exposées au midi et reliées entre elles par un balcon de bois rustique d'où l'on a sur la plaine cette vue splendide que j'ai déjà signalée. Au second étage sont deux petites chambres faites par mon prédécesseur pour les domestiques et un autre local dans la tour au-dessus de l'appartement de l'abbé. Le reste est occupé par des greniers qui ne servent pas. Sous les deux premières salles sont les caves, sous la troisième les prisons, et, à peu de distance, les privés. D'un côté de ces salles il y a un jardin d'agrément et un potager qui fournit des légumes pour la cuisine, sans eau tous les deux (1).

(1) Il peut y avoir quelque intérêt à confronter cette description avec l'état des bâtiments de l'abbaye, dressé le 23 germinal an VII (12 avril 1799), par Pierre Grenier, receveur de l'enregistrement des domaines, demeurant à Clairac : 1° Un grand corps de logis formant une aile, avec une tour sur l'angle du midi et couchant; et des cloîtres des cotés du couchant, du nord et du levant, soutenus par douze grands arceaux. Ledit corps de logis et aile composé d'un souterrain, consistant en une grande cuisine, trois autres chambres, une grande cave, une moyenne et une troisième sous la tour servant autrefois de prison, sous laquelle sont les basses fosses, le tout voûté en briques. Plus au rez-de-chaussée trois salles de file, une petite remise du côté nord, six chambres et deux cabinets du côté du midi avec un corridor et deux latrines et une galerie du côté du midi. Plus enfin le premier étage consistant en un grand galetas divisé en trois parties, qui occupe tout le dessus dud. corps et aile dud. bâtiment appelé l'abbaye, au-devant duquel est un vivier entouré de quatre murs, dont partie du vivier est couvert d'un mauvais grillage en fer, avec une fontaine également murée.

2° Un autre grand corps de bâtiment appelé le logement des prêtres, composé d'un rez-de-chaussée, d'un étage et d'un attique au-dessus. Le rez-de-chaussée consiste en une chambre qui autrefois servait de parquet pour les audiences de la justice, une petite servant d'orangerie et un très grand chai coupé par plusieurs arceaux. Le premier étage consiste en un grand corridor et six chambres du côté du midi. L'attique consiste en un grenier de toute l'étendue dud. bâtiment. Il y a un jardin muré au midi, avec un puits, plus un autre jardin au midi de ce dernier, avec un rivage au-devant, bordant la rivière du Lot, et au nord d'icelui un autre petit jardin soutenu par un mur, plus une écurie avec une cour, grenier au-dessus de ladite écurie, sellerie et petite décharge attenant à la dite écurie.

3° Une maison qu'occupait le ci-devant curé de Clairac, consistant en qua-

Dans la paroisse de la Muraille (1), en pleine campagne, se trouve la maison de la Muraille (2), dite la baronnie, à un mille environ de Clairac, tout près du Lot. Entre la rivière et la maison, il y a une aire à battre le blé qui sert à cette fin aux fermiers de la paroisse de Lafitte. Là se trouve également une petite vigne reçue en acompte d'un débiteur (3). La maison se compose de quatre chambres, d'un grenier et d'une cave. Ce local est laissé à la disposition des fermiers pour y renfermer les grains et le vin de la dîme (4).

La maison de Marsac consiste en deux petites chambres et un grenier que le fermier de la paroisse utilise comme garde-pile (5).

tre pièces au rez-de-chaussée, servant de chai et décharge avec une cave dans une partie au-dessous dudit rez-de-chaussée, sept chambres, cabinet ou antichambre au premier étage et un grenier au-dessus.

4° Enfin le ci-devant couvent des religieuses, consistant en une cour du côté du couchant, un corps de logis ayant une aile du côté du nord, et une seconde cour du côté du levant. Ledit corps de logis est composé d'un souterrain, d'un rez-de-chaussée, étage et grenier au-dessus. Le souterrain consiste en une grande et petite cave, le rez-de-chaussée en deux grandes chambres, une cuisine, un petit chai et un hangar sur ladite aile. Le premier étage consiste en trois chambres, trois cabinets ou antichambres, avec une galerie et des latrines, avec le grenier qui est au-dessus de toute l'étendue d'icelui.

Le tout d'une valeur locative de 1,245 francs et capitale de 22,000 francs, fut adjugé pour 22,410 francs.

(Archives départementales, Biens nationaux, liasse. — Les mêmes Archives possèdent un autre état peut-être encore plus détaillé.)

(1) C'est sans doute un *lapsus plumæ*. Il faut lire paroisse de Lafitte.

(2) Une affiche des Biens nationaux porte : Dans la municipalité de Lafitte, le domaine de la Muraille, consistant en maison de maître à quatre chambres, avec un corridor et un grenier au-dessus, maison du vigneron, deux fours, parcs à cochon, chais et appentis, cuiviers, pressoirs, terre, vignes, de 20 cartonnats, 61 escats, le tout estimé 9,000 livres.

(3) Ce débiteur était le sieur Sageron. La vigne était d'une carterée et demie. La vigne était donnée à moitié fruits. La part du Chapitre était portée dans les caves de l'abbaye.

(4) Dans le bail à ferme de cette dîme le Chapitre se réservait l'exemption de dîme pour la vigne de la Muraille, toute l'avoine provenant de Lafitte et un tonneau de vin rouge.

(5) Cette maison à deux ailes avec une terre de 5 cartonnats, 54 escats, près du bourg de Marsac, fut estimée 2,100 livres le 16 juin 1792. (Biens nat. Liasse.) En 1786 les fermiers de cette paroisse étaient les sieurs Audebez qui payaient régulièrement le Chapitre. Leur prédécesseur était le curé, M. Cailleva, qui ne pratiquait pas la même fidélité aux échéances. Le 28 avril 1772, l'abbé Cassari écrivait à Rome : « Le curé de Marsac est mort vers la fin de décembre. Il a emporté dans l'autre monde la dette qu'il n'avait pas payée au Chapitre. »

La propriété foncière la plus considérable de l'abbaye est un bois dans la paroisse de Saint-Vincent. Au reste, il ne rapporte rien. Ce terrain, qui autrefois était couvert d'arbres, donnait de temps à autre un revenu honnête, mais depuis que les huguenots l'ont incendié, il n'a pas été replanté, et, par suite, il ne produit rien d'utile. Il faudra pourtant chercher un moyen de le mettre en valeur. Je serais d'avis de l'ensemencer de grain pendant trois ou quatre ans et d'y bâtir une petite maison. On pourrait ensuite en mettre une partie en bois et une partie en vigne et y agencer une métairie sur le modèle adopté dans le pays. Bien que le sol soit assez ingrat, la contenance est suffisante pour nourrir une famille laborieuse et économe. Toutefois je ne réaliserai ce projet qu'avec l'approbation du Révérendissime Chapitre et que lorsque je connaîtrai bien les usages de la région afin de ne pas m'exposer à faire une école.

Le petit terrain de Dominipech et celui de Saint-Jean des Peyrières sont loués avec les dîmes de ces deux paroisses (1).

Bien que ce soit là tous les biens fonds de l'abbaye, le Chapitre ne laisse pas de percevoir d'autres revenus soit à titre de curé primitif, soit à titre de seigneur. Pour procéder avec clarté il sera question des uns et des autres successivement. Comme curé primitif le Chapitre prélève des dîmes. C'est donc des dîmes que je parlerai tout d'abord.

Si l'on veut se faire une juste idée de ces dîmes, il faut savoir que, dans le principe, toutes les terres de la juridiction appartenaient à l'abbaye. N'étant pas cultivées, elles rapportaient peu. Pour en tirer meilleur profit, les abbés ou possesseurs de ce temps-là les délaissèrent à des particuliers qui devaient les mettre en valeur, à la charge de payer la dîme, c'est-à-dire le dixième des fruits : grains, vin, etc. Les résultats les plus avantageux ne se firent pas attendre et aujourd'hui que toute la ju-

(1) 4 cartonnats de terre et une langue de terre de 2 lattes, situés près du vallon de Dominipech, lieu dit *Debat-Vidalot* et 2 cartonnats de vigne à la *Combe de la Fabe*, le tout estimé 1.349 livres 10 sols. (Arch. dép. Affiches de Biens nationaux et liasse.)

ridiction est cultivée, la dîme forme la plus grande partie des revenus de l'abbaye (1).

La dîme se divise en grosse, menue et verte. La grosse porte sur le froment, seigle, orge, fèves, etc.; la menue sur le maïs, millet, légumineuses, etc.; la verte sur le tabac, les oignons, le lin, chanvre, etc.

Pour obtenir de ces revenus le plus grand rendement possible, les abbés, mes prédécesseurs, ont employé différents systèmes de perception. Les uns mettaient les dîmes aux enchères et les donnaient au plus offrant. D'autres opéraient directement

(1) Inutile de faire remarquer que cette théorie de l'abbé Anselmi sur l'origine de la dîme est historiquement fausse.

En 1786-1787, c'est-à-dire à la veille de la Révolution, l'abbaye tirait de ses dîmes la somme totale de 47,701 livres dont voici le détail :

Cambes, Saint-Martin de Clairac et Dimeuil affermés aux sieurs Audebez frères	5.400 livres.
Marsac et Montbardat aux mêmes.....	6.300 —
Saint-Brice, aux mêmes.....	4.800 —
Laffite, aux mêmes.....	7.000 —
Tignagues, aux mêmes.....	1.600 —
Le Vaqué, au sieur Grenier, juge.....	2.000 —
Saint-Jean des Peyrières, Saint-Pierre des Pins et Subrebosc, au sieur Martineau.....	2.500 —
Pélagat, au sieur Laterre.....	1.800 —
Bugassat, au sieur Guilardin.....	2.380 —
Frégimont, Cugurmout et Saint-Barthélemy.....	2.900 —
Prieuré de la Grâce et Aubiac, au sieur Meydieu.....	3.800 —
Dominipech, au sieur Armand Baudet.....	18 —
Lacépède, au sieur Nebout, curé.....	1.000 —
Les Barthes, au sieur Maussacré.....	150 —
Romas, aux sieurs Caubon et Gaubert.....	1.000 —
Prieuré de Clermont au curé Lagrange.....	1.500 —
Prieuré de Marsac.....	725 —
Dîme des oignons à Longueville, au sieur Jean Vigneau.....	100 —
Dîme des agneaux au sieur Monbet, boucher.....	36 —
Coleignes	2.700 —
Saint-Gervais	200 —
Total.....	47.701 livres.

Nota. — D'après l'article 6 du Concordat les bénéfices dépendants de l'abbaye devaient être unis à la sacristie de Latran. Cette clause fut exécutée au XVIII^e siècle par l'union des prieurés de Clermont-Dessous et de Marsac en 1729. Les trois prieurés de Marmande, de Puyguiraud et de Tombebeuf qui étaient dans les mêmes conditions, avaient été unis en 1713 au Collège des Jésuites, à Agen. Comme compensation on donna en 1740, à la sacristie de Saint-Jean de Latran, le prieuré de la Grâce et d'Aubiac qui, depuis très longtemps sécularisé, n'avait jamais dépendu de Clairac.

pour leur propre compte, au moyen de domestiques. D'autres enfin désignaient eux-mêmes les fermiers selon leur préférence et acceptaient en sous-main ce qu'on appelle en France des pots de vin. On leur offrait soit de l'argent, soit des chevaux, de la toile, etc. Toutes ces méthodes et autres semblables m'ont paru défectueuses. Aussi bien ai-je adopté un système tout autre pour l'adjudication des dîmes. Je fais annoncer par des affiches, à Clairac et dans le voisinage, la mise en adjudication. Ce procédé m'amène une quantité de prétendants. Par une habileté toute loyale, je tâche d'obtenir des avantages appréciables, puis je choisis parmi les concurrents le plus offrant et le plus solvable. Ce système me paraît le plus propre à tirer un bon parti des dîmes. A cause de l'étendue de la juridiction, il est très difficile aux Abbés de connaître l'exacte valeur des dîmes. Par le moyen de l'offre et de la demande, un Abbé, s'il a quelque finesse et habileté, a tôt fait de découvrir et de déjouer les ruses et tromperies de ceux qui se présentent pour affermer.

Après avoir exposé ce qui revient à l'abbaye au titre de cure primitive, il me reste à énumérer les droits que lui confère la seigneurie spirituelle et temporelle dont elle est investie.

En sa qualité d'abbé et seigneur temporel de Clairac et de conseigneur avec le roi de la ville de Laparade (1), l'Illustrissime et Révérendissime Chapitre possède les rentes, la haute

(1) Le cens et la rente de Laparade donnait au Chapitre un revenu annuel de 25 livres. Partie des terres payait le cens à raison de sept sols par cartérée, le reste à raison d'un sol. Ce droit était perçu sur la même base à Clairac, Mimeuil, Cambes, le Vaqué, Saint-Brice, Tignagues, Marsac, Montbordat et produisait annuellement 600 livres.

A Lafitte le cens se payait à raison d'un demi-carton de blé et d'un sol six deniers en argent par carterée. Le revenu était de 2,300 livres. Le taux était le même à Saint-Vincent avec un revenu de 400 livres.

Les cens et rentes de Lacépède produisaient 400 livres. Dans la baronnie de la Muraille le fief de Monac n'était tenu qu'à foi et hommage envers l'abbaye; quelques terres de Clairac étaient dans les mêmes conditions.

L'abbaye possédait aussi un cens sur les deux moulins de Clairac consistant en neuf sacs de grains, moitié froment et moitié seigle et 7 deniers 6 sols en argent. Ces moulins avaient appartenu jadis à l'abbaye qui, en les aliénant, s'était réservé ce cens. Ils étaient alors à divers propriétaires dont la part contributive pour le cens était réglée d'après l'importance de leurs droits. Cet impôt incommode à lever produisait 113 livres.

et basse justice, les lods et ventes, le privilège d'accorder la préférence à un acheteur, en cas de concurrence, pour les marchés qui se font dans la juridiction, le choix des consuls. Sur les 24 sujets présentés, chaque année, par la Communauté de Clairac, le vicaire du Chapitre en choisit huit qui sont chargés de l'administration : le maire, quatre consuls, un syndic, un trésorier et un secrétaire (1). Mêmes formalités à Lafitte, à Lacépède et à Saint-Vincent, sauf que ces localités ayant moins de population, il n'y a que neuf sujets présentés au Vicaire qui en choisit trois pour exercer les fonctions publiques. L'abbaye possède encore les droits de chasse et de pêche (2), ainsi que le passage de la rivière à Clairac (3). Ce droit est actuellement en litige par suite de l'incurie de mon prédécesseur (4), qui, selon toute apparence, espérait le récupérer sous peu. On a pu conserver le passage de Roussane qui est affermé avec la paroisse de Marsac. Citons encore : les langues et les pieds de veau, un pied de chaque porc débité sur le marché (5), la queue des saumons et des esturgeons. Ce dernier article ne m'a encore rien rapporté, car on ne prend plus de ces poissons dans la juridiction depuis que le duc d'Aiguillon ayant fait une digue dans le Lot, leur a barré le passage. Il y a aussi le privilège de vendre

(1) Ce droit fut toujours contesté même du temps d'Anselmi. (Voir Archives de Lot-et-Garonne, E suppl^r 2086 et 2087.)

(2) Le droit de pêche, affermé aux sieurs Audebez, rapportait 80 livres.

(3) Il était affermé 1,200 livres.

(4) Le prédécesseur d'Anselmi était l'abbé Cassari, nommé administrateur de l'abbaye de Clairac le 24 février 1758. Une délibération du Chapitre, en date du 1^{er} août 1771, nous apprend que Cassari songeait alors à quitter Clairac « à cause de son âge. On le pria de rester encore, et sa démission ne fut acceptée que le 30 mai 1779 et après presque 22 ans d'une très longue et très fidèle administration ». (Recueil des décisions capitulaires.) En présence de cet éloge sans réserve, on a le droit de penser que le Chapitre accueillait avec quelque scepticisme les insinuations d'Anselmi contre son prédécesseur.

Pierre Cassari écrivait au Chapitre des lettres aussi fréquentes que copieuses. On y voit, par exemple, qu'en 1766 il eut, lui Cassari, un accès de colique néphrétique, qu'il fit un calcul à la fête-Dieu, qu'au mois de juillet, après une saison d'eau, il fit encore des calculs et beaucoup de gravelle. Le 26 octobre 1769, il demande au Chapitre de lui faire renouveler son titre de chapelain secret.

(5) Ce droit provenait d'une cession de terrain faite par l'abbaye pour y bâtir les boucheries. Il était affermé 50 livres.

le vin de l'abbaye pendant le mois de mai à l'exclusion de toute concurrence. Cette sorte de monopole était affermée avec les autres droits. A citer enfin le droit d'approuver le choix du régent latiniste, droit qui s'est perdu depuis que les Evêques eux-mêmes ne l'ont plus exclusivement.

D'après un ancien mémoire, le taux de la rente était beaucoup plus élevé avant les soulèvements populaires qui ont causé, comme on l'a dit, la perte des titres. Néanmoins les Abbés de l'époque ne s'abandonnèrent pas et firent tous leurs efforts pour maintenir la rente sur son ancien pied. Mais les titres, les contrats, les livres de raison faisant défaut, il leur a été impossible de justifier leurs revendications et d'obtenir en justice une décision favorable. Finalement pour mettre un terme à des discussions continuelles, l'abbé Sébastiani (1) passa avec la Communauté une transaction qui fut approuvée dans son temps par une décision capitulaire du Révérendissime Chapitre (2). A la suite de cet acte, l'abbé dut se contenter d'une légère rétribution : sept sols par carterée, un sol par maison à un feu, deux sols par maison à deux feux et au-dessus.

La rente, comme on l'a dit, est une légère reconnaissance de souveraineté qui est acquittée tous les ans, par tous les propriétaires non privilégiés, pour chaque unité de mesure agraire, en France pour chaque carterée. Cette rente est exigible tous les ans et si quelque contribuable la refuse on peut le forcer rigoureusement à la payer. D'autre part, si on négligeait de la percevoir pendant 29 ans, au-delà de ce laps de temps, il y aurait prescription d'après les lois françaises. Bien que la rente soit loin de former le revenu principal de l'abbaye,

(1) Augustin Sébastiani, chanoine de Saint-Jean de Latran, fut délégué par le Chapitre le 31 août 1704, avec le titre de « visiteur général de l'abbaye de Saint-Pierre de Clairac » pour enquêter sur l'administration de l'abbé Luperti. A la suite du rapport de l'abbé Sébastiani, Luperti fut révoqué et quitta Clairac en 1705. Sébastiani administra l'abbaye jusqu'en 1708. Pris de la nostalgie de Rome, il demanda un successeur et fut remplacé par Marc-Antoine Costa qui, nommé dans l'assemblée capitulaire du 26 juin 1708, arriva à Clairac le 10 octobre 1708.

(2) Cette ratification eut lieu le 6 janvier 1708. — Voir Délibération de la jurade de Clairac relative à cette transaction. (E. suppl' 2082, Arch. dép.)

elle ne laisse pas de présenter un intérêt de premier ordre, à cause des conséquences qu'elle entraîne. En effet, elle atteste le domaine direct ou *directité*. C'est ainsi que les lods et ventes ne peuvent être exigés, en cas de vente ou de mutation, que pour les biens soumis de fait et de droit à la rente. Je dis de fait et de droit, car, en France, seigneurie et rente étant choses étroitement liées, il ne suffirait pas d'objecter le fait qu'on ne paie pas la rente pour en être déclarée exempt. La noblesse et l'exemption ne se supposent pas, il faut faire la preuve, produire des actes, sinon il n'y a qu'à payer comme les simples mortels.

De plus, en vertu de son droit de haute et basse justice, l'Illustrissime et Révérendissime Chapitre a, dans la ville de Clairac, un tribunal civil et criminel auquel ressortissent toutes les villes et villages dépendants de la seigneurie. A cet effet, il y a un juge (1), un procureur d'office ou fiscal (2), un lieutenant et un greffier ou chancelier. Toutes les causes civiles sont jugées en première instance par ce tribunal, et, en cas d'appel par le Présidial d'Agen. Les causes criminelles et capitales vont en appel au Parlement de Bordeaux. Pour ce qui est des causes criminelles, le vicaire du Chapitre doit veiller, dès qu'un délit est commis dans la juridiction, à ce que le juge instruisse immédiatement l'affaire, donne sa sentence et remette l'inculpé avec les pièces du procès et l'acte de condamnation à la Cour d'Agen; car aussitôt la remise faite, les frais du procès, qui jusque-là étaient à la charge du Chapitre, incombent au trésor du Roi. Si le procureur d'office néglige son devoir, le juge criminel se saisit de l'accusé, instruit le procès, rend la sentence

(1) Au moment où écrivait Anselmi, le juge était Simon-Jude Grenier, nommé « juge-lieutenant le 15 novembre 1781. Il recevait annuellement pour ses honoraires 150 livres qui venaient en déduction de la somme qu'il devait à l'abbaye pour affermage de dîmes.

(2) Le procureur d'office était le notaire Antoine Roussel. Il avait été nommé le 1^{er} octobre 1780 comme coadjuteur avec future succession du procureur fiscal Bertrand, âgé de 80 ans. Le traitement de ce fonctionnaire était de 100 livres. A la demande d'« un personnage de marque » qui, par sa situation, pouvait rendre de grands services au Chapitre, le Cardinal de Bernis adressait aux chanoines, le 14 février 1780, une lettre très élogieuse à l'égard de Roussel.

aux frais du seigneur et ces frais s'élèvent à des sommes énormes. Par ma vigilance j'ai su me mettre à l'abri d'un fait aussi préjudiciable, bien que j'aie eu un juge et un procureur d'office qui, par leur négligence et leur ignorance, risquaient fort de m'y exposer. Aujourd'hui le procureur d'office a un successeur beaucoup plus vigilant et plus attaché aux intérêts de l'abbaye et je n'ai plus à craindre de semblables inconvénients.

L'exercice de la haute et basse justice comporte pour le Révérendissime Chapitre certaines charges. Il y a une prison dans la maison abbatiale, précisément sous cette chambre de la tour qu'occupe le Vicaire du Chapitre. On doit payer un geôlier, les dépenses occasionnées par les procédures criminelles et l'exécuteur des hautes œuvres, s'il y a condamnation. Ces frais doivent toujours être évités en s'y prenant comme il a été indiqué ci-dessus, c'est-à-dire en envoyant les condamnés à Agen avec les pièces du procès et la sentence rendue par le juge local.

En ce qui concerne les prisons, que le Révérendissime Chapitre veuille bien considérer avec moi qu'il ne convient pas de les avoir dans la maison abbatiale, à cause des inconvénients qui en résultent à chaque instant pour le malheureux Vicaire : 1° l'obligation d'ouvrir la porte de jour et de nuit, à toutes sortes de gens, qui, sous le spécieux prétexte de prêter main-forte, comme on dit ici, s'introduisent dans la maison. A Clairac il n'y a pas d'archers : ce sont les habitants eux-mêmes, paysans, artisans qui procèdent aux arrestations et chacun est obligé, sous peine de poursuites, à prêter main forte ; 2° L'obligation de tenir constamment la porte ouverte pour le geôlier qui, toujours accompagné de gens inconnus, chargés de prêter main forte à l'occasion, vient à tout bout de champ, pour une raison ou pour une autre, visiter les prisonniers, frapper à la porte et faire du bruit : tout cela constitue une gêne, une sujétion et un risque pour l'Abbé en cours d'exercice. Finalement, pour ne rien dire des autres inconvénients, quand un bourgeois ou un artisan s'est mis dans le mauvais cas d'être emprisonné, le Vicaire se trouve dans l'alternative d'accorder ou de refuser l'hospitalité chez lui au prévenu, et l'usage veut qu'on accorde

cette hospitalité. Je n'ai pas besoin de m'étendre beaucoup pour démontrer la sujétion, la gêne, le désordre et le risque auxquels s'expose l'Abbé s'il cède son appartement, car le prisonnier reçoit l'importune visite de gens de toutes sortes et de toutes conditions. D'autre part, si l'on refuse, l'on est victime de la méchanceté publique. En conséquence, je propose au Chapitre de construire les prisons et le tribunal de justice là où est actuellement le presbytère de Clairac. Cette maison est très vieille, elle tombe en ruines, elle nécessite des réparations tous les ans et, par le fait, ne rapporte presque rien au Chapitre (1). A mon avis tout cet emplacement ne serait pas nécessaire : une partie pourrait être convertie en place. On donnerait ainsi de la vue à l'église et à la maison abbatiale que cette mesure masque complètement.

En outre le Révérendissime Chapitre a la charge d'entretenir tout bâtard de père inconnu. Si le Vicaire et le personnel de l'abbaye veulent s'en donner la peine on arrive toujours à découvrir l'auteur responsable. En France, dès qu'une fille est enceinte et connaît son état, elle est tenue de déclarer elle-même au juge sa grossesse. Celui-ci aussitôt recherche le père pour l'obliger à prendre soin de la mère et de l'enfant et à payer les dépenses nécessaires. En fait, depuis que je suis en charge, il y a eu beaucoup de cas de ce genre et j'ai toujours évité au Chapitre toute dépense de ce chef.

Par lods et ventes il faut entendre un droit payable à l'abbaye (2), chaque fois que dans l'étendue de la juridiction on achète ou on échange un bien fonds non privilégié. Le taux est le douze pour cent du capital. On peut obliger l'acquéreur à s'acquitter immédiatement, mais on a un délai de 30 ans pour se faire payer; après quoi il y a prescription. Si dans une vente sont compris des meubles ou du bétail, on en déduit la valeur, ces objets n'étant pas soumis au droit de lods et ventes.

(1) Cette maison était louée au curé pour la somme de 75 livres qui venaient en déduction de sa portion congrue.

(2) La recette provenant des lods et ventes dans la juridiction de Clairac et la mouvance de la baronnie de la Muraille, était très variable; parfois elle dépassait 10,000 livres; mais le revenu moyen était de 4,500 livres.

Il y a aussi les contrats d'obligation par lesquels on cède quelque bien fonds en nantissement d'une dette. Les lods et ventes pour ce genre d'opérations ne sont pas exigibles avant 30 ans révolus; mais passé ce délai, le contrat d'obligation devient un contrat de vente pure et simple, et alors le Vicaire du Chapitre a encore 30 ans pour exiger les lods et ventes.

Il y a encore un autre contrat qu'on appelle pacte de rachat. C'est ce qu'on appelle en italien *vendita cum pacto redimendi*. Pour éviter qu'on ne le trompe et qu'on ne se dérobe à l'impôt des lods et ventes, le vicaire peut forcer ceux qui passent de tels contrats à lui en faire les avances quitte à les rembourser si on lui fait apparoir par un nouveau contrat, que le bien a fait retour à son premier maître.

Il est de toute nécessité pour le Vicaire, surtout en ce qui concerne les lods et ventes, d'entretenir des rapports d'amitié avec le contrôleur du roi, qui seul peut fournir des renseignements et faciliter la rentrée de ce revenu : 1° parce que, dans un délai de quinze jours, les notaires doivent, sous les peines les plus sévères, communiquer au contrôleur tous les actes qu'ils dressent. Celui-ci en prend une copie qu'il garde dans ses archives. Il peut ainsi livrer expédition des actes et contrats pour lesquels l'abbaye prétend droit de lods et ventes; 2° parce que, dans le but de frauder ce droit, il arrive que les contractants ne passent pas d'acte public, qu'ils font leurs opérations : vente, achat ou échange, sur papier libre, au moyen d'un sous-seing privé. Dans ce cas, qui n'est pas rare, si le Vicaire est en bonne intelligence avec le contrôleur, il s'entend avec lui pour obliger, aux frais du roi, les contractants à faire leur déclaration et par suite à payer les lods et ventes; 3° enfin parce que ce fonctionnaire est en relation avec tous les employés du roi et que par là il peut beaucoup servir ou nuire. C'est pour ces raisons que je me suis lié avec notre contrôleur; c'est aussi parce qu'il est à peu près le seul qui témoigne un intérêt réel pour l'abbaye.

Outre cet article des lods et ventes, il y a encore le droit de prélation. Ce droit est fondé sur l'entière liberté qu'a le seigneur d'accorder ou de refuser, selon son bon plaisir, l'ex-

quatur aux contrats déjà revêtus de toutes les formalités. Il se rachète au moyen d'une contribution dont le taux est fixé au neuvième du capital. Le trouvant trop odieux, je ne l'ai appliqué qu'avec circonspection, prudence et précaution. Je préfère recourir, autant que possible, à une transaction à l'amiable et je tâche de l'obtenir en faisant appel à la raison et en employant des procédés délicats.

Je crois avoir suffisamment parlé des droits dont jouit le Chapitre comme seigneur temporel; il serait, je crois, superflu d'insister.

Comme seigneur spirituel et curé primitif, le Vicaire avait autrefois le droit de donner la permission de travailler le dimanche en cas de nécessité, mais j'ai trouvé ce privilège périmé par suite de l'opposition énergique des évêques d'Agen. Nos archives contiennent nombre de discussions à ce sujet entre les évêques et mes prédécesseurs, en particulier l'abbé Piazza. Actuellement ce sont les curés en exercice qui donnent cette permission. Je n'y ai pas fait d'opposition, il ne m'a pas paru opportun de protester et j'ai tout lieu de croire que le Révérendissime Chapitre ne pense pas différemment.

En outre, l'Abbé a les honorifiques dans l'église abbatiale et dans les autres églises relevant du Chapitre. Il a pleine juridiction dans les mêmes églises. De par la coutume il a dans le chœur un prie-Dieu et un siège distinct, plus élevé que les autres, sans baldaquin. De par la coutume encore il a le privilège de placer la mître et la crosse de chaque côté de l'autel et de porter ces insignes à la procession quand il célèbre, ce qui a lieu aux fêtes principales. Il bénit le prédicateur avant le sermon, sauf le vendredi-saint, pour la Passion où l'on ne demande pas la bénédiction. Enfin, la veille de la Saint-Jean, après vêpres, à la tombée de la nuit, revêtu de la chape, escorté des ecclésiastiques et des magistrats en tenue, il va processionnellement avec la croix et la bannière, allumer le feu de joie qu'on a dû préparer sur la place dite du fort. Il est d'usage que ce feu soit aux frais de l'abbaye. Pareille cérémonie a lieu dans toutes les villes de France, comme, du reste, à chaque événement heureux pour la Couronne. Le cas

échéant, le Roi ordonne aux évêques et aux communautés de faire chanter dans toutes les églises de France un *Te Deum* d'action de grâces, et le même jour on fait, aux dépens de la communauté, un feu de joie qui est allumé par celui qui jouit de ce privilège. Voici comment les choses se passent à Clairac. A l'issue des vêpres, l'Abbé, revêtu de la chape, se rend, avec ses vicaires, devant l'autel. Là il entonne le *Te Deum*, chante l'oraison, après quoi il crie par trois fois : *Vive le Roy !* La foule répète à l'envi ces acclamations au bruit de la mousqueterie et du tambour. Ensuite il retourne chez lui pour mettre son habit de ville, prendre son chapeau et son manteau de cérémonie. Puis il attend le secrétaire de la communauté qui vient le prendre et l'accompagne au palais de justice au son de la musique et des tambours, un piquet de soldats faisant escorte. Au palais, l'Abbé prend la tête du cortège et se rend, dans le même appareil, à la place où le bûcher a été préparé. Il y met le feu après en avoir fait trois fois le tour ainsi que le maire et les consuls. Après quoi il jette trois fois, de toutes ses forces, le cri de *Vive le Roy !* que tout le monde répète cependant que les soldats font une décharge générale de leurs fusils. La cérémonie terminée, l'Abbé est reconduit à son logis dans le même ordre qu'à l'aller. Sur le pas de sa porte, il prend congé de la foule non sans lui avoir adressé les remerciements convenables. J'ai rencontré chez le maire une certaine répugnance à se prêter à un tel programme, mais, à force d'arrêts, je suis parvenu à me maintenir en possession de ce droit dont le Chapitre jouit paisiblement (1).

Ainsi que nous l'avons marqué, les biens possédés par le Chapitre, dans l'abbaye de Clairac, sont de nature diverse. Pour les bien préciser, il est nécessaire d'indiquer les lieux où le vicaire du Chapitre est curé primitif et en même temps seigneur temporel, où il est seulement seigneur temporel, où il est seulement curé et enfin où il n'a qu'une part à la cure.

(1) Voir Archives départementales, E. suppl² 2086 (1780-1790) : Conflit entre l'abbé et le maire au sujet du droit d'allumer le feu de joie. — *Ibid.* 2087 : Requête de la municipalité de Clairac contre Anselmi « qui avait renversé la torche portée par le maire, afin d'être seul à allumer le feu ».

L'Illustrissime et Révérendissime Chapitre est seigneur temporel et curé primitif dans les paroisses de Clairac, Saint-Martin (1), Cambes (2), Dimeuil (3), Tignagues (4), Le Vaqué (5), Saint-Brice (6), Marsac (7), Monbardat (8), Saint-Vincent (9), Lafitte (10) et Lacépède (11). Dans ces paroisses, le Chapitre a la rente et par suite les lods et ventes, et comme curé primitif il perçoit la dîme du blé et du vin.

A Laparade (12) le Chapitre est simplement conseigneur avec

(1) L'église de Saint-Martin, située dans un faubourg de la ville, au nord à 150 pas de l'abbaye, paraît avoir été jusqu'à sa destruction par les protestants, l'église paroissiale de Clairac. A la reprise du culte catholique le service paroissial fut transféré dans l'église abbatiale. Clairac et Saint-Martin ne forment donc qu'une seule et même paroisse.

(2) L'église de Notre-Dame de Cambes, annexe de Clairac, était située à un demi-quart de lieue de Clairac, à l'est, au pied d'une colline et à l'entrée de la plaine. En partie démolie par les protestants elle fut restaurée en 1700. Au moment de la Révolution elle était de nouveau en ruines et abandonnée. Son emplacement, avec les matériaux qui s'y trouvaient, fut estimé 930 livres en 1790. (Biens nat.; Affiche.) Annexe de Clairac.

(3) L'église de Saint-Pierre de Dimeuil était située sur une éminence, à 1,500 pas nord-ouest de Clairac. Démolie par les protestants, elle n'avait pas été rétablie. Son emplacement, avec le cimetière de 2 cartonnats et les matériaux qui s'y trouvaient, fut estimé 464 livres en 1790. (*Ibidem.*)

(4) La paroisse de Saint-Etienne de Tignagues, d'abord cure indépendante, fut unie à Clairac par M. Delbène, évêque d'Agen. Son église eut le même sort que celle de Dimeuil. Son emplacement, avec l'ancien cimetière et les matériaux qui s'y trouvaient, fut estimé 532 livres en 1790. (*Ibid.*) Elle était située à 5,000 pas de Clairac, à l'ouest, sur le revers occidental des côteaux de Moncaubet.

(5) Le Vaqué était un tènement ou dimaire particulier où il n'y avait jamais eu d'église, au moins de temps immémorial.

(6) Aujourd'hui encore église paroissiale dans le canton du Port-Sainte-Marie.

(7) Cure avant la Révolution, depuis annexe de Clairac, autrefois sous le vocable de Saint-Sernin, aujourd'hui sous celui de Notre-Dame.

(8) L'église de Saint-Caprais de Monbardat, annexe de Marsac. Elle était située à un petit quart de lieue à l'ouest de cette localité. Démolie par les protestants, elle ne fut pas relevée. Son emplacement, avec le cimetière, un cartonnat de fonds et le cimetière qui s'y trouvait, fut estimé 1,330 livres en 1790. (*Ibidem.*)

(9) Saint-Vincent de Soussompech, cure sous l'ancien régime et sous le nouveau annexe de Lacépède, dans le canton de Prayssas.

(10) Saint-Sauveur de Lafitte, cure de nos jours encore dans le canton de Tonneins. Il y avait autrefois une annexe : Saint-Félix ou Saint-Philippe de Luxe (de Luxa) détruite, selon toute vraisemblance, par les huguenots.

(11) Cure aujourd'hui encore dans le canton de Prayssas.

(12) Cure aujourd'hui encore dans le canton de Castelmoron.

le Roi et ne retire par conséquent que la moitié de la rente et des lods et ventes, la dîme (1) appartenant au curé du lieu. La rente de Laparade se réduisant à une somme minime, on a pris le parti de laisser passer 8 ou 10 ans sans l'affermir.

Ensuite le Chapitre est conseigneur avec le Roi et curé primitif des paroisses de Saint-Jean de Peyrières (2), Saint-Pierre des Pins (3) et Notre-Dame de Subrebosc (4). Par suite l'abbaye y perçoit la moitié de la rente et des lods et ventes et l'entière dîme.

Dans la paroisse de Coleignes (5) le Chapitre est simplement curé primitif.

Dans celle de Bugassat (6), il partage les droits de curé primitif avec le duc de La Vauguyon et le curé de Tonneins.

A Pélagat (7) l'abbaye prend les deux tiers de la dîme, le curé l'autre tiers. Le seigneur temporel est le duc d'Aiguillon.

A Cugurmont (8) et Frégimont (9) la dîme se partage par moitié avec le curé; de même à Lacépède.

A Saint-Pierre de Romas (10) elle se partage aussi avec le Chapitre Saint-Caprais et les dames religieuses du Paravis.

(13) Le Chapitre Saint-Etienne était gros décimateur à Laparade. Il prenait les trois quarts de la dîme, le curé l'autre quart.

(2) Cure supprimée après le Concordat.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) Cure aujourd'hui encore dans le canton du Port-Sainte-Marie.

(6) L'église de Notre-Dame de Bugassat, détruite par les protestants, n'a pas été relevée. François Ferri, administrateur de Clairac de 1731 à 1737, avait formé le projet de la rebâtir ainsi que les autres églises du ressort de l'abbaye. Il en fut empêché par la mort qui le surprit le 18 novembre 1737. Buard, curé de Clairac, écrivit au Chapitre qu'il « avait emporté l'estime de tous les honnêtes gens ». L'Evêque d'Agen, M. de Chabannes, fit aussi son éloge. Ce prélat attribuait la mort de Ferri à une purgation avec des pilules trop anciennes et avariées. En 1790, l'emplacement de l'église de Bugassat, avec les matériaux qui s'y trouvaient et un cartonnat de terre, fut estimée 700 livres. (Affiches.)

(7) Cure avant la Révolution et aujourd'hui annexe de Nicole.

(8) Cure avant la Révolution, aujourd'hui annexe de Saint-Salvy.

(9) Cure avant et après la Révolution, aujourd'hui dans le canton du Port-Sainte-Marie.

(10) Avant la Révolution annexe de Saint-Vincent du Port-Sainte-Marie, supprimée après le Concordat.

La dîme de Saint-Gervais (1) se partage avec le curé, le Chapitre Saint-Etienne d'Agen et l'ordre de Malte.

Dans les paroisses de Saint-Vincent et de Retombat (2) la dîme, d'après les conventions passées par mes prédécesseurs, est totalement délaissée aux curés, à la charge toutefois pour le curé de Saint-Vincent de fournir à l'abbaye 18 sacs de blé et 6 barriques de vin.

Les Bardes ne forment pas une paroisse; c'est un tènement où la dîme est levée à part et affermée séparément.

Dominipech (3) est une cure dont on retire bien peu de chose, je n'ai pu encore en connaître l'état. Mon prédécesseur avait intenté aux paroissiens un procès pour lequel il avait consulté des documents relatifs à cette paroisse. Malgré toutes mes recherches, il m'a été impossible de les retrouver.

J'ai déjà énuméré les charges du Chapitre en tant que seigneur temporel, il me reste à parler de celles qui lui incombent comme seigneur spirituel et curé primitif.

Ces charges sont : le traitement de deux prêtres qui ont le titre de vicaires, de deux chantres et de deux clercs, personnel nécessaire au service de l'église abbatiale et à la dignité du culte; l'entretien des vases sacrés et des ornements dans toutes les églises du ressort de l'abbaye; les réparations aux sanctuaires de ces églises; la pension de 17 curés qui desservent en qualité de vicaires perpétuels tout autant de paroisses; le montant de ces pensions est conforme au compte semestriel; les aumônes distribuées à la porte de l'abbaye ou remises aux curés et vicaires selon les besoins de leurs paroissiens; une indemnité en argent aux trois vicaires de la Grâce (4), de Saint-Ger-

(1) Cure avant la Révolution et aujourd'hui annexe de Saint-Caprais du Temple.

(2) Cure avant la Révolution et aujourd'hui annexe de Bazens.

(3) Cure avant la Révolution et aujourd'hui annexe de Saint-Salvy. L'abbaye de Clairac prélevait le douzième de la dîme et cette portion était affermée 18 livres en 1786.

(4) Le prieuré de Notre-Dame de la Grâce, de l'Ordre de S. Benoît, dépendait primitivement de l'abbaye du Bourgdieu du diocèse de Bourges. En 1623, il fut placé avec cette abbaye sous le patronage lai de la maison de Condé jusqu'en 1740 où il fut uni à la Sacristie de Saint-Jean de Latran.

De ce prieuré dépendaient les églises suivantes : Saint-Hilaire du Roger

main (1) et de Saint-Gervais (2) selon les traités conclus par mes prédécesseurs : tout cela figure dans les comptes.

Enfin le Chapitre doit payer au Clergé de France sa quote-part pour la subvention qu'il fournit au Roi, suivant la convention dite du don gratuit. Cet impôt, qui affecte tous les biens ecclésiastiques, est fixé, dans la province de Guyenne, au quart du revenu net de chaque bénéfice. On le paie en deux fois, à la Noël et à la Saint-Jean. Mon prédécesseur aurait pu être taxé beaucoup moins fort, si à la répartition qui se fait tous les neuf ans, quand il a fourni l'état du bénéfice, il avait mentionné les dépenses du Chapitre, qu'il aurait pu, sans trahir la vérité, porter à un chiffre considérable. D'après ce qu'on m'a dit, il n'a pas du tout fait état de ces dépenses.

Je n'ai pas pu, et je ne puis pas aborder cette question d'autant qu'avec l'aide du Très-Haut, j'ai réussi à donner aux contrats en vigueur une plus-value très importante. Si je sollicitais une réduction de taxe en ce qui concerne le don gratuit, on ne manquerait pas de me demander un nouvel état que je ne pourrais me dispenser de fournir véridique et alors je serais obligé de signaler l'augmentation du prix des fermes, ce que j'ai cherché et cherche à cacher le plus possible. Il en résulterait une aggravation au détriment du Chapitre. Prévoyant cette conséquence fâcheuse, je me suis contenté et je me contente de payer d'après le tarif établi sous mon prédécesseur et je prends toutes mes mesures pour éviter de fournir un nouvel état. Cependant j'y serai obligé à la fin des neuf ans, c'est-à-dire en 1788. Alors je chercherai, avec l'appui de l'évêque et des membres du Bureau chargé de la répartition de cet impôt,

avec son annexe Saint-Germain de Teyssonac. Saint-Sulpice Rivelot, et Notre-Dame d'Aubiac en Gascogne.

En 1790 le domaine de la Grâce dépendant de l'abbaye de Clairac, de 6 sexterées, 2 cartonnats, 5 picotins, non compris la chapelle et le cimetière, fut estimé 16.706 livres 5 sols. (Arch. Dép. - Affiches.) Après le Concordat, la chapelle du prieuré devint l'église paroissiale de S. Hilaire de la Grâce.

(1) Sous l'ancien régime, annexe de Saint-Hilaire de Roger et depuis le Concordat annexe de Saint-Hilaire de la Grâce, canton de Villeneuve-sur-Lot.

(2) Sous l'ancien régime cure de l'archiprêtré de Montpezat, et depuis le Concordat annexe du Temple, canton de Sainte-Livrade.

d'être taxé le moins possible. Aussi bien je m'applique à entretenir avec eux des rapports amicaux. J'espère qu'il ne me sera pas difficile d'obtenir un dégrèvement, car maintenant je connais le mode d'imposition (1).

(1) Les indications d'Anselmi sur les revenus de l'abbaye de Clairac paraissent confirmer l'évaluation qu'en donnait Labrunie en 1785 : « Je ne crois pas de surfaire, écrivait-il, en la portant (l'abbaye) aujourd'hui à 50,000 livres. » (Pièces justificatives, n° 12.) Dans son *Histoire du Pape Léon XII*, le chevalier de Montor écrit que ces revenus dépassaient 60,000 livres. Le même auteur nous apprend que Léon XII ayant prié Charles X d'indemniser le Chapitre Saint-Jean de Latran de la perte de l'abbaye de Clairac, le roi aurait répondu : « J'ai ordonné que 24,000 francs fussent envoyés par an à mon ambassade qui les remettra à l'Eglise-mère. L'état des finances ne permet pas d'offrir davantage, et c'est avec bon cœur que je restitue une partie de ce que je dois. » Sur les relations du Chapitre de Saint-Jean de Latran avec la France au cours du xix^e siècle, voici ce que révèlent les archives capitulaires : la messe de Sainte-Luce fut rétablie le 13 décembre 1814. En 1816 Louis XVIII fait remercier les chanoines de leurs sentiments à l'égard de la France et leur envoie 3.000 francs. En 1825 Charles X fait remettre par M. de Montmorency au chanoine Vespiguani une pension annuelle de 300 écus romains. En 1848 le Chapitre se met sous la protection de la France. En 1863 le prince de la Tour d'Auvergne annonce au Chapitre une allocation annuelle de 24.000 fr., et par une lettre du 7 mai 1865, le cardinal Antonelli, secrétaire d'Etat, remercie officiellement la Cour de France. Sous la troisième République les rapports se sont bornés à des échanges de lettres au nouvel an et à des cérémonies funèbres à l'occasion des deuils nationaux. Ces rapports ont cessé depuis la Séparation.

DEUX LETTRES DES ILES

1 La prospérité dont jouissaient nos colonies d'Amérique, durant la seconde moitié du xviii^e siècle, attira aux Antilles bon nombre de familles françaises. Quelques-unes trouvaient là le moyen de donner une situation à leurs cadets, d'autres d'arrondir et parfois même de refaire leur fortune. Quelques-uns, mais ceux-là en assez petit nombre, essayèrent de profiter du développement passager de ces colonies de plantation et voulurent s'adonner au négoce. Tel fut le cas de François-Joseph Dalbis de Belvèze, conseiller en la Grand Chambre du Parlement de Toulouse. Hanté par les descriptions enthousiastes de tous ceux qui avaient visité ces pays lointains, il s'exagéra lui aussi leur importance, comme tous les français de cette époque. Peut-être pressé par des besoins d'argent, ou, du moins, se voyant dans la nécessité d'améliorer sa situation financière par un procédé quelconque, il crut avantageux le commerce entre nos Antilles et la métropole. Aussi eut-il l'idée d'armer un navire et de se livrer au commerce des vins du Midi. Cependant ne voulant pas risquer toute sa fortune dans une entreprise dangereuse, il confia son projet à un de ses amis, alors aux Iles. De là un échange de lettres, probablement très intéressantes et pleines de renseignements sur le commerce, dont deux seulement sont parvenues jusqu'à nous. Elles sont adressées par un sieur Joteins (?) au conseiller Dalbis (1).

(1) La famille Dalbis de Belvèze était une des vieilles familles de parlementaires Toulousains. Elle est probablement originaire de l'Isle-Jourdain. En 1647 Jean Dalbis fut pourvu de l'office de conseiller-secrétaire du Roy en la chancellerie de Languedoc près le Parlement de Toulouse. Le 18 février 1671, son fils aîné, Antoine Dalbis, écuyer, obtint du roi des lettres d'honneur lui reconnaissant le pouvoir d'exercer la charge de conseiller-secrétaire du roi, dont son père était pourvu. Il avait épousé, le 18 novembre 1662, Marguerite Saunier. Pierre-Thomas Dalbis, fils du précédent, épousa, par contrat du 23 avril 1694, demoiselle Marguerite de Cassagneau. De ce mariage na-

A Saint-Pierre Martinique, le 1^{er} mars 1783 (1).

Mon ami intime. Je vous est promis de vous écrire lorsque je serai arrivé à l'Amérique. Je profite dont d'un navire provençal pour m'acquitter envers vous d'un devoir que l'amitié exige de moi. Je suis arrivé à la Martinique, il y a quatre jour, après une traversée des plus rudes de 58 jours, traversée qui fut toujours contrariée par les vents et tempêtes. Nous en resumés un sous le cap finistère qui faillit nous faire boire la..... de nos fenés. Neptune a exercé sa rage contre nous, jusqu'à Madères, où nous avons été obligés de relacher. Après temps de traversé, me voila grace à Dieu à terre, n'ayant qu'a me defatiguer de ma longue navigation. Je vous ait promis de vous informer des affaires de commerce de nos colonies. Comme la Martinique ait la mère de toutes les îles, ayant pris exactement connaissance de leur abondance, j'ay dont appris quels étaient toutes bien pourvû de toutes choses, que tout le comestible que l'ont recevait d'Europe se vendait a vil prix. Le Bon vieux vin de Bordeaux coute icy la barrique (100 livres) argent de l'Amerique, ainsy du reste. Vous voyez par ce raccourcis détaillé, combien il serait dangereux d'armer pour l'Amérique. Croyez moy, cher amy, vos intérêts me touchent de trop près, pour m'obliger de vous conseiller d'exécuter le projet que vous avez formé d'acheter un navire et l'y charger de vin pour l'envoyer dans nos colonies, ne l'exécutés point. Soyez convaincû, si vous le faites, que votre argent est totalement perdû. Si au contraire vous voulez entreprendre un genre de commerce, faites choix de l'Affrique. Il y a à gagner trois cent pour cent ; il faut vous observer qu'il faut que le navire soit bon voilier, que le capitaine soit bien entendu honnête homme, que sa probité soit connue, que les nègres ne passent point l'âge de 30 ans. Me l'adresser, je vous réponds alors qu'avec ces conditions que je

quit un fils, Denis, né le 19 décembre 1699, et marié le 5 mars 1728 à Bernarde de Thoulouze. Le 20 mars 1739, ils eurent un fils, François-Joseph Dalbis, chevalier, capitaine aide-major du régiment des Recrues de la Généralité de Toulouse. Il contracta mariage avec Henriette-Renée de Marsay le 17 juin 1766, et eut un enfant, Denys-Marie-Antoine-Joseph-Auguste, baptisé le 30 avril 1769. (Inventaire des pièces envoyées à M. D'Hozier de Serigny pour l'entrée aux Ecoles de M. Dalbis, baron de Cashonvielle, fils, le 16 juin 1779. — Archives de la Haute-Garonne, E, 4.)

(1) Archives de la Haute-Garonne, E. 6.

vous tripleraï votre armement. Du reste vous connaissez mon amitié pour vous, pour faire tout ce que vous voudrez.

Je n'est point oublié votre liqueur, je vous en enverrai par le premier navire qui ira à Bordeaux. Si vous avez besoin d'autre chose mandez les moy, je serai exact à remplir vos commissions. Adressez-moy vos lettres, chez Mrs Joyaux, Brillière et Comp^{le} nég^t à St Pierre Martinique. Adieu mon cher ami, pensez à une personne qui a pour vous le plus respectueux attachement etc...

JOSEINS (?) (1).

MON INTIME AMI,

Voilà sans reproche la sixième lettres que je vous est écrit depuis que je suis aux Iles, je vous mandais dans toutes que je vous ferais faire d'excellentes affaires, si vous armiez pour l'Affrique et que le bâtiment fut commandé par un honnête homme, quant mon cher ami, tout est dans la probité. Vous êtes écrasé si vous avez le malheur de confier un intérêt à des célérats ; je vous en ait déjà dit assez par (les) précédentes pour (ne pas) m'ettendre davantage. J'ay fait passer un baril de caffé à M. Duplessis et l'ay prié de vous en donner le tiers. C'est une qualité qui est plus estimée que le mauca ; Recevez cher ami ce petit présent comme encore une faible marque de mon attachement pour vous. Je panse à vos liqueurs, ils sont recommandés et vous les enverrai bientôt. Ne craignez point de me mander ce qui pourrait vous faire plaisir aux Iles, vous êtes monsieur de ces amis privilégiés à mon cœur ; soyez convaincu que vous serez servi ponctuellement car, cher ami, je me souviendrai éternellement de vous et des votres. Vous n'avez point rendu service à une famille ingrate ; mon cœur sera pour toujours rempli de reconnaissance.

.....Je suis avec un respectueux attachement votre, etc....

JOSTEINS (?)

A Marie Galante, le 1^{er} juillet 1783.

HENRY GUILHAMON.

(1) Joteins, Coteins ou Boteins.

UN POÈTE MÉRIDIONAL AU XVII^e SIÈCLE

THÉOPHILE DE VIAU

(SUITE ET FIN)

IV

En passant aux poésies amoureuses de Théophile, odes, stances ou élégies, on pénètre mieux encore l'originalité de son talent. Il est vrai que, dans une partie de ces vers, le poète précieux se montre trop « fade et déclamateur » à souhait; il semble ne faire qu'obéir à la mode régnante, qui exigeait alors, dans toute intrigue de bon ton, le plus grand nombre possible de ces vers d'aussi mauvais goût que galants. Avec sa merveilleuse facilité, il réussit très bien dans ce genre qui valut en grande partie à notre Gascon le succès et le renom dont il jouit à son époque; ce furent les précieux et les précieuses qui applaudirent *Pyrame et Thisbé*, et c'est ce côté qui, dans l'individualité littéraire de Théophile, semble avoir le plus frappé certains hommes du xvii^e siècle, Boileau entre autres. Nous n'y insisterons pas; les lecteurs doivent être, croyons-nous, suffisamment édifiés à ce sujet par les exemples de rhétorique précieuse qu'ils ont certainement eu l'occasion de voir donner comme le style ordinaire de notre auteur et la mesure de son talent ! Ce qui est plus intéressant, c'est de savoir que, par ailleurs, Théophile a fait œuvre de poète sincère vrai, gracieux et nouveau dans l'expression de l'amour. Ce n'est pas qu'il ait eu de cette passion la haute idée que s'en feront plus tard certains de nos romantiques; on trouverait plus tôt dans de tels vers de Joachim du Bellay (1) des pressentiments de cette conception toute moderne où l'amour est pris, en quelque sorte, pour le

(1) Dans les sonnets à *Olive*, principalement dans le sonnet 113.

symbole mystérieux, le reflet terrestre de l'infini. C'est plutôt le ton original donné à l'expression de la passion antique, qui est moderne dans Théophile. M. Emile Faguet dit très bien que « c'est justement les élégiaques latins que Théophile nous rend, c'est-à-dire des gens qui n'ont point sans doute connu les grandes et fortes passions de l'amour, mais qui ont su donner une forme très vive, très éclatante, très puissante — il faut dire le mot — à la passion sensuelle... Théophile me paraît être celui qui peut être le plus justement appelé un Catulle français ». Chez les deux poètes, c'est « la même ardeur, la même impétuosité, et en quelque sorte la même âpreté dans la passion sensuelle ». Lisons maintenant, pour apprécier la vérité de ce jugement, ces *Stances*, si naturelles et si poétiquement voluptueuses :

. :

Comme un dévôt devers les cieux, (1).
Mes yeux tournés devers tes yeux,
A genoux auprès de ta couche,
Pressé de mille ardents désirs,
Je laisse sans ouvrir ma bouche
Avec toi dormir mes plaisirs.

Le sommeil, aise de t'avoir,
Empêche tes yeux de me voir,
Et te retient dans son empire
Avec si peu de liberté,
Que ton esprit tout arrêté
Ne murmure ni ne respire.

La rose en rendant son odeur,
Le soleil donnant son ardeur,
Diane et le char qui la traîne
Une Naïade dedans l'eau,
Et les Grâces dans un tableau,
Font plus de bruit que ton haleine.

(1) C'est certainement dans un but de plus facile vulgarisation de l'œuvre de son ancêtre que Maurice de Bellegarde a cru devoir moderniser l'orthographe de ses pièces. En la reproduisant telle qu'il l'a donnée, nous pensons nous conformer à sa volonté. (Ph. L.)

Là je soupire auprès de toi,
Et, considérant comme quoi
Ton œil si doucement repose,
Je m'écrie : O ciel peux-tu bien
Tirer d'une si belle chose,
Un si cruel mal que le mien !

Cet exquis petit tableau n'évoque-t-il pas d'une manière frappante les plus jolis vers d'amour des poètes de notre siècle ? (1). Il peut certainement, à lui seul, suffire à faire oublier tout le fatras prétentieux et vide des rimeurs de madrigaux, de sonnets... et de sornettes, du dix-septième siècle ! Nous avons choisi ces vers parce qu'ils composent un des morceaux les plus achevés de notre poète, mais nous en trouverions bien d'autres où se verraient les mêmes qualités ; ceux notamment, qu'il a écrits « *Pour mademoiselle de M...* » :

Je suis bien jeune encor et la beauté que j'aime
Est jeune comme moi ;
.

sont vraiment délicieux dans leur grâce ingénue qui rappelle la naïveté des idylles païennes.

Théophile de Viau réussit aussi très bien lorsque, prenant un ton différent, il s'irrite, raille ou menace, « lorsqu'un sentiment de colère et de dépit fortifie en quelque sorte son accent et donne à sa manière plus de vigueur et d'âpreté (2) ». « Qu'il s'agisse de se dégager de ses fers, — dit à son tour M. Alleaume — il retrouve des accents d'une voix railleuse et toute gauloise ». Il a ainsi écrit plusieurs poésies, une « élégie » par exemple, qui commence par ces vers :

Cloris; lorsque je songe, en te voyant si belle,
Que ta vie est sujette à la loi naturelle
Et qu'à la fin les traits d'un visage si beau
Avec tout leur éclat iront dans le tombeau.
Sans espoir que la mort nous laisse en la pensée
Aucun ressentiment de l'amitié passée,

(1) Par exemple, *la Trêve*, dans *le Reliquaire* de François Coppée.

(2) E. Faguet.

Je suis tout rebuté de l'aise et du souci
Que nous fait le destin qui nous gouverne ici.
Et, tombant tout à coup dans la mélancolie,
Je commence à blâmer un peu notre folie.
Et fais vœu de bon cœur de m'arracher un jour.
La chère rêverie où m'occupe l'amour.....

et finit ainsi :

Dès le commencement j'ai changé de sujet,
Emporté du plaisir de voir ma veine aisée
Sûrement aborder ma flamme rapaisée
Et jouer à son gré sur les propos d'aimer,
Sans avoir aujourd'hui pour but que de rimer,
Et sans te demander que ton bel œil éclaire
Ces vers, où je n'ai pris aucun soin de te plaire.

Mais nous avons hâte d'arriver à une autre pièce assez célèbre, en ce sens que c'est celle dont sont extraites les deux ou trois strophes que donnent, à propos de Théophile de Viau, les quelques manuels de littérature qui font preuve à son égard d'une certaine justice, assez parcimonieusement rendue d'ailleurs. Seulement, dans *la Solitude* --- c'est le titre de la poésie en question --- nous sommes mis en présence d'un nouvel élément poétique qui s'y trouve associé à l'expression de l'amour. Comme l'a dit Théophile Gautier, dans ce « tableau avec figure et paysage dans le goût de Giorgione, d'une couleur blonde, transparente et fraîche... les strophes descriptives et les strophes amoureuses alternent gracieusement ». En un mot, voici le sentiment de la nature, les rêveries que suggèrent les multiples aspects de celle-ci, qui font leur plus séduisante apparition dans la matière qui nous occupe. Gardons-nous de les laisser passer sans nous y arrêter comme il convient, car nous touchons là au plus incontestable mérite de Théophile de Viau, et c'est son meilleur titre à l'attention de la critique moderne que nous allons avoir à exposer.

Voici les strophes les plus caractéristiques de *la Solitude* :

Dans ce val solitaire et sombre,
Le cerf, qui brame au bord de l'eau,
Pendant ses yeux sur un ruisseau,
S'amuse à regarder son ombre.

.

Un froid et ténébreux silence
Dort à l'ombre de ces ormeaux,
Et les vents battent les rameaux
D'une amoureuse violence.

L'esprit plus retenu s'engage
Au plaisir de ce doux séjour,
Où Philomène nuit et jour
Renouvelle un pieux langage.

.
.

Corine, je te prie, approche;
Couchons-nous sur ce tapis vert,
Et, pour être mieux à couvert,
Entrons au creux de cette roche.

.
.

Que ton teint est de bonne grâce !
Qu'il est blanc, et qu'il est vermeil !
Il est plus net que le soleil,
Et plus uni que de la glace.

Mon Dieu ! que tes cheveux me plaisent !
Ils s'ébattent dessus ton front,
Et, les voyant beaux comme ils sont,
Je suis jaloux quand ils te baisent.

Belle bouche d'ambre et de rose,
Ton entretien est déplaisant,
Si tu ne dis en me baisant,
Qu'aimer est une belle chose.

.
.

Vois-tu ce tronc et cette pierre ?
Je crois qu'ils prennent garde à nous,
Et mon amour devient jaloux
De ce myrte et de ce lierre.

Sus, ma Corine ! que je cueille
Tes baisers du matin au soir !
Vois comment, pour nous faire asseoir,
Ce myrte a laissé choir sa feuille !

/

Oy le pinson et la linotte,
Sur la branche de ce rosier :
Vois branler leur petit gosier !
Oy comme ils ont changé de note !

Approche, approche, ma Dryade !
Ici murmureront les eaux :
Ici les amoureux oiseaux
Chanteront une sérénade.

Prête-moi ton sein pour y boire
Des odeurs qui m'embaumeront ;
Ainsi mes sens se pâmeront
Dans les lacs de tes bras d'ivoire.

Je baignerais mes mains folâtres
Dans les ondes de tes cheveux,
Et ta beauté prendra les vœux
De mes œillades idolâtres.

Ne crains rien, Cupidon nous garde.
Mon petit ange, es-tu pas mien ?
Ha ! je crois que tu m'aimes bien :
Tu rougis quand je te regarde :

Dieux ! que cette façon timide
Est puissante sur mes esprits !
Renaud ne fut pas mieux épris
Par les charmes de son Armide.

Ma Corine, que je t'embrasse !
Personne ne nous voit qu'Amour :
Vois que même les yeux du jour
Ne trouvent point ici de place.

Les vents, qui ne se peuvent taire,
Ne peuvent écouter aussi,
Et ce que nous ferons ici
Leur est un inconnu mystère.

Après ces vers, il faut dire avec le même Théophile Gautier que : « pour trouver dans la poésie française une pièce plus admirablement amoureuse, plus roucoulante, plus pleine de souffles et de soupirs, plus divinement parfumée de l'émanation des fleurs sauvages, il ne faut rien moins que descendre

jusqu'aux premières méditations de Lamartine... Seulement l'amour de Théophile est plus sensuel, moins chrétien et mystique que celui de Lamartine : cela doit être... » Avec *la Solitude*, la poésie la plus connue de Théophile de Viau est certainement *le Matin* que « je trouve, dit M. Faguet, absolument parfait ». « C'est une description pure d'une fraîcheur et d'une nouveauté que nous n'avons pas vues depuis Ronsard, et encore — ajoute-t-il — je ne sais pas si, dans les plus jolis vers de Ronsard, il y a rien d'aussi précis et d'aussi complet que dans ceux-ci ».

L'aurore sur le front du jour
Sème l'azur, l'or et l'ivoire,
Et le soleil, lassé de boire,
Commence son oblique tour.

.
.

La lune fuit devant nos yeux;
La nuit a retiré ses voiles;
Peu à peu le front des étoiles
S'unit à la couleur des cieux.

Déjà la diligente avette
Boit la marjolaine et le thym,
Et revient riche du butin
Qu'elle a pris sur le mont Hymette.

Je vois les agneaux bondissants
Sur ces blés qui ne font que naître;
Cloris, chantant, les mène paître
Parmi ces côteaux verdissants.

Les oiseaux, d'un joyeux ramage,
En chantant semblent adorer
La lumière qui vient dorer
Leur cabinet et leur plumage.

La charrue écorche la plaine;
Le bouvier, qui suit les sillons,
Presse de voix et d'aiguillons
Le couple de bœufs qui l'entraîne.

Alix apprête son fuseau :
Sa mère, qui lui fait la tâche,
Presse le chanvre qu'elle attache
A sa quenouille de roseau.

Une confuse violence
Trouble le calme de la nuit,
Et la lumière, avec le bruit,
Dissipe l'ombre et le silence.

Alidor cherche à son réveil
L'ombre d'Iris qu'il a baisée,
Et pleure en son âme abusée
La fuite d'un si doux sommeil.

Les bêtes sont dans leur tanière,
Qui tremblent de voir le soleil.
L'homme, remis par le sommeil,
Reprend son œuvre coutumière.

Le forgeron est au fourneau;
Vois comme le charbon s'allume !
Le fer rouge dessus l'enclume,
Etincelle sous le marteau.

Cette chandelle semble morte.
Le jour la fait évanouir ;
Le soleil vient nous éblouir :
Vois qu'il passe à travers la porte !

Il est jour : levons-nous, Philis;
Allons à notre jardinage,
Voir s'il est, comme ton visage,
Semé de roses et de lys.

Voilà évidemment de l'excellente, de la délicieuse poésie, toute fraîche éclosée au vent matinal d'une aurore garonnaise, dans une imagination imprégnée du soleil du midi, et hantée, peut-on dire, des tableaux dont il est la lumineuse gloire. « Remarquez surtout — nous dit toujours le pénétrant et délicat M. Faguet — ces deux jolis tableaux qui s'opposent et se complètent si bien : le laboureur à la charrue, et l'ouvrière dans la petite ville à son fuseau. Ces tableaux sont comme typiques du

réveil du matin; et voilà pourquoi Théophile est admirable de les avoir choisis. »

Après la description du jour naissant, passons à quelques vers qui vont nous donner une impression aussi vive, aussi nette et pittoresque, de la sombre et silencieuse nuit. Ces vers sont ceux qui terminent une poésie intitulée *Apollon champion*, écrite pour quelques personnages des ballets royaux (1). C'est Apollon, ou le Soleil qui parle :

C'est moi dont la chaleur donne la vie aux roses,
Et fait ressusciter les fruits ensevelis;
Je donne la durée et la couleur aux choses,
Et fais vivre l'éclat de la blancheur des lys.

Si peu que je m'absente, un manteau de ténèbres
Tient d'une froide horreur ciel et terre couverts;
Les vergers les plus beaux sont des objets funèbres
Et, quand mon œil est clos, tout meurt en l'univers.

De Théophile de Viau, on peut dire ce que Théophile Gautier disait de lui-même : « Je suis un homme pour qui le monde extérieur existe ». Le monde extérieur mouvant et vivant avec ses formes, ses bruits, ses couleurs, ses nuances, voilà ce qui frappa si souvent notre poète, voilà ce que maintes fois il exprime en son œuvre... A plusieurs reprises, et tant en prose qu'en vers, il s'est révélé amant passionné de la nature, et nous a laissé voir l'idée toute moderne qu'il s'est faite, sur ce point, du poète et de son rôle... Il nous dit le bonheur de la vie aux champs, il aime à se représenter dans un bois aux fontaines murmurantes, écrivant quelques vers, puis s'interrompant pour rêver et regarder les rais du soleil pénétrer au travers des feuillages et jouer sur les eaux... C'est là, on ne saurait assez le redire, sa grande originalité, son grand mérite, d'être ainsi, dans le siècle par excellence de l'observation abstraite et psychologique, un rêveur et un observateur dont les yeux sont ouverts au monde extérieur et un poète sachant le faire revivre en images d'une couleur solide et vraie.

(1) Les strophes qui précèdent sont, par leur noblesse, leur pureté, leur facilité harmonieuse et majestueuse, des modèles de poésie lyrique classique.

Dans *la Solitude*, il fait surtout œuvre de romantique : il traduit l'harmonie du décor que dresse autour de l'amant et de sa compagne le vallon ombreux et recueilli et des sentiments éprouvés par ces personnages. Mais Théophile s'est plus directement encore attaché à l'étude de la nature, et son talent offre un côté réaliste que M. Emile Faguet a remarquablement dégagé et analysé. Nous voyons déjà dans *le Matin* la nature étudiée pour elle-même. Voudrions-nous maintenant connaître le Théophile réaliste, procédant « par le détail minutieux par de tous petits faits accumulés avec diligence (1) ? » Nous n'avons qu'à lire les vers de la *Lettre à son frère*, où il parle du domaine familial dans des termes précis, topiques, vraiment curieux à une telle époque.

.
Quelque lac (2) qui me soit tendu
Par de si subtils adversaires (3),
Encore n'ai-je point perdu
L'espérance de voir Boussères.
Encore un coup, le dieu du jour
Tout devant moi fera sa cour
Aux rives de notre héritage,
Et je verrai ses cheveux blonds
Du même or qui lui sur le Tage
Dorer l'argent de nos sablons.

Je verrai ces bois verdissants
Où nos îles et l'herbe fraîche
Servent aux troupeaux mugissants
Et de promenoir et de crèche.
L'aurore y trouve à son retour
L'herbe qu'ils ont mangé le jour.
Je verrai l'eau qui les abreuve,
Et j'oirray plaindre les graviers
Et repartir l'écho du fleuve
Aux injures des mariniers.

(1) Em. Faguet.

(2) Lacet, piège.

(3) Les jésuites.

Le pêcheur, en se morfondant,
Passe la nuit sur ce rivage,
Qu'il croit être plus abondant
Que les bords de la mer sauvage.
Il vend si peu ce qu'il a pris
Qu'un teston (1) est souvent le prix
Dont il laisse vider sa nasse.
Et la quantité de poisson
Déchire parfois la tirasse
Et n'en paye pas la façon.

S'il plaît à la bonté des cieux,
Encore une fois en ma vie
Je paîtrai ma dent et mes yeux
Du rouge éclat de la pavie (2);
Encore ce brignon muscat;
Dont le pourpre est plus délicat
Que le teint uni de Caliste,
Me fera d'un œil ménager
Etudier dessus la piste
Qui me l'est venu ravager.

Je cueillerai ces abricots,
Ces fraises à couleur de flammes,
Dont nos bergers font des écots
Qui seraient ici (3) bons aux dames,
Et ces figues et ces melons
Dont la bouche des aquilons
N'a jamais su baiser l'écorce
Et ces jaunes muscats si chers,
Que jamais la grêle ne force
Dans l'asile de nos rochers.

Je verrai sur nos grenadiers
Leurs rouges paumes entr'ouvertes,
Où le ciel, comme à ses lauriers,
Garde toujours des feuilles vertes.
Je verrai ce touffu jasmin
Qui fait ombre à tout le chemin

(1) Menue monnaie, ainsi nommée de la tête ou effigie.

(2) « Nom de pêche particulière. Les termes du jargon local sont excellents ici » (Emile Faguet).

(3) A Paris. C'est en prison que Théophile écrit cette pièce, cri d'espoir et d'amour poussé vers sa famille et son pays, qu'il ne devait plus revoir.

D'une assez spacieuse allée,
Et la parfume d'une fleur
Qui conserve dans la gelée
Son odorat et sa couleur.

Je reverrai fleurir nos prés;
Je leur verrai couper les herbes;
Je verrai quelque temps après
Le paysan couché sur les gerbes;
Et, comme ce climat divin
Nous est très libéral de vin,
Après avoir rempli la grange,
Je verrai du matin au soir,
Comme les flots de la vendange
Ecumeront dans le pressoir.

« ... Voilà en vers drus et copieux, un tableau plein de saveur et de vérité... Ce sont d'admirables vers descriptifs, et d'une sonorité superbe. A la vérité, je me passerais bien de quatre ou cinq définitions techniques qu'il donne des fruits de son verger, mais l'ensemble est d'une verve succulente et copieuse qui fait honneur à Théophile. » (Emile Faguet). De fait, et pour qui connaît les lieux ainsi décrits par notre poète, ces vers sont d'une exactitude merveilleuse ; ils ont vraiment le parfum du terroir ; par eux, Théophile de Viau est vraiment le précurseur de toute la lignée des poètes ou écrivains champêtres de notre siècle, comme il est un ancêtre des romantiques dans *la Solitude*.

Voici encore d'autres vers qui, pour être moins nombreux, n'en sont pas moins caractéristiques de la prédilection pour le petit détail : ils se trouvent dans une pièce, assez faible par ailleurs, que Théophile écrivit : *Contre l'hiver*.

.
La nacelle attendant le flux
Des ondes qui ne courent plus,
Oisive au port est retenue;
La tortue et les limaçons
Traînent leurs pas par les glaçons;
L'oiseau, sur une branche nue,
Attend, pour dire ses chansons,
Que la feuille soit revenue.

Le héron, quand il veut pêcher,
Trouvant l'eau toute de rocher,
Se pait du vent et de sa plume,
Il se cache dans les roseaux,
Et contemple au bord des ruisseaux.
La brise, contre sa coutume,
Souffle la neige sur les eaux
Où bouillait autrefois l'écume.

Les poissons dorment assurés,
D'un mur de glace remparés,
Francs de tous les dangers du monde,
Fors que de toi (1) tant seulement
Qui restreins leur moite élément
Jusqu'à la goutte plus profonde (2),
Et les laisse sans mouvement
Enchâssés en l'argent de l'onde.

.

L'appréciation de M. Faguet vaut d'être citée : « Il y a là, sans doute, une impression très vive et une jolie peinture, mais aussi un peu trop de détails : les poissons et le héron suffisaient sans le limaçon et la tortue pour noter la mélancolie de l'hiver. » Le critique, un peu trop rigoureux peut-être dans ce dernier reproche, compare alors ce genre à celui du poète contemporain Rollinat « qui a vraiment tout l'air d'un disciple de Théophile ». Il dit à ce propos que « l'artiste n'a pas pour tâche d'épuiser l'imagination du lecteur, mais plutôt de lui suggérer des images », et il conclut « qu'il y a là un vrai défaut de Théophile, avec d'ailleurs un singulier talent de dessiner ce qu'il a vu dans une suite de jolis tableaux ».

Théophile, on le sait, après sa sortie de prison, séjourna quelque temps à Chantilly qui appartenait alors au duc de Montmorency ; il y écrivit pour la duchesse la suite de pièces, d'« odes », comme il dit, qui a pour titre la *Maison de Sylvie*. On y trouve des vers descriptifs d'une touche et d'une musique exquise, du mauvais goût dans les métaphores et dans les

(1) L'hiver.

(2) Jusqu'à la dernière goutte.

« traits » à la mode. Théophile Gautier signale justement, en y insistant, l'exacte impression que ces poèmes nous donnent du goût architectural et décoratif de l'époque. Nous regrettons de ne pouvoir transcrire ici, faute d'espace, la page magistrale où l'auteur du *Capitaine Fracasse* évoque magnifiquement, et comme lui seul sait le faire, le poétique ensemble et les pittoresques détails de ce paysage Louis XIII.

V

Nous avons maintenant une idée, une notion, sommaire il est vrai, mais juste, de Théophile de Viau, poète de l'amour et de la nature. C'est là le côté le plus heureux de son talent, celui qui lui assure une place à part parmi ses contemporains. Nous avons également, dans notre début, fait connaître rapidement le « lyrique classique ». Il nous reste maintenant à dire un mot des autres parties de l'œuvre du poète agenais. Elles sont multiples ; presque toutes remarquables, toujours intéressantes, elles mériteraient beaucoup plus que nous ne pouvons et que nous n'allons tenter. Contentons-nous d'indiquer simplement dans chaque « rubrique les traits principaux et les vers les plus caractéristiques ». Pour Théophile de Viau, poète familier et didactique, il nous faut signaler, comme pièces « à lui », *l'Elégie à une dame*, *l'Elégie à M. de Montmorency*, et celle à *M. du Fargis*. Les vers sont généralement faciles, bien frappés, le style coulant, correct, imagé et bien vivant. C'est dans la première que se trouvent les vers où Théophile, venant à exposer ses idées sur le « travail » littéraire et faisant la critique des imitateurs de Malherbe, se trouve par le fait signaler excellemment les défauts de celui-ci (1).

(1) Auquel il savait néanmoins reconnaître ses vraies qualités dans les vers suivants :

Je ne fus jamais si superbe
Que d'ôter aux vers de Malherbe
Le français qu'ils nous ont appris....

(*Prière aux poètes de ce temps.*)

Ils travaillent un mois à chercher comme à fils
Pourra s'apparier la rime de Memphis;
Ce Liban, ce turban et ces rivières mornes
Ont souvent de la peine à retrouver leurs bornes;
Cet effort tient leurs sens dans la confusion,
Et n'ont jamais un rais de bonne vision.

.
(Ils) Sont un mois à connaître, en tâtant la parole,
Lorsque l'accent est rude ou que la rime est molle,
Veulent persuader que ce qu'ils font est beau
Et que leur renommée est franche du tombeau,
Sans autre fondement sinon que tout leur âge
S'est laissé consumer en un petit ouvrage,
Que leurs vers dureront au monde précieux,
Parce qu'en les faisant ils sont devenus vieux...

Voici maintenant le portrait du vrai poète, d'après Théophile :

Mais cet autre poète est bien plein de ferveur :
Il est blême, transi, solitaire, rêveur,
La barbe mal peignée, un œil branlant et cave
Un front tout renfrogné, tout le visage hâve
Ahane dans son lit et marmotte tout seul,
Comme un esprit qu'on oit parler dans un linceul :
Grimasse par la rue, et stupide, retarde
Ses yeux sur un objet sans voir ce qu'il regarde.....

.
Il est à peine utile de faire remarquer que ces vers évoquent naturellement le souvenir de Rénier et de Molière.

Théophile, un peu plus loin, ajoute :

Je veux faire des vers qui ne soient pas contraints,
Promener mon esprit par des petits desseins,
Chercher des lieux secrets où rien ne me déplaie,
Méditer à loisir, rêver tout à mon aise,
Employer toute une heure à me mirer dans l'eau,
Oùir, comme en songeant, la course d'un ruisseau,
Ecrire dans le bois, m'interrompre, me taire,
Composer un quatrain sans songer à le faire.....

En vérité, Lamartine n'a pas dit et fait autre chose, et, à sa suite, tous les modernes qui renouvèrent la poésie par la liberté, la sincérité, la franchise de l'inspiration. Dans la pièce à M. du

Fargis, il honnit l'emploi factice et abusif de la sempiternelle mythologie gréco-romaine, ce qui ne l'empêchera pas de retomber comme les autres dans ce travers qu'il raillait en « libertin » plus peut-être qu'en littérateur (1).

Dans le genre satirique proprement dit, les deux pièces qui figurent dans ses œuvres sous le vocable de satires ne présentent rien de très remarquable dans le fond, sinon dans la forme; retenons une violente invective sur Concini, qu'il place dans la bouche d'un mécontent trop peu philosophe. Un assez grand nombre d'épigrammes sont attribuées à Théophile; parmi elles, il en est nombre qui sont spirituelles; mais la paternité en est très discutée. Ce qu'il faudrait, par exemple, citer en entier, si nous le pouvions, c'est la *Requête au roi*, ou le « pauvre faiseur de vers » raconte ses infortunes, son arrestation, les persécutions dont il est l'objet, et où il demande au roi aide et protection, le tout en vers aussi spirituels, aussi bien venus, aussi malignement moqueurs, sous leur air bonhomme, que ceux qu'écrivit Marot dans une circonstance semblable, mais moins grave :

Le billet d'un religieux,
Respecté comme des patentes,
F'it épier en tant de lieux
Le porteur des Muses errantes,
Qu'à la fin deux méchants prévôts,
Fort grands voleurs et très dévôts,
Priant Dieu comme des apôtres,
Mirent la main sur mon collet,
Et, tous disant leurs pâtenôtres,
Pillèrent jusqu'à mon valet.

On conduit le pauvre poète « dans les enfers d'une profonde et noire cave » :

Dedans ce commun lieu de pleurs,
Où je me vis si misérable,
Les assassins et les voleurs
Avaient un trou plus favorable.

(1) De même, en un moment de franche passion, il déclare préférer le nom de Marie à ceux d'Amaranthe, Philis, Caliste, Pasithée... mais Chloris et Philis le voient bientôt revenir à leurs autels.

Tout le monde disait de moi
Que je n'avais ni foi ni loi,
Qu'on ne se connaissait point de vice
Où mon âme ne s'adonnât,
Et, quelque trait que j'écrivisse,
C'était pis qu'un assassinat.

Quand on songe dans quelle situation précaire se trouvait l'auteur de ces vers lorsqu'il les écrivait, en lutte, dans sa prison de la Conciergerie, aux mauvais traitements, et, auprès de ses juges, aux calomnies, aux menées les plus dangereuses pour sa réputation, pour sa vie même, on ne peut s'empêcher d'admirer la force d'âme que recélait la bonne humeur méridionale dans de pareils moments.

C'est que Théophile de Viau ne fut jamais le bon vivant, l'épicurien sans aspirations élevées qu'on pourrait s'imaginer d'après tant de « clichés » vingt fois reproduits et qui conviennent mieux à beaucoup d'autres. Il avait lu et médité les philosophes profanes et les écrivains sacrés de l'antiquité, et — c'est là où nous voulons arriver — il fut parfois un grand poète philosophique dans maintes strophes de sa paraphrase du *Phédon*. Il s'y montre profond sans obscurité, élevé ; et réussit souvent à y exprimer poétiquement les subtiles abstractions de la philosophie platonicienne, les fortes vérités de la doctrine de S. Augustin. Voici quelques-uns de ces vers, que nous prenons au hasard parmi ceux ayant trait au cœur même du sujet : l'immortalité de l'âme :

Amis, si l'âme est éternelle,
Il est bien juste de songer
Comme quoi nous devons purger
Tout le mal qui se trouve en elle.
Ce mystère à qui l'a compris
Est bien utile à nos esprits,
Et devant que notre corps meure,
Et lorsqu'ayant perdu le jour,
Nous échangeons cette demeure
A quelque plus heureux séjour.

Et, s'il faut que la pourriture
Fasse manger notre âme aux vers

Lorsque les membres sont couverts
Du fardeau de la sépulture,
Les mauvais ont le bon destin :
Car où se trouverait enfin
La peine ou le plaisir de l'homme
Si, quand les corps sont démolis,
L'âme languit et se consomme
Avec les os ensevelis ?

Cela est ferme, vigoureux et net. Voici maintenant « la théorie de la réminiscence exprimée avec netteté et en très beau style classique » (Émile Faguet) :

Ce qui vient dans les fantaisies
Des plus belles âmes, saisies
D'un désir ardent de savoir,
Est comme une leçon seconde
Par où notre esprit va revoir
Ce qui vit en un autre monde,
Et ne fait que s'entretenir
Des choses autrefois connues,
Que l'ombre d'un souvenir
Avait encore retenues.

M. Faguet cite encore une longue suite de beaux alexandrins « vers de grand poète », que nous ne pouvons donner ici à notre grand regret ; ils traitent de la destinée des âmes après la délivrance finale, destinée qui diffère naturellement selon leur conduite dans la prison du corps. C'est donc là un titre nouveau de Théophile auprès de la postérité ; jusqu'à ses derniers temps, elle ne lui avait pas encore reconnu celui de poète philosophique. Il est vrai qu'elle n'était vraiment pas prodigue à son égard... Elle n'a pas non plus en général prêté grande attention à ses sonnets. Ils sont cependant, à notre avis, supérieurs dans l'ensemble à ceux de Malherbe pour l'élégance aisée de la facture. Après cela, nous ne faisons pas difficulté d'avouer que le genre en est trop souvent maniéré, affecté, fleuri de *concelli* et de métaphores outrées. Le poète y compare la cruauté de sa belle aux tourments des damnés, et trouve ceux-ci préférables ; ou bien il proclame l'invincible ardeur de

son adoration passionnée pour sa seule divinité, Philis, Chloris, etc., etc. Dans quatre d'entre eux il se lamente sur son exil, et décrit le triste séjour où il est retiré : les landes de Casteljaloux, (Scythie de ce nouvel Ovide); il en consacre un autre à la ruine de sa ville natale par l'armée catholique; ruine qui déchire son âme filiale :

« Clérac, pour une fois que vous m'avez fait naître,
Combien de fois me faites-vous mourir. »

Nous aurions bien d'autres choses encore à signaler dans cette riche et curieuse matière qu'est l'œuvre lyrique de Théophile de Viau (1). Mais nous n'avons que trop abusé de l'hospitalité de cette Revue. Hâtons-nous de dire quelques mots sur *Pyrame et Thisbé*, la seule pièce que notre poète ait donnée au théâtre, pièce qui lui coûtera beaucoup de peine — il avoue lui-même n'être pas fait pour ce genre de travail — mais qui lui valut un triomphe lors de sa représentation. Ayant alors beaucoup contribué à la gloire de son auteur, cette tragédie a été trop souvent depuis prise comme son œuvre maîtresse et aussi comme cible des sempiternelles critiques, comme réservoir des éternelles citations grotesques, qui démontrent surtout l'ignorance de ceux qui les font.

« On ne l'a point jugée, dit M. Doumic de *Pyrame et Thisbé* (1), quand on y a relevé des traces de mauvais goût. Ce qui frappa les contemporains c'est qu'ils y trouvèrent un art plus délicat, une analyse des sentiments plus approfondie, et pour la première fois, une langue qu'on pourrait prendre pour la langue du cœur ». « Il y a dans cette tragédie, dit à son tour M. Brunetière (2), des parties de lyrisme d'une verve singulière et des parties de dialogue déjà presque cornéliennes ». On en

(1) Il n'est pas jusqu'aux modernes symbolistes (voici que nous allons paraître trop Gascon à notre tour) qui, avec de la bonne volonté, ne puissent retrouver des germes de leur genre dans deux pièces de Théophile, que nous signalons à leur curiosité : les *Nautonniers*, analysée par M. E. Faguet, et l'*Ode étrange* (tome I de l'édition Alleaume) qui commence par ce vers :

Un corbeau devant moi croasse..

(2) Histoire de la littérature française, p. 243.

(3) Manuel de l'histoire de la littérature française, p. 114.

connaît le sujet : ce sont les Amours tragiques de Pyrame et Thisbé (tel est le vrai titre de la pièce), qui s'aiment malgré leurs parents et trouvent la mort dans des circonstances trop connues pour que nous ayons besoin de les rappeler. Théophile a supposé que le roi de Babylone aimait Thisbé et avait résolu la mort de Pyrame. Celui-ci échappe à une première embuscade et concerte avec Thisbé leur fuite commune et leur rendez-vous mortel. La pièce comprend cinq actes : le lieu de la scène change plusieurs fois durant chacun d'eux, sauf dans le cinquième qui n'est composé que de deux longs monologues : le premier, de Pyrame trouvant à son arrivée le voile ensanglanté de Thisbé et se tuant de désespoir; le second de Thisbé revenant pour voir le corps ensanglanté de Pyrame et se tuant également de désespoir.

Plusieurs scènes de cet essai dramatique assez informe dans l'ensemble, sont intéressantes et bien écrites. Nous aurions aimé à donner plus haut, lorsque nous avons parlé de Théophile poète amoureux, un couplet qui se trouve dans la bouche de Pyrame et qui nous semble à rapprocher de mainte digression lyrique des drames d'Hugo. Nous osons du moins supposer que le lecteur voudra bien nous croire si nous lui disons que ces vers sont d'une délicatesse de nuance et d'une harmonie telles qu'il n'y a pas mieux en ce genre dans Théophile de Viau.

Nous ne prétendons pas assurément que toute l'œuvre poétique de ce dernier présente une valeur comparable, un intérêt égal aux fragments que nous avons cités ou signalés au cours de cette trop sommaire revue. Mais ces fragments sont loin d'être isolés comme des perles rares et précieuses dans un fatras de mauvaise rhétorique, de vers « lâchés » et insignifiants. C'est là une notion dont il faut bien se garder à propos de Théophile ; notion, il est vrai, que tant de résurrections plus ou moins justifiées ont contribué à faire naître dans les esprits au sujet des gloires oubliées ou méconnues, mais qui serait en l'espèce une injustice et une erreur absolues. Tout est loin d'être bon, d'être irréprochable dans les deux volumes du poète de la Garonne, nous en convenons ; nous sommes les premiers à déplorer ses défauts ; car, sans eux, il eût donné au xvii^e

siècle un lyrique digne d'être placé à côté des autres grands noms de cette grande époque. Mais, malgré les nombreuses défaillances de détail, l'ensemble de l'œuvre révèle un magnifique tempérament poétique, plein de verve et d'originalité, et renferme quantité de morceaux qui devraient être connus et goûtés partout où l'on aime et où l'on cherche à connaître vraiment notre poésie française.

VI

« Comme prosateur, Théophile est original ; il a véritablement apporté à la littérature française une prose nouvelle. Je cherche à lui ôter ce mérite, tant j'ai peur de l'exagération, mais je ne vois rien de pareil auparavant.... Décidément Théophile est une date dans l'histoire de la prose.... C'est une prose courte, à la Sénèque, d'un mouvement rapide et pourtant sans saccades.... Il y a telle de ses pages en prose qui aurait pu être écrite au commencement du xviii^e siècle... » Et nous aussi nous voudrions nous garder de l'exagération ; nous ne voudrions pas sembler surfaire notre auteur en un perpétuel panégyrique, d'autant plus qu'ici il nous est encore moins possible de citer des fragments à l'appui de notre opinion ; la prose se prête encore moins, en effet, que les vers, au démembrement du « morceau choisi ». Cependant, nous sommes contraint de le proclamer par la force même de la vérité : Théophile de Viau est aussi excellent prosateur qu'il est poète remarquable... Ceux au reste que ses vers laissaient trop froids, reconnaissent l'incontestable mérite de ses œuvres en prose : *Apoloques*, *Lettres*, *Fragments d'une histoire comique*, etc. Philartès Chasles, à qui nous pensons maintenant, dit, à propos de ces *Fragments* : « ... Le pédant, l'Allemand, l'Italien, le débauché, l'homme du monde, voluptueux se jouent dans cette œuvre charmante avec une causticité digne de Lesage ; il dessinait les originaux d'après nature et reproduisait fidèlement la réalité ». Et Théophile Gautier : « ... la prose de Théophile est une des plus belles que nous connaissions ; elle est pleine de

ces grandes manières de dire castillannes, de ces bonnes façons de gentilhomme qui donnent à la prose de ce temps-là une tournure si large et si magnifique; c'est un style de vieille roche, et qui sent son bon lieu... Jamais on ne voit un mot se prendre les pieds dans la queue de sa robe, comme une comtesse parvenue, et tomber sur le nez au beau milieu d'une période... ». Gérusez compare aux *Mémoires* de Beaumarchais sur l'affaire Goëzmann cette *Apologie* qui nous paraît aussi, en maint endroit, comme une épreuve *avant la lettre* des *Provinciales* : même ironie spirituelle, cinglante, même souplesse dans la défense et dans la riposte, même indignation aussi devant la fourberie et l'ignoble duplicité de ses adversaires. Ses *Lettres* sont souvent des modèles du genre, et c'est une étrange aberration qu'on n'ait pas songé à en introduire quelques-unes dans les recueils classiques pour la prose. Elles ont été publiées par Mairet; fidèle disciple et admirateur éclairé, il y remarque « une force d'imagination, une vivacité d'esprit et une beauté de style concis, qui se rencontrent rarement toutes ensemble en un même génie... ». Vingt-quatre de ces lettres sont en latin. Théophile de Viau a encore écrit dans cette langue un petit conte érotique intitulé *Larissa* et un écrit de polémique sur son procès qui figure sous le vocable : *Theophilus in carcere*. Notre Gascon écrivait le latin comme on ne sait plus le faire depuis longtemps, et c'était le seul talent que lui reconnût incontestablement la raillerie superficielle d'un Voltaire. Et voici à ce sujet quelques mots de Philarète Chasles, qui, lui non plus, n'a pas assez compris le poète : « Sa prose latine est une heureuse étude faite d'après Pétrone et Tacite. Il aimait le tour incisif et la concentration ardente que la langue des Romains favorise. *Larissa*, *Theophilus in carcere*, se rapprochent de Juste-Lipsé et de Strada... ».

Nous avons ainsi ouvert quelques percées à travers l'œuvre si peu et si mal connue de Théophile de Viau, et jeté, en passant, un regard trop rapide, mais aussi net que possible, sur ses diverses parties. Il nous reste maintenant à déterminer le rôle exact de notre auteur dans la littérature du dix-septième siècle et, ce faisant, à apprécier son œuvre dans ses principaux

caractères. Nous terminerons en constatant brièvement l'état de la critique sur le sujet qui nous occupe; enfin nous tirerons les conclusions qui nous paraissent devoir clore notre modeste travail.

VII

On se rappelle les vers de Boileau, où Théophile est exécuté sommairement, selon l'habitude du *régent*. D'abord, dans *le Repas ridicule* :

« Là tous mes sots, enflés d'une nouvelle audace,
Ont jugé les auteurs en maîtres du Parnasse,
Mais notre hôte surtout, pour la justesse et l'art,
Elevait jusqu'au ciel Théophile et Ronsard... »

Puis, dans la satire IX :

« Tous les jours à la cour un sot de qualité
Peut juger de travers avec impunité,
A Malherbe, à Racan préférer Théophile,
Et le clinquant du Tasse à tout l'or de Virgile. »

Cette exécution en compagnie de Ronsard et du Tasse — « affront que l'on pourrait envier » dit Théophile Gautier — a du moins un avantage : elle nous montre quelle fut la renommée de Théophile de Viau, qui contrebalançait celle de Malherbe son contemporain, de leur vivant et même après leur mort. Les deux poètes étaient les fondateurs et les chefs de deux écoles aux tendances nettement opposées : l'une, celle de Théophile, préconisant et pratiquant avec lui la liberté de l'inspiration et un certain laisser-aller dans l'exécution; l'autre, celle de Malherbe, obéissant au contraire à une sévère discipline, s'astreignant à de minutieuses prescriptions sur la grammaire, la métrique et le goût. Toutes deux continuaient ainsi dans un sens différent l'évolution commencée avec Ronsard et Joachim du Bellay; on sait qu'elles ont eu des fortunes bien diverses. L'une imposa sa formule à notre poésie lyrique pour deux siècles; tandis que l'autre fut emportée par le grand courant clas-

sique de l'impersonnalité et de l'abstraction dans l'art. Et pour deux siècles aussi disparaissent, avec la poésie personnelle et pittoresque, les genres élégiaque et rustique.

Quoiqu'il en soit, Théophile fut donc un véritable antagoniste de Malherbe et succéda dans ce rôle à Mathurin Régnier. Il y avait, comme le dit M. Faguet, une « secte malherbienne » et une « secte théophile »¹. Cette opposition fut beaucoup plus marquée qu'on ne l'indique dans les histoires de la littérature. Si Malherbe avait pour disciples : Racan, Maynard, Colomby, de Tournay, Théophile compta parmi ses imitateurs : Mairet, Saint-Amand, Scudéry, Boirobert. On voit maintenant à quel rang il convient de placer Théophile de Viau d'après les caractères de son œuvre et de son rôle littéraire.

Et de fait, depuis un demi siècle, diverses voix, dans la critique française et même étrangère, s'élèvent pour réformer sur quelque point les dogmatiques et absurdes condamnations de jadis, pour en reconnaître la calomnieuse injustice, l'inconcevable ignorance. A Théophile Gautier revient, croyons-nous, l'honneur d'avoir ouvert le feu dans les pages si brillantes, si justes dans leur éblouissante fantaisie, du volume *Les Grottesques* (1). Nous l'avons cité à plusieurs reprises; qu'on nous laisse seulement détruire l'effet fâcheux de ce vocable de *Grottesque* en disant que Théophile Gautier commence ainsi l'étude sur son homonyme. « Cette fois, c'est d'un véritable grand poète que nous allons parler ». Vers la fin, il le met au-dessus de Malherbe et de Racan, et affirme que « s'il revenait au monde maintenant » — (à l'époque romantique) — « nul doute qu'il ne fût une des plus lumineuses étoiles de la nouvelle pléiade ». Aussi le critique danois George Brandès lorsqu'il vient à parler des poètes du livre de Gautier, met-il à part Théophile de Viau avec Villon. C'est que les figures des *Grottesques* comprennent en réalité deux catégories bien différentes : dans

(1) Dans un recueil d'articles de l'auteur d'*Emaux et Camées*, intitulé *Fusains et Eaux-fortes*, on trouve aussi une très brève étude sur Théophile de Viau; elle est, certes, moins étincelante que celle des *Grottesques*; mais elle renferme plutôt, — ce qui chez Gautier est moins rare qu'on ne croit, — des aperçus ingénieux, des idées neuves et justes.

l'une, — celle des vrais grotesques, des ridicules, des « ratés » — se voient le Père de Saint-Louis, Chapelain, Scudéry, etc.; dans l'autre, celle des talents méconnus, se voient Villon, Théophile de Viau, Saint-Amand, Cyrano de Bergerac (ce dernier néanmoins à quelque distance au dessous... M. Rostand n'était pas encore né...) Nisard, Gérusez surtout, dans leurs *Histoires de la littérature française*, font preuve d'impartialité en ce qui concerne Théophile, et lui rendent justice jusqu'à un certain point. Il en est de même de MM. Brunetière et Doumic dans leurs récents ouvrages sur la littérature française. Mais celui à qui, de nos jours, nous sommes les plus redevables en ce sens, est certainement M. Emile Faguet. Nous lui avons souvent emprunté des appréciations; car ses leçons sur Théophile font pour ainsi dire le pendant à l'étude des *Grotesques*, dans un ton et un genre évidemment bien différents. S'il nous était encore nécessaire de le prouver, nous n'aurions qu'à transcrire ici la fin de son travail. Contentons-nous de ces quelques mots significatifs : « En résumé, Théophile est un très grand poète qui n'a pas donné toute sa mesure, étant mort à l'âge où Malherbe commençait à écrire. Il eut la plus riche et la plus séduisante imagination du commencement du xvii^e siècle. De Racan à La Fontaine, il n'y a pas de plus grand nom que le sien... »

Tous les littérateurs vraiment informés sont du reste complètement convertis à notre cause; il nous arrive fréquemment de voir, tantôt dans de grands quotidiens, comme *le Figaro*, tantôt enfin dans de simples conversations, le nom de Théophile de Viau cité, non plus avec dérision, mais avec estime et admiration. Que tous ces amis inconnus du poète gascon reçoivent ici nos remerciements ! Puissent-ils nous aider à triompher enfin de tous les obstacles, à vaincre l'indifférence du public, à faire connaître et aimer Théophile, comme eux le connaissent et l'aiment !

Car, hélas ! il faut le répéter avec M. Andrieu : « En dépit de la justice et du bon sens, l'heure de la réparation s'attarde... » Le nom de Théophile de Viau n'éveille encore parmi la foule que les vagues reminiscences erronées d'études classi-

ques, où les jugements de Boileau faisaient foi; si certains ont lu par hasard quelques aperçus plus justes et plus véridiques dans de récents ouvrages de littérature, ceux-ci n'ont guère fait impression et se sont évanouis dans l'indifférence et le doute... Il n'est pas jusqu'aux compatriotes de notre poète que l'on pourrait accuser de négliger vraiment par trop les Gascons authentiques; hypnotisés, pour ainsi dire, par la douteuse contrefaçon de Marseillais à l'usage des titis parisiens que vient de nous présenter le très populaire talent de M. Rostand, ils laisseraient son Cyrano passer pour le véritable type du Gascon... Les Parisiens nous imposent Cyrano; on nous le sert, lui et les siens, à toutes les sauces, et, pendant ce temps, dans les récentes fêtes de Gascogne (qui devaient avoir pour but d'exalter les gloires locales), il n'était aucunement question de Théophile de Viau ! Son nom même n'aurait, croyons-nous, même pas été prononcé, si le seul M. Armand Sylvestre ne s'était un moment souvenu de lui, dans un article de *la Dépêche*, pour le placer avec Maynard dans les poètes que les Cadets se chargeraient plus tard de remettre en honneur... Espérons toutefois qu'un appel aux Méridionaux qui travaillent d'une manière sérieuse et continue au réveil de la vie locale, et le Félibrige est là pour attester qu'ils sont nombreux et actifs, — ne les trouverait pas indifférents ! Que s'unissent alors, libres de toute autre préoccupation (1), tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui ont le culte sincère de la beauté, tous ceux qu'intéressent, que passionnent les manifestations de ce mouvement régionaliste dont nous avons prononcé le nom au début de notre étude ! Alors peut-être la Gascogne sera-t-elle fière de compter parmi ses enfants un rival de Malherbe comme chef d'école et comme lyrique classique; un « Catulle français » ayant retrouvé l'inspiration des élégiaques latins; un précurseur des romantiques et des réalistes; un poète spirituel, et un poète philosophique; un très

(1) Nous estimons en effet que l'immixtion des questions religieuses ou politiques — ailleurs parfaitement légitimes — serait complètement déplacée ici, où il s'agit simplement de rendre un hommage mérité à une gloire *littéraire* et régionale, et où cette immixtion aurait certainement de fâcheux résultats au point de vue du but poursuivi par les amis de Théophile de Viau.

bon sonnettiste; un excellent prosateur français ! Alors sera atteint le but longtemps poursuivi par tous ceux qui ont travaillé au triomphe final, et alors enfin, selon le mot d'un des plus distingués d'entre eux, l'homme et le poète que fut Théophile de Viau « apparaîtront glorieux et réhabilités ».

MAURICE DE BELLEGARDE (DE VIAU).

EXTRAITS
DU
RAPPORT AU PRÉFET ET AU CONSEIL GÉNÉRAL
SUR
LE SERVICE DES ARCHIVES DE LOT-ET-GARONNE
Par M. René BONNAT, archiviste départemental

1911-1912

1. *Legs Poirée.* - Dans sa session de septembre 1911, le Conseil général a accepté, à titre conservatoire, le legs fait aux Archives départementales par M^{lle} Poirée en 1910. J'en ai dressé l'état sommaire. L'ensemble, très intéressant, se compose : 1° de correspondances et de papiers de famille; lettres échangées entre M^{lle} Poirée et Réville, professeur au Collège de France; 31 cahiers de lettres du XVIII^e et XIX^e siècles; un recueil de souvenirs, de notes et de travaux que M^{lle} Poirée a intitulé : *Ma Gazette*, avec une série de documents servant de pièces justificatives; de 3 registres et 6 liasses de papiers administratifs intéressant les contributions et les tabacs, surtout pendant la Révolution;

2° De douze miniatures des XVIII^e et XIX^e siècles, convenablement traitées, de sept eaux-fortes, de sept portraits ou tableaux et d'un grand tableau qui figurent au salon du château de Garcin ;

3° Et, ce qui pour les Archives constitue la partie la plus importante du legs, une curieuse bibliothèque d'environ 1.000 volumes où dominant surtout des œuvres d'exégèse, d'histoire des religions, de philosophie sociale et d'histoire. M^{lle} Poirée, durant les dernières années de sa vie, achetait la plupart des travaux qui font autorité en ces matières. On trouvera, dans la série qui doit revenir à la bibliothèque départementale, les principales publications de : 1° Rank, Strauss, Summer, Dra-

per, Castelar, Lubbock, Fogazzaro, abbé Loisy, Dieulafoy, Havet, Burnouf, Sabatier, Renan, Maury, Réville, André Lefèvre, etc.; 2° Mallebranche, Descartes, Spinoza, Condillac, Schopenhauer, Spencer, Darwin, Jules Simon, Max Müller, Herder, Hœckel, Hartmann, Darmsteter, A. Fouillée, Ribot, Bonnet-Maury, Maëterlinck, Quatrefages, Vacherot, etc.; 3° Guizot, Quinet, A. Thierry, Duruy, Taine, Tocqueville, Léon Gautier, Gaston Paris, d'Arbois de Jubainville, Fustel de Coulanges, Sorel, Fontanes, Maspéro, Ferrero, de Ségur, Gazier, Monod, C. Maugras, d'Haussonville, A. Bertrand, Arède Barine, Pierre de Nolhac, C. Jullian, Cartailiac, etc.; 4° Victor Hugo, Lamartine, Michelet, Victor Cousin, Paul-Louis Courier, Lafontaine, Voltaire, Rousseau, Montesquieu, J. de Maistre, Pierre Loti, etc. ; 5° Lafenestre, Léger, Gebhardt, Viollet-le-Duc, Gaston Boissier, etc.

M^{lle} Poirée a également légué la somme de 1.000 francs pour l'installation de ces collections aux Archives départementales. Le tout est grévé, comme je le disais l'an dernier, d'un usufruit au profit de M^{me} Fournier, nièce de la testatrice.

A la suite des formalités administratives prescrites par le décret du 1^{er} février 1896, des observations ont été présentées par les héritiers naturels. Elles confirment les déclarations qui m'ont été faites par un représentant de la famille durant les opérations d'inventaire et de récolement. Des miniatures, portraits et tableaux, la famille réclame les trois quarts, sous prétexte qu'aucun partage n'a été fait à la mort des ascendants de M^{lle} Poirée et de ses trois sœurs et que la testatrice jouissait seulement à titre gracieux et par un accord tacite de la totalité de la collection.

2° Parmi les manuscrits et papiers de famille se trouvent des documents, lettres, actes de naissance, de mariages, etc., concernant la famille Destival, qui ne peuvent revenir aux archives départementales. Ils n'étaient pas la propriété de M^{lle} Poirée à qui on les avait confiés pour des recherches et des études historiques, déclarent les héritiers naturels qui en réclament la restitution.

3° En ce qui concerne la bibliothèque dont j'ai dressé le

catalogue complet d'après les indications de M. Poirée, père de la légataire universelle, peu d'observations. La famille réclame une travée de livres classiques, sans intérêt pour les archives, que j'ai inventoriés sous une rubrique spéciale dans un procès-verbal joint au présent rapport.

Sans entrer dans de longues discussions sur les clauses du testament dont le département est appelé à bénéficier, j'estime, après conversation avec la famille, que les deux parties pourraient s'entendre sur le projet transactionnel suivant :

1° M^{me} Fournier renoncerait à l'usufruit du legs qui serait installé aux archives avec les mille francs laissés par Mademoiselle Poirée;

2° De son côté, le département renoncerait aux miniatures et portraits réclamés par les héritiers naturels ;

3° Aux livres classiques revendiqués; aux doubles des ouvrages existant déjà dans la bibliothèque départementale;

4° Aux papiers de famille intéressant les Destival et à toutes les correspondances n'ayant pas d'intérêt historique.

Dans le cas où cette solution très conciliante cesserait de convenir aux représentants de la famille, j'estime qu'il y a lieu de demander et d'assurer purement et simplement l'exécution du legs tel que l'a formulé M^{me} Poirée et de faire procéder à un inventaire contradictoire, détaillé et estimatif, de tous les objets qui en font partie.

2. *Accroissements.* - - La bibliothèque départementale a reçu cette année :

a) *du Ministère de l'Instruction publique* : le dictionnaire topographique du département de l'Ain; le catalogue des manuscrits des bibliothèques publiques, t. 44; le recueil des actes du Comité de salut public, t. 21; la série des publications de la Commission d'études sur l'histoire économique de la Révolution française : cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes pour les états généraux, t. 3 ; Marne, t. 3; bailliage de Troyes, t. 3; documents relatifs à la vente des biens nationaux: Ile-et-Vilaine; Bouches-du-Rhône, t. 4; les subsistances en céréales dans le district de Chaumont de 1788 à l'an v; le Co-

mité des subsistances de Toulouse (1793-1795); recueil des actes du directoire exécutif, t. 3; bibliographie des travaux historiques et archéologiques, 1907-1908; le recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine, t. 4, par Espérandieu.

b) Les inventaires des archives départementales de : la Seine-Inférieure (série G, t. 7); l'Hérault (archives hospitalières de Saint-Pons); l'Yonne, série L; Cantal, série L; Pas-de-Calais, série H, t. 3; Meurthe-et-Moselle, t. 9; Nord, archives de Cassel; Morbihan (E sup. t. 4). Il faut y ajouter une série de répertoires numériques des fonds anciens et modernes conservés dans un certain nombre de départements.

c) Par donations, acquisitions ou échanges : les mémoires du baron Haussmann; le premier volume renferme de curieux détails sur Nérac dont le futur préfet de la Seine fut quelques mois le sous-préfet; la correspondance de Mgr de Belsunce, l'agenais qui s'illustra sur le siège épiscopal de Marseille; le premier volume des commentaires de Monluc, qu'édite à nouveau, avec le sens critique qu'on lui connaît, M. Paul Courteault, professeur à la faculté de Bordeaux; l'œuvre maîtresse de notre regretté compatriote Laulanié : *Eléments de physiologie*; le vrai baron de Batz, rectifications historiques qui intéressent quelques familles lot-et-garonnaises; la généalogie de la maison de Caumont-La Force, par M. de Jaurgain; la correspondance de Bory de Saint-Vincent par M. Ph. Lauzun; des notes historiques sur le château de Lafox et la paroisse de Saint-Christophe; le château de Plèneselve, par Marboutin; l'histoire du doyenné et de la paroisse de Moyrax, du *x^e* au *xx^e* siècle, par M. Dubourg; des notes sur les collections de l'abbé Lanusse, l'ancien aumônier de Saint-Cyr, originaire de Tonneins, notes publiées par M. Momméja sous le titre « Du Mexique au siège de Paris »; une curieuse brochure sur un poète « Sosate » qui s'était fait le barde des Landes et de la forêt, Emmanuel Delbousquet; deux plaquettes de M. Maurice Joret, du Mas-d'Agenais, sur l'histoire de cette vieille commune au *xvii^e* siècle; le t. 46 des archives historiques de la Gironde; l'histoire des milices provinciales (1688-1791), par

Gébelin; l'Art classique, initiation au génie de la renaissance italienne, par H. Wolfflin; l'Armorial de Vivarais, destiné au fonds de Raymond; le tome IX de l'histoire de France publiée sous la direction de Lavisser; l'ouvrage est aujourd'hui complet; et enfin 36 volumes donnés par M^{me} Edouard Payen, veuve du regretté architecte départemental.

3. *Accroissements : archives.* -- M. Lex, archiviste de Saône-et-Loire, nous a fait don d'un « procès-verbal des visites pastorales faites par Claude Joly, évêque d'Agen, aux couvents des Augustins et des Carmélites de cette ville, en février 1673 (série G.-E. 12 bis); M. Gayral, d'un document avec cachet de cire rouge de Jean-Antoine de La Chabane, marquis de Dunes, de 1723, concernant un droit de prélation et de retenue féodale (E. 96). M. Baritaud, agent-voyer en chef honoraire, nous a remis, au nom de M^{me} Léon Gué, un registre très curieux que je considérais comme définitivement perdu : les délibérations de la Société populaire d'Agen du 26 août 1790 au 13 avril 1791. Les actes de cette « Société des Amis de la Constitution » tiennent 196 pages (31-227) d'un petit in-folio. Sur la foi du chroniqueur Proché qui avait vécu cette époque tourmentée, on croyait qu'ils avaient été brûlés par ordre des représentants du peuple en mission, le 25 septembre 1793, au cours d'une fête civique, en même temps que les portraits des rois et des « masses de papiers seigneuriaux ». Que sont devenus les registres suivants, ceux qui, partant d'avril 1791, vont jusqu'au 9 ventôse an II ? Ont-ils subi le sort que Proché décrit avec complaisance ? On ne sait. Toujours est-il qu'à partir de ventôse an II la série existe complète aux archives municipales d'Agen.

Enfin, je signale avec plaisir le versement fait aux archives départementales des minutes conservées dans l'étude de M^e Cailheton, notaire à Tonneins : 248 registres ou cahiers, 257 liasses, 15 registres ou cahiers de répertoires d'ailleurs incomplets. L'ensemble, avec des lacunes, va de 1585 à l'an X. Une liasse de testaments mystiques complète la collection. Nous procédons actuellement au classement de ce minutier

extrêmement intéressant. Le travail sera long, parce que les liasses, autrefois défaits, renferment des actes de toutes les époques qu'il faut placer dans l'ordre chronologique et par notaire; l'opération ne peut donc avancer que lentement.

Archives des communes. — Je ne puis que répéter ce que j'écrivais l'an dernier : j'estime qu'il y a lieu de centraliser aux archives départementales tous les documents antérieurs à 1800 qui se trouvent épars dans les communes et qui, trop souvent, disparaissent ou s'abîment. Les archives communales autrefois classées assez régulièrement, sont généralement en désordre, par suite : 1° de l'accumulation des dossiers dans des armoires devenues trop étroites et 2° des trop nombreuses occupations des secrétaires de mairie, instituteurs pour la plupart, qui expédient les affaires courantes sans avoir le temps de travailler aux classements.

J'ai trouvé à la mairie de *Cuq* quelques dossiers qui ne figurent pas sur l'inventaire de la série E sup. : 1) un cahier de 56 pages contenant les jurades de la communauté du 23 février 1772 au 3 septembre 1775 (classé E sup. 153 bis); 2) un registre in-folio de 553 feuillets, cadastre de la communauté du XVIII^e siècle (E. sup. 154 bis); 3) un autre cadastre de 1785, in-folio de 343 feuillets (E sup. 154 ter); 4) et trois cahiers de mutations « charges et décharges » de la communauté de Cuq, élection de Fleurance; le premier va de 1673 à 1685, le second, de 1685 à 1702; le troisième, de 1770 à 1785; il a été fait conformément à un arrêt de la Cour des Aides de Montauban du 17 septembre 1770 (E sup. 154 4-6). — L'état civil ancien et moderne a besoin d'être relié. — Quant au fonds révolutionnaire, il est représenté par : 1) un cahier de délibérations municipales du 2 décembre 1792 au 25 thermidor an II, in-folio de 60 pages; et 2) une liasse d'état-civil (1790-an VIII).

A *Fals*, l'humidité ayant détruit en partie ce qui reste de l'ancien chartrier communal, j'ai transporté d'office aux archives départementales tout ce qu'on pouvait sauver. Aux documents inventoriés, il faut ajouter : 1) un petit cahier de ju-

rades du 15 février 1789 au mois de septembre de la même année, 12 feuillets (E. sup. 167 bis); 2) un cahier de 23 feuillets : rôles de la taille dans la communauté de Fals, 1789 (E. sup. 182 bis); 3) une liasse de pièces diverses intéressant les finances : comptes de recettes et dépenses, rôles de capitation, reçus (E. sup. 182 ter) 1741-1760; 4) un cahier contenant l'inventaire détaillé des archives de la communauté, 1777-1778 (E. supplément 193 bis). — Le fonds révolutionnaire est composé de : 1) six cahiers servant à l'enregistrement des lois, décrets, arrêtés et proclamations, 1790 an II; 2) de 6 cahiers de délibérations du Conseil général et de la municipalité, du 1^{er} janvier 1791 à l'an II; 3) de 3 registres déreliés et 2 cahiers relatifs à la contribution foncière et mobilière, 1791-1792; 4) d'une petite liasse de pièces diverses : compte de recettes et dépenses de l'administration, 1790; état des effets mobiliers trouvés dans l'église, documents relatifs à l'état civil. — Le tout est maintenant déposé aux archives départementales.

A *Tayrac*, où les dossiers paraissent bien classés, en plus de l'état-civil de 1792 à 1802 (un registre relié), j'ai trouvé pour la période révolutionnaire : 1° Une liasse de 31 bulletins décadaires, du 9 thermidor an VII au 1^{er} vendémiaire an VIII; 2° Un rapport sur la convocation des assemblées primaires fait au nom du Comité de Salut public par Barrère; 3° les délibérations municipales du 5 octobre 1790 au 5 mai 1793 (89 actes dans un cahier) et, dans les 159 premiers feuillets d'un registre, celles qui intéressent la période comprise entre le 2 juin 1793 et l'an IV. La série est donc complète.

Les archives anciennes de *Saint-Maurin* ont été inventoriées; il y faut ajouter : 1° Un registre relié parchemin, in-f° de 188 pages, contenant les délibérations de la communauté de Ferrussac, aujourd'hui supprimée, du 17 décembre 1775 à 1790 (E. suppl^t 393 bis); 2° Un autre registre, in-folio, charges et décharges, xviii^e s. (E. suppl^t 393 ter) concernant Saint-Maurin; 3° Un in-folio de 164 pages (E. suppl^t 393-4), livre terrier de la juridiction de Ferrussac composée de 1.022 carterées, commencé en 1774; et 4° Un registre de paroisse dont 40 feuil-

lets renferment les actes de baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Maurin, de 1692 à 1705 (E suppl^t 396 bis). — Pour la période révolutionnaire, il existe : 1° Un in-folio contenant les délibérations de la municipalité de Ferrussac du 21 juin 1790 à 1825. Les 35 premiers feuillets sont consacrés à la Révolution jusqu'au 13 frimaire an IV, époque de l'installation définitive des cantons avec leur administration spéciale; 2° Un registre relié parchemin de 138 feuillets et un cahier de 34 feuillets : délibérations du Conseil général de la commune, du 4 août 1790 au 16 germinal an III; 3° et enfin trois registres d'état-civil, naissances, mariages et décès, de 1793 à 1802.

A *Espiens* manque un cahier de 20 feuillets, inventorié sous le numéro 3022 E supplément. En revanche, pour le fonds ancien, un registre de plus : cadastre de la juridiction de 1674, in-folio de 162 feuillets et 5 de tables par prénoms (E sup. 3021 bis). L'état-civil aurait besoin d'être relié. Presque rien pour la Révolution : 1) 3 petites liasses contenant : 1° les naissances; 2° les mariages et les divorces, et 3° les décès de 1793 à l'an XI, avec quelques pièces annexes. II) deux documents (1793 an III) intéressant le bureau des pauvres et les sommes touchées ou dépensées par le curé Descuns à ce sujet. (Versés aux archives départementales).

Puymirol a ses archives anciennes en bon état. Le fonds révolutionnaire est composé de dossiers communaux et d'articles appartenant à la ci-devant administration de canton, qui devront être réintégrés au dépôt départemental. En voici l'état sommaire :

I) *Canton* : 1) table manuscrite des lois et arrêtés du Directoire Exécutif, 1 cahier, 4 pluviôse an V-6 floréal an VI; 2) délibérations de l'administration cantonale, 12 vendémiaire an IV-10 thermidor an V, registre in-folio de 287 pages; 3) idem, 10 thermidor an V-1 brumaire an VI, 34 feuillets; 4) idem, 1^{er} vendémiaire-30 prairial an VI, 137 feuillets; 5) idem, 10 messidor an VI-1^{er} floréal an VII, 96 feuillets; 6) idem, 1^{er} floréal an VII-18 floréal an VIII, 142 feuillets; 7) correspondance de

l'administration cantonale, une liasse de 3 cahiers, ensemble 45 feuillets. — Le tout est inventorié et analysé.

II. *Commune* : 1° Lois, décrets, proclamations et arrêtés des diverses administrations, 1790-1793, un registre in-folio de 200 feuillets et une liasse de 228 pièces imprimées; 2° Délibérations du Conseil général de la commune et de la municipalité, 2 avril 1790-5 mars 1791, registre de 54 feuillets; 3° 9 mars-8 décembre 1791, reg. 48 feuillets; 4° 13 décembre 1791-6 décembre 1792, reg. 44 feuillets; 5° 14 décembre 1792-25 juin 1793, reg. 42 feuillets; 6° 8 juin 1793-22 frimaire an II, reg. 48 f.; 7° 20 frimaire-20 floréal an II, reg. 50 f.; 8) 21 floréal-26 fructidor an II, reg. 38 f.; 10° 1^{er} vendémiaire an III-29 floréal an IV, reg. 290 pages. (Ces dix articles déjà analysés); 11° 3 registres cartonnés d'état-civil, 1792-1802; 12° Fourleaux et taxe du pain, 1 cahier de l'an III à 1846; 13° Livre des mandats qui doivent être tirés sur le trésorier de la commune, reg. 44 feuillets, 1793-an III; 14° Police, cahier de 16 feuillets, 24 juin 1790-6 juillet 1792; 15° Comptes du bureau de bienfaisance, recettes, reg. 35 feuillets, dont 5 pour la partie antérieure à l'an IX; 16° Idem, dépenses, 1788-1822; reg., 52 feuillets dont 19 pour la période révolutionnaire; 17° Deux petites liasses de documents divers de 1777 à 1813.

Calignac ne possède comme dossiers de la période révolutionnaire que son état-civil, 1792-1812, et quelques pièces relatives à la contribution foncière. Les jurades de la communauté inventoriées sous le numéro E supp^t 3006 étaient tellement détériorées par l'humidité que je les ai fait verser aux archives départementales et réparer immédiatement. Plus de 30 pages sont complètement perdues.

Les fonds communaux de *Montagnac-sur-Auvignon* sont très riches. Aux articles inventoriés dans la série E supp^t que j'ai numérotés et classés, il faut ajouter : 1° Etat des non-valeurs de la communauté de Montagnac, cahier in-folio de 1689 à 1712 (E supp^t 3066 bis); 2° Baptêmes, mariages, sépultures de la paroisse de Saint-Loup, 1693 et 1695, 2 petits cahiers in-

12 (E supp¹ 3072 bis). — Montagnac a été chef-lieu de canton pendant la Révolution. Les archives de l'administration cantonale sont mêlées à celles de la municipalité. Dans la première catégorie, il faut ranger : 1° Les délibérations du canton, 17 brumaire an IV au 17 nivôse an VI, 1 registre de 140 feuillets. Les 32 premiers feuillets sont consacrés aux délibérations de l'ancienne municipalité supprimée par la constitution de l'an III; 2° Idem, 25 nivôse an VI au 29 floréal an VIII, reg. de 111 feuillets (versé aux archives départementales comme intéressant uniquement l'administration cantonale); 3° Congés militaires et feuilles de route, 3 cahiers in-folios, ans V, VI et VII. — Dans la seconde catégorie : 1° Enregistrement des lois et décrets, du 12 novembre 1790 à l'an VII, 16 cahiers in-folios; 2° Délibérations de la municipalité du 20 avril 1790 au 11 vendémiaire an III, registre in-folio, 141 feuillets; 3° Idem, du 19 vend. an III au 3 brumaire an IV, 32 feuillets; 4° Etat-civil : Montagnac, 1793-1802, 1 registre relié; Saint-Loup, aujourd'hui supprimé, 1792-1802, reg. rel., 2 liasses de pièces annexes et un cahier cartonné de tables de 1790 jusqu'en 1823; 5° Inventaire des registres paroissiaux retirés par le maire des mains du curé, 10 décembre 1792, un cahier; 6° Etat des habitants de Montagnac en 1791, cahier relié. — Contributions foncière et mobilière : matrice, rôles, etc., 23 cahiers. — Contributions : déclarations, an VII, 1 liasse. — Livre des charges et décharges des biens situés dans l'étendue de la municipalité de Montagnac formée de 6 sections, commencé le 1^{er} nivôse an V jusqu'à l'an IX; quelques mentions postérieures jusqu'en 1810. — Etat des citoyens actifs inscrits sur les registres de la Garde nationale en septembre 1790, 1 cahier. — Procès-verbaux de l'assemblée primaire du canton de Montagnac pour l'élection du juge de paix et de ses assesseurs, 1790-1791, cahier. — Pièces diverses, la plupart imprimées : 1790-1792, 1 liasse; an I, 1 liasse; an II, 1 liasse; an III, 1 liasse; an IV, 1 liasse; an V, 1 liasse; an VI, 1 liasse; an VII, 2 lias.; an VIII, 1 liasse.

Un cadastre de 1642 (E supp^t 679) n'a pas été retrouvé à *La*

Croix-Blanche, malgré les recherches que j'y ai faites. Il faudrait mettre de l'ordre dans les dossiers empilés au fond d'une armoire. Pour la période révolutionnaire, rien que 6 cahiers de contribution foncière, matrices, rôles, etc., 1791; et quelques articles relatifs à l'état-civil : 1793-an III, registre relié; 1793-an V, liasse; reg. relié de tables décennales, 1793-an IX, le reste, moderne, et trois registres reliés, naissances, mariages, décès de l'an IV à 1815.

A *Saint-Antoine* le fonds ancien inventorié est complet. Pour la Révolution, quelques bulletins des lois et l'état-civil, 1 registre relié, an V-an X.

A *Astaffort*, dont j'ai dépouillé les archives en 1906, rien de plus à signaler.

J'ai constaté à *Bazens* la disparition d'une série de registres paroissiaux inventoriés sous les numéros E supp^t 879, 880, 881, 882, 883 et 884. Ni M. le Maire, ni l'instituteur, ancien secrétaire de la mairie, ne savent ce que sont devenus ces documents qui concernent la paroisse de Retombat. Et le fait est d'autant plus regrettable qu'un des articles contient de curieux renseignements sur l'église, la construction du clocher, l'instruction publique, les vendanges, la dîme et l'apprentissage (880). Il y a lieu d'ouvrir une enquête pour essayer de les retrouver. En revanche, j'ai trouvé : 1° Un registre relié de la paroisse de Saint-Martial-de-Bazens, de 1767 à 1777, composé de 35 cahiers (E supp^t 878 bis); 2° Un autre registre relié pour la même paroisse, de 1778 à 1793 (878 ter). — Pas d'autres documents pour la période révolutionnaire que l'état-civil : 1° 1792-an III, 1 registre relié; 2-4, 1793-an IX, 3 registres reliés, baptêmes, mariages et décès.

Rien ne manque à *Frégimont*. Bien plus, il faut ajouter au fonds ancien inventorié : 1° Une liasse de pièces diverses contenant les délibérations de la jurade de 1709 à 1776 (E supp^t 920); 2° Un in-folio relié du xvii^e siècle : terrier de la juridiction avec tables (E supp^t 921 bis); 3° Un cahier des charges et décharges de la communauté de Frégimont de 1783 à 1790

(E supp^t 922 bis). — Le fonds révolutionnaire se compose .

1° D'une liasse de lois, décrets et proclamations; 2° De huit cahiers de délibérations de la commune du 1^{er} janvier 1790 au 5 brumaire an IV : 1° 1^{er} janvier 1790-19 janvier 1791; 2° 1791-1792; 3° 1792-22 frimaire an II; 4° 1793-an II; 5° 3 nivôse an II-21 floréal an II, 83 pp.; 6° 22 floréal an II-16 brumaire an III; 7° 16 brumaire an III-28 floréal an III; 8° 15 prairial an III-5 brumaire an IV.

3° 4 gros cahiers sur la contribution foncière de 1791 : cadastre, matrice, etc...; 4° Liste des citoyens actifs de la municipalité de Frégimont, 1792, cahier.

Les fonds communaux de *Lamontjoie*, que j'ai triés récemment, renferment toute une série d'articles qui ne figurent pas dans l'inventaire de la série E sup^t : 1° Un registre in-4° de 90 feuillets contenant les jurades de la communauté de 1640 à 1647 (E supp^t 2687 bis); 2° Jurades, du 12 janvier 1670 au 11 mai 1673; les 33 premières pages d'un registre in-4° dont les 222 feuillets suivants ont servi pendant la Révolution à l'enregistrement des lois et décrets pour 1790 (E supp^t 2688 bis); 3° Jurades, de 1771 à 1777, cahier non paginé (E supp^t 2691 bis); 4° Jurades, du 12 avril 1777 au 27 décembre 1780, cahier de 32 feuillets (E supp^t 2691 ter); 5° Jurades, 7 septembre 1784-19 mars 1786, cahier in-4° de 41 feuillets (E supp^t 2692 bis); 5° cahier des charges et décharges, 1599-1640 (E supp^t 2693 bis); 6° Une liasse de 3 cahiers dont l'un relié avec un document en parchemin du xvr^e siècle : livres de la taille de la ville de Lamontjoie pour les années 1606, 1622 et 1721 (E supp^t 2693 ter); 7° Deux cahiers des plaintes portées devant la justice consulaire de Lamontjoie, du 2 mai 1784 à 1788 (E supp^t 2694 bis); 8° Un petit registre in-12°; baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Louis de Lamontjoie, 1638-1658 (E supp^t 2699 bis); 9° Une liasse de 9 cahiers de la même paroisse pour le même objet, 1646-1652; 1655-1674; 1667-1672; 1674-6; 1683-90; 1695-6; 1697-99; 1702-3; 1703-1707 (E supp^t 2699 ter); Une liasse de plusieurs cahiers paroissiaux de Saint-Louis de Lamontjoie, 1706-1734 (E supp^t 2700 bis) et enfin une

liasse de documents antérieurs à 1789 que j'ai emportés aux archives départementales pour les classer. -- Quant au fonds révolutionnaire, assez important, il se compose : 1° D'une liasse de 6 gros cahiers servant à l'enregistrement des lois, décrets, proclamations, 1790-an VI; 2° Des délibérations du Conseil général de la commune : 6 janvier-14 juillet 1790, cahier non paginé; 14 juillet-23 novembre 1790, cahier; 23 mars 1791-6 décembre 1792 cahier; 22 décembre 1792-14 ventôse an II, registre contenant en outre des pièces annexes; 14 pluviôse an II-25 pluviôse an III, cahier de 72 feuillets, avec pièces annexes entre les pages; 3° Etat-civil de Lamontjoie : 1792 an V, liasse de plusieurs cahiers cousus ensemble; An II-an X, liasse; Etat-civil de Daubèze, 1798 à 1806, 1 cahier; 4° Contribution foncière de 1791, 3 gros cahiers. -- Le fonds de l'administration cantonale de Lamontjoie est représenté à la mairie par un simple cahier de correspondance, du 23 brumaire an IV au 15 nivôse an VIII.

A *Saint-Nicolas* et à *Sauveterre-d'Astaffort*, les fonds anciens, consistant seulement en registres paroissiaux, sont bien conservés, surtout à Sauveterre, où la mairie est fort bien tenue. Les fonds révolutionnaires se composent uniquement de pièces d'état-civil.

A *Saint-Nicolas*, de 3 registres dem.-rel. de l'an V à l'an XI.

A *Sauveterre*, de 3 articles : 1° De cahiers paroissiaux de Gudech, de 1790 à 1792, puis de 1792 à 1794 de l'état-civil de toute la commune; 2° D'un cahier de 1791 intéressant la paroisse de Saint-Denis; 3° D'un volume dem.-relié d'état-civil de l'an III à l'an X.

J'ai transporté aux archives départementales tous les fonds anciens de *Virazeil* déjà inventoriés. Dans cette commune, pas d'archives révolutionnaires, si ce n'est : 1° L'état-civil, 3 volumes reliés, 1793-1802, et un cahier paroissial de 6 feuillets pour Sainte-Abondance, de 1792 à 1793 inclus; 2° Deux cahiers in-folios relatifs à la contribution foncière, an III.

R. BONNAT.

BIBLIOGRAPHIE

Correspondance de Bossuet. *Nouvelle édition augmentée de lettres inédites et publiée avec des notes et des appendices, sous le patronage de l'Académie Française*, par Ch. Urbain et E. Levesque, tome vi (octobre 1693-décembre 1694). — Paris, Hachette et C^{ie}, 79, boulevard Saint-Germain, 1912 ; 1 vol. in-8° de 579 pages.

Nous avons dit (1) avec quels soins se poursuivait la publication de la *Correspondance de Bossuet*. Le volume qui vient de paraître est en tous points aussi remarquable que ceux auxquels il fait suite. Les rapports avec Leibniz et sa lutte contre M^{me} Guyon tiennent une large place dans ce tome vi. Cependant nos régions méridionales ne sont pas sans y figurer. A la page 85 on voit entrer en scène le marquis de Mirepoix, l'évêque de Montauban, transféré depuis quelque temps au siège archiépiscopal de Toulouse. A la page 88, il est question de M^{me} de Roquepine. Dans les copieuses notes qui sont au bas des pages, il y aurait beaucoup à prendre. Elles auraient bien plus servi aux érudits, si une table de noms de lieux et de personnes avait complété chaque volume. Pareille amélioration aurait, il est vrai, imposé un surcroît de labeur à MM. Urbain et Lévêque et causé à la Maison Hachette une notable augmentation de dépenses. De plus la publication de l'œuvre eut été notablement ralentie. Ces graves raisons excusent évidemment les auteurs et les éditeurs, mais ne suppriment point nos regrets.

Vers l'Echafaud. Germinal-Floréal-Prairial, an II. — *Documents historiques*, par le Baron de Batz. — Paris, Calmann-Lévy, éditeurs, 3, rue Auber; 1 vol. in-18 de 350 pages.

Le titre un peu composite de cet ouvrage peut étonner le lecteur; il suffit d'ouvrir le livre pour se rendre compte qu'on est en présence

(1) Voir dans la *Revue de l'Agenais* nos précédents comptes-rendus de la *Correspondance de Bossuet*.

d'un volume de mélanges. Entre la première partie intitulée : *Vers l'Echafaud* et la dernière qui a pour titre : *Un officier de marine pendant la guerre d'Amérique*, l'unité eut été facile à établir, car les acteurs sont tous de la même famille et ont tous vécu au XVIII^e siècle. La seconde partie relative à M. le président de La Bourgade étudie un toulousain du XVI^e siècle ; placée entre les deux autres, elle en diffère souvent par le style de l'auteur qui s'est inspiré fréquemment des tournures particulières à la langue du XVI^e siècle.

L'ouvrage que vient de nous donner le baron de Batz intéresse fort peu l'Agenais. C'est à peine si nous avons pu, à la page 104, y trouver quelques lignes relatives au citoyen Paganel qui « vêtu de la forte redingote bleue, de la culotte blanche, des bottes à revers, ceint d'écharpes tricolores et coiffé du chapeau à plumes, s'occupe de régner sur la France avec l'insolence d'un parvenu ». En revanche, comme les faits auxquels sont mêlés tous les acteurs de l'ouvrage figurent parmi les plus considérables de l'histoire de la France, il y aura intérêt, même pour les lecteurs de la *Revue de l'Agenais*, à lire ces pages alertes. Nous souhaitons bon succès à l'œuvre qui vient de paraître. Elle le mérite d'ailleurs, autant pour le fonds que pour la forme.

Abbé Jean DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Vœux de bonne Année

1913

*« Felicem dominus det nobis omnibus annum »
Tu, soror, hoc donum pretiosum visne merere ?
Ætatis cole cum zelo monumenta vetustæ :
Quas rude vulgus amat res vanas sperne superbe
Felix qui potuit veterum memorare labores,
Et fastos patrum doctis celebrare libellis !
Sed parvæ patriæ præsertim gesta referre,
Est pius atque sacer labor amplo dignus honore !
Nidum quem fecit sua mater cantat hirundo !
Sit tuus ille labor nonnunquam, sicque tuorum
Majorum in gelidis gaudebunt ossa sepulcris !
Quin etiam forsân tua laus ascendet ad astra !*

La Société archéologique de Tarn-et-Garonne.

TRADUCTION.

Que Dieu nous donne à tous une heureuse année ! Voulez-vous, chère sœur, mériter ce don précieux ? Étudiez avec zèle les monuments des vieux temps. Repoussez avec dédain les vains désirs du vulgaire. Heureux celui qui a pu raconter les travaux des anciens, et faire connaître dans de savants écrits les fastes de ses pères ! Mais faire l'histoire de sa petite patrie c'est, entre tous, un labeur pieux et sacré, digne des plus grands honneurs. L'hirondelle chante le nid que lui a bâti sa mère. Chantez comme elle quelquefois ! Ainsi les ossements de vos ancêtres tressailleront de joie dans leur tombeau. Peut-être un jour votre gloire montera jusqu'aux astres.

RÉPONSE.

*Quam grate, redeunte anno, redeuntia vota
Accipimus, soror ! Ut niveo flos tempore surgens,
Florescunt, hiemis nunquam metuentia frigus.
Hæc tua vota cadent. Nobis fortuna serena
Ridebit, levibus mundi non subdita rebus.*

*Nam quamvis Bellona jurens conterreat orbem,
Horrisonos strepitus sapiens non excipit aure ;
Et velut exemplus fatis, e sede quieta
Despicit ardentis turbæ certamina, solis
Intentus studiis. Populorum sanguine reges
Immadeant, foreant immania bella, superbi
Letali ingenio ! Nos autem, pacis amantes,
Artibus attracti et doctæ dulcedine vitæ,
Excolimus vitam veroque impendimus omnem.
Defunctis etiam spirantia reddimus ora,
Quorum vox surgit veluti rediviva sepulcro,
Viros vera docens. Fecunda pace fruendo,
His polles studiis : lapides tibi, saxa loquuntur.
His lactare, soror; veteres augebis honores,
Nec leti te circa prement oblivia : luce
Qua per te radiant patres, radiabis et ipsa.*

La Société académique d'Agen.

F. FERRÈRE.

TRADUCTION.

Combien est grande notre joie, chère sœur, lorsque, avec une nouvelle année, vos souhaits nous reviennent ! Pareils à la fleur qui s'élève au milieu des neiges, ils fleurissent sans jamais redouter les frimas. Vos souhaits se réaliseront. Nous aurons les sourires d'une fortune tranquille, non assujettie aux changements des choses terrestres. Bellone a beau, par ses fureurs, épouvanter le monde, l'horrible fracas de la guerre n'arrive pas aux oreilles du sage. Et, comme soustrait au destin, de sa paisible retraite il voit avec indifférence les luttes d'une foule fiévreuse, tout entier à ses méditations. Que les rois se couvrent du sang des peuples, qu'ils allument de terribles guerres, fiers de leur génie destructeur ! Nous, amis de la paix, attachés à nos travaux, séduits par les charmes d'une vie passée dans l'étude, nous embellissons notre existence en la consacrant tout entière au service de la vérité. Nous rendons même aux morts le souffle et la vie; et leur voix semble sortir du sépulcre pour enseigner la vérité aux vivants. Vous êtes supérieure en cet art, dans vos féconds loisirs : les pierres et les rochers vous parlent. Soyez-en fière, chère sœur ; vous aggrandirez votre antique gloire, et vous ne tomberez pas dans l'obscurité et l'oubli du tombeau. Votre nom brillera de cette lumière dont vous faites briller les noms de vos ancêtres.

La Maison du Sénéchal. — Dans une de ses dernières séances, le Conseil municipal d'Agen a fixé à 2.500 francs la participation de la ville aux dépenses d'acquisition de la jolie maison gothique, dite maison du Sénéchal, située rue Puits-du-Saumon. L'Etat devra verser, de son côté, une part de 9.500 francs. La façade, ayant été classée comme monument historique, sera restaurée et entretenue par l'Etat; le reste de l'immeuble restera à la charge de la ville, qui en aura la jouissance absolue.

Le Musée Lanusse. — La ville de Tonneins d'abord, puis la ville d'Agen, ayant refusé d'accepter les conditions imposées par feu l'abbé Lanusse pour pouvoir entrer en possession de ses remarquables collections, celles-ci ont été vendues dernièrement à Tonneins par voie d'enchères publiques. Si la plupart des objets qui les composaient ne présentaient qu'une valeur relative, quelques-uns cependant, notamment les ivoires, auraient été dignes de figurer dans les salles du Musée d'Agen. Il est profondément regrettable que rien ne soit venu conserver le souvenir de la personnalité si marquante de l'ancien aumônier de Saint-Cyr, notre compatriote.

Autel de la chapelle du Lycée de filles d'Agen. — Par décision du 30 novembre 1912, l'Etat a fait droit à la demande du Conseil municipal et de la Société académique d'Agen, et a classé définitivement comme monument historique l'autel et le rétable de la chapelle de cet établissement, anciennement le Collège d'Agen, plus anciennement encore le Couvent des Carmélites avant la Révolution, et principalement le beau tableau qui le surmonte, représentant Sainte Thérèse en extase, que l'on croit devoir attribuer à l'Ecole espagnole.

Congrès des Sociétés savantes. — Le 51^e Congrès des Sociétés savantes se tiendra cette année à *Grenoble*, du mardi 13 au samedi 17 mai.

Union historique et archéologique du Sud-Ouest. — *Circulaire du Délégué Central aux Délégués des Sociétés unies.*

Bordeaux, 28 décembre 1912.

MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ ET CHER COLLÈGUE,

Des indications qu'il a été donné à la Section centrale de l'Union de recueillir, il est résulté qu'à cette époque de l'année une réunion

du Conseil d'administration ne pourrait s'effectuer sans quelque difficulté. Je viens donc, au nom de la Section, vous rendre compte, par la présente lettre, de la marche de l'Union en 1912, marche dont rien d'ailleurs n'est venu troubler le cours normal.

La situation générale s'est, au contraire, fort améliorée, si on considère que, durant l'exercice actuel, trois Sociétés nouvelles sont venues prendre place dans nos rangs.

Ce sont : La Société archéologique, historique et littéraire de Barbezieux; président : M. Gaston Chevrou;

La Société des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure; président : M. Georges Musset;

La Société des Etudes du Comminges; président : M. le lieutenant-colonel S. Mondon.

En souhaitant à nos nouveaux Collègues une cordiale bienvenue, nous constatons l'essor rapide de notre association. Elle comprenait dix Sociétés lors de sa fondation en 1908; elle en compte actuellement dix-neuf. Au point de vue du nombre, on peut donc considérer qu'elle est arrivée à son maximum de développement. Nous devons maintenant nous appliquer avant tout à resserrer sa cohésion.

Pour cela nos Congrès régionaux sont un des plus puissants instruments de progrès. En même temps qu'ils offrent un centre commun à nos travaux, ils établissent entre nos membres un courant croissant de sympathies personnelles. Il nous incombe donc de concourir de tous nos efforts au succès de chacune de ces manifestations fédérales.

Il s'en prépare une pour l'année 1913, que nous sommes heureux de porter à votre connaissance. La Société Historique et Archéologique du Périgord, sous la présidence autorisée de M. le marquis de Fayolle, a décidé, en effet, de nous recevoir à *Périgueux*. Elle veut bien nous faire les honneurs de sa cité pittoresque et de son pays si intéressant par son histoire, si admirable par ses monuments, si illustre par son antiquité.

Il importe que par l'afflux des Congressistes, par le nombre des communications, l'Union réponde dignement à l'invitation qui lui est faite.

Pour arriver à ce résultat, votre intervention personnelle, Monsieur le Délégué et cher Collègue, est d'une importance primordiale. Il vous appartient, en effet, de provoquer, de la part du bureau de votre Compagnie, les mesures nécessaires pour aviser de la tenue du Congrès de Périgueux, non-seulement ceux de vos Sociétaires

qui fréquentent les séances, mais encore tous ceux qui, éloignés de votre siège, seraient tentés, sans doute, par l'attrait de cette réunion scientifique exceptionnelle. Vous auriez également l'obligeance de faire tenir les uns et les autres au courant des communications qui vous parviendraient ultérieurement au sujet des détails d'organisation du Congrès.

Il est encore un point que nous nous permettons de signaler à votre sollicitude. Il s'agit de notre Bulletin trimestriel, lequel constitue comme le lien permanent de l'Union. Ce Bulletin, commencé, il y a quatre ans, sans la moindre ressource, fait actuellement face aux nécessités de sa publication, grâce à la subvention du Conseil d'administration, aux annonces et aux abonnements. Mais si son utilité va croissant, son budget reste néanmoins modeste, et il serait désirable, à tous égards, de voir croître le nombre de ses abonnés. On arriverait peut-être ainsi à constituer un fonds de réserve qui, par le temps et des moyens à déterminer, permettrait notamment d'augmenter la publicité de notre bibliographie régionale, laquelle constate la somme de travail de notre association et est déjà très appréciée dans les milieux de haute science.

Tout ce que vous jugeriez à propos de faire pour nous rapprocher de ce but, serait, Monsieur et cher Collègue, un service de plus que vous rendriez à l'Union.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les plus distingués et les plus confraternels.

Pour la Section Centrale :

Le Délégué Central,

FR. HABASQUE.

PH. L.

NÉCROLOGIE

M. L'ABBÉ DUBOURG

Le 8 janvier 1913 la ville de Layrac faisait à M. l'abbé Dubourg de solennelles funérailles. La Société des Lettres, Sciences et Arts, mise en deuil par cette mort, était représentée dans le cortège funèbre.

L'abbé Paul Dubourg était né à Damazan le 26 mai 1834. De son enfance nous ne savons qu'une chose, c'est qu'il s'attacha fortement à sa terre natale, qu'il lui donna son cœur, si bien qu'un de ses derniers travaux fut un témoignage d'amour envers sa petite patrie.

Transporté loin de toi,
J'ai gardé ton amour, je t'ai gardé ma foi !
De tes sites gracieux, du riche paysage
Rien n'a pu de mon cœur en effacer l'image,
O mon cher Damazan ! où mon cœur est resté (1).

Il était jeune encore, lorsque l'autorité diocésaine envoya à la tête de la paroisse de Damazan un prêtre de grande valeur, l'abbé Eugène de Vivie, qui remarqua, tout de suite, cet adolescent d'intelligence vive et de volonté ferme, et en fit son disciple. L'impression causée par l'archiprêtre de Damazan sur l'esprit de Paul Dubourg se changea en admiration affectueuse et le disciple devint plus tard le biographe enthousiaste du maître.

Il fit de solides études dans les deux séminaires diocésains, et à une époque où les grades théologiques étaient rares dans le clergé agenais, il obtenait le titre de docteur en théologie, après la soutenance remarquée d'une thèse sur la *Querelle des investitures* (1). Cette thèse démontra combien les frères de Vivie avaient eu d'influence sur la formation du jeune docteur, qui dès cet instant fut compté au nombre des ultramontains ardents.

Deux ans après, Paul Dubourg était ordonné prêtre et envoyé

(1) *Histoire de Damazan*, par M. Dubourg; Introduction.

(1) Thèse historique. *Dissertation sur les Investitures*; Agen, imp. P. Noubel, 1857, in-8° de 66 pp.

aussitôt en qualité de vicaire à Miramont. En 1861 il devint vicaire de la Cathédrale et trois ans plus tard curé de la paroisse de Vianne.

Dans les divers postes qu'il occupa, M. Dubourg se fit remarquer par sa régularité et son amour du travail intellectuel. Sa science, son érudition étaient reconnues de tous et très appréciées de ses amis.

A ce moment, il faut bien le dire, les supérieurs, encore emprisonnés dans les doctrines gallicanes, regardaient d'un œil peu favorable ceux qui ne partageaient pas leurs idées. Plusieurs, croit-on, eurent à en souffrir, mais ils restèrent fidèles à leurs principes. Le moment vint où ils purent manifester hautement leurs sentiments.

On parlait beaucoup alors de la définition du dogme de l'infaillibilité pontificale, dont devait s'occuper le concile du Vatican convoqué pour le 8 décembre 1869. En France, un parti très fort se forma non point, disait-on, pour combattre ce dogme, mais pour soutenir l'inopportunité de cette définition. L'opinion fut vivement travaillée pour soulever une opposition puissante contre le courant ultramontain. Dans tous les diocèses, les esprits furent divisés.

Dans le diocèse d'Agen les tenants des doctrines gallicanes étaient nombreux. Il ne faut pas s'en étonner. Au Grand-Séminaire on avait étudié longtemps la théologie de Bailly, qui range l'infaillibilité doctrinale du Pape au nombre des prérogatives faussement attribuées au successeur de Saint Pierre. Depuis plusieurs années, cependant, les doctrines professées au Séminaire d'Agen avaient changé, et il s'était formé un groupe de prêtres partisans convaincus de l'infaillibilité pontificale. Ils saluèrent avec joie l'ouverture du concile.

Parmi eux se distinguèrent les frères de Vivie, l'un curé de Nérac, l'autre curé de Damazan et M. Dubourg. Ce dernier fit paraître un petit livre sur cette question : « *Saint Thomas d'Aquin et l'Infaillibilité des Pontifes romains, par le R. P. Alex. Réali, de l'ordre des Frères prêcheurs à Rome, trad. de l'italien.* — Paris et Bruxelles, Régis, Ruffet et C^{ie}, 1870. In-12 de 32 pp.

De concert avec MM. de Vivie, M. Dubourg rédigea une adresse au Souverain Pontife pour exprimer le vœu de la définition de l'infaillibilité, et le 18 janvier 1870 il partait pour Rome (1). Cette note,

(1) Déjà en 1862 M. Dubourg avait présenté au Saint-Père une adresse, signée par plusieurs ecclésiastiques agenis, protestant contre les entreprises des ennemis du pouvoir temporel du Pape.

que M. Dubourg avait fait signer par plusieurs membres du clergé agenais, fut remise au Souverain Pontife. L'*Univers* la publia dans son numéro du 1^{er} février 1870. Elle souleva dans le diocèse une véritable tempête.

Le siège épiscopal d'Agen était vacant. Quatre vicaires capitulaires gouvernaient le diocèse. L'un d'eux, M. Deyche, avait signé l'adresse qui fut remise à l'insu des trois autres. Il y eut alors entre ces derniers et les auteurs de l'adresse de très vives discussions. L'affaire fut portée à Rome, qui donna raison à MM. de Vivie et Dubourg.

Une telle démarche devait attirer à M. Dubourg de puissantes inimitiés, il s'y attendait et n'en fut point surpris. Il les supporta avec calme, dignité et fermeté.

En 1871, Monseigneur d'Outremont monta sur le siège d'Agen. Ce fut le triomphe du parti ultramontain. C'est alors que M. Hébrard fut nommé chanoine titulaire, et M. Dubourg appelé à l'importante cure de Layrac.

Il s'attacha à cette paroisse, considéra son établissement comme définitif et déclina les offres de situations plus hautes que lui fit Monseigneur d'Outremont.

Son ministère paroissial lui laissant des loisirs, il les consacra à l'étude. Sa vie fut, dès lors, une véritable existence de bénédictin partagée entre la prière et le travail. Et son labeur incessant nous a valu de nombreux et solides ouvrages. En 1875, il donne « *le Jubilé, Exposé succinct de l'histoire des conditions et des privilèges du Jubilé, avec les prières d'usage en ce saint temps, à l'usage des prêtres et des fidèles.* — Paris et Poitiers, Oudin, 1875, in-18 de 128 pp.

Curé d'une paroisse qui doit son origine aux bénédictins, possédant une magnifique église, œuvre des moines, M. Dubourg se demanda quel était le passé de Layrac. Il chercha dans les archives de la ville, dans les études des notaires, et à la poursuite du document son amour pour la petite patrie grandit encore, et on sent, en feuilletant ses œuvres, toute l'émotion qu'il a éprouvée à faire surgir du passé l'histoire du pays. Il était déjà âgé quand il se mit à étudier notre histoire, et je me souviens l'avoir entendu regretter d'avoir commencé si tard.

Mais quelle somme de travail de tous les jours, de toutes les heures, quel nombre de veillées laborieuses représentent ces beaux vo-

lumes, *Monographie ou histoire du Prieuré de Layrac* (1), l'Abbé Joseph-Emmanuel de Vivie, curé-archiprêtre de Nérac et l'Abbé Jean-Eugène de Vivie, curé-archiprêtre de Damazan, *Monographie de Caudecoste, Histoire du doyenné et de la paroisse de Moyrax du XI^e au XX^e siècle, Histoire de Damazan*.

Ces travaux, dont je n'ai pas à faire l'éloge, sont bien connus et appréciés. L'académie de Bordeaux en a couronné quelques-uns.

En dehors de ces ouvrages, fruits de son travail personnel, il a mis la dernière main à la vie de Claude Joly préparée par un de ses meilleurs amis, M. Hébrard.

Ces recherches furent pour lui une grande consolation, à la fin de sa vie, aux moments pénibles qu'il traversa par suite de la loi de séparation. Et je sais, pour le lui avoir entendu dire plusieurs fois, avec quel plaisir il se replongeait dans l'étude du passé, lorsqu'il avait été obligé de défendre contre les adversaires les droits de l'Eglise.

M. Dubourg aimait beaucoup la Société académique d'Agen qui lui avait ouvert ses portes, l'avait appelé, il y a quelques années, à la présidence. Lorsque les occupations de son ministère le lui permettaient, il se rendait à ses séances et prenait part à ses travaux.

On peut dire que M. Dubourg a travaillé jusqu'à la dernière minute. Quelques jours avant sa mort il corrigeait encore les épreuves d'un volume sous presse et qui sera un peu comme ses mémoires d'outre-tombe.

Mais depuis déjà de longues semaines, une cruelle maladie lui lui imposait des souffrances terribles qu'il supportait avec une énergie indomptable. Ces amis savent avec quelle foi, quelle résignation admirable et quelle soumission aux volontés du divin Maître M. le chanoine Dubourg voyait venir la mort. Cette belle vie s'éteignit avec le dernier jour de l'année 1912.

A l'occasion de sa mort la *Semaine catholique* écrivait : « Les livres qu'il publia témoignent d'une érudition très étendue. Les procès qu'il eut à soutenir pour la cause de Dieu et les droits de l'Eglise disent assez l'inflexibilité de ses principes et son dévouement aux œuvres de l'Apostolat. Du chanoine Dubourg, le grand public ne

(1) Une Société, à laquelle appartenait M. Dubourg, acheta l'ancien monastère des bénédictins devenu, au XIX^e siècle, un couvent de religieux du Sacré-Cœur. C'est M. Dubourg qui, au nom de la Société, offrit à Mgr l'Evêque ce bel établissement pour recevoir les élèves du Grand-Séminaire expulsés du Séminaire d'Agen.

savait guère que cela. Ce que les intimes auraient pu lui apprendre ce sont ses austérités, ses épreuves, ses aumônes cachées, la dignité d'une vie que nulle calomnie ne pu jamais atteindre.

« Quand il fut mort, une bonne partie de la paroisse défila devant sa dépouille et chacun put constater combien ses traits avaient été défigurés par la souffrance. A ses pieds, l'on priait, l'on pleurait; on se racontait tous les bienfaits accumulés en ces derniers mois : titres brûlés, créances éteintes, largesses distribuées aux établissements diocésains, aux maisons charitables, aux indigents.

« Aussi, le jour de la sépulture, Conseil municipal, Sociétés de secours mutuels, ouvroir, écoles, pompiers, fanfare, tout Layrac est là; et, à mesurer l'interminable cortège d'hommes et de femmes qui suivaient pieusement le cercueil, il était aisé de conclure qu'il n'était pas de famille qui ne fut représentée à ce deuil paroissial. »

La Société académique a tenu, elle aussi, à être représentée dans ce cortège et à s'incliner avec respect devant la tombe d'un de ses membres les plus actifs et les plus vénérés.

J.-R. MARBOUTIN.

* * *

OSWALD FALLIÈRES

Lundi, 10 février, s'éteignait au Passage-d'Agen, où il habitait, notre confrère Oswald Fallières, emporté par une douloureuse maladie, qui le minait depuis longtemps.

Ses obsèques ont eu lieu mercredi, 12 février, au milieu d'une nombreuse assistance de parents et d'amis, qui avaient tenu à accompagner sa dépouille mortelle jusqu'au petit cimetière de Monbusq, où a eu lieu l'inhumation.

Dans les rangs se remarquaient presque tous les membres résidents de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, dont M. Fallières faisait partie depuis plus de quarante ans.

Aussi, est-ce en termes émus que son secrétaire perpétuel, M. Ph. Lauzun, se faisant l'interprète des sentiments de tous, a prononcé le discours suivant, rappelant la vie toute de labeur et d'honnêteté de cet infatigable chercheur, de cet homme de bien.

« MESDAMES, MESSIEURS,

« La mort frappe à coups redoublés sur la Société des Sciences,

Lettres et Arts d'Agen. Car, c'est en son nom que je viens, le cœur brisé de douleur, dire un dernier adieu à notre cher collègue Oswald Fallières et déposer sur sa tombe le tribut de nos hommages, comme l'expression bien vive de notre sincère affliction.

« Depuis près de quarante ans, Fallières n'était-il pas des nôtres ? Et par son assiduité aux séances, ses études incessantes, son expérience, ses conseils, ne méritait-il pas la première place parmi nous qui, à quatre reprises, l'avions nommé notre Président ? Aussi sa perte nous est-elle particulièrement cruelle, et laisse-t-il dans nos rangs un vide que rien ne pourra combler.

« D'une intelligence supérieure, entretenue par une force énorme de travail, ses connaissances étaient universelles; et pas plus en histoire, en archéologie, en philologie, en paléographie, qu'en littérature ou en beaux-arts, elles n'ont jamais été prises en défaut. La critique surtout était son élément, celui dans lequel il se mouvait le mieux, et où son jugement juste, mais toujours peu prodigue d'éloges, était par cela même plus recherché de ceux qui comprennent combien utile est un ami, censeur sévère de leur écrits. Très tenace dans ses idées, il les défendait jusqu'aux approches du paradoxe, basant son argumentation sur des faits, la plupart ignorés du plus grand nombre, servi en cela par une excellente mémoire et par la plus solide érudition.

« Et cependant son bagage scientifique ne présente pas toute l'importance qu'il devrait avoir. C'est que, comme tous les vrais savants, Fallières était un modeste, presque un timide; et ce n'est qu'à grand peine qu'il pouvait se décider à écrire quelques lignes. Que de beaux et longs travaux il nous aurait laissés s'il avait eu plus de confiance en lui-même, si sa plume n'avait pas été, — non pas certes paresseuse, — mais toujours beaucoup trop hésitante.

« Aussi, ne sont-ce que des Préfaces qu'il a signées — et encore combien modestement — en tête des magistrales publications qu'il avait eu la louable initiative d'entreprendre, telles que l'*Abrégé Chronologique des Antiquités d'Agen* par Labrunie, si savamment annoté par lui, le *Journal des frères Malebaysse*, le *Saisimentum*, un *Bullaire*, un *Pouillé agenais*, etc.; enfin, cette *Enquête sur les Origines du Protestantisme en Agenais*, si patiemment fouillée et encore inédite, à laquelle il avait consacré les derniers temps de sa vie, mettant toute sa science au service de cette œuvre « qui, écrit-il « lui-même, n'intéresse seulement pas notre pays, mais apporte une « utile contribution à l'histoire générale de la France ».

« Toutes les périodes de son histoire lui étaient familières. Mais il en est une qu'il affectionnait par dessus tout, que pendant plus de trente ans il avait étudiée à la loupe et qui n'avait plus de secrets pour lui, l'histoire de la Révolution dans le Lot-et-Garonne. Il fallait

le voir, dans ce petit et malsain réduit des anciennes archives départementales, compulser chaque jour, de 2 à 4 heures, les poussiéreux registres du Directoire ou des Districts du département, s'arrêter aux principaux passages, copier les plus curieux discours, et n'épargner à leurs auteurs ni ses critiques ni ses sarcasmes. Car Fallières n'aimait pas la Révolution; et ce n'est pas seulement en bloc, mais jusque dans ses moindres détails, qu'il la rejetait, étayant ses sentiments sur ces documents irréfutables qu'ils amoncelait à plaisir, comme s'ils devaient servir de jalons aux travailleurs futurs, et peut-être inculquer dans leur esprit ces mêmes opinions qu'il professait et qu'il ne cachait pas.

« Et ce n'est pas seulement aux archives que la curiosité de notre collègue était sans cesse en éveil, mais dans les cercles, les cafés, les librairies, partout où une pâture intellectuelle s'offrait à son esprit inquisiteur, avide de tout connaître.

« N'a-t-il point passé les plus belles heures de sa jeunesse dans les grandes salles froides de la Bibliothèque municipale, alors qu'elle était encore au rez-de-chaussée du vieil hôtel d'Estrades, inventoriant les livres, les classant, sans aucun mandat officiel et pour son seul plaisir, et commençant son catalogue, à l'époque où de tous, bibliothécaires comme lecteurs, elle était presque complètement abandonnée. Aussi s'empressa-t-on de faire appel à ses lumières, lorsque fut fondé le Comité d'inspection et d'achat des livres de la Bibliothèque municipale d'Agen, dont il est resté jusqu'à la fin l'un des membres les plus compétents et les plus écoutés.

« Il aurait été impossible, aimant à ce point les livres, que Fallières n'eut point formé chez lui une riche bibliothèque. Il n'avait d'aise que lorsqu'on venait la consulter et qu'en la prêtant à ses amis il pouvait leur rendre les services qu'ils réclamaient de lui.

« Mais cette générosité, il l'étendait bien au-delà de ses livres. Et l'on ne saura jamais tout le bien qu'il a fait dans sa vie, ouvrant largement sa bourse à toutes les infortunes, répondant à tous les appels, — mais à la condition que, là aussi, son nom ne fut jamais prononcé.

« Car, sous des dehors sombres et froids, Fallières cachait un cœur d'or. Sa charité n'avait d'égale que sa bonté, ne voulant pas croire au mal, n'en ayant jamais fait à personne, plaidant en toutes occasions les circonstances atténuantes, n'admettant seulement pas que dans la conversation on pût, sans preuve certaine, effleurer son prochain, même du plus léger soupçon.

« Aussi n'avait-il que des amis. Ancien maire du Passage-d'Agen, ancien président de l'Association des élèves du Collège Saint-Caprais, dans tous les milieux où il est passé, dans tous les rangs de la société, partout, il emporte les regrets de ceux qui l'ont connu.

« Nature d'élite, caractère tout d'une pièce, inflexible dans ses opinions politiques comme dans ses convictions religieuses, Fallières a marché droit dans la vie, sans faiblesse aucune, sans la moindre capitulation de conscience. Semblable à ces grands arbres des bords de la Garonne, qui poussent hauts et droits, sans que l'orage ait jamais fait plier leurs têtes, il est mort comme il a toujours vécu, fidèle à son Dieu, fidèle à son Roi ! C'est le plus bel éloge que je puisse, en ces temps-ci, faire de lui, résumant les qualités si nombreuses dont la nature l'avait doué dans ces seuls mots : C'était un honnête homme et un parfait ami !

« La Société académique d'Agen s'incline respectueusement devant sa tombe, et l'assure d'un souvenir qui ne périra jamais ! »

Après lui, M. Jules Labat-Martinelli, remplaçant le président, M. Léon Goux, a exprimé en ces termes les regrets que cause à la Société de secours mutuels de Saint-Jérôme la mort de M. Fallières :

« MON CHER COLLÈGUE, MON CHER AMI,

« La Société de secours mutuels de Saint-Jérôme veut adresser un dernier adieu à celui qui lui a appartenu si longtemps, à celui qui pendant plus d'un quart de siècle a été l'un de ses vice-présidents.

« Et notre cher président Léon Goux, encore convalescent, s'unit à tous ceux qui assistent aujourd'hui à vos funérailles, voulant être, parmi nous, le premier à rendre à votre mémoire l'hommage le plus légitime et le plus sincère.

« Nous saluons en vous, mon cher ami, l'homme qui profondément attaché au sol natal, a voulu utiliser pour lui toutes les ressources de son esprit et de son cœur. Homme d'étude, vous avez consacré vos loisirs à de savantes recherches et votre érudition faisait honneur à vos concitoyens. Homme d'action, vous avez voulu leur être utile dans les fonctions municipales et dans les Sociétés de secours mutuels.

« La nôtre gardera de vous un inaltérable souvenir. Nous aimerons à nous rappeler cet homme droit et bon, dont la droiture un peu rude, loin de cacher l'excellence du cœur, donnait plus de relief à la valeur de son amitié.

« Oui, votre amitié nous a été toujours acquise, comme la nôtre vous restera toujours fidèlement attachée. Elle vous accompagnera au-delà de la tombe parce que nous sommes, n'est-ce pas ? de ceux auxquels les espérances chrétiennes permettent de se dire un conso-

lant « au revoir ». Oui, cher collègue, au nom du président, au nom des sociétaires : Au revoir ! »

Le premier, au nom de l'Association des anciens élèves du Collège Saint-Caprais dont Fallières avait été président, M. le Commandant Popie s'est exprimé en ces termes pour témoigner combien était sensible à ses anciens camarades la disparition de cet homme d'honneur, dont toujours vivant sera le souvenir :

« MESSIEURS,

« L'Association amicale des anciens élèves de Saint-Caprais vient de perdre l'un de ses doyens, et si, le premier, je prononce quelques paroles devant cette tombe ouverte, c'est que je rappellerai les souvenirs les plus lointains, ceux de la fondation du vaillant établissement d'instruction qui est toujours debout, malgré les obstacles et les vicissitudes. C'est là qu'auprès de maîtres pieux, zélés et dévoués, Fallières puisa cette droiture d'esprit, ces sentiments de religion et d'honneur qui l'ont fait estimer et aimer de toute la génération qui l'a connu, la mienne, que la mort commence à éclaircir.

« Fallières fut donc, à l'ouverture, à l'aurore de Saint-Caprais, l'un des premiers élèves, le premier même, je crois, et tant que sa santé le lui permit, il fut un des membres assidus de notre Association, heureux de se retrouver au milieu des jeunes, dans cette grande cour qu'il avait foulée l'un des premiers. Ces jeunes n'oublieront pas, et nous n'oublierons pas non plus son caractère rempli d'aménité, son esprit, son érudition, et surtout sa courageuse et patiente énergie quand la maladie l'atteignit. Ses sentiments profondément religieux, profondément chrétiens, lui permirent de subir sans révolte les douloureuses épreuves physiques qui, pendant tant de mois, l'assaillirent sans l'accabler. Au nom des anciens élèves de Saint-Caprais, je donne ici le dernier adieu à l'homme vertueux, au citoyen plein de bonté et d'honneur que fut Oswald Fallières. Une autre voix dira ce qu'il a fait : je me contenterai de dire que, mieux que tout autre, il mérita le titre bien simple, mais pourtant noble et glorieux, de parfait homme de bien. »

PROCÈS-VERBAUX

Des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 9 janvier 1913. — Présidence de M. Ferrère

M. Lauzun fait part à la Société de la mort de M. le chanoine Dubourg, ancien président, membre résidant. Il rappelle quelle contribution il a apportée à ses travaux; quelles monographies il a écrites, notamment celles des villes de Layrac, de Caudecoste, de Damazan, du prieuré de Moirax, etc.; avec quelle assiduité il assistait aux séances; et il se fait l'interprète des sentiments de tous, en exprimant combien sensible pour la Compagnie est la perte de cet homme de bien, de ce travailleur infatigable.

M. le Trésorier rend ses comptes de gestion pour l'année 1912, qui sont approuvés à l'unanimité.

Fidèle à l'usage annuel, M. Ferrère communique la charmante réponse en vers latins qu'il adresse à la Société archéologique du Tarn-et-Garonne, en échange des vœux, formulés de la même sorte, de cette Compagnie à la Société académique d'Agen.

M. le Secrétaire donne lecture de la lettre de M. le Délégué central de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, par laquelle M. Fr. Habasque rend compte de la marche de l'Union en 1912, apprend que le nombre des Sociétés adhérentes atteint le chiffre de dix-neuf et que le prochain Congrès se tiendra cette année à Périgueux, sous les auspices de la Société archéologique du Périgord, si magistralement dirigée par M. le marquis de Fayolle. Il termine en faisant un appel pressant en faveur du Bulletin trimestriel, organe de l'Union.

L'abbaye de Saint-Maurin attendait depuis longtemps son historien. Elle l'a trouvé en la personne de M. le chanoine Durengues, qui, dans un chapitre très substantiel, a condensé toutes les phases marquantes de son existence, depuis sa fondation, antérieure à 1040, jusqu'à la Révolution qui acheva sa ruine. Et c'est en des pages du plus haut intérêt qu'il rappelle les premières libéralités en sa faveur, son affiliation à la Congrégation de Cluny au ^x^e siècle, la consécration de sa vaste église romane en 1097, sa toute-puissance aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, ses malheurs pendant la guerre de Cent ans et les troubles religieux, son relèvement momentané sous les trois premiers abbés commendataires, les Lustrac, sa nouvelle affiliation à la Congrégation de Saint-Maur, etc., enfin la liste de ses abbés, l'histoire de ses édifices, l'énumération de ses nombreuses possessions.

M. Lauzun communique, en terminant, un intéressant travail de M. Maurice Joret, où l'auteur étudie les relations du Mas-d'Agenais au ^{xviii}^e siècle avec les Iles d'Amérique, et où il constate, en les énumérant, combien nombreuses étaient les familles de cette ville, dont un ou plusieurs membres étaient établis comme médecins, chirurgiens, capitaines de navires-marchands, commerçants, colons ou propriétaires, dans le Nouveau Continent.

Séance du 6 février 1913. — Présidence de M. Fr. Ferrère.

Dans son numéro du 5 février dernier, l'*Echo de Paris* apprend que M. Jules Combarieu a prononcé, au banquet de la Saint-Charlemagne du Lycée Louis-le-Grand, un toast en vers latins. « Un poète latin au xx^e siècle, est-il écrit, le fait peut surprendre ! Mais il n'est pas rare. N'existe-t-il pas à Montauban une Société littéraire qui, tous les ans, à l'occasion du 1^{er} janvier, envoie à ses membres et à ses correspondants, ses souhaits en vers latins ? » Ce n'est pas seulement la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, toujours si magistralement dirigée par son vénéré président M. le chanoine Pottier, qui transmet ainsi à ses membres et correspondants des vœux de nouvel an, c'est aussi la Société académique d'Agen, qui, par l'organe de son président actuel M. Fr. Ferrère, professeur au lycée Bernard-Palissy, se plaît annuellement à lui répondre en la langue d'Horace et de Virgile. Élégant échange de bons procédés de ces deux sœurs latines, que nous tenons à faire connaître au journal parisien.

Les vicissitudes diverses qu'a subies le premier volume des procès-verbaux de la Société académique d'Agen, fondée, on le sait, en 1776, sont trop multiples pour être rappelées ici. Nous les avons du reste racontées dans l'Histoire de cette Société. Estimons-nous seulement heureux que ce premier registre ait été tout nouvellement retrouvé et qu'ainsi que nous l'apprend M. Bitaubé, il ait été acquis aussitôt par le département. Nous connaissons trop la galanterie de ce dernier, pour n'avoir pas la certitude qu'il s'empressera de l'offrir à la vieille Compagnie agenaise, des archives de laquelle il n'aurait jamais dû sortir.

Un autographe de Jasmin est toujours précieux, surtout lorsqu'il est inédit. Aussi doit-on remercier M. Fr. Ferrère d'avoir communiqué un huitain du poète agenais, adressé à Adolphe Magen, secrétaire perpétuel de la Société, portant la date du 4 octobre 1862; et pour avoir donné également connaissance de deux stances d'un poète patois Commingeois, Victor Cazes, père du peintre décorateur de l'église et de l'établissement thermal de Bagnères de Luchon, adressées à Jasmin et témoignant de son admiration pour son génie.

Sise au coin de la rue Joseph-Barra et du cours Victor-Hugo, la Tour du Bourreau est bien déchuée de son antique splendeur. Ses derniers pans de murs, encore debout, sont une occasion pour M. Lauzun de la décrire archéologiquement, telle qu'elle existait au moyen-âge, à l'époque où le sénéchal Pierre de Marmande la fit construire et lui donna son nom. Car, au début, elle s'appelait Tour de Marmande et servait à protéger tout le faubourg du Pin incorporé dans la dernière enceinte de la ville. Aussi fut-elle de tout temps l'objet des soins attentifs de la municipalité. Si, à la Révolution, elle dut d'être conservée, ce fut pour abriter, à partir de ce moment et jusqu'au milieu du xix^e siècle, les exécuteurs des arrêts criminels de la Cour d'Agen; d'où ce nom de *Tour du Bourreau* qui lui fut alors donné et qui lui est toujours resté.

PH. L.

N° 2

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

40^e Année. — Mars-Avril 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1913

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817 de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans</i> , publiée et annotée par R. Bonnat.....	93
II. <i>Privilege et coutumes des paroisses de Saint-Vincent de Masquières ; Saint-Pierre de Bonaval ; Saint-Yllary de Troniac, du 9 mars 1279</i> , publié par Paul Laporte.....	128
III. <i>La Révolution française dans la commune de Sos</i> , par Duffau.....	136
IV. <i>Le Mas-d'Agenais et ses relations avec l'Amérique au XVIII^e siècle</i> , par Maurice Joret.....	153
V. <i>Les pierres druidiques de Meylan</i> , par A. Barthalès...	163
VI. <i>Montaut</i> , par J. Benaben.....	167
VII. CHRONIQUE RÉGIONALE : Un autographe inédite de Jasmin. — Commission du musée d'Agen. — Généalogie de la famille de Sevin (<i>Ph. L.</i>).....	181
VIII. Procès-verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen (mars-avril).....	186

GRAVURE :

Portrait de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papie de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



JEAN - FLORIMOND
BOUDON DE SAINT-AMANS
(1748 - 1831)

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

ou

JOURNAL SECRET D'AGEN DEPUIS LE 1^{er} MARS 1814 JUSQUES A PAREIL JOUR 1817

INTRODUCTION

I

La Cryptographie agenaïse que nous publions aujourd'hui est, comme l'indique un de ces sous-titres fort à la mode autrefois, le Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817. C'est un récit confidentiel, une sorte de memento, où se trouvent enregistrés au jour le jour et jugés avec plus ou moins d'impartialité les principaux événements qui, dans la vieille cité agenaïse, marquèrent l'époque troublée de la chute de Napoléon et de la rentrée en France des Bourbons.

L'auteur de ces notes journalières, tracées d'une plume toujours alerte et vive, souvent avec une âpreté qui va jusqu'à la passion, parfois avec un scepticisme narquois qui frise la grosse raillerie, n'est autre que Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans, dont la figure curieuse, avec ses lumières et ses ombres, est devenue si familière aux lecteurs de cette Revue qu'il semble superflu de l'esquisser ici. Ses biographes, j'allais dire ses panégyristes, l'ont dépeint comme un esprit vraiment encyclopédiste et, de fait, on doit le regarder comme une des intelligences les plus cultivées qui aient jamais rayonné sur notre région.

Né en 1748 dans le quartier de Saint-Hilaire d'Agen, descendant par sa mère de Florimond de Raymond, l'éditeur des Commentaires de Monluc, entré au service à 18 ans, lieutenant

au régiment de Vermandois alors attaché à la marine, il fit partie de l'expédition des Antilles où il séjourna longtemps. De retour en France, il quitta l'armée à l'âge de 25 ans pour mener à Agen l'existence d'un gentilhomme fortuné, ami des sciences et des arts.

Sa vie, dès lors, loin d'être celle d'un désœuvré, fut singulièrement agitée. Consul ou jurat de 1779 à 1789 et l'un des auteurs de l'Adresse envoyée par la ville d'Agen à l'Assemblée Nationale et à son président Bailly après la chute de la Bastille, on le voit, séduit comme tant d'autres, jouer au début du grand drame révolutionnaire, un rôle extrêmement actif (1). Elu officier municipal de sa ville natale; chargé, en qualité de commissaire du Roi, avec Lacuée de Cessac et le comte de Valence, de la formation et de la délimitation du département de Lot-et-Garonne en 1790; membre du directoire du département en 1791 après un échec au District; capitaine de la garde-nationale, vice-président, puis président de l'administration départementale, il s'acquitta de ses fonctions avec un talent qui le rendit sans cesse plus sympathique au corps électoral. Commissaire principal du pouvoir exécutif en Lot-et-Garonne pour le recrutement des armées, lors des réquisitions de 1793, chargé de veiller à la centralisation au chef-lieu des livres, manuscrits, collections artistiques ou scientifiques confisquées aux religieux ou aux émigrés, il ne cessa de remplir sa tâche avec un zèle et une habileté pleine de souplesse que mettent merveilleusement en lumière les correspondances et les documents, pour la plupart inédits, figurant aux archives départementales.

Jusqu'en 1793, il suivit le courant révolutionnaire et il l'aurait suivi plus longtemps encore, si Tallien n'était venu frapper à Agen la masse énorme des fonctionnaires publics soupçonnés de tendresse pour la Gironde et le fédéralisme. Destitué le 25

(1) Voir Chaudruc de Crazannes : *Notice historique et biographique sur M. de Saint-Amans*. Agen, Noubel, 1832, gr. in-8°, p. 13. — Voir aussi : Andrieu, *Bibliographie de l'Agenais*, article Saint-Amans. Citer toutes les publications où il est question du cryptographe, ce serait entreprendre une véritable bibliographie, d'une extrême longueur.

septembre 1793 en présence des sans-culottes agenais, au cours d'une séance orageuse où le spectre de la guillotine dut terroriser les nombreux citoyens déclarés suspects et indignes par le conventionnel en mission, Saint-Amans disparut pour un temps de la scène politique. On le retrouve après thermidor, en 1794, membre correspondant de la commission centrale d'agriculture établie près du ministère de l'Intérieur, puis membre de divers jurys d'instruction publique et professeur à l'Ecole centrale de Lot-et-Garonne. La sûreté de sa méthode et la richesse de son enseignement développent harmonieusement les facultés innées pour les sciences naturelles de la génération qu'il éduque et font éclore de vigoureux talents comme celui d'un Lamouroux.

Nommé en 1800, par le premier consul, membre du Conseil général, il fut immédiatement choisi par ses collègues pour présider l'assemblée départementale et jusqu'à sa mort, en 1831, ses pouvoirs lui furent renouvelés chaque fois qu'il le désira. Les procès-verbaux de ce Conseil montrent, suivant l'expression de Chaudruc de Crazannes, qu'il en fut l'âme et le centre d'activité.

Du travail considérable que lui occasionnaient ses fonctions publiques, Saint-Amans se délassait par d'autres travaux. Adolescent, il avait sacrifié aux muses sous la forme de poésies restées inédites ; officier du Roi, il avait consigné sous la forme d'un journal le récit de ses voyages aux Iles-sous-le-Vent (1). Esprit curieux et fin, ayant des clartés de tout, dès qu'il fut installé dans Agen, il sembla prendre pour devise le fameux mot de Pline : Nulla dies sine linea, et sa plume vagabonde, que la mort seule lui arracha, papillonna dès lors sur tous sujets. Traducteur, philosophe, épistolier, géographe, numismate, archéologue, astronome et météorologiste, metteur en œuvre des travaux historiques d'Argenton et de Labrunie, sa fécondité fut incroyable ; elle se manifesta par des notices, des critiques, des articles de revue, des mémoires, des livres gros et

(1) Publié dans la *Revue de l'Agenais*, 1902 et 1903. pp. 12, 202, 391, 455 et 27, par M. Momméja avec une excellente préface.

petits, imprimés ou inédits, par des discours et des communications aux corps savants et plus spécialement à la Société académique d'Agen, dont il fut l'un des fondateurs, le secrétaire perpétuel et qu'il incarna pendant plus de quarante ans.

Mais la spécialité de cette intelligence, si ouverte que tout la tentait, ce fut l'histoire naturelle avec la botanique et l'agronomie. Il y fut un maître incontesté, ami et rival des Lacépède, des Bory Saint-Vincent, des Lamouroux, des Ramond et de tant d'autres dont Chaudruc de Crazannes a dressé la longue liste dans son panégyrique de 1832. Loin de rester dans l'ombre au milieu de tant de personnalités, la silhouette de Saint-Amans s'en dégage, extrêmement originale et prenante.

Plus ambitieux, plus tenace, moins enraciné au sol natal, il eût été l'égal des meilleurs, même de ceux à qui la Fortune prodigua ses sourires. On lui doit au moins cette justice qu'il domine les Agenais de sa génération, pourtant si fertile en talents, de sa belle tête, un peu hautaine, de gentilhomme lettré et d'administrateur averti.

Pourquoi faut-il constater quelques tares dans cette physionomie si curieuse : une versatilité d'opinions qui s'accommodait facilement de tous les régimes et de tous les gouvernements, au moins à leurs débuts; une certaine absence de scrupules qui fit de cet historien lot-et-garonnais le plagiaire d'Argenton et de Labrunie ; des convoitises de collectionneur qui lui firent commettre à son profit des confusions de patrimoine parfois heureuses pour nous, puisqu'elles ont assuré la conservation de manuscrits et de documents épigraphiques qui auraient peut-être disparu sans ses détournements ?

Mais il ne résulte pas moins de cette courte biographie que Saint-Amans était admirablement placé pour écrire la chronique d'Agen qu'il a baptisée improprement de Cryptographie.

II.

Ce fut en 1814 qu'il la commença. L'Europe coalisée, à qui Napoléon avait appris l'art de la guerre à force de la vaincre, se dressait de plus en plus menaçante contre une France épuisée. L'horizon politique s'obscurcissait, dit le cryptographe dans son avant-propos ; « les orages qui s'y amoncelaient depuis longtemps étaient sur le point d'éclater et tout faisait présager qu'un torrent d'événemens désastreux allait fondre sur notre contrée. » Et Saint-Amans, qui avait laissé passer, sans les décrire, les périodes troublées de la Révolution et de l'Empire, résolut cette fois de consigner au jour le jour tous les faits dont il allait être témoin, comme il avait écrit en haute mer sur le Sensible ou sur le Solitaire le « journal du bord » par un temps de tempête.

Il s'arrête en 1817, exactement trois ans après. L'orage est passé ; l'ordre paraît définitivement rétabli; Agen vit dans un calme presque parfait. Pas d'autres agitations que celles occasionnées par le régime représentatif et les rivalités des partis politiques, malgré la transformation des esprits et des mœurs que constate, parfois avec amertume, M. de Saint-Amans. Sa plume n'a plus à s'exercer « que sur de fantasques rêveries ou sur de vieux souvenirs (1) ». Au lieu de les faire défiler devant nous au gré de sa verve fantaisiste, il ferme alors son Journal après avoir tracé exactement 536 pages de sa longue et grosse écriture, si claire et si lisible qu'elle est à l'antipode de la cryptographie.

L'œuvre terminée, Saint-Amans la fit suivre d'une table alphabétique de matières, mais la prudence l'incitait à laisser inédit, au moins de son vivant, une série de confidences où se trouvaient souvent malmenés hommes et choses, fonctionnaires et institutions. C'était pour lui une sorte d'« écrit clandestin »

(1) Manuscrit, p. 534.

dont il ne voulait « rendre compte à personne », une manière de jardin secret où seul il pénétrait avec discrétion : « D'ailleurs, écrit-il, si je montrais ce journal fût-ce même à mes plus intimes amis, l'un me trouverait exagéré, l'autre trop modéré dans mes principes, l'un me taxerait de bigoterie, l'autre d'impiété. J'aurais accordé trop d'intérêt à tel ou tel objet, j'aurais passé trop légèrement sur tel ou tel article. Corrigez ceci, ajoutez, effacez cela, me dirait-on. Des lecteurs moins indulgents, ne pouvant nier la vérité des faits, se rejetteraient sur la manière de les exposer, blâmeraient le fond, critiqueraient la forme de mon travail. En dernier résultat, il ne serait du goût de personne (1). »

Précautions oratoires, très certainement, car Saint-Amans qui termine ainsi son Journal — par une sorte de contradiction qui passerait autrement pour une naïveté — le fait précéder d'un avant-propos qu'il intitule : Un mot au lecteur.

Il est d'ailleurs certain que s'il ne voulait ni le publier, ni l'exposer à la curiosité maligne de ses contemporains, il tenait à le conserver pour des jours meilleurs. « Le brûler, écrit-il ? Franchement, je ne puis m'y résoudre. » Et il s'empressa de lui donner une solide reliure aux plats ornés de ses initiales dorées et de le classer en bonne place dans la maison qu'il avait achetée au prieur de Couloussac « et qui se trouve dans la rue à laquelle la ville d'Agen, pour honorer sa mémoire, a donné son nom (2) ». Transportée plus tard au joli manoir de Saint-Amans, au pied du coteau abrupt que dominant les ruines du château de Castelculier, la Cryptographie agenaise s'y cacha au milieu des collections qu'avait recueillies l'ancien président du Directoire de département, derrière la masse des manuscrits que lui avaient légués les premiers historiens de l'Agenais, Argenton et Labrunie, près des élégants dessins de Beaumesnil qu'il oublia toujours de rendre à leur propriétaire, la

(1) Manuscrit, p. 536.

(2) Ph. Lauzun : *La Société académique d'Agen (1776-1900)*. — Paris, Picard, 1900, in-8°, p. 138.

Société académique d'Agen (1), à côté d'une jolie Bible du XIII^e siècle et de cet admirable Antiphonaire du XIV^e avec ses miniatures naïves et ses lettres historiées qu'il avait arrachés au vandalisme révolutionnaire pour se les attribuer généreusement. Et le Journal secret partagea le sort des autres manuscrits de Saint-Amans, presque tous dispersés, volés ou vendus. M. Ph. Lauzun en a fait la douloureuse constatation en 1889, au cours d'un petit voyage autour des ruines de la bibliothèque du cryptographe que conserve au château de Saint-Denis M. de Bastard, héritier de Saint-Amans (2).

Une partie de ces collections manuscrites fut achetée par mon distingué prédécesseur M. Georges Tholin pour les archives départementales à la vente Lacaze, en 1889. Je viens d'en acquérir récemment toute une série dont M. Lauzun déplorait la disparition : travaux d'Argenton et de Labrunie, documents sur le protestantisme au XVI^e siècle; premier registre des séances de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen en 1776, etc... Le dernier des ouvrages qu'ait acquis le Département en 1913, c'est la Cryptographie Agenaise dont les lecteurs parcourront plus loin les observations souvent piquantes.

III.

Ils y verront aux prises bonapartistes et royalistes agenis lors des dernières convulsions du premier Empire. Le récit de Saint-Amans leur montrera, avec l'exaltation des partis, les fluctuations de l'opinion, les embarras des administrations civile et religieuse cherchant parfois d'où « venait le vent », hésitant, se décidant pour se reprendre bien vite, les anxiétés de la foule privée de nouvelles ou ballottée entre les bruits les plus

(1) Le manuscrit de Beaumesnil est actuellement déposé aux archives départementales. Il a été écrit et dessiné au XVIII^e siècle.

(2) « Les manuscrits de la Bibliothèque Saint-Amans » par Philippe Lauzun. — Agen, Veuve Lamy, 1889, in-8°.

contradictaires. On y trouvera aussi les causes de l'impopularité de l'armée française qui chaparde et pille, réquisitionne, pressure et nargue la population civile ; le compte-rendu des troubles, des rixes et des manifestations qui bouleversent Agen ; des anecdotes parfois lestement contées sur les voyages des princes et les décisions des autorités ; sur les revues militaires, les Te Deum d'actions de grâces, etc... A travers la narration de Saint-Amans, on sentira souvent battre le cœur de la cité.

On y saisira aussi presque à nu l'âme même du cryptographe, qui s'y révèle, dès les premières pages, adversaire farouche, haineux, de Napoléon. Sa colère contre tout ce qui touche à Bonaparte l'aveugle au point de le rendre joyeux de la défaite française à Waterloo, des échecs de Soult et des succès de Wellington. Il n'est certes pas sans excuses : il veut la paix, la paix à tout prix, et pour lui l'Empire, c'est la guerre. Napoléon est « un démon » ; un monstre, un aventurier, une bête féroce, un atroce Caligula... C'est le Génie du Mal.... On retrouve le même caractère de basse atrocité dans toutes les actions de sa vie... Le souvenir de Bonaparte doit être en horreur à tous les honnêtes gens (1). Les généraux de la Grande Armée ne trouvent pas grâce devant lui : « Leur nombre, écrit-il, est aussi grand que celui des sauterelles d'Egypte ; c'est une vraie plaie pour la France (2). » Soult est un Don Quichotte... Tout ce qui sort de l'école de Bonaparte et de Soult est sans morale et sans logique (3). Les bonapartistes d'Agen, très nombreux à la Porte du Pin, c'est la lie de la population de la ville (4). L'armée napoléonienne, c'est de la soldatesque insolente qui fait piètre figure devant l'armée anglaise, plus disciplinée et toujours correcte. Un jour viendra, lâche-t-il encore, où « la plus flétrissante des injures qu'on pourra proférer contre un militaire quel qu'il soit sera la qualification de soldat de Bonaparte (5). » Saint-Amans n'avait pas le don de seconde vue !

(1) Mss., pp. 77, 83, 86, 104, 107, 108.

(2) *Id.*, p. 99.

(3) *Id.*, p. 77.

(4) *Id.*, p. 158.

(5) *Id.*, p. 252.

Sa haine contre l'Empire explique le royalisme intransigeant dont il fait preuve. Que les Bourbons soient rentrés en France derrière les coalisés, que le trône leur ait été rendu grâce à l'ennemi, le cryptographe n'y voit rien à redire : le bien naît de l'excès du mal. Pour lui, Louis XVIII est admirable; le duc d'Angoulême, qui n'a pourtant pas dans l'histoire la réputation d'une intelligence supérieure, est un grand prince. Saint-Amans s'exalte devant ses moindres actions et rapporte même avec complaisance le geste du gendre de Louis XVI qui, — dans la joie de l'accueil triomphal dont il avait été l'objet à Agen — s'écria devant le portrait de la duchesse : « Ah ! ma femme, si vous étiez ici que vous seriez satisfaite ! (1). »

Quant à l'infortunée princesse, « c'est un ange, c'est presque une divinité sur la terre » (2). On ne peut que l'admirer. On devrait d'ailleurs se débarrasser au plus vite des fonctionnaires suspects d'hostilité au nouveau régime. Il faut être pour le roi; il faudra lui obéir ou faire son petit paquet pour aller boudier tout seul sur son fumier (3). »

Ah ! qu'en termes choisis ces choses-là sont dites !

Et cela dure jusqu'au moment où ne paraît plus à redouter un nouveau retour de Napoléon quittant son rocher de Sainte-Hélène. Les mesures alors prises par les vainqueurs ne sont pas toujours du goût de Saint-Amans, surtout celles qui mettent sa bourse à contribution; il glisse alors dans son récit quelques pointes acerbes sur la situation faite aux royalistes libéraux et sur les introuvables.

Au reste, son royalisme n'est pas sans faire sourire. Saint-Amans est un converti. Quantum mutatus ! N'est-il pas plaisant d'opposer ses confidences de 1814 aux opinions qu'il professait en 1792 et 1793, quand il faisait prêter le serment de liberté et d'égalité aux autorités constituées. « J'atteste ici le ciel, clamaient Saint-Amans, j'atteste tout ce qui peut être cher et sacré à l'homme religieux et libre que dans quelque poste que j'oc-

(1) Mss., p. 66.

(2) Id., p. 108.

(3) Id.; p. 84.

cupe je maintiendrai de tout mon pouvoir la liberté et l'égalité ou que je mourrai pour les défendre (1). »

Et plus tard, dix jours après l'exécution de Louis XVI, c'est encore lui qui, au chant de l'hymne des Marseillais, faisait prêter le serment de haine à la royauté et de fidélité à la République à tous les fonctionnaires publics massés dans l'église des Jacobins d'Agen aux accords du « Ça ira ».

« Anathème aux rois, disait-il suivant la formule, anathème aux tyrans, aux dictateurs, aux triumvirs, aux faux défenseurs de la République; anathème à tous ceux qui sous le titre de chef, de général, de protecteur, de stathouder, de prince ou quelque autre titre que ce soit, voudraient usurper une supériorité, une prééminence quelconque sur leurs concitoyens. Nous jurons de les poursuivre jusqu'à la mort ! » Et, rappelant qu'en 1279 l'évêque d'Agen et les syndics du pays d'Agenais avaient prêté dans cette même église le serment de fidélité au roi d'Angleterre : « Voûtes antiques, proféra-t-il, jadis témoins de l'ignominie de nos pères lorsqu'au gré de leurs maîtres ils passèrent sous un joug étranger, attestez désormais que leurs enfants ont abjuré pour toujours la tyrannie; retentissez aujourd'hui des acclamations de la Liberté ; répétez les serments que nous allons faire de la maintenir, mais écrasez-nous à l'instant si nous devons jamais devenir parjures (2). »

Saint-Amans fut parjure et les voûtes antiques ne l'écrasèrent pas. Si elles avaient cédé à son incantation, il ne serait plus resté aucun fonctionnaire public dans la ville d'Agen.

Avant de redevenir royaliste, il put donc adhérer au Consulat et applaudir à l'Empire. Nous avons conservé une adresse de félicitations qu'il adressa, au nom du Conseil général de Lot-et-Garonne, au Premier Consul qui venait d'échapper à un complot (3). « Veuillez accueillir, écrivait-il, l'expression fidèle de nos sentiments : c'est celle de notre admiration et de notre amour pour le héros qui nous est cher et qui fixe nos destinées.

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série L. 29, p. 45.

(2) Archives départementales, L. 30, p. 17.

(3) Délibérations du Conseil général de Lot-et-Garonne, an XII, p. 136.

Qu'il vive, ce héros, qu'il triomphe d'un gouvernement perfide et de ses affreux complots; qu'il soit toujours le père du peuple et le génie tutélaire des Français ! » *Il se fit plus tard une fête d'aller représenter le Lot-et-Garonne, avec le préfet M. Pieyre, au sacre de l'Empereur Napoléon (1), qu'il accabla de ses brocards en 1814.*

Ne soyons pas sévères pour Saint-Amans : il est bien de son temps ! On a dit d'ailleurs que les « imbéciles » seuls ne changeaient pas. Il faut donc croire que les contemporains du cryptographe étaient d'une essence supérieure, car aucune époque n'a présenté de pareilles fluctuations d'opinions, une versatilité semblable et d'aussi promptes volte-face. Et puis ce ne sont pas les hommes qui ont « changé », c'est le gouvernement. Pour M. de Saint-Amans, la Révolution a mal tourné. Quant à Napoléon Bonaparte, pourquoi a-t-il « abandonné le rôle de Washington pour celui de César ? » (2).

IV

Mais il est un point sur lequel il n'a pas varié : il est toujours resté voltairien. Au début de la Révolution il a assisté à l'organisation du clergé constitutionnel et à la désignation des prêtres conformistes. En 1814, il raille bien les cérémonies religieuses, parodies du culte, dont il a été le témoin depuis 1791 jusqu'au Concordat, mais il ne ménage pas ses boutades au clergé. Catholique de naissance, allant quatre fois par an à la grand'messe, il a des tendances protestantes qu'il ne cherche pas à dissimuler : Depuis qu'on raisonne en France, écrit-il, la grande masse des Français, la meilleure partie de la nation est au moins devenue protestante (3).

Quant au clergé catholique, Saint-Amans le considère

(1) Chaudruc de Crazannes, *op. cit.*, p. 21.

(2) *Id.*, p. 19.

(3) Manuscrit, p. 524.

« comme un oiseau décrépi qui perd chaque jour une plume de son aile (1) »... « Il n'est rien de si têtue que les prêtres; ils n'entendent raison que lorsqu'ils sont devenus évêques avec 25,000 livres de rente... et encore ! (2) ».

Les dévotes qui vont en procession offrir une fleur de lys d'argent massif à la vierge de Bon-Encontre accomplissent, au dire de Saint-Amans, un acte de plus pur paganisme (3). Paganisme encore que le Noël chrétien : c'est une reproduction de la fête de Mithra chez les mages d'Orient qui célébraient l'astre du jour vainqueur du dragon de mer, montant sur l'horizon et redonnant la vie au monde (4).

Les processions excitent sa verve. Il raconte que lors des débordements de la Garonne on portait solennellement sur le Gravier les châsses de sainte Foy, de saint Dulcide, de saint Phébade et de saint Caprais et qu'au chant des cantiques on les plongeait trois fois dans les eaux limoneuses. Après quoi les événements suivaient leur cours et la Garonne continuait à.... ne pas suivre le sien (5). Il prend plaisir à raconter des histoires de mauvais goût dont il fut le témoin. A Quimper, écrit-il, on fit un jour une procession pour obtenir « la cessation d'une sécheresse qui désolait la province. Cette procession passait sous les fenêtres d'une auberge où des officiers de dragons venaient de terminer leur repas. Ils trouvèrent plaisant d'arroser des gens qui demandaient de l'eau. Toutes les cruches, les carafes de la maison fondirent à la fois sur la procession qui fut noyée et se retira fort en désordre (6). »

L'évêque Jacoupy n'est guère flatté dans les portraits du cryptographe. Il apparaît comme un « bon prélat », aimable et faible, d'une intelligence médiocre. Si l'on compare les mandements qu'il fait publier aujourd'hui, dit Saint-Amans en 1816, « avec les premiers qui sortirent de sa fabrique, on

(1) Mss., p. 434.

(2) *Id.*, p. 176.

(3) *Id.*, p. 351.

(4) *Id.*, p. 388.

(5) *Id.*, pp. 432-33.

(6) *Id.*, p. 434.

s'écriera sans doute : « Où étais-tu, Guillon ? » C'était le nom du chanoine titulaire qui servait de secrétaire au premier évêque concordataire et lui fabriquait ses mandements. « Cet homme savant et modeste, éloquent et discret, descendu dans la tombe il y a six ans, était la meilleure colonne de l'édifice qui s'écroule (1). » Et c'est avec un malin plaisir qu'il conte la fâcheuse méprise de Jacoupy poussant un retentissant « Domine, salvum fac imperatorem », lors d'une fête religieuse en l'honneur des Bourbons.

Il ne répugne pas même à glisser quelque gauloiserie dans son récit. Un couvent s'est fondé dans Agen, écrit-il en 1816; il est composé de femmes charitables et pieuses. Mais n'est-il point plaisant que ces chastes filles « aient eu la simplicité de prendre le titre de « Sœurs de la Conception ? » L'une d'elles n'a-t-elle pas eu la naïveté de dire en parlant du directeur de leur maison : « Il ne vaut rien en chaire, mais en chambre il est incomparable » ? « Je leur en fais mon compliment », ajoute le cryptographe narquois (2).

V.

On trouvera encore dans son Journal d'autres anecdotes où se manifestent ses sentiments sur les hommes et sur les choses de son temps. Carnot, l'organisateur de la victoire, n'est qu'« un faiseur (3) ». Le préfet royaliste de Villeneuve-Bargemont est couvert d'éloges, et Rouen des Mallets, le préfet des cent jours, criblé de coups d'épingle. Non content d'envoyer des hommes pour forcer les caisses du Payeur Général, ne donna-t-il pas des taloches à sa femme, une belle indienne de Calcutta (4) !

D'autres figures défilent dans le récit de Saint-Amans pré-

(1) Mss., p. 395.

(2) Id., p. 438.

(3) Id., p. 392.

(4) Id., pp. 187, 202, 263.

sentées en termes plus ou moins sympathiques : Florian et ses partisans; le pauvre diable de Toussaint Lourerture (1); de Sevin, maire d'Agen, personnage ondoyant et pâlot; Boussion, l'ancien conventionnel, qui cherche à se faire oublier; le général Superbie, sortant de chez sa belle et amené au corps de garde à deux heures du matin (2); des professeurs du collège conspués par leurs élèves (3); M^{me} Bory, femme d'un adjoint, qui malmène si énergiquement un capitaine de Buonaparte venu pour provoquer son mari (4); le receveur général qui ne brille guère par la générosité (5); Bécane, jeune agitateur royaliste, qu'on retrouve à toutes les manifestations prêt à faire « le coup de poing », type qui s'est multiplié de nos jours; et pour clore cette liste, M. Grenier, conseiller de préfecture, ci-devant curé, qui, agitant une sonnette pour obtenir le silence dans une réunion, s'entend répondre par les loustics : Sanctus, sanctus, sanctus, et se voit flanquer dehors au chant de l'Ite, missa est (6).

VI.

On pourrait multiplier les anecdotes ; elles abondent dans la Cryptographie. Mais ne serait-ce point déflorer le sujet ? Celles que nous avons cueillies, simples gerbes d'une vaste moisson, témoignent de l'état d'esprit de l'écrivain, royaliste et voltairien, et suffisent, semble-t-il, à différencier son œuvre des publications que nous avons conservées sur la même époque : du Journal de Lot-et-Garonne qui, soumis à la surveillance des autorités, « ne pouvait, ne devait pas même tout recueillir ni tout révéler » ; des Annales de Proché, rédigées pour l'impres-

(1) Mss., p. 246.

(2) Id., p. 429.

(3) Id., p. 161.

(4) Id., p. 424.

(5) Id., p. 349.

(6) Id., pp. 159-60.

sion et où l'auteur ne laisse entrevoir ni sa personnalité ni ses opinions ; des comptes-rendus tels que le Journal des événements qui se sont passés à Agen lors du rétablissement des Bourbons sur le trône de France (1814) et la Relation du passage de S. A. R. Mgr le Duc d'Angoulême dans le département de Lot-et-Garonne, récits incomplets publiés par le Préfet ou sous le contrôle de la préfecture et ne donnant, par conséquent, que la version officielle des faits.

La Cryptographie est autrement plus complète et plus vivante. Elle est aussi, parce qu'elle entendait rester secrète, infiniment plus sincère. Saint-Amans s'y livre tout entier dans la chaleur de ses convictions du moment. A travers son récit passionné on le voit tour à tour rire, grimacer et pleurer.

Les jugements qu'il porte, on pourra les accepter ou les frapper d'appel. Il en est que l'histoire a confirmés, d'autres qu'elle a cassés. Mais si le cryptographe distribue trop souvent l'éloge et le blâme au gré de ses sympathies ou de ses haines, il expose avec une exactitude rigoureuse les mille et un faits-divers dont Agen fut le théâtre et dont il fut le spectateur pendant trois ans. Les dossiers de police conservés aux archives départementales, le Journal de Noubel, les Annales du bibliothécaire Proché, les publications de la Préfecture, l'Abrégé chronologique inédit où Lespès, avoué au tribunal civil d'Agen, démarque et plagie Proché, tout concorde pour attester la véracité de Saint-Amans et la précision de son œuvre. Avons-nous le droit de demander davantage ?

RENÉ BONNAT.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

ou

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

Aux présents brouillis de cet estat mon intérêt ne m'a faict méconnaistre, ni les qualités louables en nos adversaires ni celles qui sont reprochables en ceux que j'ai suivis.

MICHEL MONTAIGNE (*Essais*)

UN MOT AU LECTEUR

Dès le commencement de cette année 1814, j'avais vu s'obscurcir de plus en plus l'horizon politique de l'Europe. Les orages qui s'y amoncelaient depuis longtemps étaient sur le point d'éclater et tout faisait présager qu'un torrent d'événemens désastreux allait fondre sur notre contrée. Je savais que le *Journal d'Agen* (1), quelque exact qu'il fût, ne pouvait, ne devait pas même tout recueillir ni tout révéler, et je résolus dans le secret de composer ces annales. Le titre que je leur donne annonce qu'elles seront le produit des observations écrites chaque jour. Je me propose d'y consigner tous les faits importants ou triviaux, mais relatifs aux circonstances du temps, qui parviendront à ma connaissance. On y verra, par conséquent, des anecdotes puériles auprès des plus graves transactions ; les craintes, les espérances du jour souvent détruites le lendemain,

(1) Il s'agit du *Journal de Lot-et-Garonne* qui fut fondé en 1789 par Raymond Noubel, sous le titre de *Journal patriotique de l'Agenais* et que dirige aujourd'hui M. Xavier de Lassalle, président de l'Association de la Presse départementale plébiscitaire.

pour reparaître et s'évanouir encore, ou se confirmer définitivement. La fluctuation de l'opinion publique — qui se forme souvent d'élémens inconnus, qui gouverne la société, qui change et tombe ensuite dans l'oubli — acquerra dans les pages de mon journal une permanence à l'aide de laquelle on pourra quelquefois reconnaître sa source, la suivre dans sa marche et la juger dans ses résultats.

Tel est le plan que je me suis tracé. Je sais bien que je vais m'exposer à consigner parfois dans cette cryptographie des faits hasardés, même faux, des observations futiles, que j'y déposerai sans doute des réflexions peut-être déplacées, des raisonnemens que dans la suite je voudrais désavouer, mais j'aurai toujours la vérité pour objet, et la bonté de mes intentions pour excuse. D'ailleurs, je jouirai dans cet écrit clandestin de toute mon indépendance et ne devrai rendre compte à personne de ce que j'écrirai pour moi seul.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

Mardi, 1^{er} mars 1814. — Depuis plusieurs jours un bruit sourd, semblable à celui du tonnerre éloigné, se faisait entendre momentanément dans la campagne, lorsque l'atmosphère était calme ou que le vent venait du sud. Ce bruit, pris pour celui de l'artillerie des armées qui se disputaient le Béarn, s'était surtout manifesté d'une manière effrayante pendant toute la journée du dimanche 27 février. Dès lors, on ne douta plus qu'une affaire générale n'eût eu lieu ce même jour entre les deux armées. Cette conjecture se vérifie aujourd'hui : des nouvelles officielles la confirment de toutes parts. C'était la bataille d'Orthez, dont le fracas prolongé nous était transmis par les échos des Pyrénées.

Mercredi 2. — Des courriers, des militaires arrivent et se succèdent avec rapidité. Un chirurgien-major des armées vient faire évacuer les soldats blessés ou convalescens traités à notre hôpital Saint-Jacques, pour faire place à d'autres qui doivent arriver incessamment (1).

Jeudi 3. — On apprend que Mont-de-Marsan et Saint-Sever sont occupés par l'armée anglaise et qu'une colonne de cette armée a pénétré jusques à Roquefort (2), où elle s'est emparée des magasins. Le bruit se répand encore qu'une autre colonne ennemie se dirige sur le pont de Bordes (3) où se trouvent d'autres magasins militaires. Le préfet des Landes se retire à

(1) Un arrêté du Préfet du 26 février 1814, publié le 9 mars par le *Journal de Lot-et-Garonne*, affectait provisoirement le dépôt de mendicité d'Agen aux militaires malades et blessés.

(2) Département des Landes, arrondissement de Mont-de-Marsan.

(3) Arrondissement de Nérac, commune de Lavardac.

Agen (1). C'est un neveu de Monsieur de Bonnac, notre ancien évêque, justement détesté par tous ses administrés qui lui reprochent son fanatique dévouement à l'Empereur : celui-là se fourvoie comme tant d'autres (2).

Vendredi 4. — Les militaires, les voitures, les mulets chargés de bagages arrivent en foule pendant toute la journée et signalent à tous les yeux la déroute qui suit une bataille complètement perdue. On fait partir à la hâte un détachement de soldats pour Layrac. Un pont de bateaux va se construire au passage de ce nom; des embarcations, arrivées de Sainte-Bazille chargées de subsistances pour les troupes, sont à peine déblayées qu'elles sont envoyées à Layrac avec leurs équipages. Cependant on n'a pas un sol pour payer les ouvriers; mais toutes les mesures sont prises, dit-on, et les matériaux se rassemblent; à la bonne heure!

Samedi 5. — L'arrêté du Préfet, relatif aux mesures dictées par les circonstances, est publié (3); il est affiché au coin des rues, mais sera-t-il exécuté? Est-il exécutable? On peut le voir dans le journal d'Agen.

La ville continue à se remplir de militaires de tous grades, de toutes armes et d'équipages portés sur toutes sortes de voitures. Quatre cents Napolitains arrivent en bon ordre, mais désarmés; ils sont grands et robustes; c'est une belle et bonne canaille. La défection récente du roi de Naples (4) a fait sans doute regarder comme une mesure de prudence celle de les

(1) C'était M. Dangosse qui se retira quelque temps à Villeneuve. Le préfet des Basses-Pyrénées se retira à Agen comme son collègue des Landes. Ils regagnèrent leurs préfectures après l'abdication de Fontainebleau. (Proché, *op. cit.*, p. 159.)

(2) L'épithète s'applique évidemment au préfet des Landes et nullement à l'évêque d'Agen, qui resta toujours fidèle à la monarchie légitime et refusa même, après le Concordat, de démissionner du siège épiscopal d'Agen.

(3) L'arrêté du Préfet, affiché en ville le 5, est du 4 mars 1814. Un autre arrêté du préfet, M. de Villeneuve-Bargemont, du 9 mars 1814, décida la formation d'un corps franc en Lot-et-Garonne.

(4) Murat, beau-frère de Napoléon.

renvoyer sans armes dans l'intérieur. Avant de prendre cette mesure, on les a placés aux postes les plus périlleux à Orthez, où ils ont été écrasés; c'est ainsi que cela se pratique toujours en pareille occasion.

Dimanche 6. — L'arrivée des militaires et des équipages a duré toute la nuit et s'augmente dans la journée. Des employés aux vivres sont ici où l'on attend, dit-on, une colonne de notre armée. Cependant elle paraît se diriger en grande partie sur Toulouse, tandis que celle des ennemis prend la route de Bordeaux. Les églises des Jacobins et de Sainte-Foy ont été mises à la disposition du service militaire; elles sont destinées à servir de magasins; celle de Paulin, appartenant à Monsieur Dumont, est déjà remplie de farines (1).

Le général Darricau est arrivé (2). Il a précédé, de quelques heures environ, 4 compagnies du 34^e régiment d'infanterie qui sont entrées à 6 heures du soir. Elles avaient été coupées par l'armée anglaise après la bataille d'Orthez et sont venues à Agen par les Landes. Ce régiment, dit-on, a beaucoup souffert. Les quatre compagnies se sont mises en bataille sur la place du Palais (3). La contenance de ces militaires fatigués annonce l'embarras et la honte d'une retraite précipitée. On voit à leur mine, à leur silence, qu'ils viennent d'être battus et qu'il n'y a pas moyen de s'en dédire.

Lundi 7. — Le bruit se soutient de la retraite de Soult sur

(1) Il en avait été de même pendant une partie de la période révolutionnaire.

(2) Le baron Augustin Darricau était un gascon né en 1773. Général de brigade en 1807, il prit une part active aux guerres de l'Empire, notamment en Espagne. Gouverneur de Séville, il défendit cette ville très vaillamment. Lieutenant-général d'infanterie en 1811, il se distingua surtout contre l'armée anglaise. Après s'être rallié aux Bourbons, il revint à Bonaparte, comme tant d'autres, et défendit Perpignan contre les alliés. Appelé par Napoléon au commandement des fédérés de Paris qu'il organisa de son mieux, il acquit une grande popularité auprès des Parisiens qui, déformant son nom, l'appelaient le *général des Haricots*.

(3) C'est la place de la mairie d'aujourd'hui. La maison commune, on le sait, est l'ancien palais de justice d'Agen.

Toulouse (1). On répand des détails relatifs à l'affaire d'Orthez : elle nous a coûté beaucoup de monde. Des généraux sont momentanément hors de combat; l'un d'eux est assez grièvement blessé pour ne plus revenir à son poste; il a été transporté à Barcelone, département du Gers. Sur le soir, le bruit se répand que la ville de Bayonne s'est rendue à Wellington (2).

Mardi 8. — On a fait partir pour Périgueux quelques prisonniers espagnols, dont les propos séditieux avaient excité l'attention de la police. Un individu sans aveu, ayant été remarqué observant et dessinant à la dérobée quelques positions susceptibles d'être occupées militairement aux environs d'Agen, a été réuni à ces prisonniers avec un menuisier espagnol non prisonnier, mais depuis longtemps suspect à raison de sa conduite. Ces individus seront jugés par la commission militaire de la 20^{me} division (3).

Le passage des troupes continue. La plupart des soldats sont sans armes, notamment ceux d'un fort détachement du train

(1) Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, l'un des meilleurs compagnons d'armes de Bonaparte, fut un de ceux qui répugnèrent le plus à adhérer au rétablissement des Bourbons, ce qui ne l'empêcha pas de devenir le ministre de la guerre de Louis XVIII. Redevenu bonapartiste après le retour de l'île d'Elbe, il combattit à Fleurus et à Waterloo. Compris dans l'ordonnance royale du 24 juillet 1815, il fut contraint de s'exiler en février 1816 et se retira à Dusseldorf, dans la patrie de sa femme. Trois ans après il revint en France, recouvra successivement tous les honneurs et toutes les dignités dont il avait été dépouillé. Sous la monarchie de juillet il fut successivement ministre de la guerre, président du Conseil des ministres, ambassadeur extraordinaire en Angleterre, ministre de la guerre, président du Conseil et ministre des affaires étrangères. Lorsqu'il résigna ses fonctions en 1849, le roi lui décerna le titre de maréchal-général. Il mourut en 1852. « Les capacités administratives et l'activité de Soult étaient égales à ses grands talents militaires ». L'armée, réorganisée par lui après 1830, lui doit de nombreuses améliorations.

(2) Wellington, malgré sa grande réputation due surtout à sa victoire de Waterloo, n'a point à son actif d'aussi divers et d'aussi brillants états de service. Il était depuis 1808 en Espagne. Ce n'est qu'en 1813 qu'il prit l'offensive, remporta la victoire décisive de Vittoria à la suite de laquelle il fut nommé maréchal et duc, franchit les Pyrénées et prit part à l'invasion de la France en 1814. Il se buta contre Soult dans le Sud-Ouest. Né en 1769, la même année que son adversaire, il mourut comme lui en 1852, comblé également d'honneurs et de dignités.

(3) Le département de Lot-et-Garonne faisait partie de la 20^e division militaire que commandait le général Despaux.

d'artillerie qui est arrivé cette après-midi. Le général Darri-
cau est parti ce matin avec les troupes qu'il a pu rassembler et
s'est dirigé sur Toulouse et Saint-Gaudens, tels sont les or-
dres précis du duc de Dalmatie. La déroute est donc bien
complète, puisque l'armée nous arrive en détail par les Landes !
L'air étonné, l'air morne des militaires de tous grades est,
ainsi que je l'ai dit, bien remarquable : ils n'osent lever les
yeux. Au surplus, on a des nouvelles sûres du reste de l'armée
française. Elle prend la route de Toulouse par Saint-Gaudens.
La plus grande partie de celle de l'ennemi la suit. Une forte
colonne de cette dernière troupe occupe Saint-Sever, Dax et
Mont-de-Marsan. Bordeaux est sans défense : les autorités
administratives et judiciaires l'ont abandonné et siègent à
Libourne. Le bruit s'est répandu ici depuis trois jours que les
Anglais ont débarqué des troupes sur la côte d'Arcachon.
C'est une nouvelle très hasardée. La prise de Bayonne ne se
confirme point, mais Tarbes est occupé par les alliés.

Mercredi 9. — Les Napolitains arrivés le 5 nous ont quittés
dans la matinée. Ce sont, en général, de mauvais sujets : ils
ont commis des vols dans leurs logemens.

Jeudi 10. — Les troupes filent tout de bon vers le Languedoc ;
leur nombre a sensiblement diminué dans la ville et on com-
mence à s'y reconnaître.

Vendredi 11. — Monsieur Dangosse, préfet des Landes,
part pour Villeneuve, où il a loué une maison (1).

On évacue à force nos hôpitaux militaires ; les blessés sont
transportés ailleurs pour faire place à d'autres. Ce mouvement,
qui s'effectue avec une barbare précipitation, met sous les yeux
du tranquille citadin une partie des maux que la guerre traîne

(1) Nous avons vu que le préfet des Basses-Pyrénées s'était également ré-
fugié en Lot-et-Garonne. Beaucoup de ses administrés l'imitèrent, fuyant de-
vant l'invasion. Des secours leur furent accordés par le ministère de l'Inté-
rieur et distribués à la sous-préfecture d'Agen par M. Pouzin, chef du bu-
reau du secrétariat général de la préfecture de Pau. (*Journal de Lot-et-
Garonne*, 19 mars 1814.)

à sa suite. On déplore le sort de ces infortunés soldats; mais que sera-ce donc si les armées se replient sur notre territoire ! La mauvaise réputation des militaires français glace surtout d'effroi : vainqueurs ou vaincus, ils sont également redoutables; leurs amis, leurs compatriotes ne sont pas à l'abri de leurs déprédations et de leurs pillages. Au reste, comment cela pourrait-il être autrement ? L'abandon, le complet dénuement où ils sont livrés par le Grand Napoléon, les oblige à dévorer tout ce qui les environne, les rend sourds à tout autre cri qu'à celui du besoin : il faut qu'ils vivent, mais trop souvent sans subsistance assurée, malgré l'abus des réquisitions, partout détestés, craints jusqu'à la terreur, il faut absolument qu'ils vivent en brigands, qu'ils vivent de rapine. La rapine encore, on la leur passerait; mais ces malheureux vont souvent beaucoup plus loin : ils se livrent à toutes sortes d'excès; ils détruisent, ils brûlent, pour le seul plaisir de brûler et de détruire. Quelquefois transformés en bêtes féroces, ils se couvrent des crimes les plus affreux; triste effet d'une indisciplinè devenue nécessaire lorsque, par imprévoyance ou par système, on laisse au soldat le soin de pourvoir à sa subsistance. Les rapports qu'on nous fait de toutes parts sur la conduite des Anglais nous donnent une meilleure idée de leur justice et de leur humanité (1). On les dit à Condom, à Langon et même à Casteljaloux; mais partout en petit nombre. Est-ce une insulte de leur part, comme quelques-uns le prétendent, et veulent-ils nous prouver qu'il leur suffit de se montrer pour s'emparer de notre territoire ? Un caporal et son escouade sont, en effet, capables de faire capituler toutes les villes de l'ancienne Guienne, qui ne demandent pas mieux. Il faudrait à peine quelques hommes de plus pour s'emparer de Bordeaux. Cela s'explique par le juste

(1) Le duc de Dalmatie, maréchal Soult, n'ignorait pas les excès dont se rendaient coupables ses troupes, en guerre continuelle et sans argent. Il prit les mesures les plus sévères pour supprimer tous ces abus. Voir notamment, dans le *Journal de Lot-et-Garonne*, son ordre du jour à l'armée, du 1^{er} mars 1814.

Proché (dans ses *Annales d'Agen*, p. 152), souligne aussi, mais plus discrètement que Saint-Amans, la différence de tenue des troupes anglaises, plus correctes, plus sympathiques aux populations et moins chapardeuses.

mécontentement de la nation et par l'intolérable brigandage de nos troupes.

La ville avait vu s'éloigner insensiblement le grand nombre de soldats qui obstruaient ses rues, lorsqu'on vit paraître tout-à-coup le 3^e régiment d'artillerie, trainant après lui quelques charriots couverts et venant par la route de Villeneuve. Le bruit courait depuis hier que les Anglais occupaient Meilhan, Grignols, Couthures et Casteljaloux; il se confirme aujourd'hui; plusieurs messages, plusieurs lettres l'annoncent. On donne partout de grands éloges à la générosité des Anglais (1).

Le général de division Despeaux arrive de Périgueux; il vient, dit-on, pour forcer la rentrée des contributions et des réquisitions arriérées. Il arrive tard. Le préfet se prépare à nous quitter. Les caisses publiques vont être transportées à Cahors ou à Périgueux. Tous les fonctionnaires sont obligés de les suivre. La cour impériale va procéder à l'emballage de ses registres et doit s'assembler demain à dix heures du matin pour aviser aux mesures à prendre dans la circonstance. A huit heures du soir, le jury termine sa session à la cour d'assise. Cette cour est ajournée pour longtemps peut-être.

Dimanche 13. -- Le régiment d'artillerie, arrivé hier, est reparti aujourd'hui; il a pris la route de Toulouse. On continue l'emballage des registres et des papiers dans les bureaux des fonctionnaires publics. Je ne conçois rien à cette mesure qui peut compromettre les intérêts des particuliers et rompre le fil des affaires administratives, judiciaires et financières (2).

(1) Sur la générosité des Anglais, dont Saint-Amans ne cesse de se porter garant au cours de son récit, nous avons le témoignage concordant de Proché (p. 152). On savait partout que les soldats anglais « ne faisaient aucun mal, qu'ils payaient exactement et généreusement tout ce dont ils avaient besoin ».

Lespès nous conte aussi que les commerçants agenais les attendaient avec impatience pour faire avec eux quelques petites affaires. (Manuscrit Lespès, p. 383.)

(2) C'est le comte de Lapparent, commissaire extraordinaire de Napoléon dans la 20^e division militaire, qui ordonna cette série de mesures, au moins inutiles. Toutes les autorités civiles et judiciaires devaient quitter la ville. Les registres et papiers de la prefecture, des sous-prefectures, de l'enregistrement, des ponts et chaussées, de la Cour impériale, de la Cour prévôtale

Tous les fonctionnaires ont le pied à l'étrier. Ils partiront au premier signal de l'arrivée des Anglais. Les curés même doivent quitter leur paroisse. Comment excuser, comment caractériser une pareille mesure ? Depuis plusieurs jours l'épouvante qu'elle répand fait expédier de Layrac, d'Astaffort et de beaucoup d'autres endroits situés au delà de la Garonne, des charrettes chargées d'effets de toutes sortes qui marchent vers Tournon et l'intérieur de la contrée. Ces voitures passent la nuit à travers nos campagnes et propagent la terreur. On a publié hier au soir l'ordre pour tout homme en état de porter les armes de se rendre cette après-midi sur le Gravier. Il s'y organisera sans doute une armée assez formidable pour faire fuir les Anglais (1).

Toute la ville est en mouvement. Chacun songe à ses intérêts et pense à les mettre à couvert. Voici le résultat de l'assemblée tenue par la cour impériale : ses archives seront emballées, seront envoyées dans la cour de la Préfecture, et le préfet sera obligé de désigner la caisse publique qui doit fournir les fonds pour les frais de transport. Bravo !

On a fait partir les officiers et sous-officiers, et les soldats des cadres qui étaient à Agen, pour aller défendre le passage d'Aiguillon, si les Anglais avaient l'audace de s'y présenter. On évalue à 400 le nombre de ces militaires ; une partie doit rester au Port-Sainte-Marie jusqu'à nouvel ordre.

Lundi 14. — Les Anglais sont entrés à Bordeaux le samedi 12 courant, à 2 heures de l'après-midi ; la nouvelle est certaine.

des douanes, des droits réunis furent expédiés par des rouliers sur Caylus et Figeac. Quand les événements se précisèrent et prirent une autre tournure, on les fit revenir à Agen où ils arrivèrent le 20 avril suivant. On fit aussi rentrer à Mont-de-Marsan les archives des Landes « qu'on avait eu bien de la peine à traîner à travers les sables qu'elles avaient eu à traverser ». (Próché, *op. cit.*, pp. 153, 159). Inutile de rappeler que, si les voyages forment la jeunesse, ils ne valent rien pour les vieux documents et les liasses d'archives qu'ils déforment trop souvent.

(1) C'est l'arrêté du 9 mars pris par le Préfet pour la formation d'un corps franc composé d'anciens militaires, de gardes-champêtres et de tous les hommes de bonne volonté.

800 hommes de la garde nationale sont partis ce matin pour Aiguillon, après avoir été passés en revue sur le Gravier. Ils ont emmené les deux pièces de campagne que nous avions à Agen.

Mardi 15. — Les généraux Despeaux et Gaussard (1) sont partis ce matin. Ils se rendent à La Réole après avoir envoyé douze gendarmes en reconnaissance sur la route de Condom. Ces gendarmes ont l'ordre de ne revenir à Agen qu'après avoir vu les ennemis et de rapporter des notions certaines sur les lieux qu'ils occupent. Les Anglais qui sont à Casteljaloux dépendent du poste de Captieux dans les Landes. Le commandant de ce poste a écrit au maire de Casteljaloux qu'il lui envoyait ces hommes pour, de concert avec la garde nationale, sévir contre les maraudeurs, en ajoutant que, s'ils ne suffisaient pas, il en enverrait davantage.

Mercredi 16. — Il y eut hier, à 10 heures du soir, une alerte dans la ville au sujet des magasins militaires. Tout-à-coup, le bruit se répandit que les généraux avaient donné l'ordre de les brûler (2). L'alarme devint très vive dans quelques quartiers : elle allait éclater partout, lorsque les autorités réunies prirent des mesures de sûreté qui calmèrent l'inquiétude générale. Ce bruit avait-il été répandu à dessein par des gens malintentionnés pour donner le signal du pillage ? Quelques personnes l'ont pensé.

Le détail de l'entrée des Anglais à Bordeaux nous est parvenu. Louis XVIII a été proclamé ; le duc d'Angoulême (3) a reçu au nom du Roi l'hommage et le serment des fonctionnaires

(1) Despeaux commandait la 20^e division militaire. Dès le dimanche, 13 mars, son quartier général fut transféré de Périgueux à Agen. Il avait sous ses ordres le général de brigade baron Gaussard, qui commandait le Lot-et-Garonne depuis 7 à 8 mois. (Villeneuve-Bargemont, *op. cit.*, p. 382.)

(2) L'alerte dont parle Saint-Amans est confirmée par Proché et par un dossier conservé aux archives de Lot-et-Garonne, série M.

(3) Louis-Antoine de Bourbon, né à Versailles en 1775. C'était le fils aîné du comte d'Artois et par conséquent le neveu de Louis XVIII. Il avait épousé en 1779 sa cousine germaine, premier enfant de Louis XVI et de Marie-Antoinette, Madame Royale.

qui se trouvèrent dans cette ville. Le lendemain ou le jour même de son arrivée, un *Te Deum*, entonné par l'Archevêque (1), a été chanté dans la métropole. Des réjouissances ont éclaté dans toute la ville. Qu'est-ce que cela deviendra ? On est ici dans l'étonnement d'un pareil changement de scène. D'un autre côté paraît une proclamation de Soult, dans laquelle il dit des injures à Wellington et menace l'univers en style de quatre-vingt-treize. On peut voir cette pièce curieuse dans le journal d'Agen (2). L'événement arrivé à Bordeaux et la proclamation furibonde de Soult (le Don Quichotte) coïncident à merveille pour accélérer l'instant de la révolution.

Jeudi 17. — Les généraux Despeaux et Gaussard sont revenus à Agen. Il résulte de leur rapport que les Anglais se sont avancés jusques à Caudrot (3); qu'on prend des mesures pour défendre sérieusement La Réole et qu'on doit peu redouter de voir ici les ennemis, à moins de quelque événement extraordinaire. Quoiqu'il en soit, il paraît que notre sort va dépendre de la première bataille que Soult et Wellington ne tarderont pas à se livrer et à laquelle on s'attend chaque jour. Le premier a reçu, dit-on, des renforts considérables et se propose d'attaquer le second dans les environs d'Aire; on assure qu'il manœuvre en conséquence.

A peine j'achève ces mots que la nouvelle d'Aire se répand. Les Anglais, après un combat très meurtrier, se sont emparés de cette ville. Notre armée est en pleine retraite (4).

Deux jeunes conscrits ont été, dans la nuit, assassinés à

(1) Il s'agit du comte Daviau.

(2) Numéro du 16 mars 1814 (n° 840). N'en déplaise à Saint-Amans, la proclamation de Soult a fort belle allure. Il en est de même, d'ailleurs, de beaucoup d'adresses de 1793, animées du souffle du patriotisme le plus ardent. Saint-Amans, au reste, se confaisait en style révolutionnaire. N'a-t-il pas rédigé lui-même, en 1793, des proclamations et des circulaires enflammées « analogues à la circonstance » dont il rougissait sous la Royauté, mais dont il était justement fier sous la République ?

(3) Arrondissement de La Réole.

(4) Aire-sur-l'Adour, département des Landes. C'est le 13 mars qu'eut lieu le combat.

coups de couteau : leurs corps ont été trouvés ce matin sur le bord de la Garonne.

Les magasins vont être évacués sur Toulouse. L'alarme est générale dans les campagnes et les paysans ont presque abandonné leurs travaux. Cependant le danger de l'invasion paraît s'éloigner; les armées se dirigent sur Toulouse. Qui pourrait donc causer et entretenir cette épouvante dans les esprits ?

Vendredi 18. — Des nouvelles de Bordeaux disent qu'une partie des habitants de cette ville, mécontents de ce qui vient de s'y passer, réclame hautement contre la conduite de Monsieur Lynch et refuse d'arborer la cocarde blanche (1). Il est peut-être à craindre que cette diversité d'opinions n'amène de fâcheux évènements. Monsieur Martignac, l'un des chefs de la garde urbaine, a, dit-on, harangué ce corps dans un sens opposé aux évènements du 12 de ce mois.

Un autre jeune conscrit a été trouvé mort; point de doute qu'il n'ait été assassiné. On accuse les anciens soldats de commettre ces meurtres. Peu de conscrits sont sans un écu en quittant leurs foyers. Quand ils ne veulent pas être les dupes de leurs camarades dégénérés en brigands, ils deviennent leurs victimes.

La garnison de Casteljaloux a été enlevée en entier par un corps de partisans et conduite à Agen. Il n'a pas échappé un seul Anglais : cette garnison était composée de trois hommes et fut prise dans son lit.

(1) M. Lynch était maire de Bordeaux depuis 1808. Il avait été fait comte par Napoléon et décoré de la Légion d'honneur. Royaliste quand même, il n'hésita pas, lorsque lord Beresford s'avança sur Bordeaux, à aller au-devant de lui. Détachant alors l'écharpe tricolore et la jetant au loin, il prit l'écharpe blanche et invita le général anglais à entrer comme allié, et non comme vainqueur, dans une ville française qui venait de reconnaître Louis XVIII. Le même jour, 12 mars, et sans coup férir, l'armée ennemie entra à Bordeaux. Le duc d'Angoulême arriva quelques heures après. Evidemment, l'attitude et le geste de Lynch ne devaient pas être du goût de tous les Bordelais.

Louis XVIII récompensa royalement les services complaisants du maire : il le nomma grand-croix de la Légion d'honneur et, après les Cent jours, que Lynch eut la précaution de passer en Angleterre, pair de France le 17 septembre 1815. L'ancien maire de Bordeaux mourut le 15 août 1835, à l'âge de 86 ans.

Le courrier de Paris n'est point arrivé par Périgueux ainsi qu'on s'y attendait. Les nouvelles de la capitale nous sont parvenues par Toulouse; on n'a reçu que des journaux et point de lettres particulières. On dit les Anglais à Libourne. On ajoute qu'ils vont chercher à se rendre maîtres de Blaye, dont en effet ils ne peuvent guère se passer.

Samedi 19. — On évacue en grande hâte les magasins; il semble cependant que nos autorités reprennent courage. Le nombre des troupes diminue.

Dimanche 20. — Une affaire pressante, pour moi du plus grand intérêt (1), m'oblige à partir en poste à 3 heures après-midi pour Saint-Germé, département du Gers. Je vais coucher à Auch où j'arrive à une heure après minuit.

Lundi 21. — A Auch, six heures du matin. Il règne ici un air d'inquiétude remarquable sur toutes les figures. On va, on vient dans les rues, on est occupé; on se rencontre, on ne dit mot. Les employés aux droits réunis viennent de partir, l'effroi peint sur la figure. Des charretées d'effets militaires, des soldats, des convois de bestiaux partent aussi; c'est un déménagement général. Dès cinq heures, il y avait au coin de la maison d'Alexandre une grande quantité de personnes rassemblées; leur nombre a grossi de minute en minute. De cette maison, située à l'angle de la principale place et qui s'étend dans la rue dirigée vers Tarbes, elles avaient le regard fixé vers le midi, comme si elles craignaient de voir arriver un orage de ce point de l'horizon. Nous partons à sept heures.

A deux heures après midi, nous avons vu arriver cet orage;

(1) Cette affaire, très intéressante, sur laquelle Saint-Amans garde le silence, nous la connaissons par ailleurs. L'auteur de la *Cryptographie*, avait un fils, capitaine au 1^{er} chasseurs à cheval, dans cette armée de Soult, si décriée au cours de ce journal. L'officier, blessé et fait prisonnier au combat de Saint-Germé, le 16 mars 1814, fut échangé contre un officier anglais à la suite de démarches et de pourparlers où furent mêlés Saint-Amans et Bory Saint-Vincent.

Saint-Amans, son affection paternelle satisfaite après son voyage à Saint-Germé, n'en continua pas moins à épancher sa bile dans son journal secret.

il est entré à Mirande sous la forme d'un détachement du 15^e de hussards anglais. C'était jour de marché dans cette ville. A la première nouvelle de l'arrivée de ces messieurs, un certain trouble s'est manifesté sur la place: les femmes sont rentrées dans les maisons, et celles de l'auberge où j'étais descendu ont voulu être enfermées sous clé dans la chambre la plus obscure et la plus retirée. Après cette formalité d'usage sans doute en pareil cas, la curiosité du beau sexe ne tarda pas à reprendre ses droits. Les recluses impatientes firent tapage pour recouvrer leur liberté. «Sortez, vierges timides ! comme du temps de Jean Chandos (1), ces Anglais travailleraient peut-être encore des religieuses pour défricher la vigne du Seigneur; mais tranquillisez-vous : s'ils veulent signaler leur ferveur en ce genre par de nouveaux exploits, ce ne sera jamais dans les auberges. » — Ces mots à peine furent prononcés que les colombes rassurées coururent en foule aux fenêtres pour voir passer leurs vainqueurs. Au reste, voici les détails circonstanciés de la prise de Mirande.

Les ennemis, qui venaient par la route de Miélan (2), s'arrêtèrent à une certaine distance de la ville, dont vingt gendarmes environ gardaient la porte sous les ordres d'un officier. Un instant auparavant celui-ci faisait le fanfaron, ainsi que souvent cela se pratique; mais dès qu'il se vit en présence, il prit le parti d'une retraite précipitée dans laquelle plusieurs enfans faillirent être écrasés. Bientôt après, parurent un officier anglais et deux hussards envoyés en reconnaissance. Le premier avait l'épée nue à la main, et le second, la carabine élevée sur l'arçon de la selle. Ils entrèrent et s'avancèrent vers la place, alors, ainsi que les rues, entièrement déserte. L'entière population, attentive, gardait un profond silence : presque toutes les maisons étaient fermées, personne ne bougeait, on aurait entendu voler une mouche. 5 à 6 minutes après, un pi-

(1) Pendant la guerre de Cent ans, Jean Chandos, connétable du Prince Noir en Aquitaine, remporta dans notre région de nombreux succès. C'est lui qui fit prisonnier Duguesclin (xiv^e siècle).

(2) Chef-lieu de canton du Gers, arrondissement de Mirande. Saint-Amans écrit toujours *Miolans*.

quet de 7 à 8 hommes parut avec deux trompettes qui commencèrent à sonner en entrant dans la ville. Il fut presque immédiatement suivi du gros de la troupe. Les hussards, très bien montés, fort bien vêtus, avaient le sabre dans le fourreau et la carabine renversée. Leur contenance grave et sérieuse n'ayant rien d'hostile, la confiance des habitans et des gens du marché se rétablit peu à peu. Un monde infini fut bientôt aux fenêtres et remplit les rues; mais le silence le plus absolu régnait toujours. Celui des Anglais, leur air ferme et militaire, ne contribuait pas peu à l'entretenir. A l'aspect de ces nouvelles connaissances, les citadins et les paysans étonnés restaient immobiles, et cette entrée s'effectua avec une sorte de solennité triste dont on ne pouvait s'empêcher d'être frappé. Cependant la gendarmerie, en abandonnant la porte de Miélan, avait traversé la ville et s'était formée du côté opposé sur la route d'Auch. Dès qu'elle vit les Anglais se diriger vers cette route, elle prit la fuite une seconde fois. Vingt hussards furent détachés après elle et s'élancèrent le sabre à la main sur ses traces. La partie était devenue égale, mais les gendarmes ne crurent pas devoir l'accepter. Au lieu de tenir la route d'Auch, ils se détournèrent par un petit chemin qui de la droite du pont s'élève sur le coteau à travers les vignes. Les hussards les poursuivirent quelque temps, puis revinrent joindre leur troupe. Après une courte halte, le commandant Anglais fit entrer quelques hommes dans Mirande avec un officier, ensuite sa troupe marcha vers Auch; elle pouvait être au plus de 150 à 200 hommes.

Mardi 22. — Je pars de Mirande vers sept heures du matin. Il en était dix quand j'arrive à Marciac. J'y trouve des Anglais ainsi qu'à Plaisance. Le général français d'Erlon, faisant sa retraite, a rompu le pont de cette petite ville sur l'Arros. J'atteins Saint-Germé, terme de ma route, dans la soirée. Depuis Marciac la route est couverte de chevaux morts, d'arbres abattus; tous ses ponts sont coupés; on y voit des maisons brûlées, d'autres abandonnées. On remarque aussi, le long de cette route, des places où les corps d'armée ont bivouaqué, autour desquelles tout est dégradé, et la trace de quelques affaires de

poste. Entre Plaisance et Saint-Germé, j'ai ramassé une carabine anglaise à canon rubanné dans un des fossés qui borde la route.

Mercredi 23, jeudi 24, vendredi 25, samedi 26. — Séjour à Saint-Germé, pendant lequel il ne cesse de passer des troupes, des bagages militaires, des trains d'artillerie, des traîneurs de l'armée des alliés. La police la plus sévère régit tous les corps de cette armée. Lorsqu'un soldat dérobe quelque effet aux habitants, la valeur de cet effet est estimée; puis l'objet volé, payé le double de sa valeur. Etonné de cette jurisprudence suivie dans l'armée anglaise, j'en demande un jour la raison à un officier : « Monsieur, me répondit-il, la sollicitude, le déplacement, la privation d'un objet auquel on tient, la perte du temps, la peine qu'on a souvent pour obtenir justice, nous évaluons tout cela autant que l'objet volé. » — Ces hérétiques calculent bien, ils ont de la conscience. Un soir, quelques habitants de Saint-Germé inquiétés, froissés sans doute par les troupes qui passaient sans cesse ou qui séjournaient sur leur territoire, vinrent demander au maire, et même assez haut, de leur faire donner des armes pour repousser les attentats, les agressions violentes qu'ils reprochaient aux étrangers. La botte était au repos; le maire, homme d'esprit, sut la parer. « Vous n'y pensez pas, leur dit-il, je me garderais bien de vous donner des armes : on dirait que vous avez peur; cela ferait un tort infini aux habitants de la commune qui passeraient pour des poltrons; et puis, lord Sommerset, qui commande la division, trouverait mauvais qu'on prît ses soldats pour des brigands; vos intérêts, votre réputation seraient compromis : soyons fermes, mais sages. » — « Monsieur, on s'égorge chez un tel. » — « Eh bien, dit le Maire, allons rétablir le bon ordre. » — Il était près de 9 heures; il sortit, je le suivis : il y avait, en effet, un brouhaha pour une fille dans une maison du village. Le maire s'y rendit avec un officier anglais qu'il rencontra par hasard. A la vue de ces autorités réunies, la fille en litige fut relâchée, deux soldats mis en prison sous le clocher, et bientôt tout le monde parut tranquille. Malgré la discipline, la bonne po-

lice et la conscience de l'armée anglaise, on voit que tous les momens ne sont pas ici couleur de rose. Tous les bestiaux, les troupeaux de la commune sont mangés; toutes les poules ont eu depuis longtemps le même sort. Une seule oie appartenant au maire (1) vit encore et paraît phénomène au milieu de la destruction générale des animaux comestibles. Dernière de sa race, son heure fatale ne peut tarder à sonner, si elle vient à s'écarter du toit qui la protège. J'ai lieu de le juger d'après la manière dont un soldat portugais la lorgnait ce matin (2). Au reste, tout le vin du pays est bu; tous les champs, piétinés: toutes les haies, toutes les clôtures, arrachées, et les arbres, coupés ou pitoyablement ébranchés. Nous entendons dès le coucher du soleil, et presque sans interruption, des coups de fusil tirés dans la campagne. Cela dure toute la nuit. On dit que c'est pour annoncer qu'on est réciproquement sur ses gardes, tant la confiance est établie. Fort bien, mais cette précaution est même une espèce d'hostilité. Quand on en est venu là, il ne faut plus que le plus petit événement pour mettre en feu toutes les têtes.

Samedi 26. -- Nous voyons passer un régiment d'infanterie anglaise, nouvellement débarqué. Comme tous ceux qui l'ont précédé, il marche vers Toulouse.

Dimanche 27. — Au moment de notre départ, vers une heure après midi, un convoi de 800 bœufs venait d'arriver, et l'on attendait 3000 hommes dans la soirée. En quittant cette terre de désolation pour revenir dans nos paisibles contrées, nous passâmes sur le pont de Tasque, qu'on avait un peu racommodé. Nous arrivâmes à Plaisance (3) vers 6 heures du soir. Ici, nous attendait un événement fâcheux. Le postillon qui conduisait notre voiture, en débouchant de la place dans la rue de la

(1) Le maire de Saint-Germé, chez qui descendit Saint-Amans, s'appelait M. de Corneillan.

(2) On remarquera que Saint-Amans, écho d'ailleurs fidèle de la population, ne cesse de faire l'éloge de l'armée anglaise, mais qu'il ne voit pas du même œil bienveillant les troupes espagnoles et surtout portugaises.

(3) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mirande.

poste, fit passer une roue sur la borne à droite; la voiture versa, et mon compagnon de voyage monsieur Cabanac, mon ami, en eut l'épaule gauche fracassée (1). Cet accident, qui nous procura l'occasion de connaître l'affable hospitalité des habitants de Plaisance, nous retint dans cette petite ville où nous ne comptons point passer la nuit. Le fait suivant y est dans toutes les bouches; il excite un applaudissement universel : pendant le séjour de la dernière colonne ennemie à Plaisance, un paysan des environs fut tué par un soldat portugais. Toutes les recherches possibles pour reconnaître le meurtrier ayant été sans succès, le rapport fut fait à Wellington. Aujourd'hui, huitième jour après ce rapport, il arrive une ordonnance de la part du général qui porte 1.500 francs de dédommagement à la veuve avec un habit de deuil complet.

Lundi 28. — Je reste à Plaisance pour procurer au malade un repos qui puisse hâter son rétablissement. Depuis la dégradation gratuite du pont dont j'ai déjà parlé, il est tombé une paire de bœufs attelés, des ânes, des mulets dans la rivière. Aujourd'hui, j'y ai vu tomber le cheval d'un meunier chargé de deux sacs de farine; l'animal, je ne sais comment, s'est sauvé. — Pourquoi donc ne travaille-t-on pas à réparer ce pont ? Il va l'être, m'a-t-on répondu, aux frais de l'armée anglaise. Le général de cette armée en a pris l'engagement. Le fait est vrai ; je l'ai vu consigné dans une délibération des principaux habitants de Plaisance qu'on m'a fait passer sous les yeux. Cette délibération, par laquelle ils établissent un comité administratif pour veiller provisoirement aux intérêts de la commune, est un monument de sagesse et de patriotisme de la part de ces bons habitants : j'en prends une copie.

Mardi 29. — Malgré les mauvais chemins, le mauvais temps, les cadavres de chevaux morts, qui souvent épouvantaient les nôtres, et les ponts rompus, nous gagnons Marciac (2) dans la

(1) M. Cabanac, qui partageait les opinions politiques de Saint-Amans, était premier commis de la Direction de l'Enregistrement et des Domaines à Agen.

(2) Marciac, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Mirande.

matinée. Le passage de Thiliac n'étant point praticable à cause des eaux débordées, nous fûmes forcés d'aller à Miélan pour nous rendre à Mirande, où, vu le surcroît de route, nous arrivâmes très tard. La pudeur des filles de l'auberge était complètement rassurée.

Mercredi 30. — Nous dinons à Auch, où toutes les figures étaient sereines et respiraient le bonheur sous l'influence anglaise. On vendait du sucre et du café dans la cour de l'auberge. Une douzaine d'anglais, tout au plus, composent la garnison. Nous fûmes coucher à Lectoure.

Jeudi 31. — Arrivés au passage de Layrac, nous trouvons deux canons braqués du côté d'Agen (1), sur le bord de la rivière. Le passage important est encore gardé par une soixantaine de conscrits. Il est fâcheux cependant qu'ils aient l'air de personnages à caricature et que celui qui garde les armes n'ait pas de pierre à son fusil. Autrement cet appareil militaire eût peut-être suffi pour en imposer aux 10 à 12 anglais qui ont rétabli dans Auch la liberté du commerce. Nous arrivons à Agen vers deux heures de l'après-midi.

(A suivre.)

(1) Proché raconte que ces deux canons avaient été envoyés d'Agen à Layrac, le 24 mars, avec des munitions. (*Op. cit.*, p. 152.)

PRIVILÈGES ET COUTUMES

DES PAROISSES DE

SAINT-VINCENT DE MASQUIÈRES ; SAINT-PIERRE DE BONAVAL

SAINT-YLLARY DE TRONIAc

DU 9^e MARS 1279 (NOUVEAU STYLE)

Les paroisses Saint-Vincent de Masquières (Lot-et-Garonne), Saint-Pierre de Bonneval (commune de Montaigu-de-Quercy (Tarn-et-Garonne), qui étaient comprises dans l'ancien diocèse d'Agen, et celle de Saint-Hilaire de Troniac (commune de Saux (Lot) qui faisait partie du diocèse de Cahors, archiprêtré de Belaye (1), formaient ensemble, au xiii^e siècle, un bénéfice dépendant de l'abbaye de Bénédictins de Moissac, de l'ordre de Cluny.

Le 9 mars 1279, nouveau style, Bertrand de Montaigut, abbé de ce monastère, agissant en son nom personnel et avec l'agrément des religieux, réunis au son de la cloche au nombre de treize et énumérés avec leurs fonctions dans le monastère, octroya aux habitants des trois paroisses dont s'agit une commune charte de coutumes qui fait l'objet de ce travail.

« Bertrand de Montaigut, abbé de Moissac (14 août 1260), écrit M. Moulenq (2), fut l'un des plus illustres abbés de ce monastère. Aymery de Peyrac, chroniqueur de l'abbaye, célèbre avec enthousiasme son talent et la sagesse de son administration. Il était connu comme l'un des plus habiles jurisconsultes de son temps. Le roi Philippe le Hardi le choisit, en 1283, avec

(1) Pouillé du diocèse de Cahors (1877), page 38.

(2) *Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne*, t. I, p. 313

Eustache de Beaumarchais, sénéchal de Toulouse, et Etienne Martel, juge mage, pour la rédaction des Coutumes de Toulouse. Parmi ses actes d'administration très nombreux que rapporte Aymery de Peyrac, il convient de citer la reconstruction de l'église de Saux. »

On lit encore dans la chronique du même Aymery de Peyrac que Bertrand de Montaigut acheta le lieu de Saux, commune dont dépend aujourd'hui Troniac, « *locum de Saxis emit* » (1). C'est peut-être à cette occasion ou par suite de cet achat qu'il accorda des Coutumes à la communauté de Troniac.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que l'abbaye de Moissac possédait dans la région d'autres bénéfices qui avaient été également dotés de coutumes ou de franchises. En 1207 (2), Robert de Labastide, abbé de Moissac, avait concédé aux habitants de Lagarde du Calvaire (commune de Saint-Amans de Pellagal (Tarn-et-Garonne) une charte de coutumes dont le texte est inconnu. On ignore la date et la teneur des coutumes qui, par la même abbaye, furent accordées aux habitants de La Salvetat-Majouze.

Les coutumes de Masquières, Bonneval et Troniac, qu'il serait peut-être plus exact de considérer comme de simples tarifs de droits ecclésiastiques, ne règlent que quelques points spéciaux; mais elles se complétaient par les Coutumes de Tournon en Agenais en ce qui concerne le droit civil, le droit criminel et tous les autres points non prévus par la charte. On en trouve la preuve dans un document conservé aux Archives de Tarn-et-Garonne (série G, 751), duquel il résulte que les baux à fiefs consentis par les prieurs de Masquières, au début du xv^e siècle, étaient passés « selon les fors et coutumes de Tournon » notamment les baux consentis par Pierre Escaffre, prieur en 1402, et par Bertrand de Durfort, prieur de 1402 à 1413, des terres sises dans les paroisses de Boulvé (Lot), Troniac, Masquières, etc.

(1) Bibliothèque nationale, fonds latin, 4991-A (fol. 166).

(2) Répertoire d'Andurandy, n° 4356, aux archives de Moissac.

Les coutumes qui nous occupent déclarent en outre en leur article 1^{er} que Masquières dépend de la seigneurie de Tournon, et plusieurs autres articles témoignent de l'autorité dont jouissaient le bayle et les consuls de cette ville.

Enfin il n'est pas sans intérêt de remarquer que les trois localités de Masquières, Bonneval et Troniac, toutes voisines l'une de l'autre et qui pendant des siècles ont vécu la même vie féodale et religieuse, font aujourd'hui partie de trois départements différents.

Le document qui a conservé ces coutumes est écrit en langue vulgaire du xiii^e siècle; mais cette langue est loin d'être pure, et le texte que nous transcrivons ci-après a fortement subi l'influence du copiste qui y a introduit des variantes et des graphies dont quelques-unes sont du xvii^e siècle, et un grand nombre postérieures au xiii^e siècle. Ce document est conservé aux Archives départementales du Gers, où il est inventorié sous le n° 4500 (ancien fonds du Grand-Séminaire). Il est formé d'un cahier de papier de trois feuillets doubles mesurant 0^m235 sur 0^m17 dont les coutumes occupent les dix premières pages et moitié de la onzième; c'est une copie collationnée prise le 19 juin 1665 sur l'original produit puis retiré par M. François de Durand de Labastide, chanoine et « custos » du Chapitre Saint-Pierre de Moissac et prieur de Masquières.

Le notaire Demeste qui a pris cet extrait signale les regrettables lacunes du dernier feuillet, lacunes qu'il n'a pas été possible de combler, mais qui, heureusement, n'empêchent pas d'entrevoir le sens et de reconstituer presque le texte des diverses clauses.

Cette copie est revêtue des signatures du Prieur et du notaire qui l'a prise et certifiée.

Sur la dernière page servant de garde est écrit le texte qui figure en tête de cette transcription que nous avons cherché à rendre la plus fidèle possible et à laquelle nous avons seulement ajouté la ponctuation que le sens semblait demander et les numéros qui précèdent chaque article.

Avant de poser la plume, nous devons exprimer de particuliers remerciements à M. Elie Laval, élève à l'Ecole des Char-

tes qui, avec la haute compétence qu'il a puisée dans ses patientes études sur les coutumes du Quercy, a bien voulu nous diriger et nous documenter dans la rédaction de ces modestes notes sur l'abbaye de Moissac.

Décembre 1912.

PAUL LAPORTE,

Officier d'Académie, Instituteur à Endoufielle (Gers).

JHS-MA.

In nomine Domini amen. Anno ejusdem millesimo ducentesimo septuagesimo octavo et die nono intrante Martis, noverint universi quen senhor Bertrans de Montagut, per la gracie de Dieu abbas del mostie de Moyssac, en autrejamen et volontat de tots los senhors religious deldit mostie de Moyssac, et primo mossen Huc de Montagut, prieu mage deldict moustier de Moyssac, Bertrand de Montagut, celarier, Emalisio del Castanie, camarier et prieu de Mausac, Bertrand Filis, sagrista, Bertrand de Moto, almornie, mossen Peire de Estafort, enfermier, mossen Johan Calabrié, hostalier, mossen Guilhem de Buzet, chantre, mossen Guyraut Puli, subchantre, mossen Rigail Roqueta, mestre dels novicis, mossen Ramond Cavalier, mestre dels enfans, mossen Guy Delpuech, petancier, en voluntat et autrajamen de tots los hommes de las parroquias de Saint Vincens de Masquieras, de Saint Peire de Bonaval, saint Yllary de Troniac, nexes de sant Vincens de Masquieras, primo Arnaud Coussal, Johan de la Ginoma, Marty de Gysart, Sanct de Danes, Peyre son fraire, Ramon de Pint de Fort, Johan Guy et Peyre Guy fraires de la parroquia de Tronhac, Peyre Roussel, Johan de Masautras, des fraires Arnaud de la Carbonaria, Johan de Dori de la parroquia de Saint Peyre de Bonaval, Johan Delpy, Guilhem Deltoussal, Estienne Deltoussal, cosis, et jeu Bertrand de Montagut per la gratia de Dieu abbat del mostie de Moyssac, leguat del papa en tot lo duquat de Guyena, loctenen de rey en tot lo pais de Lenguadoc, — volen far et ordonar las costumaz et libertatz et franquessas de las parroquias de Masquieras de Saint Peyre de Bonaval en lo dioceze Agenès, de cousentemen et volontat et cousentemen de tout lou couben desus sscript congreguat al so de la campana ainsi ques de bona costume, et per cousentemen et volontat dels prudhomes dessus scrits.

1. — Primo que Masquieras es en la senhoria de Torno.
2. — Item quant lo bayle de Torno vol far ung loctenen en lad parroquia de Masquieras, lodiet bayle no lo pot far sans cousentemen deldiet priou de Masquieras ne lodiet priou sans cousentement deldiet bayle.
3. — Item quant lou priou et bayle faran ung loctenen, no lo podo(n) far sino que sia habitan de la dicta parroquia de Masquieras.
4. — Item sy negun home no fema de la parroquia de Masquieras se clama, no se pot clamar si no daqui a cinq B (sous prob.) ar. (arnaudenx) et si se apauso lodiet loctenen ly donar jour per daban lo baille et coussols deldiet castel de Torno.
5. — Item lo diet priou et lodiet bayle del castel de Torno so per nodevil de tota causa pertenen et la dicta baylia en la parroquia de Masquieras duntaxat.
6. — Item si y a mort de clam ho dautra causa, lodiet bayle deu far justicia et lodiet priou no y a que veyre.
7. — Item si neguna bestia es troubado en malafacta, si bestia menuda es come porc, cabra, hoelha, moto ho outra bestia menuda, los diet bestial deu deniers ar. per cada cap, et sy lodiet loctenen mena lodiet bestial en la sala deldiet priou, lodiet bayle y a VI d. ar. de intrada et VI d. ar. de yssida.
8. — Item si bestia grossa coma buo, vacqua, brau, equas, rossil ho outra bestia grossa sia trobada en malafacta deu per cada cap XII d. ar., et sy menada es en la sala deldiet priou deu XII d. de intrada et XII d. de yssida, la meytat aldict baille et lautre meytat aldict loctenen que lodiet priou y aura mes.
9. — Item lodiet priou et lo bayle deuo aver dos prohomes bos et leals de la parroquia de Masquieras stimadors de las malafactas, et deuo jurar del pout drect de no far tort al paure per lo ric ny al ric per lo paure, et ques bonamen et lealmen judicaran ditas malefactas.
10. — Item de tot gualge se deu far tres enquants premie que se lioure al sivil, et se lioure al disen de la senhoria directa.
11. — Item negun habitant no pot ny deu tenir fionil (1) franc en tota la parroquia de Masquieras.
12. — Item negun habitan de Masquieras no deu ny pot intrar en son hostel sino que ajo licencia del priou ho de son procureire, mort

(1) Probablement *four*.

sia lo payre ho la maire ho lo cap de lhostal daqui, per tam que sia dacordy an lo priou dels acaptes et senhoria.

13. -- Item si negun habitan ho habitaires en la parroquia de Masquieras ben neguna possession ha home que no sia de la parroquia de Masquieras, lo priou la pot aver per lo prets, et pot tenir XLI jour et al cap de XLI jour sy lo dict priou la bol combe que baile la soma que costa.

14. — Item sy lodiet priou no ho bol, cal que sia de la parroquia de Masquieras ho pot aver per lo prets, pagan las vendas et los acaptes aldiet priou.

15. — Item si negun habitan de Masquieras ben res ny moble lo priou ho pot aver per lo prets et no autre.

16. — Item sy lou priou pren res per lo prets, lodiet priou ho pot far enquantar per tres bets se vol, et lo mais que en troubara sera deldict priou, et lo cromptadour pagara las vendas et los acaptes de XII d^r hun.

17. — Item tota persono que demoro en la parroquia de Masquieras deu deime de tout co que cueyl come de blat quyna generation que sia de blat et deu se deimar en garba, deu de hoeyt et meja uno garba al deyme, de XVII doas garbas al deyme, de XXXIII lad. III al deyme.

18. — Item negun habitan de la parroquia de Masquieras no deu poinct de premicia sinou lou deime desus script.

19. — Item de mil ho pams ho favas, tot legum se deyma al carto de X cartos ung, lo nove deu demorar al pages.

20. — Item deu de carbe ho de ly lo X^e, et do se deymar an la grana.

21. — Item de carnalage deu lo X^e sian tessos, aniets, cabrots, deu tenir lo pagel lo tesso VII sepmanas ho dos mes, deu casir lo pages la ung et lo priou l'autre, et lo pages no deu deymar res que sia quel premie no sone a la sala per deymar; lopriou es tengut de far anar querre lo deyme la ou sera.

22. — Item de la lana lo X come de reste.

23. — Item de X saumadas une deu anar al deyme, et es tengut lo priou de lanar querre a la vinha.

24. — Item de la bendemia que se leva per los albres que no se podo no deu deyme, de treilhas deu deyme lo X^e.

25. — Item toute persona que demore en la parroquia de Saint Peyre de Bonaval deu deyme de blat quyna generation de blat que sia, en la forma et maniera que se deyma en la parroquia de Mas-

quieras deuo deymar en la parroquia de Sanct Peyre de Bonaval et no autramen so es de houet et meja la une et XVII doas al priou comme dessus es escript debo del carnem de la lana de carbe de ly de tot legum de bendemiha comme en la parroquia de Masquieras.

26. — Item lo vicary perpetual leva la premicia de fromen, de segue, de cyvada et de mestura duntaxat et no als en la parroquia de Bonaval, pagada la dicte premicia lodict vicary es tengut de servir los abitans de ladicte parroquia de Bonaval.

27. — Item es tengut lo vicary cada dimenge dire la messo als abitans de las parroquias de Masquières et de Sainct Peyre de Bonaval.

28. — Item toutes festa nals et festa dapostouls es tengut de dire messo lou vicary als abitans de Masquieras et de Bonaval; deu cada cap dostal à las dictas festas II d. ar. aldict priou.

29. — Item si neguna persona mor que sia de XIII ans en sus deu V s. ar. del terrage, se XIII ans en jus deu II s. de terrage aldict priou, lodict vicary levo lo garoulh de Bonaval.

30. — Item si negun home ho fenna que sia sto halits de Masquieras ho de Bonaval, se de Masquieras ba Bonaval ho a Troniac no deu sino II s. arn. Et se de Bonaval ba a Masquieras no deu sino II s. arn.

31. — Item si neguna causa entro dens las gleyas de Masquières et de Bonaval sans licencia deldict priou, lodict priou ho pot prene per seu.

32. — Item si neguna fenno de las peŕroquias de Masquieras ou de Bonaval se ajay de enfan ho de enfanta deu XV d. arn. per batisar et XV d. arn. a las..... tengut de dire la messo.

33. — Item en tota la..... Masquieras no ha res que sia desfes..... bosc et la terra deldict priou..... fenne ho bestial gros ho menut..... deffes fasen mal que lo mal..... et per l'intrado que sera faite..... pagar LX s. ar. la meytat al..... l'autra meytat al bayle del castel de Torno.....

34. — lodict priou se rancure ho son procureire no se rancura no y a res lodict bayle.

Et daisso so factas dos cartas de una tenor. Aysso foc autrejat et fact al capitol del mostie de Moyssac lan et jour dessus scribed,

regnante domino Philippo, rege Francie, et domino Edoardo, rege Anglie, duce Aquitanie. Hujus rey testes sunt nobilis Johannes de Fugo. Petrus Bonafidey; jo Fibeti Est(ene) Catusa, comunals notari de Torno, en la senescalia d'Agenes et de Quercy que aquesta carta enquerit et en son papier la notet, laqual jeu Guilhem Angles scriuae jurat scriuei de papier del predict Stene Catusa latrici de licencia de la senhoria jeu Stene Catusa ava (?) dict souly scriuci et de ma ma propria la senhada. Donné par coppie. — G. Bodety, not^{re} signé.

Lee presant extraict a esté tiré de la Coppie signée dudit Bodety au dernier fulhet de laquelle il y a les mots cy dessus laissés en blanc raturés par moy, notaire soubsigné sur l'exibin faicte de lad. coppie par Monsieur. François de Durand de Labastide, chanoine et custos du Chapitre Saint Pierre de Moyssac, prieur dud. Masquières, quy la retiré après l'avoir deuement collationné. Moysac ce dix-neufvième juillet mil six cens soixante cinq.

F. de Durand de Labastide, p. signé.

DEMESTE, not^{re} signé.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

DANS LA COMMUNE DE SOS

INTRODUCTION

SOS AVANT 1789

Dans l'étude que nous présentons ici des divers épisodes qui se sont déroulés dans le canton et communauté de Sos durant la période révolutionnaire, nous ferons de fréquents appels aux livres de la commune. Nous estimons que pour bien mettre en relief une époque, il est nécessaire de laisser aux écrits la saveur de l'heure qui les a vus naître. Les lecteurs n'y trouveront pas les reflets des sombres et héroïques tragédies qui ensanglantèrent Paris et quelques villes de France. Celles qui pourtant durent secouer le peuple, la mort de Louis XVI, la victoire de Valmy, la chute des Girondins ou la mort de Robespierre, ne donnèrent lieu à aucun commentaire.

Il semble toutefois que, de bonne heure, le vent de réforme qui soufflait sur la France, se fit également sentir dans cette bourgade perdue aux confins des Landes et de l'Armagnac. De nombreux bourgeois se signent sur les registres d'avant la Révolution avec les trois points caractéristiques des adeptes des loges maçonniques. Ce furent ces francs-maçons qui également fondèrent à Sos un cercle qu'ils dénomèrent « Salle politique ».

Cette Salle politique ne fut pas sans inspirer la défiance. Le 22 septembre 1786, pendant la nuit, un inconnu s'introduisit dans la salle, déchira le tapis d'un billard, brisa quelque meuble, fractura un tronc et emporta l'argent, destiné sans doute à faire de la propagande ou à acheter des livres pour instruire les nouveaux adhérents. Le directeur du cercle, Labeyrie aîné, premier consul, porta plainte à Pierre Garoste, juge criminel du lieu, comme en fait foi un procès-verbal du 23 du même mois.

Pour éviter de nouveaux incidents et mieux poursuivre les coupables, la « Société politique » demanda sa reconnaissance légale, qui lui fut accordée le 6 septembre 1786 par lettre de M. le comte de Fumel, commandant en chef de la Basse-Guyenne et gouverneur du château Trompette à Bordeaux :
«Sur la demande qui nous a été présentée par les officiers
« municipaux et principaux habitants de cette ville..... pour
« l'établissement d'une société politique. Vu l'envie de s'ins-
« truire en corps et d'acquérir une gloire communicative est
« le louable motif de tous les membres de cette société qui, par
« la pureté de ses mœurs et la délicatesse de ses sentiments, ne
« peut que bâtir des prisons aux vices et élever des temples à
« la vertu..... » Voici les noms que nous avons retrouvé des
premiers fondateurs de cette salle politique : MM. Garde, Ro-
ques, Mallet, Bernuska, Boustens, de Vignes, Ducos, Lassalle,
Robert, Traverse, Labeyrie, Dupuy, Comin, Cappes, Duffau,
Depay, Tartas, Dubour, Ferret, Depay, Capgrand aîné, Las-
cabanès, Vignes cadet, Ducruc, Bernié, Larribeau, Laffite,
Descomps, Daliguet. Ils se réunissaient rue Sicart, à la maison
du sieur Bernuska. En 1790, le sieur Fourteau loua la maison
et continua la gérance du club.

Les antirévolutionnaires recommencèrent leurs attaques et menacèrent le propriétaire Bernuska dans sa personne et dans ses biens. Ce dernier fut obligé, pour sa sauvegarde, de porter une plainte au procureur du district de Nérac. En 1792, la société fut dissoute pour être reconstituée sur des bases plus républicaines. En 1793, elle se transforma encore et changea plusieurs fois de local. Après plusieurs épurations, elle devint « Société des Amis de la Constitution » et tint ses assises révolutionnaires dans la maison du ci-devant noble d'Artez, émigré à Coblenz.

En 1792, la commune de Sos comptait 692 habitants, parmi eux il y avait 51 jeunes hommes. A l'appel de la Patrie en danger 47 s'enrôlèrent. Il en resta quatre, deux ajournés pour défaut de taille, un pour myopie, un autre pour phtysie. Il est dit, en effet, le 26 mai 1793, que la communauté de Sos ayant été cotée à 7 hommes sur la levée générale de 300,000 hommes :

« Il ne s'est trouvé que cinq jeunes gens : Raymond Bruilh,
« Jean Besses, Baptiste Capdecomme, Joseph Fourteau, Léon
« Labat, absent de cette ville depuis un mois. Il n'est pas éton-
« nant qu'il y ait un si petit nombre d'hommes. Cette commune
« s'est épuisée des garçons en ce qu'elle a fourni plus de cin-
« quante volontaires pour les armées de la République. Les
« quatre ici présents et qui ne sont pas dans les qualités requi-
« ses, ont demandé d'aller devant l'agent militaire de Nérac
« pour y exposer leurs raisons. »

Avant la division de la France en départements la juridic-
tion de Sos faisait partie de l'élection d'Astarac, chef-lieu Mi-
rande et généralité d'Auch. Son taillable ne comprenait que les
limites de son ancien oppidum avec quelques « terres escar-
tées » que les habitants possédaient dans la paroisse de Saint-
Martin d'Albret et sur le versant de la Gélise Puy-Majou, Ba-
ringlé, la paroisse de Cousian dans la commune actuelle de
Saint-Maure, encore la métairie du Bœuf était-elle bien noble.

La ville proprement dite ne dépassait pas l'enceinte des mu-
railles du moyen-âge avec quelques maisons au milieu des jar-
dins dans le faubourg des « Capots », le long de la Ténarèze.
Elle dessinait un triangle. Au sommet du midi était le château
démantelé sous Louis XIII qui n'était plus qu'un débris de mu-
railles croulantes où, depuis des années, les habitants allaient
s'approvisionner de pierres; au sommet de l'est s'ouvrait la
porte du Mas; entre le château et la Porte du Mas s'ouvrait la
Porte-neuve. Au troisième sommet, à l'ouest, la Porte de
Gueyze dressait encore son ogive à demi ruinée, qu'une déli-
bération municipale du 21 septembre 1791 devait achever de
démolir. Le long du rempart ouest, dans un terrain vague qui
forme actuellement le boulevard Paul Dat, les habitants fai-
saient boire leurs animaux dans une mare d'eau croupissante
« la Gardole », seul reste des anciens fossés.

Deux routes aboutissaient à Sos : du côté de la Lande, au
couchant, la Peyrade de Gueyze. Au levant et au midi, par les
Peyrades de Saint-Martin et de la Fontaine, la Ténarèze tra-
versait le plateau. En sortant de la Porte du Mas, en face, on
avait la promenade du Pitourel, plantée de grands ormeaux, à

gauche le foirail (place Villeneuve-Barjemont). Les diverses rues de la ville convergeaient vers un point unique, centre des affaires et lieu d'habitation des bourgeois, la place du Mouré (place Président-Fallières). Au milieu de la place et l'occupant presque toute, était bâtie l'église, construction romane sans caractère, dominée par une haute tour carrée qui servait de clocher. Adossés à l'église se trouvaient la halle et la boucherie municipale, dont la tuerie des animaux troublait souvent le sacrifice de la sainte messe, ce qui occasionnait des plaintes incessantes de la part de ces messieurs du Chapitre à qui appartenait l'église, les habitants de Sos n'ayant en propriété que l'autel paroissial dédié à S. Saturnin, placé sur la gauche, dans une absidiole. Tout autour de l'église était le cimetière. En bordure de la place, au midi de l'église, une haute construction à trois étages à pans de bois, le Doyenné (mairie actuelle), rappelait, dans sa misère, aux bourgeois de l'endroit, qu'un millier d'années auparavant un évêque d'Auch y avait fondé un Chapitre riche et prospère durant les années de foi et de mysticisme, mais qui ne comptait plus en 1789 que quelques curés desservant les paroisses voisines sous la direction du dernier archiprêtre, M. Joseph Couture, curé de Sos. Trois chapellenies, Saint-Blaise, Cauna, Cinq-Plaies, sises en ville, dépendaient du Chapitre.

Au coin des rues Sicart et Porte-neuve (maison Dumail) était la vieille maison commune qui confrontait au midi au cimetière des protestants alors désaffecté.

Enfin hors des murs, le long de la Ténarèze, sur un terre-plein formé par le mur de terre de l'ancien oppidum Sotiate se tassaient lépreuses et basses un groupe de maisons, ancien refuge de ces hommes traqués et maudits qui, pendant des siècles, vécurent hors de la vie commune, « les Cagots », ces mystérieux malades du moyen âge.

En 1789, le seigneur de Sos était Charles Godeffroy de Latour d'Auvergne, vicomte de Turenne, duc d'Albret et de Château-Thierry, dont l'autorité n'était que nominale. Son représentant à Nérac administrait ses propriétés qui dans le taillable de Sos consistaient dans les ruines du château et quelques

champs autour. Le pouvoir royal, depuis longtemps, était le seul reconnu. L'administration municipale ou jurade se composait de quatre et plus tard de trois consuls élus annuellement en chambre secrète par les consuls en charge de l'avant-dernière année. Ils étaient pris sur une liste de notables. Les consuls-électeurs choisissaient quatre noms et les soumettaient au représentant du duc de Bouillon qui arrêtait définitivement les trois élus. Le premier élu était maire ou premier consul.

La population routinière et illettrée était en général très pauvre. Nous ne saurions mieux en donner une idée qu'en citant deux exemples. Vers 1786, lors d'une réquisition de bœufs et charrettes faite dans le taillable pour transporter de la pierre pour la construction d'une route voisine, il ne se trouva qu'une paire de bouvillons impropres à ce service. En 1793 un seul cheval fut jugé convenable au service des armées. Dans ces temps où faute de routes les populations urbaines étaient quelque peu isolées, les habitants devaient se suffire à eux-mêmes pour beaucoup de leurs besoins immédiats. Il y avait, à Sos, une grande diversité d'artisans, mais la majeure partie travaillait la terre au compte d'un bourgeois, notable plus aisé sachant lire et écrire, répartir les impôts ou soutenir un procès. A Sos, les bourgeois, au nombre d'une douzaine, se transmettaient les fonctions publiques. On comptait en outre deux notaires, un médecin, des officiers de santé, un apothicaire, un régent nommé par le Chapitre et payé à moitié par lui et par la jurade. Les cabaretiers étaient les plus nombreux.

La cité de Sos, placée sur la ligne de démarcation de pays à productions différentes, d'une part le pays landais, d'autre part les pays riches et gras de la Garonne, et les plateaux à blé et à vin de l'Eauzan et du Condomois fut, de temps immémorial, un lieu de prédilection pour les échanges. Des foires importantes, un marché tous les mardis amenaient dans ce vieux centre une foule de personnes et de marchands étrangers. Ces étrangers, ces marchands venus des villes, ces colporteurs de livres souffraient du marasme grandissant et des abus intolérables de ces fins de monarchie. Par leurs métiers ils étaient habitués à parler en plein air, c'était à leur façon de petits ora-

teurs. Le soir, avant d'aller reposer dans les auberges où ils étaient descendus, ils racontaient aux habitants rassemblés autour de la chopine de picpoult les progrès de l'Idée nouvelle. A mon avis, ce furent ces marchands, plus que toutes les salles politiques à clientèle fermée, qui dans nos bourgades lointaines se firent, parmi les masses, les pionniers et les vulgarisateurs des Idées de l'*Emile* et du *Contrat social*.

CHAPITRE I^{er}

Premiers officiers municipaux. — Organisation de la Garde Nationale. — Garde Nationale de femmes. — Premières escarmouches entre les Constitutionnels et le Chapitre.

Il ne nous a pas été permis de trouver des documents sur les premiers mois de la Révolution. Les délibérations communales ne commencent qu'au mois de mai 1790, alors que la municipalité nouvelle est en fonctions. Ce sont Messieurs Castillon, maire, Concaré, Laborde, Ducruc, officiers municipaux, qui remplacent les anciens consuls, sous le contrôle de M. Louis Descudé, procureur de la commune, directement chargé par l'Assemblée Nationale de faire exécuter les décrets et surveiller la municipalité (septembre 1790).

Dans l'enthousiasme des derniers mois de l'année 1789, et pour mieux défendre les gages de la liberté naissante, à Sos comme dans toutes les villes du royaume, on avait fondé une garde nationale. Cette garde nationale avait groupé indistinctement tous les partis et toutes les castes, tant les revendications des plus avancés se conciliaient encore avec les idées des plus conservateurs. Dès les premiers mois de 1790, il y eut une première fêlure. Quelques officiers de la Garde nationale, ne se sentant plus en communion d'idée avec la masse de la milice bourgeoise, donnèrent leur démission. Ceux qui restèrent nommèrent pour les remplacer le chevalier de la Salle, lieutenant-colonel, le chevalier de la Chapelle, commandant (mai 1790).

La défection de ces officiers et leur remplacement n'avaient pas eu lieu sans causer de l'émoi et faire discourir les langues. Une fièvre patriotique ranima-t-elle les citoyens, ou, au contraire, montrèrent-ils une certaine hésitation à suivre les partisans de la Révolution ? Le résultat fut l'inverse de ce que les dissidents avaient escompté. Les femmes de la ville se réunirent et se portèrent en masse à la maison commune. Au sujet de cet épisode, nous devons citer le curieux procès-verbal de la municipalité du 27 juin 1790.

« La municipalité étant assemblée sous la présidence de
« M. Castillon, maire, a été dit que la majeure partie des fem-
« mes de cette ville désirant s'enrégimenter, en conséquence
« elles se sont rendues à l'Hôtel de Ville pour y prêter leur
« serment civique, a quoi obtempérant vu le désir ardent du
« service de ces dames, leur a été donné acte de leur incorpo-
« ration. Elles ont l'une après l'autre promis et juré d'être
« fidèles au roy et à la nation, ayant au surplus promis de
« maintenir de tout leur pouvoir la constitution nouvelle jus-
« que à la dernière goutte de leur sang. La troupe des fem-
« mes se porte au nombre de soixante, dont : Madame la ba-
« ronne Saint-Simon, colonelle-commandante; Madame La
« Chapelle, lieutenant-colonelle; Madame Laborde, major;
« Rose Tasta, capitaine des grenadiers; Marie Ducouso, ca-
« pitaine en second des grenadiers; Marguerite Laspeyres,
« lieutenant en premier; Simonne Laffite, lieutenant en
« second. »

Nous avons dit précédemment qu'à la tête du clergé Sotiate se trouvait M. Joseph Couture, archiprêtre de la paroisse. D'après ce qui nous a été permis de recueillir, nous croyons savoir que ce prêtre, dans ce siècle d'effervescence, était resté imbu des anciennes idées sur l'absolutisme du pouvoir royal et jaloux des prérogatives de sa caste. Les consuls avaient eu autrefois maille à partir avec lui pour des questions qui, aujourd'hui, nous paraîtraient puériles : Distribution du pain béni à la messe; droit de porter le dais pour les processions. Il avait même fallu, pour ces questions de préséances, soutenir

des procès devant le parlement de Toulouse (1). Ces procédés lui avaient aliéné les sympathies de la majeure partie de la population. Les changements qui depuis 1789 s'étaient opérés dans la machine gouvernementale, les airs d'émancipation que prenaient ses ouailles n'avait fait que courroucer son caractère. Aussi lorsque le Procureur de la commune lui demanda de lire, au prône de la messe de la paroisse, les décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi, « notamment celui qui fixe l'existence du clergé en date du 12 juillet ». Il refusa « sous prétexte qu'il ne voulait pas lire un décret tout rempli d'hérésies ». Le Procureur n'insista pas. Ce fut le maire qui s'insurgea en dressant procès-verbal au Procureur de la commune « pour venger les lois de la négligence du sieur Descudé « que le public pourrait accuser de connivence avec le dit « curé. » En attendant la décision du Directoire de Lot-et-Garonne, l'Assemblée communale raya le sieur Couture des listes des citoyens actifs et lui fit défense de se présenter à aucune assemblée de la commune. (16 novembre 1790.)

L'abbé Couture, à son tour, réclama auprès du directoire qui, par un arrêt du 22 décembre 1790, « le déboute de sa demande. On lui rappelle en outre que tout autre titre ecclésiastique que ceux d'évêque, curé, vicaire, sont dorénavant abolis par la nouvelle constitution civile du clergé. Le titre d'archiprêtre est anticonstitutionnel. »

Au mois de décembre de la même année devait avoir lieu le renouvellement de la municipalité. Ces élections, survenant après l'arrêt du Directoire de Lot-et-Garonne, furent particulièrement orageuses. Les citoyens de la commune étaient partagés en deux partis. Les plus nombreux s'appuyaient sur le maire, M. Castillon et les officiers municipaux en charge, c'était le parti de la Révolution. L'autre semblait avoir les sympathies du Procureur de la commune, homme probe mais timoré, ou peut-être malgré lui se servait-il de son nom et de sa fonction pour arriver au pouvoir. Selon la loi, huit jours avant

(1) Pour payer les frais du dernier la Jurade avait dû emprunter une somme de 1.000 livres.

les élections, on devait choisir un citoyen pour expliquer aux autres le motif de l'élection et la façon d'y procéder. Il semble que l'arrêté du département de Lot-et-Garonne fut interprété et par la municipalité et par le procureur de la commune, chacun suivant ses intérêts. La municipalité nomma donc une sorte de « Speaker », le Procureur en nomma un autre. Les élections eurent lieu le 14 novembre, elles furent orageuses et illégales, le directoire du département les annula.

« Vu la délibération prise par 44 citoyens actifs sous les
« auspices de M. Castillon, maire, et Descudé, procureur de la
« commune, et vu les excès graves et les violences outrées qui
« ont mis la ville et plusieurs citoyens en danger, les auteurs
« et instigateurs de ces troubles seront traduits devant les tri-
« bunaux compétents..... L'Assemblée sera convoquée à nou-
« veau le dimanche 5 décembre 1790. Les citoyens Auricoste
« et Daurière, du Conseil du Département, seront délégués
« pour les présider. Deux brigades de maréchaussées seront
« requises pour assurer l'ordre avec pouvoir aux commissaires
« de convoquer les gardes nationales qu'ils jugeront néces-
« saires. »

Le maire de Sos, pour se conformer aux ordres du Directoire, fit apposer une affiche convoquant les électeurs actifs pour le 5 décembre, le procureur de la commune la fit déchirer.

CHAPITRE II

Année 1791. — Elections dans le canton de Sos. — La question religieuse (suite)
— Question de subsistances.

Si à Sos ville l'élection put avoir lieu grâce à la présence des délégués du Directoire et de la maréchaussée, il n'en fut pas de même dans le canton de Sos. Sos, depuis la nouvelle division administrative, était chef-lieu de canton de Lot-et-Garonne. Les communes de Gueyze, Saint-Pé, Sainte-Maure, Saint-Martin d'Albret, Meylan, Levèze, Saint-Pau en dépen-

daient. Ces diverses communes avaient été fournies par les anciennes paroisses ou annexes de Gajo, Sainte-Maure de Peyriac, Louspeyroux, Saint-Etienne du Puy, Couzian en Sainte-Maure; — Saint-Pé de l'Homme-Mort et Saint-Simon en Saint-Pé; — Meylan, Saint-Pau, Crambeil en Meylan; — Gueyze, Saint-Georges, Saint-Laurent en Gueyze. Ce fut au chef-lieu que se réunirent les citoyens actifs pour élire leur municipalité, le juge de paix du canton et ses assesseurs. Sos, où les Constitutionnels dominaient, était entouré de communes où les partisans d'un ordre de chose plus modéré avaient encore la majorité, soit que les notables ou propriétaires commençassent à être inquiets des progrès de la Révolution, soit que l'influence du clergé, particulièrement de l'abbé Couture qui continuait à s'agiter dans la coulisse, fut plus sensible chez les populations rurales.

Avant de procéder à l'élection, un citoyen nommé par le maire de Sos devait expliquer aux foules du canton ce qu'on attendait d'elles.

Le jour même, les anti-constitutionnels envahirent la salle du vote (l'église). L'abbé Couture, qui dans ce lieu se trouvait chez lui, quoique rayé des listes de citoyens actifs s'assit à la présidence, entouré de ses partisans. Ce bureau provisoire fit procéder à l'élection du président et des assesseurs qui devaient présider à l'élection. Pour avoir la majorité dans cette élection les anti-constitutionnels rayèrent vingt-six citoyens donnant comme prétexte une raison à teinte légale, « que les citoyens rayés n'assistaient pas aux réunions de la garde nationale ». En réalité ces vingt-six étaient les ennemis politiques de l'abbé Couture.

Devant ce coup de force l'autre parti se fit violent et toute une cabale de bruits et de horions commença. On mit trois jours pour élire le président et il ne fallut pas moins de dix tours de scrutin pour les assesseurs. Des élections commencées dans de telles conditions ne pouvaient être bien légales. Le Directoire de Lot-et-Garonne les annula et décréta que « vingt cavaliers du Royal-Pologne, casernés à Nérac, la maréchaussée de cette ville et celle de Castel-jaloux, vingt-cinq maîtres

« casernés à Agen se rendraient à Sos durant le temps des
« élections aux frais de la ville. » Cet acte d'énergie intimida
les anti-constitutionnels qui, en outre, par leur situation, du-
rent supporter une partie des dépenses de la troupe et la nour-
riture des chevaux. Aussi, voyons-nous que le 28 janvier 1790
« Monsieur Joseph Couture se rendit au greffe de la munici-
« palité pour déclarer qu'il est dans l'intention de prêter le ser-
« ment auquel il est assujetti comme fonctionnaire public par
« l'article 1^{er} du décret du 27 novembre 1790. Le serment fut
« prêté le dimanche suivant, 30 janvier, à l'issue de la messe,
« devant la réunion des fidèles et en présence des corps admi-
« nistratifs. Il y jura de veiller avec soin sur les fidèles de la
« paroisse, qui lui sont confiés, d'être fidèle à la nation, à la loi
« et au roi; de maintenir de tout son pouvoir la constitution
« décrétée par l'Assemblée nationale. »

Les nouvelles élections eurent lieu dans le calme, grâce à la
présence de la force armée. Il semble toutefois qu'elles ne ré-
pondirent pas intégralement à l'attente des Révolutionnaires.
M. Courtade de Salis, seigneur de Gajo et royaliste militant,
fut nommé juge de paix. Par vengeance, pendant la nuit, on
suspendit à sa maison de Sos six figures de paille. « La plus
« grande était couverte d'une étoffe noire de ras-de-castor qui
« nous a paru être une soutane, avec un chapeau à haute cou-
« pe surmonté d'un panache en plumes de coq, une cocarde
« blanche attachée au chapeau et à la main un livre déchiré. »
Les autres étaient habillés en enfant de chœur. « Cette masca-
« rade, indifférente en d'autres temps, parut à la municipalité
« devoir tirer à grande conséquence à cause d'une malheu-
« reuse division qui règne dans la présente ville. » Deux ans
plus tard, M. Courtade de Salis était emprisonné à Condom
comme suspect et ses biens mis sous séquestre.

Sos, avons-nous vu, avait été placé en Lot-et-Garonne. Ses
habitants, qui depuis des siècles, avaient administrativement
pris l'habitude de dépendre du Gers par Auch et Mirande, de-
mandèrent au directoire du département de les laisser changer
de district, Condom au lieu de Nérac. La raison invoquée est
assez curieuse : Portant pour raison qu'il est très désagréable

pour eux de traverser une grande rivière (la Garonne) qu'ils redoutent. » Les habitants des nouvelles communes créées, suivant l'exemple du chef-lieu de canton, pétitionnèrent en haut lieu, pour faire modifier les limites communales fixées. L'Assemblée communale de Sos pressentie, eut la sagesse de répondre aux commissaires du district de Nérac : « Cette pétition
« présente elle-même un tort infini et une injure atroce qui
« doit être mise au rang du mépris. On donnera raison à la
« commune de S^{te}-Maure lorsqu'elle demande d'être unie à
« Gajo, Saint-Etienne, Dupuy, Couzian et petit Gueyze. Il se-
« rait bien malheureux pour eux qu'une intrusion forcée dé-
« truisît l'harmonie qui constitue leur prétendu bonheur. Qua-
« tre ou cinq inquiets et jaloux nous déchirent, vexent leurs
« concitoyens les plus honnêtes et bouleversent tout le canton,
« le privent du gage précieux de son ange tutélaire et tiennent
« tout dans une inertie dont la veuve et l'orphelin et tant d'au-
« tres misérables sont victimes... »

La querelle religieuse qui, semble-t-il, aurait dû finir après le serment prêté par l'abbé Couture en janvier 1791, recommença en avril de la même année après la saisie des biens appartenant à l'ancien Chapitre et leur vente publique qui eut lieu à Nérac à la fin de mars. Tout fut vendu à l'exception de la chapellenie des Cinq-Plaies (Quinqueplagis, jugée trop peu décente pour loger un curé), qui tombait en ruine.

L'abbé Couture, privé de tout logement, demanda 150 livres à la municipalité pour le défrayer de son loyer. Cette dernière ne voulut lui allouer que 60 livres. Répondant du tac au tac, l'abbé Couture refusa à nouveau de lire les décrets de l'Assemblée nationale et quitta Sos.

La fête de la Saint-Louis (25 août), qui est la fête de la ville, approchait. Les habitants, qui de temps immémorial célébraient ce jour par des réjouissances sacrées et profanes, eurent peur pour leur tradition. La municipalité, se faisant l'écho de leurs doléances « et craignant les mêmes refus de faire les
« exercices du jour des respectables ministres du ci-devant
« Chapitre », arrêta : « Les litanies de la Vierge seront chan-
« tées le soir à 7 heures et le lendemain la messe sera célébrée

« à l'heure ordinaire de 10 heures et les vêpres à 3 heures au
« chœur du ci-devant chapitre. A cette heure il sera mis une
« garde devant la chapelle. M. le commandant de la garde sera
« prié de rassembler sa troupe et lui donner des ordres pour
« accompagner la procession du matin et se rendre à la bène-
« diction du soir avec les armes et accoustrements dont chacun
« pourra être muni (24 août 1791). »

La municipalité espérait qu'à défaut de l'abbé Couture, quelque ancien membre du Chapitre, résidant à Sos, le remplacerait. Mais aucun n'osa enfreindre la défense que l'archiprêtre leur avait faite d'occuper en l'absence du titulaire le titre et la fonction de curé de Sos. Les habitants n'eurent pas leur fête. Mais ce qui était plus grave, n'ayant plus les secours de la religion aux manifestations habituelles de la vie, ils commencèrent à murmurer. Tout voisin de Sos, à 1 kilomètre, dans la commune de Gueyze, il y avait comme desservant un certain abbé Duroy (1). Depuis de longues années il n'habitait plus sa paroisse, il était venu se fixer à Sos, dans la rue de Gueyze (armurerie Roziès). Puis, petit à petit, il avait même négligé ses ouailles au point de ne pas aller célébrer les offices les jours de ces grandes fêtes populaires, Pâques, Toussaint, Noël. C'est en vain que ses paroissiens avaient porté plainte. Son caractère, ses façons cavalières de traiter les gens lui avaient aliéné une partie de la population. Ce fut cet homme que les règles de la discipline et les scrupules de sa conscience n'embarrassaient pas, qui intrigua pour être curé de Sos. Cette candidature fut vue d'un mauvais œil par tous, ennemis et partisans de l'abbé Couture. La municipalité même, qui voyait poindre un nouveau sujet de discorde entre les habitants, ne montra aucun zèle à la favoriser. Elle préférerait une église sans curé à un curé qui n'était bien vu de personne. Le curé Duroy et ses rares partisans ayant conscience du refus où ils allaient s'exposer en demandant officiellement la cure de Sos à la municipalité, préférèrent s'adresser directement au directoire du district de

(1) C'était un homme actif, énergique, et que nous appellerions aujourd'hui un arriviste.

Nérac ou plutôt au citoyen Mellac, procureur syndic du district, qu'ils savaient être leur homme. Le citoyen Mellac, de son propre chef, écrivit à la municipalité d'avoir à mettre l'église de Sos à la disposition de l'abbé Duroy.

Les officiers de Sos répondirent au directoire : « Si l'abbé
« avait adressé la demande à la municipalité, cette dernière
« aurait employé tout son zèle, mais sans doute le lui aurait
« refusé. Elle lui aurait dit : « Monsieur le curé, la loi veut et
« vous ordonne de résider dans votre paroisse, pour y être plus
« à portée d'administrer à vos paroissiens les secours qu'ils
« ont droit d'attendre de vous. Elle lui aurait dit que les fré-
« quents débordements de la rivière de la Gueyze séparant sa
« paroisse d'avec la nôtre, l'empêchait de s'y rendre la plus
« part du temps (1). Elle lui aurait dit qu'il lui était facile de s'y
« procurer un logement aussi commode que ceux qui ont logé
« pendant nombre d'années les autres curés, ses prédéces-
« seurs. Elle lui aurait dit que ses ouailles disent : Venez,
« venez, pasteur, habiter parmi nous pour y être plus à portée
« de nous secourir dans nos besoins spirituels dont votre rési-
« dence à Sos nous prive depuis longtemps.

« Elle lui aurait dit : partez, écoutez les cris de vos paroissiens et des moribonds sans secours et évacuez promptement
« une ville où le peuple vous accuse depuis longtemps d'avoir
« jeté le ferment de la discorde.

« Voilà ce que nous eussions dit et ce qu'eût dû dire le directoire s'il n'avait pas été aussi partial et s'il avait voulu faire
« exécuter les lois, et s'il écoutait davantage nos réclamations
« quand nous lui demandons le curé constitutionnel qui doit
« nous être donné, au lieu de faire vendre les trois maisons
« dont une avait été réclamée par nos députés pour servir de
« presbytère. »

A la suite de cette lettre, le curé Duroy se fit mielleux. Il voulait d'abord rentrer dans la place. Il alla trouver la municipa-

(1) La rivière de Queyze est un petit ruisseau que l'on peut traverser sur une planche. D'ailleurs, un pont en pierre permettait le passage à pied sec durant toute l'année, d'une commune à l'autre.

lité et promit que, si dix personnes, voire même une, venaient à protester lorsqu'il dirait la messe, il se retirerait sur le champ. Pour ne pas prolonger le conflit, la municipalité céda et lui donna les ornements nécessaires aux cérémonies du culte. Le matin de sa première messe les fidèles qui se trouvaient dans l'église se retirèrent, un seul clerc resta avec le curé qui, malgré sa promesse, continua à officier. Dans la soirée, trois citoyens furent trouver le maire et « l'assurèrent que par respect pour
« les lois ils n'avaient pas fait de scandale, mais que si l'abbé
« Duroy mettait à nouveau les pieds dans l'église, ils l'en arracherait ». A la suite de cette démarche, la municipalité arrêta : « Que défense est faite au curé Duroy de célébrer la
« messe, même avec les ornements du culte étrangers à la paroisse et ce jusques à ce que par sa conduite future il ait fait
« oublier les griefs qu'on avait contre lui ».

Avec toutes ces divisions d'ordre politique ou religieux, la municipalité de Sos et celles du canton, ne voyaient pas sans effroi le spectre d'une autre calamité surgir, des sillons vides de récolte. Nous voulons parler de la question des approvisionnements et des subsistances. Je crois que nos historiens locaux ont souvent passé un peu trop sous silence cette question primordiale qui, en bien des endroits, à commencer par Paris, fut le point de départ des mouvements révolutionnaires et des excès de la populace. J'ai glané tout ce que j'ai pu sur ce sujet, et nous verrons dans les chapitres qui vont suivre combien nos pères eurent fort à faire dans les années 1792, 1793, 1794 pour ne pas mourir de faim.

Il y avait longtemps que la terre était délaissée. Les récoltes, d'années en années, étaient plus maigres et les champs plus stériles. Pourquoi ? ou pour qui ? aurait-on travaillé. Quand ce n'était pas les gelées et les grêles qui enlevaient les fruits, c'était le fisc toujours plus exigeant. Le paysan faisait produire pour vivre lui et sa famille. Aussi plus d'approvisionnements dans les granges, peu de blé pour les boulangers. La Révolution, en supprimant les barrières intérieures qui arrêtaient le commerce des grains, alors que les grains étaient peu abondants, permit à toute espèce de gens, sans scrupules pourvu qu'ils gagnas-

sent de l'argent, de silloner les routes et d'arrêter les charettes qui se rendaient aux marchés. Les grains étaient achetés souvent à un cours fictif et payés comptant. Cette dernière clause engageait les paysans à vendre, plutôt que les porter à la ville, où peut-être on ne les payait pas de suite. Les accapareurs les transportaient ensuite dans les villes, dans des greniers pour les revendre aux habitants à un prix plus élevé.

Dès le 31 mars 1791, la municipalité de Sos fut obligée de rendre un arrêté contre ces marchands étrangers qui arrêtaient les grains que l'on portait au marché : « Les revendeurs ne
« pourront acheter les grains avant qu'ils soient exposés et
« les habitants approvisionnés ; les revendeurs ne pourront
« acheter avant 3 heures du soir et les étrangers avant midi. »
Elle imposa aux boulangers les prix suivants :

Pain choine : 3 sous 3 deniers la livre ;

Pain en cô : 2 sous 9 deniers la livre.

Le prix du blé étant de :

Blé 1^{re} qualité, 16 livres le sac ;

Blé 2^{me} qualité, 15 livres le sac.

Les boulangers furent obligés de mettre au pain leur marque particulière (mars-3 juillet 1791).

Dans la même année 1791, la municipalité vit son procureur de la commune, Louis Descudé, remplacé par le citoyen Louis Laborde, d'idées plus avancées que le précédent. Au mois d'avril (22 avril), apprenant la mort « d'un des héros de la liberté française, Monsieur Riquetti Mirabeau », survenue à Paris le 2 avril, elle se réunit en assemblée extraordinaire et décida « que le conseil de la commune prendrait le deuil pendant huit jours, et après l'installation de l'évêque et du clergé constitutionnel de ce département, il serait célébré un service solennel dans l'église de cette paroisse pour le repos de l'âme du sieur Riquetti Mirabeau ».

Elle fut également appelée à délibérer sur l'organisation qui serait la plus convenable pour assurer le service du culte dans le canton, et la meilleure marché pour l'Etat. Le plan qu'elle

proposa est celui qui est en vigueur à notre époque : « Sos est
« le centre du canton, la paroisse la plus éloignée est à une
« lieue. Jusques en 1735 quatre prêtres vicaires desservirent
« ces paroisses, plus Sainte-Meille, Herré, Lussolle, Tavernes
« (Landes), distantes de 3, 4, 5 lieues. Cependant les mori-
« bonds et les bien portants ne manquaient pas de spirituel.
« Actuellement le canton étant plus d'un tiers plus petit, un
« curé, résidant à Sos et à qui à la rigueur on pourrait donner
« un vicaire, desservirait les paroisses de Gueyze, Saint-Mar-
« tin d'Albret (1), Leveze. Un vicaire à Meylan desservirait
« Meylan, le Parsan de St-Laurent, St-Georges, St-Pau (2);
« un troisième vicaire desservirait St-Pé, St-Simon, Le Haut-
« Gueyze; un quatrième, résidant à Ste-Maure, desservirait
« Ste-Maure, Gajo, St-Etienne du Puy, Couzian (3). Si l'on
« préférerait le plan tracé par certains, il faudrait quatre curés
« et un vicaire à Sos et cela coûterait 5500 livres, tandis que le
« plan ci-dessus ne coûte que 4000 livres. La Nation y gagnera
« 1500 livres et le public davantage, puisque les vicaires
« seront surveillés par un curé... »

DUFFAU.

(A suivre.)

(1) Saint-Martin d'Albret est démolie, Gueyze désaffectée.

(2) Ces trois annexes n'existent plus. Saint-Laurent, Saint-Georges sont démolies. L'église des Templiers de Saint-Pau a été transformée en étable à brebis par le propriétaire actuel de Saint-Pau.

(3) Gajo. Saint-Etienne-du-Puy, Couzian sont démolies.

LE MAS-D'AGENAIS

ET SES RELATIONS AVEC L'AMÉRIQUE AU XVIII^e SIÈCLE

Les quelques documents que nous avons recueillis ne prouvent pas que les relations de notre contrée avec les « Isles d'Amérique », comme on disait alors, soient des faits isolés, dus à de simples circonstances, à des cas fortuits. Mais en cherchant dans les minutes des notaires du pays et dans les papiers de bien de familles, on pourrait, croyons-nous, découvrir que notre région, en dehors du centre important de Bordeaux, et sans passer par les intermédiaires de cette place, devait avoir des relations d'affaires pour écouler directement ses vins dans nos colonies : la Martinique, aujourd'hui ruinée, Saint-Domingue que nous avons perdu à la Révolution.

Cela devait tenir à l'émigration de gens du pays, à Bordeaux, pour faire du commerce, à leurs rapports avec l'étranger, aux capitaines de navires-marchands originaires du Mas ou des environs qui avaient pu nouer des relations personnelles en Amérique, et faciliter ainsi notre exportation. Le Mas avait une assez forte batellerie, pépinière de marins pour la marine royale. Elle descendait à Bordeaux aussi fréquemment que le lui permettaient les eaux ; et la fréquentation des marins étrangers avait pu éveiller l'imagination de nos populations que l'amour du gain, l'attrait de l'inconnu et peut-être aussi une vie de mœurs faciles attiraient vers les plantations. Nos familles bourgeoises comptaient plusieurs de leurs représentants parmi les capitaines de navires.

Bien que nos documents ne remontent qu'à 1729, cela ne veut point dire que les rapports ne dussent dater que de cette époque ; car les relations d'affaires demandent une certaine préparation et les débouchés ne sont souvent que le résultat de longs et laborieux efforts. C'est ce qui avait dû arriver. C'est là un nou-

vel aperçu sur nos populations qu'on croyait vouées encore à cette époque à la glèbe natale, à l'étroit horizon du village ancestral. A la date du 7 février 1729, Jacques Sazy, chirurgien, se disposait à partir pour un voyage de long cours aux « îles de Saint-Domingue »; « en cas de mort, il lègue l'usufruit des biens, dont il ne pourra jouir à cause de son absence, à son père Joseph Sazy, sergent royal, au Mas, et à sa mère Marie Dubourg, et la propriété à son frère Jean Sazy ».

Etait-ce pour se livrer à l'exploitation de la canne à sucre ou bien pour exercer son art que le 3 décembre 1733, Jean Monlon, autre chirurgien du Mas, réglait aussi ses affaires avant son départ? Car dans une procuration qu'il laissait, il était dit que « sur le point de faire un voyage de long cours dans les « *Isles d'Amérique* », afin d'éviter des difficultés à l'occasion d'une maison, au Mas, venant de ses père et mère, indivise entre cinq enfants, il nommait pour le représenter sa sœur Jeanne Monlon, ladite maison ne pouvant être divisée en cinq parties...

Plus tard, en 1750, nous trouvons encore le nom d'un autre chirurgien du Mas, Gaston Boissières, chirurgien-major sur un navire marchand.

Des exportations de vin avaient lieu, un négociant du Mas, Pierre Verdier, dont nous aurons à parler dans d'autres études, expédiait, le 30 juin 1739, par l'intermédiaire des sieurs Roque, Joffre et Goudal, de Bordeaux, sur le navire le « Foudroyant », capitaine Guillaume Copenger, trois tonneaux de vin à un sieur Ducasse (un nom de nos pays), négociant au « Cap », qui lui en avait accusé la vente par une lettre datée du « Cul de Sac Marin-Martinique », le 10 février 1740, à raison de 80 livres la barrique, par la lettre qui suit, dont nous respectons l'orthographe :

« Monsieur,

« J'ai reçu les trois tonneaux de vin que vous avés adressé à
« Roques, Joffre et Goudal par le navire le foudroyant, capi-
« taine Copenger. J'aurès bien souhaité que led. vin eut passé
« dans le navire ou je mambarquai qui est à M^r Roque, Joffre

« et Goudal, parce qu'il aurait été mieux vandu, il s'en est
« trouvé deux barriques de coullage et j'ai été obligé de le van-
« dre par la grande cantité qu'il y avait dans ce pays lorsqu'il
« arriva et pour avoir esté mal conditionné, à 80 livres la bar-
« rique, je lai meme vandu payable an moi. D'abord que j'aures
« reçu le payement j'aures soin de vous en faire la remise à
« l'adresse de M^r Roque, Joffre et Goudal ; je fus bien morti-
« fié que l'occurance se soit trouvé si mauvaise. Je vous offre
« toujours mes services et suis sincèrement, etc. Signé : Du-
« casse. »

Cette lettre nous révèle la grande quantité de vins exportés, et, par suite, la difficulté de l'écoulement; et aussi le mauvais conditionnement de l'expédition. Cette affaire, dont les suites durent être laborieuses et durèrent des années, était encore en souffrance en 1752, car le 28 mars de cette même année Pierre Verdier constituait pour procureur le sieur Réau, capitaine de navire, pour retirer du sieur Ducasse le montant de cette vente qui avait été si peu fructueuse pour lui.

M^e Jean-Baptiste Valentin de Lorman, juge royal du Mas, par son contrat de mariage (19 janvier 1752) avec Elisabeth Cantinolle, de Gontaud, sa future épouse, fille de feu Gérard Cantinolle, négociant à la Martinique, et de Thérèse Bizouart, recevait des maisons à Bordeaux « plus les marchandises que
« Thérèse Bizouart a portées en France de la succession de son
« mari, les effets qu'elle a laissés en Amérique ». Le tout pouvait être évalué 20.000 livres. Et le 15 mars 1755, M. de Lorman constituait un procureur pour se présenter chez un M. Vaissières, négociant à Sainte-Luce « *ile de l'Amérique* » pour retirer de lui les loyers d'une maison et dépendances qu'il tenait à titre de ferme depuis 6 ans, appartenant à l'hérédité de feu Cantinolle, pour passer un nouveau bail, ou même la vendre et faire en outre des recherches à qui il appartiendra de la succession échue à la dame Cantinolle, son épouse, par le décès du sieur Rouliès, son cousin-germain, et en faire la liquidation....

Pendant toute la durée de l'établissement des Frères, au Mas, on pouvait voir dans leur parloir le beau portrait de M. J.B.

Valentin de Lorman, à l'énorme perruque poudrée et vêtu de sa robe rouge de juge. Ce tableau a fait retour à la famille.

La fortune l'ayant sans doute quelque peu favorisé et atteint de maladie, Guillaume Tamagnan, maître chirurgien, fils d'un marchand du Mas, Bernard Tamagnan, décédait, à l'âge de 45 ans, au Port-au-Prince, « île et côte Saint-Domingue » ; par son testament daté du 14 juillet 1757, « veut qu'il soit distribué, par ses héritiers, à des pauvres honteux en France, 300 livres. » Il léguait ses hardes, son linge à Barthélemy Charbels, raffineur, sur l'habitation du sieur Truillier, au Lamantin, etc.

Il est une partie très suggestive de ce testament qui nous donne un léger aperçu de ce qu'était autrefois cette marchandise humaine, hélas ! dont on trafiquait comme d'un vulgaire bétail, auquel on n'apportait que juste les soins indispensables pour n'en pas diminuer la valeur.

Guillaume Tamagnan « ordonne que la nommée Françoise Négrite, créole, son esclave, demeure invendue ès-mains de son exécuteur testamentaire pour être changée, s'il est possible, pour la nommée Jeanne Françoise, mulâtresse, âgée actuellement de 2 ans environ, fille de la nommée Marie-Thérèse Résolue, servante de M. Aubry, au Cul-de-Sac; et dans le cas où cet échange ne pourrait avoir lieu, il ordonne que Françoise soit vendue par son exécuteur testamentaire pour du prix d'icelle ladite Jeanne Françoise, mulâtresse, achetée du sieur son maître; et dans le cas où le prix de lad. Négrite ne serait pas suffisant, il entend que le surplus soit pris par son exécuteur testamentaire sur sa succession. Il ordonne que lad. Jeanne-Françoise soit libre le plus tôt qu'il se pourra ; et supplie M^{rs} les général et intendant de la colonie de confirmer lad. liberté par lettres d'affranchissement pour, par elle, en jouir sans troubles quelconques.... »

Il laissait 6.000 livres à ses parents maternels, et le surplus de ses biens à Marguerite Lacourrège, au Mas-d'Agenais, et à Anne Lacourrège, femme Lafargue. Il nommait pour son exécuteur testamentaire Jacques Chamois, négociant au Port-au-Prince, etc., etc.

Le 18 septembre 1761, Armand Lafargue, originaire de Cau-

mont et négociant à Bordeaux, quai des Chartrons, chargeait le sieur Laguey, capitaine, commandant le navire le « Gascon » de Bordeaux, de recevoir de M. Roudié, négociant, à la Martinique, le montant de 14 barriques de vin muscat qu'il avait expédié à un sieur Briol, le 11 juin 1756, décédé depuis et dont M. Roudié paraissait avoir pris la suite d'affaires.

Un tonnelier du Mas, Bernard Viguerie, étant sur le point de partir pour les « îles d'Amérique » constituait, le 23 octobre 1769, son frère pour procureur auquel il donnait tous pouvoirs pour régir, vendre ses biens, etc., etc.

La veuve de Laurent Blanchet, ancien négociant à Bordeaux, Jeanne Guilhem, demeurant au Mas, donnait ses pouvoirs par devant M^e Delivre, notaire royal au Mas, le 19 juillet 1777, pour faire la recherche des biens délaissés par Pierre Blanchet, son fils aîné, décédé aux « îles d'Amérique de France, quartier de la Guadeloupe », etc., etc.; et ceux délaissés aussi par feu Guillaume Blanchet, son fils cadet, capitaine de navire, décédé audit lieu de la Guadeloupe, au Port-à-Pitre, etc., etc.

La famille Canihac, si connue autrefois et qui avait donné plusieurs prêtres à notre clergé, avant la Révolution, dont Raymond Marcellin Canihac, chanoine du chapitre Saint-Vincent et archiprêtre du Mas de 1808 à 1817, qui mourut archiprêtre de la cathédrale St-Caprais, d'Agen, le 3 septembre 1817, et Pierre Mizaël Canihac, ancien curé de St-Martin, qui succéda à son frère comme curé archiprêtre du Mas (1817-1831) et laissa une réputation légendaire, pour sa naïveté, avait un de ses fils, leur frère, Jean Hyacinthe Canihac en Amérique; car dans un partage de biens de famille, nous apprenons qu'il résidait à l'île St-Domingue, quartier de Grande-Rivière (28 octobre 1781). Cette famille s'allia à la famille Holagray et quitta le Mas pour aller s'établir à Bordeaux, où son nom fut donné à une rue de cette ville. Au Mas elle était alliée à la famille Dupouy, par le mariage de Jeanne Polixène Canihac avec Raymond Dupouy. Cette famille est encore représentée au Mas par M^{lle} Marceline Dupouy.

Nous recueillons maintenant une pièce fort intéressante qui nous transporte sur le continent américain, pendant la période

de la guerre de l'Indépendance, où les Etats de l'Union secouaient le joug de la mère patrie, l'Angleterre, qui voulait leur imposer certains droits (1775-1783). Notre patrie, toujours généreuse, armait des vaisseaux et envoyait des volontaires se ranger sous les ordres de Rochambeau et de La Fayette qui allaient s'illustrer au service de la liberté sur le nouveau continent et seconder Washington. Cet événement eut un grand retentissement en France où de nouvelles idées se faisaient jour.

Les regards devaient se porter alors sur les Etats de l'Union et faire délaissier nos colonies, car le 8 octobre 1781, les sieurs Jacques Liaubon et Benoit David, bourgeois de Gontaud, constituaient pour procureur général M. le chevalier Etienne Dusault, major d'infanterie au régiment de Brétignies « *au service du Congrès Américain* », auquel ils donnaient pouvoir d'acheter en leur nom une habitation, soit dans la Pensylvanie ou Virginie du continent de l'Amérique septentrionale, « cette habitation sera d'une étendue un peu considérable où il y aura bâtiments de maître et bâtiments de *nègres*, *parcs à bétail*, jardins, verger, pigeonnier, vivier et autres objets utiles, s'il est possible; il y aura au moins cent acres de terre défrichés dans ladite habitation. Elle sera garnie de *nègres* et de *bétail* suffisant pour la culture et l'exploitation et autres instruments nécessaires pour le labourage, outils agraires pour autres exploitations en valeur dans l'habitation, comme indigoteries, moulins et autres fabriques qui pourraient s'y trouver. »

« Le procureur en faisant l'achat aura la complaisance, s'il lui en est possible, de la choisir en bonnes terres en valeur, qu'il y ait des prés et des terres à défricher, dans une situation convenable pour faciliter les transports, comme auprès d'une grande rivière et ayant un ruisseau propre à faire tourner un moulin, soit au pied d'une colline ou autrement, ou auprès d'une petite rivière sur laquelle il sera aisé de construire des moulins et qui puissent porter des bateaux, et à proximité d'une ville capitale et commerçante; et d'acheter de préférence une habitation sur laquelle il y aurait déjà un moulin à eau établi, quoiqu'elle n'eut pas tous les agréments que l'on désirerait, ils s'en rapportent entièrement aux complaisances de leur procu-

reur. A cet effet ils s'obligent conjointement et solidairement d'en payer le prix qui ne pourra être moindre de dix mille livres ni excéder trente mille livres, à moins que le vendeur ne voulut laisser l'excédent à rente constituée ou qu'il ne voulut accorder une époque éloignée comme 20 ou 30 années...

« Ils s'obligent à payer en lettres de change en France, sur la place de Bordeaux, la somme de 10.000 livres ; quant aux 20.000 livres d'excédent, ils les paieraient en Amérique au lieu de l'habitation dans le délai de quatre années à compter du jour de la « *proclamation de la paix dans le continent de l'Amérique septentrionale avec la grande Bretagne* » ; et l'acquisition faite le vendeur s'obligera de répondre de tous les effets, tant *nègres* qu'*animaux* de charge et domestiques qui se trouveront sur l'habitation jusqu'à ce qu'ils en aient pris la possession, ce qu'ils s'obligent de faire dans le délai d'un an à compter de l'avis qu'ils auront reçu de la vente, etc., etc. »

Nos gontaudais exigeaient beaucoup; leur procureur dut avoir de la peine à trouver une propriété offrant tous les avantages qu'ils réclamaient ; mais ce que nous retiendrons de cette procuration passée chez M^e Delivre, notaire royal, c'est, pour ainsi dire, cette juxtaposition de « *bâtiments de nègres et de parcs à bétail* » et que cette propriété « devra être suffisamment garnie de *nègres et de bétail* pour la culture et l'exploitation. » On trouvait cela tout naturel, alors. Question de temps et de milieu. La Révolution Française jeta l'idée de l'émancipation des esclaves; de l'idée, elle passa brusquement au fait sans en avoir préparé les moyens. Et l'on sait ce qui arriva : les nègres n'étant plus contenus par la crainte des châtimens mirent tout à feu et à sang et Saint-Domingue fut perdu pour la France.

Ce que nous disions plus haut, qu'il avait dû s'établir un courant d'émigration, nous est confirmé par une enquête qui nous révèle le départ d'un tout jeune homme allant peut-être lui aussi chercher fortune en Amérique, et qui ne devait plus revoir le sol natal. Dans les nombreux documents que nous avons compulsés, il nous est arrivé assez fréquemment, à l'occasion d'affaires de famille, de trouver cette mention : « parti pour l'étranger depuis tant d'années, et dont n'a plus eu de nou-

velles ». Dans cette enquête du 4 juillet 1787 « François Mimaud, forgeron de Sainte-Marthe, déclare qu'il y a environ 75 ans, qu'habitant sur la paroisse de Fauguierolles, il allait apprendre à lire et à écrire chez le sieur Bordes, régent à Caumont, que feu Pierre Maignan, métayer à Taillebourg, avait un fils Jean qu'il envoyait à l'école à Caumont; ils y allaient tous les jours ensemble. Jean Maignan pouvait avoir à l'époque de 9 à 10 ans; ils y allèrent environ deux ans; il a connu aussi Vidal Maignan, frère de Jean, qui pouvait avoir 3 ans de moins. Environ deux ans après, Jean Maignan passa aux « Iles d'Amérique » après avoir pris un permis de M. Lapigeonnière, commissaire de la marine à Marmande; il ne se rappelle point sur quel navire il s'embarqua. Il s'informa pendant un certain temps de Jean Maignan auprès d'une cousine qui lui disait toujours en recevoir des nouvelles ainsi que sa famille, et qu'il faisait bien ses affaires. Il a toujours entendu parler de Jean Maignan l'« Américain » tant par le grand-père de Jean Maignan, métayer à Laroque, dans Caumont, appartenant à M. Laffargue, de Bordeaux, à la même époque, il y a 72 ou 73 ans; il se rappelle que Vidal Maignan passa en Espagne, et que depuis il n'a rien appris sur son compte. C'est tout ce qu'il peut affirmer et affirmera en justice, etc., etc. Signé : Mimaud. »

Dans une procuration qu'il donnait à J.-B^e Neuville, jurat et négociant au Mas, pour régir la terre et seigneurie de Longueville, dont il était fermier, Marc-Antoine Molié, nâtif du Mas et habitant Tonneins-dessous, se qualifiait « d'ancien receveur de Mgr l'Amiral à St-Domingue, et ancien capitaine de troupes de milices garde-côte de ladite île et signait : Molié l'« Américain » (1787-22 août).

La famille Laborde, toujours si honorablement connue, et dont le nom, en ces derniers siècles, est intimement attaché au passé du Mas, et qui est représentée de nos jours par M. Octave Laborde, ne se contentait pas de fournir des chanoines au chapitre St-Vincent, des consuls et des jurats à la communauté, des administrateurs à l'hôpital, etc., elle donnait encore des capitaines à l'armée et à la marine marchande.

Il en était de même de la famille Dunogué et de la famille

Duniagou; d'ailleurs ces trois familles étaient alliées ensemble. Les intéressantes pages qu'on pourrait écrire sur toutes ces familles du Mas, nobles, bourgeoises, artisanes ! A des degrés différents, toutes participaient au bien public, bien que tant de mots en vogue de nos jours, de solidarité et autres, fussent inconnus à ces diverses époques, où l'on n'avait à espérer ni rétributions pécuniaires ni distinctions honorifiques. M. Joseph Laborde, capitaine de navire étant décédé, sa veuve, Marguerite Lugeol, chargeait Jean-Jacques Lugeol, son frère aîné, aussi capitaine de navire, habitant Bordeaux, de retirer toutes sommes et effets qui pouvaient être déposés tant au siège de l'amirauté de Guyenne qu'au bureau des classes à Bordeaux, appartenant à feu Laborde, capitaine de navire (28 juillet 1787). La famille Lugeol habitait Le Mas.

Dans un règlement d'affaires du 10 septembre 1788, nous relevons le nom de deux neveux de Joseph Laborde, aussi capitaines de navire, J.-B^{te} Laborde, habitant Bordeaux, et son frère Jean Basile « en ce moment aux « îles d'Amérique ». En 1790, le 22 mars, nous trouvons le nom d'un autre membre de cette famille Bernard Laborde-Lapeyre, capitaine de navire, conjointement nommé avec J.-B^{te} Laborde, pour procureurs par Pierre Fabre, brassier, habitant du village de Guilhem-Lagrange, paroisse de Notre-Dame de Lenterne, juridiction de Montpezat-d'Agenais, pour faire des recherches « des entières successions délaissées par Jean Gibert Lamouroux, son oncle maternel, et Guillaume Fabre, son frère, l'un et l'autre décédés, Lamouroux au « Caye-Saint-Louis » en l'année 1755, sans avoir laissé d'enfants et G. Fabre, aux « dites îles, au fond de l'Ile-Basse » en 1786, sans avoir non plus laissé d'enfants...

Jean Duniagou, fils aîné, capitaine de navire, au Mas, donnait procuration à J.-B^{te} Neuville pour administrer, gérer tous ses biens situés en France, même les denrées, etc., qu'il pourrait lui envoyer des « îles d'Amérique » ou d'ailleurs, prendre les marchandises, effets de commerce et tous autres qu'il pourrait envoyer à Bordeaux, etc. (14 novembre 1788).

La famille Duniagou quittait le Mas au siècle dernier pour aller s'établir au Havre.

Nous trouvons encore le nom d'un autre capitaine de navire, du Mas, Eustache Lamothe-Dunogué (9 septembre 1792).

Cette famille était représentée par M^{me} Didillon, née Dunogué, et de nos jours par ses enfants, dont Madame Rhodes.

Lagruère, qui dépendait en quelque sorte du Mas, avait fourni aussi un capitaine de navire, car nous relevons, à la date du 15 novembre 1754, le nom de Jacques Larrieu, capitaine en second sur le navire *l'Américain*, fils de feu Jean Larrieu, avocat, procureur du roi à Lagruère.

Dans cette période d'environ soixante ans, le Mas fournissait largement sa part de chirurgiens et de capitaines de navires à l'émigration coloniale; mais la marine royale semblait moins attirer, car nous n'avons encore trouvé qu'un seul nom appartenant à la famille de Tastes, et aux derniers jours de la monarchie. « Messire Guillaume de Tastes s'engageait d'honneur, le 7 novembre 1788, et assurait à son fils François-Maurice de Tastes, du jour qu'il serait admis en qualité d'élève de la marine du roi, une pension de 600 livres, par chaque année, dans le port où il serait destiné pendant qu'il serait élève de la marine, suivant l'ordonnance du roi du 1^{er} janvier 1785. »

Et c'est tout. Ce M. François-Maurice devint maire du Mas, sous la Restauration de 1815 à 1830, sauf une courte interruption aux cent jours.

L'armée paraissait avoir plus de faveur, car nombreux furent les capitaines que le Mas comptait dans ses rangs, et dont nous aurons plus tard à nous entretenir.

MAURICE JORET.

LES PIERRES DRUIDIQUES DE MEYLAN

Comme la lande aride en son immensité,
Sous le sombre manteau des pins et des bruyères
Pour n'être point maudite a besoin de clarté,
Ses pauvres habitants ont besoin de prières.

G. T.

Voilà bien, dans ces quatre lignes, le tableau de cette pauvre commune de Meylan, dont les 195 habitants évoluent sur une superficie de 1,470 hectares.

C'est pourtant dans l'un des coins de cette forêt appelé la lande du *Guêtre*, que se trouvent les derniers vestiges de ces blocs tant de fois millénaires, connus dans le pays sous le nom de *Las nao peyros* et de *Peyro soulo*.

Ils ont été décrits et dessinés, alors qu'ils étaient encore en bon état de conservation, par M. le vicomte de Métivier, un archéologue de la première heure. Si la destination qu'il leur donne ne se trouve plus conforme avec celle des auteurs d'aujourd'hui, il ne faut pas lui en vouloir; il était de son temps, et à ce titre il mérite indulgence, tout comme ceux qui l'ont suivi dans ses errements — si errements il y a...

Ces pierres gisent maintenant éparses sur les confins du ruisseau de la *Gueyze*, partie en Meylan et partie en Réaup; dans cette vaste plaine de sable ayant pour centre un mamelon plus élevé, sur lequel est bâtie la confortable maison de *Luquestrany*.

Ne serait-ce pas sur ce mamelon de *Luquestrany* à l'étymologie si pure, que se trouvait le *lucus* ou bois sacré de *Taran*; l'une des divinités de cette religion si peu connue, dont le culte des pierres paraît avoir été un des rites principaux et le gui de chêne la plante vénérée.

Les noms de *Peyré*, *Peyrote*, *Peyrouton* voisinent dans ces parages avec ceux de *Guitard*, *Guillemon*, *Guichem*, etc.

Ne serait-ce pas enfin dans ce coin de forêt que se trouvait le milieu sacré des diverses tribus de l'Aquitaine; tout comme la forêt de Chartres était le milieu sacré de la grande tribu des *Carnutes*.

Dans ce qui fut l'enceinte des *neuf pierres*, nous n'avons trouvé que quelques ossements humains, tellement limés par les sables qu'ils ne résistaient pas à la pression des doigts. Quelques menus fragments de poterie très fruste et un morceau de silex qui pourrait bien être ce qu'on appelle un *nucléus*.

Une grosse pierre renversée paraît marquer le centre de cette enceinte et serait alors la table du dolmen.

A quelques pas de là, allant vers le couchant, se trouve également en pleine lande, une sorte d'entonnoir de sable d'environ 70 mètres de diamètre, rempli d'une eau claire et dormante, qu'on est tout étonné de rencontrer dans ce pays aride. C'est le lac à légendes : c'est le lac de *sans fond*.

Voici la plus accréditée de ces légendes : A la place de ce lac était jadis une église; le prêtre grand chasseur devant l'Eternel, ayant entendu pendant qu'il officiait, sa meute après le lièvre, ne pût s'empêcher de dire tout haut que si son chien *Bellaud* était de la partie, le lièvre était f... A ce mot sacrilège, la terre s'entr'ouvrit, et dans ce trou béant disparurent l'église, le prêtre et probablement aussi les fidèles.

A ce même endroit surgit soudain un lac d'une profondeur insondable, qui lui fit donner le nom de *laque de sans fond*. Un certain seigneur de Saint-Pau, dans la juridiction duquel se trouvait cette nappe d'eau, ayant voulu un jour en sonder la profondeur, ne put faire toucher le fond à une corde qui faisait neuf fois le tour de son château.

Sous le menhir de *Peyro soulo* c'est encore des ossements humains qu'on y trouve le plus; mais ce qui m'a semblé être de quelque importance, c'est la trouvaille au pied de cette pierre et à 0^m40 de profondeur, d'une petite plaquette en pierre du pays, qui m'a paru être la grossière représentation d'un mammifère quelconque; avec tête, jambes, une petite cupule à la place de l'œil et un trou au milieu du corps pour en permettre la suspension. Cette pierre paraît être d'un seul éclat, sa

hauteur est de 0^m13 c. et sa largeur de 0^m15 c. Elle est convexe d'un côté et concave de l'autre (1).

Qu'est-ce donc que cet objet bizarre, trouvé dans cette forêt de sable contre une pierre druidique ?

Est-ce un fétiche, un ex-voto, un palladium quelconque ? Est-ce l'insigne d'un chef, comme était le bâton de commandement des chasseurs de rennes, ou bien une amulette comme celle que portait cousue dans ses jupons la vieille pastoure, citée par l'auteur de la plaquette *au Pays des Sotiates* ?

Je ne sais... Et c'est précisément parce que je ne sais pas, que j'en ai adressé en son temps un moulage au musée de Saint-Germain, où il est conservé en bonne place pour servir de terme de comparaison, le cas échéant. Si donc on en conserve un moulage au musée de Saint-Germain, nous pouvons bien nous, conserver l'original dans le musée scolaire de la commune de Meylan. C'est là que le dolméniste Charles Bastard peut aller le voir et l'étudier tout à son aise.

Il y a encore dans cette même commune de Meylan, au lieu dit la *Combe de Saint-Boy*, la base d'un autre menhir qui a été décapité dans le temps et dont les parties détachées sont au fond de la dite Combe, recouverts en entier par les mousses et bruyères qui s'y accumulent d'année en année. C'est sur les bords immédiats de cette combe que cette pierre était dressée.

De nos jours, elle a été renversée par un de ces maniaques chercheurs de trésors, qui espérait y retrouver la faucille d'or des anciens druides.

La pierre ainsi renversée présente à sa face postérieure une assez grande excavation, le tout dans un état de vétusté très avancé; sans forme ni caractère appréciables, elle est complètement oubliée et perdue comme les autres dans les broussailles de la forêt.

Si tous ces témoins de notre préhistoire pouvaient nous parler du passé, comme le font depuis Champollion certaines pierres de la vallée du Nil. Si elles pouvaient nous raconter pour-

(1) Les monnaies Sotiates aussi sont convexes d'un côté et concaves de l'autre.

quoi et par qui elles ont été transportées là, elles nous diraient sans doute que

Nos premiers aïeux étaient d'affreux sauvages,
Couverts de peaux de bêtes et tatoués jusqu'aux dents;
Idolâtres, cruels, peut-être anthropophages,
Vivant dans les cavernes comme des chats-huants.

Ce serait assez peu flatteur pour nous : autant vaut-il qu'elles restent muettes.

A. B.

MONTAUT

CHAPITRE I^{er}

I. Site. — II. Epoque Celtique. — III. Epoque Gallo-Romaine, époque Mérovingienne et époque indéterminé.

I. — Au nord des collines qui séparent le bassin du Lot du bassin du Dropt, du faite de ces collines jusques aux bords de cette rivière, jusques au voisinage des lieux où furent construites les bastides de Castillonès et de Villeréal, fut le territoire de Montaut d'Agenais, en face du Périgord, la plus puissante et la plus riche seigneurie de ces contrées.

La haute plaine que ne pouvaient atteindre les grandes inondations, fréquentes dans la plaine du Dropt, se termine en ramifications inégales, toutes d'une altitude considérable.

II. — Cette haute plaine fut occupée par des peuplades celtiques; des hâches de pierre polie y ont été trouvées à la surface du sol.

III. — Les Romains établirent sur la crête de ses côteaux, que les indigènes appellent *lai grandos serros*, la voie de communication entre Périgueux et l'Espagne. Cette route passait à Issigeac, entre les communes de Cavarac et de Saint-Quentin, à Ferransac, s'élevait sur la haute plaine, se dirigeant vers Flysses [Villeneuve], Agen, Lectoure, etc. Sa chaussée, faite d'un mélange de pierres et de briques concassées, noyées dans le ciment, a laissé des restes dans la commune de Montaut, particulièrement au-dessus de Bournel et au-dessus du Mazet. Deux postes, naturellement très forts, la protégeaient l'un au midi, l'autre au nord-est. Le premier est appelé Montaut-le-Vieux, le second Montaut-le-Jeune : ce sont deux membres du même territoire appelé de Montaut, de Monte-alto,

qui eut les titres d'archiprêtre, d'archidiaconé, de baronie et de vicomté. Un chemin droit, de 2,000 mètres, les unissait. Montaut-le-Vieux est dans une presqu'île rocheuse de 500 à 600 mètres de long sur 200 mètres dans sa plus grande largeur, gardée au midi et au nord par deux profonds ravins où se déversaient en abondance les eaux venues des terres supérieures pour former, à l'extrémité de la presqu'île, le ruisseau Barraca [barrage].

A l'entrée du bourg, on a trouvé des substructions gallo-romaines et grande quantité de tuiles à rebords. Dernièrement on y a mis à découvert les premières assises d'un mur de 1 m. 50 d'épaisseur, fait de pierres équarries d'une surface de 0 m. 20 à 0 m. 25 sur chaque côté. Sa direction indique une clôture pouvant aller d'un ravin à l'autre.

Montaut-le-Jeune est établi sur un promontoire que termine une butte appelée « la Moute », plus haute que le village, en partie naturelle, en partie factice. C'est un splendide belvédère abaissé et élargi par les travaux de culture ; de forme elliptique il a 50 mètres dans sa plus grande longueur et 30 mètres dans sa plus grande largeur. On y a trouvé des cendres et des débris d'ossements. Dans le champ voisin, qu'on appelle le cimetière, séparé du fort par une profonde tranchée de 20 mètres de large, ont été trouvées des lampes en terre, des urnes remplies de cendre et de débris d'ossements calcinés, des agrafes de bronze et des armes de fer. Rien de tout cela n'a été conservé. Une médaille de bronze à l'effigie et au nom de FAUSTINA AUGUSTA a été retirée d'entre les fondements d'une maison et le roc abrupt du rempart du côté de Bournel.

IV. — Dans le bourg de Montaut-le-Vieux, on a exhumé, sur divers points, environ 150 tombes en pierre attribuées à l'époque Mérovingienne. Dans quelques-unes se trouvaient des épées courtes assez semblables aux sabres de l'infanterie du temps du premier empire. L'une d'elles renfermait un squelette de grande et forte taille, une épée courte, un squelette de taille moyenne, de formes délicates. C'était vers 1860,

CHAPITRE II

I. Archiprêtré, ses limites. — II. Archidiaconé et archidiacres de Montaut.

L'étendue des domaines soumis au seigneur de Montaut était très considérable, si elle égalait l'étendue de l'archiprêtré de Montaut, ce qui paraît vrai, l'église se faisant une règle de conformer les divisions de son administration aux divisions territoriales existantes. La paix et la prospérité sont les fruits de cette sage pratique. Ces limites se trouvent dans le pouillé de Jean de Valier, Jean Valeri.

Jean de Valier, procureur et vicaire-général d'Antoine de la Rovère, évêque d'Agen, tous deux Piémontais, prend possession de sa charge le 21 novembre 1520. Il rédige en latin un manuscrit contenant : 1° La division du diocèse d'Agen en archidiaconés, archiprêtres, commanderies, paroisses et annexes. Ce manuscrit a été publié dans le recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Arts et Sciences d'Agen, tome vii, année 1854.

I. — L'archiprêtré de Montaut avait une abbaye, Clairac, 9 prieurés : Faulhet, Breuil, Roubillou, Castelmoron et Pelejan, Saint-Hilaire de Brech, Fongrave, Montauriol, Montaut, le Lédat, 91 rectories ou paroisses, 23 annexes.

Plusieurs de ces localités n'existent plus ou bien ont changé de nom. Il suffit, pour voir l'étendue de l'archiprêtré, de lire sur la carte départementale le nom des communes qui, avec leurs annexes existantes ou supprimées, sont à la limite des terres indiquées dans le pouillé de Valeri : Cancon, Montaut, Lougratte, Boudy (1), Castelnaud, Laspailloles, Lédat, Cas-seneuil, Hauterive, Fongrave, Castelmoron, Laparade, Clai-

(1) Anciennement *Mons*, près de Saint-Paul-le-Vieux et Saint-Paul-le-Jeune.

rac, Saint-Gayrand, Tonneins, Fauillet, Hautes-Vignes, Verteuil, Montastruc, Caubel, Moulinet, Monbahus, Montignac-de-Lauzun, Saint-Colomb, Lauzun, Montauriol, Castillonnès, Ferrensac, Bournel, Soubirous, aujourd'hui commune de Villeneuve-sur-Lot.

Bon nombre des églises renfermées dans ce périmètre sont nommées dans le document du ^{xiv}^e siècle publié dans cette Revue, f° 328, année 1912.

II. — L'archiprêtré de Montaut était, avec l'archiprêtré de Fumel, dans l'archidiaconé mineur de Montaut, Montaldensis, borné à l'ouest par l'archiprêtré de Vesalme, Vésaume ou Besaume, pour Marmande et sa région, au midi par le Lot, au levant et au nord par les diocèses de Cahors et de Périgueux. Quelques titulaires de cet archidiaconé sont connus.

1279. — Bérault, de Castillonnès, témoin de la remise de l'Agenais au roi d'Angleterre.

1291, 1^{er} mars. — Frodulus a des lettres royales de protection en Gascogne, lettres simples, sans réserve, valables pour cinq ans, données à Labruère [Bruern, comté d'Oxford, Angleterre]. Témoignage du roi. (Rôles gascons, n° 1853.)

1308, 30 octobre. — Bertrand de Garne [ou de Garde] est pourvu par Clément V de l'archidiaconé de Montaut, vacant par démission de Bertrand des Bordes, promu à l'évêché d'Albi. (Regest. Clem.)

1317, 6 octobre. — Guillaume de Bussy, d'illustre noblesse, est pourvu par Jean XXII, le siège d'Agen vacant, après la mort de Bertrand de Garde, de l'archidiaconé de Montaut, en considération de Jourdain de l'Ile. (Johan. XXII, litt. comm. 5723.)

CHAPITRE III

Seigneurs de Montaut. — I. Raymond de Montaut fait hommage lige à Simon de Montfort, diminution de son domaine. — II. Guillaume de Domme et sa femme Marquèse, seigneur et dame de Montaut : contestations et transactions avec les habitants de Castillonès. — III. Raymond, Sicart et Durand de Montaut. — IV. Marie de la Brette s'engage à livrer en garde le château de Montaut au roi d'Angleterre. — V. Le château de Montaut se rend au comte de Derby. — VI. Auger de Montaut. — VII. Le seigneur de Montaut, avec les autres seigneurs de l'Agenais demande au roi d'Angleterre d'établir la cour suprême à Agen. — VIII. Raimond de Montaut. — IX. Marie de Montaut, héritière d'Auger de Montaut, épouse de Jean de Gammont.

La destruction d'une partie des archives de Castillonès, signalée dans la notice sur cette ville de M. O. Bouyssy, ainsi que la destruction des archives du château de Montaut dans la première partie du ^{xix}^e siècle [deux tombereaux de parchemins et vieux papiers livrés au fumier ou à la flamme comme étant inutiles] empêchent de trouver ou de faire la généalogie des seigneurs de Montaut en Agenais. Le nombre des châteaux de Montaut n'est pas un obstacle moindre. Montaut, du Gers, l'une des quatre baronnies d'Armagnac, chef-lieu du pays de Corrensaguet, se vante, non sans vraisemblance, d'avoir donné un archevêque d'Auch, 1068-1072, des châtelains de Penne en Agenais, entr'autres Othon de Montaut qui reçut, à Paris, en 1346, 937 liv. 16 sous, 6 deniers tournois pour lui, 34 autres écuyers, 92 sergents de pié en l'estable dudit lieu ès guerre de Gascogne, sous le gouvernement de M. le duc de Normandie. (T. sc. reg. 76.) (1).

Montaut, dans les Landes, prétend avoir fourni les seigneurs de ce nom dans le Bordelais.

Montaut à la Quinta, près Issigeac (Dordogne), avait aussi un seigneur. Eugène de Montaut, seigneur de Saint-Front, rendit hommage au comte de Périgord. (Arch. de Pau, E. 611.)

(1) Armes : écu losangé, penché, timbré d'un heaume cîmé d'une tête de griffon dans un vol sur champ réticulé. (Inventaire des sceaux de la collection Clairambault. Sceaux gascons du Moyen-âge.)

Il nous reste indiscutables, mais pas indiscutés, les noms de deux seigneurs de Montaut d'Agenais au ^{xiii}^e siècle.

I. — Raymond de Montaud.

Hommage lige à Simon de Monfort, chef de la croisade contre les Albigeois.

1212. — La ville de Penne, sur la rive gauche du Lot, assiégée depuis le 3^e dimanche de juin, vaillamment défendue par le chevalier espagnol Raimon d'Alfaro et ses 400 routiers au nom de Raimond VI, comte de Toulouse, fut contrainte par la sécheresse et le manque d'eau, de capituler le 25 juillet. La plupart des seigneurs se soumirent. (*Hist. du Languedoc*, VI.)

Le vainqueur, Simon de Monfort, porta ses armes de divers côtés. Il commença, le 28 juin 1214, le siège de Casseneuve durant lequel Raimond, vicomte de Turenne, le reconnut pour son seigneur. La ville fut prise le 17 ou plutôt le 18 août. (*Ibid.*)

Simon conduisit son armée en Périgord où il prit le château de Domme (1) et quelques autres places. En passant à Penne il avait reçu la soumission de Raimond de Montaud et des autres seigneurs de l'Agenais. (*Ibid.*)

Raimond de Montaut avait eu, sans doute, ses forteresses détruites pendant ces guerres, comme le furent bon nombre d'autres. Le clocher de Montaut-le-Vieux, le donjon de Montaut-le-Jeune témoignent, par leur style du ^{xiii}^e siècle, d'une reconstruction postérieure à la soumission de leur seigneur.

« Moi, Raymond de Montaut, fais connaître à tous présents et à venir que j'ai fait hommage lige à l'illustre seigneur Simon comte de Montfort, pour tout ce que j'ai dans le diocèse d'Agen et dans les environs de Lavaur et que j'ai fermement promis au même comte de lui être à l'avenir loyal et fidèle. Pour cela même, je suis tenu de faire au dit comte le même service que lui doivent les autres barons de l'Agenais. De la ferme observation de toutes ces choses je lui ai donné, en caution, Bec de Caumont. En foi de quoi j'ai fait apposer mon

(1) Domme, arrondissement de Sarlat (Dordogne)..

sceau aux présentes lettres. Fait à Penne, en Agenais, l'an du Seigneur 1214, au mois de septembre. »

Ego Remundus de Monte alto notum faci omnibus tam presentibus quam futuris me illustri viro Simoni comiti de Monteforti de hiis que habeo in Agennensi diocesi et in partibus Baurensibus (1) homagium ligium fecisse et firmiter promississe quod eidem comiti ero de cetero legitimus et fidelis; et propter hoc predicto comiti tale servitium teneor facere quale debent alii barones Agennenses; et pro hiis omnibus firmiter observandis dedi Bec de Caumont fide iussorem. In cuius rei testimonium presentes litteras feci sigilli mei munimine roborari. Actum apud Pennam in Agennensi anno Domini M. CC. XIV, mense septembri. (Arch. nat., J. 890, n. 12.) (2).

La guerre faite par les Albigeois aux catholiques et la croisade par laquelle ces derniers se défendirent victorieusement inaugurèrent la ruine des seigneuries féodales au profit de la royauté.

Raymond de Montaut rebâtit les places de Montaut-le-Vieux et de Montaut-le-Jeune, les Albigeois ayant procédé dans les premières années du xiii^e siècle comme devaient le faire les protestants du xvi^e, par la ruine des catholiques et de leurs institutions. Son pouvoir fut grandement diminué. Alphonse de Poitiers, comte de Toulouse par sa femme, frère du roi de France, institua nombre de bastides royales dans l'Age-

(1) Les annotateurs de l'histoire du Languedoc de Dom Vaissète pensent qu'on aurait dû lire *Petragorensibus* au lieu de *Baurensibus*, le Périgord étant bien plus près de l'Agenais que le pays de Lavar, département du Tarn. Ils n'ont pas connu Lavar, Dordogne, ar. Sarlat, canton de Villefranche-de-Belvès. Laissons *in partibus Baurensibus*, aux environs de Lavar.

(2) Sceau de Raymond de Montaut, rond, 62 millimètres, ébrêché; équestre à gauche, le bouclier aux armes, le cavalier, l'épée levée, et le cheval couverts de mailles; légende *Sigillum, Remon...* au revers bouclier allongé et arrondi par le bas, chargé d'un emmanché de cinq pièces et deux demies. Sceau appendu à un hommage de Remundus de Monte alto à Simon de Montfort pour ce qu'il tenait en Agenais et dans les environs de Lavar. A Penne, 1214, septembre. (Laplagne Barris, sceaux gascons du moyen-âge, arch. ville Toulouse. — *it.* Douet d'Arcq, collection des sceaux de France, arch. dép. H^e-G^e. « *Sigillum R. de Mo...* fragment d'un sceau rond de 60 millim. — *it.*lum R. de Montaut....

nais; il en fit autant de centres d'administration supérieure comprenant dans leur ressort les justices seigneuriales.

Dans notre région les bastides de Castelmoron, de Monclar, de Saint-Pastour et Castelnaud accaparèrent les paroisses; Castillonnès reçut les paroisses de Celos, Valettes, Pompiac, Ferransac, Saint-Martin Transfort et une partie de Bournel. C'était plus de la moitié de ce qui avait été laissé à Montaut; lui-même fut mis successivement dans le district de Monflanquin et de Villeréal.

II. — Après la mort du comte de Toulouse, au temps de la domination d'Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, le seigneur de Montaut, Guillaume de Domme essaya de recouvrer les paroisses que la charte d'Alfonse avait annexé à Castillonnès. La querelle s'envenima au point que les consuls, menacés dans leurs biens et insultés par les hommes d'armes du château qui venaient exercer leurs violences jusques aux portes de la ville, tentèrent de repousser la force par la force. A la tête de la milice communale ils poursuivirent les soldats de Guillaume et une rencontre eut lieu près de Saint-Martin Transfort; le noble seigneur vit ses gens d'armes battus et obligés de prendre la fuite. Sur l'intervention d'Edouard qui habitait alors la ville de Monflanquin les deux parties firent la transaction qui suit.

Transaction entre le seigneur de Montaut et les consuls de Castillonnès, 10 décembre 1283.

Coneguda causia sia que contestatios et dissentios fos et agues estat et pogues esser d'ayssi anant (1) entre [lo] noble senhor Guilhem de Doma, cavalié et la nobla Marqueza sa molher, senhor et dona del castel de Montaud duno part, et li cossols de la universitat de la vila de Castillonnès dautro part, per razou de las parrochias de las gleyas de Celos, de Valettas, de Pompiac, de Transfort et de Ferransac et per razou des locs appelats de Larinier, de Bastegrouliera et de Matageloux, los cals locs son en la parrochia de la gleya de

(1) *Anant*, allant, à l'avenir; *avant*, dans la langue romane, signifie auparavant; nous avons rectifié quelques autres mots mal copiés.

Bournel; lasquals parrochias et locs, lous predich senhor et Dona disio esser de la honor et del district et de la juridiction del predich castel de Montaud; et li predichs cossols disio las predichas parrochias et li predichs locs esser de la honor et del district et de la juridiction de la vila de Castellonnes. A la perfi los predich senhor Guilhem de Doma et la predicha dona Marqueza, senhor et dona de Montaud, per lor et per lor heyritiers presens et avenedors, per tot lor successors; et mestre Giraud de Novant, Ramon lou Ballet, Arnaud Faure, Guiraud Sabatie, Arnaud de Boulac, cossols de Castellones, per lor et per Guilhem Bodi cossol del meys loc, et per tota la universitat de Castellonnes, tant que se apparte et pot et deu appartenen, de lor bon gra et de lor bona et agradabla voluntat et facs certans de lour dres sobre las predichas questios, s'accorderon amiabloment entre lor et vengueron a amigabla composition entre lor, salvada et retenguda la voluntat et la honor et drethura de nostre senhor lou rey de Fransa et de nostre senhor lou rey d'Angleterra et de lor senescals en lor evescats de Perigord et d'Agenes en totas causas, so es assaver : que totas las parrochias de las gleyas de Valettas, de Pompiac, de Transfort et de Ferransac entegroment sio per tot tems més de la honor et del district et de la juridiction de Castellonnes en pax et senes tots contrast et senes tota damanda quels predich senhor et predicha dona ni lor successors los y fassen d'ayssi anant; et que la parrochia de Cælos en tant que te et dura et sestend devers la parrochia de Valettas, des lou cami per o on va del bosc appellat de San Estephe entre la dicha gleya de Cælos et las mayos d'Arnaud Loden et de Thomas Galan, tout dret al cami per o on va de Castellonnes enta Mounflanqui et torna pel lou mei cami enta Castellonnes juscas a un autre cami pres la mayo de Raols Rossel et per aquet cami dabalan on va al got (1) que par et debiso las parrochias de las gleyas de Montaud et de Valettas et vai caer (2) al rieu del Barraca, que sia dayssi anant et entegroment de la honor et del district et de la juridiction de Castellonnes en pax et senes tots contrast et senes tota damanda quel predich senhor et la predicha dona et lor successors y fassan dayssi anan; et que del predich cami ensus vers la parrochia de Montaud tota l'autra partida de la predicha parrochia de Celos sia dayssi anant et entegroment de la honor et del district et de la juridiction del predich castel de Montaud

(1) Got, gotil, petit ruisseau.

(2) Caher, choir, tomber.

en pax et senes tots contrast et senes tota demanda que li cossols et la universitat de Castillonnes no los y fassan dayssi anant; et que tota la parrochia de Montaut entegroment tant que dura ni on que sestenda et li predich locs de Bastegrouliera, de Larinier et de Mategelous de la parrochia de Bournel et ayssi coma la meysa parrochia de Bournel part et se devysa de la parrochia de Ferransac, un gotil al mech; et aquel gotil sestend juscós al pontet on es el cami per o on va de Ferransac ental mouli de Piquet; que la predicha parrochia de Bournel et lous predich tres locs, del predich gotil et del predich cami en sus enta Bournel, sió, d'ayssi anant, de la honor et del district et de la juridiction del predich castel de Montaut, en pax et senes tots contrast et senes tota demanda que li cossols et la universitat de Castillonnes los y fassan dayssi anant; et que del predich gotil et cami en soustiran à Castillonnes, aquo que es de la predich parrochia de Bournel sió, dayssi anant, per tot tems, de la honor, del district et de la juridiction de Castillonnes; et que li cossols de Castillonnes, per razou de las predichas parrochias de Valettas, de Pompiaç, de Transfort et de Ferransac et de la partida de la parrochia de Carlos a lor avenudas ayssi com es sobredich, fassan et rendan et paguen al predich senhor et a la predicha dona et a lor successors *un tornes blan d'argent*, a mudamen de senhor; et que li predich senhor et la predicha dona et lor successors en fassen et en porten als cossols et a la universitat de Castillonnes bona et ferma garantia de li et de tots lor successors et de totas autras personas a bona fe. Et volguerón et autreyeron las predichas partidas que si auio o deurio aver alcun dret, o alcuna senhoria, o alcuna servituda en las causas avengudas al altra partida, ayssi com dessus son divisadas, per dret o per costumás, tot aquel dret et aquela senhoria et aquela servituda qu'una partida diurio al altra se zou (1) donnero en pura donatio et simpla facha entre los vius, ni falsa ni couberta (2) ni per alguna desagrabla voluntat ni per alcuna animositat revocadera en negun tems, per negun dret ni alcuna costuma, en alcuna manera; exceptat lo predich tornes blan que li predichs cossols devon pagar al predich senhor si com (3) es dich. Et apueis lo predich senhor et la predicha dona per lor et per tot lor successors affranchiron per tot tems tots los habitans et bor-

(1) *Zou*, comme *hoc* en latin, *ac* dans qques dialectes romans, *cela* en français.

(2) *Falsa ni courbeta*, fausse ni simulée.

(3) *Si com*, ainsi que.

ges de la predicha vila de Castillonnes et de la honor et del district et de la juridiction de Castillonnes et dayssi anant abitador de tot peatge et de tot dret et de tota servituda de peatge que donar ou pagar digousse al predich castel de Mountaut, et en la honor et en tota la senhoria del predich castel de Montaut per dret o per costuma senes que lou paguen en negun tems. Et volgueron et autreyeron que las conventios sus lo predich peatge fachas sian executadas et gardadas ayssi com mentio es plus planoromen contenguda en una carta daquel dret facha et autorisada entre lor. Et apeis las predichas partidas de lor bon gra manderon et promeseron et autreyeron per ferma stipulation la una part a lautra et jureron sus los sans evangelis de Diou corporalmen tocats que las predichas causas et los drets en la present carta contengudas auran et tendran et gardaran et observaran et compliran per tot tems, ses tot dret, ses tota senhoria et ses tota servituda que la una partida no damandara al altra en las predichas causas et caduna avengudas com es estat espartit et divisat, exeptat lo predit tornes blan que li predits cossols deuion far et pagar com es dit dessus a senhor mudan et que en contra non faran ni vendran ni venir faran per lor ni per autres en negun tems, en negun dret, ni en neguna coustuma; et en vertu del predich sacramen, de lour boun grat renoncieron be a tot dret escriut o non escriut, civil et canon, general et especial, fach o a fa, calat o expres (1), promulgat o non promulgat, et a tos uz et a totas costumaz, et a totas exceptios et defensos, per que poguessen venir en contra en tot o en partida; specialomen renuntieron en aquel dret que disio que donation pot esser revocada per immensitat et aquel dret que disio que donatio sobremontant la somma de D [diners] d'or (2) no vale senes insinuation de prince; aquel dret que disio que non es semblablâ que lun aurio renunciât de son bon gra al be de que ero despouiliat.

Et daysso volgueron que fossen fachas doas cartas d'una tenor, de lasquals li predich senhor et la predicha dona devon auer et tener una, et li predich cossols l'autra; et volgueron que fossen sageladas ab los sagels des cossols et de la universitat de Castillonnes et ab los sagels del predich senhor et de la predicha dona; et volgueron pel

(1) *Calat o expres*, passé sous silence ou exprimé ; on dit : *se calat*, se tenir coi, se taire.

(2) Donation dépassant 500 deniers d'or ne vaut sans approbation du prince.

pausamen dels predichs sagels que lo present instrumen non perde sa forssa ni sa valor. Actum fuit apud Pompiacum decima die mensis octobris anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, regnante domino Philippo rege Francorum, Eduardo rege Anglie duce Aquitanie, Ramundo Petragoricensi episcopo et Joanne Aginensi episcopo. Testes sunt ans Guillelmus Aningeni miles, mgr. Ramundus Xoairnam notarius de *Lauduno*, mgr. Guillelmus de Labadolia notarius de *Monte alto*, Arnaldus Masel Gradulpho, Petrus Martin, Matheus Martin, Matheus Lassier, Guillelmus Radulphi, Ramundus de Bouglo, Petrus de Moissidas, Guillelmus Destagno, Oliverius Cellier, Eymerius Carpenteri et ego Johannes Arnaldi publicus notarius de Castillonnes, qui hanc cartam scripsi utriusque partis consensu et in publicam formam redegi, signoque meo signari.

« Edouard voulut contribuer par sa présence à rendre plus durables l'accord et la paix dus à son intervention. Cinq jours après la signature de ce pacte, il fit son entrée dans Castillonnes, suivi d'une nombreuse troupe de gentilshommes et de seigneurs convoqués par ses ordres et se rendit à l'église où tout le peuple se pressait. L'abbé de Cadouin (1) célébra la messe et partagea la sainte hostie entre les seigneurs de Montaut et les consuls; la transaction fut lue publiquement et jurée de nouveau, aux acclamations de tous les habitants et en présence des principaux barons du voisinage qui avaient suivi leur seigneur suzerain. Parmi les principaux témoins, nous trouvons Pierre Barbet, archevêque de Reims, lieutenant de Philippe-le-Hardi, roi de France; Gaston de Gontaut, seigneur de Biron, Jean de Grailly, sénéchal d'Aquitaine; Jean de Caumont, seigneur de Lauzun et Amanieu de Madaillan, seigneur de Cancon. » (O. Bouyssy, *Notice sur Castillonnes*.)

III. — Quels furent les successeurs de Guillaume de Domme et de Marquèse dans la seigneurie de Montaut d'Agenais? Ques-

(1) L'abbé de Cadouin, seigneur pour les deux tiers des côteaux, forêts et terres cultivées ou incultes de Castillonnes et Bertrand et Arnaud de Mons, frères, co-seigneurs de l'autre tiers, avaient donné, par contrat du 1^{er} mars 1259, à Alfonse de Poitiers, l'emplacement pour construire cette bastide.

tion insoluble. Les barons de Biron prétendent posséder cette seigneurie par suite du mariage, avant l'année 1269, de Gaston III avec Marquèse de Domme. Cette première prétention est infirmée par la transaction de 1283.

La maison de Biron fut-elle héritière immédiate des auteurs de cette transaction ? La notice sur Castillonnès porte cette acquisition à la fin du xv^e siècle, époque où les seigneurs de Biron reçoivent pour la première fois l'hommage et le tournois blanc en qualité de seigneurs de Montaut.

Raymond de Montaut est parmi les seigneurs envoyés par le roi de France pour traiter de la paix avec le roi d'Angleterre, à Bordeaux, 7 avril 1243.

Sicart de Montaut, chevalier, reçoit, en 1270, l'invitation d'accompagner, avec 20 autres chevaliers, Alfonse de Poitiers, son suzerain, à la croisade, pour servir un an, à gages connus d'avance. (Edgard Boutaric, arch. dép. de la Haute-Garonne.)

Durand de Montaut, chevalier, Durantus de Monte alto, donne procuration pour assister aux Etats-Généraux, en 1308. (Arch. nationales, J, 414, n^o 19.)

IV.— A la date du 30 avril 1338, *Mathe de la Brette* (1), dame de Montignac, fait, avec Edouard III, roi d'Angleterre, un traité par lequel elle s'engage à lui livrer, pendant la durée de la guerre, la garde des châteaux et places de Gensac, de Mortamer, de Maurou et de *Montaut*; en échange, le roi lui promet le château, la place, la prévôté et la châteltenie de Blaines avec le manoir de Condat, la prévôté de Born, Memissan, Herbafavière et Bressenx. (Th. Carte, catalogue des Rôles gascons, I. 89.)

V. — Le château de Montaut fut au nombre des places qui se rendirent, en novembre 1346, après la prise de Villeréal, au comte de Derby, commandant de l'armée anglaise, venue de Bergerac. Quinze jours après, la ville de Castillonnès fut emportée d'assaut et livrée au pillage. (Notice sur Castillonnès.)

(1) De la brette et non pas de lebret ou de labrit : la brette n'est pas Albret.

VI. — Auger de Montaut paraît avoir succédé aux droits de Mathe de Labrette. Le 10 mai 1354, le roi lui accorde des lettres de rémission pour la mort de Raymond de Madaillan. (*Ibid.*, page 130.)

Le 30 décembre 1357, par mandement donné à Westminster, le roi assigne le château et la châtellenie de Blaye à Auger de Montaut, seigneur de Mussidan. (*Ibid.*, page 139.)

VII. — Le seigneur de Montaut, 2 mars 1363 [1364] avec les seigneurs de Puy-Bebuc, Hugues de Pujols, de Laugnac, de Faulhet, de Montastruc, de Preissas, de la Croix [blanche] et de Sévignac, d'Espienx, de Sainte-Livrade, d'Escassefort, de Bajamont, de Fumel, de Roquecorn, et de Frespech, signe une pétition sollicitant Edouard IV d'établir à Agen la Cour d'appel de toutes les justices de l'Agenais. (Arch. hist. de la Gironde, XXIV.) Ce document, dont le résultat nous est inconnu, ne dit pas le nom du seigneur de Montaut. C'était peut-être Raymond de Montaut.

VIII. — Raymond de Montaut, seigneur de Mucidan, obtient, le 8 juin 1366, du roi d'Angleterre, l'ordre d'entendre son appel contre le sire de Monpesat au sujet de la place de Blagnac en Bordelais. (Th. Carte, I, 154.)

IX. — Marie de Montaut, fille et héritière d'Auger de Montaut, épousa en 1408 Jean de Gramont. (Rymer, IV, 2^e partie. 182.) Elle lui apporta les terres de Montaut et de Mucidan.

NOTA. — Les seigneurs dont nous venons de parler sont réclamés par les Gascons pour Montaut, près d'Auch, par les Landais, pour Montaut en Bazadais. Cela donne quelque créance aux affirmations de la famille de Gontaut-Biron. Mais l'origine de l'union de Montaut et de Biron reste à trouver.

J. BENABEN.

(*A suivre*).

CHRONIQUE RÉGIONALE

Un autographe inédit de Jasmin. — A la séance du 6 février dernier de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, son distingué président, M. F. Ferrère, a donné lecture du huitain suivant, adressé par Jasmin à son collègue Adolphe Magen, alors secrétaire perpétuel de la dite Société, que possède M. Cieutat, président de chambre honoraire à la Cour d'appel d'Agen, et qui est resté inédit :

AFFECTUEUX HOMMAGE DU POÈTE A NOTRE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL
ADOLPHE MAGEN.

*S'acos èro de pimparelos
De caouquillos ou d'aousanelos,
N'ayouy fey per ma Muso un bel frountal d'aounou,
Mais soun de granos trop sabentos;
Te las bailli de co, crey-zou,
Car, per las fa beyre luzentos,
Tu les enguilleras millou
Qué jou !*

JACQUES JASMIN.

Agen, 4 octobre 1862.

A ce précieux document, M. Ferrère croit, avec raison, qu'il n'est pas sans intérêt de joindre deux stances d'un poète patois Commingeois, décédé aujourd'hui, Victor Cazes, père de Romain Cazes, artiste-peintre, élève d'Ingres, auteur des peintures décoratives de l'église paroissiale et de l'établissement des bains de Bagnères-de-Luchon. Elles sont extraites d'une petite plaquette in-8° de 39 pp. ayant pour titre : *Claouïsses de Sen Bertran*. (Imp. et libr. d'Abadie, 1859.)

A la page 24, pièce XII, on lit :

A JASMIN.

*Jasmin, y a lountems qu'ech mestro d'ech Parnasso
En flajoulet hienuch m'empacho de jouga.
Eras dibinos sos qué m'hen era grimaço,
Et Pegazo dab jou nou sab hé qu'arrua,*

*Pourtant se canti pas, ayimi qu'e doutis canten,
Encaro que soy much qu'en hé goy d'escouta.
Canto doun ! e pendent qué tous amis te banten,
Jou serey trop hurous de poudé l'admira !!!*

« Peut-être, ajoute M. Ferrère, ne sera-t-il pas inutile de faire suivre d'une traduction ces rimes, dont la rudesse montagnarde pourrait ne pas être toujours entendue de la mélodieuse langue de Jasmin.

La voici, vers pour vers, mots pour mots :

Jasmin, il y a longtemps que le maître du Parnasse,
Sur le flageolet fendu m'empêche de jouer.
Les divines sœurs me font la grimace :
Et Pégase avec moi ne sait faire que ruer.
Pourtant, si je ne chante pas, j'aime que d'autres chantent,
Encore que je sois muet, j'ai la joie d'écouter.
Chante donc ! et pendant que tes amis te vantent,
Je serai trop heureux de pouvoir t'admirer !

* * *

Commission du Musée d'Agen. — En vertu d'une délibération du Conseil municipal d'Agen, en date du 25 janvier, suivie d'un arrêté de M. le Maire, en date du 3 mars dernier, il a été formé une Commission consultative et de surveillance du Musée d'Agen.

Ont été nommés membres de cette Commission :

MM. Allègre et Barroy, délégués du Conseil municipal ;
Dauzon et Bazin, délégués du Conseil général ;
Bonnat, archiviste départemental ;
Labrousse, architecte des monuments historiques ;
Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Lettres
et Arts d'Agen ;
Aubert, premier président de la Cour d'Appel d'Agen ;
Aunac, amateur d'Art ;
Bitaubé, secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne ;
Bordes, professeur de l'histoire de l'Art au lycée Bernard-
Palissy ;
Brocq, Louis, médecin des hôpitaux de Paris ;

David, Fernand, artiste peintre ;

Recours, Louis, membre de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen ;

Trinquet, professeur de dessin au lycée Bernard-Palissy.

Le maire d'Agen est président de droit de cette Commission. Le Conservateur du Musée en est membre de droit. M. Brun, secrétaire de la Mairie, a été nommé secrétaire .

Vient également d'être élaboré par la municipalité un nouveau règlement dudit Musée, publié par l'Imprimerie Moderne en une élégante plaquette, sur la couverture de laquelle le sculpteur Luc Labadie a représenté, en de fort jolis dessins à la plume, la façade actuelle de cet établissement ainsi que la belle porte Renaissance qui s'ouvre sur la rue des Juifs.

* * *

Généalogie de la famille de Sevin, établie par Madame de Nau-rois, née de Sevin, d'après divers documents appartenant à des fonds d'archives publiques, à celles de M. Armand de Sevin, baron de Ségougnac, et quelques extraits d'ouvrages historiques.— Paris, librairie Honoré Champion, 1912. In-4° de 112 pages.

La famille de Sevin est trop ancienne dans l'Agenais, ses membres ont joué un rôle trop important dans les affaires publiques de la ville d'Agen, depuis le xvi^e siècle jusqu'à nos jours, ils jouissent trop encore auprès de leurs concitoyens de l'estime et de la considération générale, pour que nous ne tenions pas à signaler, l'un des premiers, l'œuvre généalogique qui, sous ce titre, vient de paraître et intéresse tout particulièrement notre pays.

« La famille de Sevin, écrit dans son avant-propos l'auteur anonyme de cette généalogie, est fort ancienne et compte en grand nombre des hommes qui furent éminents dans l'Eglise, les armées, la magistrature et les finances. Nous avons éloigné, dans cet historique, toutes les assertions douteuses qui se trouvent éparses dans différents documents généalogiques ; les unes contradictoires, les autres dénuées de toute base. Une critique aussi serrée que possible pour les premiers degrés de filiation ; des fort nombreuses pièces du Cabinet des Titres à la bibliothèque nationale ; de précieux documents, provenant des archives de M. Armand de Sevin-Ségougnac, baron de Ferrussac, aujourd'hui chef de nom et des armes de Sevin ; des extraits d'importants passages

« d'ouvrages historiques, tels ont été les éléments de cette histoire
« de famille, faite par Madame Albert de Naurois, née de Sevin. Ce
« travail a été établi avec Jean Sevin, qui vivait à Orléans au com-
« mencement du xv^e siècle, pour point de départ d'une filiation
« absolument certaine. »

Si, en effet, les Sevin, à cette date, habitent l'Orléanais, ce n'est qu'au xvi^e siècle qu'on les trouve définitivement établis en Agenais où ils possèdent déjà des fiefs importants comme la terre de Pélistié sur les bords de la Garonne, celle de Lagarde en la juridiction de Puymirol et de Castelculier, et encore une maison à Agen dans la paroisse Saint-Hilaire.

Ce furent surtout les trois frères, Guillaume, chanoine de l'église cathédrale d'Agen, Thomas, trésorier d'Albret et consul d'Agen, et principalement Hermand, juge-mage au Présidial de cette ville et président en la sénéchaussée d'Agenais et de Gascogne, qui, dans le milieu du xvi^e siècle, jetèrent sur leur famille et sur leur nom, un lustre dont leurs descendants ont le droit de se montrer fiers.

Nous ne rappellerons pas ici le rôle important joué par Hermand de Sevin dans les troubles religieux qui désolèrent alors notre ville, ni son habileté à contenter les deux partis, s'interposant comme arbitre et cherchant avant tout à éviter à ses concitoyens « deuil et misère ». Les documents publiés déjà par cette Revue, notamment les remarquables travaux de M. G. Tholin sur la *Ville d'Agen pendant les guerres de religion*, ont suffisamment mis en relief ce personnage et fait apprécier à sa juste valeur son caractère et ses nombreuses qualités. Contentons-nous de dire qu'il fut la souche de la branche agenaise des Sevin, qui existe encore, et dont l'un des derniers représentants, Jean Chrysostome, seigneur de Ganet, de Lamothe d'Hallot, de Latuque, de Fontirou, de Ségougnac, etc., capitaine aux dragons de Belsunce, puis des Deux Ponts, devint, en l'an VIII, membre du Conseil général de Lot-et-Garonne, et fut nommé, par décret du 15 nivôse an X, maire de la ville d'Agen, fonctions qu'il remplit avec tant de zèle jusqu'à la chute du premier Empire.

De nombreux rameaux, que l'auteur passe tous en revue, se sont greffés sur cette branche des Boispontils : d'abord la branche dite de Toulouse, puis celles de Talives et du Pécile, toujours en Agenais; enfin, au-delà, celles de Mansencal, de Miramion, de Bligny, de Gornets la Ville, de Bandeville, du Perche et du Maine, de l'Aubardière, de Troigny, de la Pommeraye et de la Rivière.

Une *table alphabétique des alliances*, avec renvoi au texte, accom-

pagne cette longue notice, que terminent des *Pièces justificatives*, issues des principaux ouvrages ayant parlé des Sevin de l'Agenais.

Pourquoi l'auteur n'a-t-il point puisé plus longuement dans nos archives locales, et aussi dans les dossiers généalogiques inédits de la comtesse de Raymond, qui lui auraient fourni quelques pages complémentaires, et n'a-t-il point cherché à mieux identifier et surtout orthographier certains noms de lieux ? Son œuvre ainsi eut été parfaite.

Elle se présente néanmoins, malgré ces quelques légers défauts inhérents à toute publication de ce genre, des plus convenables, imprimée avec luxe, digne de figurer dans les plus riches bibliothèques et d'être consultée avec fruit par tous les historiens.

Tirée à un petit nombre d'exemplaires, la Généalogie de la famille de Sevin n'a pas été mise dans le commerce.

PH. L.

PROCÈS-VERBAUX

des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 6 mars 1913. — Présidence de M. Labadie-Lagrave, vice-président

Après lecture et adoption du procès-verbal, M. Lauzun, secrétaire perpétuel, remercie, au nom de la Société, ses collègues d'être venus si nombreux aux obsèques du regretté M. Oswald Fallières, mort le 10 février dernier. Il rappelle les qualités et les titres que le défunt possédait à l'estime et à l'affection de tous ; avec quelle assiduité, depuis quarante ans, il assistait aux séances ; quel zèle il déploya toujours comme président ou secrétaire de séances. Il constate enfin le vide profond que sa mort va creuser dans les rangs de la Société, qui perd en lui un de ses membres les plus écoutés, les plus dévoués.

L'Echo de Paris, dans son numéro du 11 février, se plaît à reconnaître que la Société archéologique de Tarn-et-Garonne n'est pas la seule à user de vers latins pour adresser à ses membres et correspondants ses vœux de nouvel an ; mais que la Société académique d'Agen, dans la même langue, lui donne la réplique. Il reproduit quelques citations des deux pièces. « Envions le sort, écrit-il en terminant, de ces esprits délicats, qui dans notre époque de prose, « échangent avec sérénité des compliments en vers latins. »

Certains *Mémoires historiques et authentiques sur la Bastille* (Londres, 1789) citent le cas d'une demoiselle Marie d'Esparbès de Lussan, « fille de condition, âgée de 45 ans, née au château du « Feuga, paroisse de St-Mézard, diocèse de Lectoure », inculpée d'être mêlée à un soi-disant complot contre le Roi, et, pour ce motif, amenée à la Bastille. Convaincue d'avoir elle-même inventé cette fable, elle fut envoyée, nous apprend M. l'abbé Marboutin, de la Bastille au Couvent du Paravis, près du Port-Ste-Marie, puis de là à Astaffort, en juillet 1763, d'où, « malgré ses protestations et ses « prières », elle ne put jamais sortir.

M. Lauzun donne lecture de quelques lettres inédites de Saint-Amans à son jeune ami Bory de St-Vincent. Il l'entretient, dans

l'une d'elles, de son voyage aux Pyrénées et particulièrement au Mont-Perdu, en compagnie de Ramond et de Lamouroux, et il le félicite de ses théories nouvelles sur la submersion de l'ancien continent l'Atlantide et la répercussion de ce cataclysme sur la formation du massif calcaire du Mont-Perdu. Il est aussi donné lecture d'une lettre, que le second fils de St-Amans, Casimir, capitaine au 13^e hussards à cheval, fait prisonnier après la bataille d'Orthez (27 février 1814), adresse au colonel Bory de St-Vincent, alors aide de camp du maréchal Soult, pour demander à être échangé contre un officier anglais; « échange, écrit Bory, qui eut lieu sur le champ. »

M. Bonnat annonce enfin que la Bibliothèque départementale vient d'entrer en possession de 3 manuscrits d'une importance capitale : 1^o de la *Cryptographie Agenaise*, manuscrit inédit, signalé autrefois, que l'on croyait perdu, où St-Amans relate les événements qui se sont déroulés à Agen de 1814 à 1817 et qui présente un très grand intérêt pour l'histoire de notre ville en ces temps si mouvementés ; 2^o du premier volume des séances de la *Société populaire d'Agen*, de 1790 à 1791, que Proché dit, à tort, avoir été brûlé comme entaché de fédéralisme ; 3^o du registre des procès-verbaux de la *Loge maçonnique d'Agen*, de 1798 à 1817, où se lisent les noms de la plupart des membres des principales familles de la ville, groupement qui ne présentait alors que les caractères d'une simple société de secours mutuels.

PH. L.

Séance du 3 avril 1913. — Présidence de M. Ferrère.

M. Henry Tropamer, avocat au barreau d'Agen, docteur en droit, auteur d'une remarquable étude sur la *Coutume d'Agen*, est élu membre résident.

Un des plus anciens châteaux du département de Lot-et-Garonne est sans contredit le château de Montgaillard, entre Vianne et Xaintrailles. Ses baies plein-cintre attestent son origine du XII^e siècle; son donjon, quoique ruiné, présente les caractères du XIII^e. Son plan diffère de tous ceux déjà connus. Aussi a-t-il toujours piqué la curiosité, non seulement des archéologues mais encore des historiens, qui, comme M. Chaux, se plaisent à raconter les faits et gestes de ses seigneurs. Et ce n'est pas sans intérêt qu'il nous fait connaître aujourd'hui la vie si mouvementée de Vianne de Gontaud,

épouse en premières noccs d'Amanieu d'Albret, avec qui elle divorça, puis d'Elie de Castillon, de Bénauges, avec lequel elle ne demeura pas davantage, suscitant ainsi entre les deux rivaux une longue querelle à propos de la possession des biens considérables qu'elle leur avait apportés. C'est elle qui donna son nom à la jolie bastide actuelle de Vianne.

« Le 7 mars 1764, par une matinée froide et maussade, quatre
« jeunes gens qui avaient passé au bal la plus grande partie de la
« nuit, partaient à cheval de Nérac. Ils allaient à Paris; mais ce
« n'est pas pour faire la conquête de la capitale. Les temps héroï-
« ques étaient passés. Les quatre cavaliers avaient la bourse bien
« garnie. Ce n'étaient pas des Cadets, c'étaient des aînés de Gasco-
« gne. » Telle est l'entrée en matière du charmant récit que nous fait M. G. Labadie-Lagrave de l'odyssée de MM. Larrat, Dejean, le chevalier de Malide, officier aux gardes françaises et de Larrard, tous quatre voyageant pour leur plaisir, dans le but de s'instruire et de se distraire. Ce dernier, plus lettré que ses compagnons, fut chargé de noter leurs impressions au jour le jour et de rédiger, plus tard, le journal du voyage; curieux document inédit que possède M. Aimé Lasserre, ancien préfet. On ne saurait trop le féliciter d'avoir confié à M. Labadie-Lagrave le soin de le faire connaître, nul, mieux que l'aimable chroniqueur du *Figaro* et de bien d'autres périodiques parisiens, ne pouvant, comme il l'a fait, souligner avec sa verve coutumière et son humour gasconne les mille détails pittoresques et souvent piquants de chacune des étapes de ce voyage de seize jours, et présenter plus spirituellement les anecdotes variées de cette amusante relation.

Le département de Lot-et-Garonne possédait quatre granges de Prémontrés, toutes sises sur la rive gauche de la Garonne; les prieurés de la grange de Durance, de Fonclaire près de Saint-Pierre de Buzet, de Sainte-Marthe de Vianne et de La Grangerie, près de Mézin. M. l'abbé Dubois se propose d'écrire leur histoire; et dans son Introduction, il nous fait d'abord connaître les constitutions de cet ordre religieux, en même temps que de nouveaux détails sur la fondation de la maison-mère en Gascogne, Saint-Jean de la Castelle, sur les rives de l'Adour.

PH. L.

N° 3

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

40^e Année. — Mai-Juin 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1913

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I.	<i>Une Statuette en bronze de Mercure</i> , par J.-R. Marboutin.....	189
II.	<i>De Nérac à Paris en 1764</i> , par Labadie-Lagrave.....	193
III.	<i>Souvenirs du ciel Agen. La tour du Bourreau</i> , par Ph. Lauzun.....	209
IV.	<i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817 de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (suite)</i> , publiée et annotée par R. Bonnat.....	216
V.	<i>Les Temples protestants de Monflanquiaux xvi^e et xvii^e siècle</i> , par l'abbé Magot.....	234
VI.	<i>La Révolution française dans la commune de Sos (suite)</i> , par Duffau.....	245
VII.	<i>Montaut (fin)</i> , par J. Benaben.....	260
VIII.	BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE : Comte de Dienne, <i>Voyage de Madame de Serilly dans la Haute-Loire en 1795 (Ph. Lauzun)</i>	274
IX.	CHRONIQUE RÉGIONALE : Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest. En l'honneur de Mgr Lanusse. Incendie de la vieille église paroissiale de Saint-Hilaire d'Agen. Commission du musée d'Agen (Ph. Lauzun).....	278
X.	Procès-verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen (mai-juin)	282

GRAVURES :

Statuette en bronze de Mercure
La Tour du Bourreau

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Clichés Marboutin

STATUETTE EN BRONZE DE MERCURE

THE STATEMENTS BY THE WITNESSES

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

Cents dans le pays de Prusse, et de la Prusse
200 habitants. Son chef est un homme d'un grand
rang auquel succède un conseil de six personnes
dont les rangs.

Le territoire de cette commune est en partie compris dans la vallée de la Garonne. On y trouve de nombreux vestiges antiques. J'ai recueilli plusieurs monnaies romaines et autres de la pierre. J'ai reconnu des constructions antiques, les dits Juanel, Cassidoren, la chapelle, Roche, Grange, etc. Les voies romaines sont encore visibles, et on voit de loin d'où venait du sud le trafic par le haut plateau.

non loin de cette dernière, se trouve dans un lieu où se trouvent une jeune fille en tablier et une jeune statue en bronze, les bras levés de 9-18, ce bronze est en bronze et les propriétaires ont dit qu'ils ne pouvaient recevoir un métal plus précieux. Cependant, en rien aller la beauté de ce bronze est représenté, selon la tradition de l'art, comme femme au visage d'apôtre, à la chevelure des cheveux défilant l'égérie et la vision des esprits, des exercices du corps, la statue est

Hottel, C. S. "Thermodynamics of the
 combustion of hydrocarbons." *Journal of
 the American Chemical Society* 40, 1918, pp.
 1791-1803.



— Marlottin

15 — BRONZE DE MERCURE

UNE STATUETTE EN BRONZE DE MERCURE

Trouvée à Cours, canton de Prayssas

Cours, dans le canton de Prayssas, est une petite commune de 330 habitants. Son village occupe l'emplacement d'un curtis franc, auquel succéda un château-fort dont il ne reste que quelques ruines.

Le territoire de cette commune, étendu sur les coteaux qui séparent la vallée de la Garonne d'avec celle du Lot, renferme de nombreux vestiges anciens. Pendant mon séjour dans ce pays, j'ai recueilli plusieurs instruments, armes et outils de l'âge de la pierre. J'ai reconnu des substructions antiques aux lieux dits Juanet, Casseïerra, la Paillolle, Roche, Quissac, etc., etc. Deux voies romaines secondaires s'embranchaient à la Paillolle. L'une d'elles venait du côté de Villeneuve en suivant le haut plateau.

C'est non loin de cette dernière, à côté du hameau de Bourassou, dans un lieu où ne se trouve aucun vestige ancien, qu'une jeune fille, en labourant, découvrit vers 1908, une charmante statuette en bronze représentant Mercure.

Haut de 0^m18, ce bronze était recouvert d'une superbe patine, que les propriétaires ont enlevée en partie, pensant peut-être qu'elle recouvrait un métal précieux. Ce traitement barbare n'a cependant en rien altéré la beauté de cette statuette.

Mercure est représenté, selon la tradition de l'art grec. C'est un beau jeune homme au visage imberbe, à la chevelure bouclée, dont les membres dénotent l'agilité et la vigueur. Les jeunes grecs épris des exercices du corps avaient un culte particulier pour Hermès « Hermès est un Dieu, dit une inscription, qui a toujours été cher aux éphèbes (1). »

Notre Mercure est au repos. Le poids du corps porte sur la

(1) Max. Collignon. *Mythologie figurée de la Grèce*. Quantin, Paris, p. 122.

jambe gauche et produit un déhanchement et une ondulation élégante des lignes. La tête est légèrement inclinée et tournée vers la droite. Le visage est imberbe, les traits fins, et la chevelure traitée par mèches séparées.

Le dieu est presque nu. Une courte chlamyde voile seulement une partie du buste. Elle est agrafée sur l'épaule droite et rejetée sur l'autre côté, elle s'enroule autour du poignet gauche.

Le bras droit est replié naturellement à la hauteur de la ceinture. La main est brisée. Elle devait tenir une bourse ou une tortue. La bourse rappelle que Mercure était la divinité des marchands, et aussi des voleurs. C'est son symbole le plus usuel; parfois, cependant, il tient une tortue.

Lucien, dans un dialogue entre Apollon et Vulcain, donne l'explication de ces attributs, et les traits caractéristiques de Mercure.

VULCAIN. — As-tu vu le petit Mercure, comme il est beau et sourit à tout le monde ? Il fait assez voir ce qu'il sera un jour quoiqu'il ne soit encore qu'un enfant.

APOLLON. — L'appelles-tu enfant, lui qui est plus vieux que Japhet en malice ?

VULCAIN. — Quel mal peut-il avoir commis, il ne fait encore que de naître ?

APOLLON. — Demande-le à Neptune, dont il a emporté le trident et à Mars, de qui il a pris l'épée, sans parler de moi, dont il a dérobé l'arc et les flèches.

VULCAIN. — Quoi ! un enfant encore au maillot ?

APOLLON. — Tu verras ce qu'il sait faire, s'il t'approche.

VULCAIN. — Il est déjà venu chez moi.

APOLLON. — Et ne t'a-t-il rien pris ?

VULCAIN. — Non, que je sache.

APOLLON. — Regarde bien partout.

VULCAIN. — Je ne vois point mes tenailles.

APOLLON. — Je gage qu'on les trouvera dans ses langes.

VULCAIN. — Quoi ! il est déjà si adroit, ce petit voleur ? Je crois qu'il a appris à voler dans le ventre de sa mère.

APOLLON. — Il a bien d'autres qualités : tu vois comme il cause; il sera un jour grand orateur et même bon lutteur, si je ne me trompe, car il a déjà donné le croc-en-jambe à Cupidon; et comme les dieux en riaient, et que Vénus le prit pour le baiser, il lui déroba son ceste, et eût emporté le foudre de Jupiter s'il n'eût été trop chaud et trop pesant; mais il lui enleva son sceptre.

VULCAIN. — Voilà un hardi petit galant.

APOLLON. — Il est aussi musicien.

VULCAIN. — Comment cela ?

APOLLON. — Il a fait un instrument de la coquille d'une tortue, dont il joue en perfection, jusqu'à me rendre jaloux, moi qui suis le dieu de l'harmonie; sa mère dit qu'il ne dort pas même la nuit, et qu'il va jusqu'aux enfers pour faire quelque butin; il a une verge d'une grande vertu, avec laquelle il rappelle les morts à la vie et conduit les vivants au tombeau (1). »

Le bras gauche de notre statuette, enveloppée de la chlamyde qui s'enroule sur son poignet, tenait en main le caducée, symbole de la paix, car Hermès est le grand négociateur des dieux et des hommes.

Les pieds sont munis de petites ailes pour marquer la légèreté de sa course. Ses différents emplois le tenaient continuellement dans l'action.

Il se dégage de ce bronze une impression de force et d'élégance. C'est une œuvre traitée avec beaucoup de soin. « Elle n'a rien, nous écrivait M. Héron de Villefosse, conservateur des Musées du Louvre, un fin connaisseur, de la vulgarité d'un trop grand nombre de Mercures gallo-romains. Elle est digne de la contrée qui nous a donné la délicieuse Vénus du Mas-d'Agenais. »

Le culte de Mercure était fort répandu en Gaule et on trouve sur son territoire de nombreuses statues de ce dieu. En Agenais, signalons, au hasard, un petit Mercure trouvé aux envi-

(1) *Encyclopédie méthodique. Antiquités, mythologie*, t. v. Paris. Pancouke, 1792.

rons d'Agen (1), un à Vianne (2), à Lourdens (3), commune de Fargues, au Barrou, près de Cancon (4), à Fauillet, etc. Mais aucune de ces statuettes ne peut être comparée à notre bronze.

Certains types rapportés par S. Reinach, dans le *Répertoire de la statuaire grecque et romaine*, le rappellent de loin. Il a aussi certaines analogies avec un Mercure du cabinet Foucault et un autre trouvé à Limoges (5).

Après l'examen de cette statuette, on pense naturellement à une œuvre grecque ou d'inspiration grecque. Il est d'ailleurs parfaitement établi que les artistes grecs ont eu une très grande influence sur l'art de Rome. « La grande sculpture antique n'a pas cessé d'être grecque, même jusque sous l'Empire. Rome, en dépouillant la Grèce d'une partie de ses chefs-d'œuvre, et en attirant incessamment à elle les artistes grecs par l'activité des grands travaux qui s'y exécutaient déplaça beaucoup moins que l'on n'est porté à le croire, le centre de production de l'art antique... Les sculpteurs grecs venaient à Rome et s'y établissaient d'une manière plus ou moins fixe, mais c'était en Grèce qu'ils se formaient; les ateliers grecs restèrent aussi la grande école et la principale officine de l'art particulièrement pour la sculpture (6). »

Nous savons, en outre, que la plupart des statuettes si nombreuses, dans le monde romain, ne sont que des répliques librement traitées, d'originaux célèbres, apportant chacune quelque variante nouvelle. A mon avis, le joli Mercure que je présente aux lecteurs de la « Revue » est une œuvre d'inspiration grecque dérivant d'un modèle célèbre, mais inconnu.

R. MARBOUTIN.

(1) *Essai sur les antiquités du Lot-et-Garonne*, par Saint-Amans, p. 99, pl. XXIII, n° 1.

(2) Abbé Barrère. *Hist. relig. et mon. du diocèse d'Agen*, t. I, p. 22.

(3) Samazeuilh. *Dictionnaire de l'arrondissement de Nérac*, p. 165.

(4) Massip. *Hist. de la ville et des seigneurs de Cancon*, p. 26.

(5) E. Babelon et A. Blanchet. *Catal. des bronzes antiques de la Bibliothèque nationale*, 1895, p. 142, n° 316-315.

(6) Heuzey. *Quelques observations sur la sculpture grecque en Gaule*. Dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1876, pp. 92-93.

DE NÉRAC A PARIS EN 1764

Le 7 mars 1764, par une matinée froide et maussade, quatre jeunes gens qui avaient passé au bal la plus grande partie de la nuit, partaient à cheval de Nérac. Ils allaient à Paris, mais ce n'était pas pour faire la conquête de la capitale. Les temps héroïques étaient passés, les quatre cavaliers avaient la bourse bien garnie, ce n'étaient pas des cadets, c'étaient des aînés de Gascogne. L'un d'eux, le chevalier de Malide, officier aux Gardes Françaises, allait rejoindre son régiment, deux de ses compagnons, MM. Larrat et Dejean, voyageaient pour leur plaisir, le quatrième enfin, M. de Larrard, cherchait en même temps à s'instruire et à se distraire. C'était un esprit cultivé et un lettré; il a noté ses impressions au jour le jour et rédigé plus tard, avec le plus grand soin, une relation complète de son voyage. Ce curieux document n'a pas été publié; il est resté à l'état de manuscrit dans les papiers de famille des représentants de l'auteur en ligne féminine, et je ne saurais trop vivement remercier M. Aimé Lasserre, ancien préfet, d'avoir bien voulu m'en donner communication.

Jean-Pierre-Isaac-Marie de Larrard était issu d'une ancienne famille d'origine espagnole. Etablis à Nérac depuis les dernières années du xvii^e siècle, les Larrard avaient exercé, de génération en génération, des charges de judicature et des emplois dans la Ferme du Contrôle des Actes qui les avait conduits à la fortune et leur permettait d'occuper une place considérable dans la meilleure société de la région. Le père de celui dont nous avons eu la bonne fortune de consulter les impressions de voyage, était conseiller du Roi, greffier en chef

civil et criminel du siège présidial et de la sénéchaussée de Nérac.

L'héritier de cette lignée intelligente et laborieuse avait fait de bonnes études et était par dessus tout, un esprit curieux. Le gros cahier in-folio, relié en parchemin, où il a mis au net ses impressions et ses souvenirs, est une sorte de recueil encyclopédique où il copie, au jour le jour, tout ce qui lui paraît intéressant. *L'Esprit des Lois* de Montesquieu, la *Nouvelle Héloïse* de Rousseau, les vers de Voltaire sur la *Mort du Dauphin*, les *Aventures de Télémaque*, le *de Senectute* de Cicéron, l'*Histoire Générale des Voyages* de l'abbé Prévost, la *Chronologie de l'Histoire de France* du Président Hénault, les *Proverbes de Salomon*, l'*Almanach Royal* de 1764, fournissent de curieux extraits à cette mosaïque de fragments détachés qui n'ont entre eux aucun lien mais qui n'ont jamais rien de banal et sont tous de nature à produire une assez vive impression sur l'esprit d'un jeune homme avide de s'instruire. Il va de soi que cette façon de prendre des notes est incompatible avec les études spéciales et approfondies dont ne peut se dispenser un homme ambitieux de réussir dans l'exercice de sa profession. M. de Larrard était un homme de loisir, un lettré, un érudit, il avait sur toutes choses les notions quelque peu superficielles mais très variées qui étaient à la mode de son temps. Ainsi, s'explique l'intérêt de ses impressions de voyage. On sent que l'auteur n'est pas dominé par une idée fixe. Dans ses notes on ne découvre rien qui fasse soupçonner un agronome insupportable ou un économiste prétentieux ; elles sont plutôt l'œuvre d'un observateur sans parti-pris qui a des connaissances assez étendues en archéologie, en art, en blason, en histoire, n'est pas insensible aux beautés de la nature et saisit au passage tout ce qui lui paraît digne d'être signalé. L'impartialité nous oblige d'ajouter que M. de Larrard paye quelque tribut aux faiblesses du siècle où il a vécu. Ce n'est pas que les propos galants tiennent une trop large place dans son ouvrage, mais en revanche, il manifeste à chaque repas, un goût très accentué pour cet art si français de la cuisine, qui n'a jamais peut-être brillé d'un si vif éclat que pendant la

seconde moitié du règne de Louis-le-Bienaimé. A défaut d'autre intérêt, les appréciations d'un observateur très compétent dans cet ordre de questions, auraient le mérite de jeter une vive lumière sur la nourriture qu'offraient aux voyageurs, les hôtels les plus renommés de l'ancienne France. Les admirateurs du « bon vieux temps » ne se doutaient pas du nombre de mauvais dîners qui se rencontraient sur la route de Nérac à Paris. Dès le premier soir, en arrivant à Bazas, M. de Larrard et ses compagnons font très mauvaise chère. A l'enseigne du *Petit Paris*, la cuisine est détestable. Le lendemain, à Langon, à l'auberge du *Dauphin Couronné*, le repas ne laisse pas autant à désirer mais il semble que les beaux yeux d'une jeune servante brune, de cinq pieds un pouce, aient inspiré aux quatre voyageurs quelque indulgence pour les plats qu'elle leur apportait sur la table.

Si, de loin en loin, un hôtel pouvait être bon, en revanche la route était presque toujours impraticable. Ne perdons pas de vue qu'en 1764, la Guerre de Sept-Ans venait à peine de finir et que l'entretien des chaussées avait eu à souffrir de la pénurie du Trésor public et de la détresse générale. Ce ne fut que plus tard, sous le règne de Louis XVI, que la France eut de nouveau, un admirable réseau de grandes routes alors unique en Europe.

M. de Larrard et ses compagnons de voyage qui connaissaient le mauvais état des chemins, avaient fait le projet de laisser leurs chevaux à Langon et de prendre le bateau qui devait les transporter à Bordeaux. Les malheureux n'avaient pas prévu la tempête qui allait éclater sur la Garonne. Le vent du nord faisait rage et soulevait les eaux du fleuve avec tant de violence que la navigation était impossible. Il va de soi que les voituriers ne laissèrent pas échapper l'occasion d'augmenter leurs bénéfices et que les voyageurs furent obligés de donner un louis d'or au lieu de dix-huit livres pour louer, suivant l'expression du temps, « la chaise » qui devait les transporter de Langon à Bordeaux; c'était six francs de plus que le tarif habituel.

Et quel voyage ! En 1764, l'entretien des routes laissait à tel

point à désirer dans le midi de la France, qu'il n'était nullement nécessaire à un enfant de la Gascogne ou du Languedoc de s'embarquer sur l'Atlantique ou sur la Méditerranée pour connaître le mal de mer avec toutes ses conséquences. Les grands chemins et les « chaises » de louage, suffisaient pour mettre ces émotions à la portée des populations les plus éloignées du littoral. Le chevalier de Malide qui avait fait la guerre et M. de Larrard qui venait tout juste de dépasser la trentaine, résistèrent assez bien mais M. Larrat et M. Dejean qui étaient de tout jeunes gens, demandèrent grâce. Ils firent d'abord deux lieues à pied, ne laissant sur leur chemin que trop de traces de leur passage. Puis, ils essayèrent de monter de nouveau en voiture, mais bientôt ils furent obligés de descendre et firent encore deux lieues à pied. Exténués de fatigue, ils se décidèrent enfin, à quatre lieues de Bordeaux, à prendre une chaise de poste beaucoup mieux suspendue que celle qu'ils avaient louée à Langon.

Dans les hôtelleries du XVIII^e siècle, les voyageurs entraient par la cuisine. Le spectacle qu'ils avaient sous les yeux était fait pour exciter l'appétit mais parfois aussi pour dissiper les illusions. A Bordeaux, M. de Larrard et ses compagnons, furent reçus à la cuisine de l'*Hôtel des Ambassadeurs* par le chef de l'établissement M. François, un vieillard de quatre-vingts ans, aux yeux bordés de rouge et par sa femme qui avait également les yeux bordés de rouge et devait avoir le même âge que son mari. A côté des deux époux dont l'aspect n'offrait aucune garantie de propreté, se tenait une servante octogénaire comme ses maîtres, ayant comme eux les yeux bordés de rouge, et comme eux ne se piquant pas d'avoir une tenue recherchée. Devant les fourneaux on voyait un vieillard âgé, lui aussi, de quatre-vingts ans, comme c'était la règle de la maison, ayant les yeux bordés de rouge et horriblement chassieux par dessus le marché. Ce personnage, d'une malpropreté repoussante, était le cuisinier. Son nez, gros comme le poing et chargé de rubis énormes, attestait des habitudes d'intempérance qui ne s'étaient pas refroidies sous l'influence des années.

Un repas servi sous des auspices aussi peu appétissants, ne pouvait être que détestable ; toutefois les quatre voyageurs se consolèrent bien vite de leurs mécomptes gastronomiques en passant la soirée au théâtre où on leur donna une représentation très divertissante d'*Arlequin sauvage* et d'*Annette et Lubin*.

Le lendemain ils prirent chez MM. Lespiault frères, gros négociants établis depuis plusieurs années à Bordeaux, qui étaient comme eux originaires de Nérac, une revanche de la mauvaise chère de l'*Hôtel des Ambassadeurs*. On leur offrit du chocolat au lait, et ce détail mérite d'être signalé. On aurait tort de croire que cette friandise est d'invention assez récente ; elle était déjà connue au ^{xvii}^e siècle et l'on voit, par le récit de M. de Larrard, qu'elle était d'un usage universellement répandu pendant la seconde moitié du règne de Louis XV. A ceux de ses convives qui n'aimaient pas le chocolat, le maître de la maison fit servir de la langue fourrée arrosée de ces vins fameux dont le duc de Richelieu, alors gouverneur de Guyenne et Gascogne, avait répandu la renommée à la Cour de France et de là dans toute l'Europe. Madame Lespiault n'assistait pas au déjeuner, à ce moment même, elle mettait un enfant au monde.

Après avoir pris congé de leur hôte, les voyageurs se rendirent à La Bastide, de l'autre côté de la Garonne, et entrèrent en pourparlers avec un loueur de voitures nommé Pierre Lafitte, qui, moyennant un prix total de quatre cent vingt-quatre livres, se chargea de les transporter à Paris. Chacun des quatre voyageurs avait à payer, pour sa part, une somme de cent six livres. Le prix des places des voitures publiques qui faisaient le trajet de Paris à Bordeaux, n'est pas indiqué dans l'*Almanach Royal* de 1764, mais une dizaine d'années plus tard, le tarif était de soixante-six livres par personne dans le grand carrosse et de quatre-vingt-douze francs dans la berline à huit places. Il va de soi que dans les prix qui précèdent la nourriture n'était pas comprise. Les voyageurs qui redoutaient, peut-être à bon droit, les exactions des hôtelleries où ils seraient obligés de prendre leurs repas sur la route, trai-

taient à forfait avec l'entreprise de Messageries qui s'engageait à les transporter et à les nourrir moyennant une somme de cent quarante livres. Toutefois, en sus de ce chiffre, il fallait payer un supplément de bagages. Les malles n'étaient gratuitement transportées que jusqu'à concurrence de vingt livres, la surtaxe était de cinq sols pour chaque livre d'excédent.

Dans leurs conventions avec Pierre Lafitte, les quatre voyageurs eurent soin de stipuler que leurs bagages seraient transportés sans augmentation de prix, mais il va de soi que les frais de nourriture devaient rester à leur charge et c'est peut-être pour cela qu'ils firent un certain nombre de repas succulents dont M. de Larrard a conservé un souvenir attendri.

Les routes n'étaient pas mieux entretenues sur la rive droite que sur la rive gauche de la Garonne; à peine partis de La Bastide, M. Dejean et M. Larrat sont obligés de descendre. Le premier qui rachète par la vigueur de ses jarrets, les défaillances de son estomac, fait le chemin à pied, jusqu'à Cubzac, mais le second n'est pas aussi robuste et il ne lui reste d'autre moyen de continuer son voyage que de monter sur le cheval du domestique de M. de Malide. Il est à regretter que l'auteur du récit ne nous donne aucune indication sur ce cinquième voyageur qui devait escorter la voiture depuis Bordeaux jusqu'à Paris. C'était très probablement un soldat, nous dirions aujourd'hui une ordonnance, qui avait accompagné son capitaine en Gascogne et revenait avec lui à son régiment.

La voiture arrive à Cubzac; de chaque côté de la Dordogne, un détachement de soldats de la garnison de Blaye, surveille le passage de la rivière. La précaution n'est pas inutile, les bateliers qui transportent d'une rive à l'autre, les voitures, les voyageurs et les bagages sont « des gens de sac et de corde ».

La nuit n'est pas loin, M. Dejean qui depuis Bordeaux fait le chemin à pied, est exténué de fatigue; on s'arrête à Cabi-gnac, dans une hôtellerie tenue par un ancien apothicaire qui n'avait pas réussi dans l'exercice de sa première profession.

Cet apothicaire s'était trompé sur sa vocation, il avait atta-

qué le tube digestif par le mauvais bout, mais il s'était ravisé à temps, et il avait changé de batteries. Le médiocre préparateur de remèdes, était devenu un cuisinier merveilleux.

Une ère de repas excellents venait de s'ouvrir pour les voyageurs. Ils parlaient encore du dîner qu'ils avaient fait chez M. Paris, ancien apothicaire, lorsqu'ils arrivèrent à Montendre, à l'auberge de la *Renommée*, chez la veuve Garderac. « On nous sert entre autres choses, dit M. de Larrard, un chapon gros comme un dindon, mais fondant, tant il était tendre. Ce chapon doit vivre dans cette relation aux fins d'une perpétuelle mémoire, non seulement par sa bonté, mais encore parce que de notre vie, nous n'en avons mangé de si parfait. »

Cet enthousiasme nous explique les progrès immenses que cet art si français de la cuisine a faits pendant la seconde moitié du xviii^e siècle.

A Barbezieux, à l'enseigne du Point-du-Jour, le repas est médiocre mais l'hôtesse est d'une amabilité raffinée. Les jeunes gens lui demandent s'il n'y a pas quelque bal dans la ville. Aussitôt, elle envoie la servante de l'auberge chez Madame de Taurion de Morsac pour lui faire connaître le désir des quatre étrangers. C'était chez Madame de Taurion que se réunissait la société élégante de la ville; Madame de Taurion n'avait qu'à frapper de son gracieux talon le sol de Barbezieux, pour en faire sortir une légion de danseuses. En moins d'une demi-heure, cent cinquante jeunes filles étaient à leur poste.

Les quatre voyageurs avaient eu à peine le temps de se revêtir de leur costume de cérémonie et de descendre à la cuisine. Le laquais et le valet de chambre de Madame de Taurion les attendaient pour les conduire et porter devant eux un flambeau à travers des rues dont la propreté laissait à désirer.

Les cent cinquante jeunes filles « faites à peindre et jolies comme des amours », suivant l'expression de M. de Larrard, rivalisent d'amabilité à l'égard des quatre voyageurs et se flattent peut-être de prendre au filet ces oiseaux de passage. Une d'elles surtout, une brune, d'une beauté remarquable, Mademoiselle de Monty, ne perd pas de vue les jeunes étrangers et fait étinceler en leur honneur ses grands yeux noirs

chargés d'éclairs, mais le Président de l'Election, M. de Bache-reau, qui a lieu d'être jaloux, s'est aperçu de la manœuvre. Il ne veut pas laisser échapper une si belle occasion d'étaler son bel esprit, son savoir, l'ampleur et la variété de ses connaissances en toutes choses; il accapare si bien l'attention des jeunes voyageurs, que les œillades enflammées de la jolie brune se perdent dans le vide.

On s'explique l'enthousiasme de M. de Larrard, il est encore à l'âge où toutes les femmes, à la seule condition qu'elles soient jeunes, paraissent belles mais par quel miracle une ville comme Barbezieux, qui de nos jours ne compte guère plus de quatre mille habitants et dont la population ne devait pas dépasser ce chiffre pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, a-t-elle pu fournir en une demi-heure, un contingent de cent cinquante danseuses ! Il est vrai que les familles étaient nombreuses dans la société élégante de ce temps-là. Au demeurant, le nombre de ces jeunes filles importe peu; ce bal improvisé n'en reste pas moins un des épisodes les plus intéressants du voyage. C'est l'ancienne France prise sur le vif, ce sont les mœurs du bon vieux temps avec leur affabilité, leur courtoisie, leur prévenance pour des étrangers, leur confiance en des inconnus ; vertus qui de nos jours tendent à disparaître et qui d'ailleurs ne seraient pas sans danger.

Les voyageurs ne dansèrent pas à Angoulême, mais en revanche, ils firent à l'enseigne de la *Fleur-de-Lys* dans le faubourg de Lhommeau, en dehors de l'enceinte de la ville, un repas remarquable dont le menu mérite d'être conservé

Une soupe de purée excellente

ENTRÉE

Un civet de lièvre. — Deux truites

ROTS

Quatre tanches frites. — Une paire de perdrix

Deux carpes frites au sec

DESSERT

Un plat de tartelettes. — Un plat de figues de Marseille

Un plat de raisin de Corinthe. — Un plat de noisettes

Dans cet incomparable hôtel, tenu par Besson, le logement valait la nourriture. Les chambres sont d'une extrême propreté ; on donne à M. de Larrard le lit où a couché M. de Grimaldi, ambassadeur d'Espagne. On ne voit dans Angoulême ni belles rues, ni belles maisons, mais les promenades qui suivent les parapets des fortifications, sont magnifiques. Cent dix invalides gardent le château de François I^{er}. Les voyageurs paraissent éprouver quelque déception en visitant ce monument dont les dimensions sont médiocres et qui n'a qu'une seule cour. On fait dans la ville un grand commerce de faïence.

A partir d'Angoulême, il semble que M. de Larrard, trop absorbé jusque-là, par les soucis gastronomiques d'un estomac habitué à une cuisine délicate et depuis six jours ballotté entre de mauvaises et de bonnes auberges, s'intéresse de plus en plus au spectacle qu'il a sous les yeux. Il admire les beaux arbres de la forêt de Verteuil qui appartient au duc de La Rochefoucauld et qui n'a pas moins de deux lieues de long et d'une demi-lieue de large. En arrivant à Maule, il demande le nom du propriétaire du château qui s'élève à peu de distance de ce village. On lui apprend que cette fastueuse demeure où il y a quarante lits de maître à offrir aux invités, a été construite en 1704 par le marquis de Vêrac, chevalier des Ordres du Roi et lieutenant général de ses armées, frère du fameux chevalier de Saint-Georges dont le nom occupe une place importante dans le Recueil des *Causes célèbres*.

A Ruffec, les ouvriers travaillent à la démolition du vieux château. Ils ont trouvé dans les murs deux pièces d'or à l'effigie de Philippe roi de France. On les a fait voir à M. de Larrard qui malheureusement n'est pas un numismate et ne peut pas dire si elles étaient de Philippe-Auguste, de Philippe-le-Bel ou de Philippe de Valois. Ce château avait été acheté par le comte de Broglie à la succession de M. de Saint-Simon et le nouveau propriétaire le faisait démolir pour en construire un autre, suivant le goût du jour. Ce grand seigneur ruiné dont les biens avaient été vendus après décès, n'était autre que l'auteur des *Mémoires*. La vieille résidence seigneuriale qui

tombait sous le marteau des démolisseurs était le siège du marquisat de Ruffec dont le second fils du duc de Saint-Simon portait le titre en même temps que du vivant de son père il avait été fait Grand d'Espagne conjointement avec lui. Il va de soi que le duché de Saint-Simon et la dignité de Pair de France étaient réservés à l'aîné. Ces plans dressés de longue main par un chef de famille qui préparait avec tant de sollicitude la grandeur et les titres de sa maison, furent déjoués par la fin prématurée des deux frères, et le vieux duc mourut sans héritiers mâles, laissant des affaires tellement embarrassées que tous ses biens furent vendus sous le contrôle du syndic de ses créanciers. Ce fut ainsi que le marquisat de Ruffec passa dans la maison de Broglie. Il est à remarquer en quels termes M. de Larrard parle de « la succession de M. de Saint-Simon » sans désigner autrement le défunt dont il ne connaît guère que le nom et la ruine. A cette époque là, l'auteur des *Mémoires* était mort depuis neuf ans et ses manuscrits avaient été séquestrés comme papiers d'Etat. Les quatre voyageurs qui s'étaient arrêtés pour assister à la démolition du vieux château de Ruffec ne se doutaient guère de la gloire posthume qui attendait le grand seigneur mort à peu près insolvable, mais en même temps le grand écrivain dont personne de son vivant n'avait soupçonné le génie.

Il semble que Poitiers ait produit une fâcheuse impression sur M. de Larrard, « c'est, dit-il, une grande *villasse*, très mal percée, on y voit peu de belles maisons ». Pourtant le voyageur si sévère dans ses appréciations sur la vieille capitale du Poitou, ne peut refuser son tribut d'admiration aux allées, au labyrinthe et surtout au quinconce du Jardin de Blossac, « dont le milieu est planté d'un jetin touffu de muriers ». Cette magnifique promenade devait son nom à M. de Labourdonnaye de Blossac, l'un de ces grands intendants du dix-huitième siècle, qui ont administré leurs généralités avec tant de sagesse et pris une si large part à l'embellissement des villes où ils exerçaient leurs fonctions.

Après avoir visité Poitiers, les voyageurs allèrent coucher à la Tricherie. Le village est tout petit, mais l'auberge est

excellente. M. de Larrard est émerveillé de l'abondance et de la variété des mets de toute espèce qui lui sont servis. « Nous croyions, dit-il, que les hôteliers ne finiraient jamais de nous apporter des plats ».

A peine engagés sur le pont de Châtellerault, récemment reconstruit à neuf malgré la détresse générale qui avait été causée en France par la Guerre de Sept Ans, les quatre voyageurs sont assaillis par une légion de femmes armées de couteaux. Ce n'est pas qu'elles veuillent en faire un usage meurtrier. Ces Amazones de la coutellerie qui font flamboyer au soleil des lames scintillantes, ne sont pas autre chose que des marchandes bien décidées à ne pas laisser partir un étranger sans lui avoir vendu un de ces couteaux de poche, de ces ciseaux ou de ces rasoirs dont la trempe et le fil font la richesse et la gloire de la ville où ils ont été fabriqués.

Serrés de près par les marchandes, les quatre étrangers s'engagent dans une rue sans fin. Coutelleries à droite, coutelleries à gauche, pas une maison dont le rez-de-chaussée ne fût occupé par une boutique dont l'étalage étincelait des reflets des lames toutes neuves. Au xvm^e siècle, Chatellerault était la métropole de l'acier. ✕

M. de Larrard et ses compagnons ne firent pas un long séjour dans une ville où un étranger ne pouvait faire un pas sans qu'on lui mit un panier de couteaux sous la gorge. Ils allèrent dîner à Ingrande et coucher à Sainte-Maure. Dans ce petit village qui appartenait au duc de Rohan-Montbazon, les mœurs patriarcales du moyen âge s'étaient conservées dans toute leur pureté. Chaque soir, après la nuit close, la cloche sonnait et tous les habitants sans distinction de sexe ni d'âge, se réunissaient dans l'église paroissiale pour faire la prière en commun.

Les voyageurs arrivent à Tours; ils ont enfin la sensation d'une grande ville. Le soleil de Louis XIV flamboie au-dessus des portes monumentales, les rues sont larges, les maisons sont magnifiques, les hôtelleries sont excellentes et les femmes sont belles.

Il semble qu'en visitant les églises de Tours, les quatre voya-

geurs n'aient pas suffisamment admiré le tombeau des enfants de Charles VIII qui est un des morceaux les plus achevés de la sculpture française. Leur attention est ailleurs, ils jettent à peine un regard distrait sur le chef-d'œuvre des frères Lejuste et n'ont d'autre souci que de découvrir le tombeau de l'abbé de Grécourt. Le libraire qui avait publié les ouvrages du plus léger des écrivains du XVIII^e siècle avait affirmé, dans la préface de l'édition imprimée après la mort de l'auteur, que le poète dont les vers licencieux faisaient les délices des contemporains de Louis XV, avait sa sépulture dans une église.

Suivant une version généralement accréditée parmi les beaux esprits du temps, le chapitre de Saint-Martin lui avait fait élever un monument funèbre où était gravée une épitaphe élogieuse. Les jeunes voyageurs consultèrent en vain les chanoines, aucun d'eux ne put leur indiquer un tombeau qui n'existait pas.

M. de Larrard et ses compagnons étaient des hommes de leur époque. Ils connaissaient à fond la littérature légère du XVIII^e siècle, ils voulaient à tout prix savoir si les restes de Grécourt reposaient dans une église et eurent la curiosité de rechercher s'il y avait encore des descendants de Bonneau. Ce personnage répugnant qui d'ailleurs n'a jamais existé que dans le poème odieux de Voltaire dont le titre seul a échappé à l'oubli, était le confident de Charles VII et occupait dans la vie galante de ce souverain inconstant et volage, les fonctions « d'ami du Roi » en prenant cette expression dans le sens qui lui était donné sous le règne de Louis XV. Les jeunes voyageurs eurent la satisfaction d'apprendre que la famille de Bonneau n'était pas éteinte et qu'elle était représentée par un conseiller au Présidial de Tours. Cet honorable magistrat descendait en ligne directe et masculine d'un ancêtre qui n'avait jamais existé. Le fait n'est pas sans exemple dans plus d'une généalogie, mais ce miracle n'en paraît pas moins inexplicable quand il s'agit d'un aïeul trop complaisant dont les arrière-petits-neveux étaient loin d'avoir à se glorifier. Une vieille légende locale avait-elle persisté à travers les siècles, ou bien un Tourangeau malicieux avait-il abusé de la crédu-

lité des jeunes étrangers. Nous ne serions pas éloigné de croire que cette fois, la Touraine avait mystifié la Gascogne.

A partir de Tours, il semble que les voyageurs aient hâte d'arriver à destination. Ils ne s'arrêtent pas à Amboise dont ils admirent de loin le château et le pont de trente-trois arches construit moitié en bois moitié en pierre. Ils continuent leur route jusqu'au petit village de Veuve où l'auberge est mauvaise et malpropre. Tout ce qu'on leur sert est couvert de cendre et le vin est exécration.

A Blois, une déception les attend. On leur avait dit que les habitants de cette ville, avaient un accent dont les modulations donnaient à la langue française une harmonie incomparable. Cette illusion fut bien vite dissipée. Pour des Français qui ont vu le jour sur les bords de la Baise ou de la Garonne, le seul accent qui sonne agréablement à l'oreille est l'accent du pays natal. Aux yeux de nos voyageurs, la véritable renommée de Blois ce sont les produits que l'on tire du bois de réglisse. On vend à l'Hôtel-Dieu de cette ville du réglisse noir, du réglisse blanc, du réglisse jaune, du réglisse de toutes les couleurs. D'autres industries, telles que la quincaillerie, la coutellerie, et surtout la fabrication des dés à coudre, contribuent pour une bien plus large part encore, à la prospérité d'une population très active et très laborieuse.

Décidément, les hôtelleries sont mauvaises sur les bords de la Loire. Nos voyageurs qui ont eu si gravement à se plaindre de l'auberge de Veuve, ne garderont pas un meilleur souvenir de celle de Saint-Laurent. Mais ils sont dédommagés de ce régime de mauvaise chère par la variété du spectacle qu'ils ont sous les yeux. A quelque distance de Blois, ils ont aperçu de l'autre côté du fleuve le château de Ménars qui appartient à Madame de Pompadour. Dans la banlieue d'Orléans, ils admirent une maison de plaisance entourée d'un parc immense et d'un jardin planté d'arbres rares; on leur apprend que cette fastueuse résidence appartient à un industriel qui a fait une grosse fortune dans la raffinerie. M. de Larrard et ses compagnons, donnent libre carrière à leur enthousiasme, ils sont émerveillés de voir des rues longues et larges bordées

de maisons magnifiques, toutes construites sur un modèle uniforme. Les promenades élevées en terrasse le long des murs de la ville, divisées en une allée et deux contre-allées, sont de toute beauté. La cathédrale dont les portes sont surmontées d'un soleil et de la devise « *Nec pluribus impar* » a été réparée ou plutôt en très grande partie reconstruite à neuf sous le règne de Louis XIV. Dans une chapelle qui se trouve derrière le chœur, M. de Larrard aperçoit un monument funèbre chargé de deux écussons accolés, l'un et l'autre, aux armes de France. Du premier coup le jeune voyageur dont nous ne saurions trop admirer l'érudition, reconnaît le tombeau de la femme du Régent. L'un des blasons, en effet, porte le lambel de la maison d'Orléans et l'autre le bâton péri posé en barre des filles naturelles de Louis XIV. Trois jours plus tôt, en visitant l'abbaye de Beaumont-lez-Tours, M. de Larrard avait remarqué, au-dessus de la porte de la chapelle, un cartouche aux armes royales portant également un bâton péri mais cette fois posé en bande et non en barre. L'écusson en forme de losange indiquait une princesse qui n'était pas mariée et le bâton péri en bande était réservé à la maison de Condé. Il n'en fallait pas davantage au jeune voyageur pour conclure qu'une Princesse de Condé devait être abbesse de Beaumont-lez-Tours et vérification faite, cette conjecture se trouva pleinement justifiée. Décidément, la science du blason n'avait plus de mystères pour un homme qui reconnaissait avec une si remarquable sûreté de coup d'œil, les brisures de toutes les branches de la maison de France.

Au sortir de la cathédrale d'Orléans, les quatre voyageurs furent abordés par un habitant de la ville qui entra en conversation avec eux. A Blois, l'accent des bords de la Loire, leur avait causé une véritable déception, ils ne comprenaient pas l'engouement que pouvait exciter cette façon de parler la langue française. Par une juste réciprocité, l'accent du Midi fortement prononcé, produisait une impression singulière sur l'oreille d'un Orléanais. Aussi l'indigène dont la curiosité avait été mise en éveil, ayant causé quelques instants avec les quatre étrangers, finit-il par leur avouer de très bonne grâce

qu'il les avait pris pour des Italiens qui faisaient le commerce du poivre.

Prendre des Gascons pour des Italiens et des gentilshommes pour des marchands de poivre ! Le malheureux qui avait commis de pareilles bévues, était aussi disgrâcié de corps que d'esprit. Il donnait un démenti éclatant au préjugé populaire qui attribue de l'intelligence aux bossus. Il était, en effet, bossu et très bossu comme un grand nombre de ses compatriotes. A partir de cette aventure, les quatre voyageurs se mettent à compter dans les rues de la ville, le nombre des passants qui sont atteints de cette difformité. Nous laissons la parole à M. de Larrard : « En pas un lieu du monde, s'écrie-t-il, je doute qu'on voie une aussi grande quantité de bossus qu'à Orléans, c'est une chose singulière et incroyable. »

Cette ville de bossus n'en est pas moins très prospère. En dehors de la raffinerie du sucre, qui est sa principale source de richesse, elle retire des bénéfices considérables de la fabrication du cotignac. Cette confiture dont le coing est le principal ingrédient et dont il nous paraît inutile de donner la recette, était, au XVIII^e siècle, une des spécialités et une des gloires de l'industrie Orléanaise. Il y avait dans la ville d'Orléans un certain nombre de boutiques où l'on ne vendait pas d'autre marchandise.

Avant de se remettre en route, les quatre voyageurs s'inquiètent de savoir ce que sont devenues les statues colossales de Charles VII et de Jeanne d'Arc, placées autrefois à la tête du pont pour rappeler la délivrance de la ville. On leur apprend que le groupe de bronze est tombé dans la Loire une vingtaine d'années auparavant et s'est fort endommagé dans sa chute. On a été obligé de le refondre et les deux statues coulées à neuf ont été transportées à l'Hôtel de Ville. Elles sont prêtes à être remises en place. Ceci se passait en 1764. Autrefois, comme de nos jours, les statues élevées aux gloires nationales avaient le temps d'attendre.

La forêt d'Orléans avait jadis une mauvaise réputation ; M. de Larrard proteste à bon droit, contre cette légende. Au moment où il a fait son voyage de Nérac à Paris, les grandes

routes qu'il a suivies étaient en général mal entretenues mais elles étaient sûres. L'auberge est très mauvaise à Toury, mais elle est parfaite à Etampes, ville célèbre par ses écrevisses. Nos voyageurs sont enfin sortis de la zone des mauvais repas. Ils n'ont qu'à se louer de l'hôtellerie d'Arpajon et on leur sert un excellent dîner à la Croix de Berny, auberge fameuse où les Parisiens viennent faire des parties fines. La capitale n'est pas loin; encore six petites lieues; mais voici le château de Sceaux, à peu de distance de la route. C'est la résidence du Comte d'Eu, fils du duc du Maine. Déjà c'est presque la banlieue de la grande ville. Enfin, le jeudi 22 mars, à trois heures de l'après-midi, M. de Larrard et ses compagnons arrivent à Paris et vont loger à l'Hôtel du Bouloy, chez M. Gion, traiteur, tenant table d'hôte. Ils étaient partis le 7 mars, leur voyage avait duré seize jours.

x On sera peut-être curieux de savoir ce qu'est devenu l'auteur de ces notes prises sur le vif, où se trouvent consignés, avec une sincérité absolue, un si grand nombre de traits de mœurs qui seraient loin d'être sans intérêt pour une étude de certains détails de la vie matérielle et de l'état d'esprit de la société française du XVIII^e siècle. Revenu à Nérac après un séjour à Paris qui ne paraît pas avoir été de longue durée, Jean-Pierre-Isaac-Marie de Larrard ne sortit plus de sa ville natale. Entouré de l'affection des siens, il partagea ses journées entre l'administration de son domaine de Villary et les distractions littéraires qui donnaient une si vive impulsion à l'activité intellectuelle de la vie provinciale pendant les derniers temps de l'ancien Régime, même quand elles n'étaient accompagnées d'aucun espoir de publicité. Il traversa sain et sauf les orages de la Révolution et mourut en 1806, à l'âge de soixante-treize ans, laissant un nom universellement honoré.

LABADIE-LAGRAVE.



Cliché Ph. Lauzun

LA TOUR DU BOURREAU

SOUVENIRS DE VIE

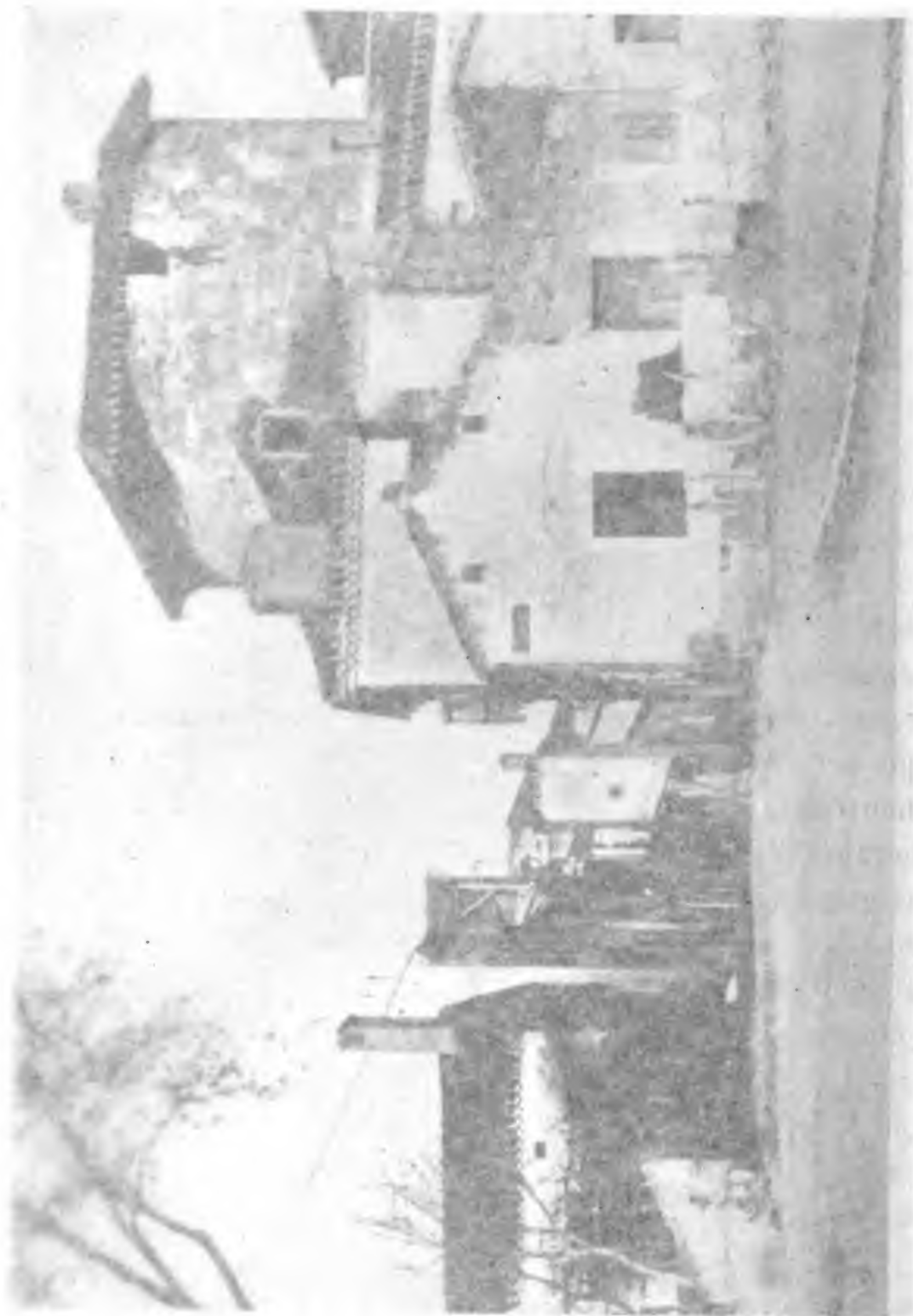
LA TOUR DE LA PORTE DU PIN

Elle me faisait joliment peur, ce lieu, alors que, tout enfant, j'étais allé avec un effroi, par les sombres murs, qu'ajoutait l'obscurité de l'étage supérieur.

C'est que je me souviens d'un soir de septembre, alors que, pour la foire de Raymond, je me dirigeais vers la Porte du Pin, qui tenait la foire, pour assister à une séance de magie. A peine étais-je arrivé à la hauteur de la Tour de la Porte du Pin, que ma bonne me prit tout à coup, me dit, à voix basse, « c'est le bourreau, celui qui tue les gens », et, en effet, un homme d'une soixantaine d'années, aux cheveux grisonnants, couverts de neige, avec une canne à la main et fumant un pipe, se dirigeait, lui aussi, vers la Porte du Pin.

Ce personnage était-il Désiré Demorens, le dernier exécuteur des arrêts criminels d'Agen ? ou son fils ? ou l'un de ses prédécesseurs, Vincent Bernacini ? ou peut-être le Bourreau Champin, sur le compte duquel Bladé ne fait pas d'assertions, plus ou moins véridiques (1) ? Je ne puis le dire. Toujours

(1) *Les Exécuteurs des arrêts criminels*, par M. le chevalier des Escadrons, Paris, 1877, pp. 49-71, et tirage à part. — Voir aussi *Les jugements criminels pendant la Révolution*, par M. le chevalier des Escadrons, Paris, 1905, pp. 505-512. — Au moment de mettre sous presse, bien nous communiquer, à son tour, quatre pages inédites, de M. le chevalier des Escadrons, sous la direction de la Préfecture de Lot-et-Garonne sous la direction de M. le préfet.



CH. H. H. Co. 200.

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA TOUR DU BOURREAU

Elle me faisait joliment peur autrefois, cette Tour du Bourreau, alors que, tout enfant, on me promenait de son côté ! Et c'est avec un effroi, mêlé de curiosité, que je regardais ses sombres murs, qu'ajourait à peine une petite ouverture à l'étage supérieur.

C'est que je me souvenais d'une certaine rencontre faite un soir de septembre, alors que, sortant du jardin de la comtesse de Raymond, je me dirigeais vers la Porte du Pin, où se tenait la foire, pour assister à une représentation de Guignol. A peine étais-je arrivé à la hauteur de la rue Saint-Martial, que ma bonne me prit tout-à-coup par la main et me serra contre elle, me disant, à voix basse : « Vous voyez ce Monsieur, qui sort de cette tour et vient vers nous. Eh bien ! c'est le bourreau, celui qui tue les hommes ! » Et je vis, en effet, un homme d'une soixantaine d'années, bien mis, ganté, les cheveux grisonnants, couverts d'un chapeau à haute forme, qui, la canne à la main et fumant un cigare, se dirigeait, lui aussi, vers la Porte du Pin.

Ce personnage était-il Désiré Dëmores, le dernier exécutéur des arrêts criminels d'Agén ? ou son fils ? ou bien un de ses prédécesseurs, Vincent Bornacini ? ou peut-être le fameux Champin, sur le compte duquel Bladé ne tarit pas d'anecdotes, plus ou moins véridiques(1) ? Je ne puis le dire. Toujours

(1) *Les Exécuteurs des arrêts criminels d'Agén. Recue de l'Agénais* t. iv, 1877, pp. 49-71, et tirage à part. — Voir aussi, de M. R. Bonnat, *L'Exécuteur des jugements criminels pendant la Révolution, Recue de l'Agénais*, t. xxxii, 1905, pp. 506-512. — Au moment de mettre sous presse M. l'abbé Marboutin veut bien nous communiquer, à son tour, quatre pages des *Souvenirs*, manuscrits et inédits, de M. le chevalier des Escherolles, ancien secrétaire général de la Préfecture de Lot et-Garonne sous la Restauration, consacrées à la Tour du

est-il qu'il ne me fit pas grand peur ; mais, qu'en revanche, mes yeux restèrent obstinément fixés sur sa demeure, plus noire ce soir-là que jamais, me demandant si ce n'était pas là qu'avaient lieu les exécutions ?

Depuis, je n'ai pu passer près de la Tour du Bourreau, sans me rappeler ces impressions premières ; et, si je les consigne ici, c'est qu'elles font, dans mon esprit, partie intégrante de l'étude que mon devoir est de consacrer aujourd'hui à ce monument du vieil Agen, bien déchu de son ancienne splendeur.

Mais, vers 1853 ou 54, il était encore intact, tel que le reproduit la gravure d'en tête, l'une des premières photographies qui, avec celle de Sainte-Foy déjà donnée, ait été prise directement, à cette époque lointaine.

Il était dans la destinée des bourreaux d'Agen d'être toujours logés dans quelques vieille tour de l'enceinte, relégués ainsi par ordre de la municipalité dans ces sombres taudis, loin des habitations ordinaires, comme s'ils portaient sur eux

Bourreau. Pour en parler, ce dernier prend prétexte de ce qu'il habitait, vers 1842, l'ancienne maison des fous, aujourd'hui siège du *Comité Tournié* et de la *Société de Vesins*, rue Saint-Martial, et aussi d'un dessin au crayon de cette tour, qu'il donne et qu'aurait fait son fils, prise du côté du boulevard et à peu près telle que nous la reproduisons.

« C'est là, écrit-il, qu'habitait l'exécuteur des hautes œuvres, avec sa femme
« et sa famille. C'est un homme jeune encore qui paraît bien élevé. Sa femme
« est fraîche ; ses enfants pâles comme le père. Une jeune fille, âgée d'environ
« treize à seize ans, paraît sentir profondément l'espèce de défaveur qui plane
« sur les auteurs de ses jours. Cependant cette famille est assez bien accueillie
« par le voisinage. La femme surtout est d'un entrain heureux. On les dit pieux,
« bienfaisants, obligeants et bons. S'ils sont de famille ancienne dans cette
« place, ils sont à plaindre. S'ils ont sollicité cette place ils sont dignes d'un
« profond mépris ; car, le croirait-on, à la mort du précédent, le fils ayant tout
« fait pour répudier cette succession, 70 concurrents, dans la ville d'Agen, sol-
« licitèrent l'emploi. Heureusement que pour l'honneur de la population de
« cette ville, ces concurrents étaient tous Araniens ou Catalans ; la frayeur du
« service ayant amené à Agen, et aussi pour les travaux du Canal, une popu-
« lation de 4.000 entrepreneurs. » Et M. des Escherolles d'ajouter que, comme
ses prédécesseurs, ce bourreau, qu'il ne nomme pas, mais qui ne peut être que
Jean-Baptiste Champin, était bandagiste-hernieux et vendait des onguents et
de la graisse de chien. Après avoir décapité un condamné, « il lui fit dire, à ses
« dépens, une messe, à laquelle il assista avec toute sa famille. »

Son prédécesseur, qui était un nommé Etienne, avait un regard timide et en dessous. Il témoignait à M. des Escherolles une considération respectueuse, et le saluait jusqu'à terre « ce qui, écrit-il, l'effrayait fort. Aussi lui rendait-il ra-
« pidement son salut. »

une tache indélébile et ne devaient avoir nulle fréquentation avec le commun des mortels.

Déjà, en 1572, il existait à Agen une Tour du Bourreau. Mais ce n'est point celle qui nous occupe.

Cette tour était placée entre la Tour de la Poudre et la Porte Neuve, ainsi qu'il ressort d'un procès-verbal de Jurades de cette année, publié par Amédée Moullié, et où il est dit, à propos de la répartition par dizaines des murailles de la ville, pour les garder : « Depuis la Porte Neuve jusques à la « *Tour du Bourreau*, une dizaine..... et despuys ladite Tour « du Bourreau jusques au pont derrière la maison de Bra- « gayre, en ce comprise la Tour de la Pouldre, formant la « 19^me dizaine (1) ». Cette tour où logeait le bourreau, et que nous avons déjà signalée dans notre travail sur les *Enceintes successives de la ville d'Agen*, fut détruite en 1649, lors du percement de la rue Saint-Louis, actuellement rue Louis-Vivent et de la construction de la Porte de ce nom et des Ecuries du Roi. L'ordre en fut donné par le second duc d'Épernon, gouverneur de la Guienne et l'hôte, plus souvent qu'elle ne l'aurait voulu, de la ville d'Agen, où il avait fait construire pour Anne de Maurès, plus connue sous le nom de Manon d'Artigues, la maison de Malconté et dessiner le beau parc qui l'entourait de tous côtés.

Où se transporta alors le bourreau ? Nous l'ignorons. Bladé, dans son *Mémoire*, écrit qu'au commencement du siècle dernier, le bourreau d'alors se nommait François Bergé et qu'il habitait « une vieille tour de ville dont il restait encore quel- « que chose au bord du ruisseau de la Masse, bordé, ajoute son « chroniqueur, d'un chemin qui conduit du Pont de las Moun- « jos à l'ancienne Porte Sainte-Foy, parallèlement au boule- « vard actuel Sylvain-Dumon (2) ».

Est-ce la Tour Saint-Côme ou Saint-Fiary, ou Sainte-Foy ? ou encore la Tour d'Armagnac, de Truelle, ou de la Bretonnerie, toutes échelonnées le long de la Masse ? Selon sa mau-

(1) *Recueil de la Société académique d'Agen*, t. VI, 1^{re} série, pp. 390 413.

(2) *Oper. cit.*

vaie habitude, Bladé ne fournit aucune précision, et ne donne, à cet égard, aucun renseignement exact.

Cette demeure, du reste, ne fut que provisoire ; car, moins de trente ans après, nous voyons le bourreau installé définitivement dans la tour qui, depuis, fut dénommée, comme les autres, *Tour du Bourreau*.

Mais ce nom n'était pas le sien. Elle s'appelait *Tour de Marmande*, et cela depuis sa création, c'est-à-dire depuis la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle.

Ce ne fut, en effet, croyons-nous, qu'après 1355 que cette tour fut construite. Dans le livre des Jurades de 1345 à 1355, publié avec tant de soin par Ad. Magen, il n'en est jamais question. Portait-elle à ce moment un autre nom ? C'est peu probable ; car nous la ne voyons désignée nulle part. Il faut donc croire que ce côté de la troisième enceinte d'Agen ne fut bâti que le dernier, et que c'est en souvenir des services rendus par le sénéchal Pierre de Marmande, peut-être même sur ses indications et par son ordre, qu'elle fut élevée et qu'elle prit son nom.

Pierre de Marmande est un des sénéchaux de l'Agenais qui a laissé le plus de traces de son passage. De 1316 à 1323, il est désigné comme tel pour le roi d'Angleterre dans la liste dressée par A. de Bellecombe (1). En 1322, il délivre, comme sénéchal d'Agenais, le vidimus d'une lettre d'Edouard II, où sont énumérés les privilèges qu'il concède aux villes de l'Agenais, réglés les détails de la procédure, organisée la police, etc. Le texte, en langue romane, est précédé d'une table de 40 articles (2). Puis, de 1329 à 1338, on le retrouve dans le Quercy, faisant fonctions de sénéchal pour le roi de France. Il convoque notamment, en 1338, les Etats du Quercy, à Cahors, à l'occasion de la guerre que viennent de se déclarer le roi de France et d'Angleterre, et il y prend une part importante, en

(1) *Aide-Mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais*, publié par M. G. Tholin, p. 52 (Auch, 1899).

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Suppl^e E., p. 27.

assistant aux sièges de Saint-Macaire de Pamiers, en 1337, et à celui de Sainte-Foi (1).

Pierre de Marmande revint-il ensuite à Agen ? Acheva-t-il la ligne de remparts commencée ? Rendit-il de nouveaux services à la ville ? Il faut le croire. En tous cas, son nom fut alors donné à la nouvelle tour, nom qu'elle a porté depuis, jusqu'à l'arrivée du bourreau dans la première moitié du dernier siècle.

La Tour de Marmande faisait partie de la troisième et dernière enceinte d'Agen. Elle s'élevait à la pointe sud-est de l'enceinte de transition qui avait englobé déjà le faubourg Lassaingne et à l'extrémité de la rue Saint-Martial, qui la délimitait, aujourd'hui rue Joseph-Barra. Elle s'appuyait, à gauche, sur la courtine que terminait la Tour de Vacqué, à l'extrémité du jardin actuel de Raymond, et, à droite, sur une longue file de murailles aboutissant à la plateforme Saint-Jean, mais renfermant dans cet intervalle plusieurs petites guérites, et aussi une tour de médiocre importance, la Tour Duranton, au bout de la ruelle encore existante, dite le *Carrerot Duranton*. Demi-circulaire, autrefois très élevée, atteignant encore aujourd'hui une hauteur d'environ 12 mètres, d'une épaisseur de mur de 1 m. 20, et construite en solide appareil moyen avec quelques raccords de briques, la Tour de Marmande commandait tout le front sud-est des murs de la ville, nouvellement construits, pour englober à leur tour et défendre le vaste faubourg du Pin. Son importance était considérable. Aussi fut-elle, de tout temps, l'objet des soins attentifs de la municipalité.

En 1584, les consuls paient 4 livres au sieur Chabrié pour « avoir recouvert les guérites et la Tour de Marmande (2) ».

En 1590, la ville est menacée d'être attaquée par les Huguenots : « C'est entre la Tour de Marmande, paraît-il, et la « Porte Neuve, qu'elle doit être surprise. » Il importe de la fortifier sur ce point et d'y faire bonne garde (3).

(1) Recueil de la Société académique d'Agen, t. XIII, 2^e série. *Les sénéchaux du Quercy*, par J. Momméja.

(2) Archives municipales, CC. 317.

(3) Idem, BB, 35.

Mais c'est surtout, lors de la visite des commissaires délégués par M. de Gourgues, trésorier général de France en Guienne, à la réquisition de MM. les Consuls, en janvier 1612, que les détails abondent sur l'état défensif de cette partie des murs d'Agen.

« Ayant veu, nous apprend le procès-verbal, icelle *Tour de Vacqué*, allant vers aultre tour, appelée la *Tour de Marmandet (sic)*, où il y a aultre corps de garde en temps de guerre, y aiant grande distance de l'une à l'autre, avons trouvé y avoir eu aultre fois trois guêrilles pour y poser des sentinelles, ny ayant à présent que la marque et place d'icelles à ladite muraille, lesquelles est très nécessaire de remettre tout à neuf pour la conservation de la ville.

« Et estant arrivés à ladite *Tour de Marmandet*, avons trouvé icelle n'avoir aucune canonière pour la deffence. estant très nécessaire d'y en faire pour la deffence d'icelle. Avons aussy trouvé estre nécessaire faire une guêrille pour ladite tour, pour poser la sentinelle d'un corps de garde sur ung petit coing de muraille, qui avance au dehors de ladite ville.

« Continuant ladite visite et allant vers la *Tour de Saint-Jean* où y a aultre corps de garde, aurions trouvé une guêrille, laquelle servira encore estant réparée, laquelle est toute desplanchée et decouverte, qu'il faut réparer.

« Plus, avons trouvé une *tour*, laquelle est crevassée de deux costez, de tant que le fondement d'icelle du costé de dehors a manqué, à cause de quoy elle se sépare de la muraille de ladite ville, en danger d'emporter une partye de ladite muraille de la ville, des environs d'icelle venant à tomber (1).

Durant tout le xvii^e siècle, le zèle des Consuls ne se ralentit pas.

Lors des troubles de la Fronde, peu de jours avant le siège de Miradoux par Condé, « il faut construire un gabion, lisons-

(1) Archives municipales, EE, 17. Cf : Voir nos *Enceintes successives de la ville d'Agen*.

« nous dans le *Journal des Consuls* de 1652, pour fortifier la
« tour appelée de Marmande (1) ».

Et encore, quelques années après, « il importe d'entretenir
la Tour de Marmande, et d'y faire de notables réparations (2) ».

« Le 19 germinal, an II (8 avril 1794), nous apprend Pro-
« ché, le Conseil général de la commune d'Agen, considérant
« que les murs qui cernent la ville arrêtent les courants d'air
« que la situation de la ville exige, et contribuent à rendre
« l'air insalubre et malsain, que d'ailleurs ces mêmes murs
« retracent des signes de féodalité, qui doivent disparaître
« du sol de la liberté ; qu'on pourrait employer les matériaux
« à ferrer le nouveau chemin de Pont du Casse, ou en paver
« les rues de la ville, délibère que ces murs seront démolis
« jusqu'aux fondements, ainsi que toutes les portes et tours,
« qui y sont adossées. Cette délibération fut approuvée le 24
« germinal par le représentant Monestier, qui ordonna de plus
« que les bastions, crêneaux, murs ou remparts, et autres ob-
« jets qui rappelaient la féodalité, tant dans l'intérieur qu'à
« l'extérieur de la commune d'Agen, seraient détruits de suite.
« Ces divers ordres furent bientôt exécutés (3) ».

Par quel miracle la tour de Marmande fut-elle épargnée ?
Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'elle nous a été conservée
à peu près telle qu'elle était à ses débuts. Ces dernières années
cependant on l'a éventrée, diminuée, rapetissée. Il n'en reste
plus qu'un dernier fragment. Saluons la avant qu'elle ne dis-
paraisse à tout jamais. Ne rappelle-t-elle pas, par son ossature
encore majestueuse, le but défensif pour lequel elle avait été
construite, les services qu'elle a rendus à la ville lors des
guerres anglaises et des troubles religieux ; et ne continue-t-
elle pas à évoquer, dans la mémoire de ceux qui les ont vus,
la silhouette lugubre de ces malheureux qui, pour vivre, n'hé-
sitaient pas à accepter la pénible mission de couper la tête des
condamnés ?

Ph. LAUZUN.

(1) Archives municipales, BB, 59.

(2) Idem. CC, 233.

(3) *Annales de la ville d'Agen*, par Proché, p. 42.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1914 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Vendredi 1^{er} avril. — Je reprends ici ma chronologie. Les Anglais occupent Nérac et La Réole. Le sous-préfet de Marmande (1) est à Agen depuis l'alarme répandue par les gendarmes après leur déroute au pont de Lamothe-Landeron (2). Commandés pour la défense de ce pont qui sépare le département de Lot-et-Garonne de celui de la Gironde, un de leurs brigadiers fut tué par le canon des anglais. Epouvantés de cet événement, ils s'enfuirent à bride abattue et ne se trouvant pas même à l'abri derrière le Lot, à Aiguillon, ils ne s'arrêtèrent qu'au Port-Sainte-Marie. Leurs chevaux fatigués ne pouvaient aller plus loin. Cet exploit me rappelle le combat de Guinegatte qu'on a nommé la journée des éperons (3), et dont ils avaient fait une si jolie répétition à Mirande.

Samedi 2. — Beaucoup de nouvelles contradictoires; mais aucune d'assez certaine pour être consignée dans ce journal. J'ai dit plus haut (le 18 du mois dernier) que quelques Bordelais avaient témoigné du regret d'avoir pris aussitôt la cocarde blanche. Voici combien les Anglais traitèrent cette affaire : Martignac, orateur de ces bonnes gens, alla dire de leur part

(1) C'était Lamarque-Plaisance, membre du Conseil du département de Lot-et-Garonne en 1791, du Directoire (22 novembre), substitut du Procureur général syndic le 29 novembre 1792; destitué par Tallien le 25 septembre 1793; commissaire du Gouvernement en Lot-et-Garonne en l'an viii, puis sous-préfet de Marmande.

(2) Arrondissement et canton de La Réole.

(3) Combat entre les Français et les Anglais le 16 août 1513, combat qui fut funeste aux Français et où l'on fit plus usage des éperons que de l'épée.

au général Beresford (1) qu'ils croyaient avoir mis trop de précipitation dans leur démarche, qu'il n'y avait que peu de jours qu'ils avaient prêté serment à Napoléon, que son gouvernement n'était pas détruit, que la conscience de beaucoup d'entre eux leur reprochait d'avoir changé de cocarde. Beresford, sans s'émouvoir, sans discuter ce point de théologie avec l'avocat, s'étendit en éloges sur la garde urbaine, ensuite ajouta : « Mais vous êtes uniquement dévoués au maintien de la tranquillité dans votre ville, vous y protégez l'exécution des lois et des règlements de la police; à quoi bon une cocarde de telle ou telle couleur pour vous acquitter de ce service municipal ? Je croirais à propos que vous n'en portassiez d'aucune espèce, ce parti me paraît le plus convenable et le meilleur. » — L'avocat ayant rendu compte de sa mission, on ne fut pas plus d'accord qu'auparavant. Beresford laissa deux jours s'écouler dans ces discussions importantes; le troisième, il envoya l'ordre au maire de désarmer la garde urbaine et de la licencier.

Depuis le 30 mars (2), les courriers n'arrivent que par Montauban et les gazettes de Bordeaux ne parviennent que furtivement. On peut juger de l'inquiétude générale à ce sujet. Pendant qu'on ignore ce qui se passe dans le reste de la France, le maréchal Soult nous accable de réquisitions de toutes espèces et nous menace de tout le poids de sa colère, si elles ne s'exécutent pas sur le champ. On élude, on chicane, on se livre à des mesures qui prolongent les opérations. Qui gagne du temps peut tout gagner dans les circonstances où nous sommes. C'est ainsi que 70 chevaux exigés se sont réduits à une quinzaine de rosses, que 3000 gardes nationales d'abord demandées ont été réduites à 2000, et enfin ne sont point encore parties et même ne partiront pas. Depuis que toute la rive gauche de la Garonne est occupée par l'armée anglaise, les ordres du duc de Dalmatie perdent un peu de leur crédit. Cependant, toujours furieux, toujours absolu, il prescrivait encore le 26 mars, par un ordre

(1) Principal lieutenant de Wellington et, après lui, le plus célèbre des généraux anglais.

(2) C'est à la fin de mars, les 29, 30 et 31, qu'eurent lieu la bataille sous les murs de Paris, la capitulation et l'entrée des armées alliées dans la capitale.

du jour, la mise en état de siège du département de Lot-et-Garonne et la levée en masse d'une insurrection générale (1).

Dimanche 3. -- En vertu de cet ordre du jour, il paraît un arrêté dans lequel l'insurrection dont il s'agit est organisée. Les dispositions les plus diaboliques, les plus insensées sont prises pour forcer tous les citoyens de s'armer de clic et de clac. La ville et le département sont réellement en état de siège. Point de nouvelles de Paris. Rien de positif sur Toulouse, ni sur l'armée de Soult qui a commis, dit-on, dans cette ville, des excès, des brigandages déplorables. Au reste, la levée en masse ne prendra point, malgré les mesures de rigueur dont on menace les citoyens. Ces mesures ne sont plus de saison; dans la circonstance actuelle elles produiront un effet contraire au but qu'on s'est proposé : personne ne bouge.

Lundi 4. — Le préfet obtient du commissaire extraordinaire et des généraux que l'état de siège soit suspendu. Il n'en a pas moins pris son passe-port à la commune. On évacue sur Agen les prisonniers détenus à Marmande.

Mardi 5. — On apprend sur le soir par une estafette la prise de Paris. Cette estafette est envoyée à notre préfet par quelqu'un de ses collègues, je crois par celui de Limoges (2). Les Anglais ont traversé Marmande. Les troupes qui y étaient stationnées ont marché à leur rencontre. Quelques coups de fusils ont été tirés; un de nos soldats ayant été blessé à la jambe, les autres ont pris la fuite. Les Anglais, sans les poursuivre, ont tiré en l'air. Quand ils ont été sortis de la ville, les Français sont revenus l'occuper. Ma plume trace à regret cette histoire. Le peuple de Marmande voyant revenir les Français s'est porté

(1) Voir à ce sujet les détails confirmatifs que donne Villeneuve-Bargemont, *op. cit.*, p. 380.

(2) Proché confirme ces détails en termes presque identiques. (*Op. cit.*, p. 153). Le préfet de la Haute-Vienne était M. Olivier-Texier, mais ce n'est pas directement par son intermédiaire que Villeneuve-Bargemont fut informé des événements de Paris. C'est par une dépêche du ministre-secrétaire d'Etat transmise par le préfet du Lot Petit-Beauverger. (Villeneuve-Bargemont, *op. cit.*, p. 382.)

en foule au devant d'eux. Les soldats furieux ont mal accueilli cet empressement; ils ont fait feu sur le peuple; plusieurs personnes ont été blessées. Ensuite, entrés dans la ville comme des brigands, ils se sont dirigés sur la maison de M. Dussaulx jeune, homme d'une famille considérée à Marmande. Epouvanté de cette attaque imprévue, il a voulu s'évader, est tombé dans la rue, où il est mort assassiné de deux coups de fusil. Non contents de ce meurtre, ces militaires, indignes de ce nom, se permirent plusieurs arrestations dans la ville et voulaient les conduire à Agen. Tout cela se commit sous le prétexte que les Anglais avaient reçu un bon accueil des habitants de Marmande. Excellente manière de les corriger pour l'avenir ! Il y a deux jours que d'autres soldats eurent aussi, dit-on, des torts très graves envers des habitants du Port-Sainte-Marie. Les militaires français sont-ils donc devenus des moutons devant les ennemis et des tigres pour leurs concitoyens ?

Mercredi 6. — La nouvelle se répand que Toulouse est pris (1). On disait dès le matin que l'armée anglaise avait passé la Garonne, occupait Grisolles (2) et avait coupé la communication avec Montauban.

Jeudi 7. — On a fait partir ce matin, par la route de Toulouse, les 2 pièces de canon qui restaient ici. Que veut-on faire de ces pièces ? Est-ce pour tâcher de défendre le passage du Tarn à Moissac ? On n'a point de canonnières pour les servir. Celles que nous avons vu le 31 du mois dernier à Layrac reviennent à Agen.

Vendredi 8. — Les soldats qui remplissaient nos rues ont presque disparu : on évacue les uns, les autres s'évacuent eux-mêmes et désertent. Les généraux tiennent bon, ainsi que les autorités. Cependant il circule sourdement des bruits sur l'approche des Anglais. Beaucoup de ces bruits sont de faus-

(1) C'était un bruit, faux le 6 avril, comme il en circulait tant en cette période troublée et dans une ville où la presse ne pouvait ni se renseigner ni publier ce qu'elle savait désagréable au gouvernement établi.

(2) Arrondissement de Castelsarrasin.

ses allarmes mais d'autres ne manquent point de vraisemblance, et l'on croit que toute la hiérarchie administrative et militaire ne tardera pas à s'éloigner. Les juges ne se pressent point de déférer à l'ordre de Bonaparte. Le procureur général (1) est jusqu'ici le seul qui se soit retiré dans le pays non envahi; les autres restent ou s'en vont chez eux à la campagne, qu'elle soit ou ne soit pas en pays envahi.

La prise de Toulouse ne s'est point confirmée. Wellington a cependant fait passer la Garonne à une partie de son armée et occupe la route jusqu'à Castelsarrasin. Ses éclaireurs ont paru aux portes de Montauban. Voudrait-il, en temporisant à son ordinaire, prendre Toulouse, Soult et son armée? Cette ville est si près de nous, le même sort, pour ainsi dire, nous est commun et cependant nous ignorons tout ce qui s'y passe.

Quoiqu'aucune nouvelle de Paris ne nous soit parvenue depuis le 5, nous apprenons, je ne sais comment, que cette ville a capitulé; c'est une affaire terminée. M. Réguis, directeur des droits réunis, parti furtivement depuis quelques jours, a laissé des dettes considérables. Est-ce une espèce de banqueroute? Elle surprendrait d'autant plus qu'ici il jouissait d'une considération que ses manières, son instruction et son air de bonhomie lui avaient méritée.

Samedi 9. — Les deux canons retirés du passage de Layrac sont partis cet après-midi pour Aiguillon, où l'on prétend se défendre. Les soldats qui accompagnaient ces canons marchaient en chantant. Les pauvres diables! Jamais troupe armée n'a mieux mérité cette double qualification de diables et de pauvres.

On ne sait plus comment vont et l'administration du département et celle de la commune (2). Le désordre à cet égard ne

(1) Le baron Mouysset, qui habitait à Agen, rue du Temple.

(2) L'administration du département était confiée à M. de Villeneuve-Bargemont, assisté de Lannau Rolland, secrétaire général, Menne, Boussion, Grenier et Vignes, conseillers de préfecture, et de Sainte-Croix, secrétaire intime.

L'administration de la commune était entre les mains de M. de Sevin, maire; Chaudordy, notaire, et Bory, adjoints.

peut être plus grand. Les avances pour la subsistance des soldats, d'après un arrêté du Préfet, doivent être faites par les communes. Celle d'Agen a pourvu par adjudication à la viande qui doit être fournie à raison de 14 sols la livre. Maintenant il est question de payer les adjudicataires en retard depuis huit jours. Le maire s'adresse en conséquence au Préfet pour avoir les fonds nécessaires. Celui-ci répond : « Cela est juste; mais je n'ai point d'argent. Il existe des farines dans tels et tels magasins, prenez-les et payez. » C'est à merveille; dans l'extrême détresse, on fait argent de tout; mais ces farines n'existent point; elles ont été déplacées par l'ordre même du Préfet qui l'avait oublié. D'un autre côté, quand on évacua les magasins, on convint, parce qu'il n'y avait pas d'argent, refrain éternel, de donner le 16^e du sac de farine tant aux bouviers qu'aux charretiers pour leur salaire. Lorsqu'il a été question d'effectuer cette promesse, elle a été longtemps éludée, enfin on se rend; on fouille les magasins, on n'y trouve plus que quelque peu de mauvaise farine dont les chevaux ne veulent pas. Sur les plaintes amères faites au Préfet à cet égard, il a rejeté la faute sur les généraux, et ceux-ci, comme de raison, se sont moqués de l'ordre. Qu'en résulte-t-il aujourd'hui ? que les charretiers de la ville et les bouviers de la campagne ne veulent plus faire un pas pour le service public. Ce que je viens de consigner ici n'est qu'une faible esquisse du désordre qui règne dans toutes les parties des administrations civiles et militaires. La première est absolument nulle, sans moyens; elle ne peut plus subvenir à ses dépenses journalières; la seconde ne connaît plus que les voies coercitives. Les généraux exigent tout et ne payent rien, veulent aujourd'hui se défendre de l'ennemi sur quelques points, demain ne le veulent plus; font transporter leurs canons et leurs soldats de part et d'autre et demeurent ici dans l'inaction. Du reste, on n'obéit presque plus, quoique l'on commande encore. Tout se paralyse autour des administrateurs et des généraux, qui les uns et les autres ont sans cesse le pied à l'étrier. Un tel état de choses ne peut durer longtemps.

Le courrier de Toulouse est arrivé; mais il était parti de-

puis 6 jours, avait passé par Albi, la seule issue qui restait à Toulouse, puis à Rodez, Montauban, etc. Tous les chemins vont à Rome et en reviennent.

Les Anglais sont entrés hier à Tonneins. Quelques-uns de leurs officiers sont venus en se promenant jusqu'à Nicole.

Dimanche 10, jour de Pâques. --- La ville de Toulouse doit avoir été sérieusement attaquée la nuit dernière, d'après la déclaration formelle de Wellington à Soult. On a entendu le canon hier toute la journée. Marmande et Tonneins ont été soudainement évacués par les Anglais, qui se concentrent sans doute sur la nouvelle que le général Decaen (1), envoyé par Augereau (2), s'approche de Bordeaux avec 600 hommes. Aussitôt les partisans qui se trouvaient ici sont partis pour suivre la trace des ennemis dans leur retraite. Ces espèces de brigands ont bien fait de s'éloigner et d'aller chercher fortune ailleurs. Nos agénais, qui ne les aiment pas, leur eussent fait peut-être un mauvais parti, s'il en faut croire les bruits qui circulent dans le public.

Lundi 11. — Un bulletin arrivé de Bordeaux par un courrier et avec des précautions infinies, porte : la proclamation

(1) Le général Decaen, fils d'un aubergiste, était né à Creully, près de Caen, en 1769. Engagé volontaire, il conquist tous ses grades sur les champs de bataille pendant la Révolution et l'Empire. En 1814 il était comte, grand-officier de la Légion d'honneur, général de division. Bonaparte l'envoya avec 6.000 hommes contre Bordeaux; Decaen arriva trop tard, le duc d'Angoulême était déjà entré dans la capitale de la Guyenne. Decaen se rallia alors à la cause des Bourbons. Dès le 3 avril 1814— et c'est ce qui prouve la fausseté du bruit que rapporte Saint-Amans — il était allé avec son état-major présenter au prince l'hommage de son respectueux dévouement. Mais après le retour de l'île d'Elbe, il revint à Bonaparte qui lui confia le commandement de la 10^e division militaire à Toulouse. Après Waterloo, il fut arrêté, puis remis en liberté grâce à la duchesse d'Angoulême. Mis au nombre des lieutenants généraux en disponibilité, il mourut d'une apoplexie foudroyante en 1832.

(2) La figure d'Augereau est trop connue pour qu'il soit utile de l'esquisser ici. Il était du côté de Lyon à l'époque qui nous intéresse et avait fort à faire pour entraver la marche envahissante de l'armée autrichienne du général Bubna. On sait qu'il fut un des premiers à se rallier aux Bourbons et que Bonaparte, au retour de l'île d'Elbe, le flagella de l'épithète de traître. « Deux hommes sortis de nos rangs, disait-il en parlant d'Augereau et de Marmont, ont trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur. »

sollennelle de Louis XVIII, Roi de France, faite à Paris par l'Empereur de Russie, le Roi de Prusse, le six de ce mois; l'arrivée du Comte d'Artois à Paris, le sept; les généraux Macdonald et Marmont (1) remettant leur épée dans le fourreau et rendant hommage à leur Roi légitime; le sénat, présidé par Talleyrand (2), accédant à tout, etc., etc.

Ses nouvelles surprennent, quoiqu'en général on s'attendit à un dénouement prochain d'un genre analogue. Quelques-uns doutent de l'authenticité du bulletin, parce qu'ils redoutent peut-être sa confirmation. Une proclamation contradictoire de l'Impératrice et datée de Blois ou d'Orléans pourrait peut-être, je l'avoue, justifier jusqu'à un certain point l'incrédulité de certaines gens; elle est faite pour prolonger nos tourmens; elle arrive à point nommé pour porter le trouble et le désordre à leur comble.

La promenade usitée à pareil jour qu'aujourd'hui sur la route de Saint-Hilaire a eu lieu comme à l'ordinaire (3). Il s'y est rendu beaucoup de monde; mais on remarquait facilement l'inquiétude et la préoccupation sur toutes les figures.

Mardi 12. — Il est arrivé un courrier la nuit dernière portant des dépêches à Toulouse. Il a devancé un général français et un général anglais qui vont en toute hâte vers cette ville pour, d'après les événements ci-dessus mentionnés, y faire cesser la destruction et le carnage. Les voyageurs, M. de Saint-Simon et le colonel Stewart (4), sont passés à la pointe

(1) Macdonald fut depuis nommé membre de la Chambre des pairs et grand chancelier de la Légion d'honneur en 1816. Quant à Marmont qui avait traité sans mission en 1814 avec les alliés et rendu ainsi inévitable l'abdication de Napoléon, il fut nommé pair de France et major général de la garde royale. Sous Louis-Philippe, privé de ses grades, il se retira en Autriche et alla finir ses jours à Venise en 1852.

(2) On connaît bien la vie de Talleyrand, qui s'accommoda fort bien de tous les régimes. C'est d'ailleurs le cas de Saint-Amans, *si parva licet componere magnis*.

(3) C'est ce que les Agenais appellent encore la « frairie » de Rouquet.

(4) Ces détails sont confirmés par Villeneuve Bargemont (*op. cit.* p. 382) et par Proché (*op. cit.* p. 153). Les deux voyageurs s'arrêtèrent un instant chez le général Despeaux et lui communiquèrent quelques journaux de Paris qui faisaient part de la déchéance de Bonaparte et du rappel des Bourbons.

du jour, et, sans s'arrêter, ont filé vers Toulouse. Ils ont seulement laissé un bulletin imprimé qui confirme les nouvelles d'hier et en ajoute beaucoup d'autres, telles que le remplacement des ministres, l'abdication de Bonaparte, etc... Toutes les probabilités sont en faveur de ces nouvelles : on attend avec confiance leur confirmation, et l'on se moque tout haut de la proclamation de l'Impératrice. Enfin on se réjouit, à la réserve de ceux qui vivaient des abus du gouvernement et de ceux qui sont encore effrayés de sa tyrannie.

Bory Saint-Vincent, aide de camp du maréchal Soult, est arrivé hier avec un corps d'éclaireurs, dont il venait, disait-il, d'abord, augmenter le nombre (1). Aujourd'hui sa mission, dit-il, est de remplacer les partisans de Florian (2), qui par leur conduite envers les citoyens ont indisposé contre eux le maréchal. Je crois ce qu'il allègue; mais beaucoup de gens lui supposent d'autres motifs que les circonstances inattendues du moment l'engagent à dissimuler.

Quoiqu'il en soit, les partisans de Florian ont tué la nuit dernière plusieurs anglais ou portugais à Nérac. C'est un assassinat atroce, tel est le cri général ! On est, en effet, forcé d'en

(1) Sur Bory Saint-Vincent (et non Bory de Saint-Vincent), voir Andrieu : *Bibliographie de l'Agenais*, et Ph. Lauzun : *Correspondance de Bory de Saint-Vincent*, Agen 1908, gr. in-8°. — Naturaliste et géographe, il était né à Agen en 1778. En 1815, il fut un des huit colonels chargés du dépôt de la guerre. Il fut, la même année, élu député de Lot-et-Garonne. Proscrit par Louis XVIII, il ne rentra en France qu'en 1820, fut chargé en 1829 d'une expédition scientifique en Morée et devint ensuite chef du bureau historique au ministère de la Guerre. Il a publié de nombreux travaux de botanique ; il mourut à Paris en 1846.

Lespès, greffier en chef de la cour prévotale d'Agen, nous donne (en 1816) un détail inédit sur lui : « Il était de la famille Bory, négociants avant la Révolution, qui demeurait dans la rue Lalande, maison où est aujourd'hui (1816) M. Dumon, autre négociant. » (Archives départementales, série F.)

(2) C'est une figure extrêmement originale que celle de Florian, chef de partisans, qu'on trouve en 1813, pour la première fois, en Portugal et sur l'origine duquel la justice ne put trouver de renseignements précis. M. Philippe Lauzun a esquissé sa biographie dans la *Revue de l'Agenais* de 1907 : *Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815*. Plusieurs des hommes de sa bande furent pris et condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps. Florian s'échappa. On ne sait ce qu'il devint. Faugère Dubourg prétend qu'il réussit à passer en Amérique et « fut mourir au champ d'asile du Texas ». (Lauzun, *op. cit.*, p. 46.)

convenir si l'on réfléchit que ces étrangers dormaient sur la foi des traités dans une ville amie dont ils réconciliaient les citoyens avec l'ordre et la paix. Deux de leurs sentinelles ont été surprises et égorgées, la dernière ayant poussé quelques cris, la garde est sortie. Alors les partisans, cachés derrière un mur voisin qui masquait le corps de garde, ont tiré presque à bout portant sur la troupe désarmée, en ont tué la moitié sur la place et haché la teste avec leurs sabres. De là ils ont parcouru la ville comme des tigres altérés de sang. Les citoyens se sont éveillés dans le tumulte, se sont armés à la hâte, et le maire, pour sauver un anglais qui était chez lui, l'a fait évader furtivement par une porte dérobée. Enfin les attroupements commençant à se former dans les rues, l'indignation publique allait faire justice des assassins, mais ils avaient déjà pris la fuite. On reproche à cette bande de brigands d'avoir maltraité, dépouillé et volé un commissaire anglais qu'ils avaient rencontré dans leur course. J'ignore si le fait est vrai, mais il est très certain qu'ils ont enlevé le maire de Sos et l'ont entraîné avec menace et violence et ne l'ont relâché qu'après lui avoir fait passer une nuit dans des appréhensions mortelles au milieu d'un bois (1).

Mercredi 13. — Le sénateur Lapparent (Cochon) écrit au Préfet par une estafette arrivée dans la nuit (2). Il confirme officiellement les premières nouvelles, ajoute que le Sénat a décrété une Constitution à peu près semblable à celle d'Angleterre et finit en disant qu'il quitte Périgueux à l'instant pour se rendre à Paris. Voilà donc l'authentique confirmation qu'on

(1) Voir la confirmation de ces détails dans Proché (p. 155); Villeneuve-Bargemont (p. 383); Lauzun, p. 15; et Lespès, manuscrit, p. 379.

(2) Le sénateur comte Cochon de Lapparent était commissaire extraordinaire de Napoléon dans la 20^e division militaire depuis le 26 décembre 1813. Il résidait à Périgueux. Ancien conventionnel, il avait voté la mort de Louis XVI sans appel et sans sursis. Dans ses fonctions de commissaire il fit tout pour maintenir Bonaparte. En avril 1815 il fut nommé par Napoléon préfet de la Seine-Inférieure et proclama, le 25 juin 1815, Napoléon II à Rouen. Exilé comme régicide, il rentra en France en 1817, alla se fixer à Poitiers et mourut le 17 juillet 1825. Il avait été fait comte et sénateur en 1809.

attendait et qui ne laisse aucune réplique aux incrédules. La joie de la grande masse des habitants se manifeste de plus en plus : on court, on se rencontre, on s'embrasse, comme si l'on venait d'un grand voyage. En effet, on vient de loin et l'on touche enfin le port du salut. L'écusson de France reparaît dans l'enseigne de l'auberge de M^{me} Cozac, rue Lalande. La cocarde blanche est arborée par presque toute la garde urbaine. Cependant les généraux réunis à la Préfecture voudraient encore retenir l'explosion de la joie générale. Le Préfet éprouve le besoin de faire éclater la sienne, de manifester ses sentimens dans le public. Ils forment des difficultés, ils supposent des événemens ultérieurs ; leur conviction d'ailleurs, disent-ils, n'est pas entière, etc. Mais le Préfet, sans s'arrêter à ces petites manœuvres, cède noblement aux mouvemens de son cœur. Un bon Français n'est jamais sourd à la voix de sa patrie : les ordres qu'elle donne, il les entend à demi mot. Le Préfet prend la cocarde blanche.

Vers midi la paix de la ville est troublée. Un colonel anglais, parti de Bordeaux pour Toulouse avec Stewart, s'étant arrêté en route et se trouvant aujourd'hui sans passe-port, a été conduit chez le général Despaux. Au moment où il sortait de la maison de M. Pélissier, rue Porteneuve (1), logement du général, le peuple, croyant qu'on le mettait en prison, se porta sur lui dans l'intention de le délivrer. Cependant le général lui avait conseillé d'attendre le retour de son compatriote qui ne pouvait être éloigné, et l'anglais se rendait tranquillement à l'auberge de Castan, faubourg St-Antoine (2). L'erreur du peuple était due principalement aux deux gendarmes qui marchaient encore derrière ou à côté du colonel. La foule se dirigea sur eux, les éloigna et se réunit autour de l'anglais,

(1) C'est l'hôtel d'Escouloubre, rue Montesquieu. Les frères Pélissier firent élever deux hôtels par l'architecte Leroy qui construisit le château d'Aiguillon et la préfecture actuelle, alors évêché, pour Mgr d'Usson de Bonnac. L'un de ces hôtels servait de logement au général commandant la 20^e division. L'autre est situé dans la rue Floirac; c'est l'hôtel de M^{me} Garreau, habité aujourd'hui par M. Jacques Amblard.

(2) Hôtel du Petit Saint-Jean, cours Voltaire.

criant « Vive le Roi ! » avec l'accent le plus énergique. L'anglais, d'abord surpris de cet accueil aussi empressé que bruyant, crut qu'on en voulait à sa vie ; mais rassuré par les personnes qui l'approchaient de plus près, il se remit de sa frayeur et se laissa conduire en triomphe à l'auberge. Cependant Florian (1), qui se trouvait en ville sans doute pour y recueillir les lauriers mérités à Nérac, osa blâmer cet élan du peuple. Il s'irrita de l'hospitalité exercée envers l'étranger, chargé de paroles de paix. Quelques citoyens, à leur tour, s'indignèrent d'une telle arrogance, des menaces réciproques furent proférées, on s'exaspéra de part et d'autre. Cela pouvait devenir sérieux, parce que les militaires encore nombreux étaient gens à prendre parti dans la querelle. Quelques-uns même affectèrent de l'humeur aux cris de *Vive le Roi !* préférés dans les rues et répondaient avec audace par celui de *Vive l'Empereur !* Le danger était probable, mais les autorités et les bons citoyens se hâtèrent de le prévenir.

Les compagnies de la garde urbaine furent presque à l'instant sous les armes. Après les avoir chargées, elles marchèrent vers l'auberge de Gautier, faubourg Saint-Antoine (2), où s'était retiré Florian. Là, ce chef des partisans fut requis par le Préfet et par Chaudordy, adjoint du maire absent, d'avoir à partir, à s'éloigner sur le champ. Avant d'obéir à cette réquisition, qui était un ordre, Florian fit encore entendre l'insulte et la menace et il tira même son sabre ou du moins en fit le signe. Cet acte de démence excita un murmure général et lui aurait coûté cher, s'il n'eût été protégé par les magistrats et garanti par la garde urbaine qui l'entourait. Enfin forcé de déguerpir sous peine de la vie, il partit avec l'autorité qui lui servait d'égide. La garde urbaine se forma en bon ordre, et en travers de la grande route dont elle occupait toute la largeur,

(1) Saint-Amans écrit toujours *Floréan*. Le chef des partisans était généralement connu sous le nom de *Florian* que nous employons ici. On l'appelait aussi *Florio*.

(2) Hôtel de France, place Jasmin, où se trouve aujourd'hui l'école laïque de garçons.

pour dérober cet insensé à la fureur du peuple. Il fut ainsi conduit sur la route de Bordeaux. Parvenu vis à vis de la caserne des gendarmes, ancien couvent des cordeliers (1), on le fit monter à cheval, et il s'achemina vers le Port-Sainte-Marie sur les traces de deux ou trois de ses camarades, qui l'avaient devancé. La troupe armée étant revenue sur la place du Palais, la foule se dissipa; la garde ordinaire fut doublée, on fit des patrouilles et la tranquillité se rétablit sans le concours des militaires qu'on se garda bien de réclamer.

Pendant cette émotion publique, dont le général Despaux avait pu voir le commencement de sa fenêtre, il partit pour Périgueux (2). Le drapeau blanc fut ensuite arboré à l'une des fenêtres de la commune par MM. Franchinet et Baradat (3).

Le *Journal des Débats* du 5, du 6, du 7, du 8, donne des détails sur tout ce qui s'est passé à Paris. On ajoute que Bonaparte n'a pas encore abdiqué, mais qu'il est détenu à Fontainebleau et, selon les mauvais plaisants, dans la même chambre où il avait jadis renfermé le Pape. D'après ces nouvelles, quelques personnes ont illuminé leurs maisons dans la soirée.

Revenons au drapeau blanc, déployé comme je l'ai dit, à l'une des fenêtres de l'hôtel de ville (4), celle du grand escalier au premier étage et au-dessus de la porte d'entrée. Il y fut

(1) De l'ancien couvent des Cordeliers il reste aujourd'hui l'ancienne chapelle qui, restaurée au xix^e siècle, est devenue l'église paroissiale Saint-Hilaire.

(2) C'est dans la soirée du jeudi 14 avril que le général Despeaux quitta Agen pour revenir à Périgueux. Il laissa le commandement au général Gausart. (Villeneuve-Bargemont, *op. cit.*, p. 386.)

(3) Il sera quelque peu question de Baradat au cours du récit de Saint-Amans. C'était un des meilleurs avocats de la Cour d'Agen. Peu fortuné, père de quatre filles, il était né à Saint-Domingue en 1769. Son père, originaire de Marmande, était chirurgien dans la colonie. Sa mère, au dire de Lespès, était la fille d'une marchande de morue d'Agen nommée Tulle. Après de bonnes études au collège de Juilly, il devint licencié en droit à Toulouse, le 2 septembre 1786. Lespès l'accuse d'avoir joué contre Florian le rôle de provocateur. Quant à Franchinet, le compagnon de Baradat, nous croyons qu'il s'agit de Fraichinet fils, chirurgien d'Agen, chargé du service chirurgical au dépôt de mendicité.

(4) L'Hôtel de Ville était alors installé dans une partie des locaux qu'occupe aujourd'hui le musée d'Agen et sur l'emplacement du théâtre Ducourneau.

salué par une salve des coulouvres et par les acclamations du peuple, en même temps qu'on publia les articles ci-dessus cités du *Journal des Débats*. Quelque temps après M. Baradat, qui s'était éloigné un instant, étant revenu sur la place, s'aperçut qu'on avait retiré le drapeau. Il monta aussitôt à la commune où il trouva le général Gaussard avec le Maire et les adjoints : « Je viens, Messieurs, dit-il, vous témoigner ma surprise et celle de toute la ville, de ce que le drapeau blanc qui flottait à la fenêtre du grand escalier a été déplacé contre le vœu des habitants. » Ces Messieurs, lui ayant répondu qu'ils délibéraient à ce sujet, « hâtez-vous de délibérer, reprit M. Baradat, que le drapeau reparaisse où il était arboré; car il y serait bientôt relevé par les mains de tous les bons citoyens de la ville ». Quelques minutes après, en effet, le drapeau blanc reparut; il fut accueilli par une acclamation générale.

Jeudi 14.— La figure des dissidens s'allonge; celle des royalistes s'élargit : tel est l'effet de la tristesse qui maigrit, qui resserre, et de la joie qui dilate, qui épanouit. Depuis hier toutes les figures, à Agen, ont changé leurs dimensions ordinaires. Celle des gens en place, surtout, sont à cet égard très remarquables; il y en a plusieurs qu'on aurait peine à reconnaître. Certains hommes en sont plus laids, beaucoup de femmes plus jolies. En général le beau sexe se livre plus gaiement à la révolution qui s'opère. En rechercher la cause n'est point ici mon sujet. Il me suffit que le nombre des cocardes blanches augmente. Au milieu de l'allégresse publique une seule chose inquiète : c'est de voir le Préfet, l'excellent Préfet, s'entourer de gens dont la foi est au moins suspecte, dont l'intérêt est en opposition avec celui du plus grand nombre et dont le caractère s'est trop manifesté dans les diverses phases de la révolution. Il s'agit aujourd'hui bien moins de jouer avec les événements et de les éluder que de céder franchement avec leur impulsion irrésistible. Avec quelle peine ne verrait-on pas que le Préfet fût la dupe de quelques méprisables intrigans, signalés du moins pour tels aux yeux de tous les gens honnêtes !

Je parlais hier des généraux qui cherchaient à contrarier les mesures suggérées au Préfet par le noble désir de diminuer les embarras du moment et d'accéder le retour de l'ordre. Il s'agissait de rétablir la circulation avec la rive gauche de la Garonne et de rendre la liberté à la navigation de cette rivière suspendue depuis quelque temps. Ces Messieurs trouvaient des difficultés à cette juste mesure commandée par les circonstances et qui n'avait aucun inconvénient. Elle fut prise néanmoins malgré leur opposition et l'ordre en fut donné au général Gaussart par le général Despaux. C'était donc une affaire arrangée. Cependant quelque formel que fût cet ordre, il n'était pas encore ce matin mis en exécution. Des plaintes, des murmures commençaient à se faire entendre. M. Baradat s'est transporté chez le général Gaussart : « On assure, Monsieur, lui dit-il, que vous avez reçu depuis hier l'ordre de rendre la liberté à la navigation et de rétablir la communication avec la rive gauche de la Garonne; cependant, ni l'une ni l'autre ne sont encore délivrées de leurs entraves; comme, ainsi que tout le public, je suis intéressé à ce qu'un pareil ordre reçoive une prompte exécution, je viens vous prier, Monsieur le Général, de ne pas retarder plus longtemps une mesure aussi nécessaire ». — « Monsieur, lui a répondu le Général, j'ai cet ordre dans ma poche et le ferai exécuter quand il me plaira. » — « Eh bien ! lui a répliqué M. Baradat, si vous relardez ce moment réclamé par l'intérêt du commerce et de l'agriculture, je vous préviens qu'il arrivera malgré vous ».

En général, les militaires résistent à l'impulsion universelle (1). J'en dirai peut-être un jour la raison. Si d'ailleurs on s'étonne que M. Baradat se prononce avec autant d'énergie et prenne l'initiative dans toutes les occasions, il faut que je répète ici ce que j'ai ouï dire en ville : M. Baradat a reçu *ad hoc* une communication du duc d'Angoulême.

On apprend enfin des nouvelles positives de Toulouse. M. Rauzet, l'un de nos concitoyens, en passant pour se rendre

(1) C'est un fait confirmé par tous les chroniqueurs de l'époque : Villeneuve-Bargement, Lespès et Proché.

à Bordeaux, a divulgué ce que les généraux et les autorités civiles avaient trop longtemps retenu *dans le secret de leur cœur*. (1). Toulouse a été forcé par les Anglais; le mal n'est pas aussi grand qu'on l'avait dit d'abord, excepté dans les environs où les Français ont commis, à leur ordinaire, les plus grands ravages. Les Espagnols et les Portugais seulement ont été très maltraités. On parle d'une batterie défendue par les Français, d'où ces alliés avaient été repoussés deux fois avec une grande perte. M. O'Kelly, jeune homme appartenant à une bonne famille irlandaise, établie à Auvillars et servant la cause des alliés, s'est mis à la tête d'une colonne anglaise qui, marchant l'arme au bras, a triomphé de toute résistance et a enlevé la batterie. Cette action de vigueur a terminé la journée et a été la plus meurtrière. Le lendemain le jeune O'Kelly se promenait dans Toulouse avec la moitié de son habit emporté la veille par un boulet de canon qui lui avait, en passant, raclé la cuisse. Au surplus, Soult s'est retiré sur Carcassonne et Wellington, a été porté en triomphe au Capitole. On a jeté la statue de Bonaparte par une fenêtre de cet édifice et on l'a traînée dans la boue des rues.

La joie des Toulousains est portée jusqu'à l'ivresse.

Aujourd'hui, à une heure après midi, on a donné la liberté aux prisonniers détenus pour crime de contrebande ou qui avaient déjà été condamnés par la cour prévôtale (2). J'ignore encore par quel ordre ils sont sortis de leur prison ou de leur cachot (par ordre du Préfet qui le prit sur lui) (3). Ces miséra-

(1) En marge du manuscrit, Saint-Amans écrit : « Les autorités civiles ne savaient rien, absolument rien. (Note du Préfet.) »

(2) La Cour prévôtale d'Agen avait été instituée par décret impérial du 31 octobre 1810 pour connaître des crimes de contrebande à main armée, de fraudes, des crimes et délits des employés des douanes dans leurs fonctions. La Cour prévôtale d'Agen siégeait place du Roi de Rome (aujourd'hui *place de la République*, plus connue des Agenais sous le nom de *Place de la Voilaille*). Elle avait pour arrondissements La Rochelle, Bordeaux, Bayonne et Saint-Gaudens. Elle était composée d'un grand prévôt, M. Desmirail, qui la présidait, de huit assesseurs, d'un procureur général, M. Buhan, d'un greffier, Lespès, et de six huissiers.

(3) C'est, en effet, le préfet, M. de Villeneuve-Bargemont, qui prit sur lui d'ordonner la mise en liberté d'environ 45 individus condamnés par la Cour prévôtale pour fait de contrebande. C'était une manière toute gasconne de rétablir l'ordre. (Villeneuve-Bargemont, p. 385.)

bles ont parcouru les rues en criant : *Vive le Roi !* et en recueillant les témoignages de l'intérêt le plus vif de la part des citoyens qui versaient dans leurs mains d'abondantes aumônes.

On portait en même temps le drapeau blanc au Préfet qui l'a reçu avec de grands témoignages de joie et a pris la cocarde blanche en criant : *Vive le Roi*. Le cortège était nombreux et précédé par la musique de la garde urbaine. M. Lafaugère, premier maître d'escrime de France, natif de notre ville, portait le drapeau (1).

Trois généraux anglais sont arrivés à Agen vers le soir. Ils ont été voir le général, et repartent demain pour Bordeaux. Le maire et deux membres du conseil de la commune sont aussi partis pour cette ville où ils vont présenter une adresse au duc d'Angoulême et lui porter l'acte de soumission d'Agen au nom de ses habitants (2).

MM. de Lugat, Bazignan le fils, Rangouse et Cruzel vont rendre le même hommage au Prince pour la garde urbaine dont ils sont les députés (3).

D'autres citoyens se rendent également à Bordeaux, auprès du neveu de Louis XVIII, auquel ils vont faire leur cour. L'évêque est aussi parti avec l'abbé Rous, l'un de ses grands vicaires, dans le même objet (4).

Le bruit se répandit hier au soir qu'il y avait une rixe sérieuse au Port-Sainte-Marie, dont les partisans commandés par Florian avaient donné le signal. On raconte aujourd'hui

(1) Lafaugère, le fameux maître d'armes dont M. Calvet, bibliothécaire de la ville d'Agen, a écrit l'histoire, était né à Agen en 1782. Il avait été désigné par Napoléon pour être le professeur du roi de Rome. Il mourut à Lyon en 1852.

(2) La députation était composée de MM. de Sevin, maire, Assolent et Barsalou jeune.

(3) La garde urbaine ou garde nationale envoya, non pas quatre, mais six délégués au duc d'Angoulême : MM. de Lugat, capitaine, d'Auzac, de Bazignan, Bonot, de Rangouse aîné et Cruzel, pharmacien. (Proché, p. 154, et *Journal de Lot-et-Garonne*, mercredi 14 avril 1814.)

(4) L'évêque d'Agen installé après le Concordat était Mgr Jacoupy, né en 1761 à Saint-Martin de Ribérac, mort à Bordeaux le 27 mai 1848. Ses deux vicaires-généraux étaient Jean-Fris Rous, qui l'accompagna auprès du duc d'Angoulême, et Raymond de Fabry.

qu'il est entré un détachement des troupes anglaises dans cette ville, que le maire l'attendait avec Florian au débarquement et ses partisans rangés en bataille, que le commandant anglais a pris la main de Florian et l'a complimenté sur sa bravoure; qu'ensuite, le maire ayant prié tous les officiers Anglais ou Français à dîner chez lui, les uns et les autres ont fraternisé le verre à la main, se sont séparés en se donnant réciproquement des témoignages de considération et d'estime. Tant mieux. Sur la première nouvelle, un détachement de la garde urbaine était en même de partir pour secourir les royalistes du Port-Sainte-Marie, qu'on disait molestés par les partisans et par leurs adhérents qui passent pour nombreux dans cette commune.

Quoiqu'il en soit, on voit, à l'occasion de cette aventure, combien il est difficile de se fixer sur les événements même les plus récents et qui se sont passés presque sous nos yeux. Je me garde, en conséquence, de garantir aux lecteurs de ces notes éphémères la vérité de tout ce qu'ils y trouveront consigné. Quelque soin que j'aie pris pour n'y placer que des faits avérés et des détails bien authentiques, le nombre des nouvelles qui circulent en ce moment est si considérable, et ces nouvelles sont parfois si contradictoires, que je ne réponds à la rigueur que de ce que j'ai été à portée de voir ou d'entendre, à moins que ce ne soit des choses de notoriété publique dont il n'est pas permis de douter : le degré de crédibilité que méritent les faits de ce dernier genre s'établit de lui-même.

(*A suivre.*)

LES TEMPLES PROTESTANTS DE MONFLANQUIN AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

La municipalité de Monflanquin ayant décidé la construction d'un marché couvert sur la place Caladon, les premiers travaux furent commencés dans le courant de l'année 1912.

Les ouvriers, en creusant les fondations, mirent en pleine lumière des substructions qui excitèrent la curiosité des habitants. Quel pouvait bien être le monument construit jadis sur cette place ?

C'étaient les restes de l'ancien temple protestant de Monflanquin, démoli en 1687, après la révocation de l'Edit de Nantes.

Il nous a paru bon de faire connaître quelques documents sur les édifices dans lesquels les protestants de Monflanquin exercèrent leur culte, mais surtout sur celui dont on vient de découvrir les fondations.

Ces diverses pièces nous seront fournies en grande partie par le Livre de raison de Jean Castillon, ardent protestant, notaire et procureur postulant en l'ordinaire de Monflanquin.

Une enquête faite à Monflanquin en 1560, nous montre les protestants, n'ayant pas encore de temple, s'installant, sans gêne aucune, dans l'église N. D. qui appartenait aux catholiques.

Voici quelques extraits de la déposition du consul Lafaiage :
« Dict oultre que yer, sixième jour d'octobre... adverty luy... et les autres consuls.... que led. ministre voullait prescher en lad eglise sans avoir licence de Mgr d'Agen, tous les susd. consuls ouyant sonner la cloche du sermon après le disner. allarent avecque leurs chaperons en lad. église pour demander aud. ministre s'il avoyt licencé et permission de Mgr d'Agen de prescher et questoyt celluy qui touchait la cloche, et quand

lesd. consuls furent tous ansemble dans lad. eglise y trouverent ung grand nombre de peuble assamblés en nombre de cinq cens ou plus et virent que ung nommé Colhou, Cannel, Berthomieu dict lou sourd de la murailhe et un autre nommé lou filz de Midrande le plus grand diceux sonnoit la cloche dud. sermon auxquels le témoing dict quils laissassent de sonner, car ils vouloient faire sonner au conseil pour faire la jurade... et soubdain Guiral Cayrou, Jehan Boié, Jehand Bertrand, et plusieurs autres qu'il ne cognust poinct vindrent sur eux crians « *tocque, tocque et fore pailhards* », leur donnant de grands couptz de pointz à tous jusques à ce que les heurent mys hors l'église et bien loing de plus d'une voullée de ferret et firent prescher led. ministre en despit, desd. consulz. » (Enquête de 1560).

Et voilà les protestants installés dans l'église catholique, empêchant les légitimes propriétaires d'y entrer.

Cette même année 1560, les P. R. détruisent les images d'une chapelle, pillent les églises et les maisons. Le 1^{er} décembre un religieux envoyé par l'évêque pour prêcher l'Avent en la grande église de Monflanquin, en est empêché, et il est frappé, lui et les consuls. Pour la fête de la Toussaint, comme on sonnait de nuit, les cloches, un prêtre et autres qui sonnaient, furent battus et jetés hors de l'église. (Bib. Nat. 15871 f^o 119.)

Le 31 août 1574, les P. R. s'emparèrent de Monflanquin, et depuis cette époque jusqu'en 1596, c'est-à-dire pendant 22 ans, la messe ne fut dite dans cette église. (Visites de Mgr Nicolas de Villars.)

Pendant cette longue domination, les protestants ne s'étaient pas seulement emparés des églises, mais encore des maisons du prieur et du vicaire.

Les catholiques, en 1603, demandent la restitution des placés desdites maisons, occupées par ceux de la religion.. Par ordonnance du maréchal d'Ornano, ceux-ci sont condamnés à payer 600 livres pour la prise des matériaux des maisons du prieur et du vicaire. (Factum imprimé Belier de la Bretonnière, p. 15.)

C'est sur l'emplacement des deux susdites maisons, et tout près de l'église Notre-Dame que les protestants, employant les matériaux provenant des démolitions, construisirent leur nouveau temple.

Il était assez difficile de mettre d'accord des voisins si rapprochés qui ne s'aimaient guère. C'est ce qui ressort de la susdite ordonnance du maréchal d'Ornano, de 1603 :

Les protestants avaient bâti une muraille tout près du chœur, diminuant d'autant l'église catholique. Ordre de la rompre et de la refaire plus avant, aux dépens communs, et de la conduire en droite ligne des deux côtés à six pieds près de la terrasse. Le clocher demeurera entièrement aux catholiques avec la cloche, et la porte de celui-ci sera ouverte et livrée aux catholiques et la cloche de l'horloge à ceux de la religion qui y monteront par la porte qui est hors de l'église. Toutes les fois que les catholiques voudront aller aux chapelles qui demeurent hors de ladite église du côté du temple, soit pour l'entretienement de leurs morts ou autres, ils les pourront passer par la porte que ceux de la religion ont fait faire entre l'église et le temple et de laquelle les catholiques auront une clef. Certaines ouvertures des maisons des particuliers qui regardent dedans l'église seront fermées.

Afin qu'il n'arrive aucun scandale durant l'exercice de l'une et de l'autre religion, lesd. de la R. P. R. auront pour le service de la leur depuis quatre heures jusqu'à cinq heures, et les catholiques toutes les heures au-dessus et au-dessous. Et les jours des quatre fêtes annuelles où ceux de la religion font la cène, les catholiques ne pourront, durant la cérémonie de lad. cène faire sonner les cloches pour les troubler et interrompre.... (Arch. du Comité Tournié.)

Ce voisinage offrait bien des inconvénients. Un mémoire de Laclergerie, nommé curé de Monflanquin en 1624 en fait ressortir quelques-uns : « Le temple est bâti du côté du levant sur les fondements de la muraille ancienne de l'église; il est aussi bâti des matériaux de lad. église et des maisons des prieur et recteur, et dans l'enclos, tellement qu'à cause du voisinage dud. temple on est ordinairement interrompu dans

l'église en faisant le service, tant par les chants que son des cloches. » .

Ce qu'il était facile de prévoir arriva. Une telle promiscuité ne pouvait durer. Le 6 avril 1630, après avoir entendu les intéressés, et avec leur consentement, François de Verthamont, intendant de la justice en Guienne, prit l'ordonnance suivante : « Ceux de la religion P. R... quitteront et délaisseront, dans six mois au curé et aux catholiques le temple auquel ils font à présent l'exercice de leur religion, ensemble l'entier cimetière de lad. église pour servir à l'avenir led. temple et led. cimetière entièrement à l'usage des catholiques, et ce faisant, lesd. de la R. P. R. reprendront la somme de 600 livres consignée et demeureront quittes des 400 livres demurées entre leurs mains. Outre lesquelles sommes, lesd. catholiques leur payeront la somme de 800 livres dans six mois, les intérêts reçus par led. curé et par lesd. catholiques de lad. somme de 400 livres et ceux qui sont dus de lad. somme de 600 livres demeureront compensés à leur profit avec la jouissance dud. temple faite par lesd. de la R. P. R. Ordonnons que par le juge royal de Villeneuve en Agenois, catholique, et par celui de la ville de Monflanquin faisant profession de la R. P. R., il sera pourvu auxd. de la R. P. R. d'un lieu commode pour bâtir le temple, et d'une place pour leur servir de cimetière en l'étendue de lad. ville sur la première réquisition qu'ils en feront.... et pour la construction duquel temple leur avons permis de prendre des pierres et matériaux vaquants de la démolition des murailles de lad. ville. » (Arch. du Comité Tournié.)

Les six mois donnés aux protestants par la susd. ordonnance durèrent bien des années. Ce n'est que 28 ans après que celle-ci eut un commencement d'exécution.

Castillon va nous donner de longs détails sur ce sujet :

« Le 21 janvier 1668 ayant été député du corps de notre église avec messieurs de Persy et Deyma.... anciens de lad. église, suis allé en leur compagnie au lieu de Montaud le vieux pour traiter de toutes les affaires que le corps de notre église a avec messieurs du clergé d'Agen et le sieur Courtie, curé de la présent ville, auquel lieu s'étant trouvés messieurs de Bel-

sunce et Lamothe, nos arbitres, a été accordé sous le bon plaisir de Monseigneur d'Agen et aussi de messieurs de notre église, que nous quitterons notre temple aud. sieur curé, dans lequel à présent nous faisons notre exercice, conservés pourtant notre cloche, bancs et autres meubles qui sont dans led. temple, qu'il nous sera loisible de faire emporter et à condition que tant Mgr d'Agen, messieurs du clergé, susd. curé, messieurs officiers de la présente ville et autres principaux habitants catholiques bailleront consentement par actes authentiques à ce qu'il nous soit marqué et piqueté une autre place dans la présente ville pour y bâtir un autre temple, et conformément auxd. considérations, il nous soit baillé ordonnance par messieurs les commissaires pour faire led. piquetement, et que six mois après iceluy nous délaissions lesd. temple et ce faisant nous demeurerons déchargés des 400 livres dont il nous fallait payer annuellement l'intérêt pour le revenu des maisons des sieurs prieur et curé, et qu'ainsi il sera loisible aux catholiques de retirer à eux la somme de 600 livres consignée par ceux de la religion entre les mains des sieurs Amblard, Deylier, Villereu et Lafabrie, à la garantie de laquelle nous avons obligé, si tant est que cette somme n'eut pas été valablement employée et qu'il n'y eut de quoi la rendre, et le tout aux autres conditions plus expressément réglées... Et aussi a été convenu que toutes poursuites et instances pour raison de diverses informations portées par led. sieur curé contre plusieurs particuliers cesseront.... Les consentements nécessaires seront donnés..... moyennant la somme qui sera arrêtée par les sieurs de Belsunce et Lamothe, et laquelle sera mise en dépôt entre les mains dud. sieur de Belsunce jusques à l'entière exécution des choses arrêtées. » (Castillon.)

Enfin, les protestants vont bientôt abandonner leur temple aux catholiques. Quarante-trois ans après l'ordonnance de Verthamont, on choisit un emplacement qu'on va piqueter. Le nouveau temple s'élèvera sur la place actuelle de Caladon.

« Le second du mois de juin 1673, dit Castillon, jour de vendredi, comme par arrêt du conseil executoire, notre religion a été maintenue, par la grâce de Dieu, dans notre ville,

et que le délaissement du temple dans lequel se faisaient nos exercices a été ordonné en faveur des catholiques, attendu qu'il se trouvait bâti sur le fonds de l'église, et que par led. arrêt et commission sur icelluy, Monsieur l'Intendant en cette province avait été ordonné commissaire pour nous en piquer un autre dans la ville et que led. seigneur intendant avait subdélégué messieurs de Bécais, juge de Monflanquin, catholique, et de Cassettes, juge de Tournon faisant profession de la religion réformée; le susdit second jour de juin a été procédé au piquettement à la placé pour édifier un nouveau temple sur la brèche appelée de Picamil et sur la rue des Vignes qui a été marqué de même grandeur, soit en largeur que longueur que celui que nous avons laissé, lequel piquettement a été fait en présence du sieur de Saint-Amans, syndic du clergé d'Ageinois, du sieur syndic de l'abbaye d'Eysses, du sieur Courtie, curé dud. Monflanquin et plusieurs autres habitants catholiques.

Et le même jour, après avoir emporté de l'ancien temple tant la chaire que bancs et cloches qui nous étaient réservés par led. arrêt du conseil, à quoi le peuple, hommes et femmes se sont employés avec une ardeur inimaginable. Un de nos pasteurs a fait la prière dans lad. place sur le psaume 122^e, à la grande consolation de tout le public. Dieu par sa sainte grâce, veuille faire luire son flambeau dans ce lieu, et nous inspirer son saint amour, pour nous mieux acquitter de nos devoirs. » (Castillon.)

Relisons ce psaume 122. Il nous semblera; à 250 ans de distance, entendre la voix du pasteur faisant monter vers Dieu ses supplications :

1. *Ad te levavi oculos meos, qui habitas in cœlis.*
2. *Ecce oculi servorum tuorum in manibus dominorum suorum. Sicut oculi ancillæ in manibus dominæ suæ; ita oculi nostri ad Dominum Deum nostrum, donec misereatur nostri.*
3. *Miserere nostri, Domine, miserere nostri : quia multum repleti sumus despectione.*
4. *Quia multum repleta est anima nostra : opprobrium abundantibus et despectio superbis.*

Le prédicateur dut faire quelques commentaires, et ses lar-

mes devaient couler quand il disait : Nous sommes dans le dernier des mépris, notre âme est devenue un sujet d'opprobre aux riches, et de mépris aux superbes.

Il oubliait que les catholiques eux aussi, avaient eu à supporter de la part des P. R. toutes sortes d'opprobres; que durant de nombreuses années ils n'avaient pu faire les exercices de leur religion dans la ville; que tous les religieux augustins avaient été massacrés, et que l'un d'eux, le P. Bonis, après avoir été mis à mort, eut sa chair exposée au crochet de la boucherie et criée par la ville à quatre deniers la livre.

Après cette délimitation du terrain, on se mit incessamment à l'œuvre. Les débuts du travail furent marqués par un accident mortel. « Le mardi soir, 20 juin 1673, comme quantité d'habitants de notre ville, faisant profession de la bonne religion, travaillait avec ardeur à ramasser des pierres aux anciennes murailles de la tour appelée de Paris, appartenant à MM. de Gibel de Bajoran, pour employer la pierre à la bâtisse de notre temple, un cartier de lad. muraille a malheureusement tué Jacques Causse, marchand fusillier, l'un desd. habitants, qui a été tué raide mort, sa tête ayant été écrasée. Dieu lui aie fait miséricorde par sa sainte grâce. » (Castillon.)

En 1681, les travaux du temple devaient être à peu près terminés. En cette année, le 10 novembre, Jean Passias fait quittance à Izaac Moret, ancien du Consistoire, de 20 livres, reçues, savoir 12 livres pour fin de paye du travail fait aux six piliers du temple et pour 29 pierres dans led. temple, convenu que si ceux de lad. religion veulent faire dresser et poser lesd. piliers et les rendre à leur perfection, led. Passias fournira les matériaux nécessaires pour 18 livres et pour les 8 livres restantes elles sont reçues en déduction des 35 livres à lui dues pour le carrelage dud. temple. De plus, led. Passias sera tenu de faire porter la terre qu'il faudra pour achever de carreler et payer les ouvriers et de réparer les bancs qui sont ébranlés et défaits, à ses dépens, moyennant 6 livres. (Etude de M^e Ricard, min. Bataillé.)

La révocation de l'édit de Nantes va bientôt avoir lieu, le gouvernement est peu favorable au protestantisme.

Castillon nous dépeint le triste état de sa religion : « Le 18 novembre 1683, Messieurs du Consistoire de ceux de notre religion m'ont fait signer deux lettres avec eux, l'une à Monseigneur le chancelier, et l'autre à Monsieur le marquis de.... notre député général, toutes deux sur le sujet du piteux état où nous sommes réduits, le tout principalement tendant pour la remise de notre exercice de religion que je prie la toute-puissance du bon Dieu nous vouloir redonner.

Le 6 décembre je signe un acte de notre Consistoire en qualité d'ancien par lequel attendu la nécessité que nous avons d'argent pour nous défendre notre temple et exercice, est délibéré qu'il sera cédé par le sieur Moret, ancien et syndic, la somme de 600 livres due à l'église par les héritiers de feu sieur Vidal et pour la garantie je promis avec quatorze ou quinze autres anciens qui ont signé l'acte... j'ai devers moi copie dudit acte pour y recourir en cas d'inquiétude, que j'estime ne devoir pas appréhender parce que le débiteur est fort solvable.

Le mardi 28 décembre 1683, sur ce que depuis huit mois ou davantage, notre temple de Monflanquin avait été fermé et l'exercice de notre sainte religion cessé aud. lieu. Le bon Dieu nous a fait cette grâce de voir ouvrir led. temple de l'autorité du synode tenu à Tonneins-Dessus, par permission du roi, et M. de Rinasson, ministre du saint Evangile qui nous a été envoyé par Messieurs du Synode y a dignement prêché sur la première épître de S. Paul aux Galates, verset trois. Dieu nous fasse la grâce de jouir et toujours avec paix et tranquillité de la liberté de ce saint exercice. » (Castillon.)

Le discours de M. de Rinasson dut être un chant d'action de grâces à Dieu pour la réouverture du temple et la liberté du culte.

Le texte cité de S. Paul l'indique suffisamment : *Gratia vobis et pax a Deo Patre nostro et Domino Jesu Christo.*

Pendant la fermeture de leur temple les protestants n'avaient cependant pas cessé d'exercer leur culte, bien qu'ils eussent quelquefois de grandes distances à parcourir : « Nous avons souffert depuis notre interdiction beaucoup de travaux, ajoute Castillon, en allant aux églises circonvoisines fort éloignées.

Tous ceux de ma famille avec moi, nous étions rangés à l'église de Gavaudun où nous avons trouvé toutes les satisfactions que nous pouvions attendre pour la consolation de nos âmes.

Depuis, Monsieur l'intendant ayant donné ordonnance qui interdit l'exercice dans les lieux où il avait été rétabli (1) depuis le dernier synode, le nommé Passalaygue, sergent d'Agen, étant venu le signifier au sieur de Vernejoul, l'un des anciens, nous avons en conséquence cessé nos exercices.

Dieu par sa grâce ai pitié de nous et nous relève du déplorable où nous sommes réduits. » (Castillon.)

Nous voici arrivés à la démolition du temple de Monflanquin, malgré son jeune âge : douze ans.

L'édit de Nantes a été révoqué, nous sommes en 1687. Castillon va nous donner des détails très circonstanciés sur cet événement qui causa une profonde impression aux habitants de Monflanquin :

« Le samedi 25 janvier (1687), sur le soir, le sieur Lucas, commissaire du roy, est arrivé en ville avec des ordres de sa majesté, et qu'il a fait publier pour faire démolir le temple neuf que nous avions ci-devant fait construire suivant un arrêt du conseil, sur la rue des Vignes et fait l'exercice de la religion prétendue réformée depuis sa construction dont il y a douze années ou plus. En effet, exécutant ses ordres, la démolition a été commencée le lundi 27 du même mois par quantité de manouvriers qui sont venus avec grande joie du côté de Villeneuve, Villeréal et autres lieux. C'était un édifice fort considérable soit par les murailles, charpente que toit. Il y avait une belle chaire et autres meubles et encore une grande cloche.

L'on dit que l'on veut conserver soigneusement les matériaux pour servir à la construction d'une église sur les anciens fondements de celle de Notre-Dame dud. Monflanquin.

(1) Les temples interdits dans le diocèse d'Agen en même temps que celui de Monflanquin, furent ceux de Puymirol, Boé, Pujols, Lacépède, Laffitte, Castelmoron, Laparade, Clairac, Tonneins-Dessus, Tonneins-Dessous, Castelnaud-de-Gratecambe, Monsempron, Lustrac, Montaut.

Le vendredi, dernier dud. mois de janvier, le susdit temple a été achevé de démolir ras terre et une croix a été mise sur l'un des piliers qui soutenait la charpente.

Plusieurs ont fait grande joie le même jour de cette démolition avec tambour et danses par tous les coins et places de la ville, sieur Coquart, bourgeois et marchand faisant le chef de tous en divertissements.

Dieu par sa grâce veuille que le tout retourne à sa propre gloire et au salut de nos âmes.

La cloche a été montée au clocher de l'église Notre-Dame, proche celle qui y était de tout temps et les matériaux portés partie dans l'église et vieux temple, partie sous la halle et autres lieux. » (Castillon.)

Les matériaux, provenant de la démolition du temple, furent portés soit à l'église N.-D., soit dans l'ancien temple, soit sous la halle. Que devinrent-ils ?

Le 16 mars 1687, à l'assemblée de la jurade, il est dit que M. de Lucas a ordonné la vente et adjudication des susd. matériaux jusqu'à concurrence de 300 livres, qui sont dues aux ouvriers qui ont travaillé à lad. démolition : M. Jean de Lane-grie, procureur du roi, requiert le commissaire de suspendre lad. vente, attendu que lesd. matériaux étant destinés à la construction de l'église, led. procureur dit qu'il serait plus avantageux de payer lesd. ouvriers sur les plus clairs deniers qui se trouveront dus au Consistoire. (Jurade Monflanquin, f° 726.)

Le 13 juillet, même année, ordre est donné à la Jurade, par Mgr l'Intendant de mettre les matériaux de la démolition du temple, en lieu de sûreté. (Jur. Monflanquin, f° 728.)

Le 25 octobre 1700, l'évêque d'Agen fait sa visite pastorale a Monflanquin. Il demande aux paroissiens ce que sont devenus les poutres et les matériaux provenant de la démolition du temple. On lui répond que le tout avait disparu, mais que les consuls de ce temps en étaient chargés.

(1) Parmi les assistants de la jurade : Coquard, probablement celui dont parle Castillon.

L'ancien temple qui servait d'église, et où se faisaient tous les offices depuis plusieurs années, quoique avec des difficultés et sans décence, attendu qu'il ressemblait plutôt à une grange qu'à un lieu consacré au culte, était tout ouvert et tout écroulé.

Dans les temps que M. J. Feillade avait établi des prédications et des missionnaires dans Monflanquin, si le malheur était arrivé dans le temps de la mission, il y aurait eu un grand nombre d'ensevelis. Les poutres sont pourries et on n'ose plus entrer dans l'église depuis que le service divin est transporté dans la chapelle des Augustins, laquelle est si petite qu'elle ne contient pas le quart des paroissiens. On ne peut continuer les fonctions curiales sans un grand inconvénient soit de la part des religieux, soit de la part des personnes préposées au service divin.

L'ancienne église qu'on dit être l'ancienne paroisse était très belle, très grande et commode. Actuellement elle serait en état de servir si on avait les moyens de la rebâtir sur ses fondements. Ce serait un grand acheminement pour remettre l'ancien lustre à la religion et pour ôter aux nouveaux convertis tout prétexte de différer de rentrer dans l'église. (Arch. départ. Fonds de l'Evêché, C. 43.)

On ne donna pas suite à ces propositions faites par l'évêque, l'ancienne église Saint-André disparut à tout jamais. L'ancien temple qui touchait à l'église N.-D. fut lui aussi démoli, et cette dernière église, réparée, devint, église paroissiale, son titre de Notre-Dame se perdit : ce fut l'église Saint-André.

Mais les matériaux du temple de la rue des Vignes ne durent pas être employés, puisque, comme nous venons de le voir, ils avaient disparu.

Tel fut le sort du temple de la place Caladon, dont les substructions furent découvertes en 1912.

Le temple dans lequel, actuellement, les protestants font l'exercice de leur culte, est la chapelle des Augustins dont mention est faite dans la susdite visite pastorale.

Abbé MAGOT.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

DANS LA COMMUNE DE SOS

(SUITE)

CHAPITRE III

Continuation de la querelle des constitutionnels et des inconstitutionnels

La paroisse de Sos restait toujours sans curé. M. Joseph Couture, ci-devant archiprêtre, s'était retiré chez lui (1). De temps en temps il venait à Sos voir ce qui s'y passait. Il maintenait son refus de prêter serment à la nouvelle constitution et n'officiait pas. L'assemblée primaire du canton de Sos qui s'était réunie à la fin de décembre 1791, n'avait pu se mettre d'accord sur les candidats. D'ailleurs ceux-ci se refusaient encore à prêter le serment. Il y avait à Sos un ancien prébendier du Chapitre, nommé Mazet, sympathique à la population. Pressenti pour accepter la cure, il refusa sous prétexte qu'il n'était pas « fonctionnaire public ». En réalité, il ne voulait pas désobéir à son supérieur. Il y avait encore un candidat, l'abbé Duroy, curé de Gueyze, mais celui-là, nous l'avons vu précédemment, la population ni la municipalité ne le voulait. Il recommença ses intrigues auprès du procureur syndic du district de Nérac, le citoyen Mellac. Le citoyen Mellac, qui était au courant de l'impuissance où se trouvait la municipalité d'assurer le service du culte, et du refus que venait d'opposer le prébendier Mazet aux sollicitations des officiers municipaux, écrivit au maire d'avoir à assurer le service de la paroisse avec le citoyen Mazet. Il pensait et le curé Duroy avec lui, que sous la menace de la lettre et dans leur désarroi, la place inoccupée allait être donnée au curé de Gueyze. La mu-

(1) Il était originaire du Gers.

municipalité vit le piège, elle protesta de son respect pour les lois et demanda au directoire du district de leur en envoyer un selon la loi. « Nous avons le droit de l'exiger, puisqu'ils nous « ont privé de tout secours spirituel par l'interdiction de celui « qu'ils n'ont pas remplacé et dans l'impossibilité d'en présenter un qui puisse remplir nos vues et n'en connaissant « pas un qui soit disposé à accepter. Que le directoire nous « donne un prêtre qui réponde à notre civisme et qui entretienne la paix qui depuis quelque temps fait nos plus chères « délices et depuis surtout qu'on a été forcé de faire droit à « nos justes réclamations. Cette dernière est des plus conséquentes puisqu'elle porte sur nos ressources spirituelles, « dont nous ne saurions être privés sans imposer au peuple « qui nous est confié à voir mourir ses proches dans l'impénitence finale. (Février 1792.) »

Au mois d'avril, M. Vignes, curé de Meylan ; Lassalle, curé de Saint-Pé ; Duroy, curé de Gueyze, tous trois assermentés, demandèrent à la municipalité « d'user de son pouvoir auprès « du citoyen Louis Couture, ci-devant archiprêtre et curé, pour qu'il leur soit remis les cremières que celui-ci détenait ». La municipalité dépêcha le sacristain porteur d'une lettre « au ci-devant curé de Sos » qui répondit que cette lettre « ne le regardait pas ». La municipalité voulant rester pacifique envoya une seconde lettre à « Monsieur Couture, prêtre résidant à Sos ». M. Couture fit réponse « que ce n'était pas là son « adresse et qu'on devait savoir qu'il était toujours archiprêtre et curé ». Troisième demande de la municipalité qui envoya son valet de ville auprès du curé « pour qu'il ait à « venir expliquer sa conduite devant elle ». → « Si l'on veut « me voir, que l'on vienne chez moi », répondit l'intransigent curé. La municipalité porta plainte au directoire du département.

Depuis quelques mois, un ancien chanoine, venu je ne sais d'où, s'était fixé à Sos. Il s'était tenu à l'écart de ces querelles, mais c'était un chaud partisan de la Révolution et un affilié du club des « Amis de la Constitution » qui venait de se fonder. Ses nouveaux amis venaient de le faire nommer curé de Sos.

Il commençait ses fonctions lorsque M. Joseph Couture lui écrivit cette belle et courageuse lettre :

Copie de la lettre écrite au citoyen Burot faisant le service de la paroisse de Sos, par le citoyen Couture, ci-devant archiprêtre, en date du 20 avril 1791.

Vous êtes mon paroissien, Monsieur, je vous dois donc conseil et instruction. Je connais cette règle que nous donne S. Augustin : « *Non te noverim nisi prodesset* » et quoique l'attention que vous avez eu d'éviter ma présence depuis notre défection laisse peu d'espoir de vous ramener à l'unité de l'Eglise et que j'ai lieu de regarder cette démarche que je fais aujourd'hui auprès de vous comme inutile, j'aurais au moins suivi le précepte de l'Esprit-Saint qui me dit par son prophète : « *Liberabis animam tuam* ». Pesez, Monsieur, pesez dans le tribunal de votre conscience (si du moins vous n'avez pas encore fermé entièrement l'oreille à la voix de ce juge incorruptible), pesez, dis-je, les motifs qui vous ont engagé dans le schisme et dans l'intrusion, et vous serez convaincu que vous n'avez été dirigé que par des vues purement ambitieuses et souverainement criminelles. Comment, en effet, avez-vous pu trahir la religion de votre Dieu, qui bientôt vous citera devant son tribunal redoutable ? Comment avez-vous pu vous séparer de son église qui vous avait mis au nombre de ses ministres ? Comment avez-vous pu braver l'opinion de tous les honnêtes gens ? Comment avez-vous pu violer toutes les lois de la délicatesse et vous élever bassement contre un confrère à qui vous ne témoignez sans doute de l'amitié et des égards que pour l'assassiner plus sûrement ? Comment réparerez-vous tous les maux que vous avez déjà faits, et que vous accumulerez encore en continuant mes fonctions que vous avez témérairement usurpées sans mission légitime.

Méditez, Monsieur, méditez avec réflexion l'Evangile que nous lirons dimanche prochain à la messe, et vous serez convaincu que vous n'êtes pas entré dans la bergerie par la porte et que par conséquent vous n'êtes qu'un voleur : « *l'ur et latro* ». On dit que pour en imposer aux simples et aux ignorants et que pour les rendre compagnons de votre apostasie, vous vous jactez des pouvoirs que vous avez reçu de Monseigneur l'Archevêque (1), se serait là « vous devez le comprendre » le comble du délire et de la méchanceté.

(1) Monseigneur La Tour du Pin-Montauban, émigré.

Cette misérable assertion marcherait de front avec le propos des juifs qui disaient du Souverain Maître : « *In Belzebut principe demoniorum ejicit demoniam.* » Comment notre respectable archevêque que nous devrions tous prendre pour modèle et qui a fait généreusement le sacrifice de sa fortune, de sa patrie et qui est prêt à faire celui de sa vie pour conserver l'amitié et la foi, travaillerait à introduire le schisme dans son diocèse et dans ma paroisse. Il vous autoriserait à méconnaître et à vous séparer de vos pasteurs légitimes. Il sait et vous savez tous que l'Eglise ne lui a confié des pouvoirs que « *ad édificationem et non ad destructionem* ». Lisez, Monsieur, lisez les écrits de cet homme apostolique que je vous ai mis entre les mains dans le temps que vous étiez encore enfant docile de l'épouse de Jésus-Christ ou que du moins vous n'aviez pas levé ouvertement contre elle l'étendard de la révolte. Lisez les écrits tous marqués au coin des vrais principes et vous verrez que tout vous condamne. Ah ! Monsieur, si vous aviez voulu prêter l'oreille à ses avis paternels. Si vous aviez pesé la solidité de ses raisons. Si vous les aviez prises, comme vous le disiez, pour règle de conduite, je n'aurais pas à gémir aujourd'hui sur votre égarement et sur la perte éternelle de plusieurs de mes paroissiens que vous entraînez avec vous dans les flammes vengeresses. Vous savez, Monsieur, si du moins vous n'avez pas totalement oublié le traité des actes humains, vous savez que la conscience douteuse est une mauvaise conscience, que le concile de Trente a décidé qu'il n'était jamais permis d'exposer la validité d'un sacrement, que : « *In dubiis tutior pars* ». Or, permettez-moi de vous le demander, Monsieur, il ne vous est jamais venu de doute depuis votre intrusion sur la validité et la légitimité des fonctions que vous avez eu l'audace d'exercer ? Cela n'est point possible. Revenez, Monsieur, à votre Dieu, abjurez le schisme, renoncez à des fonctions que vous ne pouvez continuer sans mettre le sceau à votre réprobation universelle, et sans envelopper dans votre perte ceux de mes paroissiens qui seraient assez malheureux de se laisser séduire et assez imprudent pour vous suivre dans les paturages empoisonnés où vous auriez la cruauté de les conduire. Revenez dans la bergerie et je serai votre pasteur. Jetez, Monsieur, un coup d'œil sur ma misérable paroisse. Dévisagez-les si vous l'osez. Vous tremblerez au moins s'il vous reste encore quelque sentiment, je ne dis pas de religion mais d'humanité.

Après le mois d'avril 1792, les événements se précipitent. Il

faut prendre nettement son parti : être pour ou contre la révolution. Le procureur de la commune Laborde requiert la municipalité de prendre des mesures contre le citoyen Prunières, curé de Levèze, qui a donné des preuves d'incivisme. « Il
« a refusé de lire l'instruction pastorale et le mandement de
« Mgr l'Evêque de Lot-et-Garonne qui permet l'usage de la
« graisse en raison de la cherté de l'huile pendant le carême.
« Le curé Prunières sera tenu de déposer à la mairie le fusil
« à un canon qu'il a déclaré avoir chez le citoyen Lauzin, armurier; le dit fusil sera donné à un bon patriote qui s'en
« trouverait dépourvu dans le temps urgent de la patrie en
« danger (5 août 1792). »

Le 28 août, en conformité de l'arrêté du directoire de Lot-et-Garonne, les citoyens Jean Burot, prêtre, Ambroise Castillon, prêtre, Jean Mazet, prêtre, Duroy, prêtre, Jean-Baptiste Cappe, prêtre, réunis à l'Hôtel de Ville, prêtent individuellement serment et jurent de maintenir la liberté, l'égalité et d'observer les lois de l'Etat.

Le 10 septembre, les biens et maisons appartenant au sieur Couture, ci-devant curé de cette ville, Gardères, ci-devant prébendier du ci-devant chapitre, Ducruc, cadet, tous trois absents, sont confisqués comme biens d'émigré. Le sieur Brosier, cousin-germain du ci-devant baron de Saint-Simon, émigré, a un beau cheval qui ressemble à celui qu'avait le sieur Saint-Simon; il est confisqué pour le service des armées.

Le 16 septembre, le sieur Mazet, ex-prébendier, présente à la municipalité une lettre du citoyen André Constant, évêque d'Agen, qui le nomme curé de Sos. Devant les fidèles réunis il jure fidélité à la nation et aux lois.

Malgré toutes les lois révolutionnaires, tous les serments de civisme, en octobre 1792 la municipalité inscrit sur son budget les dépenses suivantes, nécessitées par le culte :

1° Un cierge pascal, un lumen christi, une garniture de
cierges pour l'autel, les cierges qui accompagnent le Saint-Sacrement et pour les girandoles du tabernacle pour l'an
1791 65 l.

2° Lumen christi, triangulaire, du Jeudi-Saint 1792	27 l. 9 s.
3° Fournitures faites par le sacristain, 4 livres de cire	8 l.
4° Fournitures du sacristain pour l'huile de la lampe.....	7 l. 10 s.
5° Pour le blanchissage d'une aube et d'un surplis	2 l. 8 s.
6° Pour les travaux faits à la serrure et à la porte de l'église.....	5 l. 2 s.
7° Pour une livre et demi d'encens.....	3 l. 12 s.
8° Pour six livres d'huile à la lampe du sanc- tuaire	12 l.
9° Pour deux livres de cierges.....	6 l.

Dans un chapitre précédent nous avons relaté la formation d'une garde nationale dans la commune de Sos. L'organisation s'étendit peu à peu à tout le canton de Sos. Au mois d'avril 1792 ses effectifs étaient les suivants :

Sos	2 compagnies de	74 hommes chacune	148
S ^t -Maure	3	—	62
S ^t -Pé-S ^t -S. ..	2	—	86
Meylan	1	—	14
S ^t -Martin ...	1	—	56
Gueyze	1	—	80
Saint-Pau ne contient que		14 hommes.....	14

Au mois de mai on procède à son épurement et à l'élection de deux capitaines, deux lieutenants, quatre sous-lieutenants, quatre sergents et huit caporaux.

M. Comin est nommé capitaine de la première compagnie de Sos, M. Mendeville de la seconde.

L'effectif du canton était de 10 compagnies, le commandant en chef est le citoyen Lachapelle avec Mendeville comme commandant en second. Ces deux officiers sont délégués le 11 juillet 1792 pour aller à Nérac représenter le canton à la fête de la fédération. Le 19 juillet, au retour de la fête et au reçu d'un

acte législatif et d'un arrêté du directoire de Lot-et-Garonne, la municipalité et la garde nationale siègent en permanence : La Patrie est en danger. Tous les citoyens doivent déclarer leurs armes et leurs munitions et les marchands de poudre et de plomb ne peuvent en délivrer sans un permis de la municipalité.

Dans nos États modernes, une des premières manifestations des inquiétudes du peuple, aux époques de tension, se traduit par le retrait du monétaire ; c'est ce que nous avons vu en Allemagne pour les affaires marocaines et dans une partie de l'Europe pour le règlement balkanique. Il y a cent ans, les mêmes causes produisaient les mêmes effets, mais exagérés, par suite du peu d'importance des banques et de la petite quantité de métaux monnayés qui circulaient. A ces causes s'ajoutait le besoin immense qu'avait le Gouvernement d'argent métallique pour fortifier son crédit et équiper ses armées. Il en était résulté une gêne et une paralysie à peu près complètes du commerce et de l'industrie. Le canton de Sos, comme tous les autres, souffrit particulièrement de cet état de chose, succédant à la misère des règnes précédents. Les habitants n'avaient plus d'argent pour acheter leurs denrées et ceux qui en vendaient ne pouvaient être payés. La municipalité, suivant un exemple donné ailleurs, se décida, dans la séance du 13 mai, à créer des « billets de confiance » locaux de cinq, dix et vingt sols. Il fut créé :

2.000	billets de	5	sols de couleur	bleue
1.000	—	10	—	rouge
500	—	20	—	blanche

Leur impression fut faite à Condom par le citoyen Dupouy, imprimeur, pour la somme de vingt-et-une livres. Leur valeur nominale fut garantie par des citoyens de Sos qui sur chacun apposèrent leur signature.

Ce furent pour ceux de 5 sols, les citoyens Capgrand cadet, Garoste ; pour ceux de 10 sols, Lamarque, Ducos, Malet, notables ; pour ceux de 20 sols, Castillon, maire, Bernuska.

Les habitants n'eurent qu'à aller au bureau municipal et en

échange des grosses coupures d'assignats ils reçurent la même valeur en billets de confiance. Ces assignats, qui représentaient la garantie effective des billets de confiance, furent placés à intérêt chez les particuliers qui en firent la demande.

La faveur qui accueillit ces billets de confiance fut si grande qu'un mois après la municipalité dut en émettre de nouveaux.

1000 livres de 5 sols.

1000 10 -----

1000 20

Le 28 octobre 1792, les ménagères ne pouvant acheter les jours de marché faute de numéraire, la municipalité dut créer des billets de confiance d'un sol pour 1,500 livres, de deux sols pour 750 livres, de trois sols pour 750 livres.

Ils furent signés par les citoyens : 1° Comin, Capgrand cadet, Garoste, Capgrand aîné, Biensan, pour ceux d'un sol ; 2° Laumet, Bernuska, Caussac, pour ceux de deux sols ; 3° Labeyrie, Cappe, prêtre, pour ceux de trois sols.

Dans la juridiction de Sos il n'y avait pas de biens nobles. Tous les francieufs possédés au moyen-âge par son chapitre et consistant principalement en terres et moulins, avaient été vendus aux époques de décadence. Beaucoup de terres possédées par les petits nobles des environs étaient assujetties à l'impôt. Le château royal de Sos était démoli depuis cent cinquante ans. La Révolution qui mit le sequestre sur les biens privilégiés, principalement sur ceux des émigrés, n'atteignit ici que peu de monde. A la saisie des biens de l'abbé Couture. du cheval de Brossier-Buros, nous ajouterons : La terre de la Prade, commune de Saint-Martin, possédée par un sieur de Josselin, émigré ; les terres de M. Courtade de Salis, propriétaire à Gajo, détenu à Condom et de noble Louis, Gabriel, d'Artez, émigré à Coblenz, qui possédait les métairies du Bernès, l'Ange de Haut, l'Ange de Bas, Pinon, Troubet, une vigne et maison de maître à Campagnac, dans les communes de Gueyze et Saint-Maure. Ces terres furent pour la plupart louées à des cultivateurs et remises à leurs possesseurs en l'an IV.

La liste des divers objets précieux saisis dans l'église de Sos et envoyés à Nérac est également peu étendue :

1° Une grande croix en argent, le dedans garni de bois, l'argent seul pèse 7 livres 11 onces 1/2 ;

2° Une croix d'argent plus petite, pesant 14 onces 1/2 et un quart ;

3° Une petite pataine, pesant 3 onces 1/2 et un quart ;

4° Un encensoir, une navette, une cueillère, le tout en argent.

Au commencement de l'hiver 1792, la municipalité, sans ressources, fut obligée, pour avoir du bois de chauffage et disposer de quelque argent, de vendre les ormeaux centenaires plantés sur les places de la ville (Pitouret et Mouré).

Le 4 décembre, il y eut de nouvelles élections qui mirent au pouvoir les citoyens Mendeville comme maire, et Biensan procureur de la commune.

CHAPITRE IV

Questions politiques diverses. — Question des subsistances (suite). —
Loi du maximum

Le départ « aux armées de la liberté » des jeunes gens disponibles avait laissé dans le besoin les familles nécessiteuses dont ils étaient le soutien. Treize se trouvaient dans ce cas. La municipalité organisa une caisse de secours qui fut alimentée par les offrandes civiques des citoyens plus aisés, d'après la taxe suivante dressée par les officiers municipaux :

Les citoyens Arnal, 100 livres; Brossier, 5; Burot, prêtre, 3; Comin, 60; Carthoué, 15; Capgrand cadet, 5; Castillon, ex-chanoine, 30; Cappe, ex-prébendier, 15; Ducruc aîné, 30; Ferret, Arnaud, 5; Duroy, curé, 50; Garde fils, 60; Garde père, 30; Garoste, 30; Labat, Jean, 5; Lesparre, tonnelier, 5; Labeyrie de Toujet, 10; Lamazouade, 5; Labric, 5; Laumet, 5; Lassalle, 20; la veuve Noguès, 5; la veuve Paissé, 5; la citoyenne Poul, 15; Planet, 20; Traverse, Louis, 10; veuve Traverse, 25; Vignes, Victor, 25; Mazet, curé de Sos, 30.

Le 3 avril 1793, il fut créé un comité de surveillance et de sûreté générale composé de trois membres « dont le civisme soit bien reconnu et amis véritables de la République ». Ce furent les citoyens Ducruc, Labeyrie et Mendousse. Vers la même époque les cordonniers de la ville furent appelés à soumissionner pour la fourniture de souliers aux volontaires des armées de la République. Ces souliers devaient être « des souliers de route et de bonne qualité ». Le prix de la paire en fut fixé à 7 livres et être livré dans les 3 mois de la commande.

	PIÈCES		
1° Jean Traverse, cordonnier, fournira.	36	20	20
2° Jean Caillau	25	10	10
3° Joseph Traverse	12	6	6
4° Léonard Planes	10	5	5
5° Barthélemy Mirabel	4	4	4

Le 15 avril, les citoyens furent invités à porter à la mairie les habits uniformes, vestes, culottes, qu'ils auraient. Un tailleur fut nommé pour les expertiser.

« A laquelle invitation les citoyens ayant défféré la citoyenne
« Marianne, servante de la citoyenne Ducruc, épouse Saint-
« Simon, émigré, qui a remis, au nom de sa maîtresse, un
« habit uniforme, duquel elle fait présent à un volontaire na-
« tional ». Vingt-huit uniformes furent portés à la mairie.

Le 15 juin 1793, la municipalité dépêcha un de ses membres pour aller à Agen, au siège de la Société populaire et républicaine de cette ville, où l'on devait discuter sur le vœu suivant pris par l'assemblée du département de la Côte-d'Or.

- 1° Unité et indivisibilité de la République;
- 2° Unité et indivisibilité de la Représentation nationale;
- 3° Inviolabilité des représentants;
- 4° Entière liberté dans leurs opinions;
- 3° Une prompte Constitution fondée sur les principes d'égalité et de liberté.

Le citoyen Labeyrie, qui représentait le canton de Sos, vota ces diverses motions « à l'exception de ceux qui veulent l'inviolabilité des représentants lorsqu'ils doivent être soumis aux peines portées par les lois lorsqu'ils s'écartent des principes

de l'égalité et de liberté ». A son retour à Sos il donna à l'Assemblée communale, assemblée extraordinairement, les renseignements sur ce qui s'était fait à Agen. Les explications ne parurent pas suffisantes, la discussion devint houleuse, à fin de compte la municipalité de Sos émit l'ordre du jour suivant :
« D'abord l'assemblée refusé son adoption à l'établissement
« d'une commission populaire de Salut public par la raison
« qu'elle ne croit point que cette mesure soit prise par l'unité des communes du département et par tous les départements de la République; qu'elle croit encore que ce pouvoir rivaliserait avec le pouvoir dont les représentants sont investis et comme l'assemblée pense avec raison que l'intention et le but du Conseil général du département et des sociétés populaires consistent à maintenir l'unité et l'indivisibilité de la Représentation nationale, l'entière liberté d'opinion des représentants et leur inviolabilité dans l'exercice de leur pouvoir, l'horreur pour tout espèce de fédéralisme qui ne tendrait qu'à opérer une scission dans les communications de la Convention nationale avec les corps constitués des départements, elle pense que les commissions salutaires de salut public deviennent... inutiles. L'assemblée qui a une entière confiance dans le civisme de l'administration du département de Lot-et-Garonne, forme son vœu pour qu'ils adressent sans délai à la Convention nationale la sollicitude de tous les citoyens du département, pour que le Comité de salut public fasse son rapport sur les accusations dont plusieurs députés sont chargés et que la France entière connaisse leur innocence ou leur crime. »

Le 18 juillet, après une allocution du citoyen Vignes, curé de Meylan, les citoyens du canton de Sos, réunis en assemblée plénière, prêtèrent serment à la Constitution.

Le 20 août, à une réquisition de l'agent militaire du district de Nérac, la municipalité répondit qu'il ne restait plus dans la commune de Sos un seul garçon pour entrer dans les volontaires, ni fournir au contingent.

Le 27 octobre (5 brumaire an II), dix-sept citoyens réunis à la mairie, affirment « qu'ils ont toujours manifesté les senti-

« ments d'un bon républicanisme et du plus pur patriotisme
« depuis le commencement de la Révolution jusques à ce
« jour. »

Enfin, le 21 novembre (30 brumaire an II) le citoyen Antoine Carrière, domicilié à Bordeaux, dépositaire de titres de féodalité, appartenant aux anciens seigneurs de la ville, les remet à la municipalité, qui les brûle solennellement au pied de l'arbre de la liberté (1) en présence des citoyens Mendeville et Biensan.

La question des approvisionnements et des subsistances continuait, au milieu des bouleversements politiques, à être le sujet de préoccupation des populations et des municipalités. Certains boulangers avaient pris l'habitude de vendre le pain au-dessus de la taxe précédemment fixée et de donner du pain aux uns et de le refuser aux autres. D'autres mélangeaient à la farine de blé, des farines de seigle, turget, fèves ou baillarges. Les plaintes de la population étaient devenues si grandes qu'une délégation de la municipalité accompagnée d'une section de la garde nationale en armes, perquisitionna chez les boulangers (15 juin 1792). A la suite de cette perquisition, il fut arrêté « que les boulangers ne pourront jamais laisser
« leurs boutiques sans pain, que ce pain devra toujours être
« à la vue du public sous peine de confiscation et d'interdiction
« de vente s'ils n'en sont pas toujours pourvus »; qu'ils ne devront tenir en outre que du pain blanc, pain en cô, pain brun, ou pain de rez.

La trop fameuse loi du « maximum », promulguée dans le Lot-et-Garonne le 19 juillet, ne tarda pas à faire sentir ses effets dans l'arrondissement de Nérac. Si elle mettait un frein à l'excessive élévation des prix de vente, elle eut pour résultat contraire de raréfier les grains, qui restèrent dans les greniers.

Disette par manque de grains, disette par leur cherté, tel fut le dilemme qu'avaient à résoudre les municipalités .

(1) Cet arbre de la liberté avait été planté au fond de la rue de Queyze, en face la maison Duffau. Arraché à la chute de Napoléon, on en replanta un autre à l'avènement de la République de 48, là où est le tilleul actuel.

A Nérac, sitôt que la loi fut promulguée, on dut l'abroger, les grains n'arrivant plus sur les places.

A Sos, où les habitants ne récoltaient des grains que pour se nourrir deux mois par an, les marchés se vidèrent. La municipalité dut retirer la loi. Les grains à nouveau furent apportés, mais leur prix de vente augmenta. La société populaire « Les Amis de la Constitution » se réunit et dans une séance très orageuse le citoyen Jean Lascabanes demanda le maintien de la loi du maximum sur les grains et farines. Sa motion fut votée par la Société. Une députation avec le citoyen Lascabanes à sa tête, alla trouver la municipalité la sommant de rétablir le maximum, « sinon ils savaient ce qu'ils avaient à faire pour le mardi, jour du prochain marché. » Pour éviter toute émeute, la municipalité céda et rétablit le maximum. Le prix des grains et farines baissa, mais les paysans, devant la baisse et par crainte de pillage, n'en apportèrent pas et personne n'en eut pour manger à sa faim. Nouveaux murmures. Le procureur de la commune convoqua au siège du canton les maires qui en dépendaient. On décida : 1° Que l'on ferait le recensement de tous les grains du canton; qu'en attendant le résultat les boulangers, qui devaient être toujours approvisionnés de pain, étaient autorisés à le vendre, durant une quinzaine, proportionnellement au prix des grains; 2° Des dispositions d'urgence seraient prises pour approvisionner le marché; 3° La liste des indigents du canton serait dressée.

Le recensement des grains pour la commune de Sos fut le suivant :

Froment, 719 sacs $\frac{3}{4}$; seigle, 857 $\frac{3}{4}$; maïs, 887; méteil, 26; panis, 59; millet, 48; fèves, 48; baillarges, 9; avoine, 22 $\frac{3}{4}$; lentilles, 2; milloque, 1.

Le maximum sur les articles suivants fut maintenu :

Tabac en carottes, 20 sous la livre; tabac à fumer, 10 sous; sel, 2 sous; savon, 25 sous.

La journée des ouvriers fut officiellement augmentée « vu la cherté des vivres » (8 octobre 1793).

En 1790, 1° Les ouvriers manouvriers gagnaient 15 sous. Ils gagneront, en 1793, 22 sous 6 deniers ; 2° Les charpentiers,

tonneliers, menuisiers, maçons, scieurs de long, traceurs de pierre, gagnaient 25 sous. Ils gagneront, en 1793, 37 sous 6 deniers; 3^e Journée d'ouvrier pour le labour, 40 sous. En 1793, 3 livres.

Toutes ces dispositions ne furent pas d'un grand salut, le paysan ne se hâtait pas à revenir apporter ses grains au marché. Les propos tenus à la « Société des Amis de la Constitution », propos d'émeute et de pillage, n'étaient guère faits pour le rassurer. Le citoyen Biensan, procureur de la commune, fut obligé de réunir une fois de plus les municipalités du canton (15 octobre 1793).

« Citoyens magistrats, dit-il, les alarmes du peuple sur les
« les subsistances doivent aujourd'hui fixer toute votre atten-
« tion. De toutes parts on entend des plaintes et des murmu-
« res. Nos marchés ne sont plus approvisionnés. La loi bien-
« faisante du 15 septembre n'est pas ramenée à exécution ou
« ne l'est que très imparfaitement. Depuis sa promulgation
« nous n'avons pas vu un seul sac de grains étrangers sur le
« marché. Cependant des acheteurs se présentent en foule
« avec des témoignages authentiques du plus grand besoin.
« La ville seule a fourni jusques à ce jour, malgré son peu de
« ressources ; à l'avenir elle ne peut plus se livrer à sa géné-
« rosité sans danger surtout si l'acquit des contributions en
« nature s'effectue. Je requiers donc, citoyens républicains,
« que l'assemblée s'occupe des moyens d'approvisionner nos
« marchés.....

« La totalité des grains recensés dans le
« canton est de 2,000 sacs, ce qui ne permet pas l'acquit des
« contributions en nature. Il ne serait pas possible alors d'ap-
« provisionner les marchés, de fournir aux citoyens indigents
« les blés qui leur font défaut. Les municipalités des cantons
« voisins, de Gabarret et de Montréal empêchent la circula-
« tion des grains. A Mézin, on trouve à peine sur les marchés
« de quoi subvenir aux besoins de cette ville. La gelée a frap-
« pé les mêmes grains et enlevé une partie des récoltes, celle
« du millet surtout a grandement diminué. »

A la suite de ce discours, l'assemblée décida la création

d'un grenier de tranquillité publique; d'enquêter sur les étrangers qui venaient s'approvisionner aux marchés; de députer deux délégués auprès des pouvoirs publics pour qu'il ne soit pas prélevé d'impôt en nature.

Cette dernière clause ne fut guère écoutée; le 1^{er} décembre 1793, à la suite d'une réquisition des représentants de la Convention en mission à Bordeaux, la commune de Sos fut obligée de verser 109 sacs de blé pour le service des armées, et une paire de bœufs gras « des moins utiles à l'agriculture »; les bœufs furent offerts à la nation par le citoyen Joseph Dubernet de Gueyze, que l'assemblée félicita de son « zèle de bon patriote ».

Le 8 novembre (17 brumaire an II de la République), l'assemblée communale de Sos eut encore à sévir contre les boulangers « dont la conduite coupable ne pouvait être tolérée » et qui « au mépris de l'espèce humaine et de tous les règlements de police se permettaient de distribuer un pain infâme, que la plus horrible disette pourrait seule faire manger et qu'ils se permettaient de vendre au même prix qu'un pain fait moitié blé et seigle ».

A la fin de cette même année, la municipalité révolutionnaire du canton de Sos se divisa en quatre bureaux de surveillance générale, pour mieux faire face aux troubles politiques et économiques :

1° Bureau des subsistances (chargé des approvisionnements), avec les citoyens Louis Ducruc, Joseph Lespere, Guillaume Lacoste, Louis Carthoué ;

2° Bureau de correspondance (visite des paquets et lettres, distributions des objets), avec les citoyens Lamazouade, Bernuska, Arnal, Ducos ;

3° Bureau des contributions : Citoyens Mendousse, Bien-san, Vignes, Descudé, médecin ;

4° Bureau des réquisitions (chargé de faire exécuter les lois et décrets des représentants du peuple en service), avec les citoyens Garde, Roques, Ferret, Larribau.

DUFFAU.

(A suivre.)

MONTAUT

CHAPITRE IV

I. Seigneurs de Biron et de Montaut, d'après l'arbre généalogique des Gontaut-Biron (ville de Toulouse). — II. Hommages des consuls de Castillonès.

I. — Gaston III épouse en deuxièmes noces Marquèse de Domme qui lui apporte la terre de Montaut. Mort avant 1269 (1).

Pierre I^{er}, dernier acte 1320.

Pierre II, teste en 1350.

Amalric, teste en 1390; baron de Montaut, mort sans enfant.

Gaston V, actes en 1399.

Gaston VI, dit Gastounet, 1414-1477.

Arnaut, dit Arnauton, frère de Gaston VI.

Pons, vivait encore en 1524.

Jean I^{er}, 1502-1557.

Armand, dit le boîteux, 1524-1592; époux de Jeanne d'Ornesan; tué au siège d'Epernay.

Charles, duc de Biron, 1562-1602, décapité pour cause de trahison; mort sans enfant légitime.

François, 1629-1700, seigneur de Biron, Montaud, Lachau-mière, Brizembourg, la Taillade, Monpasier et autres places.

Charles-Armand, 1663-1756.

Louis-Antoine, 1701-1788.

Armand-Louis, guillotiné en 1793.

II. — A la fin du xv^e siècle, la seigneurie de Montaut paraît dans les mains de la famille de Gontaut, laquelle fut aux droits et place des héritiers de Guillaume de Domme, en ce qui regarde la transaction du 10 octobre 1283.

(1) Propositions infirmées par la transaction de 1283.

Le 23 juillet 1494, Pons de Gontaut, seigneur de Biron et de Montaut, reçut l'hommage des consuls de Castillonnès.

Le 6 août 1578, Armand de Gontaut, baron de Biron, commandant de la province, recevait à Castillonnès le tournois blanc d'argent que les consuls lui devaient en sa qualité de seigneur de Montaut; il fut l'un des premiers à reconnaître Henri IV en 1589 et fut tué au siège d'Epernay en 1592, au moment où le roi allait le créer duc et pair. Son fils Charles de Gontaut-Biron, duc de Biron, né en 1562, servit très utilement le roi jusques au moment où accusé de trahison il fut condamné à mort et exécuté en 1602.

Parmi les seigneurs qui reçurent le tournois blanc d'argent, en qualité de seigneurs de Montaut, nous trouvons François de Gontaut-Biron, le 9 novembre 1677, Charles Armand de Gontaut-Biron en 1700, et Antoine de Gontaut-Biron, pair et maréchal de France, colonel général des gardes françaises, en 1780. Cette remise se faisait en grande cérémonie.

Nous transcrivons le procès-verbal de cette cérémonie qui eut lieu dans l'église de Saint-Pierre, à Castillonnès, le 5 septembre 1580 :

Monsieur le duc de Biron, assisté de M^e François Hugonis, avocat au parlement, juge civil et criminel de la duché-pairie de Biron, et du sieur Antoine Massen, notaire, procureur d'office, s'étant rendu à l'église à l'heure convenue, à l'instant sont survenus messire J. de Cours de Thoumazeau, écuyer, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, maire, M^e François Dhellias, avocat au parlement, premier consul; M^e Guillaume Taurel de Lagrausse, notaire royal et deuxième consul, et sieur Jacques Leleu, bourgeois et troisième consul, revêtus des marques distinctives de leurs charges, précédés de quatre de leurs mandes ou valets de ville avec leur livrée aux armes de la ville, qui, en cet habit de cérémonie, ont été prendre leurs places, et, après avoir fait dire au susdit seigneur qu'ils s'étaient rendus en la dite église pour lui rendre en sa dite qualité les foi, hommage et serments de fidélité, se sont rendus devant l'autel; survint alors messire Martial de Crémoux, écuyer, licencié en droit canon et curé de la dite église, revêtu de son surplis, qui a mis aux mains dudit seigneur le missel ouvert à l'endroit du sacré canon de la sainte messe, qui, l'ayant pris et debout, sont

alors venus à lui les dits maire et consuls, revêtus et précédés comme est dit, tête nue *mais non à genoux*, et qui ont joint leurs mains à celle du dit seigneur et mises ensuite sur le dit canon, en présence du dit curé et des témoins lui ont fait les foi, hommage et serments de fidélité et promis d'être ses bons et fidèles alliés et vassaux, le servir et assister contre tous, excepté contre le roi (1), et ce pour raison du délaissement des dites paroisses de Ferrensac, de Pompiac, de Transfort, de Valettes, etc., fait à eux et à leur communauté par la dite transaction; et le dict seigneur a juré et promis de leur rendre et qu'il leur serait rendu à l'avenir toutes les assistances possibles comme à ses bons et fidèles alliés et vassaux, et de les défendre et protéger contre tous ceux, excepté le roi, qui voudraient leur faire quelque tort, et qu'il leur serait conservé tous les droits, privilèges et avantages qui leur ont été accordés par la dite transaction; après quoi les dits MM. maire et consuls, faisant tant pour eux que pour toute la communauté, ont payé au dit seigneur le tournois blanc d'argent. (Archives de l'Hôtel de Ville de Castillonès.)

Cette cérémonie fut la dernière. Dans une séance enfiévrée du 4 août 1789, prolongée avant dans la nuit, l'Assemblée Constituante décréta la suppression de tous les privilèges antiques, de tous les droits consacrés par les siècles; ce fut la Saint-Barthélemy des propriétés.

CHAPITRE V

Montaut-le-Jeune

I. Ville. — II. Enceinte fortifiée, XIII^e siècle. — III. Prise par les Protestants, 1574; lettre des consuls et officiers de justice à la dame de Biron; indifférence du duc de Biron. — IV. Destruction de l'église. — V. Expulsion et rentrée des protestants 1590. — VI. Temple et pasteur. — VII. Ruine de l'enceinte. — VIII. Foires et marchés. — IX. Ruine du château et de la ville.

I. — Montaut-le-Jeune fut le chef de la seigneurie de Montaut, le siège de la juridiction; là étaient le tribunal et les pri-

(1) C'était l'hommage simple, distinct de l'hommage complet. Pour celui-ci le vassal, à deux genoux, sans capuchon ni ceinture, ni éperons, les mains jointes entre les mains de son seigneur assis, prêtait serment de fidélité, sur le missel, reconnaissait qu'il tenait du seigneur tous ses biens et droits.

sous, là était le château d'où partaient les ordres pour l'administration de tout le territoire. Les actes publics lui donnent le nom de *ville*, tandis qu'ils appellent Montaut-le-Vieux, le bourg.

II. — La ville de Montaut-le-Jeune, marquée en gros caractères dans les cartes du xviii^e siècle, était renfermée dans un carré irrégulier d'environ 200 mètres de côté. Au sud, un fossé très large et très profond la défendait du côté de la plaine. Au sud-ouest une tour ronde, près d'une porte fortifiée, actuellement réduite à la moitié de sa hauteur, surveillait le chemin venant de Bournel, à son arrivée de la basse plaine, l'obligeant à longer le rempart à l'ouest et à passer près d'une autre tour, dont les derniers restes ont été détruits en 1855, avant de s'engager dans la profonde tranchée, au nord-est, qui aboutissait à la porte de Villeréal, à l'est. Près de cette porte commençaient les bâtiments du château : la recette, l'église, les prisons, le donjon à trois étages sur rez-de-chaussée. Le donjon était desservi par un grand escalier en pierre jaune, s'élevant en spirale dans une tour ronde; des portes, pratiquées en divers sens, nous laissaient à deviner des constructions qu'il ne nous a pas été donné de voir. On les avait démolies pour construire des maisons dans les champs. Deux courtines reliaient le donjon à une tour ronde élevée au sud-est, près de la porte de Montaut-le-Vieux, à proximité de la tête du fossé.

La ville était divisée en plusieurs quartiers par quatre rues, deux de l'est à l'ouest et deux du sud au nord. Les maisons spacieuses se composaient d'un rez-de-chaussée, d'un étage et d'un vaste galetas. Elles étaient réunies deux à deux, pouvant communiquer au moyen d'une passerelle placée sur un carre-rot fait pour recevoir les eaux des toits et les eaux ménagères. Une rangée côtoyait les remparts au sud, à l'ouest, au nord : la place de la halle et le château occupaient le quartier est. Au centre, quatre rangées de maisons étaient séparées par les croisements de deux rues; une porte intérieure unissait les maisons.

Une médaille en métal jaune, recueillie dans les ruines du

château, rappelle la présence et l'action d'un chef étranger. Elle porte à face le buste d'un guerrier casqué et cuirassé, entouré de l'exergue GLIK.KUMPT.VON, ISTEWA. [C'est une vérité que le bonheur vient de Dieu]. — Au revers l'exergue HANS. SCHILTES, LV. NUREMB. [Jean 55^e honneur, Nuremberg] entoure une croix pattée. La traduction des exergues en vieille langue allemande a été donnée par Arthur Loth, ancien élève de l'école des Chartes, rédacteur au journal l'*Univers*.

III. — Lettre des consuls et officiers de Justice de Montaut à Jeanne d'Ornesan, dame de Biron, pour lui annoncer que les protestants viennent de s'emparer de ce château. 28 février 1574 :

Madame, les consuls et officiers de justice de votre lieu de Monthaut vous supplient très humblement de croire certainement que jamais plus grand regret ni déplaisir n'adviendra à eux que de voir ainsy soustraict de vostre obeyssance et de celle de nostre seigneur vostre forte place et mayson dudit Monthaut. Ce feust le 25 febvrier dernier que pareilh malheur et inconvenient nous est advenu par l'éloignement de nostre très honoré seigneur. Les ennemis, cognoissant sans aucun doubte l'absence du sieur de Lanalve, capitaine de vostre dit chastiau mandé par nostre seigneur pour le service du Roy avec une partie de la garnizon, sortirent sans bruit de la ville de Monflanquin en nombre d'environ 300 hommes de pié et vinrent nuictamment assaillir la ville. S'étant emparés par surprinse de la porte de Villerial ils forcèrent le chastieau après avoir thué ceulx qui le voulurent defandre. Le sieur de Langoiran qui les commande nous ayant donné ordre le lendemain par force et violences de imposer la juridiction d'une cothization de 400 escus, ce qui avec le dégat commis ez nos mayzons, est une grande ruyne pour vos fidelles vassaux. Ains tous icy vous supplions de ne laisser moien quelconque à remuer pour tenter le recouvrement de vostre dite place et maizon et nous faire la grace de nous délivrer de ses ennemis qui foulent et pilhent ce pauvre peuple.

Ce faisant, Madame, les supplians prieront de plus en plus Dieu vous donner en parfaite santé toute prospérité avecques longue vie.

De Monthaut le vieux ce 28^e febvrier mil cinq cens soixante et quatorze.

Vos, humbles et obéissans subjects. — Gaume, juge; Conche; Vernet, Marche, consuls, Bouyou, substitut. (Manuscrit transcrit par Bouyssi, collection de Jean Dubois.) (1).

Cette lettre demeura sans effet. Armand de Gontaut-Biron, né en 1524, élevé parmi les pages de Marguerite de Navarre, époux, depuis 1559, de Jeanne d'Ornesan, petite-fille de l'amiral d'Ornesan, s'était déclaré partisan des Calvinistes en 1560, et n'avait échappé à la Saint-Barthélemy [24 août 1527] qu'en braquant les canons de l'arsenal : il était grand maître de l'artillerie. Son frère Foucaud de Gontaut-Biron (1529-1569), seigneur de Puybeton, avait été élu par les princes protestants général des Religionnaires en Languedoc. Occupé avant tout à bien servir le roi, Armand de Biron laissa faire les Calvinistes.

Leurs chefs, venus du Béarn, s'établirent dans les plus belles propriétés, Lonjaïgues, Lafaurie, Les Martyrs, Courbarieu, qu'ils transmirent à leurs descendants.

IV. — L'église paroissiale, la Capella, fut en partie détruite (2). L'arc ogival de la porte, du ^{xiii}^e siècle, avec une portion des jambages, fut employée à faire la porte cochère d'une

(1) Montaut avait 4 consuls nommés, selon la coutume, par le seigneur, sur la présentation des consuls de l'année précédente. Ils prêtaient serment, à genoux, sur les saints-Evangiles, entre les mains du juge, aux jour et heure par lui fixés, de procurer, de tout leur pouvoir, le bien du roi, du seigneur et du public. La charge était obligatoire. Le 4 janvier 1585, dans le château de Montaut, le juge Pierre Gaume, sur réquisition de Guilhem Bouyou, substitut du procureur Moret, prononça la peine de 25 livres d'amende contre messires Jean Tronche, Jean Vignet et Pierre Chanet qui s'étaient fait excuser, à cause d'affaires urgentes; et double peine et prison purement et simplement applicables, si le lendemain, de 7 à 8 heures du matin, ils ne prêtaient pas le serment de consuls. La moitié de l'amende servait à la réparation des murailles de la ville et l'autre moitié à la réparation du parquet du château. (Arch. départ., E. suppl.)

En 1681, Jean Lauricesque [chirurgien], Jean Tronche, François Couret, Pierre Chanet, remplissent cette charge. Antoine Bouyou était juge en 1687, François Bouyou en 1737. Cette famille, sous le nom de Bouyou de Laprade, a quitté Montaut vers 1855. Le conseil politique se composait de 6 jurats, conseillers de ville.

(2) De ce jour la paroisse de Montaut n'eut plus que l'église du prieuré; avec son annexe, Bournel, elle faisait 300 livres de décimes à l'évêque d'Agen, au ^{xviii}^e siècle.

maison s'ouvrant sur la place. Le reste de l'édifice servit d'agrandissement à la recette où s'emmagasinaient les impôts payés en nature.

Ses murs branlants, découverts, ayant, au nord et au levant, de grandes fenêtres ogivales, furent démolis en 1848; il me souvient qu'un grand vieillard aux cheveux blancs, nommé Lalanne, les bombardait à coups de grosses pierres, ce qui faisait tomber quantité de matériaux. Cette église, placée en bordure de la rue qui aboutissait à la porte de Villeréal, était dans les dépendances du château. Le souvenir en est conservé par le nom de Notre-Dame donné, sur le plan cadastral de l'année 1844, à la rue voisine.

V. — En 1590, Christophe de Montalembert, seigneur de Roger, gouverneur de Castillonès pour la Ligue, reprit Montaut. Mais il en fut bientôt chassé par Nompar de Caumont, marquis de la Force, gouverneur de Bergerac, appelé au secours par les protestants.

VI. — Les protestants eurent à Montaut-le-Jeune un temple près du château, à l'ouest, avec ministre résident. L'un d'eux, Beysottier [Beysoty], figure dans une ordonnance de Henri IV, 5 avril 1592, lui allouant 200 écus de gage ainsi qu'à ses collègues de Clairac, Tournon, Laparade, Puymirol, Monflanquin, Castelmoron, Sainte-Foy, Gensac et Miramont. (Arch. hist. Gir. XXIX, 257.)

Le 22 octobre 1685 parut un édit royal portant révocation de l'édit de Nantes. L'exercice du culte protestant fut interdit dans toute la France; le temple de Montaut fut interdit et plusieurs habitants passèrent à l'étranger.

VII. — Les guerres civiles commencèrent la ruine de Montaut-le-Jeune. Entrés par la brèche, les ennemis avaient comblé une partie du fossé et démoli nombre de maisons qui ne furent pas reconstruites. Avec son château qui faisait encore bonne figure sous la main des régisseurs ou des fermiers du duc de Biron, chargés de faire valoir les terres de leur maître,

Montaut comptait encore parmi les juridictions du pays. Durant les guerres que le roi soutenait dans les premières années du xviii^e siècle, sa communauté, comprise dans la subdélégation de Castillonnès, armait et équipait à ses frais un homme, comme Eymet, Boisse, Montastruc, Saint-Pastour et Puybeton. Cancon, Villeréal, Issigeac en fournissaient 2, Castillonnès, Cahuzac et Lauzun en fournissaient 3.

VIII. — Jusques, à la Révolution, Montaut-le-Jeune eut un marché tenu le mercredi; il eut aussi des foires très renommées. La vaste étendue de son foirail placée au-delà du fossé d'enceinte, est une preuve qu'il s'y faisait un commerce considérable de gros et menu bétail. Les affaires de denrées alimentaires se traitaient sous la halle, sur la place du château. Cette halle existait encore en 1810. Elle appartenait ainsi que le château à Béquay Nicolas, habitant Paris. (Arch. de Montaut.)

IX. — Le dernier habitant du château fut M. Lacombe. Son fils Jules y naquit en 1844; il a été maire de Montaut. Le château en ruine fut vendu pour être démoli. La sape renversa la moitié du donjon, il y a une quarantaine d'années. Au lieu des 24 familles nombreuses qui occupaient le village, il y a 60 ans, il n'en reste plus que cinq. Plusieurs maisons ont été transportées dans les champs par leurs propriétaires; d'autres périssent faute d'habitants.

CHAPITRE VI

Montaut-le-Vieux

I. Le prieuré. — II. L'église.

Le bourg de Montaut-le-Vieux possédait le prieuré de Saint-Pierre et son église, tous deux remarquables.

I. — L'origine, les titulaires, les revenus de ce prieuré, nous sont inconnus par suite de l'absence des documents emportés par le temps. Il reste la tradition, les bâtiments, quel-

ques mentions trop discrètes et trop rares. On a prétendu qu'il appartenait à l'ordre de Grammont.

Grammont ou Grandmont, célèbre abbaye à 24 kil. N. de Limoges, dans les montagnes et au milieu des bois, fondée en 1076 par S. Stienne de Muret en Limousin, fut le chef d'un ordre religieux distinct des Augustins et des Bénédictins ; on l'a confondu quelquefois avec l'ordre des Bénédictins. Ses religieux, qualifiés par Jean XXII clercs, chanoines réguliers, conventuels, collégiats et stables, étaient répandus dans environ 140 celles (1) au commencement du xiv^e siècle. Jean XXII les réunit, l'an 1317, en neuf provinces comprenant trente-neuf prieurés.

Le diocèse d'Agen, de la province de Gascogne, eut deux prieurés : Deffès [de Deffenso] pour 16 religieux, avec les maisons de Ribayroles d. d'Agen et de Sainte-Rose, diocèse de Lectoure ; Lagarrigue, *Garrigia*, d. d'Agen, pour 22 religieux, avec les maisons de Maurignac, de *Marinhaco* (2), d. d'Agen, de Verdelaïs [*de Luco*], de Batbue et de Laude, d. de Bordeaux, de la Brède, d. de Périgueux. (LEVESQUE, J. *Annales ord. Grandimontis*, 1664. Vil. Toul.) Le petit nombre de religieux, 36 réformés, 72 de l'ancienne observance, en tout 108, la dissension qui s'était installée chez eux à l'occasion de la possession des prieurés, les demandes du clergé séculier, déterminèrent les deux ecclésiastiques commissaires du roi à proposer la suppression de l'ordre et la dévolution de ses biens au clergé séculier. Ce qui fut fait, en 1769, sur la proposition du rapporteur Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse. (Migne. *Dict. Ord. relig.*)

Le prieuré de Montaut n'est pas nommé dans les annales de l'Ordre de Grammont. Il ne se trouve pas non plus dans la chronique du diocèse de Sarlat de Jean Tarde. Il ne paraît pas dans aucun des deux volumes de Mgr Bouange sur S. Géraud et l'abbaye d'Aurillac.

(1) Celle, petite maison religieuse.

(2) Maurignac et Lagarrigue, canton du Port-Sainte-Marie, prieurés cités par Valeri. Marignac est inconnu comme prieuré. Deffès, dans l'ancien archiprêtré de Ferrussac, est introuvable.

Il est mentionné, entre deux prieurés de l'Ordre de Grammont, au ^{viii}^e siècle, parmi les prieurés dépendants de l'abbaye de Clairac, de l'Ordre de S. Benoit. Cette abbaye, fondée au ^{viii}^e siècle, peut-être avant, fut sécularisée en 1604 et sa mense abbatiale unie au Chapitre de Latran.

Dom Beaunier, bénédictin, dans le *Recueil des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France*, imprimé en 1728, a écrit :

Prieurés dépendants de l'abbaye de Clairac... Deffenses ou N.-D. de Defvès, de *Defenso*, de l'Ordre de Grammont, le roy présente au pape. Titulaire M. La Brousse.

Montaut, de *Montalto* (1).

Garrigues, Garrigia, de l'Ordre de Grammont, le roy présente au pape. Titulaire M. du Bosc, archidiacre d'Alby. (Arch. de la ville de Toulouse.)

Cet encadrement a fait croire que Montaut appartenait à l'Ordre de Grammont.

Le prieur de Montaut, de l'ordre de Grammont, de *Montalto ord. grandi Montis*, diocèse d'Agen, reçut, comme l'archevêque de Bordeaux, les évêques de Saintes et d'Agen, les abbés et les prieurs de ces trois diocèses, le certificat d'aptitude à l'obtention d'un bénéfice, certificat accordé le 12 août 1758, par le recteur de l'Académie de Bordeaux au prêtre Irlandais Clyn. (Arch. hist. Gir. xxiii. 223.)

Le bénéfice que pouvait conférer le prieur de Montaut était sans doute la cure de cette paroisse. Ses prédécesseurs avaient-ils eu la collation de la Capella, église paroissiale, de Montaut-le-Jeune avant sa démolition par les Calvinistes ? Le prieuré de Montaut avait-il fondé cette Capella dans l'enceinte où était le château ? Cela justifierait la dénomination de *Vieux* donné au siège du prieuré, et de *Jeune* donné à sa fondation religieuse.

(1) L'absence de désignation particulière permet de croire que ce prieuré était, depuis l'origine, membre de l'abbaye de Clairac. Montaut, de Montalto sont sur une ligne isolée entre les lignes concernant Deffès et Lagarrigue; ce qui marque l'indépendance.

Le prieuré et la Capella étaient deux bénéfices distincts. La Capella fournit 100 sous, le prieuré en fournit le double, soit 10 livres, à la collecte faite par ordre de Jean XXII dans le diocèse d'Agen, en 1327, pour combattre les rebelles et les hérétiques en Italie. (Arch. hist. Gir. XIX.)

Le procès-verbal d'estimation du domaine national en 1791, donne un dernier renseignement sur le prieuré et la cure de Montaut à la fin du XVIII^e siècle.

« Montaut est un prieuré séculier et un bénéfice cure dont le desservant est payé et logé par le Prieur. La paroisse paye en conséquence au curé dix livres pour la maison presbytérale.

« Biens du prieur : la dime en général comprise dans le contrat de ferme.

« M. le curé jouit en particulier d'une grosse maison et d'environ dix cartonnats de prés et terres. M. le curé jouit encore, à charges d'un certain nombre de messes, deux sextérées, trois cartonnats, deux boisselats, huit escats.

« Tous ces biens sont estimés, en capital, 9.746 livres. » (Arch. dép. L.-et-G.)

Les terres, prés et grosse maison jouis par le curé portent encore le nom significatif de Prioulat, Prieuré. Ces possessions lui avaient été cédées en échange de sa part des dimes que le prieur prenait en totalité. Elles commençaient à la voie publique qui divise le village, contournaient la longue terrasse des jardins et maisons des habitants, descendaient jusques au ruisseau qui coule au fond du ravin, au midi, se prolongeaient, au levant, jusques au chemin de Saint-Eutrope, et, au couchant, au chemin tracé dans le roc qui traverse le village, seule voie de communication, il y a 50 ans, entre Montaut-le-Jeune, Celles et Lougratte.

Edifiée au sommet de l'escarpement, au sud du chevet de l'église, la maison prieurale, le presbytère actuel, formait avec elle un sérieux moyen de défense. Une tour carrée appelée Mirande, élevée de deux étages et d'un galetas carrelé, habitable, dominait le prieuré et l'église; on y accédait par un escalier en bois étroit et raide. Etablie sur le passage de la cour intérieure à la cour extérieure, elle pouvait communiquer par

une porte ouverte au second étage, au moyen d'une passerelle, avec la voûte de l'église distante de trois mètres. Devenue inutile, gênant l'écoulement des eaux, elle fut raccourcie, vers l'année 1865, pendant l'heureuse restauration du presbytère et de l'église que l'abbé Pierre Delage, de vénérée mémoire, entreprit et mena à bonne fin.

La cour extérieure, terrasse en bordure de l'escarpement, longe le bas côté de l'église. Une solide muraille avec porte fermant à clef construite sur la même ligne que le porche fermait cette cour jusques à l'année 1852. Elle s'appuyait, jadis, à un bâtiment du prieuré destiné à garder le chemin en pente raide qui traverse le bourg. A ce chemin, profondément encaissé, commençait le cimetière fait de terres transportées, contenues par de hautes murailles. C'était un appui considérable pour l'église qui eut à subir plusieurs assauts durant les guerres si fréquentes avant l'application du pouvoir absolu pratiqué par Louis XIV.

En l'absence de documents écrits nous avons le témoignage de la reconstruction de la nef plus jeune de 200 ou 300 ans que le clocher; nous avons encore l'abaissement anormal des murs entre la voûte et la toiture; ils paraissent avoir été diminués comme le furent ceux de l'église de Villeréal; ils ne sont pas finis; ils n'auraient pas permis de passer par la porte de communication de la Mirande; ils ne sont pas proportionnés à la hauteur du clocher. Cet abaissement est la conséquence d'un incendie que dénoncent des bouts de poutrelles carbonisées restés dans le mur du chœur en face la Mirande.

II. — L'église paroissiale de Montaut, église de l'ancien prieuré, est composée d'un clocher du ^{xiii}e siècle et d'une nef du ^{xv}e ou du ^{xvi}e; le style donne ces indications.

Le clocher (1) est formé d'un mur de 3^m50 d'épaisseur flanqué, à droite et à gauche, de deux tourelles carrées; celle de gauche sert de cage à l'escalier en pierre, à vis; elles sont réunies par

(1) Haut de 17 m. 50.

un chemin de ronde que protège, à l'ouest, un parapet percé de meurtrières; une toiture à deux eaux les abrite ainsi que les 4 arcades intermédiaires où sont suspendues deux cloches.

Le portail, sur la façade, à l'ouest, est précédé d'une ample construction percée d'un grand portail plein cintre pour le peuple, d'une petite porte donnant sur le cimetière, et au midi d'une petite fenêtre ogivale; une cheminée en pierre insinue que cette partie servait de loge au gardien de l'église.

La voussure du portail, donnant sur la nef principale, est ornée de six tores correspondant à des colonnettes couronnées de chapiteaux ornementés de feuillages.

La nef, divisée en 3 travées, a 17^m45 de long et 8^m10 de large; un arceau d'ogive très aiguë, épais de 0^m75, la sépare du chœur : celui-ci mesure 8^m10 × 8^m10. Une voûte étoilée couvre le chœur et la nef, à 7^m45 de hauteur. Le dallage, refait sous le rectorat de l'abbé Jean Laval, a élevé le sol d'environ 0^m20; il fut superposé au vieux dallage trop usé et rendu trop inégal par suite du fléchissement de nombreuses tombes, 1830-1855.

A cette occasion, fut ouverte la crypte placée sous le chœur; les ouvriers furent vivement émotionnés à la vue de deux prêtres en habits sacerdotaux et barrette, assis sur des fauteuils; au contact de la main tout s'effondra en amas de poussière.

Cette nef est bordée, au sud, par une petite nef longue de 17^m80, large de 4^m65 y compris l'épaisseur, 0^m75, des pilastres cannelés qui la divisent en 3 travées inégales; la voûte a 6 mètres d'élévation; une petite porte pour le personnel du prieuré s'ouvrait sur la cour extérieure.

Les dosserets de la grande nef sont semi-circulaires; ceux du bas côté polygonaux. Le procédé de pénétration est appliqué partout. Chacune des 8 fenêtres est divisée par un meneau; leur remplage est du style flamboyant. Une troisième fenêtre, aujourd'hui murée et masquée, devait éclairer le chœur du côté du midi. Une quatrième fenêtre, au levant, éclairait le bas côté.

CONCLUSION.

Après la Révolution, toute l'activité sociale fut attirée à Montaut-le-Vieux. La présence des fonctionnaires donna certaine importance à ce village et à la commune. Les habitants n'ont pas su la conserver; ils ont laissé perdre leur marché et leurs foires, faute de s'y rendre et d'y appeler leurs voisins. En 1848, ils avaient encore un médecin, M. Tarnaud ; ils n'ont rien fait pour le remplacer; ils ont encore un titre honorifique de perception. Le dernier titulaire résidant a été M. Teyssier qu'ils ont laissé s'installer à Villeréal vers 1855. Leur notariat a été supprimé il y a peu d'années, après le départ de M^e Yvon Bouyssy; les minutes ont été versées à l'étude de M^e Grenier, notaire à Villeréal.

J. BENABEN.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

C^{te} DE DIENNE. — **Voyage de Madame de Serilly dans la Haute-Loire, en 1795.** — Paris, Champion 1913. — In-8° de 115 p. avec portrait.

Madame de Serilly n'est pas une inconnue pour ceux qui, se complaisant à revivre les heures tragiques de la Révolution, s'intéressent encore à ces pauvres victimes des haines jacobines, qui, échappées par miracle au couperet de la guillotine, errent comme des âmes en peine dans la société transformée du Directoire et du Consulat, désespérées, désenchantées, perdues dans un monde nouveau. Bon nombre d'écrivains se sont déjà occupés d'elle ; mais la plupart ne la nomment qu'incidemment, soit qu'ils aient, comme M. de Beauchêne, reproduit les pièces officielles relatives à son procès, soit que son nom se trouve simplement mêlé à ceux des personnages dont MM. Chaudenier, Vallon, Pailhès, Fabre, Paul de Raynal, Becq de Fouquières ont entrepris de raconter l'histoire, et parmi lesquels se distinguent les frères de Pange, ces amis inséparables d'André Chenier.

Mais il en est un qui les domine de toute sa hauteur, qu'on ne peut lire sans émotion, tant il évoque l'image d'une femme, distinguée entre toutes, aussi noble que malheureuse, et que son attachement passionné pour l'un des plus grands génies du siècle, pour Chateaubriand, a immortalisée. Pauline de Beaumont était, en effet, cousine par son père le comte de Montmorin, de Madame de Serilly, et c'est à elle que sont adressées la plupart de ces jolies lettres que M. le comte de Dienne a eu la bonne fortune de pouvoir publier, constituant le principal attrait de son dernier travail.

Intimes déjà avant la Révolution, les deux jeunes femmes se voyaient chaque jour, soit dans les salons du ministère des Affaires étrangères, où le comte de Montmorin avait remplacé en 1787 M. de Vergennes, soit chez son collègue M. Necker, à côté de sa fille la future Madame de Staël, soit dans le boudoir même de Madame de Serilly, « présentant avec celui de Marie-Antoinette à Fontainebleau des ressemblances si frappantes qu'on le crut « composé d'après les conseils de la Reine », soit, surtout, sous les beaux ombrages des châteaux du Theil et de Passy-sur-Yonne, où les Montmorin, les Mégret, les de Pange, les Trudaine aimaient à se grouper en des réunions, que charmait André Chénier, « le

« chanfre de ce monde élégant, voluptueux, instruit, ouvert à toutes les idées, à toutes les passions généreuses ». Aussi, quelle ne fut pas leur joie, quand toutes deux se retrouvèrent, mais seules et abandonnées, après l'orage terrible qui était passé sur leurs têtes, leur ayant tout pris, père, mère, époux, frères, sœurs, parents, et leurs fortunes, et leurs amis, et auquel elles n'avaient échappé que par miracle:

Il faut lire les pages angoissantes, mais trop sobres de détails, où M. de Dienne rappelle tous ces malheurs, non sans nous faire connaître auparavant les liens de parenté qui unissaient ces diverses familles et nous apprendre comment Marie-Louise-Jeanne de Dommangeville épousa en 1779 Jean-François Mégret de Serilly, devint ainsi la belle-fille du grand intendant de Gascogne et Béarn, Antoine Mégret d'Etigny, était apparentée avec les Montmorin et les de Pange, et par quel acharnement de la destinée elle vit périr toute sa famille, refusant elle-même, quoique enceinte, de se soustraire par sa déclaration, ainsi que la loi l'y autorisait, au sort commun, ne devant son salut qu'à Madame de Montmorin mère qui avertit les juges de son état.

A la même heure, le même supplice était infligé à Madame de Beaumont. Mais, dédaignée à cause de son extrême faiblesse et de son état maladif par les pourvoyeurs de la guillotine, et abandonnée par eux sur la grande route, elle fut recueillie d'abord par un pauvre vigneron des environs de Villeneuve-sur-Yonne, Dominique Paquereau, puis, quelques mois plus tard, par Joubert, dont l'habitation était proche, et qui-jusqu'à ses derniers jours devint le protecteur et l'ami le plus dévoué de Pauline de Beaumont.

De 1795 à 1799, il n'est pas possible de séparer la vie des deux jeunes femmes. Si, forcées de s'absenter pour le règlement de leurs affaires multiples, elles ne peuvent se voir tous les jours, elles s'écrivent et se communiquent toutes leurs pensées, toutes leurs impressions, tous leurs sentiments. Et cependant elles ne se ressemblent guère. Autant reste désabusée Pauline de Beaumont, qui ne peut garder ses anciens domaines et n'a plus qu'une seule ressource à Paris, qu'un seul soutien, Joubert, à qui elle écrit « ma destinée future est un peu plus triste que jamais », atteinte, du reste, déjà, du mal qui l'emportera sous peu; autant se montre courageuse Madame de Serilly, « oubliant le passé, sans récriminations inutiles, et essayant, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral, d'en adoucir les traces pour les siens ». Elle se prodigue en dévouements de toute sorte; et, avec une ténacité, digne des plus grands éloges, elle n'hésite devant aucune démarche, aucune fatigue, aucune humiliation, pour arriver à ses fins et rentrer en possession, soit de son domaine de Passy-sur-Yonne, qu'elle peut re-

prendre assez facilement, soit de ceux de Vernassal en Auvergne et de Meyronne en Gévaudan, qui lui donnaient plus de mal.

C'est de ces derniers pays, où elle se rend à la fin de 1795, qu'elle écrit ces lettres charmantes, que publie aujourd'hui M. de Diemme, en attendant que MM. de Pange, dépositaires de la totalité de sa correspondance, la fassent plus amplement connaître, et qui nous révèlent son caractère enjoué, son esprit primesautier, son amour de la nature, dont elle a un sentiment très vif et très vrai, mais surtout son énergie dans ses revendications, sa perspicacité, sa loyauté. C'est à profusion qu'elle donne les plus intéressants détails sur les châteaux de Vernassal et de Meyroune, leur site, leur aménagement, leur mobilier, leurs revenus, les collections qu'ils renferment, toutes choses sur lesquelles l'archéologue qu'est M. de Diemme ne manque pas d'attirer l'attention, non sans regretter cependant que son héroïne ne s'arrête pas devant les monuments qu'elle cotoie et n'admire pas la magnifique église Saint-Paul d'Issoire, pas plus que « la véritable merveille d'architecture » qu'est l'église Saint-Julien de Brioude ». Mais la science archéologique n'existait pas encore; et ce n'est pas cette société frivole de la fin du XVIII^e siècle, toute à ses plaisirs ou à ses revendications, qui aurait pu la faire naître.

Madame de Serilly se maria trois fois. Outre son premier mariage avec Jean-François Mégret d'Étigny, guillotiné en 1794, elle épousa, en 1796, son cousin François de Pange, échappé lui aussi au couperet fatal, avec lequel elle avait ébauché, aux temps heureux, une idylle de jeune fille, mais qui rentré en France l'année précédente, la santé altérée par les chagrins et les fatigues de l'émigration, ne devait survivre que six mois à la réalisation de son bonheur. Que ne resta-t-elle fidèle, comme sa cousine, au souvenir de l'être aimé ? Deux ans après, elle convolait en troisièmes noces, et épousait le général marquis de Montesquiou-Fézensac, le conquérant de la Savoie. On blâma beaucoup Madame de Pange, bien que cette troisième alliance n'ait été contractée que dans l'intérêt de ses enfants. Quoiqu'il en soit, ce mariage ne fut pas plus heureux que les précédents. Quatre mois seulement après sa célébration, le 30 décembre 1798, mourait, « de la maladie noire », le général de Montesquiou.

« C'est en le soignant, écrit M. de Diemme, que la marquise de Montesquiou contracta le mal qui devait l'emporter quatre mois plus tard. Elle s'éteignit, le 17 avril 1799, entre les bras de Madame de Beaumont. »

Madame de Serilly ne connut point Chateaubriand. Encore émigré à cette date, l'auteur d'*Atala* ne rentra, on le sait, en France, qu'au mois de mai de l'année suivante 1800. Elle ne put donc pas

jouir de l'éclair de bonheur qui illumina à ce moment le cœur de sa plus tendre amie. Elle ne la suivit pas dans cette petite maison de Savigny-sur-Orge, où, oubliant tout, la fille du comte de Montmorin alla s'enfermer avec René pendant les six derniers mois de l'année 1801, lui facilitant par mille attentions délicates le travail opiniâtre que réclamait de lui la mise au point de son grand ouvrage, le *Génie du Christianisme*, saluant la première l'école romantique qui commençait, et, ainsi que l'écrit M. Bardoux dans son beau livre sur la comtesse de Beaumont, « en louant avec enthousiasme des pages, pleines encore des senteurs des bruyères « sauvages, n'abdiquant pourtant ni sa liberté d'appréciation, ni « son sens critique. Si elle était fascinée, elle n'était pas sans pré- « occupation du public, peu préparé à ces hardiesses. Il est bien « difficile, quand on admire ainsi, qu'on n'aime pas un peu. Elle « admira beaucoup et elle aima davantage. Son dévouement fut « à la hauteur de son cœur. »

Madame de Serilly n'accompagna pas davantage sa pauvre cousine à Rome, dans l'automne de 1803, comme elle l'eut fait certainement si elle lui avait survécu, Pauline de Beaumont, condamnée par les médecins, voulant que son dernier souffle appartint à l'homme qu'elle avait tant aimé. Elle mourut, en effet, entre les bras de René, le 4 novembre de cette année, dans une petite maison des abords de la place d'Espagne, où l'avait logée Chateaubriand, alors secrétaire d'ambassade auprès du cardinal Fesch. La fille du comte de Montmorin fut enterrée en grande pompe dans l'église Saint-Louis des Français. Son corps repose dans la première chapelle de gauche, où se voit encore son mausolée, orné d'un bas-relief sculpté par Canova, représentant la jeune femme couchée sur son lit et montrant d'une main les portraits de sa famille. Sous le médaillon sont gravés ces mots de Rachel : *Quia non sunt*.

C'est également « parce qu'elles ne sont plus » que nous avons tenu à faire revivre un instant et à saluer ici la mémoire de ces deux charmantes femmes, si brillantes en leurs jeunes années, si dignes de pitié au couchant de leur existence brisée, et dont M. le comte de Dième, en des pages aussi documentées qu'émouvantes, a éloquentement et pieusement à son tour évoqué l'aimable souvenir.

PII. LAUZUN.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest (29 juillet-2 août 1913).

I. — RÈGLEMENT.

1° Le 5° Congrès de l'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest se tiendra à Périgueux du 29 juillet au 2 août 1913.

2° Toute personne désirant prendre part au Congrès devra envoyer son adhésion, ainsi que la demande de billet de chemin de fer à demi-tarif, à M. Féaux, trésorier du Congrès, 50, rue Combe-des-Dames, à Périgueux, avec un *bon de poste de cinq francs* destinés aux frais d'organisation. Les membres de la famille des Congressistes pourront adhérer au Congrès dans les mêmes conditions.

3° Les membres de la Société Historique et Archéologique du Périgord, qui voudront prendre part au Congrès, devront également acquitter le droit de *cinq francs*.

4° Toute adhésion non accompagnée de cette somme sera considérée comme non avenue.

5° En échange de ce versement, chaque adhérent recevra une carte de Membre du Congrès, qui sera rigoureusement exigée à l'entrée des séances.

6° Les adhésions devront être formulées *avant le 29 juin 1913*.

7° Le prix du banquet et celui des excursions seront représentés par des cartes spéciales, qui devront être retirées le jour de l'ouverture, dans la salle des séances.

8° Les Congressistes qui désirent faire des lectures ou des communications sont priés d'en envoyer le titre exact et d'en faire connaître la durée probable à M. F. Villepelet, secrétaire-général du Congrès, 21, boulevard Lakanal, à Périgueux, *avant le 29 juin*.

9° Aucune lecture faite en séance ne devra dépasser quinze minutes.

10° La Société Historique et Archéologique du Périgord se proposant d'imprimer dans son *Bulletin* le compte-rendu analytique des séances qui sera distribué aux membres du Congrès, les auteurs sont priés de rédiger à l'avance un résumé de leurs communications, et de le remettre au secrétaire-général du Congrès. Celui-ci, sans prendre néanmoins aucune responsabilité, s'efforcera d'utiliser aussi complètement que possible les résumés ainsi reçus.

Chaque Congressiste pourra se procurer un tirage à part de ses procès-verbaux au prix de revient.

II. — PROGRAMME.

Mardi 29 juillet. — Arrivée des Congressistes à Périgueux. Réception par la Municipalité, avec vin d'honneur, à 9 heures du soir, à l'hôtel de ville.

Mercredi 30 juillet. — A 8 heures du matin : Séance d'ouverture et Séance de travail jusqu'à 11 h. $\frac{1}{2}$ dans la salle de la Société Historique et Archéologique du Périgord, au Château-Barrière.

A 1 h. $\frac{1}{2}$: Rendez-vous au Musée du Périgord : visite du musée, de Saint-Front, de la ville du moyen âge et de l'église St-Etienne.

De 4 h. $\frac{1}{2}$ à 6 h. : Séance de travail.

A 8 h. $\frac{1}{2}$: Séance solennelle du Congrès dans la salle du Théâtre. — Conférence avec projections lumineuses.

Jeudi 31 juillet. — Excursion à Brantôme et à Bourdelle. Prix de l'excursion : 9 fr. 50. — A 6 h. 45 du matin : Départ en tramway (gare de la place Francheville) pour Brantôme; arrivée à 8 h. 42. Visite de la ville et de l'abbaye.

A 11 heures : Déjeuner dans la curieuse grotte à sculptures.

A 1 heure : Départ en voitures pour Bourdeille par la route des Rochers : Visite de Bourdeille et du château (xiv^e siècle); départ de Bourdeille à 4 h. 30 pour la gare de Valeuil-Bourdelle, arrivée à Périgueux, à 6 h. 35.

A 7 h. $\frac{1}{2}$ du soir : Banquet des Congressistes, par souscription (8 fr.)

Vendredi 1^{er} août. — A 8 h. du matin : Séance de travail. — A 1 h. $\frac{1}{2}$: Visite de la Cité et des monuments romains. — A 4 heures : Séance de clôture.

Samedi 2 août. — Excursion à Sarlat, Domme et Beynac. Prix de l'excursion : 20 francs. Départ en chemin de fer (2^e classe) à 5 h. 27 du matin, arrivée à Sarlat à 8 h. 26. Visite de Sarlat : Cathédrale, Chapelle sépulcrale, vieux logis, maison de La Boétie, etc., etc. A 11 h. $\frac{1}{2}$, Déjeuner.

A 1 heure, départ en voitures : Domme, visite de la ville et des remparts ; La Roque-Gageac, Castelnaud, Beynac, visite du château (xiii^e et xv^e siècles). Départ gare de Vézac à 6 h. 49, arrivée au Buisson à 7 h. 29. Dîner au buffet. Départ pour Périgueux, à 9 h. 34, arrivée à 11 h. 01.

Avis. — Une excursion supplémentaire pourrait être organisée, le dimanche 3 août, pour les membres du Congrès qui désireraient visiter, sous la direction de M. Peyrony, chargé de mission par le Ministère, les célèbres stations préhistoriques et les grottes à gra-

vures des Eyzies. — Départ de Périgueux à 8 h. 52, déjeuner aux Eyzies, retour à Périgueux à 5 h. 20. Prix approximatif de cette excursion, 12 francs. Les membres du Congrès qui sont disposés à prendre part à cette excursion sont priés de se faire inscrire en envoyant leur adhésion au Congrès.

En l'honneur de Mgr Lanusse. — La promotion de Saint-Cyr 1874-1876 s'est réunie dernièrement pour de fraternelles agapes sous la présidence du général d'Amade, commandant le 6^e corps.

Les convives ont souscrit plus de 500 francs pour un buste de Mgr Lanusse, l'ancien et tant regretté aumônier de Saint-Cyr, notre compatriote. Ce buste, exécuté par un membre de la promotion, le capitaine de réserve de cavalerie Delpech, sculpteur de grand talent, en même temps qu'un ami et compatriote de Mgr Lanusse, doit prochainement être érigé à Saint-Cyr, dans l'ancienne chapelle officiellement devenue le Musée du Souvenir de l'Ecole spéciale militaire.

Incendie de la vieille église paroissiale de Saint-Hilaire d'Agen. — Un violent incendie vient de détruire, on ne l'ignore pas, la vieille église paroissiale de Saint-Hilaire, désaffectée depuis longtemps et qui servait de magasin et d'entrepôt à la droguerie et épicerie de M. Soulès. Ne sont restés debout que les murs de l'ancien chœur et des trois absides du chevet.

Nous avons dit ici, dans le numéro de septembre-octobre 1911, en quoi consistait cette église, la plus ancienne sans contredit de la ville d'Agen, et dont le plan, presque carré, à nef centrale avec bas côtés sans transept, terminé par trois absides, rappelle en tous points celui des basiliques latines.

Bien qu'affectant les caractères de la fin du xi^e siècle, elle aurait été, écrit Labénazie, que nous ne citons que sous toutes réserves, « bâtie après la bataille de Vouillé (507) pour effacer le souvenir « de la persécution arienne. Mais, d'après la tradition, son origine « serait beaucoup plus ancienne ». Et cet auteur rappelle le passage suivant des Mémoires de Nicolas de Villars, évêque d'Agen de 1587 à 1608, qui, après sa visite à l'église Saint-Hilaire d'Agen, le 26 février 1592, écrit : « Au derrière dudit autel de la « pelle du S. Sacrement il y a ung grand creux voulté, qu'on dit « estre estroit et long aultant que l'église. On croit que c'estoit le « cachot où les chrestiens se retiroient des persécutions. »

Justement préoccupée de cet état de choses, et désirant par dessus tout assurer la conservation des parties de l'ancienne église de Saint-Hilaire encore debout, ainsi que du clocher qui surmonte l'abside principale, la Société académique d'Agen se propose,

quand le terrain sera devenu accessible et aura été déblayé, de demander que des fouilles, conduites méthodiquement et auxquelles elle contribuerait, soient pratiquées à l'endroit même signalé par l'évêque Nicolas de Villars. D'ores et déjà elle croit être assurée de l'autorisation et du concours du propriétaire actuel.

Commission du Musée municipal d'Agen. — La Commission consultative et de surveillance du Musée d'Agen a tenu sa première séance le jeudi 29 mai dans une des salles du Musée, sous la présidence de M. le maire Géo Laboulbène. Après son installation, de nombreuses propositions ont été faites.

Une des plus importantes est celle de M. Bitaubé, demandant : qu'il soit constitué des archives complètes du Musée d'Agen ; que soient centralisés dans le local du Musée tous les documents l'intéressant, correspondances, testaments des donateurs, circulaires des ministres relatives au classement des objets d'art et à la restauration des bâtiments du Musée, rapports du Conseil général et du Conseil municipal, etc..., que soient conservés dans les archives du Musée tous les renseignements relatifs aux fouilles, aux trouvailles d'objets préhistoriques, gaulois, gallo-romains, romains ou du moyen-âge, avec l'indication de la date, du lieu, des témoins, afin que l'authenticité en soit bien établie, du nom des donateurs ou du prix d'achat ; que soit conservée également l'indication de la provenance des fragments archéologiques si nombreux que possède le Musée. Il insiste pour que les renseignements recueillis par le Conservateur sur la provenance de tous les objets, notamment des objets d'art, le nom des auteurs, leur école ou leurs attributions, appartiennent au Musée, devant faire l'objet de notices ou de fiches conservées dans les archives. Il propose en conséquence qu'une Commission spéciale soit désignée pour établir le règlement de ces archives, sa division en chapitres pour assurer le classement suivant la catégorie des documents et la variété des collections, et que ce projet de règlement soit soumis à M. le Maire d'Agen et par lui à la Commission générale.

Ces demandes sont favorablement accueillies et une sous-commission spéciale est nommée à cet effet.

Deux autres sous-commissions sont également constituées ; l'une pour l'utilisation et l'adaptation des diverses salles du Musée ; l'autre pour créer une salle ethnographique agenaïse, devant renfermer tableaux, gravures, livres, meubles, costumes, etc., spéciaux à la région, et autant que possible sur le modèle du Musée Arleltan, si ingénieusement créé à Arles par le poète Mistral.

Ph. L.

PROCÈS-VERBAUX

des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 8 mai 1913. — Présidence de M. Ferrère.

Ancien lauréat du lycée d'Agen, M. Louis Angé, actuellement lecteur de français à l'Université de Rostock, en Mecklembourg, offre à la Société sa traduction en vers français des poésies de Sainte Thérèse. Il en sera rendu compte dans la *Revue de l'Agenais*.

M. Ch. Dangibaud, président de la Société des Archives historiques de la Saintonge et d'Aunis, fait part d'un projet d'excursion de cette Société à Agen, Bonaguil, Moissac et Auch, dans les premiers jours du mois de juin. La Société d'Agen sera heureuse de la recevoir, et, pour lui en faciliter l'exécution, de lui prêter son plus empressé concours.

M. le Secrétaire donne connaissance du programme et des conditions du Congrès que l'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest tiendra à Périgueux, du 27 au 31 juillet prochain. En plus de quatre séances de travail et de la visite du Musée, de Saint-Front, de la Cité et de la Ville du Moyen-Age, le Congrès fera deux excursions : la première à Brantôme et Bourdeilles; la seconde aux grottes des Eyzies, à l'abbaye de Cadouin, aux châteaux de Beynac, de la Roque-Gajac, à Domme et à Sarlat. La date sera retardée d'un ou deux jours, si le gouvernement fixe au 27 juillet la date des élections au Conseil général.

Ce n'est pas seulement d'aujourd'hui que sont appréciées par les peuples slaves les leçons de nos officiers. Elles étaient fort recherchées déjà du temps de la grande Catherine. Témoin cette mission que reçut le sieur Louis de Lorme, d'Escassefort, maître en fait d'armes du noble Corps des Cadets de S. M. l'Impératrice de Russie d'avoir, en rentrant en France, à traiter avec les meilleurs maîtres d'armes de son pays, aptes à enseigner leur état à l'illustre école qu'il quittait. Témoin encore ce contrat du 23 juillet 1793, passé devant M^e Lacombe, notaire royal à Escassefort, que résume M. de Lagrange-Ferrègues, et en vertu duquel le sieur Paul Curto,

écuyer, maître d'armes à Bordeaux, et son prévot Louis Palaisac, s'engagent à se rendre à Saint-Pétersbourg à leurs frais et dépens et à y enseigner pendant trois ans à MM. les nobles Cadets de terre, l'escrime et tout ce qui s'y rapporte. Louis de Lorme finit paisiblement ses jours à Escassefort, où il testa le 24 avril 1793.

M. l'abbé Dubois continue la lecture de son travail, fait en collaboration de M. Nicolaï, sur les Granges des Prémontrés en Lot-et-Garonne. Il s'agit cette fois de la Grange de Durance, dont les auteurs fournissent une description archéologique des plus détaillées, faisant ressortir les curieux moyens de défense de cette habitation perdue au milieu des pins, et surtout la beauté des verrières et des peintures murales de la chapelle, que le temps n'a pas épargnées, mais où se lisent, d'après M. Nicolaï, les caractères, nettement accusés, de la première moitié du ^{xiii}^e siècle.

M. Bastard, conducteur des ponts et chaussées à Mézin, envoie une note, que lit M. l'abbé Marboutin, sur les poteries mises au jour par les récentes fouilles de Sos. Dans la couche archéologique de 3 m. 50 environ d'épaisseur, il constate trois niveaux : le premier, qui est le sol gallo-romain, très riche en poteries rouges et en objets de bronze, fibules, bracelets, monnaies, mosaïques ; le second, inférieur, ne contenant que de la poterie micacée ; le troisième enfin, où l'on ne trouve qu'une poterie grossière, mélangée à des charbons, des os, des dents, des cornes. M. Bastard ne s'arrête qu'aux plus belles de ces poteries rouges sigillées, dont il fait ressortir, avec dessins à l'appui, les principaux caractères.

Il donne aussi quelques renseignements sur les objets trouvés à La Molère, près de Saint-Pierre de Buzet, qu'il considère comme une station importante, préhistorique d'abord, puis gallo-romaine et mérovingienne.

Séance du 5 juin 1913. — Présidence de M. Ferrère.

Dans la séance du 17 février dernier, tenue au Ministère par le Comité des Travaux historiques et archéologiques, M. Camille Julian, membre de l'Institut, a rendu compte du rapport sur les fouilles de Sos que lui avait adressé la Société académique d'Agen.

Par suite de circonstances imprévues, l'excursion qu'avait projeté de faire à Agen, Bonaguil, Moissac et Auch, la Société de Saintonge et d'Aunis, ne peut avoir lieu. M. Ch. Dangibaud, son président, le regrette et dans sa lettre remercie la Société d'Agen du concours généreux qu'elle aurait été heureuse de lui prêter.

M. Ferrère rend compte des Poésies de Sainte Thérèse, traduites en vers français par notre compatriote M. Louis Angé, lecteur de français à l'Université allemande de Rostock. L'auteur ne veut pas chercher si elles sont authentiques, n'entendant pas faire œuvre d'érudition. Il admet seulement et traduit toutes celles qui se ressemblent par l'inspiration, la pensée, les sentiments, le style, voulant qu'on se laisse aller au charme de la lecture sans se faire de raisonnement, comme a dit Molière, pour s'empêcher d'avoir du plaisir. M. Ferrère regrette cependant que, par des notions générales sur la sainte Espagnole et son époque, M. Angé ne nous éclaire pas davantage sur le mysticisme difficile à comprendre de ces étranges poésies. Il loue néanmoins sans réserve la variété de formes que l'auteur a su donner à ses traductions, l'absence de toute recherche, de tout effet; et l'aisance avec laquelle il s'est acquitté de cette tâche, aussi ingrate que difficile.

Il est, dans l'histoire, des figures de femmes vers lesquelles on se sent attiré comme par un irrésistible aimant, par une sympathie que motive presque toujours l'auréole de souffrance dont leurs fronts sont entourés. Tel est le cas de Madame de Serilly, dont M. le comte de Dienne vient de publier de charmantes lettres inédites, écrites, au lendemain de la Révolution, à sa cousine Pauline de Beaumont, et qu'analyse M. Lauzun. Peut-on ne pas s'apitoyer, en effet, sur le sort de ces deux jeunes femmes, si brillantes en leur prime jeunesse, qui se retrouvèrent, seules et abandonnées, après l'orage terrible qui était passé sur leurs têtes, qui leur avait tout pris, époux, père, mère, frères, sœurs, et leur fortune et leurs biens, et auquel elles n'avaient échappé que par miracle ? Chacune suivit une voie différente. Madame de Serilly rentra en possession de la plupart de ses domaines, et se maria trois fois, mais non sans perdre, en moins d'un an, chacun de ses deux derniers maris. Madame de Beaumont, au contraire, échoua dans ses tentatives, et n'eut plus qu'un seul soutien, Joubert, jusqu'au jour où, rencontrant Chateaubriand, elle se donna tout entière à lui. Toutes deux moururent jeunes, désabusées, tristes épaves d'un monde disparu, et comme désemparées dans la société nouvelle du Directoire et de l'Empire.

Il faut remercier M. de Dienne d'avoir, en des pages aussi documentées qu'émouvantes, fait revivre leur mémoire et évoqué une fois encore leur aimable souvenir.

PH. L.

N° 4

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

40^e Année. — Juillet-Août 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1913

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I.	<i>La Maison des d'Albret à Casteljaloux</i> , par Ph. Lauzun.	285
II.	<i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817 de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans</i> (suite), publiée et annotée par R. Bonnat.....	288
III.	<i>Fouilles de Sos (1911-1912)</i> , par Charles Bastard.....	308
IV.	<i>Station préhistorique, villa gallo-romaine et mérovingienne de Lamolère près Saint-Pierre de Buzet</i> , par Charles Bastard.....	311
V.	<i>Maîtres d'armes français en Russie au XVIII^e siècle</i> , par G. de Lagrange-Ferrègues.....	313
VI.	<i>La Révolution française dans la commune de Sos</i> (suite et fin), par Duffau.....	316
VII.	<i>Les Correspondants de Bory de Saint-Vincent, Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans</i> , par Ph. Lauzun.	331
VIII.	<i>Extraits du rapport au Maire de la ville d'Agen sur le service des archives et de la bibliothèque pendant l'année 1912</i> , par V. Calvet.....	362
IX.	BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE : <i>Poésies de sainte Thérèse</i> , traduction en vers français par Olivier Bournac (F. Ferrère)	370
X.	CHRONIQUE RÉGIONALE (Ph. Lauzun).....	374
XI.	Procès verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen (juillet).....	379

GRAVURES :

La maison des d'Albret à Casteljaloux.
Fouilles de Lamolère.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Ph. Lauzun

LA MAISON DES D'ALBRET A CASTELJALOUX

Il n'est pas facile de passer d'un monde à un autre devant la mort. C'est pourquoi les hommes ont inventé le ciel et l'enfer, qui leur permettent de continuer à vivre après la mort.

flanquée à sa base par deux colonnes corinthiennes, et par une porte à un escalier de marbre, surmontée d'un fronton triangulaire, et d'un fronton rectangulaire, surmonté d'un fronton semi-circulaire. Le logis se compose de deux étages, et de deux galeries à larges arcades, à colonnes corinthiennes, et à voûtes en berceau couvertes. L'entablement au-dessus de la galerie du premier étage, une frise en sautoir en bas-relief, et une corniche et rembrant, ornés par un grand vase à deux pieds, seize médaillons en sautoir, et en relief très profond, huit bustes d'hommes et de femmes intercalés, que d'après une tradition, on croit avoir été les portraits des sires d'Alençon et de Bretagne. Bien que fort abîmés par le temps et l'usage, et par l'incendiaire, il était encore aisé d'apprécier, de la vigueur des physiognomies, comme de la beauté de l'œuvre.

Bien plus appréciable peut-être encore, sait-elle dans l'encrement des quatre croisés qui ajournaient l'encre supérieure. Elles étaient ornées de crochets, de l'espace de leurs lettres gothiques, d'un motif d'ornementation fort



Cliché Ph. Lanza

LA MAISON DES D'ALBRET A CASTELJALOUX

LA MAISON DES D'ALBRET

A CASTELJALOUX

Il n'est pas un archéologue, un artiste, un simple touriste qui, passant par Casteljaloux, ne se soit arrêté rue de Veyries, devant la *maison des d'Albret*, dite aussi *maison des Xaintrailles*, actuellement possédée par M. Labails, boulanger, et qui n'ait pénétré dans la cour intérieure pour en admirer la curieuse façade Renaissance, ornée de si délicates moulures et de si robustes médaillons.

Flanquée à sa droite d'une tourelle octogonale servant de cage à un escalier à vis et accolée à une première construction rectangulaire plus élevée, cette façade du principal corps de logis se composait de deux étages. Au rez-de-chaussée, six larges arcades, à cintre surbaissé, constituaient une galerie couverte. Immédiatement au-dessus courait, sur toute la longueur, une frise enserrée entre deux gros cordons de pierre, et renfermant, séparés par un pilastre trapu décoré d'un élégant vase à deux pieds, seize médaillons, d'où se détachaient, en relief très prononcé, huit bustes d'hommes et huit bustes de femmes intercalés, qui, d'après une tradition constante, auraient été les portraits des sires d'Albret et de leurs épouses. Bien que fort abimés par le temps et aussi le vandalisme révolutionnaire, il était encore aisé, naguère, de se rendre compte de la vigueur des physionomies, comme de la valeur artistique de l'œuvre.

Bien plus appréciable peut-être encore cette valeur s'accusait-elle dans l'encadrement des quatre fenêtres à meneaux croisés qui ajouraient l'étage supérieur, et dont les fines moulures étaient ornées de curieuses inscriptions, formant par l'espacement de leurs lettres gothiques, également très en relief, un motif d'ornementation fort original.

Voici le texte de trois de ces inscriptions, tel que M. l'abbé Marboutin et moi avons pu le lire :

1. *Quidquid agas sapianter agas respice Finem.*
2. *Sorssier au beau parler de plus sorssières gens AR....*
3. *Qui dautrui parler voudra sil est sage il se tesera.*

La quatrième inscription, très effritée, est illisible.

L'ensemble présentait un tout des plus harmonieux, dans le pur style de la Renaissance, et faisait de ce logis une des curiosités les plus intéressantes de la ville de Casteljaloux.

De tout temps, cette maison est passée pour avoir appartenue aux sires d'Albret. C'est là qu'ils logeaient lorsqu'ils venaient à Casteljaloux ; et le souvenir s'est conservé des longs séjours qui y firent Jeanne d'Albret et son fils le jeune Henri de Navarre. Entre temps, elle était occupée par les gouverneurs de cette ville, qui, durant tout le xvr^e siècle et une partie du xvii^e, furent les puissants seigneurs de Xaintrailles, les Chamborel d'abord, et, après eux, les Montesquiou.

Eh bien ! depuis six mois, la maison des d'Albret n'existe plus, du moins ce qui faisait son charme et son prix, c'est-à-dire la façade de sa cour intérieure.

Cette façade, il faut le reconnaître, menaçait ruine de toutes parts. Des mutilations déjà anciennes, la chaleur quotidienne d'un four établi dans la salle du milieu du rez-de-chaussée, le défaut d'entretien, l'usure du temps surtout, avaient occasionné de si fortes lézardes, qu'en présence du danger d'un écroulement immédiat le propriétaire s'était vu dans la nécessité, plutôt que d'essayer maladroitement de la restaurer, de la démolir entièrement. Vainement s'est-il adressé auparavant à la municipalité, aux autorités régionales, aux Musées, aux amateurs d'art, etc. Personne n'a répondu à son appel.

Prévenue à temps, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen a nommé aussitôt une commission chargée de se transporter sur les lieux et d'essayer par tous les moyens d'empêcher ou seulement de retarder l'œuvre de destruction. La décision du propriétaire était irrévocable. C'est alors qu'un de ses membres s'est généreusement offert pour acquérir ces importants débris. M. C. Chaux, en effet, bien connu par son habile

restauration du château de Xaintrailles et ses connaissances archéologiques approfondies, s'est entendu avec le propriétaire pour les faire transporter, avec les soins les plus minutieux, à son château. Chaque fenêtre, chaque moulure, chaque médaillon, chaque pierre ont été numérotés et portés à Xaintrailles, où sous peu nous les verrons replacés exactement comme ils l'étaient primitivement. Quel lieu pouvait mieux leur convenir, puisque, pendant des siècles, ils avaient abrité les seigneurs de ce château ?

Certes, il eût été préférable que la municipalité de Casteljalous, soucieuse de ses intérêts et de ses gloires artistiques, ait su les maintenir chez elle, à l'endroit même où tous les visiteurs venaient les admirer. Mais, puisque leur démolition s'imposait, ne vaut-il pas mieux qu'ils aient été conservés ainsi à notre région et qu'ils n'aient pas franchi les mers, pour aller, comme naguère le beau cloître de Marciac, orner la galerie d'un milliardaire de New-York ou le parc d'un marchand de cochons de Chicago ?

Remercions donc M. Chaux de sa louable initiative et félicitons-le d'avoir ainsi si généreusement contribué à sauver d'une perte définitive ces remarquables spécimens d'ornementation gasconne au xvr^e siècle.

PH. LAUZUN.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Vendredi 15. — Il est arrivé aujourd'hui, dans l'après-midi, le 118^e régiment d'infanterie venant de Périgueux par Villeneuve, avec six pièces de canon. L'apparition inattendue de ce régiment a donné lieu à une alerte qui, dans le premier moment, a inspiré quelque inquiétude. Il passait hors de la ville pour se rendre aux casernes et défilait avec assez de désordre, au milieu d'une foule de curieux qui s'étaient réunis pour les voir arriver. Tout à coup, un sous-officier s'est jeté sur le sieur Rodrigue pour lui arracher la cocarde blanche qu'il portait à son chapeau. Celui-ci, quoique sans armes, avait du cœur et a résisté; le militaire a tiré son sabre. Dans le même instant un coup de fusil est parti de la troupe dirigé contre un autre citoyen qui n'en a point été atteint. Cependant le général Gaussart, qui s'est trouvé là, s'est précipité entre le militaire et le sieur Rodrigue prêt à devenir la victime de ce forcené. Le général était en habit de couleur, le soldat l'a méconnu, l'a menacé de son sabre et eût, sans doute, poussé l'audace plus loin si un officier ne fût survenu et n'eût fait rentrer dans les rangs cet animal perturbateur et féroce (1).

Le général s'est écrié, dit-on, dans la chaleur de l'action avec l'accent du sentiment : « Je n'approuve pas ces cocardes, mais j'exposerai toujours ma vie pour sauver celle d'un citoyen. » Ce mouvement est beau et fait honneur au général; mais pourquoi a-t-il fait inopinément venir ici cette troupe de bandits et ces canons si parfaitement inutiles ? Cet appareil

(1) Cet incident est confirmé par Lespès, p. 381 de son manuscrit.

hostile, le récit des délits de même nature que ce régiment a commis à Villeneuve et qui se répandaient à son arrivée, avaient d'ailleurs alarmé nos concitoyens. Le général leur est de plus en plus suspect depuis longtemps : ils sont persuadés qu'il voit avec peine le changement qui s'opère dans le gouvernement. On va même jusqu'à l'accuser de retenir les dépêches ministérielles et de nous laisser, autant que cela peut lui être possible, dans l'incertitude des événements qui se présentent et qui doivent fixer nos destinées. Je ne puis croire de pareils bruits, j'aime mieux penser que Marie-Louise ou quelque agent de Bonaparte intercepte sur les bords de la Loire les ordres émanés du gouvernement provisoire ou définitif, et qu'ils ne parviennent point jusqu'à nous. Quoiqu'il en soit, sur la rumeur qui s'est élevée dans tous les quartiers de la ville, la garde urbaine a pris les armes et s'est mis en bataille sur la place du Palais. Bory Saint-Vincent est aussitôt venu répondre de sa troupe, sur laquelle on avait quelques soupçons (1), et l'a mise à la disposition de l'autorité publique. Le Préfet a resté longtemps sur la place revêtu de son costume et portant une énorme cocarde blanche à son chapeau. Le général s'y est aussi rendu et a fait part des ordres qu'il avait donnés aux chefs et aux officiers du régiment pour que la tranquillité publique ne fût point troublée. Son air décelait cependant la crainte de n'être point ponctuellement obéi et ne dispensait pas de prendre d'autres mesures que la prévoyance des magistrats leur avait déjà suggérées. On avait appris que la partie du régiment caserné au dépôt de mendicité (2), fu-

(1) La troupe de Bory Saint-Vincent était composée « d'environ 100 hommes de cavalerie pris dans différents corps et destinés à former un régiment d'éclaireurs dans lequel devaient être fondus tous les partisans isolés qui depuis longtemps donnaient lieu à de si justes plaintes ». (Villeneuve-Bargemont, p. 389.) Proché déclare, comme le préfet, que la présence de Bory fut très utile pour le maintien de la tranquillité publique. Mais Saint-Amans, dans son espèce de phobie militaire et malgré la vive amitié qui le liait à Bory, suspectait les cavaliers de l'aide de camp de Soult. Avait-il tort ou raison ? Lespès affirme que « plusieurs de ses soldats (de Bory) *continuèrent* à se très mal comporter dans la ville ». (Arch. dép., manuscrit, p. 379.)

(2) Le dépôt de mendicité était installé à l'hospice de Las, aujourd'hui hôpital Saint-Jacques. Créé en 1810, il était disposé pour recevoir 400 mendiants.

rieuse de n'être point à discrétion chez les habitants, avait déclaré ne pas vouloir loger dans cet édifice, qu'elle s'était réunie au dehors, près des six pièces de canon, et annonçait l'intention d'y passer la nuit tout entière. D'autres avis portaient que les compagnies établies à la caserne du séminaire faisaient entendre des cris séditieux et menaçaient d'aller se joindre en armes à leurs camarades. En conséquence, il fut résolu d'abord de faire continuellement de fortes patrouilles et que la garde urbaine resterait assemblée jusques au lendemain. Le Préfet et toutes les autorités publiques ont passé la nuit à l'hôtel de ville, avec Bory dont la troupe a bivouaqué. D'après toutes ces mesures que la prudence commandait impérativement, on a été plus tranquille. Étaient-elles nécessaires ? Il se peut que non ; mais, à coup sûr, elles pouvaient être très utiles ; elles pouvaient prévenir d'affreux événements. Des cris séditieux, des menaces de pillage et d'incendie avaient éclaté ; des portes avaient été marquées dès la veille à la sanguine, et l'on pouvait craindre un complot entre les mauvais sujets de la ville et ceux du régiment ; si ce complot très vraisemblable exista, il fut déjoué ; s'il n'exista point, la contenance des bons citoyens en imposa pour l'avenir aux brigands, aux anarchistes. Prêtait-on au 118^e régiment des intentions hostiles qu'il n'avait pas ? Cela peut encore être vrai à la rigueur ; cependant on ne peut guère douter de son mauvais esprit, de son indiscipline, après ce qui s'est passé à son arrivée. Ainsi les mesures qu'on a prises ne pouvaient être plus justifiées par les circonstances. Rien de mieux que de se mettre sur la défensive pour n'être point attaqué. Ce qu'il y a de certain, c'est que nos Agenais ne chicanent aucun militaire sur la cocarde qu'il porte, et qu'ils sont décidés à conserver celle qu'ils ont adoptée. Si les soldats sont armés, nous le sommes aussi, peuvent-ils dire ; s'ils ont du canon, nous avons le tocsin. Les brigands pourraient bien d'abord faire beaucoup de

et possédait tout un personnel de surveillants, d'infirmiers, de contre-maitres, etc. J.-J. Lacoste en était le directeur.

mal; mais, au son de la cloche de la commune, ils seraient en effet bientôt enveloppés et détruits.

Au reste, je suis maintenant fixé sur un objet important que je me hâte de consigner ici : c'est que le commissaire secret de Louis XVIII s'entend avec le Préfet et qu'ils concertent ensemble toutes leurs mesures (1).

On parle d'une réunion nocturne de personnes opposées à l'ordre de choses qui s'établit. Cette réunion, dont on va jusqu'à désigner les membres, s'assemble, dit-on, chaque nuit chez le général. Tout conciliabule furtif est suspect et doit être soigneusement surveillé. L'existence de celui-ci est-elle bien prouvée ? J'espère que non.

Samedi 16. — Le retard qu'éprouve l'arrivée des nouvelles officielles prolonge bien péniblement l'inquiétude générale. Jusqu'à ce que le dernier retranchement de l'incrédulité volontaire à cet égard soit forcé, l'ordre public sera compromis et la tranquillité menacée. Ceux qui ne voudraient pas démordre sont quelquefois très plaisants. Un homme, un fonctionnaire s'empressa hier de me montrer une lettre de son fils, lieutenant dans je ne sais quel régiment d'infanterie. Cette lettre était du 5 de ce mois. L'Empereur, disait-elle, occupait Fontainebleau avec une *belle armée*. Notez que ces mots *belle armée*, précisément au milieu de la page et de la ligne, étaient emportés par une déchirure dans le papier et qu'on pouvait tout aussi bien y substituer *une belle peur* (2). Il ajouta discrètement, en repliant sa lettre, que Lyon, à l'heure qu'il est, avait été repris et même Paris. Tout cela fut, on l'imagine bien, assaisonné de protestations et de propos d'usage. Il n'est, au reste, point de société particulière où il n'y ait au moins un de ces alarmistes de profession. Si ces Messieurs sont forcés de renoncer aux victoires que l'Empereur remporte dans les gazettes, la France a toujours à redouter, disent-ils,

(1) S'agit-il de M. Baradat qui, d'après Saint-Amans, était en communication avec le duc d'Angoulême ? (Voir jeudi, 14 avril.)

(2) Est-il besoin de souligner ici la niaiserie et la pauvreté des attaques de Saint-Amans ?

ou les inconvénients d'un gouvernement nouveau, ou le renouvellement des hostilités; ou enfin, pour dernière et inévitable calamité, la guerre civile. Il faut l'avouer, ces prophètes de malheur ont pour eux l'avantage des chances. Pour un heureux résultat dans quelque genre que ce soit, il y en a cent de malheureux. Les sombres prédictions de ces Jérémies modernes rencontrent-elles quelque désastreuse combinaison du hasard? Voilà l'éternel « *je vous l'avais bien dit* » qui sort de leur bouche orgueilleuse : cela impatiente et met de mauvaise humeur. Nous le savons : tout homme qui prédira des malheurs à la longue sera souvent un vrai prophète ; mais encore faut-il qu'il soit de bonne foi. Au surplus, ces sortes d'inspirés jouent de leur reste et prêchent au désert. Qui serait tenté, sur leur parole, d'abandonner le chemin qui peut conduire à la paix !

La nuit, comme on l'a déjà vu, n'a été tranquille qu'au moyen de toutes les précautions qu'on avait prises à cet égard. Pour éviter tous les points de contact on ne fit plus sortir de patrouille après neuf heures, et l'on s'est tenu concentré à l'hôtel de ville, prêt à prendre les armes au moindre bruit. Ce matin les soldats tiraient à tous momens des coups de fusil par les fenêtres du séminaire où ils étaient consignés. On s'est plaint aux officiers de cette espèce d'agression hostile ; ils ont répondu de manière à faire penser qu'ils n'avaient plus le moyen de contenir leurs soldats ou qu'ils partageaient leurs opinions. Cependant, les balles sifflaient aux oreilles des habitants de ce quartier, cassaient leurs vitres et menaçaient leur vie. Quel brigandage ! »

Vers le soir, M. Baradat passant dans la rue de la poste aux lettres, près le puits du saumon, fut insulté par un militaire qui osa porter la main à son chapeau pour en arracher la cocarde blanche (2). M. Baradat, outré de cette insolence, lui donna sur la tête un si furieux coup de canne que la pomme

(1) Tous ces détails et ceux qui suivent sont confirmés par Villeneuve-Bargemont et en partie par Proché.

(2) Lespès nous dit (p. 382) que le militaire appartenait à la légion de Bory Saint-Vincent.

de la canne en fut brisée et que le sang inonda la figure de l'agresseur. Celui-ci tira son sabre, mais M. Baradat, plus prompt que l'éclair, le saisit au poignet et le désarma, puis le remit entre les mains d'un officier qui se trouva là par hasard. Un camarade de ce brave militaire, spectateur bénévole, ne dit mot et continua doucement son chemin. M. Baradat, mandé ensuite à la commune, s'y rendit ; il y trouva le général Gaussart dans l'émotion d'une vive colère. Invectivé par lui, il le combattit toujours avec l'avantage du sang-froid et le silence de quelqu'un qui méprise l'injure. Enfin la rage impuissante du général s'étant évaporée, il quitta la partie et l'affaire en resta là. Je crois que Bory, par esprit de paix, garda quelque temps chez lui le soldat maltraité, le fit panser, le fit boire et ne le renvoya qu'au milieu de la nuit à la caserne (1).

Le préfet, dit-on, fatigué de l'incertitude que le général Gaussart met dans toutes ses démarches et surtout du retard qu'il apporte à l'exécution des ordres qui lui sont remis, lui parla hier à ce sujet avec beaucoup d'énergie. On ajoute aujourd'hui qu'il lui a écrit une lettre officielle, dans laquelle il le rend personnellement responsable à l'avenir des malheurs qui pourraient résulter de sa conduite.

Dimanche 17. — Enfin, enfin, le courrier de Paris est arrivé (2) ! il a porté un bulletin des lois confirmatif de tout ce que nous savions déjà et quelques autres dispositions prises par le gouvernement provisoire. On voulait de l'officiel ! en voilà. Maintenant qu'aura-t-on à dire ? La route de Rome est ouverte au Pape et celle d'Espagne à l'infant dom Carlos, demeuré en otage à Perpignan. Les conscrits de 1815, renvoyés chez eux, les déserteurs libres de rester dans leurs foyers, etc., etc. Vive la joie ! Celle du peuple éclate de toutes parts avec un transport, un enthousiasme qui tient du délire. Les figures allongées des dissidens déçus s'allongent encore. Les

(1) Les deux adjoints au maire n'hésitèrent pas à blâmer l'attitude de Baradat. (Lespès, p. 382.)

(2) Voir des détails analogues dans Proché, p. 158.

juifs attendent le messie 1847 ans après son arrivée, espérons que nos mécréans n'ajourneront pas à pareil terme la connaissance de la vérité.

On publie aujourd'hui avec grand appareil l'acte constitutionnel, ou plutôt le projet de cet acte proposé par le Sénat. Au surplus, ce projet dans lequel les sénateurs n'ont pas rougi de se conserver des places lucratives, en privant leurs collègues de traitement, ne plaît guère à personne. On l'a brûlé, dit-on, à Rouen, à Bordeaux et ailleurs; on le publie à Agen parce qu'avant tout on y veut la paix. En conséquence la garde urbaine s'est réunie dans le meilleur ordre sur la place du Palais, à 5 heures du soir. Bientôt après, le Préfet, son secrétaire général et les membres du conseil de préfecture (1) sont arrivés avec un piquet précédé de la musique militaire et qui servait de cortège. Ces magistrats étaient tous ceints de l'écharpe blanche. Arrivés sur la place, le drapeau blanc arboré à l'une des fenêtres de la commune a été descendu et placé au milieu des administrateurs, du maire et des adjoints réunis aux membres du Conseil général de la commune (2). La première proclamation a été faite à l'instant et ensuite dans les différens quartiers de la ville. Le cortège est enfin sorti par la porte Saint-Georges (3) et a reconduit le Préfet à son hôtel, en passant par la grande allée du Gravier, puis par celle nouvellement plantée en acacias (4) et qui conduit à la Porte neuve. Les cloches n'ont cessé de sonner et les coulouvres de tirer pendant la marche du cortège partout accompagné d'une foule immense faisant retentir l'air du cri qui, en ce moment, exprime le vœu le plus cher des Français. Une brillante illumination a terminé la fête et couronné la journée. On s'est surtout arrêté

(1) Nous avons indiqué plus haut la composition du Conseil de Préfecture qui comptait parmi ses membres un conventionnel, Boussion.

(2) Parmi les membres du Conseil municipal figuraient : Faucon, Joseph Pélissier, Bory père, Menne fils, Laroche-Monbrun, de Lugat fils, Barsalou, Saint-Gilis, Assolent, de Secondat jeune, d'Auzac, de Parades, Diché.

(3) Sur la porte Saint-Georges, par laquelle on sortait d'Agen pour aller vers Bordeaux, avant la construction du chemin de fer, voir Ph. Lauzun : *Revue de l'Agenais*, 1911, pp. 381 et suiv.

(4) Aujourd'hui rue Palissy..

avec plaisir à celle de M^{me} de Moncaut, rue Saint-Antoine (1), exécutée avec beaucoup de goût en verres colorés et ornée de transparens chargés de devises ingénieuses.

Dans la matinée quelques anglais s'étaient présentés au passage de la Garonne, à Agen. Ils disaient avoir à parler au général qui a refusé de les voir, parce qu'ils n'avaient point de papiers à lui communiquer. Ceux-ci se sont éloignés.

Lundi 18. — Enfin le général s'est déterminé à faire une adresse ou une proclamation à ses soldats. Il y tourne autour du pot, il parle du changement opéré dans le gouvernement; mais il prétend n'en être pas assez officiellement informé et finit en disant qu'il envoie un parlementaire au général Wellington pour lui demander une suspension d'armes de 10 jours *pendant lesquels il défend d'insulter la cocarde blanche* (2). Il accorde donc par cette proclamation une trêve de dix jours au maire, au préfet, à tous les fonctionnaires, à presque tous les habitants du département et d'Agen, qui ont osé, comme des étourdis, prendre cette cocarde. Dix jours ! Ils ont le temps de respirer.

A demain le *Te Deum* (3).

Mardi 19. — Ce matin, le général paraît avoir réfléchi sur la conduite qu'il devait tenir, ou peut-être bien a-t-il reçu quelques-unes des instructions qu'il attendait. La troupe armée a du moins été réunie sur le Gravier. Là, ont été lus tous les décrets du Sénat et l'acte de déchéance de Bonaparte, et le général a terminé la séance par le cri de *Vive la paix !* qui a

(1) La rue Saint-Antoine a été en partie démolie lors de la construction du boulevard de la République. Ce qui en reste aujourd'hui porte le nom de rue Voltaire.

(2) La proclamation du général Gaussart, extrêmement correcte, se trouve au *Journal de Lot-et-Garonne* du 20 avril 1814 (n° 850).

(3) Le *Te Deum* devait avoir lieu le lundi 18 avril. Il fut remis au lendemain sur la demande du général Gaussart qui attendait du général Decaen, son chef, l'ordre de reconnaître le changement de gouvernement et de prendre la cocarde blanche. Cet ordre arriva le 18 avril et c'est ce qui explique son changement d'attitude. (*Journal de Lot-et-Garonne*, 20 avril 1814.) Le général Decaen commandait en chef l'armée de la Garonne et avait son quartier général à Libourne.

été répété par la troupe. C'est toujours la moitié, et une bonne moitié de gagnée : une autre fois nous aurons le reste : peut-être criera-t-il le soir au *Te Deum* : « *Vive le Roi !* »

On a reçu des nouvelles de nos députations. Elles ont été accueillies de la meilleure grâce du monde. Le prince a tendu la main à l'évêque, au maire et les a fait dîner avec lui (1).

A deux heures de l'après-midi, j'ai vu M. J.-J. Poux, délégué des commissaires du Roi dans les départemens du midi et qui avait une lettre pour moi. Il n'a fait que passer rapidement dans notre ville où il n'a resté que quelques heures. J'ai vu la lettre qu'il écrivait avant de partir aux commissaires et dans laquelle il leur rendait compte de la disposition des esprits dans les circonstances actuelles. Nous devons être contents de cette lettre qui contient un exposé fidèle de la vérité. M. Poux avait rendu visite au préfet et au général, avait été enchanté du premier, satisfait du second, et faisait l'éloge de tout le monde. Nous avons entamé l'éternel chapitre de la constitution. Personne ne veut des sénateurs actuels, et le principal objet de sa mission est d'engager les corps et les communes à refuser purement et simplement le projet constitutionnel proposé par le Sénat. On pourrait aisément, disait M. Poux, exclure par force le Sénat de la place qu'il s'est conservé dans la charte nationale; mais toute violence répugne aux puissances alliées, ainsi qu'au Roi. Celui-ci ne veut tenir que des Français une constitution qui doit l'unir irrévocablement à la France. « Vous sentez, a-t-il ajouté, que Louis XVIII ne peut voir siéger devant lui les meurtriers de son frère, membres actuels du Sénat : un Garat (2) qui lui lût son jugement de mort, un Boissy d'Anglas qui, après avoir pris des mesures atroces à La Rochelle où il était préfet, est venu se jeter comme un lâche, comme un parjure, aux pieds

(1) Les Agenais délégués à Bordeaux auprès du duc d'Angoulême furent reçus le 16 avril vers midi. Ils étaient en grand costume, nous dit le « reporter » d'alors. L'évêque, le maire et le vicaire général furent retenus à dîner.

(2) Garat avait été fait comte par Napoléon. C'était en effet lui qui avait été chargé d'annoncer au roi Louis XVI qu'il devait être exécuté le 21 janvier 1793.

du nouveau gouvernement (1) ! De quel œil, enfin, la fille de Louis XVI reconnaîtrait-elle parmi les représentans de la nation ces mêmes hommes qu'elle a pu voir, qu'elle a vu concourir au meurtre de son père et, pour ainsi dire, encore couverts de son sang; cela n'est pas possible, il faut que la Nation se prononce. » Sur ce que je lui ai répondu que ces réflexions avaient été faites par tous les agenais et qu'au surplus, ce devait être partout l'opinion générale, il m'a prié de rappeler au préfet ce qu'il lui avait dit à cet égard, puis il est parti pour Montauban d'où il se rendra dans l'Aveyron, et repassera à Agen dans huit jours, en revenant à Paris.

Le *Te Deum* a été solennellement chanté. Il y avait un monde immense, et on a plus crié « Vive le Roi » dans cette seule occasion qu'on n'a crié « Vive l'Empereur » sous tout le règne de Bonaparte. Les soldats commencent à se rallier, dit-on, à la cause commune, mais les officiers, en général, sont plus interdits que convertis. On voit aisément la répugnance qu'ils ont au fond du cœur d'accéder au nouvel ordre de choses qui s'établit. Plusieurs causes peuvent concourir, peuvent même jusqu'à un certain point justifier cet éloignement. Les officiers sont la plupart très jeunes et peu instruits. Presque tous tirent leur origine des classes au moins intermédiaires de la société; ils touchent au moment où ils vont, quoiqu'on en dise, descendre à leur niveau primitif; leur amour-propre doit en souffrir. Enfin il en est, parmi les anciens surtout, qui regrettent la guerre et tous ses accessoires; cet état de guerre devenu leur élément, leur patrimoine, va cesser; le service militaire va changer de face; il ne sera plus si lucratif, et désormais les seuls appointemens touchés au bout du mois, avec plus ou moins de retenues, seront l'unique ressource de celui qui n'attend rien de sa famille. Ces réflexions s'appliquent également aux officiers de tout grade, depuis le colonel, aux larges épaulettes, jusqu'au dernier sous-lieutenant. La plupart d'entr'eux ne sont donc pas absolument sans excuse.

(1) Boissy d'Anglas, plus heureux que Garat, ne resta pas moins membre de la Chambre des pairs. Il profita de la faveur gouvernementale pour faire rentrer en France quelques conventionnels exilés comme régicides.

Mercredi 20. — Le Préfet est parti aujourd'hui à midi pour Bordeaux (1).

Il passe vers le soir des officiers anglais précédés et suivis de nombreux équipages. L'un d'eux est Sir Cotton, officier général de cavalerie, qui eut pour mon fils les meilleurs procédés, lorsqu'il fut fait prisonnier, le 16 mars, au combat de Saint-Germé (2).

Jeudi 21. — On a eu la nuit dernière des alarmes qui, selon beaucoup de gens, étaient bien fondées. On craignit pour la tranquillité publique, pour la sûreté individuelle, et enfin que l'asile même des citoyens ne fût violé. Cependant la nuit a été très paisible; il est vrai que la garde était doublée et que toutes les précautions étaient prises.

Il est fâcheux que ces complots ou leurs appréhensions chimériques se rattachent au comité secret dont j'ai déjà parlé sans oser néanmoins croire à son existence. Peut-on supposer, dit-on, que la lie du peuple, toujours ennemie des classes aisées de la société, ne voit dans ces assemblées nocturnes et dans l'opposition de leurs membres au nouvel ordre de choses un espèce d'appel au brigandage? que cette classe à laquelle on peut donner le nom de cosaques urbains ne se hâte de reprendre au premier signal ses plans de campagne? Il est certain qu'elle trouverait pour leur exécution de grands et puissants renforts parmi les soldats dès longtemps accoutumés au pillage et qui ne sont que trop disposés à ne voir partout sous ce rapport que des ennemis vaincus ou faciles à vaincre. Ce comité est, au reste, ajoute-t-on, très nombreux. Les principaux membres en sont même presque désignés par la voix publique; leur nom ne tombera pas ici de ma plume. Il serait trop affligeant de voir figurer dans cette déplorable liste plusieurs fonctionnaires publics, et, parmi eux, l'un des pre-

(1) Parti le mercredi à 2 heures, le préfet arriva le lendemain à 4 heures du soir, à Bordeaux, avec Bory, adjoint au maire d'Agen, et M. Foissac-Labastide. (Voir Villeneuve-Bargemont, *op. cit.*, p. 397.)

(2) Voir plus haut les détails relatifs au séjour de Saint-Amans à Saint-Germé et à la mise en liberté de son fils.

miers magistrats de la cour Royale. Je crois, surtout pour celui-ci, qu'il n'en est rien; mais c'est encore beaucoup trop qu'on le dise.

Le 118^e régiment d'infanterie est parti ce matin. L'esprit des officiers de ce régiment surtout est suspect aux amis de Louis XVIII et de l'ordre.

Vendredi 22. — Il est encore parti ce matin quatre cents hommes du 100^e régiment d'infanterie avec trois pièces de canon.

Un fort régiment de cavalerie commandé par un chef d'escadron du 13^e de chasseurs à cheval est arrivé. Ce détachement composé de militaires de plusieurs régimens de chasseurs et de houssards est formé de divers corps qui, ayant été coupés par l'armée anglaise aux environs de Toulouse, se sont jetés sur Montauban où ils ont reçu du maréchal Soult l'ordre de se rendre à Agen. Il est ici jusques à nouvel ordre.

Il va être établi une ligne de démarcation jusqu'à la paix entre l'armée française et celle des alliés. Chacune conservera ses positions; et de plus les anglais occuperont la rive gauche de la Garonne depuis Toulouse jusqu'à Bordeaux. Astaffort, Layrac, Le Passage, Saint-Laurent, vis à vis le Port-Sainte-Marie, seront aux alliés, tandis que nous resterons comme nous sommes. Tout notre pays va donc être couvert de militaires de toutes les nations et de toutes les couleurs. Soult a pris la cocarde blanche et se rend, dit-on, à Paris. Quelques-uns prétendent qu'il a été mandé; ils le jugent peut-être ainsi d'après sa conduite.

Samedi 23. — Il est arrivé aujourd'hui des gendarmes de Périgueux qui repartiront demain. Sur le soir, Monsieur le comte de Preissac descend à la Préfecture (1). C'est un commissaire du Roi qui vient faire prêter serment aux troupes qui sont à Agen.

(1) Le comte de Preissac, colonel au service de Louis XVIII, avait été nommé par le duc d'Angoulême au commandement provisoire des départements de Lot-et-Garonne et du Gers. C'est lui qui le lendemain, 24 avril, fit prêter à la garnison le serment de fidélité à la royauté.

Dimanche 24. — La garde urbaine, les détachemens du 13^e et celui commandé par Bory ont pris les armes et prêtent serment de fidélité à Louis XVIII sur le Gravier. Le général Gaussart fait à cette occasion un beau discours (1).

Le préfet et l'évêque sont arrivés hier soir de Bordeaux. Le premier repart aujourd'hui pour aller au devant du duc d'Angoulême qui va par Bazas, Grignols, Casteljaloux, Nérac, Condom et Auch, à Toulouse. A son retour à Bordeaux il passera par Montauban et Agen.

Lundi 25. — Le duc d'Angoulême s'arrête un instant à Nérac, où il visite les derniers restes du palais d'Henri IV (2). Son arrivée n'étant annoncée dans cette ville que depuis deux ou trois heures, on n'a pu se préparer comme il convenait à la réception de Son Altesse Royale. Le sentiment en a fait seul les frais : cette manière en vaut bien une autre, surtout pour les princes de la race du bon Henry.

Mardi 26. — Le préfet et l'évêque, qui est aussi reparti pour Auch (3), ne sont point de retour. On annonce ici le Prince pour samedi ou dimanche.

Mercredi 27. — Le préfet arrive cet après-midi; il ne pense pas que le duc d'Angoulême soit ici dimanche.

Jeudi 28. — On renvoie cette arrivée à mardi.

Vendredi 29. — Maintenant plus de calculs sur l'arrivée du prince à Agen; quelques-uns avancent même qu'il va se rendre à Paris par Montpellier et Lyon; mais c'est un conte.

Samedi 30. — On tend de grandes toiles et des voiles de

(1) Voir Proché, *op. cit.*, p. 160.

(2) Le récit du voyage du duc a été publié en 1815 dans une brochure très rare imprimée à Agen sous le titre de *Relation du passage de S. A. R. Mgr le duc d'Angoulême dans l'arrondissement de Nérac*.

(3) L'évêque d'Agen avait juridiction sur les deux départements de Lot-et-Garonne et du Gers. Ce ne fut que plus tard, sous Louis XVIII, que fut rétabli le siège épiscopal d'Auch avec le titre d'archevêché.

bateau au-dessus de toutes les rues, depuis le coin de celle des Arènes (1) jusqu'à la Porte neuve.

Dimanche 1^{er} mai. — On continue de faire les premiers préparatifs pour la réception du duc d'Angoulême. Rien de plus sûr que son arrivée; mais rien de plus incertain que le jour où elle doit s'effectuer.

Lundi 2. — Monsieur le comte de Preissac passe ici ce matin en revenant de Toulouse. Il donne des détails sur l'audience que le Prince a donnée au maréchal Suchet (2). Celui-ci s'est comporté en chevalier français : il a déposé son épée aux pieds du duc d'Angoulême, en fléchissant le genou. Le Prince l'a relevé, lui a rendu son épée en lui disant qu'il continuât à s'en servir pour la gloire de la France. Le duc d'Angoulême est allé à Narbonne; il y verra l'armée.

Mardi 3. — Ravez, avocat distingué de Bordeaux et membre du conseil de Son Altesse Royale, passe aujourd'hui à Agen venant de Toulouse. Il annonce le Prince pour le 7 de ce mois, c'est-à-dire pour samedi prochain.

Mercredi 4. — Depuis la nouvelle apportée par Ravez, on travaille avec plus d'activité aux préparatifs commencés pour la réception du Prince. On achève partout de tendre des voiles sur les rues qu'il doit parcourir. On forme des guirlandes qui décoreront notre ville ce jour si impatiemment attendu, et l'on prépare l'illumination qui doit en prolonger la durée.

Jeudi 5. — On commence à répandre du sable dans les rues, depuis la Porte du Pin jusqu'à la Préfecture.

On dit que les droits réunis sont maintenus et qu'en conséquence les commis (rats de cave) vont reprendre l'exercice de leurs fonctions. On ajoute que cette nouvelle a occasionné une

(1) La rue des Arènes est devenue, depuis quelques années, la rue Emile Sentini, pharmacien et fondateur à Agen des cantines scolaires laïques.

(2) Il s'agit du maréchal Suchet, duc d'Albuféra, qui fut un des meilleurs généraux de l'Empire. Réintégré à la Chambre des pairs en 1817, il se consola de l'inaction où le laissait la Restauration en publiant ses mémoires.

émente à Bordeaux et à Orthez, -qu'on y a brûlé les registres des préposés. Cet exemple pourra bien trouver ailleurs des imitateurs bénévoles. Les droits réunis sont odieux. Leur suppression avait été promise ; elle est nécessaire si elle est possible, et puis il y a trois semaines qu'ils ont cessé d'être perçus. De quel œil leur rétablissement sera-t-il vu par le peuple ?

Le Roi doit être arrivé aujourd'hui à Paris, d'après les journaux. On le porterait au dixième ciel s'il supprimait à son arrivée ces droits réunis d'origine maudite.

Vendredi 6. — Les apprêts continuent et se multiplient. On travaille partout avec allégresse à les perfectionner. C'est déjà une fête pour le peuple. Il est arrivé des troupes pour augmenter la pompe de la journée. Plusieurs officiers anglais, cantonnés sur la rive gauche de la Garonne, parcourent nos rues, nos promenades. On les distingue à leur bonne mine autant qu'à leur uniforme étranger.

A 5 heures du soir, la journée de demain est annoncée par des salves d'artillerie et par la cloche de la commune.

Samedi 7. — Les coulouvres ont tiré d'heure en heure depuis le point du jour jusques à l'arrivée du Prince.

Vers midi, le Préfet, le général Gaussart et quelques officiers partirent pour aller recevoir Son Altesse Royale aux limites du département.

Le comte de Preissac, à la tête d'une troupe de jeunes gens à cheval, prit bientôt après la même route. Ces jeunes gens, tous de la ville ou des environs, vêtus d'un uniforme bleu, et portant une écharpe ainsi qu'un panache blancs, devaient marcher au-devant du Prince et lui servir de gardes d'honneur.

Ils furent immédiatement suivis par les gardes royaux, commandés par M. Aquart.

Après le départ de ces différentes troupes, l'entière population de la ville fut en mouvement. Elle se portait en foule vers la Porte du Pin, remplissait la rue du même nom et celles que le Prince devait parcourir pour se rendre à la Préfecture. La principale porte de chaque maison était ornée de fes-

tons de fleurs, ou noblement décorée en ordres d'architecture imités avec des linges artistement plissés. Des guirlandes de verdure suspendues au-dessous des voiles qui couvraient les rues, des drapeaux blancs chargés de fleurs de lys et de devises se voyaient partout aux fenêtres. Ces fenêtres au loin occupées par des spectateurs qui peignaient la joie par leurs gestes et leurs regards, tout cela formait un spectacle très animé, difficile à peindre à l'esprit, mais dont il peut se former l'idée. Qu'on se rappelle, en effet, tout ce qui avait précédé et tout ce qui devait suivre un si beau jour; le souvenir des malheurs passés portait jusques au transport l'allégresse de l'espérance (1).

Tout à coup, vers six heures du soir, un nuage de poussière s'élève sur la route de Toulouse; des courriers le précèdent et se succèdent avec rapidité : « *Le Prince arrive !* » Ce cri de l'impatience satisfaite, qui partit de la foule rassemblée en dehors de la porte du Pin, retentit aussitôt dans toute la ville. Le Prince, en effet, ne tarda pas à paraître. Il était à cheval (il était descendu de voiture à Notre-Dame de Bon-Encontre) à la tête du cortège nombreux qui se pressait sur ses traces. Il avait le cordon bleu sur son habit et son chapeau était orné d'un plumet blanc. La porte du Pin se présentait à l'extrémité d'une suite de pilastres supportant des arcades décorées de linge blanc et de guirlandes de verdure, qui conduisaient à une vaste rotonde. C'était là que le Maire et le corps municipal, avec beaucoup d'autres fonctionnaires, attendaient le Prince pour le complimenter. Le concours du peuple était immense, et les cris de *Vive le Roi, vive le duc d'Angoulême !* remplissaient les airs. Nous devons rappeler ici un trait qui caractérise éminemment la bonté du Prince. Ce trait n'a été recueilli ni dans la relation de la Préfecture ni dans celle de

(1) Sur le voyage du duc d'Angoulême à Agen, lire les récits de Proché, *op. cit.*, pp. 161 et suiv.; du *Journal de Lot-et-Garonne* du 11 mai 1814 (n° 856); et la relation officielle imprimée par la Préfecture en 1815, « qui atteste les sentimens d'amour et de fidélité dont les Agenois et tous les habitans de Lot-et-Garonne firent alors preuve envers le souverain légitime et son auguste famille ». (Note de l'Annuaire de L.-et-G., 1815, pp. 193-194). Le récit de Saint-Amans est conçu dans le même esprit.

notre journaliste (1); mais échappé du cœur dans un moment d'émotion subite, il me semble digne d'Henri IV et mériter d'être conservé. Tandis que le duc d'Angoulême se penchait sur le cou de son cheval pour écouter la harangue du Maire, celui-ci, craignant de n'être point entendu, faisait signe de la main au peuple de suspendre un instant les acclamations qui couvraient sa voix; le Prince alors s'approcha de son oreille en lui disant : « Monsieur le Maire, nous savons bien nous autres ce que nous pensons; n'empêchez pas ces braves gens de faire éclater leur joie. »

La harangue terminée, les clefs offertes et remises entre les mains du maire, le prince continua sa marche à travers une double haie de troupes de ligne par la rue du Pin, celles des Arènes, des Couteliers (2), de la place et de la Porte neuve.

Trois gendarmes à cheval, avec la carabine élevée sur l'arçon de la selle, marchaient à quelque distance en avant. Venait ensuite un fort détachement de la garde urbaine, puis la troupe de cavalerie conduite par le comte de Preissac qui précédait Son Altesse Royale. Elle avait Monsieur le duc de Guiche et le vicomte d'Escars à sa droite; à sa gauche étaient le Préfet et le général Gaussart; le colonel de la garde urbaine et quelques autres militaires distingués suivaient immédiatement S. A. Les gardes royaux, commandés par Monsieur Aquart, et un fort détachement de troupe de ligne fermaient la marche.

Il est impossible de rendre la joie qui éclatait partout à la vue du Prince. Emu lui-même d'une manière très visible, il saluait les dames et les spectateurs, qui des fenêtres l'accueillaient de leurs acclamations en agitant leurs mouchoirs, ou répandaient à pleines mains des fleurs sur sa personne; il retenait à chaque instant son cheval pour se prêter au mouve-

(1) « Notre journaliste », c'est le rédacteur du *Journal de Lot-et-Garonne* du 11 mai 1814.

(2) La rue des Couteliers s'appelle aujourd'hui rue Molinier! De là le cortège passa aux Cornières, puis sur la place du grand marché et enfin gagna la préfecture par les rues Sainte-Anguille et Porte-Neuve, devenues la rue Montesquieu. La rue Sainte-Anguille partait du Marché et allait jusqu'aux rues de Cessac et Ledru-Rollin.

ment de la foule qui se pressait autour de lui; il s'oubliait lui-même pour ne s'occuper que de l'allégresse générale, dont il paraissait recevoir la naïve expression avec celle de la reconnaissance.

Parvenu vis-à-vis de la place de Saint-Caprais, l'évêque et son chapitre vinrent le complimenter au coin de la rue des Couteliers. Ensuite le cortège continua par la grande place, celle du Marché et la rue de la Porte neuve vers la Préfecture, où Son Altesse mit pied à terre. La troupe de Monsieur de Preissac et la garde Royale prirent possession de l'intérieur de l'édifice, tandis que la garde urbaine et la troupe de ligne veillaient à l'extérieur.

Entré dans les appartemens, le Prince donna audience à M. le comte de Marcellus et M. Dusumier, membres de son Conseil, et reçut les harangues des divers corps militaires, des tribunaux, du clergé, enfin des autorités administratives et financières. C'est au milieu de ces félicitations empressées, de ces hommages multipliés, et pendant un discours prononcé par le préfet, que le Prince fit éclater un sentiment dont le souvenir doit rester au fond de nos cœurs. Nous devons d'autant plus rappeler ici ce trait précieux qu'il a été mal rendu dans le numéro 856 du *Journal de Lot-et-Garonne*, et peut-être plus mal encore dans la relation imprimée qu'on a répandue dans le public (1). Vers la fin du discours du préfet, le Prince, cédant tout à coup au sentiment dont il était pénétré, se tourna vers une gravure où la duchesse d'Angoulême était représentée; en élevant les mains au ciel, « *Ah, ma femme, s'écria-t-il, si vous étiez ici, que vous seriez satisfaite !* » Au lieu de défigurer cet élan de sensibilité et d'en délayer l'expression, il faut se contenter de le rendre avec son accent primitif. L'auteur de cette note était alors près de Son Altesse, dont il ne perdit aucun mot, aucun geste, aucun regard.

Cependant, la foule s'étant écoulée peu à peu, Madame la

(1) La relation a été imprimée en 1815, ce qui prouve bien que la cryptographie, telle qu'elle figure en manuscrit, a été recopiée plus tard par Saint-Amans.

marquise de Beaumont-Goas et Madame la comtesse de Narbonne vinrent successivement offrir au Prince le tribut de leurs hommages.

Vers les sept heures et demie, Son Altesse Royale se mit à table. Elle admit à dîner avec elle, l'évêque, le préfet, le général Gaussart, le premier président de la cour Royale (1), M. de Sevin, maire d'Agen, de Basignan, le major Bory-Saint-Vincent, indépendamment du duc de Guiche, du vicomte d'Escars et du comte de Preissac.

A 10 heures environ, le Prince monta en voiture et se rendit au bal que la mairie donnait à son occasion à la salle des spectacles. Il y resta une heure et parut se retirer très satisfait. L'assemblée était aussi brillante que nombreuse; on y distinguait plusieurs officiers anglais.

Les rues de la ville que parcourut le Prince pour se rendre au bal et revenir au palais étaient remplies d'un peuple immense qui se pressait autour de la voiture de Son Altesse Royale et faisait retentir l'air des plus bruyantes acclamations. La ville était parfaitement illuminée, ainsi que les faubourgs. Plusieurs édifices publics et particuliers offraient des transparens, des devises, des vers analogues à la circonstance. Nous citerons à cet égard le collège et la maison de M. de Godailh, membre du corps législatif. Sur la porte d'une maison, celle de Madame Lescazes, dans la rue de l'*Ave Maria* (2), on remarquait ces mots : « *Vivent les Anglais* », puis le *God save the King*, que ce peuple chante avec tant d'enthousiasme après le *Rule Britannia*, dans les spectacles et les fêtes publiques.

Dimanche 8. — A cinq heures du matin, le duc d'Angoulême entendit la messe que l'évêque, assisté de deux de ses

(1) La cour royale était présidée par le baron Lacuée. Il était le père des deux colonels, dont une rue d'Agen porte le nom. Le premier, Antoine, fut tué en 1807 à Eylau; le deuxième, Gérard, colonel du 59^e d'infanterie, en 1805, au pont de Gunzbourg. La maison des Lacuée, dans la rue du même nom, est aujourd'hui la propriété de M^r Montels, bâtonnier de l'ordre des avocats et vice-président du Conseil général.

(2) C'est la rue des Colonels Lacuée.

vicaires généraux, célébrait dans une des salles de la Préfecture. A l'issue de la messe, au moment où l'on s'y attendait le moins, deux membres de la garde urbaine, en faction à la porte de la salle, entonnèrent spontanément le *Domine salvum fac regem*. L'émotion fut générale et tous les yeux se remplirent de larmes d'attendrissement.

Après avoir fait un déjeuner frugal, Son Altesse monta en voiture avec MM. de Guiche, d'Escars et le Préfet. Il était six heures.

Les canons annoncèrent le départ du Prince. Le général Gaussart, le comte de Preissac et sa brillante troupe le suivirent jusqu'au passage du Lot, à Aiguillon.

Le peuple s'était porté en foule le long des grandes allées du Gravier et de celle de Saint-Antoine. On prétend qu'aux acclamations ordinaires de *Vive le Roi ! Vive Monseigneur le duc d'Angoulême*, il se mêla quelques cris contre l'octroi et les droits réunis, et que le Prince dit alors : « *Pour l'octroi, c'est impossible; quant aux droits réunis, nous verrons.* »

Les salves d'artillerie n'ont cessé que lorsqu'on a perdu de vue la voiture du prince sur la route de Bordeaux.

(A suivre.)

FOUILLES DE SOS (1911-1912)

POTERIES

Les tranchées ouvertes pour la construction du tramway de Tonneins à Sos, aux abords de Sos, sont des plus intéressantes à observer pour un archéologue.

La couche archéologique atteint une épaisseur de 3^m50 environ et comprend trois niveaux.

Le premier niveau part du sol naturel et a de 0^m40 à 0^m60 d'épaisseur.

C'est le sol nettement gallo-romain, noir, renfermant les poteries rouges, jaunes, quelques poteries à texture micacée et aussi quelques poteries à couverture noire. C'est la couche et aussi quelques poteries à converte noire. C'est la couche riche aussi en objets de bronze (fibules, bracelets, monnaies), la couche à mosaïques que nous avons déclarées introuvables et que l'œil exercé de l'érudit M. Philippe Lauzun a eu vite aperçues.

La deuxième couche, inférieure à la première, a une épaisseur de 0^m60 à 1^m20 et renferme seulement de la poterie micacée — de la poterie noire apode à couverte et quelques poteries noires plus grossières — pas d'objets de bronze.

La troisième couche, d'une épaisseur de 1 mètre à 1^m70, renferme uniquement de la poterie noire lisse, mince et de la poterie noire très grossière faite à la main et dont la cuisson insuffisante a donné à la pâte parfois une coloration rougeâtre.

Ces dernières poteries sont mélangées à des charbons (restes d'anciens foyers) à des os, à des dents et à des cornes.

C'est à cette profondeur de 3^m50 qu'a été rencontrée l'inhumation peut-être néolithique déjà citée et les nombreux pieux battus.

Cette même division de la couche archéologique dans les sillages terrestres et les enceintes préhistoriques a été observée par plusieurs savants (P. Gobry, *3^e Rapport sur les recherches du camp du Bois de Rourel*, Reims 1907, et M. Déchelette, *Manuel d'archéologie celtique*, 1910).

A Sos, elle est tellement nette que nous croyons devoir la signaler.

Parmi la poterie recueillie, la plus belle, sans conteste, est la poterie rouge sigillée.

Nous ne dirons rien, quant à présent, de la poterie blanche que l'on rencontre dans tous les oppida de la Gaule et baptisée « poterie des camps ».

Cette poterie, qui provient probablement des officines de la vallée de l'Allier, n'a donné à Sos que des produits unis et sans ornementation.

Nous ne dirons rien non plus de la poterie noire à couverte et bouterolle centrale, poterie apode, baptisée « campanienne » et qui se rencontre généralement dans les bourgades de l'âge du bronze.

Nous ne nous occuperons que de la poterie rouge dite sigillée.

M. Déchelette, le savant membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, a établi que dans la deuxième moitié du premier siècle de notre ère, l'industrie céramique était florissante dans les fabriques de la Graufesenque (Aveyron), l'antique Condatomagus du pays des Rutènes (*Revue des Etudes anciennes*, t. v, n° 1, janvier-mars 1903).

Cette fabrique fut d'une importance telle qu'elle inonda les marchés de l'Empire de ses produits au détriment de ceux de la Vieille Etrurie. Elle exporta même en Bretagne, en région rhénane, en Ibérie, voire même en Campanie faisant ainsi concurrence aux poteries d'Arezzio.

Le succès de cette fabrique fut tel que des fabriques secondaires s'établirent, notamment celles de Montans, près de Gail-lac, dans le même pays des Rutènes.

Les produits de ces deux fabriques se ressemblent. Ils procèdent de la technique des potiers d'Arezzio et sont très recon-

naissables par la finesse de la pâte, la pureté du dessin, le « galbe hellénique » de leurs formes.

Les poteries trouvées à Sos présentent ces mêmes caractères. Les vases sont tous au décor de personnages, d'animaux et de plantes : peu de dessins géométriques.

Nous avons sous les yeux des dessins des poteries de la Graufesenque, de Montans et de Sos. La décoration est la même. Les personnages et animaux sont encadrés par les mêmes arcatures et la même frise court au-dessus d'eux. Toutefois nous remarquons, sur les poteries de Montans comme sur celles de Sos la fréquence des décors avec animaux : cerfs, lièvres, chiens, sangliers. Les motifs principaux des unes et des autres représentent des hommes dans des attitudes de combat ou de chasse, des femmes et enfants en position de danse ou de repos. Nous avons relevé, sur une poterie de Sos, le nom du potier Salvi. Le même nom a été relevé par M. Lacroix, notre distingué collègue d'Albi, sur des poteries provenant des fouilles de l'oppidum de Montans.

Nous avons trouvé les mêmes poteries dans les fouilles de la villa de Niné et de Loustalet et M. Déchelette les signale dans les fouilles du cimetière de Saint-Maurin.

Pour toutes ces raisons nous croyons que la poterie sigillée de Sos provient des officines de Montans et la Graufesenque dont les produits ont déjà été signalés dans le Sud-Ouest de la Gaule.

Charles BASTARD.

Fouilles de Lamolère (Dessins grandeur nature)

Aiguille calcaire



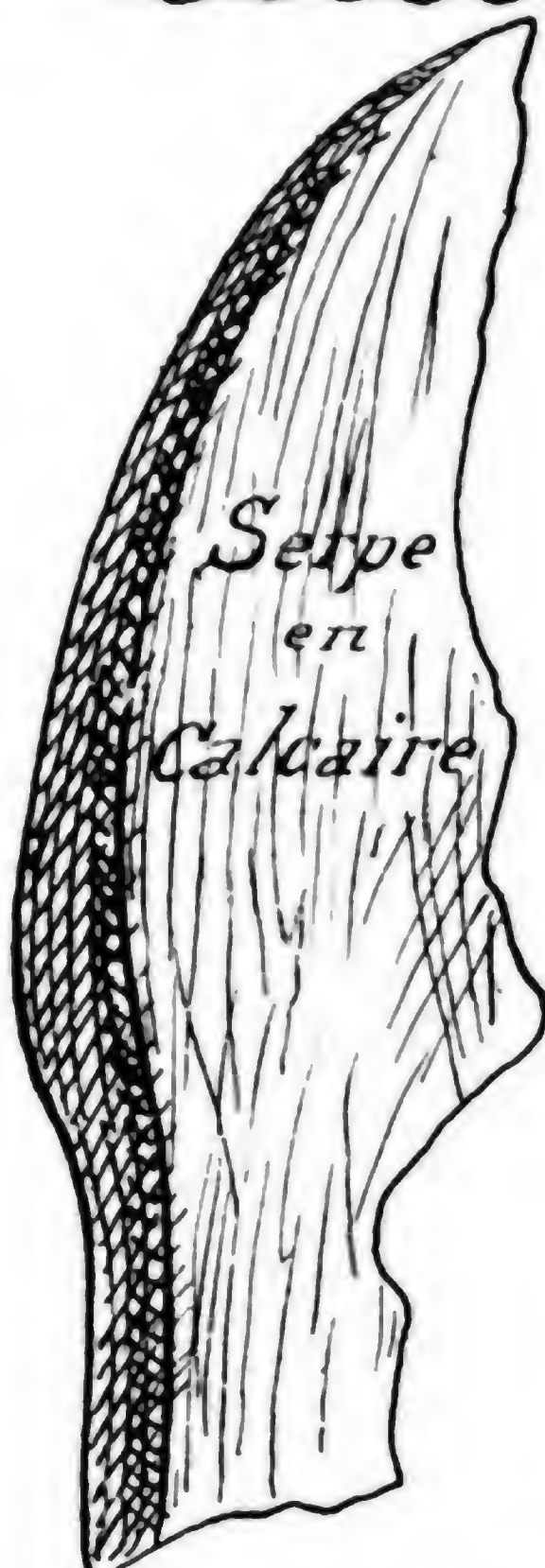
Flèche calcaire



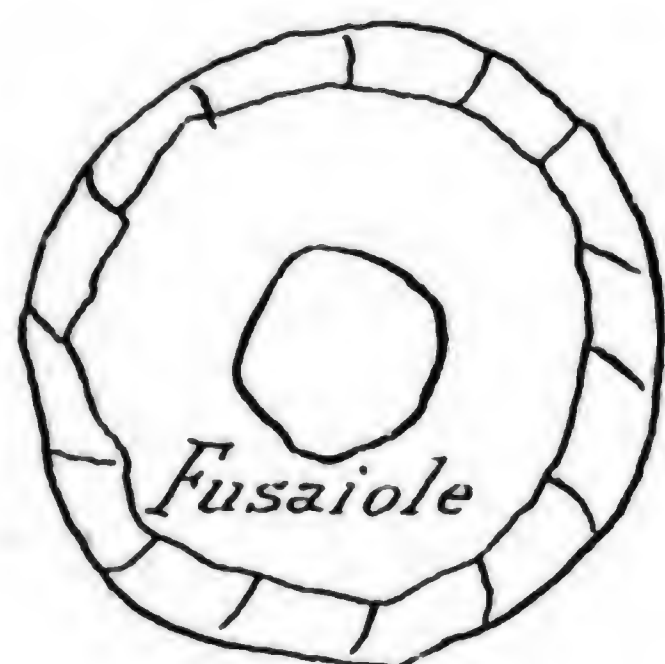
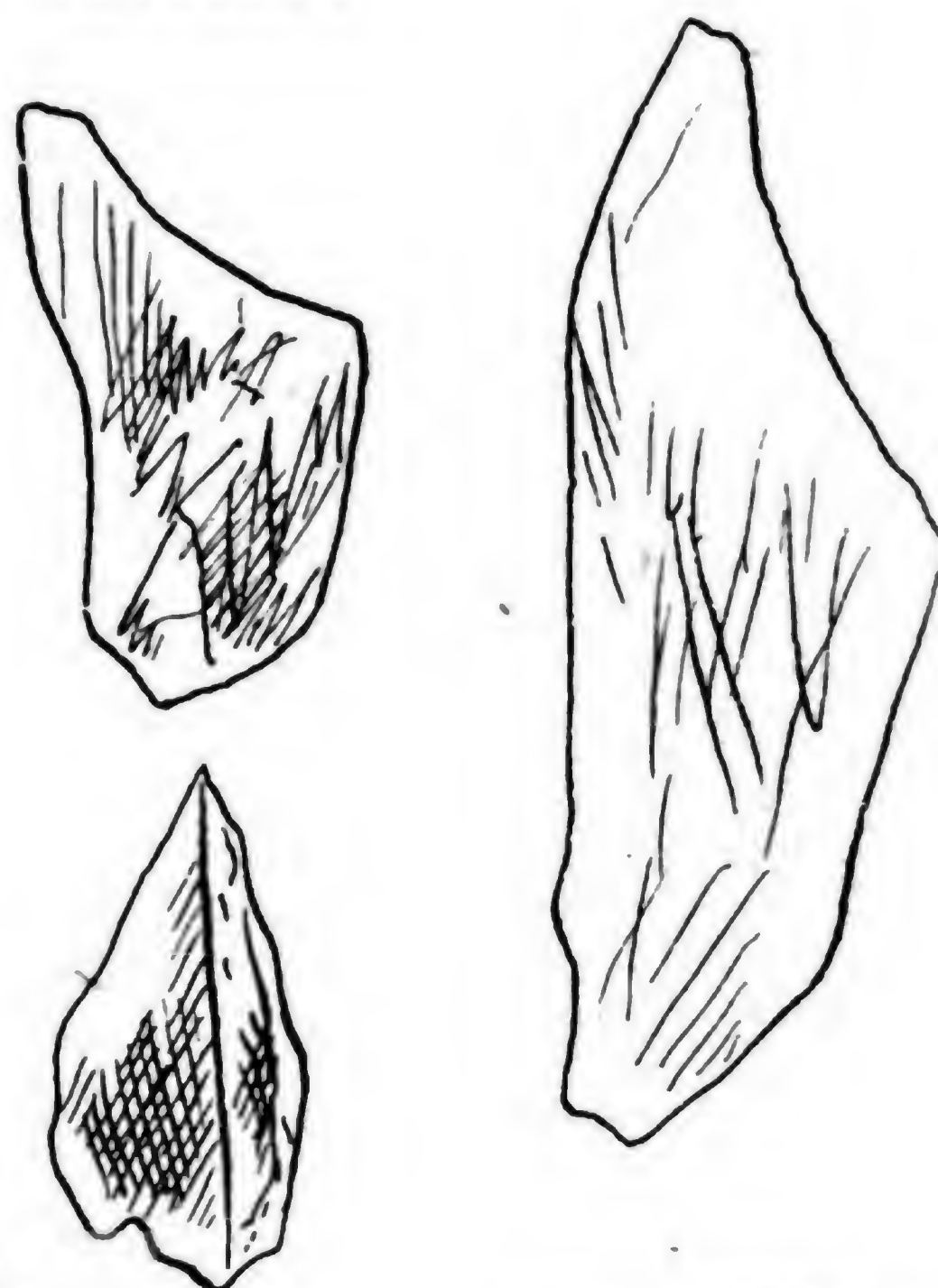
Flèche silex



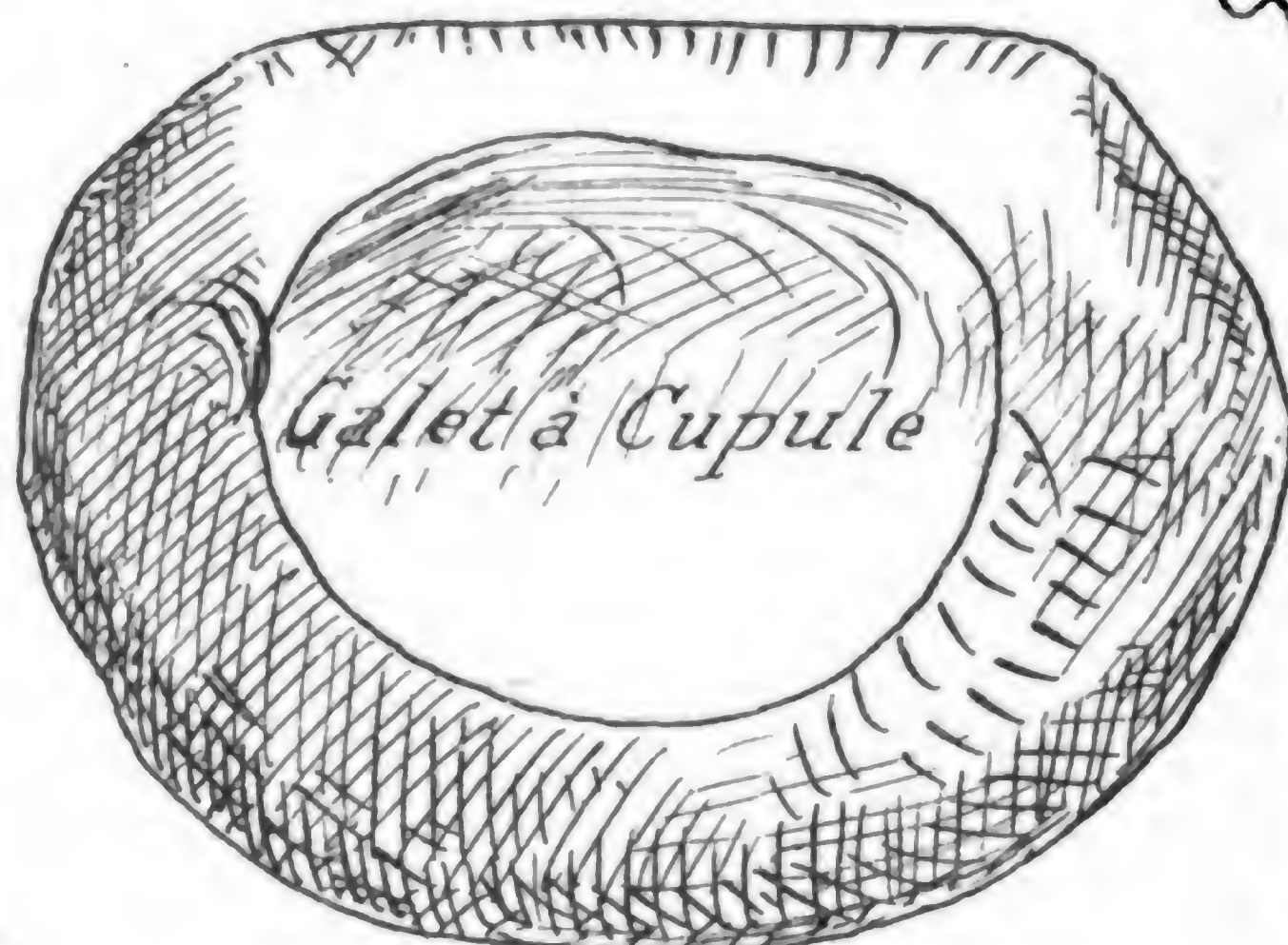
*Serpe
en
Calcaire*



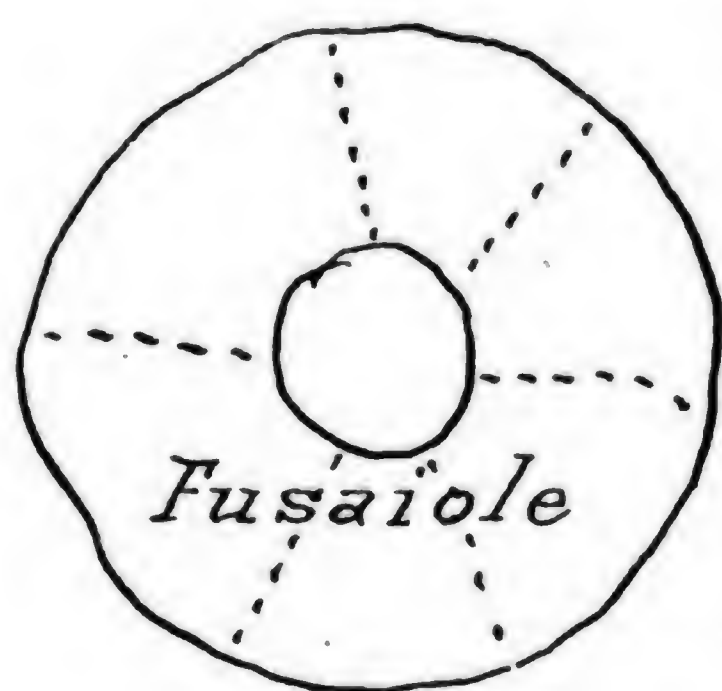
*Perçoirs pygmées
calcaire*



Fusaiole



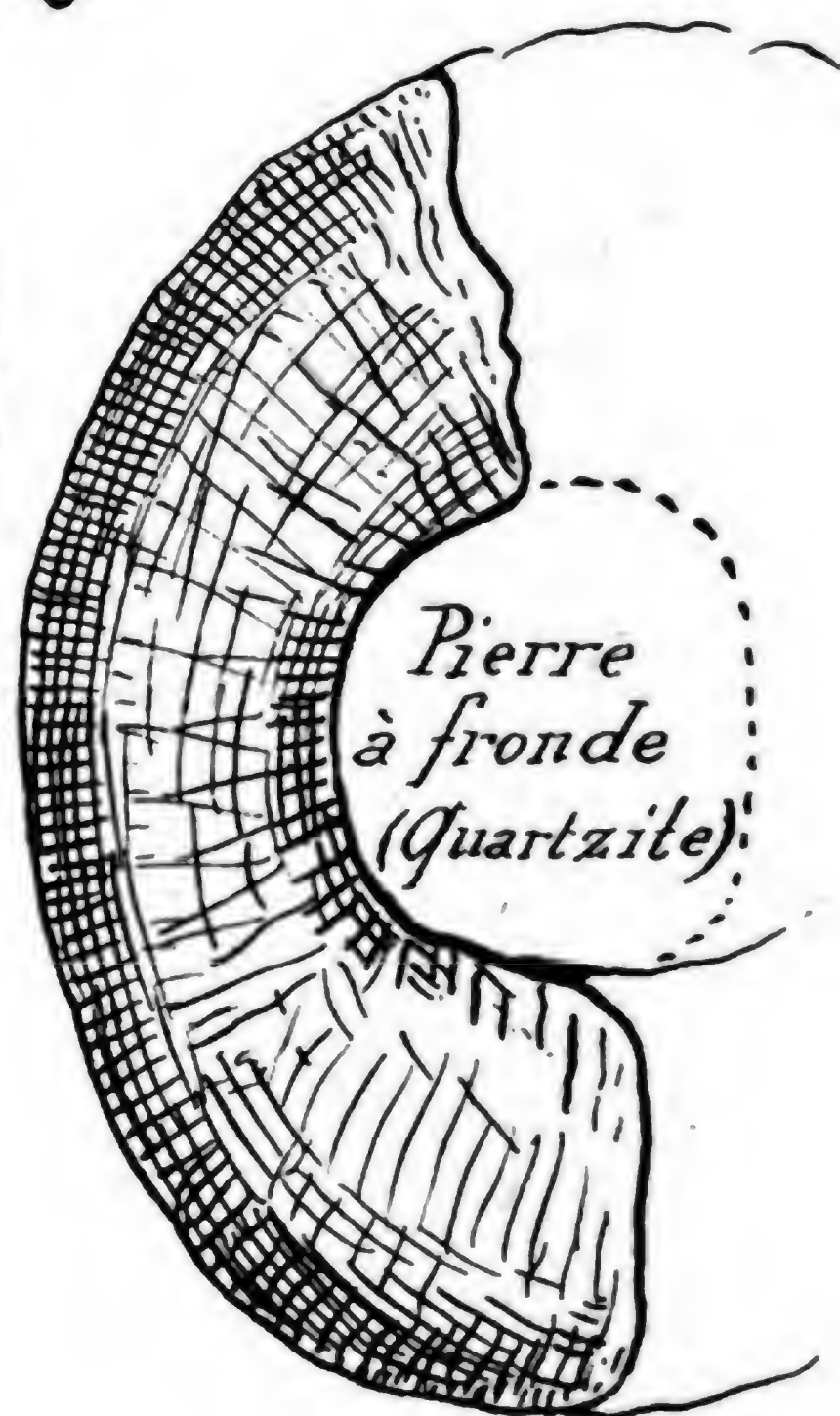
Galet à Cupule



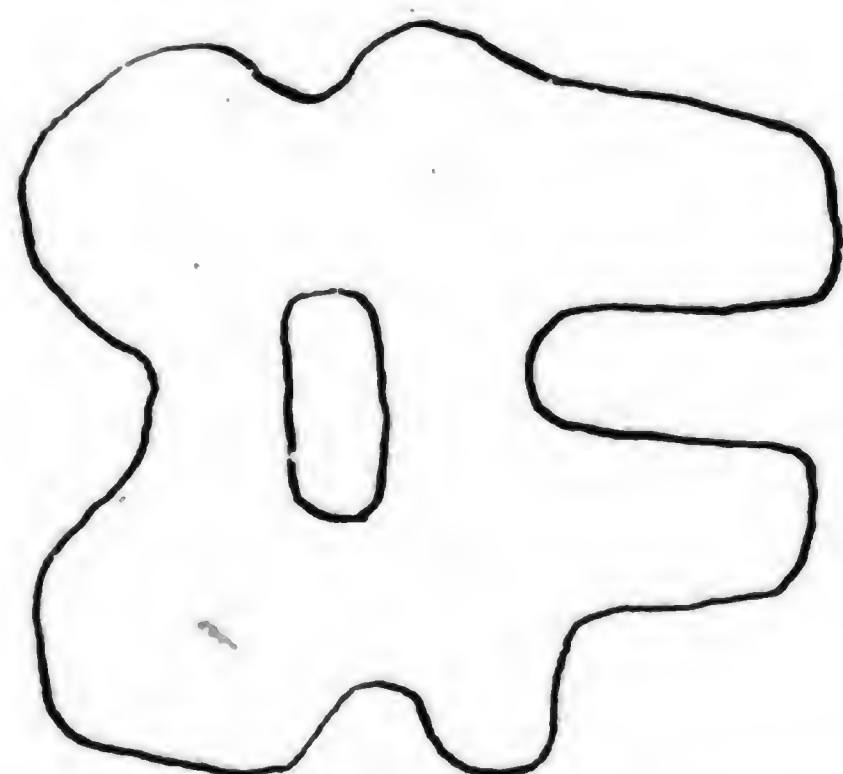
Fusaiole



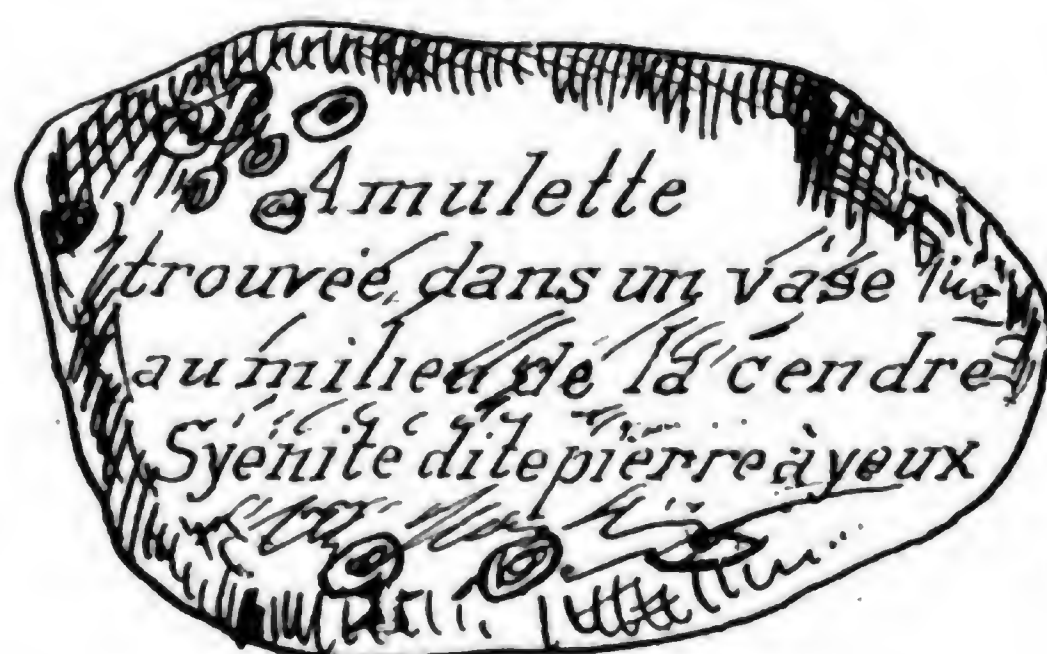
*Boucle d'Oreille
avec
perle Ambre*



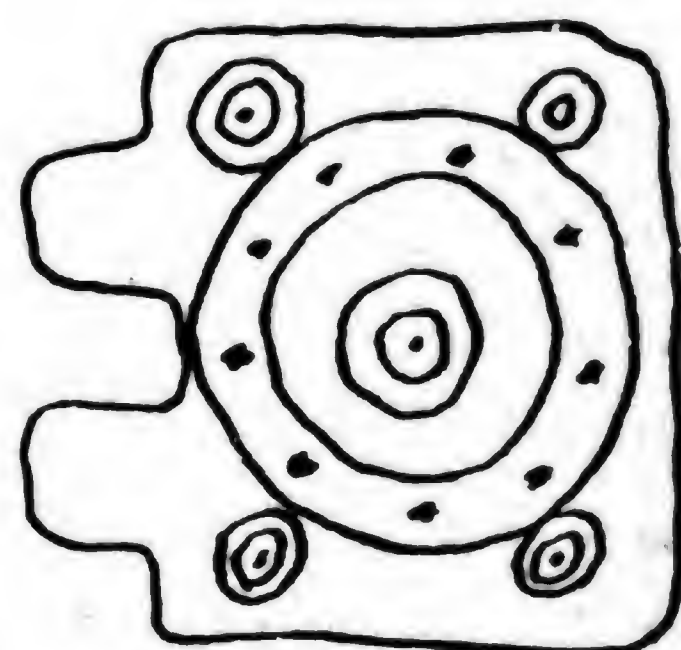
*Pierre
à fronde
(Quartzite)*



*Boucle Mérovingienne
cuivre*



*Amulette
trouvée dans un vase
au milieu de la cendre
Syénite dite pierre à yeux*



*Boucle Mérovingienne
cuivre*

STATION PRÉHISTORIQUE

Villa gallo-romaine et mérovingienne de Lamolère près St-Pierre de Buzet

Au moment où un peu partout, sur notre vieille terre de France, des fouilles sont exécutées pour mieux connaître son histoire, nous croyons devoir signaler à la Société académique d'Agen la station préhistorique, villa gallo-romaine et mérovingienne de Lamolère, près Saint-Pierre de Buzet.

Nous devons tout d'abord dire que le mérite de cette découverte appartient au propriétaire du lieu, M. Lacroix.

M. Lacroix, esprit très curieux et dont le désintéressement égale la modestie, a recueilli avec discernement de nombreux objets qu'il a donnés au Musée d'Agen et à divers collectionneurs.

Lamolère est situé en bordure d'un chemin rural qui suit le faite des coteaux de Buzet, à environ 1 kilomètre de la Pile de Peyrelongue et immédiatement au-dessus de la maison de Loustalet.

Nulle construction ne paraît. Une légende seule dit qu'en ce lieu appelé « *Lur Segrat de la Capeletto* » s'élevait jadis une église placée au milieu d'un cimetière.

Des fouilles superficielles ont été faites par M. Lacroix. Elles ont amené la découverte de nombreux outils préhistoriques, notamment des silex pygmés, des haches en caillou de Garonne, en ophite des Pyrénées, des perçoirs, des grattoirs, des pointes de flèche, des aiguilles en os, des nucléus.

Pêle-mêle, avec ces outils, il a été trouvé de nombreux débris de poterie sigillée, du marbre, des mosaïques brisées, des briques à rebord, des poids de tisserand, des fusaioles, des monnaies romaines, des fibules. Les mêmes fouilles ont donné des boucles de ceinturon mérovingiennes, des boucles d'oreil-

les avec perles en ambre, des fragments de collier en perles bleues et blanches, etc.

Nous avons nous-même assisté à une de ces fouilles faite superficiellement et avons été émerveillé de la richesse archéologique de Lamolère qui a été, à n'en point douter, un centre préhistorique, gallo-romain et mérovingien.

Charles BASTARD.

MAITRES D'ARMES FRANÇAIS EN RUSSIE

AU XVIII^e SIÈCLE

Si les récents événements balkaniques ont soulevé l'enthousiasme général en France, cet enthousiasme est dû au courage et à l'endurance des vainqueurs, sans doute, mais aussi à la victoire de la tactique française sur la tactique allemande.

Nous savons tous que des officiers grecs, serbes et bulgares, puisèrent chez nous le complément de leur enseignement militaire. Naguère encore, le roi Pierre de Serbie rappelait non sans émotion le séjour qu'il fit à Saint-Cyr; il fut, croyons-nous, l'un des premiers titulaires de la médaille endeuillée de 1870-1871.

Ces monarques firent mieux encore. Des officiers instructeurs, venus de France, remanièrent complètement l'organisation militaire dans ses moindres détails et donnèrent aux troupes qui leur étaient confiées la souplesse, l'instruction, la discipline, en un mot l'allure des troupes françaises. Ces officiers d'élite, organisateurs de la victoire en terre étrangère, formèrent ainsi, avec le plus grand désintéressement, le panache qui ne leur était pas destiné mais dont ils peuvent revendiquer quelques plumes. Quant à la Turquie, que le désenchantement envahit peu à peu, elle fut encore victime d'une diplomatie néfaste en utilisant « *l'article allemand* ».

Ces faits, ces allusions sont de pure actualité, ils ne font qu'ajouter à l'actif de notre nation.

De tout temps l'étranger apprécia à leur juste valeur notre science et nos travaux. La Russie elle-même qui pour nous mieux posséder a contracté alliance, a dans son passé une impératrice, la grande Catherine, qui honora l'esprit français et se complut dans la société de nos philosophes. Là ne devait pas se borner son admiration. Chacun sait qu'elle apporta tous ses soins à la bonne tenue et à la renommée de son école des

Cadets et comme les élèves de cet illustre corps appartenaient à la noblesse et que leur métier devait être celui des armes il fallait des maîtres dignes de tels élèves : ce fut la France qui les produisit.

Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, le sieur Louis de Lorme, maître en fait d'armes du noble corps des Cadets de S. M. l'Impératrice de Russie, rentrait en France. Il partit de Saint-Pétersbourg chargé de la délicate mission de traiter avec des maîtres d'armes aptes à enseigner leur état à l'illustre école qu'il quittait. A cet effet, une commission lui fut délivrée qui portait les signatures de S. E. Monseigneur de Purpus, lieutenant-général à l'armée de Russie, Directeur du corps des Cadets et d'Ignace de Thels, secrétaire du Conseil, au bas était apposé, sur cire rouge, le sceau impérial.

Louis de Lorme, fixé depuis peu dans la modeste paroisse d'Escassefort, en Agenois, bien loin de ses élèves et de ses brillantes relations de Saint-Pétersbourg, ne tarda pas à connaître sieur Paul Curto, écuyer, natif de Montpellier, maître en fait d'armes, fixé à Bordeaux, rue du Loup, paroisse Saint-Projet, et son prévôt, sieur Louis Palairac, natif de Montpellier, demeurant à Bordeaux, rue Porte-Dijeaux, paroisse Saint-Christoly.

Les conditions ayant paru avantageuses, il ne restait qu'à passer contrat, ce qu'ils firent le 23 juillet 1778.

Ce jour-là, à Escassefort, par devant M^e Lacombe, notaire royal de l'endroit, en présence de M^e Jean-François Descuns, docteur en théologie, prêtre et vicaire dudit lieu, et de M^e André Boiras, notaire royal de Marmande, les sieurs de Lorme, Curto et Palairac se présentèrent.

Le notaire Lacombe rédigea l'acte dont voici les grandes lignes :

1^o Lesdits sieurs Curto et Palairac s'engagent et s'obligent respectivement et solidairement à se rendre à Saint-Pétersbourg à leurs frais et dépens au mois de septembre prochain au plus tard, pour y enseigner pendant trois ans à Messieurs les nobles Cadets de terre l'escrime et tout ce qui s'y rapporte.

2° Ils ne pourront sous quelque prétexte que ce soit se séparer l'un de l'autre pendant ledit temps et s'obligent à travailler de concert pour l'instruction et avancement desdits élèves dans le fait des armes. Le sieur Palairac, comme prévôt, dépendra entièrement du sieur Curto comme maître.

3° Ils s'obligent à donner conjointement quatre heures de classe tous les jours, excepté fêtes et dimanches.

4° Le sieur Curto, comme maître d'armes, recevra annuellement la somme de 900 roubles, argent de Russie, payable en trois termes suivant l'usage de l'Empire.

Le sieur Palairac, comme prévôt, recevra annuellement la somme de 500 roubles dans les mêmes termes.

5° Lesdits Curto et Palairac seront en outre logés aux frais du Corps impérial qui leur fournira le bois et la chandelle.

6° Il leur sera permis d'exercer leur état en ville pourvu que leur devoir dans l'établissement n'en souffre pas et que rien ne puisse altérer leur exactitude à cet égard.

Ces deux instructeurs allèrent trop loin pour que leurs traces soient suivies.

Quant à Louis de Lorme, nous le retrouvons propriétaire à Escassefort au moment de la Révolution. Sa fortune consistait, semble-t-il, en une propriété d'une contenance de 68 journaux, située au lieu de Sabardin.

Le 8 avril 1793, devant Lacombe, notaire royal à Escassefort, il vend conjointement avec Marie-Denise-Catherine Gauthier, son épouse, le domaine de Sabardin au citoyen Antoine Tropenat se réservant la faculté de laisser dans la maison d'habitation les meubles, linges, provisions et récoltes diverses jusques à la fin du mois de mai de 1794.

Cette vente était faite pour le prix de 40,000 livres aux charges et conditions suivantes : la somme de 10,000 livres portant intérêt au denier vingt resterait entre les mains de l'acquéreur jusques au décès des conjoints qui disposeraient de la dite somme soit par donation soit par testament et le restant, 30,000 livres, serait placé à fonds perdus à charge par l'acquéreur de faire une rente viagère annuelle de 3,000 livres réduite à 2,500 livres au premier décès de l'un des conjoints.

En outre, les vendeurs exposent qu'ils ignorent encore en quel lieu du territoire de la République ils iront fixer leur domicile et qu'ils dispensent l'acquéreur de leur envoyer la rente et les intérêts à l'endroit qu'ils choisiront, se réservant de tirer sur lui traites ou mandats qu'il sera tenu d'acquitter.

Quelques jours après, le 24 avril 1793, il fit son testament. Par cet acte, Louis de Lorme marquait son intention d'aller aux eaux de Miers, dans le Lot, et peut-être ailleurs, pour le rétablissement de sa santé, léguait la jouissance de ses biens à sa femme, faisait divers legs et constituait héritière universelle la citoyenne Marie-Justide Mazeau qui, depuis longtemps sous son toit, lui rendit de grands services.

G. DE LAGRANGE-FERRÈGUES.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

DANS LA COMMUNE DE SOS

(SUITE ET FIN)

CHAPITRE V

1794. — Approvisionnements et Subsistances (suite). — Consécration de l'église de Sos au culte de la Raison et de l'Être suprême.

La protection accordée aux paysans pour les décider à apporter leurs grains aux marchés, la création d'un bureau et d'un magasin d'approvisionnements, le recensement des grains, n'avaient guère fait avancer la question. On vivait presque au jour le jour. La marge qui restait entre le prix d'achat et le prix de vente était si petite, que les commerçants en perte préféraient s'abstenir d'acheter les articles étrangers à la production locale.

Ce défaut de réapprovisionnement était un nouveau sujet à renchérissement de la vie. Le 24 pluviôse an II (12 février 1794), le procureur de la commune Biensan, effrayé des conséquences qu'avait sur le peuple la cessation du trafic des marchands détaillants, prit l'arrêté suivant :

« ... Considérant que les temps ne sont plus où les lois inexistantes n'apportaient au peuple que la vaine ressource de ses réclamations...

« Considérant que sans jamais s'écarter de la sévère justice qui doit être la boussole et le flambeau qui doit éclairer la conduite des magistrats... qu'ils doivent prendre dans leur fonction une marche imposante et révolutionnaire qui dans le même temps sera l'asile protecteur de l'honnête citoyen et fera trembler l'infracteur des lois.....

« Considérant qu'il est temps de faire jouir les citoyens des avantages que la loi leur procure en déterminant le prix de toutes les marchandises.....

« Considérant que les ressources de cette commune éprouvent tous les jours une diminution constante et progressive...., arrêtons :

« 1° Personne ne pourra se refuser à vendre au maximum établi dans sa commune;

« 2° Personne ne pourra abandonner le commerce qu'il faisait, il devra au contraire pourvoir sa boutique des marchandises qu'il était accoutumé de vendre;

« 3° Des commissaires seront nommés pour que les marchandises arrivent sur la place du marché;

« 4° Des détachements de la Garde Nationale en armes sillonneront les chemins et arrêteront les acheteurs étrangers qui empêchent les marchandises d'arriver sur les marchés;

« 5° Les bouchers ne pourront porter la viande hors la commune. Ils la vendront le matin à 8 à 10 heures inclusivement. La viande nécessaire aux malades sera prélevée la première. Des commissaires seront préposés à la vente de la viande qui ne pourra dépasser une livre par habitant. Après la vente, ils vérifieront la viande qui reste.

« 6° Des commissaires seront nommés pour vérifier les factures des marchandises mises en vente et établir leur prix de vente maximum;

« 7° Les marchands détaillants devront avoir dans leur boutique, sur leur comptoir, le registre du prix maximum des marchandises qu'ils vendent.

« Les contrevenants à ces dispositions seront déclarés ennemis de l'honnêteté, réputés traîtres et arrêtés comme suspects en vertu de la loi sur les suspects. »

Le 18 ventôse an II (7 mars 1794), Biensan avoue que dans cette commune la question des subsistances devient tous les jours très critique et plus alarmante. Il avait déjà interdit de donner aux mendiants le pain et l'argent « des honnêtes citoyens ». Il fit défendre aux boulangers de se payer en nature la cuisson de la pâte qu'on leur apportait, sous peine d'être traités de suspects et arrêtés. Le grenier de tranquillité fut transféré à la maison du sieur Salis, émigré. Les habitants

durent y transporter leurs grains, et tous les jours on leur en fit une distribution suivant leurs besoins.

Le 29 ventose (mars), la situation s'était encore aggravée et les ressources s'épuisant rapidement, la municipalité interdit aux aubergistes de donner à manger aux habitants du lieu et des communes environnantes. Ils furent autorisés à en donner seulement aux étrangers qui venaient au marché et qui ne séjournaient pas plus d'une nuit.

En germinal, la commune de Villeneuve-de-Mézin dut fournir à celle de Sos 31 quintaux soixante-huit livres de blé « relativement à un tableau de nivellement » dressé par les soins de l'arrondissement.

Deux mois plus tard, en floréal, on recensa la catégorie des gens réputés « hommes riches », c'est-à-dire tous ceux qui possédaient dix mille livres : « Dans ce recensement il sera « compris tout espèce de grains, la farine, le grain, les bis- « cuits et autres résultant de la manipulation des grains ou des « farines, les fruits secs, prunes, noix, châtaignes. Il sera « laissé à ces personnes le pain ou farine, le blé ou biscuits « pour atteindre le 25 floréal. »

Ces sévères dispositions donnaient encore du pain, quant à la viande on n'en avait plus. Le territoire de la commune ne possédait pas de bétail à réquisitionner, et les bouchers d'argent pour en acheter à l'extérieur.

La municipalité dut recourir au directoire du district, qui envoya l'argent nécessaire aux achats de viande, qui fut achetée « argent comptant » dans les communes des environs et distribuée aux habitants de deux jours en deux jours.

Le 18 thermidor (6 août), nouveau recensement des grains et fourrages avec menace de la peine appliquée aux suspects pour ceux qui feront des déclarations frauduleuses.

Le 15 brumaire (6 novembre), autre recensement des grains et fourrages excédant les besoins du bétail.

Le 14 frimaire (5 décembre), la municipalité établit un nouveau tarif maximum des grains et des fourrages.

La livre de pain bis est fixée à 5 sous 5 deniers.

Le pain de seigle est fixé à 4 sous 9 deniers.

Les récoltes engrangées n'étaient pas le seul souci des officiers municipaux. Il fallait encore préparer et ensemençer les terres pour les récoltes futures. Au reçu d'un décret du Comité de Salut public de Paris, le procureur Biensan, dès le 16 prairial, requisitionnait dans le canton de Sos tous les ouvriers de la terre. Ils durent, comme par le passé : « s'adonner aux travaux de la moisson et de la conservation des récoltes. Ceux qui ont l'habitude d'aller se louer dans les communes environnantes devront faire leur déclaration et s'y rendre le plus tôt possible. Leur salaire pour le canton est fixé à 30 sous pour les hommes et 20 sous pour les femmes. Ceux qui s'y refuseront ou se coaliseront pour empêcher les travaux pour lesquels ils sont requisitionnés, seront dénoncés au procureur de la commune qui les fera arrêter sur le champ comme suspects et les traduira devant le tribunal révolutionnaire. Le glanage n'est autorisé que du lever au coucher du soleil et là où les récoltes sont enlevées. »

S'inspirant des mêmes craintes, la Commission des approvisionnements, d'agriculture et d'arts de la République du district de Nérac avait chargé le citoyen Descudé, notaire à Sos, de la représenter dans le canton de Sos : « Il tendra à améliorer et revivifier l'agriculture depuis longtemps dans un état de dépérissement affligeant pour la prospérité nationale, soit en demandant un état exact de tous les animaux ruraux qui se trouvent dans chaque commune, soit un précis fidèle de toutes les causes de cette même langueur où gémit l'agriculture faute de bras et d'engrais, et l'industrie du vertueux agriculteur qui arrose tous les jours de ses sueurs une terre stérile et ingrate..... Le citoyen Descudé devra réchauffer le zèle des laborieux cultivateurs en forçant pour ainsi dire la terre ingrate sous la verge despotique des rois et des conspirateurs à sourire à la brillante aurore de la liberté. »

Au milieu de cette débacle économique, la municipalité n'oubliait pas ses devoirs politiques et le procureur de la commune était toujours là pour rappeler aux citoyens les décisions

du Comité du Salut public, ou faire exécuter les décrets révolutionnaires des représentants du peuple en mission, Paganel ou Monestier de la Lozère.

Elle commença l'année (1^{er} janvier 1794) en demandant à la Convention nationale la maison du ci-devant d'Artez, émigré à Coblentz, pour y établir la maison commune, le tribunal de paix, le comité de surveillance et les services administratifs.

Dans l'abside principale de l'église de Sos, se trouvait une boiserie en chêne formant un chœur, avec des stalles où se mettaient jadis ces messieurs du ci-devant chapitre. Elle la fit démolir : « considérant que cette masse informe retrace des marques de distinction qui répugnent au sans-culotisme et insultent aux principes de liberté et d'égalité (26 pluviôse-février). L'église elle-même fut, treize jours après (IX ventôse), consacrée au culte de la Raison, par le citoyen procureur :

« Considérant que le fanatisme qui a été de tous temps le
« fléau de l'humanité, doit enfin disparaître devant la Raison
« qui a dissipé tous les nuages épais de la superstition digne
« compagne de la barbarie qui n'a que trop ployé l'homme
« sous le joug du despotisme en le réduisant à l'oubli de sa
« dignité ;

« Considérant que tout ami de l'Humanité doit plus recher-
« cher les vertus réelles qui doivent honorer son cœur, que les
« dehors d'une piété religieuse exagérée et par cela seul con-
« traire à tous les principes de la Raison et de la religion elle-
« même qui ne commande pas impérieusement aux conscien-
« ces, mais qui verse dans les cœurs de tous les mortels le
« baume de la persuasion et du bonheur ;

« Considérant que l'esprit public a fait des progrès si pro-
« digieux dans cette commune, qu'il n'est plus permis de le
« faire descendre de la hauteur où il est monté et que l'homme
« imbu de tout ce qui doit faire son bonheur ne veut plus que
« l'on recourre pour lui à des moyens qui ne sauraient satis-
« faire à ses vœux et n'écoute que la voix de la Raison dont
« il se fait un honneur de reconnaître l'emprise irrésistible et
« persuasive ;

« Considérant que dans une République fondée sur les prin-

« cipes essentiels de toute vertu sociale et morale, il ne doit
« exister d'autre temple que celui de la Raison ; que les mo-
« mésies du fanatisme influencées par l'ignorance supersti-
« tieuse, ne sauraient être agréables à l'auguste providence qui
« veille aux destinées de la République, et ne fait, au contraire,
« que rendre ridicule aux yeux du public les hommages pieux
« que les hommes rendent à la divinité créatrice et rémunéra-
« trice de leurs bonnes actions ;

« L'Eglise ci-devant consacrée aux fonctions du fanatisme
« religieux portera dorénavant la dénomination plus naturelle
« de « Temple de la Raison ». Un tableau en gros et lisibles
« caractères indiquera aux citoyens le nouveau genre de culte
« qu'ils devront y exercer.

« Une copie de la présente délibération sera envoyée au
« citoyen Monestier pour l'instruire des progrès de l'esprit
« public qui ne veut plus reconnaître d'autre culte que celui
« de la Raison, de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité
« universelle.

« Le citoyen Vignes, ci-devant prêtre (1), demeure spécia-
« lement chargé de prononcer tous les décadis les discours
« analogues au culte de la Raison et propres à réchauffer dans
« tous les cœurs l'amour de la liberté, de l'égalité et de la
« Patrie. — Signé : Biensan, agent national ; Mendeville,
« maire ; Mendousse, Lespare, Garde, officiers municipaux.»

Malgré le zèle du procureur Biensan, la fête de la Raison devait paraître bien froide, et les fidèles ne se hâtaient pas d'accourir aux discours du citoyen Vignes. L'église restait vide à ce point que concurremment aux cérémonies du culte, le citoyen Capgrand, apothicaire, obtint d'y établir les cuves de saturation et d'évaporation, nécessaires à la fabrication du salpêtre, avec deux fourneaux, les chaudières et le bois de chauffage.

Le jour de la prise de possession de l'église par le citoyen Capgrand (16 prairial anII), un arrêté du représentant en mis-

(1) Avant 1790 le chevalier de Vignes était curé de Meylan et prieur de la chapellenie des Cinq-Plaies.

sion, « Monestier de la Lozère, notifiât aux citoyens Jean-
« Baptiste Cappe, Louis Labeyrie, Louis-Anselme Lassale,
« François Burot et Alexandre Duroy, ci-devant prêtres, d'a-
« voir à se rendre, dans le délai de trois jours, au chef-lieu du
« district pour y vivre et y demeurer sous la surveillance de
« toutes les autorités constituées. »

Le même arrêté enjoignait à la municipalité d'organiser, là où il n'existait pas, le nouveau culte à l'Etre-Suprême, conformément au rapport fait par le citoyen Robespierre sur la loi du 18 floréal.

Le procureur Biensan se hâta de se mettre à l'unisson de Paris. Requéran : « Qu'il soit fixé un local destiné au culte de
« l'Etre-Suprême, qu'il y soit donné durant trois décades lec-
« ture du rapport du citoyen Robespierre sur la loi du 18 flo-
« réal, ainsi que de cette loi, que l'inscription « Temple de la
« Raison » soit sur le champ remplacée par ces mots « Tem-
« ple de l'Etre-Suprême », que des fêtes décadaires y seront
« exactement observées dans l'ordre indiqué par la loi du 18
« floréal;

« Que la fête de l'Etre-Suprême soit célébrée le décadi
« prochain, conformément à cette loi;

« Qu'il y sera prononcé des discours relatifs au culte de
« l'Etre-Suprême et de l'Immortalité de l'âme, aux vertus ci-
« viques, à l'amour de la Patrie, aux événements qui servent
« au succès de la Révolution. Il y sera donné lecture des lois,
« adresses et actes émanant de la Convention nationale. Qu'il
« soit nommé des citoyens qui seront tenus de prononcer des
« discours et lectures, lesquels ne pourront se dispenser de
« remplir ce devoir, à moins d'excuses légitimes, sans être
« déclarés suspects.

« Que conformément à l'article II, ceux qui célèbrent l'an-
« cien jour du dimanche par leur oisiveté, des promenades,
« une parure affectée ou par toute autre conduite extérieure,
« soient privés, ce jour-là, de la ration de pain qu'ils ne ga-
« gnent pas par leur désœuvrance et qu'à défaut de cette pri-
« vation ils soient soumis, par les comités de surveillance et
« les municipalités, à payer une amende proportionnée à leur

« fautive, qui ne pourra être moindre de cent sous chaque fois
« et qui sera applicable aux pauvres. Qu'ils soient en outre
« inscrits sur un tableau officiel à la porte extérieure de la
« maison commune, ou du temple « à l'Etre-Suprême »,
« comme fanatiques et désobéissants à la loi.

« Les dépenses du culte, la décoration du local seront sup-
« portées par les riches. »

Les coutumes ancestrales étaient plus fortes que les lois. La nouvelle déité pas plus que la déesse Raison n'avait d'adorateurs le jour de décadi. Les citoyens du canton s'obstinaient à venir le dimanche au chef-lieu, flâner et apprendre les nouvelles. Nous citerons encore un arrêté du procureur de la commune, qui mieux que tous les commentaires, nous renseignera sur ce qui se faisait à cette époque.

« 13 frimaire an III (4 décembre 1794). — L'agent national
« profondément indigné de l'indécence avec laquelle une
« grande partie des habitants de cette commune et particuliè-
« rement ceux des communes voisines, courent en foule dans
« celle-ci, violent la loi, qui permet seulement de chômer et
« fêter les jours de décadi, en célébrant le ci-devant jour de
« dimanche que la raison et la philosophie a reporté à sa
« place véritable en le mettant au niveau commun des autres
« jours;

« Considérant que la violation des lois appelle l'anarchie et
« que l'anarchie, plus funeste encore que toutes les aristocra-
« ties, est un moyen infaillible pour retourner à l'esclavage,
« dont l'affranchissement coûte le sang de 100,000 français,
« qui lui ont préféré courageusement une mort glorieuse;

« Considérant les plaintes que lui ont fait entendre les mem-
« bres du comité de surveillance de Nérac, relativement à l'af-
« fectation scandaleuse avec laquelle on célèbre le ci-devant
« dimanche, tandis qu'on attache une insouciance criante
« dans la célébration de la décade;

« Considérant que s'il persistait ainsi à tolérer l'infraction
« à la loi, sa responsabilité serait gravement compromise et
« qu'il pourrait porter seul le crime des vrais coupables.

« Pour toutes ces raisons l'agent national requiert les municipalités du canton :

« 1° L'arrêté du citoyen Monestier de la Lozère sera appliqué dans sa rigueur;

« 2° Les citoyens convaincus d'avoir eu, le jour du ci-devant dimanche, une parure affectée ou d'être restés oisifs ; les individus des communes voisines, qui, après avoir été officiellement avertis, ne se retireraient pas sur le champ, seront soumis à une amende;

« 3° Les aubergistes qui donneront asile à des étrangers ou véritablement reconnus pour tels seront également punis. (Exception est faite pour les citoyens de cette commune qui vont chez les aubergistes chercher leur vin de consommation journalière. »

« 4° Les citoyens sont invités à dénoncer à la municipalité ceux qui, accoutumés à se livrer à des travaux journaliers, se permettront quelque infraction à la présente délibération. — Signé : Biensan, Mendeville, Lamazouade, Mendousse, Garde, Ducruc, Lespere, officiers municipaux. »

L'atelier pour la fabrication du salpêtre destiné aux armées victorieuses de la République fut également une des grandes préoccupations des municipaux de l'époque. Installé dans une maison du ci-devant Courtade de Salis, mise sous séquestre par la Révolution, il fut, comme nous l'avons vu, transféré plus tard dans l'église de Sos. Là, sous la haute autorité du citoyen Guillaume Capgrand, apothicaire, les cendres et les lessives apportées étaient transformées. Les habitants oublièrent fréquemment leur devoir patriotique. Les réquisitions du procureur de la commune étaient incessantes, et il ne se passait de quinzaine qu'il n'ait à menacer les ménagères des foudres du tribunal révolutionnaire, en vertu de la loi des suspects.

Pour remplir les cuves à saturation du chef d'atelier elles durent aller jusqu'à couper dans les terres incultes les mauvaises herbes, les faire sécher et recueillir leur cendre précieuse : « Car ce serait se rendre criminel que de ne pas secon-

« der par tous les moyens le courage et l'ardeur des défen-
« seurs de la patrie à renverser le trône chancelant des des-
« potes (4 thermidor, an II). »

Dans ces temps où la Patrie était en danger et où, selon le mot terrible de Danton, il fallait, pour la sauver, de l'audace et toujours de l'audace, toutes les énergies étaient nécessaires. Aux jeunes gens partis aux frontières menacées, ou en Vendée, il fallait des approvisionnements de toute sorte. Le canton de Sos, placé sur une des lignes de ravitaillement de l'armée des Pyrénées Occidentales, eut encore à souffrir des réquisitions de charroi pour alimenter les dépôts militaires de Boussès (canton de Houeillès, Lot-et-Garonne), ou de Mont-de-Marsan. 19 brumaire an III, réquisition de huit bœufs dans les communes de Saint-Martin, Levèze, Meylan, St-Pau; 29 frimaire an II, les citoyens Louis Dupla, Charles et François Lacaze, Pierre Lasmézas, traceurs de pierre, sont réquisitionnés pour se rendre à Duras, lieu de réunion de tous les traceurs de pierre; 22 nivôse an III, par arrêté du citoyen Délcher en mission, la commune de Sos doit transporter via Mont-de-Marsan, 38 quintaux de fourrage pour l'armée des Pyrénées; 5 floréal an III, réquisition dans le canton de 3 paires de bœufs avec charrette et leur conducteur pour le service de l'armée des Pyrénées.

Première paire fournie par la métairie de Brisebarre en Saint-Maure. La charrette et les cordes par le citoyen Labeyrie, conducteur, Joseph Picard cadet, de Saint-More.

Deuxième paire, charrettes, cordes et conducteur à la métairie de Tarrit, en Saint-Pé.

Troisième paire, avec charrettes, cordes, conducteur le citoyen Jean dit dégagé, fourni par le château du ci-devant Saint-Simon, émigré.

CHAPITRE VI

1794-1795. — Retraits des billets de confiance. — Echee de l'atelier de salpêtre. — Question des approvisionnements.

Le directoire, qui avait toléré l'éclosion de billets de confiance, patriotiques, de secours, émis par les municipalités aux abois, ne tarda pas à revenir sur sa décision. Ces billets utiles dans le rayon de leurs communes, gênaient le commerce, quand il fallait payer des marchandises étrangères à la production locale. Ils étaient, en outre, garantis par des signatures dont la solvabilité était connue, ce qui les faisait préférer aux assignats garantis par la nation, personnalité anonyme et de solvabilité douteuse aux yeux des paysans méfiants. Ne fallait-il pas aussi relever le crédit de ce papier-monnaie, tombé dans un discrédit tel qu'il fallait 80,000 à 85,000 livres d'assignats pour acheter 50 veltes d'eaux-de-vie (375 litres environ) ou 280 livres en numéraire. (Lettre d'un sieur Frémollière, de Bordeaux, au citoyen Depay, à Sos, 2 ventôse an IV.)

La municipalité de Sos qui aurait dû posséder les 6,000 livres d'assignats représentant la valeur nominale des billets de confiance émis dans le canton, n'avait que 12,000 livres chez son trésorier. Le restant avait été placé à intérêt chez des particuliers qui ne purent le remettre, ou donné au district ou à des personnes nécessiteuses, comme don patriotique. La municipalité s'adressa aux administrateurs du district pour avoir l'avance des 4,200 livres qui manquaient. Ces derniers, aussi dépourvus d'argent que leurs administrés, ne purent disposer que de 120 livres. Le maire de Sos n'eut d'autre ressource que de demander au directoire de Lot-et-Garonne, pour le retrait des billets de confiance encore en circulation, « un délai moral bien plus grand que celui qui était fixé ». L'atelier de fabrication du salpêtre n'avait pas eu non plus une destinée brillante, malgré les sévérités oratoires du procureur Biensan et la technique de l'apothicaire Capgrand. Après 8 mois de fonctionne-

ment, on dut arrêter le lessivage des cendres, les cuiviers étaient tous hors de service. Le trésorier de l'atelier, le citoyen Arnal, avoua un profond déficit. Le directoire avait avancé 2,386 livres 13 sous, 9 deniers pour son emménagement. La commune avait donné 1,932 livres 13 sous 9 deniers, plus 360 livres dues à des particuliers pour fourniture de bois de chauffage, et 800 livres au citoyen Capgrand pour ses appointements de 8 mois. Au total, 5,479 livres 7 sous 8 deniers. L'atelier n'avait envoyé à Nérac que 13 quintaux 56 livres de salpêtre, d'une valeur de 1,687 livres 4 sous.

La situation des subsistances n'avait fait elle aussi que s'aggraver. Ce sont, en 1795, périodiquement les mêmes recensements de grains et fourrages.

Le 9 thermidor an III, le seigle, l'orge, les fèves, valaient 300 livres le quintal.

Le 12 nivôse an III (1^{er} janvier 1795), on recensa les cochons mâles ou femelles, gras ou maigres, les graines oléagineuses, lin, œillets, navette, rabe, rabetta, colza, chenevis, noix, que les propriétaires durent d'office porter aux pressoirs d'huile pour remplacer l'huile et le suif à chandelle qui étaient d'une rareté excessive et d'un prix élevé.

Le commerce des cuirs ne se faisait plus, les nations étrangères arrêtant aux frontières le passage des matières premières. Il fallait des souliers aux armées qui se battaient, on leur donna des sabots.

Le 16 ventôse an III (5 janvier 1795), le procureur Biensan arrêta que dans la commune il y aurait « une fabrication extraordinaire de sabots et que la prompte exécution de cette mesure économique nécessite la réquisition de tous les bois propres à leur fabrication..... Une invitation est faite à tous les propriétaires de bois et à tous les sabotiers et nul ne pourra s'y refuser. »

Leur prix fut fixé au prix moyen des années 1788, 89, 90, 91, 92 et le montant acquitté par l'administration du district.

Maintenant à Paris la Révolution victorieuse avait dévoré

ses héros. Les Montagnards, après les Girondins, les Dantonistes après les Hébertistes. Robespierre lui-même avait disparu de la scène. Quels furent, dans le canton de Sos, les effets de la réaction thermidorienne succédant à la Terreur ? Nous l'ignorons.

Le 1, 2, 4 thermidor an III (20, 21, 23 juillet 1795), Louis Anselme Lassale, Jean Mazet, Jean Burot, Ambroise Castillon, Jean-Baptiste Cappe, prêtres, détenus à Nérac, revinrent à Sos, et demandèrent à la municipalité « à exercer le culte
« catholique dans l'église de cette commune qui était ordinairement destinée à ce culte en se conformant aux lois de la
« République et à l'invitation des individus ».

Le 8 thermidor (28 juillet 1795), la municipalité et le conseil de la commune assemblés en vertu de l'arrêté du citoyen Besson, représentant du peuple, en date du 23 messidor, furent entièrement renouvelés. Pierre Vignes remplaça comme maire le citoyen Mendeville, démissionnaire. Pierre Comin, Pierre Garoste, David Lassalle, prirent la place de Joseph Mendousse, Joseph Lespere, Jacques Gardes, comme officiers municipaux. Le procureur de la commune Biensan fut maintenu dans ses fonctions jusques au 17 brumaire, où il fut forcé de démissionner. Avant de quitter la maison du peuple où durant deux ans il avait régné en maître, imposant à tous les décrets du comité de Salut public, il tint à faire cette déclaration à la suite des nombreux arrêtés qu'il avait promulgués : « Le sous-
« signé commissaire provisoire du directoire exécutif près
« l'administration municipale du canton de Sos, déclare n'avoir, ni provoqué, ni signé des mesures sédicieuses et contraires aux lois; déclare en outre n'être ni parent ni allié
« d'émigré au degré déterminé par l'article 2 de la loi du 3
« brumaire courant ».

A la suite et individuellement, 20 officiers municipaux des communes du canton jugèrent prudent de faire la même déclaration (1).

(1) C'étaient les citoyens : Biensan, Vignes, Descudé, Comin, pour Sos; — Lazardigues, Murlan, pour Sainte-Maure; — Riquier, Berbè, pour Saint-

Avant de terminer, je remercie la municipalité de Sos de la bienveillance qu'elle m'a témoigné en mettant les archives municipales à ma disposition.

J. DUFFAU.

Pé; — Ducousso, Berbé, pour Saint-Simon; Moura, Bédouret, Binot, pour Levèze; — Laffargue, Depay, pour Gueyze; — Lacampagne, Saint-Bezard, pour Saint-Martin d'Albret; — Touhé, Laglize, pour Meylan; — Bédouret, Dubarry, pour Saint-Pau.

CONCLUSION.

Un moyen concilierait tout : c'est le dépôt aux archives départementales du fonds antérieur à 1789, sous réserve expresse des droits de propriété de la ville.

Des pourparlers ayant été engagés à ce sujet avec l'Administration préfectorale par l'entremise de M. l'Archiviste départemental, il est désirable que cette affaire soit solutionnée le plus tôt possible.

Bibliothèque

Accroissements. — La Bibliothèque s'est enrichie de 160 ouvrages provenant en grande partie des envois des divers ministères et aussi, mais dans une moindre proportion, des dons, de nos souscriptions, de nos abonnements et de nos achats. En voici les titres :

J. AUDOUARD : Trois lettres inédites de l'ami des hommes. 1 vol.

Généalogie de la Maison de Bruny, Barons de La Tour d'Aigues, Marquis d'Entrecasteaux. 1 vol.

Les Restaurants gratuits des mères-nourrices. Recueil des documents relatifs à l'origine et à la propagation des Etablissements destinés à nourrir les mères qui allaitent leur enfant publié par l'œuvre Henry Coulet. 1 vol.

CH. JANET : Constitution morphologique de la bouche de l'insecte. 1 vol.

Organes sensitifs de la mandibule de l'Abeille. 1 vol.

L'Abeille Havraise. Recueil d'œuvres couronnées aux concours Folloppe (1901-1910). 1 vol.

L. SOYEZ-LE ROY (Tib.). Amour et vaillance. 1 vol.

Congrès de la dépopulation rurale en Côte-d'Or tenu les 4 et 5 février 1911 à Dijon. 1 vol.

PH. LAUZUN : Le château de Sainte-Mère. 1 vol.

Correspondance de Bory de Saint-Vincent (suppl^t). 1 vol.

J. DE JAURGAIN : La Maison de Caumont-La Force. Généalogie de ses diverses branches du xv^e siècle à nos jours. 1 vol.

SISMONDE DE SISMONDI : Histoire de la chute de l'Empire Romain et du déclin de la civilisation de l'an 250 à l'an 1000. 2 vol.

Histoire des Républiques italiennes du moyen âge. 10 vol.

M. BLOCH : Résultats de la 2^e révision décennale du revenu net des propriétés bâties (rapport). 1 vol.

JANET : Notes extraites des comptes-rendus des séances de l'Académie des sciences. 1 vol.

Sur l'existence d'un organe chordotonal et d'une vésicule pulsatile antennaires chez l'abeille et sur la morphologie de la tête de cette espèce. 1 vol.

Répertoire sommaire des documents antérieurs à 1800 conservés dans les archives communales (département de l'Aube). 1 vol.

C. BLOCH et A. TUETÉY : Procès-verbaux et rapports du Comité de mendicité de la Constituante (1790-1791). 1 vol.

A. GUILLOU et A. REBILLON. Documents relatifs à la vente des Biens nationaux (District de Rennes et de Bain). 1 vol.

PH. LAUZUN : Le Fonds d'Armagnac aux archives du département de Tarn-et-Garonne. 1 vol.

R. ROLLAND : Vie de Tolstoï. 1 vol.

L.-E. BERTIN : La Marine moderne. 1 vol.

R. PICHON : Hommes et Choses de l'ancienne Rome. 1 vol.

L. LE PELETIER D'AUNAY : Frœschwiller. Sedan et la Commune. 1 vol.

G. CLEMENCEAU : Notes de voyage dans l'Amérique du Sud. 1 vol.

M. DONNAY : Molière. 1 vol.

J. HARMAND : Domination et Colonisation. 1 vol.

P. SUAU : L'Espagne. Terre d'Epopée. 1 vol.

J. CHURTON COLLINS : Voltaire, Montesquieu et Rousseau en Angleterre. 1 vol.

L. SONOLET : L'Afrique occidentale française. 1 vol.

V^{te} E.-M. VOGUÉ : Trois drames de l'histoire de Russie : Le fils de Pierre le Grand. Mazeppa. Un changement de règne. 1 vol.

MERMEIX : L'Angleterre. Aspects inconnus. 1 vol.

P. PARIS : Promenades archéologiques en Espagne. 1 vol.

H. HAUVETTE : Dante. Introduction à l'étude de la Divine comédie. 1 vol.

M. DE MATHUISIEULX : La Tripolitaine d'hier et de demain. 1 vol.

E. BUAT : L'artillerie de campagne; son histoire, son évolution. 1 vol.

H. LEMONNIER : L'Art français au temps de Louis XIV. 1 vol.

Anthologie des prosateurs français contemporains. 1 vol.

Anthologie des humoristes Anglais et Américains du xvii^e siècle à nos jours. 2 vol.

H. HEINE : Romancero. Histoire. Lamentations. Lazare et poésies diverses. 1 vol.

J. BARDOUX : Victoria I, Edouard VII, Georges V. 1 vol.

JAMES WILLIAM : Le Pragmatisme. Traduction Lebrun. 1 vol.

- V. CHERBULIEZ : L'Idéal romanesque en France de 1610 à 1816.
1 vol.
- BERNARDIN : L'Abbé Frifillis. Scènes du xvii^e siècle. 1 vol.
- E. LICHTENBERGER : Le Faust de Goethe. Essai de critique impersonnelle. 1 vol.
- F. ROZ : Tennyson. 1 vol.
- H. HEINE : Ses œuvres. 2 vol.
- MARIS SCHIFF : La Fille d'alliance de Montaigne : Marie de Gournay. 1 vol.
- G. BIGOURDAN : L'Astronomie. Evolution des idées et des méthodes. 1 vol.
- J. RUSKIN : « Proæterita ». Souvenirs de jeunesse. 1 vol.
- E. PICARD : 1870. La Guerre en Lorraine. 2 vol.
- P. DESCHANEL : Hors des frontières. 1 vol.
- M^{me} O. DELPHIN BALLEYGUIER : La Vie française à la veille de la Révolution (1783-1786). 1 vol.
- F. HÉMON : Bersot et ses amis. 1 vol.
- B. JACOB : Lettres d'un philosophe précédées de souvenirs, par C. Bougle. 1 vol.
- M. DOUEL : Au pays de Salambô. 1 vol.
- L. CAZAMAN : L'Angleterre moderne, son évolution. 1 vol.
- G. et A. DE MORTILLET : La préhistoire. Origine et antiquité de l'Homme. 1 vol.
- L. BLARINGHEM : Les transformations brusques des êtres vivants. 1 vol.
- Ch. RICHET : L'Anaphylaxie. 1 vol.
- F. MISTRAL : Miréio. Poème provençal avec la traduction littérale en regard. 1 vol.
- A. MILHAUD : La lutte de classe à travers l'histoire et la politique, 1 vol.
- A. MESSIMY : Notre œuvre coloniale.
- H. ROUJON : Dames d'autrefois.
- E. DAUDET : Une vie d'ambassadrice au siècle dernier : La princesse de Lievn, 1 vol.
- A.-G. BRADLEY : Le Canada. Empire des bois et des blés, 1 vol.
- Lieut^t-Colonel MANGIN : La France noire, 1 vol.
- G. DELAHACHE : La Cathédrale de Strasbourg. Notice historique et archéologique, 1 vol.
- J. CALVET : La Prose de Jean Aicard. Etude littéraire, 1 vol.
- CORRADO RICCI : Italie du Nord, 1 vol.
- Romain ROLLAND : Hændel, 1 vol.
- C. STRYIENSKI : Mémoires de la Comtesse Potocka (1794-1820), 1 vol.

- M.-H. WEIL et le Marquis C. DI SOMMA CIRCELLO : Correspondance inédite de Marie Caroline, reine de Naples et de Sicile avec le marquis de Gallo, 1 vol.
- P. WALLE : Au Brésil. Du Rio sâo Francisco à l'Amazone, 1 vol.
- G. WEILL : Histoire du mouvement social en France (1852-1910), 1 vol.
- J. VIDAL DE LA BLACHE : La régénération de la Prusse après Iéna. 1 vol.
- Sir Thomas ERSKINE MAY : Traité des lois, privilèges, procédures et usage du parlement anglais. 2 vol.
- G. FLAUBERT : L'Education sentimentale. Histoire d'un jeune homme. 1 vol.
- L. DUGUIT : Traité de droit constitutionnel. 2 vol.
- F. LOLIÉE : Talleyrand et la Société Européenne. 1 vol.
- Général DERRÉCAGAI : Nos campagnes au Tyrol (1797-1799-1805-1809). 1 vol.
- G. FLAUBERT : Par les champs et par les grèves (Pyrénées-Corse), 1 vol.
- F. DILLAYE : Vie et mort de l'armée du Rhin. 1 vol.
- D^r A. MAGNIN : Charles Nodier, naturaliste. 1 vol.
- CH. ROUX : Les origines de l'expédition d'Egypte. 1 vol.
- L. DELISLE : Instructions pour la rédaction d'un catalogue des manuscrits et pour la rédaction d'un inventaire des incunables conservés dans les Bibliothèques publiques de France. 1 vol.
- CAMILLE BELLAIGUE : Les Musiciens célèbres : Verdi. 1 vol.
- H. CLOUZOT : Les Maîtres de l'art : Philibert de l'Orme. 1 vol.
- A. GIRODIE : Les Maîtres de l'art : Martin Schongauer et l'Art du Haut-Rhin au xv^e siècle. 1 vol.
- E. BERTEAUX : Les Maîtres de l'Art : Donatello. 1 vol.
- A. BLUM : Les Grands Artistes : Mantegna. 1 vol.
- L. BÉNÉDITE : Les Grands Artistes : Meissonier. 1 vol.
- R. SCHNEIDER : Les Grands Artistes : Botticelli. 1 vol.
- M. REYMOND : Les Maîtres de l'Art : Le Bernin. 1 vol.
- E. PICARD et V. PAULIER : Mémoires et Journaux du général De-caen. 2 vol.
- V. DEVILLE : Manuel de Géographie commerciale. 2 vol.
- V. BASCH : La poétique de Schiller, etc. 1 vol.
- G. BONET-MAURY : La liberté de conscience en France depuis l'édit de Nantes jusqu'à la séparation (1598-1903). 1 vol.
- A. TERRIER et CH. MOUREY : L'expansion française et la formation territoriale. 1 vol.
- D^r E. LANCEREAUX : Traité historique et pratique de la syphilis. 1 vol.

- MARQUIS DE SEGONZAC : Au cœur de l'Atlas : Mission au Maroc (1904-1905). 1 vol.
- A. LÉGER : La jeunesse de Wesley. 1 vol.
- W. TOLMAN : L'œuvre de l'Ingénieur social. 1 vol.
- G. MACON : Chantilly et le Musée Condé. 1 vol.
- H. HUBERT : Mission scientifique au Dahomey. 1 vol.
- QUENTIN-BAUCHART : Les chroniques du château de Compiègne. 1 vol.
- P. ALBIN : Les grands traités politiques. 1 vol.
- E. BEAUGUITTE : Notre Meuse. 1 vol.
- C. ENLART : Le Musée de sculpture comparée du Trocadéro. 1 vol.
- OLIVEIRA LIMA : Formation historique de la nationalité Brésilienne. 1 vol.
- A. DAUZAT : Du rôle des chambres en matière de traités internationaux. 1 vol.
- P. CULTRU : Histoire du Sénégal du xv^e siècle à 1870. 1 vol.
- P. AZAN : Souvenirs de Casablanca. 1 vol.
- M. QUENTIN-BAUCHART : Les richesses d'art de la Ville de Paris . Les musées nationaux. 1 vol.
- L. DE VINCI : Traité de la peinture. 1 vol.
- J. BAYET : Les richesses d'art de la ville de Paris : Les édifices religieux (xvii^e, xviii^e et xix^e siècles). 1 vol.
- G. SERVIÈRES : Les villes d'art célèbres : Dresde, Freiberg et Meissen. 1 vol.
- E. LÉMONON : Les villes d'art célèbres : Naples et son golfe. 1 vol.
- A. BERGET : La route de l'air : Aéronautique, aviation, histoire, théorie, pratique. 1 vol.
- M. MARION : Les impôts directs sous l'ancien régime, principalement au xviii^e siècle. 1 vol.
- Ch. TELLIER : Histoire d'une invention moderne : Le frigorifique. 1 vol.
- A. ROBIDA : Les vieilles villes du Rhin. A travers la Suisse, l'Alsace, etc. 1 vol.
- A. SAUVAIRE JOURDAN : La marine de guerre, 1 vol.
- A. DAYOT : Le moyen-âge, la Gaule romaine, la France féodale, la Royauté. 1 vol.
- Le Musée d'Amsterdam.* 1 vol.
- Commission internationale de l'Enseignement mathématique* : Sous-commission française. Rapports. Enseignement secondaire, supérieur, technique, des jeunes filles. 5 vol.
- Cl. JANIN : Biographie d'artistes contemporains : Frédéric Florian, dessinateur et graveur sur bois, 1 vol.
- E. PHILIPON : Dictionnaire topographique du dép. de l'Ain. 1 vol.

- M. REVON : Anthologie de la littérature japonaise des origines au
xx^e siècle. 1 vol.
- J. ADHER : Le Comité des subsistances de Toulouse (12 août 1793-
3 mars 1795). Correspondance et délibérations. 1 vol.
- L. SCHWAB : Documents relatifs à la vente des biens nationaux
(dictict d'Epinal). 1 vol.
- F. DE MALLEVOÛE : Les actes de Sully passés au nom du Roi, de
1600 à 1610, par devant M^e Simon Fournyer, 1 vol.
- G. DUPLESSIS : Inventaire de la collection d'estampes relatives à
l'histoire de France léguée à la Bibliothèque nationale, par
Michel Hennin. 10 vol.
- CASTETS et J. BERTHELÉ : Archives de la ville de Montpellier, Serre
et Roumégous, 5 vol.
- D. ORVANANOS : Ensayo de geografia médica y climatologia de la
República Mexicana, 1 vol. Atlas, 1 vol.
- SIR JEAN GEORGE TOLLEMACHE SINCLAIR : Larmes et sourires. Poé-
sies originales, 1 vol.
- L. BONNEFOY : Marc Bonnefoy et son œuvre. 2 vol.
- Archives départementales de la Gironde* : Répertoire numérique
du fonds des eaux et forêts de Guienne, par Jean Baren-
nes, 1 vol.
- A. RUFFIN : Le livre des chats. 1 vol.
- A. FOREST : Quatre ans de mine ouvrière. 1 vol.
- J. HAZON DE SAINT-FIRMIN : Un assassin du duc Henri de Guise :
François II de Montpezat, baron de Laugnac, capitaine
des quarante-cinq (1566-1590). 1 vol.
- EDOUARD POTEAU : Exposition internationale de Milan (1906). Sec-
tion française. Papiers peints, tapis, décoration, meubles,
etc. Photographie. Rapports. 2 vol.
- Code civil de la République orientale de l'Uruguay*. 1 vol.
- CHEVALIER (Chanoine Ulysse) : Son œuvre scientifique. Sa Bio-
Bibliographie, 1 vol.
- H. HOUSSAYE : Iéna et la campagne de 1806, 1 vol.
- L. GILLET : Histoire artistique des Ordres mendiants, 1 vol.
- F. MISTRAL : Les Olivades. Texte et traduction, 1 vol.
- J. CHARCOT : Autour du Pôle Sud. Expédition du « Pourquoi Pas ? »
(1908-1910), 1 vol.
- ANATOLE FRANCE : Les dieux ont soif (122^e édit.), 1 vol.
- A. DE MUSSET : Œuvres complètes, 1 vol.
- CH. TURGEON : Le Féminisme français (2^e édit.), 2 vol.
- J. RICHPIN : L'Ame athénienne, 2 vol.
- D^r Gustave LE BON : La Révolution française et la Psychologie des
Révolutions, 1 vol.

- E. LAVISSE : Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution, 9 tomes en 18 vol.
- EXTEENS : La préhistoire à la portée de tous, 1 vol.
- BARITAUD : Agrandissement de la gare d'Agen. Suppression des passages à niveau. Recherches, 1 vol.
- SUPINO : Les deux Lippi. Traduction de l'Italien par M. J. de Crozals, 1 vol.
- Marcel REYMOND : La Sculpture Florentine, 2 vol.
- Collection des Grands Ecrivains de la France* (édit. Hachette).
- L'Art Gréco-Boudhique du Gandhaâra* (ouvrage en cours de publication).
- André MICHEL : Histoire de l'Art (idem).
- Camille JULIAN : Histoire de la Gaule (idem).
- DE MARTONNE : Traité de Géographie physique (idem).
- P. DE LA GORSE : Histoire religieuse de la Révolution française (id.).
- A. DEBIDOUR : L'Eglise catholique et l'Etat sous la III^e République (idem).
- DAREMBERG et SAGLIO : Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines (idem).
- Abbé DUCHESNE : Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule (idem).
- BÉNÉZIT : Dictionnaire des Peintres (idem).
- La Revue des Deux-Mondes*; *la Revue de l'Agenais*.
- La Revue politique et littéraire* (Revue Bleue).
- La Revue scientifique* (Revue Rose).
- La Revue socialiste*; *les Annales de géographie*.
- La Revue politique et parlementaire*.
- Le Tour du Monde*; *la Revue de Gascogne*.
-

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Poésies de S^{te} Thérèse. Traduction en vers français par Olivier Bournac. — Paris, Lethielleux, libraire-éditeur, 10, rue Cassette.

La Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen vient de recevoir, en hommage, un livre intitulé : « Traduction en vers français des Poésies de S^{te} Thérèse, par Olivier Bournac » (pseudonyme).

L'auteur est M. Louis Angé, lecteur de français à l'Université de Rostock (Allemagne), agénais, ancien et excellent élève du Lycée Bernard-Palissy.

La Société académique d'Agen a fait bon accueil à l'œuvre d'un compatriote qui, de si loin, a pensé à elle, et lui a demandé de faire connaître son livre aux lecteurs de la *Revue de l'Agenais*.

Ce livre est un petit in-4° de 148 pages, contenant quarante poésies, précédées d'un Avertissement. L'auteur déclare que, ces poésies ayant été tant de fois traduites, il a dû chercher dans sa traduction des voies nouvelles. Il ne s'est point astreint à suivre la mesure ni le rythme des vers espagnols; il a visé la plus grande fidélité possible dans une entière liberté. Il n'aime pas (et il a raison) la paraphrase qui fait plus songer au traducteur qu'au texte traduit; et il n'a que du dédain pour les « belles infidèles ».

M. Angé est un peu moins scrupuleux sur la question de l'authenticité des poésies attribuées à S^{te} Thérèse. Il ne la discute pas, ne s'étant pas proposé, dit-il, une œuvre d'érudition. Il admet et traduit toutes celles qui se ressemblent par l'inspiration, par la pensée, les sentiments et le style.

Je suis persuadé qu'il a fort consciencieusement scruté tous ces points de ressemblance. Mais, malgré une attention sévère, toute affirmation d'authenticité de ces poésies eut pu paraître risquée. Car telle pièce de son recueil pourrait aussi être attribuée à des contemporains de S^{te} Thérèse, à Luis de Léon, à S. Jean d'Avila, à S. Jean de la Croix. Ces représentants célèbres du mysticisme espagnol au xvi^e siècle ont mêmes doctrines, même ferveur, même enthousiasme religieux.

Par conséquent, en cette matière si délicate, la discussion tou-

jours subtile n'eût pas produit des résultats certains. M. Angé a cru que les poésies de S^{te} Thérèse étant rangées par lui « dans l'ordre qui offrirait le plus d'intérêt » on se laisserait aller au charme de la lecture, sans se faire de raisonnement, comme a dit Molière, pour s'empêcher d'avoir du plaisir.

Mais pourquoi ne nous a-t-il pas donné, à la fin de son Avertissement, des notions générales sur S^{te} Thérèse et son époque ? Des lecteurs français seraient utilement éclairés et intéressés par quelques indications sur le mysticisme, âme de ces poésies. Un écrivain, pour personnel qu'il soit, doit toujours quelque chose à son siècle, dont son œuvre reflète les idées et les sentiments en même temps que les siens. Or, ces poésies ont, aux yeux d'un lecteur non averti, un je ne sais quoi d'étrange; l'amour de Dieu ne s'y manifeste, dans une ardeur séraphique, qu'en empruntant à l'homme charnel les expressions réalistes des terrestres affections. Telle est l'âme espagnole du xvi^e siècle; et telle est surtout l'âme de Thérèse d'Avila. Par quelles voies cette sainte, entraînée d'abord, en sa prime jeunesse, dans le tourbillon des plaisirs, exposée aux dangers des frivolités mondaines, se dégagea-t-elle de la terre, et, morte sans sortir de la vie, se réfugia-t-elle, en ses extases quotidiennes, dans le ciel ?

S'il n'a suivi l'évolution de cette âme vers Dieu, le lecteur aux goûts profanes ne sentira jamais la sincérité et le charme de ces vers, appels de la créature au créateur qu'elle est impatiente de saisir et de posséder.

Cette évolution est celle de certains fondateurs et défenseurs du christianisme. Les S. Paul, les S. Augustin, les Pascal, âmes d'abord égarées dans l'hérésie ou le doute, puis attachées au ciel quand elles devenaient la proie de la terre, nous attirent à leurs doctrines par la pensée de la force avec laquelle triomphèrent de leurs faiblesses ces dieux tombés qui se souvenaient des cieux. Et c'est ainsi que S^{te} Thérèse nous captive; et nous comprenons cette passion qui fait qu'elle aspire à la sublime volupté de poser sa tête entre les bras de son bien-aimé, le Sauveur crucifié.

Telles sont les réflexions que m'a suggérées la lecture agréable du livre de M. Angé. Ne pouvant en donner une analyse complète, je me bornerai à quelques indications importantes.

Amar y mas amar... aimer et toujours plus aimer ! Ces mots que l'auteur a choisis pour épigraphe résument toute la vie, toutes les

pensées de S^{te} Thérèse. Malgré la diversité des titres, ces poésies, qu'elles soient inspirées par une fête religieuse, ou par une prise d'habit, chantent invariablement la soif de l'Amour divin, la confiance et l'abandon en Dieu, le plaisir dans la souffrance. Aussi est-il difficile de faire un choix, vu le peu de variété des développements. Je citerai celles qui ont pour titre : *A Jésus crucifié* (pp. 5 et 6); *Cœur fortuné* (p. 11); *Don mutuel* (p. 19); *Mortelle vie* (p. 21); *Brûlant amour* (p. 49). Partout S^{te} Thérèse pense avec le cœur d'un Séraphin et parle la langue des hommes. On remarque des strophes comme celles-ci :

J'ai fait don de moi-même au Maître à qui tout cède...

.....
... Je possède à présent mon Aimé
... Et mon Aimé me possède.

Quand par le trait du doux Chasseur
A merci je me vis réduite,
Mon âme tomba tout de suite
Dans les bras de l'amour vainqueur.

(*Don mutuel.*)

Ailleurs :

Vois, je meurs pour te voir. La vie
Sans toi ne peut me retenir,
Car je meurs de ne pas mourir.

(*Mortelle vie*, strophe 6.)

D'autres, *Aspiration vers Dieu* (p. 63), *Elévation* (p. 79), *Profession* (p. 111) ont pour sujet le renoncement aux attrait du monde, et le bonheur qu'une âme vraiment chrétienne trouve dans tout ce qui est pour le commun des hommes déceptions et souffrances. Cette dernière pièce, *Profession*, est une des plus intéressantes, grâce à une suite non interrompue d'ingénieuses antithèses.

Que mon plaisir soit dans les pleurs,
Mon repos dans l'inquiétude,
Et ma joie au sein des douleurs,
Et ma paix dans ma lassitude !

.....
.....

(Strophe 1.)

Mon rassasiement dans la faim,
Dans la crainte mon espérance,
Dans l'effroi mon régal serein,
Dans le dégoût ma jouissance !

(Strophe 6.)

Ces élans continuels vers Dieu, ce retour des mêmes pensées et sentiments auraient pu occasionner à des lecteurs difficiles l'ennui qui naît de l'uniformité. Aussi, M. Angé a donné à ses traductions une forme si variée que la monotonie du fond échappe, et qu'elles rendent avec la plus grande fidélité possible les mouvements de l'âme de S^{te} Thérèse.

Aucune recherche, aucun effort visible dans ces traductions; toujours de l'aisance. Il y a des vers de toute mesure, depuis l'alexandrin jusqu'au dissyllabe. L'alexandrin est rarement seul; il est souvent associé à l'octosyllabe, et ce dernier à des vers plus courts dont l'alternance produit un effet agréable. M. Angé paraît avoir une préférence pour l'octosyllabe qu'il manie avec une grande facilité, de même que le vers de quatre pieds, léger et gracieux.

Enfin, plusieurs pièces de son recueil ont la forme de vrais chants aux strophes terminées par des refrains tantôt identiques, tantôt variés, qui semblent, pour ainsi dire, se placer d'eux-mêmes sous la plume de l'habile versificateur. C'est dans ces vers que se révèle l'âme de la sainte, telle que j'ai essayé de la décrire.

La forme et le ton adoptés par l'auteur nécessitaient une grande liberté dans la coupe et l'enjambement. Ces libertés, selon le mode romantique, s'appliquant même au style, peuvent donner à la poésie l'apparence d'une prose rythmée. Faut-il les reprocher à M. Angé? On les reprocherait à bon nombre de nos poètes contemporains. M. Angé, jeune, est de son temps.

Il aurait pu se guinder, employer le grand vers à la facture classique, et... suspendre l'hémistiche. Mais son œuvre n'eût été qu'un poétique mensonge; car la majesté un peu raide de l'alexandrin n'aurait point rendu dans leur charme naturel les soupirs de l'âme de S^{te} Thérèse. L'expression simple, quelquefois naïve, le tour libre convenaient mieux. C'est ce que notre traducteur a fort bien compris, se souvenant du précepte d'Horace :

... Non mihi res, sed me rebus subjungere conor.

F. FERRÈRE.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Commission consultative du Musée municipal d'Agen. —

Dans sa séance du 8 juillet dernier, cette Commission a entendu la lecture des rapports des deux sous-commissions formées, l'une pour la vérification des archives et de la bibliothèque du Musée, l'autre pour le classement rationnel des tableaux dans les diverses salles.

En ce qui concerne la première, il a été formellement demandé par elle : que le registre d'entrée, si régulièrement tenu par la Société fondatrice du Musée et après elle par le conservateur Dombrowski, soit constamment mis à jour et qu'y soient inscrits, avec les noms des donateurs, la date d'entrée et la désignation de tous les objets donnés ou déposés au Musée, depuis l'année 1904, date où le travail a été arrêté ; qu'une bibliothèque soit constituée et établie dans la salle des réunions ; enfin, que le catalogue soit continué dans le plus bref délai possible. Ces propositions ont été adoptées à l'unanimité.

Pour le classement nouveau des tableaux, la Commission estime qu'un premier essai devra être fait dans la salle Aunac, très défectueuse comme lumière, et que, si les résultats en sont satisfaisants, il sera donné suite à ces déplacements, fort coûteux, suivant les ressources que pourra présenter le budget municipal.

En attendant la publication du catalogue, la Commission décide, sur la proposition de M. le Maire, que sera placé à l'entrée de chaque salle un tableau indicatif des objets qu'elle renferme.

Nouveaux documents précis sur le lieu d'origine de Bernard Palissy. — Bernard Palissy est bien né, sinon « à Agen même », du moins en Agenais et non pas en Saintonge, comme ont essayé maintes fois de le prouver, mais en vain, les érudits de ce pays. Déjà, au tome xxxi de cette Revue (1908), M. Momméja avait fait justice de leurs suppositions. Les documents suivants viennent confirmer sa thèse et démontrer que le célèbre « *inventeur des rustiques figulines, potier du Roy et de la Royne sa mère, philosophe naturel et homme d'esprit merveilleusement prompt et aigu* », ainsi que le qualifie La Croix du Maine, était bien notre compatriote.

Mais laissons parler M. Gaston Migeon, qui, dans le *Journal des Débats* du 9 décembre 1912, fait connaître et apprécie si clairement ce nouveau document :

« Le plus complet historien de Bernard Palissy, M. Ernest Dupuy, ne nous avait pas dissimulé que si « la plupart des biographes de Palissy indiquent sans hésiter le lieu et la date de sa naissance, quant à la date, aucun document ne nous l'a révélée » et que « la même obscurité qui nous dérobe les origines de Palissy, nous cache la plupart des circonstances qui ont amené ou entouré sa mort ».

« Mais voici que M. N. Weiss, dans un intéressant mémoire du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* (septembre-octobre 1912), nous révèle l'origine et les derniers jours de Bernard Palissy, d'après deux textes inédits retrouvés par lui aux Archives de la Préfecture de police, dans les registres d'écrou de la Conciergerie du Palais de Justice (n° 10 du 13 novembre 1586 au 16 septembre 1589).

« Le 30^e jour de décembre 1586, le greffier avait inscrit sur le registre d'écrou les nom, lieu d'origine et profession déclinés par le prisonnier qu'on lui avait amené pour crime d'hérésie : « Bernard Palissy, architecte en œuvre de terre, natif de *Agen en Agenoys*, demeurant es faulxbourgs Saint-Germain des prez. » Désormais, il ne sera plus nécessaire, comme l'a fait M. Momméja, d'accumuler inductions sur déductions pour départager ceux qui prétendent que Palissy est Gascon et ceux qui le disent Saintongeais.

« Un second texte retrouvé est venu confirmer l'exactitude de la phrase demeurée jusqu'ici obscure de Pierre de l'Estoile, qui écrivait le 23 juin 1589 qu'il y avait environ un an que Palissy était à la Bastille. Une deuxième inscription au registre d'écrou de la Conciergerie nous explique ce deuxième emprisonnement pour n'avoir pas obtempéré à l'arrêt de 12 janvier 1587 lui enjoignant, sous peine de mort, de quitter le royaume — : « Du lundi 4^e jour de juillet mil cinq cent quatre vingt huit,— Bernard Palissy, soy disant inventeur des rustiques de la Royne mère du Roy, natif du pays d'agenetz, demeurant faulxbourg Saint-Germain des Prez, rue de Vaugirard.... et X... d'estre pendu et estranglez et leurs corps mis en cendres. — Pour heresyce à eulx imposé. » — Cette fois, c'est bien la condamnation au feu dont a parlé Pierre de l'Estoile.

« Mais le greffier a laissé en blanc l'espace destiné au résumé de l'arrêt du Parlement. Et sans doute n'y eut-il pas d'arrêt rendu, le capitaine Bussy Leclerc, gouverneur de la Bastille, ayant fait

réclamer les prisonniers, le Parlement les lui ayant livrés sans statuer sur leur cas. Et le Journal de l'Estoile mentionnait assez exactement « les trois ou quatre pauvres femmes qui sont mortes à la Bastille depuis, aussi bien que lui (Palissy) ».

« Ainsi apparaît vraisemblable la scène qui, au témoignage d'Agrippa d'Aubigné, se serait passée « entre le vieux Bernard et Henri III » qui devait le connaître de vieille date et avait dû converser familièrement avec l'architecte et le décorateur de la grotte des Tuileries : « Encore ne puis-je laisser aller ce personnage sans vous dire comment le roi dernier mort lui ayant dit en prison : « Mon bonhomme, si vous ne vous accômodez pour le fait de la Religion, je suis contraint de vous laisser entre les mains de mes ennemis », la réponse fut : « Sire, j'estois bien prest de donner ma vie pour la gloire de Dieu; si c'eust été avec quelque regret, certes il seroit esteint en ayant ouï prononcer à mon grand roi : « Je suis contraint. » C'est ce que vous et ceux qui vous contraignent ne pourrez jamais sur moi, pour ce que je sai mourir. »

Ces documents ont été signalés déjà, depuis leur apparition, par notre collègue, M. Allègre, dans son travail sur *La Réforme à Agen*, sujet de la conférence donnée par lui, le 23 janvier de cette année, à l'assemblée générale de l'Eglise réformée d'Agen. « C'est un intéressant tableau historique, écrit au sujet de ce travail, le journal *Les Débats* dans son numéro du 27 mai 1913, des persécutions subies par les protestants dans l'Agenais, depuis Monluc, jusqu'à l'édit de tolérance de 1787. Ce récit n'a pas la prétention de nous apprendre du nouveau. C'est un excellent résumé vivant et attrayant par le choix des émouvants épisodes. »

En ce qui concerne Palissy, M. Allègre rappelle, en effet, qu'il fut incarcéré, par ordre des Seize, à la Conciergerie du Palais de Justice, avec le qualificatif « natif de Agen en Agenais » ; quelle belle réponse il fit au roi Henri III, venu pour le faire abjurer, et quelle impassibilité il montra, lorsque le gouverneur de la Bastille, Bussy Le Clerc, le menaça de le jeter au feu. Il faut voir aussi ce qu'en disent L'Estoile, d'Aubigné et de nos jours Lamartine, pour louer son courage et la fermeté de ses croyances religieuses.

Les Châteaux de France, par Jean de Foville et Auguste Le Sourd. — Librairie Hachette, 1912, in-8° de 468 pp. orné de nombreuses vignettes et suivi d'un Index.

« En face d'une belle demeure, enveloppée d'un beau parc, ou

« couronnant une colline pittoresque, n'éprouvons-nous pas ce
« charme complexe et puissant qui se dégage de ces pierres, mê-
« lées depuis des siècles à ces paysages, gardant d'ailleurs la for-
« me qui leur fut imposée par le goût d'une ancienne époque, et
« cachant en elles la mémoire d'hommes illustres ou obscurs, mais
« qui, pour leur part petite ou grande, ont collaboré à la vie de no-
« tre nation ? Il suffit d'avoir voyagé dans un pays neuf pour sentir
« que rien ne remplace le sens, l'attrait de ces demeures intimement
« unies au sol et qui expriment silencieusement l'âme d'une épo-
« que abolie, mais vivante en nous. Les villes ont tant changé en
« France depuis cent ans qu'on retrouve plus aisément dans les
« châteaux de notre pays la physionomie des siècles passés. Et
« quoi de plus français, du reste, que la grâce; la fantaisie élégante
« et spirituelle ou la grandeur mesurée de nos vieux châteaux si
« noblement encadrés de feuillage ? Or, ce charme presque mysté-
« rieux des maisons d'autrefois ne s'évanouit pas lorsqu'on ap-
« prend leur histoire; leur sens ne fait que s'accroître davantage,
« lorsqu'on sait les époques qui les ont vues naître, les familles qui
« les ont construites, et celles qui les ont habitées. Cet intérêt si
« particulièrement sympathique, presque attendri, que nous por-
« tons à une belle demeure dont le passé nous est connu, se teinte
« d'une sorte de poésie, que presque tout le monde comprend au-
« jourd'hui, et qui nous a suivis et soutenus dans le cours de nos
« longues recherches... »

Ces sentiments, nous les avons éprouvés si souvent nous-même, en étudiant les vieux châteaux de la région, cette poésie, elle a été si fréquemment évoquée par eux devant nous, que nous ne saurions trop recommander ce charmant volume des *Châteaux de France*, édité avec luxe, où MM. de Foville et Le Sourd font si bien connaître, par départements, non pas toutes les demeures seigneuriales qui jonchent encore si superbement le sol de notre chère France, mais les plus importantes, les plus anciennes, les plus pittoresques et souvent même les plus ignorées.

Ils les divisent en deux séries de notices : les unes, illustrées et relativement plus étendues, renfermant les châteaux les plus remarquables de chaque département; les autres, généralement brèves, imprimées en plus petits caractères, destinées à compléter sommairement les premières et où sont cités, quelquefois de préférence, les ruines et les châteaux mutilés, le dessein des auteurs étant « de passer en revue les plus beaux monuments de l'architec-

« ture de plaisance dans nos campagnes françaises et non de dé-
« crire un répertoire archéologique. »

En ce qui concerne nos départements limitrophes, 28 châteaux sont cités pour la Gironde, dont 10 en notices plus étendues avec vignettes; 57 pour la Dordogne, dont 19 avec planches, « le Périgord et la Touraine étant les deux régions de France les plus riches en beaux châteaux » ; 20 pour le Lot, 14 pour le Tarn-et-Garonne ; 11 pour le Gers, avec notices spéciales des châteaux de Caumont et de Saint-Blancard, et indications détaillées de ceux que nous avons dénommés *Châteaux Gascons*.

Le département de Lot-et-Garonne, qui nous intéresse plus particulièrement, y est brillamment représenté. Ce sont d'abord les châteaux de *Bonaguil*, de *Castelnoubel* et de *Xaintrailles*, qui ont les honneurs d'une notice spéciale avec vignette ; puis, sont cités, avec force notes archéologiques et historiques, les châteaux d'*Aiguillon*, de *Calonges*, de *Duras*, d'*Estillac*, de *Fumel*, de *Gavaudun*, de *Goulens*, de *Hautejage*, de *Lagrange-Monrepos*, de *Lasserre*, de *Lauzun*, de *Madaillan*, de *Perricard*, de *Prades*, du *Sendat*, de *Trenquelléon*; c'est-à-dire les plus curieux du département.

Et c'est ainsi que sont condensés en quelques lignes les renseignements les plus importants, donnés déjà plus amplement par des monographies spéciales, souvent difficiles à se procurer, quelquefois épuisées, et que le touriste, l'artiste, le voyageur pressé trouveront réunis et pourront consulter avec fruit. « Si nos notices sont
« sommaires, écrivent les auteurs, c'est que nous les avons voulues
« nombreuses. Nous croyons bien, en effet, qu'aucun château im-
« portant pour l'historien ou pour l'artiste, et encore debout de nos
« jours, n'aura été omis par nous. »

Aussi est-ce très sincèrement que nous félicitons MM. de Foville et Le Sourd de leur généreuse entreprise, éminemment pratique, et que, nous joignant à eux de tout cœur, en pleine communauté de sentiments, nous prédisons à leur élégant ouvrage un succès sûr et mérité.

PH. L.

PROCÈS-VERBAUX

des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 3 juillet 1913. — Présidence de M. Labadie-Lagrave, vice-président.

Retenu par les travaux supplémentaires de fin d'année du Lycée, M. Ferrère, président, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Secrétaire donne lecture de la dernière circulaire du Comité central de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, en vue du congrès de Périgueux où seront discutés le lieu et la date du prochain congrès, et examinés aussi les vœux que chaque société aurait à formuler.

Une très belle statuette de Mercure romain, en bronze, de 18 centimètres de hauteur, vient d'être découverte dans la paroisse de Cours. Le dieu, dit M. l'abbé Marboutin, est représenté sous les traits d'un jeune athlète, à peu près nu, ayant deux ailes à chaque pied. De sa main gauche, malheureusement cassée, il devait tenir le caducée; de sa droite, également mutilée, une bourse. Son attitude est pleine de noblesse et de distinction. « Ce précieux objet « d'art, écrit M. Héron de Villefosse, qui en a vu la photographie, « quoique de la bonne époque romaine, dériverait plutôt d'un ori- « ginal grec. En tous cas, il est digne de la contrée qui a donné « naissance à la Vénus du Mas. » La Société fait des vœux pour que, s'il en est temps encore, cet objet remarquable soit acquis par le Musée d'Agen.

Bernard Palissy est bien né, sinon « à Agen même », du moins en Agenais, et non en Saintonge, ainsi qu'on a vainement cherché à le prouver. Deux textes inédits, retrouvés par M. N. Weiss aux archives de la Préfecture de police, dans les registres d'écrou de la Conciergerie du Palais de Justice, établissent formellement: l'un, daté du 30 décembre 1586, que « Bernard Palissy, architecte en « œuvre de terre, était natif d'Agen en Agenoys » ; l'autre, du 4 juillet 1588, que le même « Bernard Palissy, soy disant inventeur « des rustiques de la Roynne mère du Roy, étoit natif du pays d'Agenetz ». Aucun doute, croyons-nous, n'est plus permis à cet égard.

Revenant sur ses précédentes déclarations, appuyées de nou-

veaux documents, M. l'abbé Dubos entretient la Société de la question, toujours si intéressante pour notre région, du lieu du martyre de S. Vincent. Il rappelle ce qu'il a déjà dit et écrit sur l'emplacement d'Ussubium, de Pompejacum, de l'ager Vellanium, du temple de Vernemet où se célébrait chaque année le mystère de la roue enflammée; et il insiste pour que des fouilles soient faites dans le vallon qui sépare les coteaux de Caumont du plateau de Revenac, où pouvait se trouver un port accédant à la Garonne, et non loin duquel a été découverte la Vénus qui fait l'ornement du Musée d'Agen.

Conformément à la thèse d'Argenton et de l'abbé Barrère, M. Chaux pense que Pompey, près de Xaintrilles, pourrait bien être le Pompejacum de S. Vincent.

Mais, invoquant les arguments qu'il a déjà fait valoir, et se basant surtout sur les distances exactes établies par les Actes des martyrs, ainsi que sur l'homonymie de certains noms de lieux, M. l'abbé Dubos n'a pas de peine à démontrer que Pompejacum est bien le Mas-d'Agenais actuel et que c'est non loin de Revenac que se trouvait la station romaine d'Ussubium, ainsi que le certifie l'inscription votive, conservée encore dans l'église de Saint-Vincent du Mas.

PH. L.

N° 5

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

40^e Année. — Septembre-Octobre 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1913

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Souvenirs du vieil Agen. L'Ancien palais épiscopal et le faubourg Porte-Neuve.</i> par Ph. Lauzun.....	381
II. <i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817 de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (suite),</i> publiée et annotée par R. Bonnat.....	392
III. <i>Le château de Labarde et ses seigneurs.</i> par H. Guilhamon.	432
IV. <i>Lettre relative à la succession de Mgr Hébert, évêque d'Agen et à l'inventaire des meubles de l'évêché d'Agen (1728),</i> publiée par H. Guilhamon.....	456
V. <i>V^{me} Congrès de l'union historique et archéologique du Sud-Ouest, tenu à Périgueux du 29 juillet au 3 août 1913,</i> par Ph. Lauzun.....	459
VI. BIBLIOGRAPHIE : <i>Primevères,</i> par M ^{lle} Alberte Lalanne-Bibal (J.-R. Marboutin).....	471
VII. CHRONIQUE RÉGIONALE (Ph. Lauzun).....	472

GRAVURES :

Perspective du faubourg Porte-Neuve d'après le lavis de Brouvet (1783) : vue prise du sud, vue prise du nord.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

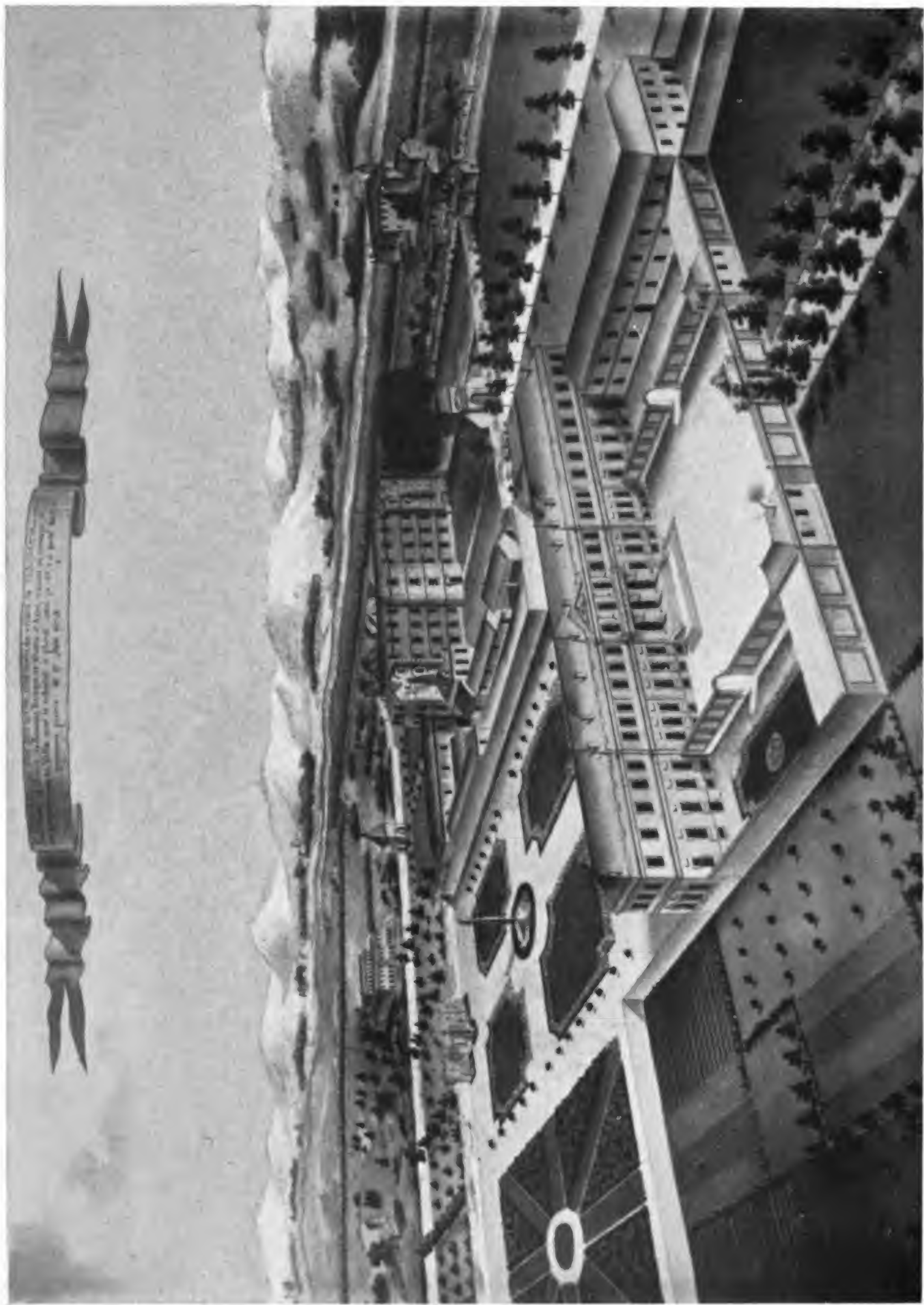
Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



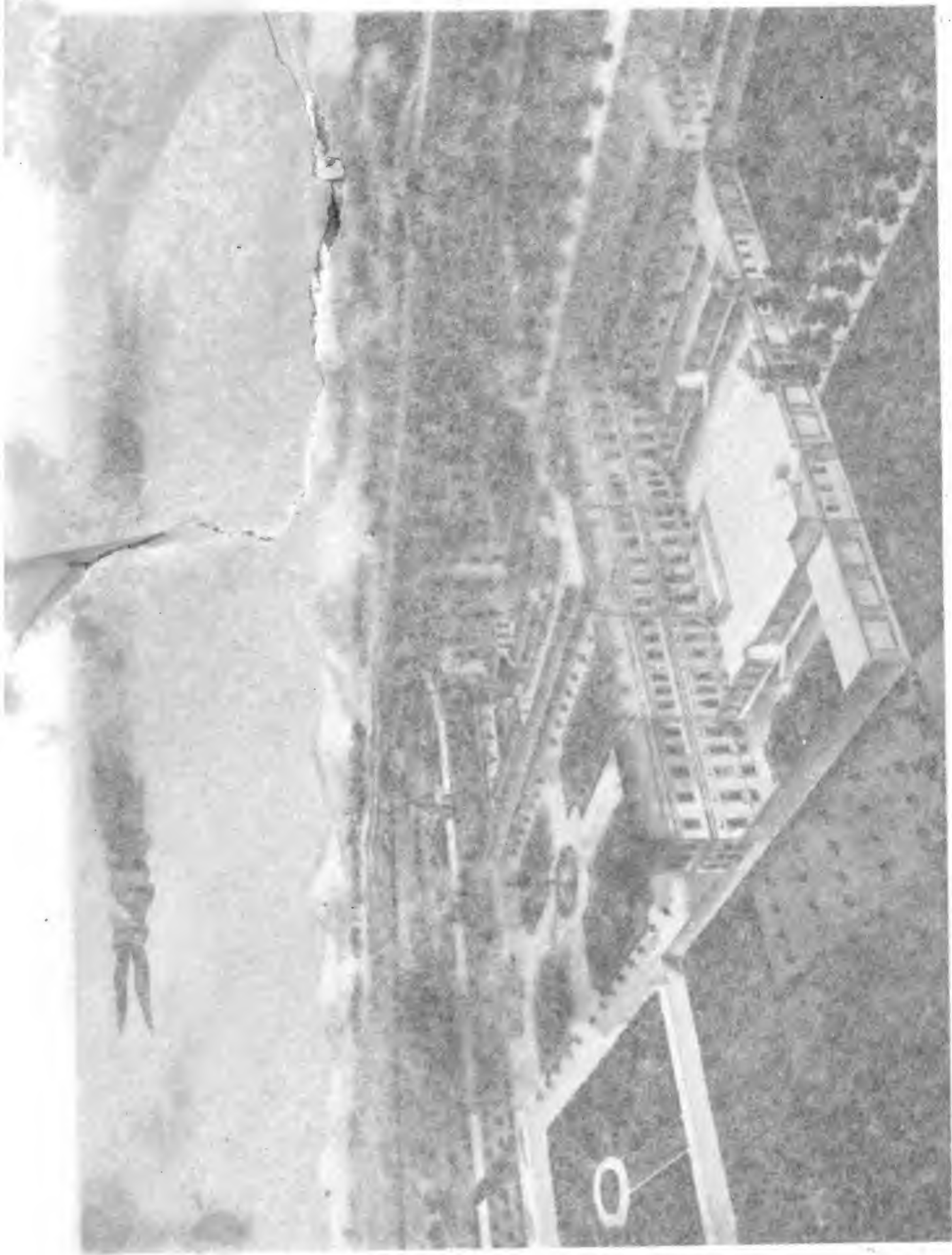
PERSPECTIVE DU FAUBOURG PORTE-NEUVE
D'APRÈS LE LAVIS DE BOUVRET (1783)

Vue prise du Nord

Cliché Ph. Lauzun

4

ET LIEP VĒLĒJĀS



PERSPECTIVE DU FAUBOURG PORTE-NEUVE
DRESSÉE PAR M. DE BOUILLON (1783)

de M. Lacroix

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

L'ANCIEN PALAIS ÉPISCOPAL ET LE FAUBOURG PORTE-NEUVE

Les deux vues qui nous fournissent ce chapitre sont la reproduction photographique de deux très jolies aquarelles, autrefois dans la salle de billard de l'hôtel de la Préfecture d'Agen, comme dépendantes du mobilier de l'ancien Palais épiscopal, aujourd'hui déposées, depuis l'incendie de ce bel immeuble en octobre 1904, dans une des salles du musée d'Agen.

Signées, toutes deux, dans le bas « *B. Bouvret fecit 1783* », elles représentent le Palais épiscopal d'Agen, au moment où il venait d'être terminé, tout au moins à l'extérieur. La première vue est prise du côté de la ville, la seconde du côté du parc. De dimensions absolument semblables, elles mesurent 0^m53 de haut sur 0^m75 de large.

Sur une banderolle qui se détache dans le ciel se lit, dans la première de ces vues, l'inscription suivante :

« *Le Palais épiscopal, situé dans la ville, étant tombé de
« vétusté le 21 juillet 1774, Jean-Louis d'Usson de Bonnac,
« évêque et comte d'Agen, n'ayant pu trouver de terrain dans
« la ville pour le rebâtir, a choisi celui-cy et y a posé la
« première pierre le 17 juin 1775. »*

Dans la seconde sont inscrites également ces lignes sur la même banderolle :

« *Urbanis Aginnensium Episcoporum ædibus vetustate col-
« lapsis, has extra muros restitui curavit Reverendissimus in
« Christo Pater, DD. Joannes Ludovicus d'Usson de Bonnac*

« *episcopus et comes aginnensis, primum lapidem posuit XIII*
« *K. Julii, Anno Domini M. D. CCLXXV.* »

Ces deux charmants lavis offrent trop d'importance en ce qui regarde notre étude sur les vieux monuments d'Agen, ils nous donnent une idée trop pittoresque et trop exacte de ce faubourg Porte-Neuve avant la Révolution, pour que nous ne leur consacrons pas un chapitre spécial et que nous ne rappelions pas, en les détaillant, ce qu'étaient en ce moment les principales constructions que l'auteur a si parfaitement reproduites.

I

La plus considérable, qui se détache au premier plan, est le *Palais épiscopal*, aujourd'hui la Préfecture du département de Lot-et-Garonne.

Son histoire a déjà été écrite par M. Alphose Paillard, ancien élève de l'école des Chartes, préfet du Lot-et-Garonne sous le second Empire, et publiée dans le tome 1^{er}, 2^e, série du *Recueil de la Société académique d'Agen*. Nous-même l'avons aussi résumée en y ajoutant quelques renseignements nouveaux, à l'occasion de l'incendie qui dévora en 1904 ce beau monument (1). Nous n'y reviendrons pas.

Rappelons seulement que ce fut sur le vaste terrain appartenant depuis longtemps aux Lazaristes, « moyennant une « pension annuelle de 500 livres et la redevance d'un calice « d'argent à chaque mutation d'évêque », que Mgr d'Usson de Bonnac se fit céder par eux un local convenable pour y bâtir son palais et l'entourer d'un vaste enclos.

Il vendit à cet effet les matériaux provenant de l'ancien évêché, emprunta sur son évêché 100.000, livres dont il devait rembourser 5.000 chaque année, et contracta un nouvel em-

(1) *L'hôtel de la Préfecture d'Agen*. Revue de l'Agenais, xxxii, 1905 et tirage à part.

prunt de 80.000 livres ; ce qui fut insuffisant. Car, au dire de Labrunie, la dépense totale s'éleva à la somme de 100.000 écus. Et M. Paillard d'ajouter : « On peut hardiment la porter à la somme de 500.000 livres, c'est-à-dire à un million de notre monnaie. »

Mais Mgr de Bonnac était un grand seigneur qui ne regardait pas à la dépense. Il confia la direction des travaux à l'architecte Leroy, l'un des meilleurs élèves de Soufflot, que le duc d'Aiguillon avait fait venir en Guienne pour la reconstruction de son château d'Aiguillon, et que, sur sa demande, il s'empressa de prêter au prélat, voulant que le palais épiscopal prît sa propre demeure. Ce qui du reste arriva. Car, dès 1783, l'évêché était terminé, tandis qu'en 1789 le château d'Aiguillon restait inachevé.

Aussi, Mgr de Bonnac tint-il à perpétuer le souvenir de cet achèvement rapide, et chargea-t-il le peintre Bouvret d'esquisser en deux lavis l'ensemble de la magnifique demeure, dont il avait le droit de se montrer fier.

Dans le premier on distingue, en effet, la masse harmonieuse de l'édifice, vu du nord, tel qu'il est resté jusqu'au jour de l'incendie, sauf toutefois l'élégante balustrade « qui courait le long de la toiture », et l'écusson principal « qui s'élevait en trophée au-dessus de la porte d'honneur », tous deux disparus dans les remaniements postérieurs, mais qui apparaissent très nettement dans le dessin de Bouvret.

Le palais est précédé, comme de nos jours, d'une vaste cour, malheureusement modifiée et surchargée depuis, mais où se voit ce beau portail, si pur de forme et de proportions, qui a été conservé, et auquel aboutit une allée d'arbres nouvellement plantés.

« Quant aux grandes lignes du palais, écrit M. Paillard, « elles n'ont point changé. Au nord, l'édifice présente du côté « de la ville un développement de 90 mètres. Sur ce point la « façade, avec son soubassement de 2^m30 environ de hauteur, « son rez-de-chaussée élevé et son premier étage percés de « trente-une ouvertures, est partagé en trois parties inégales « faisant face, celle du centre à la cour d'honneur, les deux

« autres à la cour des communs et à un petit parterre rem-
« placé depuis par des constructions maussades et sans goût.
« Le motif principal de la partie centrale consiste dans un
« avant-corps placé dans l'axe du grand portail. Au-dessus
« d'un vaste perron droit à deux paliers, s'élève un porche
« extérieur dont les quatre colonnes d'ordre dorique, posées
« sur des piédestaux carrés et sans corniche, supportent un
« large balcon. Au premier étage, quatre pilastres d'ordre
« ionique continuent la ligne des colonnes du rez-de-chaussée
« et supportent un fronton triangulaire dans le tympan duquel
« se détachait l'écusson de l'Evêque.

« A droite et à gauche de l'avant-corps, dans toute la partie
« qui regarde la cour d'honneur, la ligne est brisée par la
« saillie légère des avant-corps, dont les angles se distinguent
« par des pilastres à refends, montant du fond jusqu'à la cor-
« niche du couronnement. Tout le mouvement, toute la déco-
« ration ont été réservés pour cette partie : l'aile de l'ouest,
« avec ses huit fenêtres, celle de l'est avec ses cinq ouvertures,
« sont systématiquement sacrifiées ; l'absence d'avant-corps,
« le choix inférieur des matériaux, tout indique un parti-pris
« que l'architecte n'a pas craint d'accuser nettement et qui
« forme contraste avec la décoration du centre.

« Il y a là une faute franchement avouée, mais une faute. »
Et M. Paillard l'explique en rappelant que Mgr de Bornac
avait jeté en terre les fondements de son hôtel avant de
s'être assuré une issue du côté de la ville. Quand on s'en
aperçut, on voulut négocier ; les voisins se montrèrent intrai-
tables. Tout arrangement fut impossible. « Et voilà pourquoi,
« écrit-il, l'architecte, au lieu de placer l'entrée septentrionale
« du palais au centre des bâtiments, se résigna à la reculer
« vers la gauche. Ainsi qu'il arrive souvent, l'erreur artistique
« n'est au fond qu'une erreur financière. »

Au midi, un vaste parterre à la française, composé de quatre
carreaux bordés de buis, au centre desquels dans une vasque
circulaire s'épand l'eau d'un jet d'eau, accompagne cette pers-
pective que termine un petit temple grec ; (nous n'osons pas
dire à cause de la sainteté du lieu, le temple habituel de Vénus

ou de l'Amour). D'autres parterres sont dessinés également à gauche avec des projets d'allées, de charmilles, de bois. « Mais, ajoute tristement M. Paillard, ce n'est là, dans le des-
« sin de Bouvret, que de l'architecture de fantaisie. Jamais ce
« projet ne fut exécuté. Pour réaliser le rêve de l'artiste il ne
« manquait que deux choses : l'argent et l'eau ».

En revanche, là où le pinceau de l'artiste est des plus exacts, c'est dans la représentation du Grand Séminaire, comme dans celle, un peu plus loin, du couvent des Petits Carmes.

— Le grand monument, qui sur notre première planche se voit derrière le palais épiscopal et sur sa droite, est le *Séminaire*, maison des Lazaristes ou Prêtres de la Mission. Fondé par S. Vincent-de-Paul, cet ordre séculier fut appelé à Agen en 1650 par Mgr d'Elbène. Ce prélat lui confia la direction du Séminaire.

D'abord installés au centre de la ville, à Paulin, dans l'immeuble qu'après eux vinrent habiter les Tierçaires de Bon-Encontre ou religieux de Picpus, les Lazaristes durent, en présence du succès toujours croissant de leur noble mission, chercher un local plus vaste. Sur l'ordre de Mascaron ils s'établirent hors des murs, sur le terrain vague qui s'étendait au sud de la ville entre le couvent des Petits Carmes à l'ouest et le parc de Malconte à l'est, dont une partie déjà leur appartenait, tandis que la plus grosse part était détenue par le clergé diocésain. Ce lieu portait le nom de *Capdeville*.

Mgr d'Elbène, autorisé par le Roi et le Parlement de Bordeaux, fit voter, en 1683, par les membres du bureau ecclésiastique une somme de 12.000 livres pour commencer les travaux ; et, le 25 septembre de cette année, il passait avec les Lazaristes un contrat en bonne et due forme, en vertu duquel il les instituait directeurs du nouveau séminaire. Peu après s'élevait le bel immeuble, « construit, écrit Labrunie, par les seules
« libéralités, soit de l'Evêque, soit du Clergé, libéralités
« qui atteignirent la somme de 60.000 livres, à laquelle se
« montèrent les dépenses générales pour le corps principal,
« c'est-à-dire la partie méridionale qui seule alors fut cons-

« truite (1), » l'Etat, pas plus que le Corps municipal n'ayant fourni aucun subside et étant demeurés en dehors de cette construction.

L'année suivante, le 5 juin 1684, Mascaron posait, en grande solennité, la première pierre du nouvel édifice. Nous en avons raconté tous les détails, ainsi du reste que l'histoire de cet établissement (2). Nous n'y reviendrons pas.

Disons seulement que tel cet immeuble fut construit par Mascaron, tel il est resté jusqu'à la Révolution, tel par suite que l'a dessiné Bouvret.

Seul se dresse en effet le grand corps de logis méridional à trois étages, avec l'avancement, au milieu, de la cage d'escalier, et à ses deux extrémités les amorces des ailes, qui furent construites bien plus tard ; celle de l'ouest, de 1826 à 1831, pour agrandir le logement des séminaristes au premier, et établir au rez-de-chaussée une vaste chapelle ; celle de l'est en 1855 seulement, lorsque la direction du Séminaire fut confiée aux Maristes par Mgr de Vesins.

Mais, dès la première heure, de vastes jardins reproduits par Bouvret, entourèrent ce bel édifice, auquel on accédait par une allée d'ormes, dont trois seulement séculaires ont été épargnés et subsistent encore aujourd'hui.

— Encore plus à droite, presque sur les bords de la Garonne, se distingue dans notre vue le *Couvent des Petits-Carmes*, avec son corps de logis principal à deux étages, une aile droite surmontée du petit clocher de la chapelle et plusieurs autres constructions attenantes ou qui longeaient la rue.

Après plusieurs essais infructueux, les Petits-Carmes, ou Carmes Déchaussés, s'établirent définitivement à Agen en 1657, de par la protection du prince de Conti. Ils choisirent, non le vieux quartier de Sainte-Quitterie, qui d'abord leur avait été donné, mais ce vaste emplacement, alors absolument

(1) Labrunie. *Abrégé chronologique d'Agen*.

(2) *Les Couvents d'Agen avant 1789*. Tome 1^{er}, chapitre XII. *Les Lazaristes*.

désert, qui s'étendait au-dessus des allées du Gravier, au-delà du mur de ville, là où, à la fin du XIII^e siècle, les Frères Mineurs ou Cordeliers étaient venus fonder leur riche maison, dite le *Couvent Doré*, avant qu'ils n'eussent été forcés d'émigrer au quartier Saint-Hilaire, en 1338, par ordre de Philippe de Valois (1).

Les Petits Carmes y plantèrent leur croix le 19 mars 1660, et depuis ils y sont restés jusqu'à la Révolution, époque où leur couvent fut vendu et devint la grande manufacture d'indiennes de Claude Lamouroux, avant d'être aménagé pour la caserne d'infanterie, aujourd'hui caserne Lacuée (2).

Comme le Séminaire, les Petits Carmes étaient entourés de vastes jardins murés de toutes parts, dont une prairie qui s'étendait au nord jusqu'aux fossés de ville et longeait à l'ouest les allées du Gravier.

— Au sud du Séminaire, par-delà le mur blanc qui clôture ses jardins, et contre lequel s'appuie le pavillon quadrangulaire dressé dans l'axe même de son entrée, on distingue un autre grand bâtiment, plus bas que les précédents, mais tout aussi vaste, formé d'un corps de logis central à deux étages et de deux ailes latérales, le tout ajouré par de très nombreuses fenêtres. C'est la *Manufacture de toiles à voiles*, depuis la Remonte et la caserne Valence.

Construite en 1764 par le sieur Gounon, riche négociant et maire de la ville, année où Mgr de Chabannes lui-même en posa la première pierre le 5 décembre, elle n'était pas encore terminée en 1789, bien que depuis longtemps elle pouvait contenir au moins 256 métiers, qui tous travaillaient. Seule, restait à faire la façade.

« L'architecture, écrit Claude Lamouroux dans sa *Statistique*
« *sur l'industrie du département de Lot-et-Garonne en 1804*,
« en est d'un fort bon genre. Il est dommage que la façade

(1) *Les Couvents d'Agen avant 1789*, IV, Les Cordeliers.

(2) *Idem*. Chapitre X. Les Petits Carmes.

« reste encore à faire. Les ateliers de tisserands y sont à demi
« souterrains et tous voutés. Ils contiennent 256 métiers. On
« trouve dans le reste du bâtiment toutes les pièces néces-
« saires aux autres détails de fabrication (1). »

L'histoire de la manufacture de toiles à voiles d'Agen a été écrite par M. Granat, professeur d'histoire au lycée Bernard Palissy. (*Revue de l'Agenais*, XXIX, 1902, et tirage à part. In-8 de 31 pages).

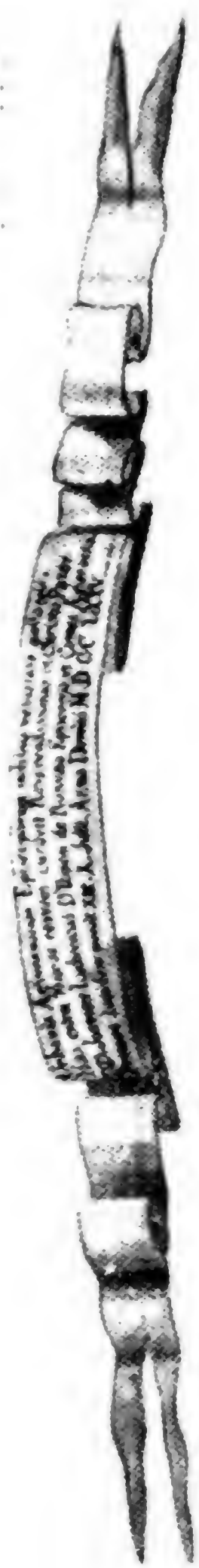
— Enfin, tout à fait au dernier plan du tableau, se détache la ligne harmonieuse des coteaux qui bordent la Garonne, dont on peut suivre le cours très au loin, et sur l'un desquels se profile la silhouette de l'église et du village de *Moirax*. Plusieurs riches habitations, closes de murs et entourées de beaux ombrages, *Beauregard*, *Lécussan*, *Boé*, *Lamothe-Magnas*, etc. s'élèvent au milieu de la plaine, terminant le plus heureusement du monde cette riante perspective et lui donnant cet air de richesse et d'élégance qui est bien l'apanage de la vallée d'Agen.

II

Le second lavis de Bouvret, que nous donnons également ci-contre, présente un intérêt peut-être plus considérable encore. Ne reproduit-il pas en effet au second plan toute la ville d'Agen, avec ses murs, ses portes, ses multiples clochers, tels qu'ils se trouvaient à la veille de la Révolution ?

Le monument principal, celui pour lequel du reste il a été exécuté, est toujours le *Palais Episcopal*, vu du côté du parc. C'est le côté où il se présente comme une des œuvres les plus

(1) *Statistique industrielle du département de Lot-et-Garonne pour l'année 1789 et l'an IX*, par Claude Lamouroux, publiée par Ph. Lauzun, 1907. In-8° de 87 pages.



Cliché Ph. Lauzun

PERSPECTIVE DU FAUBOURG PORTE-NEUVE
D'APRÈS LE LAVIS DE BOUVRET (1783)

Vue prise du Sud

achevées de l'architecture si pure et si noble du règne de Louis XVI.

« Là, écrit M. Alph. Paillard, tout est régulier, harmo-
« nieux ; au centre, une demi-rotonde à pans coupés se déta-
« chant vigoureusement sur la large terrasse à laquelle se relie
« un vaste perron ; à droite et à gauche, un double corps
« décoré comme la façade principale du nord et qui se replie
« sur la longueur du bâtiment ; enfin les deux ailes formant
« le plan sur lequel se projettent ces masses à la fois élégantes
« et solides. Les lignes s'engendrent d'elles-mêmes, le mouve-
« ment produit le mouvement ; c'est la variété dans l'unité, un
« mélange de simplicité et de coquetterie qui fait songer à La
« Muette, à Compiègne, à tous ces charmants édifices de la
« fin du XVIII^e siècle, palais et maisons de campagne à la fois,
« qui semblent un écho dans l'art de la littérature sentimen-
« tale et descriptive de l'époque. »

— Sur le premier plan se voit aussi plus sombre et plus sévère la face sud du *Séminaire*, précédée du côté nord, comme le palais épiscopal, d'une allée régulière d'ormeaux, reliant les deux monuments à la rue de Roques, aujourd'hui *rue Lamouroux*.

On n'ignore pas en effet que sous le Gouvernement de Juillet, la municipalité agenaise voulant honorer la mémoire du grand citoyen que fut Claude Lamouroux et des services qu'il avait rendus à la ville, tant par sa conduite patriotique, comme maire de la ville aux plus mauvaises heures de la Révolution, que par l'établissement de sa grande manufacture de toiles peintes, décida qu'elle donnerait son nom à la rue qu'il avait habitée les derniers temps de sa vie. Aussi, sur la proposition du comte de Raymond, alors maire d'Agen, un arrêté porta-t-il, le 15 février 1840, que la rue de Roques, au faubourg Porte-Neuve, prendrait désormais le nom de *rue Lamouroux*.

« C'est un hommage, écrivait officiellement le premier
« magistrat de la cité à M. Germain Lamouroux, le seul fils
« des dix-sept enfants de Claude, qui résidait alors à Agen,
« que nous avons voulu rendre tant aux vertus privées et aux

« services publics de Monsieur votre père qu'aux talents de
« Monsieur votre frère aîné (1). Je vous prie de communiquer
« cette décision à votre famille (2). »

Espérons que ce nom lui sera toujours conservé.

— Mais la partie la plus curieuse de cette seconde vue est, au dernier plan, la *Perspective de la ville d'Agen*.

C'est d'abord, à l'extrémité de l'avenue du Palais épiscopal et de la rue Lamouroux, la *Porte Neuve*, avec sa tour carrée, accostée de deux tours demi-circulaires, précédées elles-mêmes de deux échauguettes en encorbellement et telle que nous l'avons déjà reproduite dans cette étude, d'après le curieux dessin de Lomet.

Puis, en allant de droite à gauche, d'après les indications mêmes que Bouvret a eu soin de noter au bas de son dessin :

La *Cathédrale Saint-Etienne* (3), grosse masse oblongue soutenue par huit contreforts et séparée de son clocher à hourds (4), cantonné de quatre clochetons, tel que nous l'avons décrit dans ce travail ;

Le *petit clocher du Collège* (5), rue Grande-Horloge, fondé et desservi d'abord par les Jésuites, en cette année 1783 dirigé par les Oratoriens ;

La *Chapelle des Annonciades* (6), rue de l'Angle-Droit, avec sa flèche élancée, qui dépasse ici en hauteur tous les autres clochers de la ville ;

Le *Beffroi carré de l'Hôtel de Ville* (7), désigné comme tel par Bouvret, mais qui, avec son dôme étrange, semblerait être plutôt la *tour de la Grande Horloge* ;

La flèche, également élancée des *Carmélites* (8), en face du couvent des Annonciades ;

Plus loin, le *Clocher hexagonal de la vieille église Saint-Hilaire* (9), recouvert également d'un dôme, et qui subsiste

(1) Allusion aux travaux scientifiques de Jean-Vincent-Félix Lamouroux, professeur d'histoire naturelle à la Faculté de Caen, correspondant de l'Institut, mort le 26 mars 1825.

(2) Archives de famille, en notre possession. Cf. *Une famille agenaïse. Les Lamouroux*. Agen 1893. In-8 de 162 pages.

encore sous le nom de *tour des Pénitents Blancs*, récemment découronné par un incendie ;

Tout à côté, le *Clocher des Cordeliers* (10), aujourd'hui l'église paroissiale de Saint-Hilaire ;

Un peu en avant, l'aiguille de l'*Eglise des Augustins* (11) ;

Enfin tout à fait à gauche, la masse imposante de l'*Eglise des Jacobins* (12), avec son clocher hexagonal en briques encore existant, et sur la bordure même de la gravure, le petit clocheton des *Pénitents Bleus* (13), rue Saint-Jérôme, disparu depuis longtemps (1).

Le dernier plan est occupé par la masse calcaire et dénudée du *Coteau de Saint-Vincent*, sur lequel ne se détachent que deux maisons, dont la plus haute est l'*Ermitage proprement dit*, avec sa chapelle, sa maison conventuelle et quelques arbres tout autour, dominée elle-même par la métairie de *Thibet*, sise sur le plateau. Dans le fond, le *vallon du Pont-du-Casse*, commandé par le roc de *Castillou* et, plus à droite, le petit village de *Charpeau*.

Enfin, plus près, entre le cours neuf de Trénac et le Palais épiscopal, la maison de *Malconte*, avec son grand parc clos de murs ; puis ça et là, *Jayan*, *Laclotte*, *La Palme*, *Sembel*, etc., faubourgs incorporés depuis dans la ville, à ce moment simples métairies ou habitations rurales isolées, perdues dans cette plaine, si riche autrefois en villas gallo-romaines, centre peut-être de l'*Aginnum* romain, puis ruinée de fond en comble par les Barbares au iv^e siècle, et, depuis ce moment, c'est-à-dire pendant plus de quinze siècles, injustement délaissée et vouée jusqu'au siècle dernier au plus complet abandon.

Ph. LAUZUN.

(1) Voir, pour l'histoire de la plupart de ces monuments, nos deux volumes : *Les Couvents d'Agen avant 1789*.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Lundi, 9 mai 1814. — On voit avec peine la manière dont les officiers français et, à leur imitation, les soldats se comportent envers les militaires anglais qui leur donnent partout l'exemple de la conduite la plus généreuse et la plus loyale. Aujourd'hui trois officiers anglais étaient tranquillement arrêtés dans la rue de Garonne, devant la boutique d'un orfèvre ou d'un bijoutier. Une douzaine d'officiers français qui passaient les ont insultés. Où est l'honnêteté publique ? L'un des anglais s'est redressé d'un air fier et, s'adressant aux aigrefins, a prononcé quelques mots énergiques dans leur langue et qui ont resté sans réponse de leur part : où est le courage ? Pour faire plaisir aux militaires de l'armée de Soult, il faut avoir l'air de croire sans doute qu'ils n'ont point été battus. Cependant il est difficile de leur faire le plus petit compliment à cet égard. Les faits parlent si haut qu'ils rendent le mensonge impossible. Personne ne peut ignorer que l'armée de Wellington défendait les frontières du Portugal, qu'elle est entrée en France par Saint-Jean-de-Luz, qu'elle occupe aujourd'hui Bordeaux et Toulouse, enfin que Soult, forcé dans cette dernière ville, a dû l'évacuer pour se retirer à Carcassonne. Ce sont des faits contre lesquels il n'y a rien à répliquer. Or, ce ne sont pas ceux qui reculent ainsi, qui sont acculés dans leur propre pays, dont on doit célébrer les victoires. Il faut néanmoins être juste : l'armée de Soult s'est battue avec beaucoup de courage et la valeur des militaires qui la composent, depuis le premier jusqu'au dernier, est certainement hors de toute

atteinte. Mais enfin il n'en faut pas moins convenir de ses défaites. On les oublierait peut-être si la bouderie de ces militaires, leurs bravades ridicules, en opposition avec la loyauté, le sang-froid des Anglais et leurs succès incontestables ne rappelaient à chaque instant cette armée de brigands courageux, mais sans discipline, qui, par amour du pillage ou par imbécilité, faisaient au nom de Bonaparte la guerre à la France désolée. Ils témoignent maintenant une farouche humeur de l'accueil que l'on fait aux Anglais; mais ceux-ci le méritent par leur conduite généreuse et pleine d'humanité. D'ailleurs, puisqu'il faut le dire, ils nous ont délivré de l'oppression sous laquelle nous gémirions encore si les armées françaises avaient eu le dessus. Ces braves nous répètent sans cesse qu'un des leurs faisait reculer dix anglais. Trois mille français pouvaient aisément repousser trente mille alliés. Comment est-il arrivé précisément le contraire? Cependant cela peut s'expliquer : l'armée de Soult ne reculait pas; elle avançait, en partant des frontières du Portugal vers Carcassonne !

Mardi 10. — Il arrive encore ici beaucoup de troupes cantonnées dans le département de Tarn-et-Garonne sur la limite de notre territoire. La désertion y continue plus que jamais. Le 112^e régiment d'infanterie, entre autres, et qui est des nôtres depuis ce matin, ne compte plus dans ses rangs que quatre ou cinq cents hommes. Il en a, dit-on, déserté cent la nuit dernière. D'abord il ne disparaissait que des conscrits de l'année; ce fut ensuite de vieux soldats. Aujourd'hui les caporaux et les sergens suivent leur exemple. Ils se plaignent tous de n'être pas payés depuis un temps infini. Ce qu'il y a de certain, c'est que ce n'est pas notre faute, ni celle de Louis XVIII.

Mercredi 11. — Encore des troupes de l'armée de Soult ! Il en arriverait au reste bien davantage si les soldats ne continuaient à désertre par centaines. Il ne restera bientôt plus dans les régimens que les officiers et les drapeaux. Les officiers paraissent désespérés ; selon beaucoup de gens, ils en sont bien aises. La cause de la désertion doit être attribuée,

disent-ils, *aux bourgeois* qui donnent à leurs soldats de mauvais conseils. Les opinions sont partagées à ce sujet, car les soldats prétendent, dit-on, que leurs officiers les engagent à quitter l'armée, qu'ils répandent et propagent dans la troupe le bruit qu'on doit les envoyer bientôt faire la guerre en Amérique pour les Anglais, ou à Saint-Domingue contre les nègres. Mais rendons justice à tout le monde : la désertion me paraît tout simplement l'effet presque nécessaire des circonstances. Elle doit être attribuée à la fatigue, à la lassitude, à l'ennui d'une guerre longue et cruelle, dans laquelle les malheureux soldats ont couru tous les dangers, ont éprouvé toutes les misères. Cette guerre dans laquelle le pillage les soutenait est terminée; ils courent après le repos, et comme ils sont accoutumés à ne rien craindre, ils s'exposent à tout pour se procurer une compensation naturelle, juste et nécessaire.

Depuis trois jours on arrache les piliers du pont commencé sur la Garonne vis-à-vis la rue de l'ancien séminaire. Ceux d'Aiguillon et de Moissac auront sans doute le même sort. Bonaparte, qui a détruit ou qui a causé la ruine de tant de ponts, n'en aura donc pas fait construire un seul dans nos contrées. Ce sera sans doute la dernière tentative de ce genre qu'on fera vis-à-vis Agen, où depuis Edouard III, roi d'Angleterre, il paraît qu'on l'a toujours à peu près vainement essayé (1).

Jeudi 12, vendredi 13, samedi 14. — On lit aujourd'hui, dans le journal du département, une proclamation du général Marescot (2), commissaire du Roi dans la 20^e division mili-

(1) Mauvais prophète, Saint-Amans se trompe. Le pont sur la Garonne a été construit depuis; c'est celui que les Agenais connaissent sous le nom de *pont de pierre*. Depuis encore, on a construit la passerelle et le pont-canal.

(2) Le comte de Marescot connut Bonaparte au siège de Toulon et prit une part très active aux guerres de la Révolution et du début de l'Empire. Inspecteur général du génie et des fortifications, après avoir manœuvré et combattu au Nord, en Belgique, en Espagne, sur le Rhin, en Suisse, en Italie, il encourut la disgrâce de Bonaparte pour avoir signé la capitulation d'une division à Baylen, en 1808. Arrêté, puis relégué à Tours, il ne rentra en faveur qu'en 1814, à la chute de Napoléon; il fut alors nommé commissaire du roi dans la 20^e division militaire à Périgueux.

taire. Elle est datée de Périgueux le 4 de ce mois. Cette proclamation, qui n'offre rien de saillant, peut passer pour insignifiante; elle était, au reste, affichée depuis deux jours.

Dimanche 15. — Les rues, les places publiques sont encombrées de militaires. Il y en a trop peut-être pour la tranquillité de la ville; cependant quelques soldats vêtus de rouge, anglais ou portugais à pied et à cheval, étaient cet après-midi mêlés et confondus sur la place du Palais avec les nôtres. La meilleure intelligence semblait régner entre eux.

Mardi 17. — Il passe depuis hier des bateaux chargés de militaires anglais, espagnols et portugais blessés ou malades qui descendent à Bordeaux. Ils sont moins tracassés que sur des voitures, peut-être mieux soignés et ne sont à la charge de personne; d'ailleurs, s'ils meurent en chemin, on les jette dans la rivière.

Mercredi 18. — On nous annonce encore des troupes françaises : un régiment tout entier et deux bataillons qui avaient resté dans quelque fort en Espagne.

Jeudi 19. — Le logement des troupes écrase les habitants et d'autant plus que les militaires sont, en général, d'une exigence indécente. Le simple soldat trouve mauvais de ne pas être reçu comme un sous-officier, le sous-officier veut être traité comme un officier, le capitaine tranche du colonel, le colonel prend des airs de général. Ces messieurs les colonels établissent chez leur hôte un corps de garde. Cette prétention est singulière ! Une sentinelle aux drapeaux ou à leur aigle qui s'envole est tout ce qu'on doit leur accorder. Je ne parle pas de leur suite quelquefois très considérable et très à charge en domestiques, en chevaux, en femmes. On se met en quatre pour loger, pour traiter le mieux possible tout cet équipage, et l'on ne reçoit souvent en retour que des injures. Heureusement cela doit finir bientôt.

Vendredi 20. — Chacun des bataillons qui viennent d'Es-

pagne est composé, dit-on, de 800 hommes. Ceux-là n'ont pas beaucoup souffert.

Samedi 21. — Il est arrivé hier, avec de nouvelles troupes, un détachement de canonniers conduisant des pièces de quatre et de huit avec des caissons. Ces pièces se voient sur le Gravier à côté de celles qui y étaient déjà et forment une espèce de petit parc d'artillerie autour duquel se rassemblent les désœuvrés et les curieux. Il y a sept ou huit pièces de canon, deux obusiers, vingt-un canons et une forge de campagne. Voilà un attirail de guerre plus considérable qu'on n'en avait vu à Agen depuis longtemps, depuis l'époque, sans doute, du siège de Montauban par Louis XIII (1).

Dimanche 22. — On a ressenti, vers 11 heures du matin, une ou deux légères secousses de tremblement de terre à Agen et sans doute ailleurs dans le département. Je n'ai pu prendre encore aucun renseignement sur la direction des secousses, qui n'ont été précédées ni suivies d'aucun trouble, d'aucune altération dans l'atmosphère (2).

Lundi 23. — Il passe encore des troupes.

Mardi 24. — Il en passe encore ; il en passe toujours.

Mercredi 25. — Le Conseil général du département se réunit chez moi (3), à l'effet de nommer de nouveaux députés pour porter à Louis XVIII les hommages et les vœux du Conseil. MM. Ballias de Laubarède, Maleprade et Lacorrège ont été désignés pour s'acquitter de cette mission. Ils devront partir pour Paris au premier jour.

(1) En 1621. On sait que l'armée royale fut forcée de lever le siège de Montauban où fut tué le duc de Mayenne.

(2) Proché raconte en effet que ces secousses de tremblement de terre furent ressenties à Marmande, Aiguillon et Clairac, et jusqu'à Pau. Elles durèrent dans le département de 2 à 3 secondes. (Proché, *op. cit.*, p. 165.)

(3) Dans la rue qui porte aujourd'hui le nom de Saint-Amans. La députation, à laquelle se joignirent les représentants du Lot-et-Garonne au Corps législatif, fut reçue le 17 juin par le roi et la duchesse d'Angoulême (Proché, *op. cit.*, p. 168)

Vendredi 27. — On attend demain le général Marescot, commissaire extraordinaire de Sa Majesté dans la 20^e division militaire où le département est compris. Ce commissaire doit prendre des notes sur l'esprit public, sur les dispositions des fonctionnaires. Il doit mettre en liberté tous les détenus pour des faits relatifs aux circonstances actuelles, etc., etc. Ses pouvoirs sont presque illimités. Il en était ainsi, dans un sens à la vérité fort différent, du dernier commissaire de Bonaparte.

Samedi 28. — Marescot est arrivé à une heure de l'après-midi. Il est logé chez M. Pélissier, rue de la Porte neuve (1). Ce commissaire, comme les autres, ne fera rien et ne verra que par les yeux du Préfet. S'il était partout à cet égard aussi heureux qu'à Agen, il pourrait encore se féliciter, car il est impossible de trouver ailleurs un préfet plus intègre, plus vrai, plus juste et mieux intentionné.

Le tremblement de terre du 22, d'après une lettre de Pau, a été assez fortement ressenti dans cette ville; quelques cheminées, peu solides sans doute, s'y sont écroulées. On a distingué deux secousses très rapprochées qui ont duré ensemble trois minutes. Elles étaient dirigées de l'ouest à l'est. Ce tremblement vient donc, comme il était naturel de le présumer, du côté des Pyrénées. Que sait-on même s'il ne tirerait pas son origine de plus loin et si la malheureuse Lisbonne n'aura point éprouvé quelque nouvelle catastrophe.

Dimanche 29. — Un *Te Deum* est chanté à la cathédrale pour rendre grâce à Dieu de l'heureux retour du Roi et de la famille Royale. Toutes les troupes avaient pris les armes; toutes les autorités civiles et militaires s'y sont rendues en grand cortège. Le général Gaussart est malade; il a cependant assisté à la cérémonie. Une chose singulière, c'est que l'évêque, après la dernière oraison, a crié tout simplement *vive l'Empereur!* Le prélat, comme on le pense bien, s'est repris à l'instant et a fait entendre un gros *vive le Roi!* mais le pre-

(1) C'est l'hôtel d'Escouloubre, rue Montesquieu.

mier cri ne s'était pas perdu. Dans la nef on ne s'est point aperçu de la distraction ou de la méprise; mais ceux qui se trouvaient dans le chœur, près de l'évêque, ont entendu le cri fatal et l'ont répété. Il a passé de bouche en bouche et a fait pendant la soirée le sujet des conversations. C'est, en effet, assez plaisant; mais que ne peut l'habitude?

Lundi 30. — J'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de l'observer : l'esprit de l'armée est détestable; j'entends celui des officiers subalternes et des soldats. Presque tous tiennent en enragés au régime désastreux qui vient de finir. Non contents d'avoir été les instrumens aveugles d'un atroce Caligula, ils ne craignent donc pas de s'avouer ses complices ! C'est inconcevable pour tout être qui réfléchit; mais que peut-on attendre des soldats de Bonaparte et de Soult ? Tout ce qui sort de cette école est sans morale et sans logique. On s'alarme avec raison de ce qui pourrait en résulter; il faut y remédier bien vite.

Mardi 31. — Ce qu'on apprend de toutes parts sur les dispositions hostiles des militaires envers le gouvernement et les citoyens fait désirer de plus en plus qu'il y soit apporté sans retard un remède efficace. Il arrive ici chaque jour encore des troupes cantonnées dans le département pour passer des revues. Officiers et soldats crient, menacent, exigent l'impossible de leurs hôtes, les traitent en ennemis, ne sont contents de rien et sont, en un mot, de véritables terroristes.

Il est arrivé un général dont j'ignore le nom.

Mercredi 1^{er} juin. — Toujours de nouvelles troupes ! Elles entrent en ville à toute heure, et par toutes les portes. Sans la soustraction (*sic*) des déserteurs il serait impossible de loger en cette ville tous ces militaires à moins de n'en chasser les habitans.

Vendredi 3. — Revue générale sur le Gravier à dix heures du matin.

Dimanche 5. — Départ des inspecteurs pour exécuter ail-

leurs la mission qu'ils ont reçue. Si ces inspecteurs font leur devoir, ils auront bien des réformes à effectuer.

Lundi 6. — Service solennel à la Cathédrale pour Louis XVI, Marie-Antoinette, Louis XVII et sa tante. L'abbé de Fabry, vicaire général, prononce l'oraison funèbre. Morceau difficile !
Ouverture de la foire du Gravier.

Mardi 7. — La nouvelle de la paix signée arrive. On l'annonce aussitôt par une salve de couleuvrines. Vive l'heureuse révolution qui nous l'a procurée !

Mercredi 8. — Des pluies continuelles depuis quelques jours, menacent la récolte, déjà très mauvaise en apparence, d'une entière destruction.

Jeudi 9. — Il pleut toujours; adieu nos blés ! La foire n'est point belle : les marchands étrangers sont moins nombreux que les autres années. C'est peut-être parce qu'ils vendent ailleurs.

Dimanche 12. — Procession générale de la Fête-Dieu. Elle fait, par une chaleur diabolique, le grand tour de la Porte du Pin et de la rue Saint-Jean (1). J'ai vu revenir le Préfet et le Général suivis d'une véritable nuée d'officiers; ils avaient l'air ennuyés et fatigués de la corvée.

Lundi 13. — Départ de la plus grande partie des troupes. Elles défilent enfin depuis quelques jours pour se rendre à leurs dépôts respectifs, où les inspecteurs généraux doivent effectuer la réorganisation de l'armée. Il me tarde qu'elle soit faite.

Mardi 14. — Passage d'un régiment venant je ne sais d'où, qui se rend à son dépôt, je ne sais lequel. L'épidémie de la désertion l'a diminué de plus de moitié.

(1) Aujourd'hui rue Camille-Desmoulins.

Mercredi 15. — Publication de la paix. Cette cérémonie annoncée à midi par une salve de couleuvrines se fait à deux heures du soir sans joie, sans acclamations et même avec un air d'indifférence de la part du peuple et des soldats. Plusieurs piquets de ces derniers y assistent, mais sans armes. La gendarmerie y figure aussi en corps et à pied, précédée de son trompette qui sonne par intervalles. Cette troupe ouvrait la marche; elle est belle, a une superbe tenue, mais je ne puis l'aimer ni même trop l'estimer. Je ne voudrais jamais la voir augmenter la pompe des fêtes publiques, encore moins la voir servir d'escorte d'honneur aux autorités. Le Préfet, par exemple, est-il, dans ses tournées, accompagné des gendarmes? A l'instant, il peut survenir un ordre contre ce fonctionnaire et les mêmes gendarmes le conduisent en prison. On ne saurait, ce me semble, être escorté avec plaisir par les mêmes individus qui accompagnent les criminels au supplice.

Samedi 18. — Notre Préfet part pour Villeneuve où sa présence était nécessaire pour maintenir l'ordre public près d'être troublé par les discussions élevées entre le sous-préfet et le maire (1). Celui-ci, dit-on, a tous les torts. Il s'est aussi permis, dans un moment d'humeur, de casser la garde urbaine qui s'est moquée de son courroux municipal.

Mardi 21. — L'esprit conciliateur du Préfet rétablit l'ordre à Villeneuve d'où il revient aujourd'hui. On doute, il doute peut-être lui-même d'avoir réconcilié de bonne foi le sous-préfet, les citoyens, la garde urbaine et le maire chaleureux; quoiqu'il en soit, cette affaire s'arrangera comme mille autres.

Mercredi 22. — Notre Préfet reprend le titre de *Comte* anciennement attaché à sa famille et, comme de raison, rejette loin de lui celui de *Baron*, dont Bonaparte avait un jour décoré presque tous les préfets à la fois. Cet homme, si c'en est un, ne faisait rien sans d'astucieuses intentions. Il savait fort bien

(1) Le maire de Villeréal était M. de Beaumont; le sous-préfet, M. Desétangs.

que les qualifications, ainsi que les décorations, données aux places étaient insignifiantes et nulles pour les individus. Au reste il avait, en distribuant ses grâces, un autre objet qui lui tenait très à cœur : c'était de ravalier l'ancienne noblesse, même en la faisant participer aux faveurs qu'il accordait à celle de sa création. Dans cette vue, lorsqu'il décernait quelque titre honorifique aux familles les plus distinguées, ce titre était toujours inférieur à ceux dont elles jouissaient jadis. Les Villars-Brancas, les Larochefoucault, les Montmorency, les Villeneuve enfin, dont le nom se retrouve parmi les meilleurs du royaume, sont des exemples de la manœuvre qu'il avait adoptée à cet égard et dont il ne s'est jamais départi. Cette manœuvre très insidieuse, très perfide, tendait à faire perdre infailliblement peu à peu l'antique considération de ces races révérees. Sans titres nouveaux, les Montmorency, par exemple, étaient toujours dans l'opinion ce qu'ils sont depuis tant de siècles et leurs illustrations se transmettaient sans tache à la postérité; mais par le titre récent dont on avait affecté de les revêtir et qui paraissait presque dérisoire, ils se confondaient pour les générations qui nous suivent avec la multitude des Comtes et des Barons qu'en frappant du pied le tyran faisait sortir de la terre. Dès lors, la considération ne pouvait manquer de s'affaiblir, de s'effacer par degrés, et le préjugé, de se perdre. Ainsi, ne pouvant anéantir par le meurtre les anciennes maisons dont la France s'enorgueillit, comme il avait fait de celle des Condés, il les minait astucieusement, et par l'insolence qu'il avait de les ennoblir, il pouvait, si les circonstances l'avaient servi, les faire disparaître à la sourdine. On retrouve le même caractère de basse atrocité dans toutes les actions de sa vie : c'est le génie du mal.

Dimanche 26. — L'autorisation de porter la fleur de lys à la boutonnière accordée depuis longtemps à la garde nationale de Paris, ensuite à celle de Bordeaux, vient d'être étendue par le duc d'Angoulême à la garde urbaine d'Agen. Cette garde s'est rassemblée aujourd'hui en armes sur le Gravier. La proclamation de cette faveur annoncée par le Préfet a pro-

duit peu d'enthousiasme (1). On se plaint que des gens tarés, que des banqueroutiers ou des personnages connus par leur éloignement du nouveau gouvernement soient admis à porter la même décoration, soit qu'ils se trouvent faufileés dans la garde urbaine, soit qu'ils exercent quelques fonctions publiques. Les mécontents peuvent avoir raison, cependant la fleur de lys est moins une décoration qu'une marque d'attachement aux Bourbons; or, en ce moment, tout Français doit à cet égard être ou paraître animé des mêmes sentimens. L'intérêt de la patrie le commande et fait taire toutes les réclamations de l'amour-propre, tout souvenir du passé, du moins jusqu'à nouvel ordre.

Mercredi 29. — Arrivée du 15^e régiment de chasseurs à cheval. Il n'est point partisan du nouveau gouvernement, à ce qu'il paraît. Tant pis pour ceux qui pensent encore ainsi, car il faudra qu'ils changent de note : Louis XVIII, qu'ils traitent pour Roi provisoire, s'affermira sur le trône; il faudra lui obéir ou faire son petit paquet, pour aller boudier tout seul sur son fumier.

Jeudi 30. — Un chasseur du régiment réfractaire s'est noyé avec son cheval qu'il abreuvait dans la Garonne. Ce régiment doit repartir après-demain.

Dimanche, 3 juillet. — La fleur de lys reprend un peu. On la porte et l'on sent qu'il est peu convenable d'avoir l'air de la dédaigner.

Il s'est passé hier au soir une scène indécente, scandaleuse, alarmante pour l'avenir. Vers 9 heures du soir, trois officiers du train d'artillerie qui sont ici depuis quelques jours, parcouraient les allées du Gravier en proférant à haute voix les injures les plus grossières contre Louis XVIII; ils chantaient à pleine tête une chanson séditieuse, dont le refrain était *les Bourbons pour huit jours; Napoléon pour toujours !* Ces hur-

(1) Le préfet prononça, à cette occasion, un discours que publia le *Journal de Lot-et-Garonne* du 29 juin 1814.

lemens pénétraient d'indignation nos agenais. Leurs murmures n'avaient cependant pas encore éclaté, lorsque les officiers, s'approchant de quelques femmes qui promenaient au bras de leurs maris, les traitèrent précisément comme on traite les filles publiques dans de mauvais lieux. Cette galante entreprise ne se termina pas tout à fait à la gloire de ces messieurs. Un de nos concitoyens, nommé Trémouillères, homme très adroit et très fort, parla ferme à l'un de ces brigands qui, pour toute réponse, lui donna un coup de canne sur la tête. Trémouillères, ensanglanté, saute sur l'agresseur, le saisit au ventre et au col, et le réduit à l'impuissance de nuire à qui que ce pût être. On crie, on s'agite, on se rassemble, la garde arrive. Elle a beaucoup de peine à déterminer Trémouillères à lâcher sa proie. Les braves camarades du pauvre patient avaient pris la fuite. On conduit celui-ci à la commune, suivi de la foule des promeneurs qui déposaient contre lui et d'incivisme et de voie de fait. Le maréchal de camp Gaussart survient, se fait livrer l'officier sur sa responsabilité et le condamne seulement à quelques jours d'arrêts dans sa chambre. Trémouillères jeta feu et flamme, fit des menaces, cependant cette vilaine affaire en resta là. Le général Gaussart, dont on ne parlait plus, gâte encore aujourd'hui ses affaires. On revient sur sa conduite passée, on lui attribue (peut-être à tort) celle des militaires qui passent ou séjournent dans notre ville, qui, sans partialité, est loin d'être louable. Que veulent donc ces brigands avec leur Bonaparte dont le souvenir doit être en horreur à tous les honnêtes gens ? Non satisfaits d'avoir été la machine aveugle de ses forfaits, ils veulent donc passer pour ses complices ! C'est le comble de la sottise ou de la scélératesse. Cependant ils osent proférer hautement la délicatesse de leurs sentimens, ils ne craignent pas de se dire des gens d'honneur. N'y eût-il que leur déshonorante ingratitude envers Louis XVIII, il y a longtemps qu'ils ont perdu tous leurs titres à notre estime. Louis XVIII, en effet, au lieu de traiter ces militaires ingrats avec les égards qu'il leur prodigue, pourrait les ménager beaucoup moins. Ils ne sont pas de son bail et, de plus, lui faisaient la guerre; ils ont été forcés de

lui laisser libre le chemin du trône. Au lieu de laisser aux réformés leurs appointemens jusqu'au 1^{er} septembre et de leur donner ensuite la demi-solde, il pouvait, il devait peut-être leur accorder une réforme pure et simple; il ne leur devait, morbleu, rien ! On doit pardonner à ses ennemis sans doute, mais rien ne commande, n'ordonne de les récompenser... Doucement, je peux avoir raison en thèse générale, mais j'aurais tort de n'avoir ici nul égard aux circonstances qui réclament en ce moment une exception à la rigueur des principes.

Mercredi 6. — L'officier aux arrêts que les partisans du règne de la terreur cherchent à faire excuser en disant qu'il était ivre, a été mandé à la commune où il a été conduit par des gendarmes pour y subir une interrogation. Un de ses camarades, craignant d'être inculpé et le méritant sans doute, a décampé dans la nuit ou dans la journée d'hier. On entend des témoins (1).

Jeudi 7. — Le fugitif étant revenu ou ayant été ramené à Agen a été cassé par le général. On trouve que cette mesure est tardive, mais je demande pardon à ces Messieurs ; il n'y a que trois jours d'écoulés depuis le délit; la punition, qui, dans tous les cas, doit être réfléchie, ne pouvait être plus prompte. Au reste, qu'est-ce que cet officier ? Celui-ci est le fils d'un misérable perruquier de cette ville, mort depuis quelques années à l'hôpital, après avoir longtemps vécu de charités publiques. Les autres sont ses vrais camarades sous tous les rapports. Le prisonnier obtient son pardon : il était véritablement dans un état d'ivresse, et quitte Agen.

Vendredi 8. — Un crime de moins ! On avait accusé les trois

(1) Un dossier des Archives départementales, série M. 5 *Police*, renferme quelques détails sur cette affaire. L'officier, mis aux arrêts, s'appelait Barjou; il appartenait comme sous-lieutenant au 34^e régiment d'infanterie légère et criait au café Belmont : *Vive Napoléon ! M... pour Louis XVIII ! Tous les anglais dans la Garonne !* Il résulte des rapports de police qu'il était ivre, en effet, et qu'il sortait des prisons d'Angleterre. Son compagnon s'appelait Yvon; il fut arrêté, puis remis en liberté. Barjou, comme l'indique Saint-Amans, fut rayé des cadres du régiment.

officiers d'avoir bravement assassiné un Anglais dans les îles, sur le bord de la Garonne. Non, il était parti pour Bordeaux, d'où il envoie chercher ses bagages qu'il avait laissés ici.

Jeudi 14. — J'en frémis encore : un homme digne de foi, et sur lequel je dois compter, vient de m'assurer que si le courrier du dimanche 17 avril ne nous eût pas apporté des nouvelles qu'on ne pouvait s'empêcher de regarder comme officielles, toutes les mesures étaient prises par les brigands d'Agen pour l'incendie et le pillage pendant la nuit suivante. Excités par le comité secret que j'ai trop souvent mentionné dans ces notes, ils avaient désigné et marqué (en rouge et en blanc) 180 maisons qui devaient être pillées et brûlées les premières. Les mécréans — qui cependant sont pour la plupart regardés comme des gens honnêtes et en conséquence traités comme tels encore dans la société, mais qui craignent pour leurs biens nationaux ou pour leurs places — accusaient les Anglais de faire circuler les nouvelles (fausses, selon eux) de la prise de Paris, de la déchéance de l'empereur, de la paix, etc. Ils ne cessaient de débiter des contes à dormir debout. Ils répétaient plus que jamais que Bonaparte était toujours triomphant à la tête de ses armées, qu'il allait achever de détruire ses ennemis, que bientôt tout serait à ses pieds. D'où l'on tirait la conséquence naturelle qu'en attendant il était à propos de piller les malintentionnés, c'est-à-dire les ennemis de Bonaparte, et de brûler leurs maisons. Ce raisonnement, à la portée des mauvais sujets qui, dans les temps de trouble et dans tous les temps, sont disposés à s'emparer du bien d'autrui, faisait de grands progrès parmi les gens du peuple, soutenus et encouragés par les chefs de parti. L'émulation du brigandage était excitée et n'attendait plus que le moment favorable pour se signaler. « Si le courrier ne fût arrivé le dimanche et n'eût porté le bulletin des lois, c'en était fait, me disait-on, et le pillage de nos domiciles allait avoir lieu pendant la nuit. Votre maison et la mienne étaient désignées, étaient marquées, ajoutait-on. » En effet, j'avais observé sur ma porte le signe fatal : une tache rouge devait la faire connaître aux scélérats.

Mais c'était pour le moins aussi insensé que criminel. Vous qui agissiez derrière la toile, instigateurs mal avisés, vous auriez été pillés le lendemain, si nous l'avions été la veille !

Aujourd'hui, la confrérie des pénitents gris a fait célébrer dans l'église paroissiale de Sainte-Foy un service solennel et funèbre pour Louis XVI, Marie-Antoinette, son épouse, et son fils. Le denier du pauvre, plus que l'offrande du riche, avait contribué à la construction du monument que cependant aucun autre dans la ville n'a surpassé ni en grandeur, ni en richesse, ni en élégance. Des inscriptions choisies avec goût retraçaient avec vérité le sujet de la douleur publique. Une femme couverte de longs voiles paraissait sur la tombe royale qu'ombrageait un saule pleureur. Était-ce à l'image de la France, ou de la religion éplorée, ou bien nous retraçait-elle l'auguste princesse en qui la France a placé son espoir et ses plus douces affections ? (1). Quoiqu'il en soit, cette idée était ingénieuse et touchante.

La mairie a assisté en corps à ce service où se sont rendues processionnellement les deux autres compagnies de pénitents. Un grand concours de peuple remplissait l'église. Le chœur était composé des plus belles voix des trois confréries. Il est à remarquer que les pénitents gris d'Agen ont repris publiquement, depuis environ sept ans, les fleurs de lys qui brillent dans les écussons de leurs armoiries et qu'on les voit depuis cette époque sur les enseignes et sur les bâtons des confrères avec leur ancienne légende : « *Videte lilia quomodo crescunt* ! ». Il est glorieux pour la compagnie des pénitents gris d'Agen d'avoir donné un si bel exemple et d'avoir la première eu le courage de relever l'étendard royal.

Jeudi 25 août. — C'est aujourd'hui la fête de saint Louis. L'évêque a célébré la messe pontificalement à la cathédrale. Tous les corps judiciaires, administratifs et militaires y ont assisté, avec une assez grande quantité de chevaliers de Saint-

(1) Le *Journal de Lot-et-Garonne* rend compte de la cérémonie en termes identiques. Faut-il en conclure que le rédacteur et Saint-Amans ne font qu'un ou que l'un a copié l'autre ?

Louis d'Agen et des environs. Ils avaient tous été prévenus par le Préfet, chez lequel ils ont ensuite dîné avec les fonctionnaires publics pareillement invités.

La commune a fait un feu de joie sur le Gravier, où il s'est rassemblé beaucoup de spectateurs de tout sexe, de tout âge et de tout état.

Les officiers de la garde urbaine ont aussi, dans ce jour de fête, signalé leur dévouement pour le Roi et la famille royale : ils se sont réunis en un banquet dans lequel ils ont porté les toasts ordinaires.

La confrérie des pénitents gris qui depuis le rétablissement du culte avait fait, à la sourdine, la fête du saint Roi, son antique patron, a donné cette année à cette fête toute la solennité dont elle peut être susceptible dans la chapelle où cette confrérie se réunit. Le public s'y est rendu avec un empressement remarquable.

Enfin, le corps des perruquiers a repris aussi l'ancien usage de célébrer la fête de Saint-Louis. Après l'office, une noble émulation les a pareillement rassemblés dans un banquet joyeux où chacun d'eux, dit-on, a bien payé de sa personne.

Lundi 5 septembre.— Quelques minutes avant midi, le temps étant parfaitement serein, une violente détonation s'est fait entendre. Elle a été immédiatement suivie de trois ou quatre autres moins bruyantes et d'un roulement très prolongé. A la suite de ces détonations qui furent suffisamment fortes à Agen pour faire vibrer les portes et les fenêtres de certaines maisons, il tomba des pierres du ciel dans les communes limitrophes de Montclar, du Temple, de Castelmoron et de Montpezat situés vers le centre du département. Ce phénomène ayant été décrit dans un rapport fait à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen et publié dans le n° 895, 24 septembre 1814, du *Journal de Lot-et-Garonne*, nous y renvoyons les lecteurs pour les diverses observations qui ont été faites lors de la chute de ces *uranolithes* (1).

(1) Ce rapport est l'œuvre du cryptographe.

Dimanche, 11 septembre. --- Réunion de l'ordre des fonctionnaires administratifs dans la grande salle de la Préfecture pour y prêter individuellement le serment de fidélité au Roi. Le Préfet a ouvert la séance par un discours très bien fait, relatif à la circonstance et qu'il a terminé par son serment. Le Conseil de préfecture (Boussion absent), le sous-préfet, le maire d'Agen, etc., etc., ont ensuite répété la formule du même serment qu'ils ont lue à haute voix. Un très beau buste de Louis XVIII était placé sur le manteau de la cheminée et semblait présider à la cérémonie pendant le temps qu'elle a duré (1). Spectateur accidentel, je réfléchissais sur son objet. Qu'est-ce donc que le serment, me disais-je, depuis que sa religion n'existe plus ? Il n'est aujourd'hui qu'une simple parole d'honneur. La révolution, pendant laquelle on a tant prodigué, tant prostitué le serment, en a presque fait une formalité dérisoire dont on s'acquitte sans réflexion et seulement du bout des lèvres. Il n'est en effet aujourd'hui plus de serment en France et je suis surpris de le voir encore invoqué dans quelque circonstance que ce puisse être. Comme il est cependant fâcheux d'abandonner, en justice surtout, ce grand moyen de frapper les esprits d'une salubre terreur, ne pourrait-on pas l'environner de cet appareil imposant qui semble mettre en présence de la divinité celui qui l'invoque en témoignage de ses promesses ? Ne pourrait-on pas renouveler la terrible formule d'imprécations religieuses par laquelle le parjure appelle sur sa tête le châtiment d'un Dieu vengeur (2) ? Pourquoi, dans le cas dont il s'agit ici, ne pas prêter le serment d'obéissance et de fidélité en plein air, à l'heure la plus solennelle du jour, au milieu du peuple assemblé. L'engagement serait plus authentique ; il paraîtrait, du moins, à la multitude, pour laquelle on fait tant de choses, plus sacré, plus obligatoire ; on ne romprait même pas aussi légèrement peut-être une promesse articulée avec tant d'appareil, en présence de tant de témoins qui fe-

(1) Ce buste « dont la ressemblance frappa tout le monde » avait été sculpté par M. Valois (*Journal de Lot-et-Garonne*, n° 892).

(2) Il est charmant de lire les imprécations de Saint-Amans, l'homme du serment de 1792 aux Jacobins d'Agen.

raient éclater sur vous l'indignation publique. On prêtait jadis le serment en justice le bras nu et tenant à la main un flambeau allumé. Dans l'antiquité on l'entourait de tout ce que le culte avait de plus menaçant et de plus terrible. Peut-on lire sans frissonner celui des sept chefs devant Thèbes :

Sur un bouclier noir, sept chefs impitoyables
Tous, la main dans le sang, jurent de se venger,
Ils en jurent la peur, le dieu Mars et Bellone ?

(EURIPIDE.)

Lundi 12. — Première séance de la commission instituée pour prendre connaissance des réquisitions et revoir la manière dont elles ont été imposées, perçues et employées. Le Préfet présente à cet égard à la commission un rapport très lumineux où l'on voit la précipitation, la confusion avec lesquelles se sont effectuées ces réquisitions pour la subsistance et l'entretien des armées, les détériorations, les dilapidations qui en ont été la suite, et tous les désastres qui en ont résulté pour le département. Le Préfet doit faire imprimer ce rapport qui justifie pleinement sa conduite (1).

Dimanche 23. — Réunion de la gendarmerie (à laquelle il conviendrait peut-être de rendre son ancien nom de Maréchaussée) et formation nouvelle de ce corps qui s'assemble sur le Gravier. C'est un très beau corps sans doute, mais je n'aime point à le voir employé à relever la pompe des cérémonies publiques. J'ai dit, ci-dessus, pourquoi.

Mardi 20 décembre. — M. de Forcade, commissaire du Roi, arrive à Agen. Comme tous les commissaires, ses prédécesseurs, il ne fréquente et ne voit que les gens en place, dîne aujourd'hui chez l'Evêque, demain chez le Préfet, chez le Premier Président, etc., etc. Celui-ci parle beaucoup, sans doute écoute peu, c'est précisément l'opposé de ce qu'il devrait faire.

(1) Ce rapport fut, en effet, imprimé par les soins du préfet. Il a pour titre : « Rapport général sur les réquisitions faites dans le département de Lot-et-Garonne pour le service de l'armée d'Espagne. » Agen, J.-B. Grenier, 1814; in-8° de 57 pp. avec tableaux.

Son objet est, dit-on, de prendre des renseignemens sur l'état des choses, l'esprit public, le dévouement des fonctionnaires, etc. En général, je ne crois pas que le gouvernement tire de grandes lumières de pareils *missi dominici* (1).

Le pont d'Agen sur la Garonne n'est point encore abandonné, comme on pouvait le présumer dans l'état actuel des chantiers. Depuis le mois d'octobre, l'emplacement d'une pile a été préparé ; un caisson a été amené près de la fondation. On n'attendait plus qu'une petite crue d'eau de deux pieds au-dessus des eaux ordinaires pour lui faire franchir l'enceinte de pieux jointifs et l'échouer ensuite au-dessous du niveau des basses eaux. C'est ainsi que s'exprimait l'ingénieur, et tel était l'état des choses vers la mi-novembre (2). Quinze jours ont ensuite suffi pour monter la maçonnerie à la hauteur de la culée voisine. Maintenant tout est exécuté, et l'on se repose à cause de la saison. Les fonds avaient été demandés en juin, ils sont arrivés en septembre; on a mis tout de suite la main à l'ouvrage.

Dimanche 25. — J'ai assisté à la grand'messe de la cathédrale, qui a été célébrée, comme de coutume, par l'évêque. C'est un hommage que je rends quatre fois l'année au culte public. Le service divin se fait dans cette première église du diocèse avec la solennité convenable et le peuple s'y comporte bien en général. Soit que l'appareil liturgique lui inspire le respect, soit que la présence de ses magistrats lui en impose, il est certain qu'il s'est opéré des changemens bien avantageux dans les basses classes de la société sous le rapport de la décence et du recueillement dans les temples. Longtemps en-

(1) M. de Forcade, qui parlait beaucoup, mais écoutait peu, était fils d'un conseiller de l'ancien parlement d'Aix. Arrivé le 19, il repartit le 29 décembre. (Proché, *op. cit.*, p. 178.)

(2) C'est le 27 octobre que le caisson pour la construction de la deuxième pile du pont d'Agen fut mis à sa place sur les pilotis plantés pour le recevoir. Un marché avait été passé entre le gouvernement et les frères Boucheiron pour la construction du pont. Comme il se passe très souvent en pareil cas, le gouvernement déclarait que les entrepreneurs n'activaient pas assez les travaux, et ceux-ci, qu'ils étaient insuffisamment et irrégulièrement payés. L'adjudication fut résiliée le 18 novembre, et la construction, mise en régie. (Lespès, *mss.*, p. 398.)

core après le rétablissement du culte, le désordre et la dissipation se faisaient remarquer dans les réunions religieuses. Aujourd'hui, tout est à peu près dans l'ordre à cet égard. Que ce retour à la décence publique qui nous satisfait en ce moment est bien éloigné cependant de la pieuse ferveur de nos ancêtres ! Je me représente ces temps, encore assez rapprochés de nous, où les hommes et les femmes du grand monde étaient séparés dans les églises, où les premiers, couverts de leurs manteaux, esclaves de l'étiquette, les mains gantées, leur épée à la ceinture, assistaient à tous les offices ; où les femmes voilées jusqu'aux talons ne chuchotaient pas, ne levaient point les yeux. Les uns et les autres n'en valaient pas mieux peut-être, mais, dans le plus profond recueillement, ils suivaient avec leurs gros livres de prières les psaumes, les oraisons, les antiennes du jour ; au lieu d'une gémissement distraite, ils se prosternaient dans les momens les plus solennels de la célébration des saints mystères ; ils se précipitaient, se remplaçaient en foule, lors des grandes fêtes, pour recevoir la communion des mains de l'évêque qui, doré comme le calice qu'il portait, faisait briller avec dignité son améthyste pastorale. Je le répète, les uns et les autres n'en valaient pas mieux peut-être, mais ils acquittaient leur dette envers la décence publique et donnaient de bons exemples à toutes les classes de la société. Dans ma jeunesse, j'ai encore été le témoin de l'empressement avec lequel, dans cette circonstance, on allait se jeter aux pieds du prélat. J'ai vu pratiquer cet ancien usage dans la même église et le même jour où je viens de voir deux ou trois servantes et un vieillard déguenillé représenter à cet égard la population la plus distinguée, l'entière population de la ville. Au reste, les choses sont maintenant sur un autre pied ; il est impossible qu'un pareil spectacle se renouvelle, et quelles que soient nos idées religieuses, nous devons applaudir dans les temples aux progrès qu'a fait parmi le peuple le respect public (1).

(1) Pour la fin de 1814, Saint-Amans oublie, peut-être à dessein, un incident dont les chasseurs du 15^e régiment furent les héros. Ils avaient fêté, le

1^{er} janvier 1815. — Que le maître des destinées daigne désormais éloigner de nous les maux qui ont pesé sur la France, particulièrement l'année dernière ; que son sang et son or ne soient plus prodigués par un gouvernement arbitraire et tyrannique ; que son sol ne soit plus foulé par des armées étrangères, ni dévasté par des armées françaises transformées en hordes de brigands, que nous puissions à l'avenir dormir tranquilles !

Dimanche 5. — M. Brottier est arrivé depuis quelques jours pour débrouiller le chaos où M. Régus a plongé, dit-on, l'administration des contributions indirectes, dans laquelle il doit lui succéder.

Jeudi 9. — Le 15^e régiment des chasseurs à cheval est parti pour Auch. Il était à Agen depuis deux mois.

Vendredi 10. — Un détachement du 45^e d'infanterie arrive et remplace le régiment de chasseurs.

Lundi 13. — Le général Ricard, commandant de la 10^e division militaire, vient à Auch. Il est chargé de faire exécuter des mesures de rigueur dans l'arrondissement de Lectoure relativement à des troubles survenus dans cette ville lors du rappel des déserteurs. Le général débute par faire une proclamation bénigne, dans laquelle il promet le pardon du passé à tous ceux qui se présenteront pour obéir.

Vendredi 30. — Le froid très léger qu'il faisait depuis quelques jours s'est aujourd'hui tout à coup renforcé. Il gèle assez fort pour notre climat. Ni lin, ni fèves, si cela continue.

Samedi 21. — Jour de déplorable mémoire ; il a été fait un service à la cathédrale pour Louis XVI ; tous les corps judiciai-

27 décembre, l'étendard aux armes de France que Louis XVIII avait envoyé au régiment. On but, on chanta, on cria : « *Vive le Roi, vive Henri IV !* » Le soir, on enfonça les portes d'une maison publique, rue S^t-Jean. Un forgeron du voisinage, un nommé Conor, fut tué d'un coup de sabre. Ainsi, soldats royalistes et bonapartistes se comportaient en ville à peu près de la même façon... cavalière. (Lespès, *mss.*, p. 400, et Proché, *op. cit.*, p. 180-181.)

res, administratifs et militaires y ont assisté. A pareil jour, dans la même église, j'ai vu, il y a 22 ans, à 9 heures du soir, l'entière population de la ville se précipiter en foule sur les pas d'un infâme personnage et remplir tumultuairement cette enceinte. La chaire, la même chaire qui existe encore fut occupée par le saltimbanque qui, ridiculement accoutré de l'habit des lévites, prononça un discours assaisonné d'atroces plaisanteries sur le crime dont la France entière avait à gémir. D'affreux applaudissemens firent retentir ces voûtes et l'orgie fut terminée par une chanson. Quelle chanson, grand dieu ! c'était une turlupinade en mauvais gascon sur le meurtre du Roi; chaque couplet était terminé par le refrain d'une autre chanson triviale faite sur un citoyen nommé *Méric* qu'on avait livré, il y avait quelque temps, à la risée de toute la ville en l'appelant *Mériket*. *Mériket* rimant un peu à *Capet*, ce dernier mot figurait à sa place dans le refrain et réjouissait la population égarée. Quel sujet de réflexion, et quel changement de scène sur le même théâtre ! Hélas ! il n'y manquait presque que le principal acteur mort de misère il y a quelques années. Je voudrais bien savoir si d'autres que moi se sont rappelés cette scandaleuse farce qui caractérise la plus honteuse époque de notre histoire. Quoi ? le même jour, dans la même église, à peu près les mêmes spectateurs, deux spectacles si différens ! (1).

Dimanche 22. — Il a gelé extrêmement fort la nuit dernière. Les glaces qui surnagent et descendent la Garonne augmentent beaucoup. Quelqu'un a dit que le thermomètre était à sept degrés au-dessous de zéro ; cela ne peut être : on a mal observé ou le thermomètre ne vaut rien.

Lundi et mardi 23-24. — Le froid se soutient. Si nous n'étions pas à la fin du mois de janvier, on pourrait craindre une

(1) C'était au « jour anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français », comme on disait alors. Le *Saltimbanque* qui, en 1815, manquait à la fête dont parle Saint-Amans, c'était l'évêque constitutionnel Constant, mort en 1811, à Paris, personnage respectable qui ne mérite pas les injures de Saint-Amans.

température rigoureuse et funeste dans ses résultats pour les fruits de la terre; mais le soleil s'est déjà rapproché de nous de 5 à 6 degrés. Ce froid ne durera point, malgré ceux qui renvoient l'époque du dégel à celle de la nouvelle lune, c'est-à-dire au 9 du mois prochain. Le thermomètre de Réaumur a indiqué aujourd'hui un froid de 5 degrés, quelque peu davantage, et, selon quelques-uns, presque ou même plus de 6 pendant la nuit.

Mercredi 25. — Il neige beaucoup et, sur le soir, il commence à dégeler.

Jeudi 26. — Le dégel complet se décide.

Dimanche 5 février, dimanche-gras. — Le général Lapoype, qui vient commander la nouvelle division militaire du département de Lot-et-Garonne, est arrivé ce soir. Il doit rester à Agen. Le lieutenant-général Lapoype était déjà marquis. Il avait, avant la Révolution, servi dans les gardes françaises, fut d'abord accusé de friser le jacobinisme, était au siège de Toulon avec Bonaparte, s'est distingué à Wirtemberg où il s'est longtemps défendu avec peu de troupes et de mauvaises fortifications (1).

Jeudi 9. — Le général Lapoype, qui préfère le titre de baron de Bonaparte à celui de marquis, s'est fait loger par billet chez l'évêque. Une telle inconvenance a surpris tout le monde. On a trouvé cette mesure déplacée de la part de l'agent de Bory et très indécente de la part du général d'en avoir profité. Un lieutenant des armées du Roi commandant une division doit-il consentir à être logé par billet comme un conscrit misérable? N'est-il pas payé pour n'être à charge de personne? il a 20,000 francs de traitement et 1,800 francs de logement. Sans rien préjuger contre le général Lapoype que nous ne

(1) Le général Lapoype, marquis de la Poype, venait d'être nommé au commandement des départements du Lot et du Lot-et-Garonne, avec Agen comme quartier-général. Il était né à Grenoble en 1765. Pendant les 100 jours, il fut nommé gouverneur de Lille qu'il défendit énergiquement. Il fut mis à la retraite le 9 septembre 1815.

connaissions pas encore, nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'en débutant ainsi il hasarde, il compromet sa considération individuelle. On se rappelle à son occasion de cette grande quantité de généraux sans délicatesse et sans utilité qui sont une vraie plaie pour la France. Leur nombre est presque aussi grand que celui des sauterelles de l'Égypte et ce qu'ils coûtent est effrayant. Si on ajoute à leur longue liste celle des brigadiers, des colonels, des officiers à la demi-solde qui pullulent partout et des militaires en activité, les seuls utiles dans l'occasion, on aura peine à croire qu'un tel état de choses puisse durer.

Par exemple, était-il bien nécessaire de créer une nouvelle division dans une contrée où il n'existe pas cinq cents soldats, si ce n'était évidemment pour placer un général dont on ne sait que faire ? On est surtout révolté de cet abus lorsqu'on voit qu'il se répète en France à tort et à travers. Cette mesure est à la fois ridicule et criminelle. Quel but utile pourrait-elle avoir ? Au surplus, tous les autres grands états de l'Europe sont presque aussi surchargés que nous de leurs militaires et tout aussi embarrassés que nous de les payer longtemps sur le même pied. L'Europe est absolument ruinée par la même cause. Il faudra que tous ses royaumes fassent un jour la culbute. Vous verrez bientôt les grandes familles politiques se régénérer et recommencer leur existence à nouveaux frais. Voilà le résultat de tant de guerres, nées du funèbre sein de la Révolution française et continuées par un insensé.

Lundi 27 février. — On a commencé ce matin à passer la Garonne devant Agen au moyen d'une corde qui s'élève sur un bateau ancré au milieu de la rivière et qui va se rattacher à l'autre bord. Cette manière paraît plus économique et plus expéditive ; elle est d'ailleurs pratiquée au passage de Layrac depuis deux mois.

Le duc d'Angoulême doit, dit-on, passer ici dans le courant du mois prochain. Il se rend à Bordeaux avec la duchesse et tient ainsi à cette ville la promesse qu'il lui fit l'année dernière. Les fêtes que Bordeaux va donner à la Princesse seront bril-

lantes et concourront avec la foire pour attirer sans doute un nombre infini d'étrangers. Beaucoup de nos agenais doivent s'y rendre; quelques-uns même sont déjà partis. Une seule, une unique chose, est à désirer pour nous dans tous ces tracas, c'est que le Prince, rassasié d'honneurs et de fêtes, passe ici tout doucement et sans nous occasionner des dépenses onéreuses.

Mercredi 1^{er} mars. — Le maire est parti pour Bordeaux. Il s'adjoindra les membres du conseil de la commune, qui se trouveront à Bordeaux, pour complimenter le Prince et lui présenter une adresse que M. de Godailh, membre de ce conseil et de la Chambre, a composée (1).

Vendredi 3. — Départ du Préfet pour Bordeaux, avec monsieur son frère, préfet de Tarn-et-Garonne, qui le prend en passant.

Dimanche 5. — Le duc et la duchesse doivent arriver aujourd'hui, à Bordeaux. Leur entrée dans cette ville est singulièrement favorisée par le beau temps.

Vendredi 10. — Au moment où l'on s'y attendait le moins, à deux heures de l'après-midi, le duc d'Angoulême, allant très vite sur la route de Toulouse, est descendu à l'auberge de Castan. Il y a dîné, puis est reparti sans cérémonie. Le peuple s'est à l'instant rassemblé autour de sa voiture en criant : *Vive le duc d'Angoulême*, etc.; le Prince a reçu ces acclamations avec bonté. Il a dit à M. Roland, secrétaire de la préfecture, qui s'est rendu auprès de lui, en l'absence du Préfet, pour prendre ses ordres, qu'il avait laissé la Princesse à Bordeaux et qu'il était parti de cette ville à l'issue de la fête donnée par le commerce, à la Bourse. Le passage inopiné et rapide du duc d'Angoulême, qu'on croyait devoir rester à Bordeaux jusqu'au 20, a surpris tout le monde. En même temps, le bruit s'est ré-

(1) Beaucoup de personnalités agenaises, l'évêque en tête, allèrent à Bordeaux saluer le duc et la duchesse d'Angoulême. Le *Journal de Lot-et-Garonne* ne manqua pas de citer leurs noms.

pandu que Bonaparte, échappé de l'île d'Elbe, avait débarqué, dans la nuit du 1^{er} au 2 de ce mois, sur les côtes de Provence avec 1,200 hommes, qu'il s'était présenté devant Antibes dont les portes lui avaient été fermées et qu'alors il s'était dirigé vers le Dauphiné avec sa troupe par des chemins impraticables dans les montagnes. On ajoute qu'il est poursuivi et qu'on espère l'arrêter. Tel est le précis de deux lettres que j'ai vues, l'une de Marseille, datée du 5, et l'autre, de Toulouse d'hier, toutes deux arrivées par le même courrier de ce matin. Cette nouvelle effrayante a l'air d'être vraie et le passage du Prince semble encore la confirmer. Il avait d'ailleurs l'air très gai, très serein, et ceux qui l'ont vu disent qu'il a pris de l'embonpoint depuis l'année dernière.

Samedi 11. — M. le duc de la Force et le préfet de Montauban, Alban de Villeneuve, revenant de Bordeaux, ont passé ce matin. Ils ont annoncé pour la journée notre Préfet qui réellement est arrivé vers deux heures de l'après-midi.

A huit heures du soir deux voitures de la suite du duc d'Angoulême s'arrêtent à l'auberge de Castan. M. des Cars et quelques autres gentilshommes du Prince étaient dans ces voitures où le peuple s'était figuré que devait être la Princesse allant joindre son mari. On s'est porté en foule devant l'auberge; on a fait retentir l'air d'acclamations et vœux pour cette Princesse que ses malheurs et ses éminentes vertus rendent chère à tous les Français. Plus loin, dans la ville, tout était en mouvement au bruit de cet événement inattendu, qu'on attachait à l'idée de nouveaux désastres. Plusieurs maisons, des rues entières furent même spontanément illuminées. Ce mouvement doit prouver le bon esprit des agenais. On se rappelle le passage du Corse en 1808; il attirait aussi la foule autour de lui, mais par l'impulsion de curiosité qui fait, en quelque manière malgré soi, chercher à voir une bête féroce. Les cœurs étaient glacés à la vue du tyran, qui, de son côté, se dérobaux regards avec un empressement et un dédain farouches. Si quelques acclamations commandées se faisaient entendre, elles se perdaient dans les airs ou tombaient à l'ins-

tant et ne se relevaient plus de leur chute. Elles étaient aussitôt étouffées par la honte et le repentir. Quelle différence ! La fille de cent rois accueillie par le malheur dès le berceau, longtemps captive dans une hideuse prison, qui vit périr son père, sa mère, sa tante sur l'échafaud, dont le frère fut empoisonné sous ses yeux, qui depuis a erré de climat en climat dans le dénuement et l'abandon, c'est un ange, c'est presque une divinité sur la terre. Si cette Princesse n'était pas l'idole des français, il n'existerait plus de sensibilité dans notre patrie, ni de pitié pour l'infortune, ni de culte pour la vertu ! (1).

Dimanche 12. — Les nouvelles de la Provence confirment le débarquement de l'ennemi public. Il fit sommer Antibes par 25 hommes qu'on retint prisonniers dans cette ville, puis il gagna une hauteur auprès de Grasse, où il dîna; ensuite, il gagna les montagnes en se dirigeant vers le Dauphiné. Il répand d'ailleurs avec profusion un manifeste dans lequel il se compare à Charles XII et promet l'entière remise des contributions. On est à sa poursuite.

Lundi 13. — On a attendu toute la journée la Princesse à la porte et sur les allées de Saint-Antoine où presque toute la ville a resté jusques à 8 heures du soir. Plusieurs jeunes gens étaient montés à cheval et s'étaient portés en avant sur la route. La garde urbaine avait pris les armes. On ne sait comment le bruit de l'arrivée de la Princesse s'était répandu; rien de raisonnable ne pouvait l'accréditer.

Mardi 14. — On dit l'homme, ou plutôt le démon, cerné et sa troupe entamée. Cependant si l'on croit certains bruits qui

(1) Le voyage de l'empereur Napoléon à Agen a été conté à diverses reprises : dans le *Journal de Lot-et-Garonne*, en 1808; par Proché, *op. cit.*, pp. 110 et suiv.; par Paillard, dans son *Histoire de l'hôtel de la Préfecture*, en 1861; et, en 1808, dans une *Relation du passage de S. M. l'Empereur des Français*, qui fait un peu double emploi avec l'article du *Journal de Lot-et-Garonne*.

En ce qui concerne la famille royale, Saint-Amans se fait l'écho de l'opinion des royalistes de son temps, convaincus que Louis XVII avait été empoisonné.

courent sourdement dans la ville, le comité secret de l'année dernière s'agite et va se renouveler.

Mercredi 15. — Rien de nouveau. Les lettres de la Provence, du Languedoc et de Lyon sont muettes. Après ce qu'on avait dit hier, ce silence paraît extraordinaire. Il est vrai que dans la situation où nous sommes on voudrait dévorer l'avenir.

Jeudi 16. — Quel coup de foudre ! L'ennemi public est aux portes de Lyon. Cette nouvelle insérée dans le *Moniteur* du 15 jette toute la ville dans la consternation et l'effroi. On a bien dit, sur le soir, qu'un voyageur venant de Bordeaux avait annoncé que Masséna avait atteint le monstre à deux postes de Lyon et l'avait écrasé ; mais pouvons-nous nous flatter que cela soit vrai et que ce génie infernal ne viendra plus troubler la paix du monde ?

Vendredi 17. — Malgré la nouvelle d'hier confirmée aujourd'hui par deux voyageurs, les lettres de Toulouse nous alarment encore ; celles de Lyon ne nous tranquillisent pas. Les premières disent expressément que Bonaparte est entré dans Lyon le 10 au matin, après avoir été reçu dans Grenoble. Alors si la nouvelle de Bordeaux est vraie, Masséna était sur les talons de Bonaparte et celui-ci serait sorti de Lyon pour revenir sur ses pas et se faire battre. Nous verrons. En attendant, tout cela paraît une fable.

Samedi 18. — La journée se passe à s'inquiéter sur l'avenir. Les évènements, les courriers ne peuvent aller aussi vite que l'imagination ; elle travaille malgré nous et fait, il faut l'avouer, souvent d'assez mauvais ouvrage. Dans le temps qu'on passe à rêver en l'air, des nouvelles contradictoires, apocryphes, impossibles, arrivent de toutes parts. Ce sont tantôt des voyageurs, des conducteurs de diligences, des lettres écrites de Paris, de Lyon, de Bordeaux, de partout, débitant des succès, des revers, de temps en temps quelque chose de vrai ; souvent, très souvent, presque toujours, des mensonges qui enfantent, qui augmentent les inquiétudes des bons citoyens ; je dis

des bons, et pour cause. Ainsi s'est évanouie la nouvelle du combat de Masséna, ainsi s'est décréditée celle d'un avantage qu'on disait hier avoir été remporté par le duc d'Orléans. Cet état de choses, quoique bien pénible, semble nous présager des momens plus pénibles encore, et peut-être une nouvelle révolution à traverser. En attendant que cela s'éclaircisse, plusieurs ordonnances du Roi prescrivent des mesures à prendre dans la crise actuelle. Les officiers à la demi-solde sont rappelés; les déserteurs, amnistiés, pourvu qu'ils rejoignent; tous les militaires retirés, invités à reprendre du service. Le préfet fait une proclamation qui a été affichée et enlevée presque aussitôt. Il prend arrêté sur arrêté; des registres s'ouvrent pour recevoir les enrôlemens volontaires où peu de jeunes gens s'inscrivent. La garde-nationale procède à une nouvelle organisation et les officiers se disputent, dit-on, sur le rang des compagnies. De l'autre côté, le Corse continue sa route vers Paris et sa troupe grossit.

Dimanche 19. — Les journaux semblent devoir nous tranquilliser un peu, mais quelle foi peut-on leur accorder? Il y a peu de lettres de Paris. L'une d'elle rassure sur la disposition des esprits dans la capitale où tout se dispose, dit-on, à faire une énergique résistance. Les troupes, ajoute-t-on, arrivent de toutes parts, du nord de la France surtout, à la suite des généraux dévoués à la bonne cause. Des régimens entiers, d'abord égarés, reconnaissent leur erreur et se rallient au Roi. Les deux frères Allemand qui avaient voulu s'emparer de La Fère sont arrêtés et traduits au conseil de guerre. Desmouettes, qui conduisait 4 ou 5 escadrons à Bonaparte, en a été abandonné, mais s'est échappé. On le retrouvera, dit le duc de Feltre, sur le champ de bataille où sa félonie le conduit (1).

(1) Le maréchal Henri-Jacques-Guillaume Clarke, duc de Feltre, issu d'une famille irlandaise, naquit en 1765 à Landrecies; officier sous la royauté, il prit une part active aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Il adhéra au rétablissement de la royauté et fut créé pair de France par Louis XVIII. Il devint, le 11 mars 1815, ministre secrétaire d'Etat de la guerre. Pendant les Cent-jours, il suivit le souverain à Gand, ce qui ne l'empêcha pas d'être remplacé à la Guerre par le maréchal Gouvion Saint-Cyr. Trois mois plus tard, il fut rappelé.

A Bordeaux, tout va le mieux du monde. On y lève de l'argent et des hommes. La duchesse d'Angoulême, par sa présence, y électrise les esprits déjà prévenus sur les maux dont la ville serait menacée si elle tombait à la puissance du tyran. Voilà le côté consolant de la nouvelle qu'on débite, mais si l'on réfléchit sur la marche rapide du Corse, sur son entrée à Grenoble, à Lyon, sur la retraite des princes qui avaient été à sa rencontre, sur le silence que l'on garde à l'égard des régimens qui marchaient sous leurs ordres, on ne peut s'empêcher de croire que la troupe des révoltés ne se soit beaucoup accrue, même aux dépens de l'armée des Princes; on ne peut guère se refuser à la crainte d'une pareille défection dans celle qui se rassemble pour couvrir Paris. Nous devons sans doute compter pour beaucoup les gardes nationales, mais ce sont de braves gens, et une armée de brigands est bien plus à redouter.

Lundi 20. — Toujours la même inquiétude, toute la France est en mouvement depuis le retour de l'aventurier. Ce qui me rassure, c'est qu'on ne gouverne presque jamais ou pas longtemps une nation malgré elle. Aujourd'hui s'ouvre la foire de la Porte-Neuve qui a succédé au marché dit des *Jambons*, qui se tenait jadis le samedi saint dans la rue des Couteliers. Le temps est beau; il y a beaucoup de monde.

Le conseil général du département est assemblé depuis hier dans l'hôtel de la Préfecture. Il a été convoqué par le Préfet d'après un ordre du Roi daté d'u onze.

Mardi 21. — Les journaux d'aujourd'hui commencent à nous rassurer : Ney, Oudinot et Macdonald nous répondent de tout (1). Les deux premiers arrivent sur Lyon avec des forces importantes et dévouées. Dupont garde la Loire et s'étend jus-

(1) On sait combien Saint-Amans et les royalistes avaient raison d'être rassurés ! Ney revint à Bonaparte, ce qui lui valut d'être fusillé par les soldats de Louis XVIII. Oudinot, longtemps fidèle et dévoué à Napoléon, se rallia à la cause royale. Pendant les Cent-Jours, il n'accepta aucun commandement et fut nommé par Louis XVIII commandant en chef de la garde nationale parisienne (1815). On en fit plus tard un ministre d'Etat et un pair de France.

qu'à Montargis (1). La Bête est, dit-on, enfermée dans Lyon, où elle ne paraît pas à son aise. Paris, Paris surtout, est rassurant par le bon esprit qui l'anime et par l'union qui règne entre les grands corps de l'Etat.

Le 5^m régiment des chasseurs à cheval, auquel le duc d'Angoulême a donné son nom, est arrivé vers midi. Ce régiment très beau, bien monté, bien équipé, vient de Libourne par Villeneuve et se rend à Toulouse. La garde urbaine s'est portée au-devant de lui. Des cris de : « *Vive le Roi !* » ont retenti dans ces deux corps du plus loin qu'ils se sont réciproquement aperçus. Les officiers de la garde urbaine donnent ce soir un repas à ceux du régiment. Lors de son entrée, toutes les fenêtres étaient ornées de drapeaux blancs. Des commis-voyageurs de Lyon se sont présentés chez quelques-uns de nos négocians pour commencer ou continuer des relations de commerce. Partout leurs offres ont été refusées au moins avec froideur. « Vous êtes de Lyon, leur a-t-on dit, nous ne voulons avoir rien de commun avec vous. Votre ville a perdu tout son crédit depuis qu'elle a trahi ses sermens, forfait à l'honneur, méconnu ses devoirs et reçu Bonaparte. » Ces commis, rebûtés par tous les négocians, soit d'Agen, soit des villes ou des provinces voisines, ont écrit à leurs commetans : « Nous ne pouvons traiter avec personne dans le Midi. »

Les membres du conseil général se rassemblent; ils seront bientôt en nombre suffisant pour délibérer. L'autorité qui leur est déléguée dans cette circonstance est très étendue et presque illimitée. Deux membres tirés de son sein feront partie d'un conseil de finance composé en outre du préfet, du receveur général, du payeur (1), etc. C'est bien, c'est très bien d'avoir appelé deux membres du conseil général pour concourir aux opérations de finance qui dans cette crise peuvent être effec-

(1) Dupont, qui n'embarrassa pas beaucoup Bonaparte, fut destitué aux Cent-Jours. Son arrestation fut même ordonnée. Sous Louis XVIII, il fut élu député de la Charente, puis il devint chef de la 22^e division militaire.

(2) Le receveur général s'appelait M. Le Maître; il habitait rue Porte-Neuve. Le payeur du département, c'était M. Thomas, rue des Colonels-Lacuée.

tuées. Ils surveilleront l'emploi des fonds qui, en pareille occasion, peuvent se dissiper au préjudice des contribuables ou des souscripteurs, s'il y en a.

Sur le soir, un garçon boulanger ayant osé crier : « Vive l'Empereur » sur la Plateforme, au milieu de la foire (1), a été sur le champ arrêté et conduit en prison.

Mercredi 22. — Les membres du Conseil général, réunis presque au complet, votent une adresse au Roi. Les corps s'organisent ; le bon esprit semble s'accroître entre-eux par l'électricité qui résulte toujours des grands rassemblements. Ils accourent en foule de tous les points de notre territoire. A midi, les vingt-cinq volontaires inscrits pour concourir à la formation de la garde du duc d'Angoulême ont passé la revue des généraux et du préfet. La revue a commencée par le cri de « *Vive le Roi* », répété par tous les spectateurs. On distingue dans cette troupe de grands propriétaires, tels que M. de Beaumont, maire de Villeneuve ; M. de Gironde, chevalier de Saint-Louis, qui n'a pas voulu accepter le commandement et l'a laissé à M. de Rissan, de Sainte-Livrade. Ce détachement est beau, bien formé, et doit partir demain pour aller rejoindre le Prince à Nîmes.

Voici l'adresse du Conseil général :

« SIRE,

« A peine Votre Majesté fût-elle rendu au vœux de son peuple qu'elle fit luire sur la France l'aurore de son ancienne prospérité. La liberté publique et particulière fut protégée par une charte constitutionnelle ; le crédit reparut. L'agriculture et l'industrie refleurirent, la mer fut restituée au commerce et la paix, à l'univers. C'est au milieu de l'allégresse générale que l'ennemi public ose souiller notre sol de son odieuse présence ! Que veut-il, cet étranger banni

(1) Sur le quartier de la Plateforme, lire la notice de M. Ad. Magen. (Proché, *op. cit.*, pp. 76-77). — La foire dont parle Saint-Amans, c'est celle que les Agenais d'aujourd'hui appellent encore *foire des jambons*.

« de l'héritage de nos Rois ? Son nom est en horreur à la terre
« entière. Le souvenir de ses crimes épouvante les nations.
« Il vient essayer d'introduire la trahison dans nos villes et la
« défection dans les rangs de nos soldats ; il vient évoquer la
« discorde, fomentér la guerre civile et tenter de remonter sur
« le trône de la France, malgré les vœux des Français. Non,
« Sire ! les projets de cet insensé ne s'accompliront pas. Nous
« respirons sous votre autorité tutélaire et légitime, nous ne
« cessons pas d'éprouver les émanations de votre bonté cé-
« leste, de recueillir les traits de votre sagesse, de répéter les
« expressions bienveillantes qui s'échappent de votre cœur.
« Chacun de nous pourrait-il n'être pas prêt à périr, s'il le
« faut, pour défendre son Roi, pour conserver son père !

« Oui ! Sire, nous le jurons à Votre Majesté. Dès le pre-
« mier instant de notre réunion nous vous supplions d'agréer,
« avec le serment de notre inviolable fidélité, l'hommage de
« notre reconnaissance et de notre amour. Le zèle que nous
« allons apporter aux fonctions que vous nous avez confiées,
« l'empressement avec lequel nous allons concourir aux me-
« sures que vous avez ordonnées dans cette circonstance im-
« portante, puissent-ils vous garantir le dévouement absolu
« dont nous sommes pénétrés pour votre personne sacrée.

« Signé : SAINT-AMANS, président ; BALLIAS DE LAUBARÈDE,
« TARTAS CONQUES, BARSALOU aîné, DEMESTRE, LACUÉE, prési-
« dent de la Cour royale ; LACORRÈGE, MÉNOIRE, MALEPRADE,
« DE MORIN, XAVIER SEVIN, TRENTY-CUSSAC, JALABERT, GUYET-
« LAPRADE, NINON et NOUBEL, secrétaire. »

Jeudi 23. — Le détachement des vingt-cinq volontaires à cheval est parti ce matin à 10 heures. Ils s'étaient rassemblés sur la place du Palais. En partant, ils ont crié : « *Vive le Roi !* » et ont mis le sabre à la main, puis sont partis au galop et se sont dirigés vers la porte du Pin par la rue Daurée (1).

L'inscription se continue pour la formation des bataillons

(1) La rue Daurée s'appelle aujourd'hui rue de Cessac.

de volontaires. Les compagnies à cheval vont s'organiser. L'adresse votée par le Conseil général est envoyée par le président au Ministre de l'Intérieur pour qu'il la fasse passer sous les yeux du Roi. Elle est jetée à la poste dans la soirée.

Vendredi 24. — Le Conseil général écrit au Préfet pour s'informer officiellement de l'état des opérations militaires dans le département. Le général Gaussart, auquel le Préfet a demandé des renseignemens à cet égard, s'est offensé de cette mesure qui lui semble marquer quelque méfiance de la part du Conseil. Il se rend à la séance où il proteste de son dévouement à la cause du Roi. Il a parlé avec beaucoup d'énergie et de manière à persuader qu'il avait dans le cœur le sentiment qui s'exhalait de sa bouche.

De mauvaises nouvelles circulent : Madame de Villeneuve est à toute extrémité (1).

Samedi 25. --- Ce matin, à sept heures, est arrivé M. le baron de Vitrolles, conseiller d'Etat et ministre du Roi (2). Le président du Conseil général, les généraux, (le général Lapoype, après les autres), le secrétaire général de la Préfecture, le commandant de la place et M. Dampierre, inspecteur des gardes nationales de l'arrondissement, se réunissent en conférence secrète avec lui chez M. Charrière, maître de la poste aux chevaux. Le Préfet, qui venait de perdre sa femme, n'a pu se trouver à cette réunion inopinée. M. de Vitrolles n'a pas fait le mal plus grand qu'il n'est et n'a point exagéré les ressources qui restent à la France; mais le Corse est entré à Paris

(1) Madame de Villeneuve, née Buchet de Châteauville, mourut le lendemain, 25 mars. Femme du préfet du département, elle fut enterrée au pied de la croix sépulcrale du cimetière de Sainte-Foy. (Proché, *op. cit.*, p. 184.)

(2) Le baron de Vitrolles, d'une ancienne famille de parlementaires d'Aix, émigra, puis rentra en France à la chute du Directoire. Il travailla de toutes ses forces au rétablissement des Bourbons et prit part à un grand nombre de pourparlers. De Bordeaux où il se trouvait près de la duchesse d'Angoulême, il vint à Agen, puis se rendit à Toulouse où il fut arrêté le 24 avril. Ministre d'Etat au retour de Louis XVIII, membre de la Chambre des députés, il perdit, en 1818, son titre de ministre d'Etat. Charles X lui donna l'ambassade de Turin et le créa pair de France en janvier 1830.

le 20 au soir. La défection de 4 régimens qui formaient la garnison de la capitale et le peu de gardes nationales, qui se sont trouvées sans armes au premier appel, ont déterminé le Roi — qui se mettait à la tête de ses troupes en calèche, ne le pouvant autrement, et qui voulait aller au devant de l'ennemi, entouré de ses pairs et des députés des départemens, — ont déterminé, dis-je, le Roi à se retirer à Lille. Puisse-t-il n'y être pas abandonné comme à Paris. Le Conseil général a été convoqué en séance extraordinaire qui a tenu toute la journée. Il approuve un arrêté du Préfet qui met en permanence les conseils des grandes communes quand les sous-préfets le jugeront à propos. Toutes les autorités sont prévenues des nouvelles apportées par M. de Vitrolles avec recommandation de ne les répandre que peu à peu dans le public. Plusieurs mesures de surveillance et de police sont prises; elles sont nécessaires : nous entrons dans une carrière nouvelle d'événemens à perte de vue. M. de Vitrolles est reparti pour Toulouse à 8 heures du matin. M. de Vitrolles est un homme agréable, bien élevé, plein d'aménité dans les manières, mais je doute qu'il soit doué de l'énergie et de la sagacité nécessaires à un homme d'Etat. Après la conférence dont j'ai parlé, il aurait dû peut-être donner un rendez-vous particulier à tous ceux qu'il avait entretenus en commun. Dans ce tête-à-tête il aurait pu recevoir leurs renseignemens, leurs avis, et comparer leur langage confidentiel avec celui qu'ils avaient tenu vis-à-vis les uns des autres; il aurait pu étudier ainsi leur caractère, deviner leur arrière-pensée et tirer les plus grandes lumières de ces deux entretiens, l'un public, pour ainsi dire, et l'autre secret. Il aurait fallu rester à Agen la matinée entière au lieu de n'y rester que deux heures environ. Peut-être alors eût-il accordé moins de confiance aux militaires qui protestèrent devant lui d'un zèle dont on doit au moins soupçonner l'énergie. Il eut su (j'en suis sûr) que les bataillons de volontaires ne s'organisaient point; qu'on affectait de l'empressement pour cette opération qui cependant s'exécutait avec lenteur; que si quelque troupe se formait réellement, c'était celle des officiers en demi-solde ou retraités, très certainement animés du même

esprit que les soldats de la ligne, et que les volontaires qui devaient composer des corps de cavalerie éprouvaient chaque jour des obstacles qui s'opposaient à leur organisation. On voit, on sent la raison qui dirige la conduite des généraux. La première troupe leur est totalement dévouée; la deuxième, composée de propriétaires et de gens aisés, ne partage peut-être pas leur opinion ; ainsi s'expliquent les prétextes, les embarras, les retards qui contrarient sans cesse l'empressement que cette troupe distinguée témoigne de s'organiser. M. de Béraud, ancien chef d'escadron, doit la commander. Somme totale (*sic*), je pense que M. de Vitrolles eût bien fait de ne pas s'en rapporter à la conversation générale de ce matin, de laquelle il n'a pu retirer aucune connaissance précise sur l'objet de sa mission, ou dans laquelle il n'a puisé que des pensées fausses, ce qui est bien pis.

Dimanche 26, jour de Pâques. — Cinq individus ont été arrêtés cette nuit, dans un cabaret, rue Floirac, vis-à-vis la poste aux lettres. L'un d'eux, officier en semestre, a été trouvé nanti d'une proclamation de Bonaparte dont il avait donné lecture. Ils ont tous été conduits en prison. Dans la matinée, sur une lettre du maire d'Agen, dans laquelle il dénonçait au Conseil général l'existence d'un parti qui se proposait d'enlever les détenus de la prison de police du Chapelet (1) où ils étaient renfermés, le Conseil général a pris sur-le-champ un arrêté pour que ces individus fussent transférés sans délai dans les prisons criminelles. Cet arrêté, suivi d'une lettre concernant des mesures de sûreté, a reçu son exécution

(1) Le dossier M. 5 *Police* des Archives départementales contient quelques détails au sujet de cette affaire qui se passa à l'auberge Gauthié, rue Floirac. L'officier, Bernard Ricard, âgé de 21 ans, était sous-lieutenant au 40^e régiment de ligne, en semestre à Agen depuis le 5 octobre 1814. Au reste, tout se termina devant le tribunal correctionnel et tous les prévenus furent acquittés.

Le couvent du Chapelet, qui voisinait avec la collégiale Saint-Caprais devenue cathédrale, avait servi, en 1793, de fabrique de salpêtre. Plus tard, il fut utilisé comme violon; la prison, contigüe à l'hôtel de ville (aujourd'hui partie du Musée), était réservée au délits ou crimes de droit commun. (Proché, *op. cit.*, p. 226, n.)

sans aucun trouble pendant les vêpres de la cathédrale. 15 gendarmes formaient l'escorte et 30 hommes choisis de la garde nationale étaient en armes sur la place du marché au blé. L'un des cinq individus a été relâché parce qu'il n'y avait aucune charge contre lui.

Le courrier de Bordeaux apporte l'acte des puissances du Congrès, en date du 13 mars, qui déclare Bonaparte hors de la loi des nations. La malle de Paris n'arrive point.

Les obsèques de feu Madame de Villeneuve se font à cinq heures du soir. Toutes les autorités civiles et militaires y assistèrent. Le Conseil général s'y rendit en corps. Son président portait un des coins du poêle et avait la première place. La deuxième était occupée par M. Roland, secrétaire général de la préfecture, et les deux autres, par MM. Menne et Grenier, conseillers de préfecture. Le convoi, suivi d'un grand concours de peuple, termina sa marche à l'ancienne église des Jacobins, aujourd'hui paroisse de Sainte-Marie. L'esprit, les vertus, l'active et rare obligeance de Madame de Villeneuve la rendront à jamais l'objet de nos regrets.

Le bruit se répand dans la soirée que 6,000 anglais sont au bas de la rivière, ce qui a besoin d'être prouvé.

Lundi 27. — Les inquiétudes continuent, s'accroissent même. Comment cela pourrait-il être autrement ? On n'a point de nouvelles de Paris. Sur le soir je vois une lettre de Bordeaux, pas un mot des Anglais. On y parle de l'entrée de Bonaparte dans la capitale et de l'infâme trahison de Ney. — « Sire, a-t-il dit au Roi, en le quittant pour aller combattre le Corse et en lui serrant la main, Sire, je pars le plus fidèle et le plus dévoué de vos sujets et ne me présenterai devant Votre Majesté qu'en traînant à vos pieds le monstre enchaîné dans une cage de fer. » Il sort en proférant ces paroles et va se jeter dans les bras de Bonaparte. On ne peut concevoir qu'un militaire français puisse être coupable d'une semblable infamie. *Tout est perdu, surtout l'honneur !*

Le Roi, pour éviter une inutile effusion de sang, s'est retiré, avec une suite de fidèles, loin des lâches et ingrats.

Quelques cocardes tricolores paraissent à Castillonès. On dit le département de la Dordogne imbu d'un mauvais esprit et même en pleine révolte.

Mardi 28. — Le Roi est à Bruxelles : il a quitté la France ! Le cri de l'indignation et celui de la vengeance doivent éclater partout, et tous les guerriers de l'Europe vont se couvrir de leurs armes à cet affreux signal. Déjà six jours écoulés sans courriers, sans nouvelles officielles. Un journal de Bordeaux, la gazette du département des Landes, parvenus je ne sais comment jusqu'à nous, ne disent absolument rien. Pendant cet intervalle de doute et d'incertitude lorsqu'un torrent de malheurs est prêt à fondre sur nous, l'imagination s'agite dans un cercle d'idées effrayantes. On lit l'inquiétude sur toutes les figures, et l'effroi, dans tous les yeux, même dans ceux des partisans présumés de Bonaparte. Ceux du Roi sont consternés du présent, et les autres, de l'avenir. Il n'est pas douteux que ceci n'amène des évènements désastreux et des scènes où dans la suite certains acteurs ne s'applaudiront peut-être pas d'avoir figuré. Quoiqu'il en soit, les cocardes tricolores font fortune dans l'arrondissement de Villeneuve. Des agents de la trahison parcouraient les campagnes dès le commencement de l'année et répandaient partout que Louis XVIII voulait rétablir les rentes et les dîmes. Ils ajoutaient que les nobles se proposaient d'atteler les paysans deux à deux à la charrue et de les faire labourer la terre. Ces ridicules imputations, qu'aucun français ayant le sens commun ne peut écouter sans pitié, ont donc été trouvées très vraisemblables par le peuple des campagnes et lui font regarder Bonaparte comme un libérateur. Sans doute, si les hommes prenaient la justice pour règle de leurs actions, tous les français auraient rejeté loin d'eux de semblables sottises et les paysans même en auraient senti l'absurdité. Mais les hommes, presque toujours aveuglés par leurs propres intérêts, se laissent emporter par leurs passions; ils préfèrent alors souvent le joug d'un autre usurpateur au gouvernement paternel de leur souverain légitime; aveuglés par la prévention, ils croient alors quelquefois combattre un tyran

dans celui qui serait peut-être l'objet de leur culte, s'il leur était possible de connaître ses vertus. Telle me paraît être l'erreur où nos paysans sont actuellement plongés. Se convertiront-ils à la voix de la raison ? J'en doute. L'esprit des paysans n'est ni bon ni juste : les épreuves du malheur et de la misère peuvent seuls les ramener dans les sentiers de la justice et de la vérité.

Mercredi 29. — On fait des prières publiques matin et soir dans les quatre églises paroissiales de la ville. Cela ne prouve peut-être pas beaucoup plus de justesse d'esprit chez le citadin, peuvent dire certains raisonneurs; mais il est touchant de voir dans une calamité générale invoquer la Providence et ce mouvement, inspiré par des idées religieuses, ne trouble pas l'ordre public.

Aucune nouvelle officielle n'arrive. Une infinité d'autres, la plupart contradictoires et supposées, circulent de toutes parts. L'esprit public se fatigue et se décourage. Cet ordre de choses est insupportable et ne saurait durer longtemps.

On a vu des cocardes tricolores à Castillonès, où le drapeau révolutionnaire a même flotté sur le clocher. Les cocardes séditieuses ont aussi paru à Cancon, dans le centre du 4^e arrondissement. Il doit y avoir une foire le 3 avril à Ville-neuve. Quoique l'esprit y soit très bon, quelque scène fâcheuse pourrait, selon certains rapports, être à redouter dans cette circonstance. Le Conseil général prend des mesures pour la prévenir.

Jeudi 30. — On a organisé ce matin des compagnies volontaires de cavalerie. Il manque des chevaux (1).

(1) Lespès, dans son manuscrit inédit, présente à ce sujet quelques curieuses observations : « On forma sur le Gravier deux compagnies de garde nationale à cheval destinées à faire leur service dans le département. On y voyait des personnes de tout âge des bonnes familles de l'arrondissement. Plusieurs se montèrent et s'équipèrent à leurs frais; les autres devaient l'être aux frais du département. Leur nombre était de cent. Il est à observer que M. le chevalier de Secondat [qui avait commandé en 1793 une compagnie à

Une députation de deux membres du Conseil général du Gers est venu faire part à celui de Lot-et-Garonne de ses sollicitudes sur la situation où se trouve la chose publique. Les députés du Gers sont MM. de Bastard et de Cassaignoles.

Le Conseil général de Lot-et-Garonne envoie un commissaire hors de son sein à Toulouse, pour prendre auprès de M. de Vitrolles tous les renseignemens que l'urgence des circonstances rend indispensables. Si le ministre, à qui le préfet a écrit plusieurs fois, ne répond point, il parlera peut-être; il enverra peut-être les armes qu'on lui demande; il dira si le gouvernement provisoire s'organise; si le duc d'Angoulême vient à Toulouse, ce qu'il fait et aussi ce qu'il faut faire, car, privés de toute espèce de renseignemens depuis plusieurs jours, nous restons les bras croisés quand il faudrait agir sans doute. Pour comble d'inquiétude, le courrier de Bordeaux n'est point arrivé.

Le Conseil général fait une proclamation et prend un arrêté pour engager les contribuables à payer les six premiers mois de 1815.

(A suivre)

cheval organisée par le Comité révolutionnaire] était capitaine de l'une de ces compagnies. Cette observation prouve que certains hommes jouent leur rôle suivant les circonstances, car tel, en 1793, était effréné républicain qui est aujourd'hui royaliste par excellence. Voilà toujours l'esprit français : aujourd'hui oui, demain non. »

.....
.....
Et plus loin, à propos des mesures de sûreté prises par le Conseil général : « Ah, ciel ! en 1793, on menait à l'échafaud les princes de la famille des Bourbons qu'on exalte tant aujourd'hui. Et ce sont presque les mêmes hommes qui ont fait la Révolution qui reviennent aux principes de la légitimité des trônes. En vérité, cela ne se conçoit pas . »

LE CHATEAU DE LABARDE

ET SES SEIGNEURS

Tout au fond d'une étroite vallée du beau pays d'Agenais, se cache dans un nid de verdure, le petit château de Labarde (1). Fief dépendant de la baronnie de Roquecor, au ^{xii}^e siècle, il eut la rare fortune de s'accroître avec le temps et de devenir quelques années avant 1789 le siège d'une baronnie et d'une juridiction.

La construction de ce manoir paraît être de la fin du ^{xvi}^e siècle, ou du début du ^{xvii}^e. Bâti au sommet d'une colline abrupte, il se compose de trois bâtiments, sans décors architecturaux, enfermant une cour rectangulaire dont le quatrième côté est formé par le parapet surplombant le rocher. Au fond de la cour, à droite, la porte d'entrée du château, avec, à côté, l'ancienne chapelle seigneuriale, occupant le rez-de-chaussée d'une tour aujourd'hui démantelée. L'appartement, vaste quadrilatère massif, se compose d'un rez-de-chaussée, un premier et un second. La grande façade, qui domine la vallée, est terminée d'une façon peu banale, par un fronton en forme de trapèze.

A l'intérieur les belles salles aux décorations des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ont disparu. De l'escalier monumental, il ne reste plus qu'un faible vestige; les plafonds aux solives sculptées se sont recouverts de plâtre et les grandes salles ont été divisées en une multitude de petites pièces modernes. Une cheminée Louis XV et un magnifique panneau en bois sculpté, du même style, ont seuls échappé aux injures du temps et au vandalisme des divers propriétaires. Par ses formes et ses décorations,

(1) Commune de Roquecor, canton de Montaigu (T.-et-G.)

cet admirable panneau fait songer à ceux du Salon des Singes, de Chantilly, ou encore au château de Champs (1).

Malgré des dégradations, ou des restaurations malheureuses, le château de Labarde conserve, même de nos jours, son bel air du temps jadis. Vu un soir d'automne, des hauteurs de Roquecor, tandis que le soleil dore de ses derniers rayons les coteaux agenais, il apparaît tout à coup, isolé sur son rocher, étendant comme autrefois son ombre protectrice sur cette vallée dont il fut le suzerain.

Les seigneurs de Labarde : Les familles de Labarde, d'Aspremont de Roquecor, de Comarque, Guynot, Briffaut.

Au ^{xiii}^e siècle, Labarde était la propriété d'une famille qui portait ce nom. L'origine de celle-ci ne saurait vraisemblablement remonter avant le Moyen âge et l'on peut supposer avec quelques raisons qu'elle appartenait à cette féodalité sortie du sol pour repousser l'invasion normande. Le fief lui-même ne paraît pas antérieur à cette époque.

Ce n'était alors qu'une petite maison noble dépendant en « foy et hommage » de la maison de Roquecor, avec certaines rentes, etc., en dépendant (2). Le 15 septembre 1258 le pape Innocent IV confirma une donation antérieure par laquelle Falquet de Labarde, chevalier, et Aymeric de Labarde, damoiseau, avaient cédé à l'Evêque d'Agen, les dîmes qu'ils avaient dans l'église de Saint-Martin de Pinolis (3). Falquet et Aymeric sont les seuls membres de cette famille qui, au ^{xiii}^e siècle, nous soient connus. Au ^{xiv}^e nous voyons qu'un Bertrand de Labarde, donzel, assiste au contrat de mariage d'Amalvin III de Gironde et de Petronne de la Marche, à Catus, le 30 août 1365 (4).

Cette famille s'éteignit avec Bernard de Labarde, chevalier,

(1) Champs, près Nogent-sur-Marne (Seine).

(2) Arch. de T.-et-G., E Inventaire général des Titres de Roquecor, p. 392.

(3) Arch. de L.-et-G., A Pouillé de Valerii.

(4) Courcelles, *Histoire des Pairs de France*, t. x, Gironde, p. 12.

seigneur de Lesparre, Lesparrois, Montignac et Civrac en Bordelais. Sa sœur, Comtor ou Comtesse de Lesparre, épousa Emeric Foucher, chevalier, seigneur des Chabannes en Périgord, lieutenant du sénéchal de Périgord. De ce mariage, vint une fille, Sybille, dite Billette, qui épousa Gaston de Gontaut V^e du nom. Bernard de Labarde testa le 8 août 1412 et institua, après sa sœur, pour héritier universel, le fils aîné de Gaston V (1), Gaston VI. Dans quel camp combattit Bernard de Labarde, durant la guerre de cent ans, et quel rôle joua-t-il ? c'est ce que nous savons à peine. Contrairement à la grande masse des nobles de Guienne, Bernard resta fidèle au roy de France. Ses biens du Bordelais et de l'Agenais étant passés sous la domination anglaise, furent attribués par les Anglais au Soudan de Latran (2) (Pierre de Montferrand). Bernard mourut sans rentrer en possession de son patrimoine.

Lorsque la Guienne fut remise sous l'obéissance du roi de France Charles VII, ce prince confisqua les biens de Pierre de Montferrand, et, en l'an 1450, il donna les seigneuries de Lesparre, Lesparrois, Montignac et Civrac en Bordelais, et Labarde en Agenais, à Amanieu d'Albret (3), sire d'Orval. Ce dernier, ayant appris, dans la suite, qu'il possédait à tort et sans cause les biens de Bernard de Labarde, transigea avec Arnaud V et Gaston VI, de Gontaut, et s'engagea à leur payer la somme de 5.000 écus. Amanieu mourut sans avoir rempli sa promesse. Gaston VI, baron de Biron, et Arnaud V son frère, demandèrent le paiement de ladite somme. Louis XI leur ac-

(1) Gaston V était le deuxième fils de Gaston IV, seigneur de Gontaut, Biron, Montaut, Cabrères, et de Marguerite de Biron, dame de Montferrand.

(2) Père Anselme, *Grands Officiers de la Couronne*, t. VII, p. 301.

(3) Arnaud-Amanieu d'Albret, troisième fils de Charles II, sire d'Albret, comte de Dreux, vicomte de Tartras, etc., et d'Anne d'Armagnac. Il est qualifié « Armenjon de Lebre, seigneur d'Orval, capitaine de cent lances et des Archers de la grande retenue du roi ». Son sceau est « Ecartelé au 1 et 4 de France, au 2 et 3 d'Albret, à une bordure engrêlée ». Le roi Charles VII le nomme « son cher et féal cousin Amanjeu de Lebre, seigneur d'Orval, son conseiller et chambellan », dans le don qu'il lui fit au mois d'août 1450, des « baronies, chatel, chatellenie, place et seigneurie de l'Esparre au pais Bourdelois », en récompense des grands services qu'il avait rendu contre les Anglais. Il fut lieutenant général pour le roi en Roussillon et y mourut en 1463. (P. Anselme, *Grands Officiers de la Couronne*, t. VI, p. 212.)

corda alors des lettres datées de Bordeaux le 3 novembre 1476, pour qu'ils soient rétablis dans les biens de Bernard de Labarde, leur oncle, comme ses héritiers testamentaires. En conséquence de ces lettres, ils firent assigner, le 14 novembre 1476, Isabeau de la Tour, veuve d'Amanieu d'Albret, en son chastel de Chalus, pour qu'elle eut à leur rendre ces terres, ou leur payer les 5.000 écus. Ils obtinrent arrêt contre elle et Jean et Gabriel d'Albret, ses enfants, le 4 mars 1478. Ce procès était encore pendant devant le Parlement de Paris en l'an 1479 ; cependant les parties ne durent pas tarder à s'accorder.

Qu'advint-il alors de la seigneurie de Labarde ? Isabeau de la Tour et ses fils durent probablement payer les 5.000 écus, car nous voyons le deuxième fils d'Amanieu d'Albret, Gabriel, qualifié de baron de l'Esparre, lieutenant général pour le roy au royaume de Naples, gouverneur du Limousin. Labarde dut donc suivre le sort des autres biens de Bernard de Lesparre ou de Labarde et rester dans la maison d'Albret d'Orval. Gabriel mourut sans avoir été marié, après avoir fait son testament, à Lyon, le 14 juin 1496. Son frère aîné, Jean, sire d'Orval, devint alors baron de Lesparre. Il donna tous ses biens à Marie et Charlotte (1) d'Albret ses filles, et mourut le 26 juin 1523.

A cette époque, la chatellenie de Labarde était déjà la propriété de la famille d'Aspremont, barons de Roquecor (2). Il est probable qu'elle fut vendue à la mort de Gabriel d'Albret, par son frère. Quoiqu'il en soit, en 1500, c'est un d'Aspremont de Roquecor qui est seigneur de Labarde. Ce dernier étant le frère de son suzerain de Roquecor, il y eut accord entre eux le 7 janvier 1501. En échange de certains droits le baron de Roquecor donna la faculté au seigneur de Labarde de faire construire « moulins, pigeonniers, pesquiers, etc... » : « Sera (3) « permis audit sieur de Labarde si bon luy semble faire édifier « moulins, pigeonniers, pesquiers ou (serve ?) ou reservoirs

(1) Marie épousa Charles de Clèves, comte de Nevers et d'Auxerre ; Charlotte épousa Odet de Foix, comte de Cominges.

(2) Commune du canton de Montaigu (T.-et-G.).

(3) Arch. de T.-et-G., E 222.

« pour tenir poisson et autres édifices que bon luy semblera,
« sans porter aucun préjudice à la seigneurie de Roquecor.

« Item ledit sieur de Labarde a quitte et quite, cède et trans-
« porte audit seigneur de Roquecor et audit nom, tout le droit
« et action, part et portion, noms voix et action qu'il a et peut
« avoir sur la maison noble de Roquecor circonstances et dep-
« pendances d'icelles, comme sont biens paternels, maternels,
« fraternels, légitime supplément d'icelle, ensemble ce qui
« pourroit estre et feu Messire Jean d'Aspremont son feu oncle
« possédoit, comme son héritier.

PACTE : « Item a esté accordé entre parties que en cas que le
« sieur de la Barde decedat sans de son légitime ma-
« riage, audit cas, tous et chascuns les cens accaptés arrière
« accaptés rentes et droits et debvoirs seigneuriaux par led.
« sieur de Roquecor baillés audit sieur de Labarde comme
« sont dessus spécifiés comme sont Labarde, Septfons, des
« Noguiés, Jouvenels, et la Comba de Maurival reviendront
« de plein droit et appartiendront audit seigneur de Roquecor
« et aux siens héritiers et successeurs. » Les parties ratifient
et approuvent la transaction. « Tout le droit qu'il a en la mai-
son de Pierre Roquefort prestre, size dans les murs de Roque-
cor, confronte avec la rue publique par devant, du derrière
avec le fossez de Roquecor. Ensemble le droit qu'il peut avoir
en un casal qu'est près du chateau de Roquecor (1). » (BER-
TRAND SAPIENTIS, notaire.)

Les deux frères qui passèrent la transaction du 7 janvier 1501, étaient : Bernard de Pellegrue d'Aspremont, fils aîné de Jean, et N... de Pellegrue d'Aspremont, seigneur de Labarde. Ce premier chatelain de Labarde, de la famille d'Aspremont, mourut sans enfants de son légitime mariage, et en vertu du

(1) La maison de Pellegrue d'Aspremont, barons de Roquecor, était une des plus anciennes et plus illustres de Guienne ; elle est originaire du Bazadois. Elle a fourni un cardinal, Arnaud de Pélagrue, qui mourut à Avignon en 1335. Raymond de Pélagrue rendit hommage dans l'église de St-André de Bordeaux le 15 juillet 1364 à Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre. Les deux fils de ce dernier, Guillaume et Amanieu, épousèrent les deux filles de Arnaud Ramond d'Aspremont, seigneur baron de Roquecor, et de marquise de Faudoas. Arnaud Ramond d'Aspremont eut aussi un fils, Jean, qui mourut

pacte de 1501 ses biens firent retour à la branche aînée. Ils servirent à doter un des fils de Bernard, seigneur de Roquecor, François, qui fut le deuxième et dernier seigneur de Labarde de la famille de Pellegrue d'Aspremont.

Déjà, en 1501, le sieur de Labarde, avait obtenu de son suzerain, et frère, l'extension de ses droits seigneuriaux. François continua l'œuvre de son oncle, mais ce fut Françoise de Comarque, veuve de François, qui en 1583 obtint la suppression de l'hommage que les seigneurs de Labarde devaient à ceux de Roquecor. Le 23 mai 1548 (1) il y eut transaction passée entre noble François d'Aspremont, seigneur de Labarde, demandeur, d'une part, et noble Jean d'Aspremont, seigneur de Roquecor et Antoine d'Aspremont, sieur de Villebeau, frères, ledit seigneur de Roquecor tant pour soi que pour et au nom dudit Antoine son frère deffendeurs d'autre part.

« Entre lesquelles parties y avoit procès au sénéchal d'Agenois et Gascogne sur ce que ledit sieur de Labarde demandoit audit d'Aspremont ses frères le nombre et quantité de 44 quarterées terre franches de cens et rentes et d'autres droits seigneuriaux, comme est porté par certaine transaction retenue par Jean Bergon, notaire.

« Item la somme de 100 livres.

« Item un pred qui est au tenement de Combetou, paroisse et juridiction de Roquecor. — Lesdites parties désirant vivre en paix s'accordent en la forme et manière que s'ensuit :

« Premièrement, paix entre parties. Item que pour tout le droit action part et portion que ledit sieur de Labarde leur demandoit ledit sieur de Roquecor pour soi et au nom de son

sans postérité. Les deux sœurs, Jeanne, femme de Guillaume et Comtesse, femme d'Amanieu, passèrent le 20 janvier 1394, une transaction au sujet des héritages par parties égales de Jean d'Aspremont, chevalier, leur frère. En 1449, lors du mariage de Jean de Pellegrue, fils de Bertrand et de Catherine de Durfort, la noble comtesse d'Aspremont, dame de Roquecor, donna cette terre à son neveu Bertrand de Pellegrue, et obligea son petit neveu, Jean de Pellegrue, à prendre le nom d'Aspremont. Jean de Pellegrue d'Aspremont, petit-fils de Guillaume et de Jeanne d'Aspremont, épousa (1449) Bourgue de Rousset. (Arch. de Tarn-et-Garonne. Inv. général des titres de Roquecor, p. 407.)

(1) Arch. de T.-et-G., Inv. général des titres de Roquecor, p. 194.

dit frère lui a baillé toutes et chacunes les rentes, accaptes, etc... horsmis la justice qu'il se réserve par expres pour le village de Labarde, juridiction de Roquecor, confronte avec le bouriage de Coyssels dit de Sivade d'une part, hormis et réservé une pièce que les Tamlats, habitants du village ont en la parroisse de Ferrussac, juridiction de Roquecor.

« Item a esté baillé aud. sieur de Labarde tous les cens et rentes accaptes, etc... sauf la justice comme est dict ci-dessus de ce que Jean et Guillaume Septfons père et fils font de rente annuelle au seigneur de Roquecor. »

Vers cette même époque éclataient les sanglantes luttes entre catholiques et protestants. Calvin avait de nombreux partisans en Guienne, surtout dans la noblesse. Peut-être les derniers d'Aspremont, de Labarde, subirent-ils cette influence ? Un acte de 1583, cité plus loin, porterait à la croire. Nous savons, en effet, que le château de Coyssels, à peine distant d'un demi-kilomètre du château de Labarde, était devenu le quartier général des huguenots dans la juridiction de Roquecor.

Le 17 mars 1583, noble Dame Finette d'Aspremont, femme de M^r M^e Augier de Gourgues, président de la trésorerie de France à Bordeaux, Françoise de Comarque, veuve de François d'Aspremont, seigneur de Labarde et Loys de Laval, ecuyer, sieur de Coyssels, se partagèrent la justice de la paroisse de Saint-Jullien de Coyssels.

« Nous (1), arbitres soubsignés accordez par les parties des
« seigneurs de Roquecor, faisant tant pour luy que pour dame
« Finette d'Aspremont, femme de Monsieur M^e Augier de
« Gourgues (2), président de la Trésorerie de France, le sieur

(1) Arch. de T.-et-G., E 222.

(2) Ogier de Gourgues, vicomte de Julhiac, Monlezun, Goulou, Roquecor, la Roche-Andry, baron de Vayres, etc..... fut trésorier de France et général des Finances à Bordeaux et conseiller d'Etat. Il servit sous les rois Henri II, François II, Charles IX, Henri III et Henri IV, qui l'honorèrent (principalement les trois derniers) d'une confiance particulière. Aussi les servit-il avec tant de zèle et de fidélité, qu'ils lui accordèrent plusieurs pensions, comme

« de Coyssels et la demoiselle de Labarde pour faire le par-
« tage de la justice de la paroisse de Saint-Jullien de Coyssels,
« suivant certaines transactions passées entre lesd. parties, et
« acte de compromis par elles faict, ladite paroisse entière-
« ment perchée et agrimenssée eu esgard aux bastiments et
« autres choses remarquables en ladite paroisse pour la divi-
« sion d'icelle. Avons ordonné suivant nostre pouvoir, premiè-
« rement quand au temple de ladite paroisse qu'il sera jouy et
« appartiendra ausd. parties ainsy que s'ensuit, scavoir que
« la moytié dud. temple et celluy qui est devers le septentrion
« et piys de Coyssels demurera audit seigneur de Roquecor,
« en laquelle moytié il pourra faire une ou plusieurs ceintu-
« res, mestre ses armoiries..... et l'autre moytié dudit temple
« devers le midy demurera et appartiendra ausdits sieurs de
« Coyssel et Labarde, en laquelle de leur commandement
« avons ordonné qu'ils ne pourront faire qu'une seule ceinture
« en laquelle led. de Coyssels pourra faire l'écusson de ses ar-
« moiries et lad. damoiselle de la Barde les siennes après, en
« sorte que l'escusson dud. sieur de Coyssels sera le premier,
« et celuy de lad. damoiselle de la Barde le second, après sui-
« vant ledit ordre. Et pour la division de ladite justice et juri-
« diction avons ordonné que.... Et la part de ladite damoi-
« selle de la Barde quest une quatrième partie de la paroisse
« de Saint-Julhien de Coyssels, la quatrième partie des faicts
« de Pech Auriol et de la Fage que led. sieur de Roquecor luy
« bailhe tout à un joignant confronte d'une part devers led.
« Coyssels avec lad. quatrième partie dud. sieur de Coyssels
« depuis lad. borne quest près dud. temple de borne en borne
« jusques à lad. borne quest dans le chemin tendant de la
« boule grosse à Roquecor, et de lad. borne droict au carre-
« four appelé d'entre les chemins près la boule, et après avec

il paraît par leurs lettres patentes des 22 sept. 1573 et 25 janvier 1578, dument enregistrées. Il eut plusieurs emplois considérables qu'il remplit dignement à la satisfaction du prince et du public. Il mourut à Bordeaux vers la fin de 1593 ou au début de 1594. Il avait épousé, en secondes noces, le 16 août 1574, Finette d'Aspremont, veuve de Jacques de Pontac. (La Chesnaye, t. ix, p. 545-46.)

« chemin tendant de Tournon à Agen et suivant ledit chemin
« jusques à une borne qui a esté plantée près led. chemin et
« près la tuque appelée de Jacmmé Marty et de lad. borne
« droict à autre borne quest au bout de la Combe Mariual et
« d'icelle à autre borne quest dans lad. Combe de Mariual et
« au dessoubs le jardin de Marie dezouvenel d'icelle à droict
« fil dud. combel jusques au ruisseau de lad. combo, et après
« tout le long de lad. combo avec led. ruisseau jusques au
« chemin tendant de la teulière audit Saint-Julhien et suivant
« led. chemin jusques à lad. borne quest pres led. oratoire, et
« de lad. borne à lad. borne quest pres ledit temple (1) devers
« occident et droict le millieu dud. temple, et pour faire l'exer-
« cisse de la justice desdites parties lesd. sieurs et leurs offi-
« ciers pourront passer et repasser par les chemins royaux et
« publics l'une pour la portion de l'autre sans qu'ils soient
« tenus demander l'un à l'autre permission visa ny paréatis.
« Et touchant le péage qui se leue en lad. paroisse de Saint-
« Julhien ordonnons que veu les titres desdites parties leur en
« sera faict droit par advis de conseil, et pour le regard des
« rentes lesdites parties en fairont la division, et celluy qui
« aura plus prins que sa part ne monte remboursera et répa-
« rera les autres ainsy signé : LE ROUCAL, arbitre, LA PENCHE,
« arbitre, VEYRIÈRES, arbitre, DEVIVIEZ, arbitre, VERNHES, ar-
« bitre... (MOLINIER, not^{re} royal). »

Quelques mois après cette convention il y eut un second accord entre le seigneur baron de Roquecor et damoiselle Françoise de Comarque, veuve et héritière de feu François d'Aspremont, écuyer, seigneur de Labarde, par lequel accord furent fixés les rentes, fiefs et autres biens qui devaient appartenir à lad. Comarque, comme héritière dud. seigneur de Labarde devant Molinier, notaire (6 juin 1583) (2).

(1) On s'est servi ici du mot « temple » au lieu « d'église », parce que des arbitres étaient huguenots et se servaient ordinairement du nom de temple contre l'usage catholique romain. (Note de 1699, mise sur l'original.) Les arbitres protestants sont ceux de Loys de Laval, seigneur de Coysseles.

(2) Bibliothèque municipale de Cahors. Nobiliaire manuscrit de l'abbé de Lavaissière, t. II, p. 466.

L'abbé Henri Solacroup de Lavaissière, prieur d'Escamp en Quercy, naquit

Malgré l'acte du 17 mars de la même année, il y eut encore procès entre les seigneurs de Roquecor et de Labarde. Aussi, pour en finir, Françoise de Comarque et le baron de Roquecor transigèrent une seconde fois le 26 juin 1583. Il y avait à ce moment-là trois procès entre eux pendant devant le sénéchal d'Agenais : l'un à cause de la quatrième partie de la paroisse de Saint-Julhien « cy devant acquise par ledit feu sieur de Labarde de feu François Ménoyré qui l'avait auparavant acquise dud. seigneur de Roquecor. » L'autre était au sujet « de certaines rentes que ladite de Comarque prétendoit être dependantes de la paroisse et juridiction de la Villedieu cy-devant vendues par led. seigneur de Roquecor à feu Cyprien de Lezi, seigneur de Saledebru, et par ledit de Lezi depuis vendue au sieur de Labarde et à Loys de Laval, escuyer sieur de Coysseles, lesd. rentes assignées sur les tenanciers du village de Natz dit de Moulis », et le troisième concernait « l'exercice de la justice dud. lieu de Saint-Julhien et émolument d'icelle, et de l'élection et prestation de serment d'un consul en lad. paroisse de Lavilledieu. Comme aussi feut différent entre lesdites parties à cause de l'hommage que led. sieur de Roquecor demandoit sur les biens délaissés par led. feu sieur de Labarde ou acquis par lad. damoiselle sa veuve dans le fief dud. sieur de Roquecor. Pour obvier auxquels procez... les parties comme proche alliés et bons amis... transigent :

« Moyennant que lad. 4^e partie de lad. paroisse de Saint-Julhien en toute justice droit de feudalité et directe en la qualité que a esté acquise par led. feu sieur de Labarde, demeu-

en 1742, au château de Monplan, paroisse de Valprionde, diocèse d'Agen. Il était fils de M. Jean Baptiste Solacroup, sieur de Lavaissière, et de demoiselle Anne de Vernhes. La famille Solacroup était originaire de Belmontet. Une branche vint s'établir quelque temps après, à Pailhas près Valprionde. La branche de Pailhas subsiste seule aujourd'hui. Elle est représentée par M. Edouard Soulacroup, ancien notaire, au château du Rocal, près Dausse (L.-et-G.). L'abbé de Lavaissière avait un frère et deux sœurs, Marie-Louise et Marie-Anne-Henriette qui épousa, le 3 juin 1762, contre la volonté de ses parents et surtout de l'abbé, le sieur Jean-Louis Castelly, bourgeois, habitant de la paroisse et juridiction de Moncuq. L'abbé mourut en 1811.

rura et demeure irrévocablement acquise à lad. demoiselle de Labarde, sans que led. sieur de Roquecor y puisse rien plus demander ny les siens. Laquelle quatrième partie lad. de Comarque prendra en et sur sa maison de Labarde et ez environs d'icelle le plus commodement que sera advisé par experts desquelles lesd. parties s'accorderont dans quatre mois... Le seigneur de Roquecor a baillé, cède et quitte à lad. damoiselle toutes et chascunes les rentes a luy advenues par le decez dud. feu sieur de Labarde et qu'il jouyct et possède en vertu de la transaction... du 23 may 1548.

« Davantage ledit seigneur de Roquecor a amorti et esteint
« tout hommage droit de rentes et autres droits seigneuriaux
« à luy appartenant en et sur les biens délaissés par led. feu
« sieur de Labarde, et depuis acquis par lad. dame jusque à
« présent pour d'iceux en jouir par elle et ses successeurs no-
« blement sans estre chargés de rentes et hommages, nommé-
« mant jouyra lad. de Comarque noblement comme dessus
« desd. autres biens des maisons qu'elle a dans la présent
« ville de Roquecor a elle advenuz par le decez de sondit feu
« mary et même de la maison joygnante au chasteau la *porte*
« *fauce* de laquelle sera ouverte sauf en cas de guerre ou
« d'autre nécessité auquel cas sera murée aux despens de
« lad. de Comarque. » Augier de Gourgues l'autorise encore
à passer dans l'ancien chemin, près son jardin, qui conduit à
la grange et pièce du colombier, propriété de Françoise de
Comarque, sans que le seigneur de Roquecor puisse l'empê-
cher. En retour, la seigneuresse de Labarde, abandonne au
baron de Roquecor « toute sa part et portion de la justice rente
et autres besoins seigneuriaux quelle a et luy appartiennent
comme héritière dudit sieur de Labarde son mary ez paroisses
de St-Jean de Villedieu, Calvinhac, et St-Amans et tous autres
droits et actions en la qualité que ledit sieur de Labarde les
avait acquis de feu sieur de Lezi sauf les arrérages de la rente
et ventes deubz à lad. demoiselle par les tenanciers qui ont
reconnu d'icelle ou s'en sont obligés. Comme aussi lad. de
Comarque acquitte et quitte les pièces de terre et vigne en nom-
bre de 4 ou 5 que led. feu sieur de Labarde avait acquis au lieu

d'Aspremont et autres choses moyennant la somme de 300 écus. (MOLINIER, notaire.) »

I. *Françoise de Comarque* fut donc la première de cette famille illustre qui ait possédé le fief de Labarde. Cette famille est originaire du Périgord ; elle y est connue dès le ^{xii}^e siècle. Dès cette époque on la voit prendre alliance avec les plus nobles familles du Périgord, de l'Auvergne, du Limouzin, du Quercy et de l'Agenais. Leurs armoiries étaient : « D'azur à une arche d'alliance surmontée de deux étoiles d'or » et leur devise « *Cum arca* ». *Françoise* (1) testa probablement vers 1601. Elle fit des legs à noble *Françoise de Bonnefon* sa nièce, veuve de *Nicolas de Roquelaure*, à *Françoise de Comarque*, sa filleule, fille d'*Annet de Comarque*, seigneur de *Pechgaudon*, à *Izaac de Bonnefon*, son neveu, fils de feu *François de Bonnefon*. Elle institue pour héritier universel *Annet de Comarque* seigneur de *Pechgaudon*, son frère, et en cas de mort un des enfants males dud. seigneur et d'*Izabeau de Veyrières*. Elle fait encore plusieurs legs à *Adrien* et *Jean de Roquelaure* ses petits neveux. Ce testament fut fait en présence de noble *Pierre Salvès de Parreau* seigneur de *Coyssels*. (MOLINIER, notaire) (2).

Françoise ne tarda pas à mourir, car le 2 février 1602, *Annet de Comarque*, seigneur de *Pechgaudon*, possédait Labarde. En effet, il vendit alors au seigneur de *Roquecor* *Pierre de Gourgues*, conseiller du roi, trésorier général de France aux finances en Guienne, certaines rentes de la maison de Labarde, à prendre sur les fiefs et tenements situés à *Saint-Jullien*, *Saint-Martin d'Aspremont*, *Saint-Hilaire de Ferrusac*, *Saint-Etienne de Saulonères*, moyennant la somme de 900 livres (3).

(1) *Françoise de Comarque* survécut une trentaine d'années à *François d'Aspremont*, son mari. Nous ne savons pas à quelle époque il mourut, mais encore en 1563, le 27 juin, il assista, à Agen, à l'assemblée des Trois-Etats du pays d'Agenais, convoquée par Monluc. (Arch. hist. de la Gironde, t. 29, p. 40.)

(2) Abbé de Lavaissière. Nob. manuscrit, t. II, p. 466.

(3) Arch. de T.-et-G., E 222.

II. *Annet de Comarque*. — Lorsqu'il hérita de Labarde sa situation financière devait être déplorable. Son premier acte, comme nous venons de le voir, fut de vendre certaines rentes au baron de Roquecor. En 1612, le 20 juin, au château de Pechalvet en Périgord, Annet de Comarque, seigneur de Pechgaudon, Labarde et Legonhac, habitant du lieu de Labarde en Agenois vend à pacte de rachapt pendant dix ans à Jean Richoux, avocat au parlement de Bordeaux, la seigneurie de Legonhac, paroisse de Molières en Périgord, pour 3.600 livres. L'année suivante, le 29 avril, il emprunte 1.200 livres à haute et puissante dame Jacqueline de Bethune pour marier sa fille, Renée de Comarque, avec Denys de Pauly, seigneur de la Planche (MONTES, notaire royal). Ce mariage avait eu lieu le 9 avril au château de Pechgaudon. De son mariage avec Isabeau de Veyrières, Annet de Comarque eut trois fils et une fille Renée, dont on a parlé plus haut. a) Le fils aîné Helie, sieur dudit lieu, officier, épousa au château de Thédirac, le 16 août 1613, demoiselle Marguerite de Giscard, fille de Messire Gabriel, seigneur baron de Thédirac, Cavanhac, Grésels. Sa dot fut de 1.000 livres et 500 livres en habits. Furent présents à ce mariage, Jean de Veyrières, Antoine de Ganich, sieur d'Uzech, Pierre Parreau, sieur de Coyssels ; Jean Richehomme, sieur du lieu ; Arnaud et Izaac de Comarque, fils du seigneur de Pechgaudon (TEULIÈRES, notaire). b) Arnaud, écuyer, seigneur de Marival, épousa le 22 juillet 1616, au château et marquisat de Ladouze en Périgord, Jeanne de Castaing, fille légitime de feu messire Jean, sieur d'Amboys et juge du présent lieu et de feu Catherine de Bar. La dot fut de 5.326 livres (DEMAISON, notaire).

III. *Arnaud de Comarque*. Au moment de son mariage, Annet, son père, était mort en l'instituant son héritier. Hélié de Comarque, aîné de la famille, avait conservé les terres du Périgord. Aussi, en vertu du testament de Françoise de Comarque, leur tante, Izaac de Comarque contestait-il, en 1616, la seigneurie de Labarde à son frère. Arnaud testa au château de Ladouze en Périgord le 20 avril 1620. Il était couvert d'in-

firmités et de blessures qu'il a reçues depuis un mois. Il donne à Jeanne de Castaing, sa femme, à Françoise, sa fille, 1.200 livres. Il fait héritier son fils Annet, âgé de 2 ans. En cas de décès il lui substitue Françoise, sa fille, et à celle-ci sa femme et Hélié et Izaac et Jean de Comarque, les frères du testateur par égales portions.

IV. *Izaac de Comarque*, frère d'Arnaud, se qualifia, quelques temps, écuyer seigneur de Labarde. Le 11 janvier 1627, faisant pour demoiselle Armoise de Béral, sa femme, il déclare avoir eu de noble Hélié de Comarque, seigneur de Pechgaudon, 300 livres que ledit Hélié avait retirées des mains de noble Jean de Dordaygue, sieur de Latour, appartenant à ladite demoiselle de Labarde. (A. Belvez. SAINT, notaire, orig. pap.)

V. *Annet de Comarque* naquit en 1618. En vertu du testament de son père Arnaud (20 avril 1616), il hérita de la seigneurie de Labarde. Le 25 janvier 1639, Annet de Comarque, écuyer, seigneur de Labarde, assisté de noble Elie de Comarque, seigneur de Pechgaudon et Ségonzac en Périgord, son oncle paternel, de noble Jean de Comarque, écuyer, seigneur de Concots, Crems et Ladeveze, aussi son oncle, de noble Pierre de Parreau, seigneur de Coysseles et de noble David d'Aspremont, oncle maternel dudit futur, épouse demoiselle Quitterie d'Audebart, fille de feu noble N..., écuyer, seigneur de Saveze, Ferrusac. La dot fut de 9.000 livres. (Insinué au Sénéchal d'Agen, le 6 avril 1639.)

Annet fit ses preuves de noblesse en 1666. Le 7 décembre de cette année, Dupuy, commissaire, lui donna acte de la présentation de ses titres de noblesse. Il se déclare âgé de 46 ans (en réalité 48) et dit qu'Arnaud son père était cadet de la maison de Comarque-Pechgaudon, ainsi que Jean de Comarque, seigneur de Monlau. Le 11 décembre 1681, il reçut de noble Geoffroy d'Audebart, seigneur de Ferrusac, 168 livres tournois pour final de paiement de 1.480 livres dues audit sieur de Labarde pour la dot de sa femme.

Le 5 décembre 1691, au château de Labarde, Annet fait faire

l'ouverture du testament de noble Quitterie de Sevèze, son épouse, décédée en octobre dernier. L'acte de confection est du 16 octobre 1691, devant Boscq, notaire. Dans le testament où elle se dit Quitterie de Sevèze, elle lègue à Geoffroy de Comarque, son fils, à Marie de Comarque, sa fille, mariée avec le sieur de Lavaissière, à Jeanne, sa fille, mariée avec le sieur Prodas de Chambon, à Quitterie de Merly, sa petite-fille, fille du sieur de Lavaissière, 100 livres, à Catherine de Comarque, sa petite fille, fille du sieur Marbal, 200 livres. Elle fait héritier Annet de Comarque, seigneur de Labarde, son mari. (Boscq, notaire.)

Quelque temps avant de mourir, le 16 avril 1692, à Roquecor, Annet délaisse à noble Geoffroy de Comarque, seigneur de Noribos, son fils, la succession de feu noble Quitterie de Sevèze, son épouse. (Boscq, notaire.) De son mariage avec la demoiselle d'Audebard, le seigneur de Labarde eut deux fils et deux filles.

1. Geoffroy, qui suit.

2. Jean, seigneur de Saint-Jullien, qui épouse à Cornilhan, juridiction de Laroque-Timbaut, le 23 août 1679, demoiselle N... de Chambon, fille à feu Antoine, sieur de Laf..... et de Jeanne Laquié. La future était âgée de 25 ans. Le futur est assisté de son père, qui lui donne deux domaines en Périgord, acquis de noble Bernard de Durfort, seigneur de Laromiguières. (Boscq, notaire.)

3. Marie, mariée à Pierre de Merly, sieur de Lavaissière, juridiction de Moncuq.

4. Jeanne, mariée à Guillaume de Chambon, sieur de Pradals, habitant à Corneilhan.

VI. *Geoffroy de Comarque*, épouse le 11 juin 1671, au château de Cousseran, paroisse de Notre Dame de Latour, juridiction de Belaye en Quercy, noble Isabeau de Durfort, fille légitime de noble Charles, seigneur de Cousseran, et de demoiselle Perrette de Lavernhe. Le futur est qualifié seigneur de Marival ; il est assisté de son père qui lui donne la moitié. La future

est assitée de noble Gilles de Durfort, seigneur de Laromiguières, son frère. Elle reçut 7.000 livres de dot et les habits.

Le 2 décembre 1692, à Roquecor, il y eut transaction entre le seigneur de Labarde, d'une part, et Jeanne de Comarque, femme de Guillaume de Chambon, et Pierre de Merly, sieur de Lavaissière, sur la succession de feu Annet de Comarque, seigneur de Labarde; leur père, et Quitterie d'Audebard, leur mère. On y fait mention des enfants de Jean de Comarque, sieur de Saint-Jullien, probablement décédé. (BOURRIÈRES, notaire.)

Izabeau de Durfort fit son testament au château de Labarde le 11 janvier 1706. Elle lègue à Perrette de Comarque, sa fille aînée, 80 livres ; à Jean, son fils, à présent au séminaire d'Agen, 700 livres ; à Giles, son fils plus jeune, 700 livres. Elle fait héritier Gilles de Comarque, son fils aîné. (BOURRIÈRES, notaire.) Le 6 avril 1715, Geoffroy de Comarque teste à Labarde. Il conserve la donation qu'il a faite à Gilles son fils aîné ; donne à Jean, son fils, prêtre, à Pétronille sa fille, 1.200 livres ; à Giles, son fils plus jeune, 1.000 livres. Son héritier universel est Gilles, l'aîné. Ce testament fut ouvert le 25 mai 1715, à la requête de Gilles de Comarque.

VII. *Gilles de Comarque* (1) épouse, le 27 septembre 1704, au château de Viel, paroisse de Saint-André, juridiction de Monflanquin en Agenais, demoiselle Laurence de Bérail, fille légitime de noble Antoine, seigneur de Listrac, et de dame Marie de Vincent, habitants du présent château. Le futur est assisté de son père, de maître Antoine de Lart, baron de St-Bauzel (1), de noble Jean François de Labrunie, de noble Jean de Charry, seigneur de Marcoux ; la future assistée de ses père et mère, de Messieurs Pierre et Jean-Louis de Vezin, chevaliers, seigneurs de Gibel et du Rodier, ses oncles et cousins. Comarque donne à son fils la moitié de ses biens. La dot est de 5.000 livres. (GARDÈS, notaire.)

(1) Cette notice de la branche des Comarque-Labarde a été dressée d'après les notes manuscrites de l'abbé de Lavaissière.

Soit par besoin d'argent, soit que la jeune chatelaine regretât les bords du Lot, le 22 décembre 1719 (1), Gilles de Comarque échangea sa terre de Labarde, en toute justice, avec M^e Pierre Ducros de Lacassaigne, capitaine de dragons, habitant d'Agen, qui lui donna en échange la seigneurie de Vilas, juridiction de Montflanquin « qui fait deux métairies rurales payant taille, de 87 quarterées mesure de Montflanquin, et une soulte de 6,000 livres, de simple police », avec 16 pactus et deux terroirs. Vingt ans après il revendait cette terre de Vilas, à Jean Segui, seigneur de Lalande, habitant de Villeneuve, pour 12,000 livres. Gilles de Comarque n'eut qu'un fils Jean. La postérité de ce dernier s'est éteinte quelques années avant la Révolution.

Le 6 mars 1762, Messire Pierre Ducros de Lacassaigne, seigneur baron de Labarde, teste en faveur de sa femme, Marie-Magdeleine, marquise Guinot de Morayne. Celle-ci testa à son tour, le 28 juillet 1765, en faveur de son cousin Jacques-Louis Guynot de Soullignac, chevalier, seigneur de Morayne, chevalier de Saint-Louis.

Le 16 juin 1768, à Agen, le chevalier Guinot de Soullignac vendit à Jean-Baptiste Briffaut, sieur de Grisou, la seigneurie de Labarde, paroisse de Saint-Julhien, juridiction de Labarde, sénéchaussée d'Agen, avec haute, moyenne et basse justice, château, etc., moyennant 32,000 livres.

I. *Jean-Baptiste Briffaut* (2) naquit à Sainte-Livrade. Il était fils de Jean Briffaut et de Marie Perrières. Par contrat du 15 septembre 1716, il avait épousé au lieu de Grisou, juridiction de Lacour, en Agenais, demoiselle Jeanne Fresquet, fille de feu Jean Fresquet, bourgeois et de demoiselle Marie Léral.

(1) M^{me} la comtesse de Raymond date l'échange du 8 mars 1720. (Arch. de L.-et-G. Fond. de R. n° 48.) L'abbé de Lavaissière, au contraire, veut que le contrat soit du 22 déc. 1719 ; c'est la date donnée par ce dernier que nous indiquons ici.

(2) La notice de cette famille a été dressée d'après les notes de la comtesse de Raymond et celles de M. Joseph Daymard, directeur du Crédit foncier de Cahors, descendant des Briffaut, seigneurs de Labarde.

La famille Briffaut est originaire de Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne). Le premier ancêtre connu est Jacques Briffaut, M^e chirurgien, qui épousa Catherine Viremondoy (vers 1620 ?). Ils eurent un fils Jean, M^e chirurgien, lui aussi, marié le 16 septembre 1658 à Anne Champès. De ce mariage vinrent au moins cinq enfants :

- a) Bernard, dont on parlera plus loin;
- b) Jean, père du premier Briffaut, baron de Labarde ;
- c) Marie-Anne;
- d) Jean-Baptiste, qui fut prêtre;
- e) Marie, qui épousa Claude Dordé.

Jean-Baptiste Briffaut, seigneur de Labarde, fit son testament mystique le 20 octobre 1785 et dans l'acte de suscription, du 30 janvier 1787, il est dit seigneur et baron de Labarde. Il fait un legs à Marie Briffaut, sa tante, veuve de Claude Dordé. L'ouverture de ce testament fut faite à la requête de noble Jean Briffaut, docteur en médecine, son cousin-germain, qui déclara le testateur mort en sa maison de Grisou, près Lacour, le 1^{er} mai 1787 (4 mai 1787).

II. Jean Briffaut habitait Sainte-Livrade, lorsqu'il hérita de Labarde. Il était fils de Bernard, juge de la baronnie de Dolmayrac et de Marie Bousseran. Par contrat du 22 septembre 1767 il avait épousé Marie de Laurès, de Sainte-Livrade. De cette union naquirent cinq enfants :

- a) François, qui suit.
- b) Rosalie, épouse N..., Lacoste-Lagrèze, de Ste-Livrade;
- c) Victoire, épouse N..., Jacobet de Nombel, de Ste-Livrade;
- d) Briffaudette, épouse N..., Marraud, d'Agen;
- e) Marie-Sophie fut mariée à Jean-Pierre Martin, de Villeneuve. Le père de ce dernier fut nommé en 1789 commandant de la Garde nationale de Villeneuve-sur-Lot, et en cette qualité il fut délégué à la fête de la Fédération, à Paris. M. Daymard possède encore un exemplaire du compte-rendu imprimé de cette fête, qui lui fut remis à Paris, comme délégué. Marie-Sophie mourut en 1856, au château de Labarde. Elle avait assisté, au château de Canussel, près Lacour (T.-et-G.), au

mariage du futur Maréchal Bessières, avec demoiselle de La-peyrière. La famille de Lafore a conservé longtemps, à Labarde, la toilette que porta cette dame à l'occasion de ce mariage (1).

III. *François Briffaut* épousa le 13 novembre 1809, *Françoise-Marie Contausse*, fille de Jacques Contausse, ex-législateur et de Magdeleine Villeneuve. Au contrat de mariage on leur donna la terre et château de Labarde.

Avant de voir ce que devint le château de Labarde et ses seigneurs au cours du XIX^e siècle, on doit se demander quel fut le sort de cette seigneurie pendant la Révolution. Contrairement à ce qui se produisit pour bon nombre d'autres châteaux semblables, Labarde traversa sans trop d'avaries la période révolutionnaire. Lorsque la tourmente fut passée, les anciens seigneurs reprirent tranquillement leur vie d'autrefois, et loin d'avoir été une cause de ruine, il semble que, pour Labarde, la Révolution ait marqué au contraire le début d'une période plus brillante que jadis.

François Briffaut eut de Marie Contausse :

- a) Pierre-Jean-Jacques-Léon, né en 1815. Il fut reçu bachelier le 10 avril 1834 et mourut sans avoir été marié;
- b) Françoise épousa, le 15 mars 1826, Benjamin Martinelli, d'Agen;
- c) Marie-Camille, née vers 1823, épousa N... de Lavour de Laboisie.

Pierre-Jean-Jacques Briffaut meurt vers 1838 et avec lui disparaît la famille Briffaut. Le 10 juin 1839 (2), Monsieur Numa de Lafore acquérait de ses cousines, les dames Martinelli et de Lavour, à titre d'échange avec des biens à lui propres, le domaine de Labarde.

Labarde passait donc, en 1839, dans la maison de Lafore pour y rester un demi-siècle à peine. La famille de Lafore est

(1) Communication de M. Joseph Daymard.

(2) *Idem*.

originaire des environs de Penne en Agenais. Ses membres sont qualifiés seigneurs de Carlanne, Malbouyssou, Reveilhe, Guinet et Montplaisir. Le premier connu est Marc-Antoine de Lafore qui remplit, en 1472, les fonctions de juge royal à Penne. Les Lafore, qui s'installèrent à Labarde en 1839, venaient de Capdecombe près Hautefage (L.-et-G.); ils étaient issus des seigneurs de Malbouyssou. Pierre de Lafore, seigneur de Guinet, père de Numa, se maria une première fois avec demoiselle de Granier de Gayraud dont la mère était une de Montalembert; une deuxième fois avec demoiselle de Redon et n'ayant pas encore eu d'enfants il épousa en troisièmes nocces, en 1785, Marguerite de Chamboret, fille de Jean-Baptiste-Etienne de Chamboret, baron de Biars, et d'Anne de Celse de Peyrac. De ce mariage vinrent deux enfants : Aurore, mariée en 1815 à N... Coderc de Lacam, et Numa, né le 4 septembre 1800.

Numa de Lafore épousa, par contrat du 24 septembre 1823, devant M^e Noyrit, notaire à Roquecor, demoiselle Elise Martin (1), fille de feu Jean-Pierre Martin et de Marie-Sophie Briffaut, demeurant à Roquecor. Elle était assistée de son oncle maternel François Briffaut. De cette union naquirent trois enfants :

- a) Isidore de Lafore, qui suit;
- b) Anatole, marié à Mademoiselle Sophie Adam, mort au château du Garroussel en 1909. (13 août.)
- c) Léontine, mariée en 1845 à Monsieur Etienne Daymard de Lavalette.

Le 31 mai 1841, Numa de Lafore cède à sa femme le domaine de Labarde en échange d'autres biens propres à elle. Il mourut au château de Labarde le 27 mai 1881, âgé de 81 ans, et sa femme est morte au château de Lavalette (Lot), le 7 septembre 1892, à l'âge de 88 ans.

(1) La famille Martin était originaire de Villeneuve. Jean Martin, de Villeneuve, épousa demoiselle Lamothe-Viremondoy. De ce mariage, Jean-Pierre, épouse Marie-Sophie Briffaut; Jean épouse M^{lle} Pezet; Marie, mariée à N... Vacquié, de Villeneuve.

Monsieur Isidore de Lafore (1) naquit à Roquecor fin 1824. Il fit ses études au collège de Montaulieu (Aude), mais la maladie l'empêcha de les terminer; il passa sa jeunesse avec ses parents à Labarde. Le 8 novembre 1859, il se maria avec Mademoiselle Charlotte-Thérèse Laubarède (2) qui mourut à Agen le 28 février 1875. Sa fille unique, Marthe, mourut à Labarde le 18 août 1876. Une deuxième fois, il épouse, le 2 février 1878, Mademoiselle Marie Biau. Isidore de Lafore aima avec passion, peut-on dire, son domaine de Labarde. En 1856, il y fit installer la première étuve à prunes de la région. Il était de belle prestance, l'air distingué, aimable causeur, l'esprit très ouvert aux nouvelles idées, d'une intelligence plus que moyenne, se tenant au courant de tous les mouvements intellectuels de son époque. Aidé par sa femme, qui, elle aussi, était très distinguée, il se plaisait à rassembler autour de lui toute l'aristocratie des environs. De toutes les fêtes qui se donnèrent à Labarde, depuis 1848 à 1875, Madame Daymard de Lafore nous en a conté le récit. Aussi, avant de terminer ce petit travail, est-il bon de dire un mot de Madame Léontine Daymard de Lafore (3).

D'une remarquable intelligence, esprit très fin, d'une mélancolique sensibilité, elle aima passionément la littérature. Elle lut avec avidité les œuvres des grands Romantiques et s'enthousiasma pour tous ces écrivains du second Empire que nous connaissons à peine aujourd'hui. Elle a laissé un livre de raison, des plus intéressants et fort instructif. Par lui, elle nous fait pénétrer dans un milieu encore très peu connu, celui de la bourgeoisie et petite noblesse de province, au début du second Empire. Ouvrons, au hasard, l'un de ses cahiers de notes, et nous serons étonnés de nous trouver au milieu d'un monde qui semble être bien plus du temps de Louis XV, que de celui de Napoléon III. Voici, par exemple, la fête de saint

(1) Communication de M. Joseph Daymard, son neveu.

(2) La famille Laubarède était originaire de l'Agenais. M^{me} veuve Laubarède, née du Trille, mère de M^{me} de Lafore, épousa M. Ferdinand de Montesquiou. (Com. de M. Joseph Daymard.)

(3) Grand-tante de l'auteur.

Julhien, jour de frairie à Labarde, le 28 août 1853 : « Voici
« la liste des engagés de Labarde : Monsieur Redon, Mon-
« sieur Bouyssou, sa femme et deux enfants, Monsieur Popie,
« artiste, Monsieur Raynal, l'abbé Paul Combedalma, curé
« de Bournac, Monsieur Mazaré, médecin à Montaigu et son
« fils, 18 ans, étudiant en médecine à Toulouse, Charmant,
« Monsieur et Madame de Lacan, jeunes, Monsieur Vallès,
« Monsieur Jouffreau, Madame de Lacan-Jouclin portait une
« robe de soie grise avec des fleurs à disposition bleu, schale
« couleur bois assorti à la robe, capote rose avec des dentelles
« devant. Elle paraît vieille, les yeux rouges, le nez pointu,
« maigre, parlant haut et vite, riant assez souvent. Son mari
« vient de faire une maladie assez grave; il va mieux mais
« il a bien changé.

« Nous sommes descendus à Saint-Julhien, moi en robe
« grise; j'ai cassé mon ombrelle. Numa de Lacan était chez
« Monsieur Laulanié. Maman l'a beaucoup engagé à cause de
« la foire; il a toujours refusé. Monsieur Henri (Laulanié) et
« son neveu sont montés passer la soirée. Les mêmes convi-
« ves sont à peu près revenus. Madame Bouyssou et ses en-
« fants ont tenu bon jusqu'à minuit. Après le dîner on a
« chanté.

« Monsieur de Mirandol a commencé et certes il en avait
« bien le droit, c'est un chanteur très agréable. « *Le Père Trin-
« quefort* » fait l'ouverture : c'est la chanson obligée. Après
« ont suivi « *le Petit rossignol d'Amour*, le *Beau Pompier du
« Luxembourg* », puis « *Il n'est rien de si beau que la femme* ».
« Monsieur Vallès a chanté un morceau du *Masque de Fer*,
« opéra; voici le refrain : « Je n'ai jamais connu les baisers
« d'une mère ». Madame Bouyssou, assez jolie voix, a chanté
« *Jeanny l'ouvrière* et Monsieur l'abbé Paul (1) a crié « *Le
« brigand Calabrais* » et « *La sœur Thérèse* ». La soirée s'est

(1) L'abbé Combedalma fut ensuite curé de Roquecor. C'était un homme fort instruit, très mondain, aimant beaucoup la société, d'humeur très gaie. Il a écrit quelques ouvrages : « Du Pouvoir temporel des Papes : 1859 ; La Nation Française devant la Question sociale, 1872. »

« terminée par une petite partie de cartes que nous, dames,
« n'avons pas partagé. Nous avons fait un ou deux tours de
« (placetes ?). Monsieur Josselin souffrait beaucoup des dents.
« Monsieur Mazaré, père, a resté coucher ; il avait la chambre
« bleue de moitié avec Monsieur l'abbé. Je couchais dans la
« chambre des servantes, à côté, et Madame Josselin et son
« mari dans la chambre blanche. Mon oncle Lacoste, dans celle
« d'Isidore; et mes frères, avec moi dans ma chambre, et les
« enfants dans la berce.

« Comme j'allais me déshabiller, j'entendis causer dans la
« chambre de Monsieur le curé ; je prêtai l'oreille et voici
« l'histoire que lui raconta le docteur : « Un monsieur ayant
« engagé quelques personnes à venir chez lui à un jour fixé,
« leur dit lorsqu'ils furent tous réunis : Mes amis soyez ici
« comme chez vous. Je n'entend vous gêner en rien et pour
« mieux vous engager à prendre toutes les libertés possibles
« je vais vous donner l'exemple et la dessus il leur envoya un
« énorme pet !!!... Cette histoire fut suivie de deux ou trois
« autres dont j'ai perdu la mémoire. Au reste celle-là peut bien
« servir d'échantillon. »

Madame Daymard de Lafore (1) est morte à Cahors le 30 octobre 1903.

Parmi les hotes de Labarde au milieu du siècle dernier, il faut noter M. Emile Perrin, issu de l'illustre famille lyonnaise des Perrin qui a donné des peintres et des littérateurs célèbres, il arriva à Labarde en septembre 1854 et y passa un an. Peintre très estimé et d'un grand talent, il fut obligé de quitter Lyon après le 2 décembre 1852, à cause de ses opinions républicaines. De Labarde il fut en Espagne et mourut peintre de la Cour espagnole.

M. Isidore de Lafore est mort à Villeneuve le 15 juin 1891.

Dès 1887, il avait été obligé de vendre le domaine de La-

(1) Léontine de Lafore était née au château de Labarde le 20 mai 1826; elle fut mariée à M. Etienne Daymard de Lavalette, mon grand oncle, le 11 septembre 1845.

barde, qui fut acheté le 24 février de cette même année par Madame veuve Antoinette Reynal, pour la somme de 52,500 francs. Cette dernière ne tarda pas à s'en défaire en faveur de Monsieur Blanc, qui le revendit bientôt à Monsieur Loubatières, le propriétaire actuel.

P.-HENRY GUILHAMON.

LETTRE RELATIVE A LA SUCCESSION DE M^{sr} HÉBERT

ÉVÊQUE D'AGEN

ET A L'INVENTAIRE DES MEUBLES DE L'ÉVÊCHÉ D'AGEN (1728)

Publiée par M. HENRY GUILHAMON

MONSIEUR (1),

Votre lettre du 15 m'a été rendue. J'ay parlé à M. le Reverend Supérieur du Séminaire qui est l'hunique héritier de feu M. Hebert, évêque; il m'a dit qu'il avoit écrit à Monseigneur notre évêque et lui a envoyé une copie du testament du défunt; et lui écrira par l'ordinaire de mardi l'état de son diocèse avec toutes les circonstances convenables. Il m'a fait comprendre commé je croi, qu'il est porté à lui faire plaisir. Les créanciers et l'Econome pressent. La vente des effets seroit déjà commencée sans la nouvelle heureuse qu'il a eu.

Voici à peu près les effets qui appartiennent à la succession que j'ay veu hier avec lui au palais épiscopal. A la chambre de M. l'Evêque il y a une tapissière d'un damas caphas que feu M. de Mascaron avoit mis; elle est bonne. Il y a un lit à langes qui est peu de chose, il a servi au defunt. Il y a un très beau crucifix très grand d'yvoire, et un autre d'une moienne grandeur, un tableau du pape Clément II^e et un autre de M. le Cardinal de Noailles, et un autre de M. le Dauphin et autre de M. de Bourgogne avec leurs corniches très belles et dorées. Le reste de la garniture de la chambre sont de petits bureaux et tables fort propres bien assorties de leurs ferrures.

Il y a dans le cabinet plusieurs beaux tableaux. Il y en a 12 en belle mignature garnis de corniches dorées, deux autres tableaux de pièces de rap...t, représentant l'un la descente du Saint-Esprit et l'autre la descente de la Croix avec d'autres tableaux avec leurs corniches dorées. Joignant la chambre il y a une des plus belles bibliothèques et des plus complètes qu'il y ait dans les deux provinces suivant le mémoire et l'état de feu M. Mascarron il y avoit mis de livres pour quatorze mille francs et feu M. Hebert y en a mis huit mille ; sans conter un nombre des plus beaux tableaux où sont tous les évêques qui ont précédé avec les corniches dorées et autres mi-

(1) Cette iettre est adressée par un sieur Bordères, d'Agen, au chevalier de Faure, agent de l'Ordre de Malte, à Bordeaux.

gnatures qui sont : ces livres sont bien rangés ou étoit autre fois la chapelle du seigneur Evêque et tout étant parfaitement bien en ordre.

Avant d'entrer à la chambre de Monseigneur il y a une très belle salle tapissée quoique la tapisserie soit antique elle a coûté sept cens livres. Il y a un très bel escalier de pierre; les offices sont en bas, il y a de logement assez considerablement, il y a une très belle écurie réparée à neuf ou les fourrages se mettent assez commodement pour vingt à vingt-cinq chevaux. Il me paroît être inutile de vous faire un état des petits meubles, autres effets et utensilles qui sont dans la maison quoique le tout soit nécessaire pour les équipages. Ces petits effets sont dans l'apartement de Madame Capelane qui est nièce au defunt. Il ne faut pas douter qu'elle n'ait pris ce qu'il y étoit de mieux ; il n'y a pas grand linge .

Voici la chapelle : Elle est très belle faite à neuf par le dernier defunt, bien vitrée et bien boësée, elle est entourée de beaux tableaux attachés aux murs qui apartiennent à Monseigneur l'évêque d'aujourd'hui. L'éritier m'a dit que cette belle réparation à coûté de dix à douze mille livres. Il apartient à la succession ce qui suit qui n'est pas attaché aux murs. Il y a un beau tabernacle de caille de tortue exrée de métal de prince doré, un beau tableau qui représente le bon pasteur façonné et une belle dorure avec six chandeliers, deux devant d'autels de broca en or et argent, un des plus beaux reliquaires de bois doré avec des belles glaces garnies de velour rouge ou sont les ossements de S. Jules. — Il y a un très bel armoire ou il y a un très beau calice avec un petit bassin et deux buretes, le tout magnifique et autres deux calices, un moien et l'autre petit avec leurs patenes et un très beau ciboire, un eguière avec un beau bassin le tout sizelé et propre. Dans le même armoire il y a un ornement complet doublé de rouge d'un coté et blanc de l'autre bordé à plein d'or et argent, autre ornement aussi d'un coté doublé de moire d'or et de l'autre coté de moire tapissé de violet le tout en or et en argent de deux cotés : consistant ces deux beaux ornemens en chasuble toile étole et manipule le tout à neuf depuis sept à huit ans. Feu M. le defunt ne les aiant pas mis deux fois. Il y a d'autres ornements de toutes les couleurs dans le d^t armoire de damas ou autre belle étofe de soye garnis de dentelle d'or et d'argent. Il y a huit mitres de toutes couleurs. Il y a un beau camail qui sort de la toilette de Madame de Bourgogne. Il y a de tres belles aubes et six chandeliers pour l'autel avec un croix d'argent moulu, le baton pastoral est très riche dans la même armoire. A coté il y a un très beau confessionnal. C'est tout ce que je puis vous marquer pour l'avoir vu et examiné ; et je crois vous accuser juste sans le mauvais tems

d'aujourd'hui nous serions allés à Monbran M. le Reverend et moi et je vous aurois aussi donné un état fidelle de tout par le même ordinaire. Le tout conviendrait bien à Monseigneur. L'Econome et les créanciers pressent la vente des effets et surtout Madame Capelane a qui la succession doit de sept à huit mille livres. Le receveur des décimes se presse aussi qui demande six à sept mille livres et autres créanciers. Il est certain qu'il y aura beaucoup des enchérisseurs. Il y a un imprimé qui est sur la presse qui fera mention de tout le contenu de l'inventaire qu'on enverra à Bordeaux, à Toulouse et ailleurs. Dans un tel cas on pressera pour le prix ce qui pourroit convenir.

J'ay l'honneur de vous représenter et à M. le Commandeur que s'il étoit possible de convenir avec le traitant qui a droit d'économe ou même si on ne pouvoit pas convenir avec le sieur Bataille que vous avez à Bourdeaux qui a la commission. Le credit de monseigneur l'évêque s'il pourroit faire tomber la commission à quelque personne qui fut affidée d'autant plus qu'il y va de l'intérêt de Monseigneur que beaucoup de réparations qui sont à faire dans les églises que les héritiers sont obligés à faire ou l'économe, ça inmanquablement sera négligé quelles précautions qu'on prenne ; en un mot j'estime que pour le bien de Monseigneur et même des héritiers et créanciers qu'on fut d'intelligence pour être tranquille et que tous ces effets restassent à Monseigneur qui lui sont nécessaires, avec peu de chose ils seront très bien et sans embarras ainsi ; Monsieur, encore une fois, voyez si vous pouvez avoir cette commission ; à mon particulier je vous offre, à M. le Commandeur et à Monseigneur de vous en faire la régie gratis, et trop heureux si je pouvais mériter la protection des uns et des autres. Vous êtes assez pénétrant pour en connaître la conséquence et il n'y a pas de tems ni moment à perdre. Il est aisé à Monseigneur et à M. le Commandeur et à vous de réussir. Adressez vous chez M. Bataille vous verrez. Je n'ay autre chose à vous remarquer ; je vous écrirai d'abord que j'aurais été à Monbran. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour les intérêts qui regardent Monseigneur et suis très respectueusement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

A Agen, ce 19^e decembre 1728 (1).

BORDÈRES.

(1) Arch. de la Haute-Garonne. Fonds de Malte. Le Temple, n° 3 (non classé).

V^{me} CONGRÈS
DE
L'UNION HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU SUD-OUEST
Tenu à Périgueux du 29 juillet au 3 août 1913

Si l'avant-dernier Congrès, tenu il y a deux ans à Bayonne-Biarritz, avait présenté un intérêt philologique particulièrement basquisant, il faut reconnaître que l'archéologie a fait à peu près seule les frais du dernier Congrès de Périgueux. Nulle ville ne pouvait, en effet, se prêter davantage, par les souvenirs romains ou médiévaux qu'évoquent ses monuments, aux études de ce genre, nulle région, mieux que celle-ci, ne fournissant sur les époques préhistoriques des documents plus passionnants. Si nous ajoutons que M. le comte Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, avait bien voulu en accepter la présidence, et que M. le marquis de Fayolle, dont tout le monde apprécie la haute compétence en ces matières, en était l'organisateur, le dirigeant avec cette autorité que lui donnent ses titres de président de la Société archéologique et historique du Périgord et de conservateur du Musée de Périgueux, et cette distinction d'esprit et de manières qui lui est propre, on comprendra quel éclat il a jeté et combien durables seront les souvenirs qu'en emporteront les très nombreux congressistes qui avaient envoyé leur adhésion.

Mardi 29 juillet

OUVERTURE DU CONGRÈS

Comme chaque année, avant l'ouverture du Congrès, le Conseil d'administration a tenu, dans la journée du mardi 29 juillet, sa séance statutaire. Elle a été présidée par M. Fr. Habasque, délégué central, assisté de MM. Paul Courteault secrétaire général et Th. Amtmann, trésorier de l'Union. Les comptes de ce dernier ont été lus et approuvés, et examinés aussi, avant d'être soumis au Congrès, les vœux formulés par les divers délégués.

Le soir, la municipalité offrait aux congressistes un vin d'honneur dans la grande salle de l'hôtel de ville de Périgueux. En l'absence du maire M. Saumande, M. Dupuy, son adjoint, leur a souhaité la bienvenue, cependant que, lui répondant, M. de Lasteyrie, président, évoque le passé historique de Périgueux, rappelle les études archéologiques de quelques-uns de ses enfants, les frères de Verneilh entre autres, et félicite la municipalité actuelle du zèle qu'elle montre pour la conservation de ses vieux monuments. Dans l'assistance fort nombreuse, émaillée de dames, on remarquait, outre la plupart des membres de la Société archéologique du Périgord, MM. Fr. Habasque, Paul Courteault, Amtmann, docteur Martin, F. Thomas, Daleau, Besson des Sociétés de Bordeaux, les archivistes, Brutails de la Gironde, Pasquier de la Haute-Garonne, Lorber des Basses-Pyrénées, Latouche du Tarn-et-Garonne, le chanoine Pottier et Souleil de la Société archéologique de Montauban, Lauzun, Chaux, l'abbé Dubois, l'abbé Marboutin de la Société académique d'Agen, Yturbide et Colas de Bayonne, Fonteneau de Biarritz, Picot des Etudes du Comminges, comtes d'Arlot de Saint-Saud et Charles de Beaumont, inspecteurs de la Société française d'archéologie, etc., etc.

Mercredi 30 juillet

SÉANCE DE TRAVAIL

A 8 heures du matin, s'ouvrait la première séance du Congrès dans la belle salle que la Société archéologique du Périgord vient d'aménager dans l'enceinte du château Barrière, au-dessus même des ruines imposantes de cette étrange construction.

Présidée par M. de Lasteyrie, assisté de MM. Habasque, de Fayolle, P. Courteault et Villepelet, elle a été remplie par d'intéressantes lectures.

Ont été successivement entendus :

M. Colas, de la Société de Bayonne, sur : 1° La voie romaine d'Imus Pyreneus à Carazat et le carrefour des voies Jacopites convergeant en Basse-Navarre; 2° Deux christmes du pays Basque (Harambels et Saint-Jean-le-Vieux); 3° L'épigraphie et l'iconographie du pays Basque;

M. Dujarric-Descombes, vice-président de la Société du Périgord, sur : Le canonier Thomas de Mahon, de Bussière-Badil, qui

se distingua en 1756 au siège de Minorque, où il sauva la vie du maréchal de Richelieu;

M. l'abbé Chastaing, curé de Bourniquel, sur : Le vœu des habitants de Saint-Austremoine au Saint-Suaire de Cadouin en 1483, pour être délivrés de la peste;

M. Durrieux, sur : Les gardes d'honneur de la Dordogne en 1813-1814;

M. Dubut, instituteur à Saint-Antoine de Cumond, sur : Les subsistances dans un coin de La Double, pendant la Révolution;

M. Yturbide, président de la Société de Bayonne, sur : Les lettres missives des Rois et Reines de France, conservées aux archives de Bayonne, et dont il donne la nomenclature;

M. Latouche, archiviste du Tarn-et-Garonne, sur : Les Epidémies de peste aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles; et la nécessité de verser les archives notariales aux fonds départementaux;

M. le chanoine Potier, enfin, sur : Quelques observations fort judicieuses, présentées par lui à propos des inscriptions basques, commentées par M. Colas.

VISITE DU MUSÉE, DE LA VILLE, DE SAINT-FRONT, DE SAINT-ETIENNE DE PÉRIGUEUX.

A une heure et demie, rendez-vous était donné devant la porte du Musée de Périgueux. Supérieurement aménagé par les soins du conservateur M. de Fayolle, c'est sous sa conduite que pendant deux heures les congressistes ont parcouru et pu apprécier, non seulement les salles de peinture, mais surtout les galeries du Cloître où ont été recueillies les épaves provenant des fouilles de Vésone comme de la démolition de la cathédrale; trésors inestimables où se distinguent un Bacchus gaulois tricornu, un magnifique taurobole, de curieuses inscriptions gauloises et romaines, des autels de marbre, des frises, des frontons, des chapiteaux, la belle porte de l'Evêché, des pierres tombales, etc. et surtout deux superbes mosaïques, romaines, admirablement conservées. La visite s'est terminée par la salle Michel Hardy, où M. Féaux, le trop modeste conservateur adjoint, a classé dans un ordre parfait toutes les trouvailles préhistoriques des Eyzies et des grottes de la Vézère, si fortement mises en lumière par l'ouvrage récent de M. Déchelette.

Puis est venue une promenade des plus pittoresques à travers les rues tortueuses du vieux Périgueux, interrompue à chaque pas par l'historique que faisait M. de Fayolle des vieux logis rencontrés : hôtel de Chalus à la jolie porte Renaissance, hôtel de Crémoux, hôtel Lestrade au curieux escalier, hôtel de M. Ribette, très intelligemment restauré, etc., et tout à fait au bas, sur les bords de l'Isle, cette jolie maison du xv^e siècle, à moitié cachée malheureusement par l'exhaussement de la chaussée et du quai, mais offrant encore une belle rangée de machicoulis et une ravissante loggia artistement décorée.

La visite de Saint-Front s'imposait au plus tôt. Ce n'était pas assez d'admirer des bords de la rivière les étages successifs de ses fameuses coupoles modernes, œuvre si fort discutée de l'architecte Abadie, le Congrès était avide de pénétrer dans son intérieur et d'assister à la joute archéologique que ne pouvaient manquer d'engager, d'un côté M. de Fayolle, trop périgourdin pour ne pas défendre, du moins en partie, les théories, pourtant bien vieilles, de Félix de Verneilh, de l'autre M. de Lasteyrie, le maître incontesté de l'archéologie en France, « s'élevant avec indignation contre le « mensonge effronté de restauration, qui a substitué à l'église primitive un édifice byzantin de pure fantaisie. » Une visite minutieuse des clochers, des confessions, des cryptes, du cloître n'a pu faire avancer la question, chacun conservant son opinion personnelle.

Par la tour Mataguère, bien conservée, dernier débris de l'enceinte féodale, le Congrès s'est enfin rendu à l'église Saint-Etienne de la Cité, dont les deux coupoles restantes, celles-ci authentiques, les trois beaux rétables et le tombeau de Jean d'Assida, cet évêque périgourdin qui, l'épée à la main, s'empara en 1169 du château de Gavaudun et le démolit de fond en comble, ne laissant subsister que le rez-de-chaussée du donjon, ont longtemps retenu son attention.

A 8 heures, le banquet traditionnel était servi dans la grande salle de l'hôtel du Commerce et des Postes, tenu par M. Didon, préhistorien distingué et membre de la Société archéologique du Périgord. Plusieurs toasts furent portés : d'abord par le président, M. de Lasteyrie, qui a félicité chaleureusement l'Union du Sud-Ouest de sa louable initiative et de son œuvre décentralisatrice, honoré chaque délégué d'un mot aimable, souhaité enfin que cette fédération aboutisse à une œuvre collective, telle que l'inventaire

des richesses archéologiques et artistiques de la région ; ensuite, par M. Habasque, délégué central, portant en termes toujours empreints de la plus exquise courtoisie la santé de M. de Lasteyrie et de l'habile organisateur M. de Fayolle ; par M. de Fayolle remerciant M. de Lasteyrie de l'honneur qu'il avait fait au Congrès en venant le présider ; par M. le chanoine Pottier enfin, lequel, évoquant de vieux souvenirs, a rappelé la mémoire d'archéologues périgourdins, aujourd'hui disparus, mais qui par leurs consciencieux travaux furent d'utiles précurseurs.

Jeudi 31 juillet

EXCURSION A BRANTÔME ET A BOURDEILLES

Le jeudi matin les congressistes partaient en tramway pour *Brantôme* où les attiraient le site de cette charmante petite ville entourée de tous côtés par la Dronne, son ancienne abbaye, son église, ses curiosités archéologiques. Ils visitèrent d'abord l'élégant manoir de La Hierce, du xvi^e siècle ; puis l'ancien jardin de l'abbé, aujourd'hui jardin public, où se voient de charmants pavillons Renaissance, sortes de reposoirs de plaisance, bien restauré ; le fameux pont coudé, l'ancienne église paroissiale avec son échauquette, enfin l'église abbatiale dont le chapiteau-bénitier, la Vierge en bois doré du xvi^e siècle, les hauts-reliefs représentant le massacre de S. Sicaire, et surtout la coupole du clocher, véritable prodige d'équilibre, la plus ancienne du Périgord, qui provoqua de la part de MM. de Lasteyrie et Brutails de fort intéressantes observations.

Le déjeuner fut servi dans la célèbre grotte, au fond de laquelle ont été grossièrement sculptés dans le roc un énorme jugement dernier, qu'avec beaucoup d'ingéniosité a présenté comme tel M. de Fayolle, et à côté, un crucifiement. Un toast de M. de Lasteyrie à M. le Maire de Brantôme, une réponse de celui-ci, enfin une charmante improvisation de M. P. Courteault sur Pierre Bourdeille, l'aimable conteur, le chantre des belles dames et des valeureux guerriers du xvi^e, autrefois seigneur du lieu, ont clos cette première partie de l'excursion.

Elle s'est continuée par la visite du *Château de Bourdeilles*, sis à quelques kilomètres seulement de Brantôme, où, guidés par le

propriétaire M. le marquis de Bourdeilles, les congressistes ont salué au passage le joli moulin de ce lieu, « tel un bateau fleuri ancré au milieu de la Dronne », puis, ont visité dans tous ses détails le vieux château du ^{xiv}^e siècle, ses caves, ses salles basses, son insolent donjon, ses multiples défenses, le tout nouvellement bien dégagé par les soins du propriétaire, et, à côté, le château du ^{xvi}^e, bâti par Jacqueline de Monbron, belle-sœur de Brantôme, où elle se plut à accumuler toutes les décorations en usage de la Renaissance, cheminées peintes, plafonds à la française, panneaux à paysages, carreaux historiés, etc. Une trop courte visite à l'église de Bourdeilles, église à coupes des plus intéressantes, termina cette première excursion du Congrès.

CONFÉRENCE DE M. LE DOCTEUR CAPITAN

Rentrés à 7 heures à Périgueux, les congressistes se trouvaient réunis de nouveau à 9 heures, dans la salle du théâtre municipal, où M. le docteur Capitan, professeur au Collège de France et membre de l'Académie de médecine, venu tout exprès de Paris dans sa ville natale, a bien voulu leur expliquer les mystères des nouvelles découvertes faites dans les grottes périgourdines, et en particulier l'art des cavernes. Et c'est, à l'appui de son dire que pendant près de deux heures ont défilé, sur la toile à projections, les images du squelette moustérien de La Ferrassie, des outils et bijoux de l'abri Blanchard, des rennes, bisons, ours, chiens, chevaux, gravées par nos ancêtres sur les parois de la grotte de La Madeleine, en un mot les plus étonnantes manifestations artistiques, remontant à des époques indéterminées et qui font du Périgord un des premiers centres préhistoriques du monde entier.

Vendredi 1^{er} août

SÉANCE DU MATIN

Toujours présidée par M. de Lasteyrie, assisté de MM. Yturbide et Lauzun, cette séance a donné lieu à d'importantes communications.

La plus intéressante sans contredit a été celle de M. Brutails,

l'éminent archéologue, qui a exposé ses idées sur la classification à faire des diverses écoles d'architecture religieuse en France et plus particulièrement dans le Sud-Ouest. Si, pour le vulgaire, pense-t-il, cette classification doit être aussi restreinte que possible, elle mérite d'être beaucoup plus étendue pour les initiés. Ce n'est pas d'ailleurs uniquement le mode de construction qui doit être pris pour base, mais aussi la décoration de l'édifice. Combattues par M. de Lasteyrie comme trop audacieuses, quelques-unes des théories du savant archiviste de la Gironde ont donné lieu entre ces deux maîtres à un tournoi archéologique qui a présenté un intérêt exceptionnel. Tous deux, du reste, se sont entendus pour « demander aux archéologues présents de préparer par des enquêtes locales la solution régionale de ce difficile problème, et d'apporter le résultat de leurs recherches au prochain Congrès », où rendez-vous a été donné également à M. de Lasteyrie.

Ont ensuite été entendus : dans le domaine préhistorique : M. Daleau, de la Société archéologique de Bordeaux, sur un moule moderne à fusaïoles;

M. Peyrony, le savant explorateur des grottes périgourdines, sur les fouilles de La Roche Saint-Christophe, et sur deux nouveaux mégalithes, le dolman de Cantegrel et le menhir de Montgermat, toujours dans la Dordogne;

M. Personne, instituteur à Chancelade, sur des hiéroglyphes préhistoriques, qui, de l'avis de tous, ont été trouvés des plus problématiques.

M. Lespinas, de la Société de Périgueux, a présenté ensuite une fort curieuse monnaie féodale périgourdine, frappée à Château-Meilhan par la dame de ce lieu, femme d'un Sully. Il rappelle qu'il possède également, comme venant de la collection du docteur Galy, une obole des évêques d'Agen, le seul spécimen jusqu'ici connu de ce qu'on a appelé la *Monnaie Arnaldèse*. Sur la demande de M. Lauzun de vouloir bien la communiquer aux membres présents de la Société académique d'Agen, qu'elle intéresse tout spécialement, M. Lespinas répond qu'il se fera un plaisir, non seulement de la leur montrer, mais d'en faire tirer un certain nombre d'exemplaires qu'il mettra à leur disposition. Ce qui est déjà fait. M. Lauzun lui adresse, au nom de ses collègues d'Agen, ses plus chaleureux remerciements.

M. le docteur Martin, des Archives historiques de la Gironde, demande qu'il soit créé, à Bordeaux, un musée archéologique et

historique du vin, d'où le vin sera exclu. Cette idée est favorablement accueillie.

M. Ricaud, de la Société archéologique de Bordeaux, lit une intéressante étude sur les vicissitudes du château Lafitte, le grand cru bordelais, pendant la Révolution. Elle donne lieu à quelques observations de M. le comte Charles de Beaumont.

M. le comte d'Arlot de Saint-Saud raconte comment Pierre Eyma, protestant Bergeracois, émigré en Hollande, fit fortune en exportant dans ce pays, au XVIII^e siècle, des vins de son pays natal.

M. Fernand Thomas, des Archives historiques de la Gironde, lit un amusant compte-rendu de l'inauguration, à Bordeaux, du pavillon national, le 20 mars 1791, à bord des navires de commerce en rade à ce moment.

M. le docteur de Sardac, de la Société archéologique du Gers, absent, présente, par l'organe de M. Villepelet, un moule d'enseigne de pèlerinage, figurant la salutation angélique, qui a été trouvé aux environs de Condom, et qu'il croit être de la fin du XIII^e siècle.

M. Villepelet enfin, le distingué secrétaire du Congrès, communique un inventaire de l'arsenal de Lyon en 1567, donnant l'énumération fort curieuse des pièces d'artillerie en usage à cette lointaine époque.

VISITE DE LA CITÉ

La Cité est la ville romaine qui s'étend au sud-ouest du Périgueux médiéval. Sa visite a occupé une partie de la soirée du vendredi. Elle a commencé par les *Arènes* dont une fraction, assez bien conservée, avait été transformée en château-fort au XII^e siècle. Elle s'est continuée par la vue de nombreux fragments de murs, anciens, disséminés çà et là dans les maisons voisines, notamment dans le jardin du couvent de Sainte-Marthe et dans les caves de la maison de M. le comte de Lestrade, consistant en assises formées par d'énormes blocs de pierre avec trous de tenons; reliés entre eux sans nulle trace de mortier, surmontés quelquefois d'assises en petit appareil cubique ou simplement de briques, et à côté desquels gisent pêle-mêle des futs de colonnes cannelées, des fragments de frises et de frontons, des chapiteaux, des marbres de toutes formes et de toutes dimensions, preuves non équivoques de la hâte avec laquelle la colonie périgourdine romaine amoncela pour se défendre contre les invasions barbares les plus précieux de ses monu-

ments. Ce sont ces mêmes blocs que l'on retrouve, du reste, dans toutes les stations romaines qui eurent à se défendre à la fin du III^e et durant tout le IV^e siècle, à Bordeaux, à Lectoure, à Agen, et tout dernièrement à Sos, dans les fouilles en cours d'exécution qui y sont effectuées.

A Périgueux, le *Château Barrière* en offre l'exemple le plus saisissant, avec ses murs de base en gros appareil, ses assises médianes parementées en appareil cubique, ses cordons de brique, ses tours romaines, le tout faisant partie de la première enceinte fortifiée. Toutes les époques se lisent sur le reste de ses constructions. Le corps principal du château est du XII^e, une porte avec son accolade du XV^e, les moulures de ses fenêtres du XVI^e, etc. Mais de cette imposante ruine se dégage une impression profonde, une vraie leçon d'histoire, surtout lorsqu'elle est professée, comme elle l'a été pour nous, par M. de Fayolle, dont la compétence et le savoir se sont montrés universels.

Auparavant, avait été l'objet d'une étude attentive la grosse *Tour de Vésone*, éventrée par suite de l'enlèvement de son portique, et que l'on croit avoir été le temple de la Tutelle périgourdine. Elle a été sauvée d'une destruction complète par la générosité du comte de Taillefer. Sa hauteur est encore de 27 mètres sur 20^m70 de diamètre. Toute en petit appareil, coupé de cordons de briques, de petites fenêtres s'ouvrent dans sa partie supérieure. On voit encore, le long des murs, les crochets de fer qui retenaient les plaques de marbre vert et rouge formant primitivement leur élégant revêtement.

Le Congrès s'est associé aux éloges que M. de Fayolle a tenu à adresser à M. Charles Durand, ancien adjoint au maire de Périgueux, l'âme, depuis bien des années, des fouilles de la vieille cité. Du haut de la terrasse du château Barrière un ban enthousiaste a été battu en son honneur.

SÉANCE DE CLOTURE

A 4 heures et demie, le Congrès tenait sa séance de clôture présidée par M. de Lasteyrie, assisté de MM. Habasque, P. Courteault, Amtmann, Villepelet.

Après trois communications de ce dernier sur : Les Courses de femmes à Saint-Georges de Périgueux à l'occasion de la charité

du mardi-gras au xiv^e siècle; sur une fraude commise par les Chandelières du porche de Saint-Front au xiii^e siècle; enfin sur certains documents concernant l'église de Saint-Silain de Périgueux, et sa démolition à la Révolution, le Congrès a émis les vœux suivants :

1° Qu'un Musée du vin soit créé à Bordeaux, comme section du futur musée Girondin;

2° Que M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts fasse porter l'effort du service des Monuments historiques sur la conservation des édifices, à l'exclusion de leur reconstruction; que dans les travaux à l'étude et dans les restaurations futures des monuments de la région on s'inspire de ce principe et qu'on s'abstienne, sauf le cas d'absolue nécessité, de toute addition, réfection et adultération quelconque; que pour assurer le respect des styles provinciaux, on fasse plus souvent appel aux groupements locaux s'occupant d'archéologie;

3° Que les notaires consentent à verser dans les dépôts d'archives départementales leurs minutes anciennes, lorsque ces minutes ont cessé d'être pour eux d'un intérêt pratique.

En terminant, M. de Lasteyrie présente de très judicieuses observations sur l'utilité tant régionale que générale des Congrès de l'Union du Sud-Ouest; il en félicite chaudement les promoteurs, les organisateurs, les adhérents toujours fidèles à ces réunions, et il déclare clos le Congrès de Périgueux.

Le soir, à l'hôtel de l'Univers, un vin d'honneur était offert par la Société archéologique et historique du Périgord aux membres du Congrès, qui ne se sont pas lassés d'entendre encore une fois les voix éloquentes de MM. de Lasteyrie et de M. de Fayolle.

Samedi 2 août

EXCURSION A SARLAT, A DOMME ET A BEYNAC

Favorisée par un temps magnifique et non moins bien réussie que celle des Brantôme a été cette seconde excursion.

C'est d'abord *Sarlat* que le Congrès est allé visiter par la voie de Terrasson, guidé toujours par l'infatigable marquis de Fayolle, qui l'a promené dans les rues tortueuses et si pittoresques de la vieille ville, lui faisant admirer : la cathédrale avec la salle capitulaire, la célèbre lanterne des morts, du xiii^e siècle, de son ancien cimetière,

l'élégante maison de La Boétie, bien restaurée par MM. Rapine et Danpary, architectes de la Commission des Monuments historiques, l'ancienne église paroissiale transformée en hôtel des Postes, de nombreux logis aux pignons élancés, aux tourelles en porte à faux, aux façades décorées de charmantes sculptures, aux portes élégamment moulurées, et, parmi eux, notamment l'hôtel de Bronze à M. de Malleville, avec la cheminée de sa grande salle, surmontée d'une si étonnante scène de chasse en relief, et bien d'autres encore des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

Après un déjeuner fort bien servi à l'hôtel Allard, on s'est dirigé vers Domme, saluant au passage l'église romane de *Carsac*, le prieuré de *N.-D. de Cénac*, et le pittoresque château de *Montfort*, perché sur un roc à pic sur la Dordogne. En dépit des rayons d'un soleil trop chaud, on a gravi d'un pas léger la rude montée de *Domme*; on a contemplé du haut des terrasses la vue superbe de la vallée de la Dordogne, et on s'est longtemps arrêté devant la célèbre *porte des Tours*, bâtie sous Philippe de Valois, pour admirer ses murs en bossage, ses solides courtines, ses salles si curieusement décorées.

Mais le temps presse. On descend à la hâte et l'on suit pendant une heure les bords délicieux de la Dordogne, en ne cessant de s'exhaler devant ces étranges rochers qui surplombent, et au-dessus desquels se profilent les étonnantes silhouettes des châteaux de *Castelnaud*, qui rappelle Bonaguil, de *Laroque-Gageac*, du manoir de *Marquessac*, du joli château de *Fayrac* au baron de La Tombelle, enfin, en face, la masse imposante de *Beynac*, à M. le comte de Beaumont, but de l'excursion. Comme à Domme, la rampe abrupte et pénible est rapidement escaladée, et l'on visite la cour d'honneur, le donjon du ^{xiii}^e siècle, les courtines du ^{xiv}^e, les grandes salles aménagées au ^{xvi}^e, notamment la salle des États, ornée d'amusantes peintures, ne se lassant pas d'admirer le merveilleux panorama qu'offre le cours sinueux de la rivière, encaissé entre de fantastiques rochers.

Un dîner aux lanternes, dans la cour du buffet du Buisson, a le plus gaiement du monde terminé cette magnifique excursion.

Dimanche 3 août

EXCURSION AUX EYZIES

Une excursion supplémentaire avait été organisée pour le lendemain, 3 août, aux grottes des Eyzies. Comme les précédentes, elle a réuni un nombre considérable de congressistes, qui, guidés par M. Peyrony, chargé de mission par le ministère de l'Instruction publique aux stations préhistoriques de la Dordogne, ont contemplé *de visu*, dans les grottes de Combarelles, de Font de Gaume et de La Madeleine, les si curieux dessins qu'avait montrés en projections, dans son intéressante conférence, M. le docteur Capitañ.

En terminant ce rapide aperçu, il nous est doux de pouvoir, dans cette *Revue de l'Agenais*, voisine et amie de celle du Périgord, adresser à son savant directeur, notre collègue, M. le marquis de Fayolle, nos plus sincères remerciements pour les attentions délicates dont il a été si prodigue à l'égard de chacun et pour la peine très grande qu'il s'est donnée afin de mener à bien la réussite du Congrès de Périgueux. Pas une ombre, disons-le bien haut, n'a fait tache au tableau. Qu'il soit donc fier du résultat obtenu, et qu'il nous permette de le féliciter, au nom de tous, du beau succès qu'à si juste titre il vient de remporter.

PH. LAUZUN.

BIBLIOGRAPHIE

Primevères, recueil de poésies par M^{lle} ALBERTE LALANNE-BIBAL.
— Auch, Th. Bouquet, 1913.

Le titre de ce recueil est parfaitement choisi, car il en exprime fort bien les qualités. Il y a là, réunies, une quarantaine de pièces de dimensions et de formes variées, fondues en un superbe bouquet. Fleurs printanières, en effet, d'un coloris frais et délicat, œuvres d'un jeune talent, déjà maître dans l'art des Muses.

• A feuilleter cette jolie brochure, il semble que

*Nous allons au jardin dans la paix matinale
Dépouiller le rosier, qui, sous le ciel, étale
Sa merveilleuse floraison,
Et que nous rapportons fleurs blanches et fleurs roses.*

Devant tant de belles choses, je serais embarrassé de faire un choix et de dire ce que je préfère. Est-ce *Mon Ruisseau*, *Légende Saxonne*, *Les Pins*, *Bouquets de Roses*, *Le Voyageur de la Vie*, *La Rose*, etc. ? Je ne sais, aussi je prends tout et j'admire la fermeté de la pensée, la beauté de l'expression, la richesse de la rime, la variété du rythme et l'élégance du vers.

Et en toute confiance j'attends l'avenir, si Dieu veut bien me l'accorder. Les beaux printemps, avec leurs fleurs fraîches et délicates, annoncent les superbes étés avec leur soleil de gloire et leurs riches moissons. *Primevères*, j'en suis persuadé, nous promettent pour plus tard de belles œuvres où l'auteur, déjà si maître de ses moyens, nous donnera toute la mesure de son talent.

J.-R. MARBOUTIN.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Fouilles de Sos. — Les fouilles de Sos sont continuées méthodiquement. C'est sur le plateau de Loustalet, au nord de la ville principale, au centre du faubourg gallo-romain de Scitio ou peut-être de la grande villa qui s'élevait en cet endroit, qu'elles sont effectuées actuellement. Voici, d'après notre correspondant M. Barthalès, quels en sont les résultats (20 août 1913) :

« La première fouille sur le plateau de Loustalet a amené la découverte d'une piscine de 7 mètres de long sur 3 m. 40 de large, avec angles droits et marches de descente au levant, terminée en demi-cercle sur le derrière. Sur ses flancs de droite et de gauche, il ne reste que des têtes de murs, avec des divisions qui pouvaient bien servir de soubassement à des cabines particulières. Sur le côté nord, une division un peu plus grande reposait sur des piliers d'hypocauste encore debout.

« Au nord et au midi de ce groupe, se voient des murs parallèles avec blocs de maçonnerie de distance en distance. Ces blocs paraissent avoir supporté des piliers pour soutenir, peut-être, un péristyle entourant le tout.

« La tranchée faite pour le passage du tramway départemental a coupé par le milieu cette construction. De plus, tous les matériaux de quelque valeur, qui auraient été pour nous de précieux auxiliaires, ont été méthodiquement enlevés par les générations précédentes. Nous ne retrouvons plus dans ces assises de construction que des débris informes de poteries, marbres, petits cubes à mosaïques, tuiles à rebord et pierres calcinées.

« On pourra peut-être conclure, étant données la superficie couverte par ce qui reste de murs (40 ares environ), et surtout les dimensions de la piscine (20 mètres cubes d'eau environ), que l'on se trouve en présence d'un établissement public, lequel se trouvait sur l'emplacement de la *Mutatio Scitio* et servait à l'usage des marchands et des pèlerins, qui suivaient cette route.

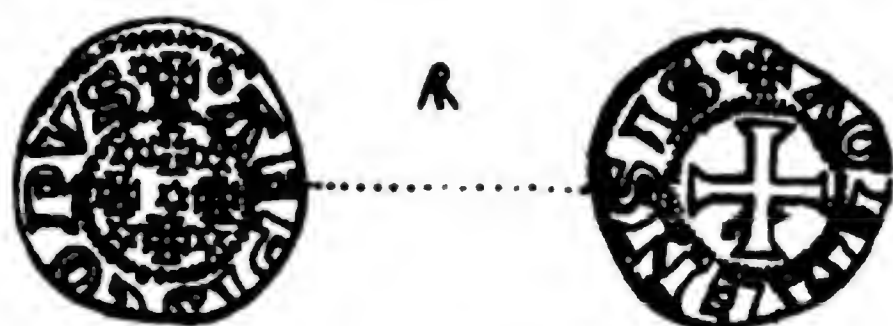
« La jonction, sur ce point, de la voie Antonine avec la voie Césarée ou Ténarèse, avait dû faire de ce lieu un petit centre de transactions commerciales.

« Du reste, tout ce plateau de Loustalet, à droite et à gauche de
« la ligne du tramway, est couvert de ruines. Il n'y a qu'à gratter
« le sol pour trouver des débris antiques. Mais les exigences des
« propriétaires, et, chez quelques-uns, une opposition formelle, en
« rendent les fouilles de plus en plus difficiles. Il y aurait lieu à
« pourvoir à cet état de choses. »

*
* *

L'exemplaire unique de notre monnaie Arnaldèse. — Dans le compte rendu précédent du Congrès de Périgueux, nous avons écrit combien nous avons été heureux, au cours d'une communication de M. Lespinas, d'apprendre par ce savant numismate qu'il possédait dans sa collection le seul exemplaire retrouvé de l'ancienne monnaie des évêques d'Agen, dite *Monnaie Arnaldèse*, et avec quelle bonne grâce il avait bien voulu le même jour, non seulement nous montrer cette pièce unique, mais pousser l'obligeance jusqu'à en faire tirer plusieurs épreuves pour qu'elles fussent offertes par lui à la Société académique d'Agen. Une fois de plus, nous ne saurions trop remercier M. Lespinas, le priant d'agréer l'expression bien vive de nos sentiments reconnaissants.

Cette monnaie est trop rare et trop précieuse pour que nous ne croyons pas, à notre tour, ne pas devoir en reproduire le dessin à cette page de la Revue.



Ce n'est pas du reste la première fois qu'il en est question dans notre Bulletin. Au tome VII de l'année 1880, notre collègue, M. Léon Lacroix, venant d'apprendre sa découverte à Périgueux par un ouvrier de qui la tenait M. le docteur Galy, collectionneur et numismate distingué, lui consacra un chapitre des plus substantiels. Quoique ne l'ayant jamais vue, il la décrit ainsi, d'après un dessin paru dans le numéro de janvier 1880 du *Bulletin historique et archéologique du Périgord* : « Cette pièce porte : au droit, cinq étoi-
« les à six rais équipollés à quatre croisettes pattées, avec la
« légende A EPISCOPVS entre deux cordons de grenetis ; au revers,
« une croix pattée à branches égales, avec la légende AGENENSIS

« entre deux cordons de grenetis. Chacune des légendes commence
« par une croisette pattée accostée d'une petite étoile et d'un an-
« nelet. » La monnaie est de billon, elle pèse 32 centigrammes.

Nul n'ignore que les évêques d'Agen du haut moyen-âge avaient obtenu à plusieurs reprises des ducs d'Aquitaine, aux ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles, le droit de battre monnaie. « Mais cette monnaie, écrit M. « Léon Lacroix, si connue sous le nom de *monnaie Arnaldèse* ou « *Arnaudine*, si souvent mentionnée dans nos vieux documents et « pour des stipulations de sommes si considérables, n'avait pas « encore été rencontrée en nature. » Ni Tobiesen-Duby dans son *Traité des monnaies*, ni C. de Saint-Amans, qui lui consacra un chapitre en appendice à l'*Histoire du département de Lot-et-Garonne* de son père, ni Anatole de Barthélemy dans son *Manuel de la Numismatique du Moyen-Age* (1851), ni Poey d'Avant dans son *Catalogue des Monnaies féodales* (1860), ni, de nos jours, Adrien Blanchet, ou tout autre numismate de valeur, n'ont pu en voir un seul exemplaire. Aussi est-ce avec le plus grand soin que l'étudie M. Léon Lacroix, se rattachant sur quelques points aux opinions de M. le docteur Galy, le combattant sur d'autres, notamment sur la date où a pu être frappée cette pièce, qu'il considère comme une obole d'un poids faible, plutôt qu'un denier inférieur du genre *pite* ou *paugeoise*, ou encore une petite *maille*, ainsi que l'écrit son heureux propriétaire.

Ce dernier, en effet, croit devoir la faire remonter à Arnaud de Boville, le premier des évêques d'Agen du nom d'Arnaud, vivant en 1040, c'est-à-dire au milieu du ^{xi}^e siècle. M. Lacroix, au contraire, se basant surtout sur la forme des lettres de la légende, la reporte au ^{xiii}^e siècle, pendant la durée duquel quatre autres pontifes du nom d'Arnaud, occupèrent le siège épiscopal d'Agen : Arnaud II (1209-1228), Arnaud III (1228-1231), Arnaud IV de Galard (1235-1245), Arnaud V de Goth (1271-1282). Il irait même jusqu'à Amanieu de Fargis (1313-1357), qui promulgua en 1316 une ordonnance célèbre sur les devoirs des gardes de sa monnaie, dont il traduit et reproduit le texte.

Consulté après coup, M. Anatole de Barthélemy, qui a eu sous les yeux l'original, donne raison à M. L. Lacroix, et « penche pour « le commencement du ^{xiii}^e, plutôt que pour le ^{xi}^e ou le commen-
« cement du ^{xii}^e. »

N'est-il pas étrange qu'on n'ait jamais retrouvé, ailleurs qu'à Périgueux, d'autre exemplaire de cette monnaie arnaldèse, si ré-

pandue dans tout l'Agenais au moyen-âge, et dont Labénazie affirme avoir vu à l'évêché d'Agen les coins, de trois dimensions différentes, marqués tous d'une croix ? Que sont devenus ces coins ? Combien précieuse surtout serait la découverte de quelque autre pièce analogue, qui viendrait enrichir si utilement le Musée d'Agen !

* * *

Ancienne église Saint-Hilaire d'Agen. — Dans une de ses dernières séances, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen avait décidé qu'une demande de classement des pittoresques ruines de la vieille église Saint-Hilaire d'Agen, récemment détruite par un incendie, serait adressée à la Commission des Monuments historiques. Ce qui fut fait.

Par lettre du 3 septembre 1913, M. le Secrétaire a été avisé que :

« La Commission des Monuments historiques, saisie du projet
« de classement de l'ancienne église Saint-Hilaire d'Agen n'a pas
« estimé que cet édifice présentât un intérêt suffisant pour être ins-
« crit sur la liste des Monuments historiques. Je regrette, ajoute
« M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-arts, de ne pouvoir, dans
« ces conditions, accueillir la demande de classement dont ce mo-
« nument avait fait l'objet et que vous avez bien voulu me signa-
« ler. »

Cette décision est d'autant plus regrettable que l'emplacement est mis en vente, et que très probablement seront démolis sous peu ces vénérables débris de la plus ancienne église d'Agen.

* * *

Le Souvenir Laulanié. — Le dimanche 19 octobre dernier, a eu lieu à l'Hôtel de Ville d'Agen, sous la présidence de M. Gustave Barrier, inspecteur général des Ecoles vétérinaires, membre de l'Académie de médecine, la remise officielle à la Municipalité de la toile représentant notre savant compatriote Laulanié.

En l'absence de MM. G. Laboulbène, maire et Labat, adjoint, M. Vigneau avait été chargé par ses collègues de représenter le Conseil municipal.

Une nombreuse assistance, composée de la plupart des notabilités de la ville, avait répondu à l'appel des organisateurs de cette

fête, à laquelle l' « Union Symphonique Agenaise » avait bien voulu prêter son concours.

M. Guittard, vétérinaire à Astaffort, secrétaire du Comité, lit les lettres d'excuses de M. le Préfet, représenté par M. le Secrétaire général, des sénateurs, des députés, des délégués du monde judiciaire et savant, etc., et il fait l'historique de l'œuvre du Comité, qui n'a rien épargné pour doter la ville d'Agen du portrait d'un de ses enfants les plus distingués.

MM. Barrier et Benoit prennent ensuite la parole pour rappeler les travaux considérables auxquels s'est livré et qu'a produits Laulanié et les belles découvertes qui ont couronné ses efforts. Ils félicitent la ville d'Agen de les mettre ainsi en relief, et d'avoir, sur l'initiative de la Société académique de cette ville, perpétué sa mémoire en donnant son nom à l'une de ses rues.

M. Vigneau remercie, au nom de la Municipalité, le Comité de sa généreuse initiative et il se félicite de ce que l'image de Laulanié viendra prendre place à côté de celles de Palissy, de Romas, de Lacépède, des illustres ancêtres dans la science, qui semblaient l'attendre. Les générations futures apprendront ainsi à quelle célébrité a pu atteindre notre compatriote par la force même et la persévérance de son labeur.

M. Barrier remet alors à la Ville le portrait de Laulanié, « œuvre impressionnante de vie, conçue et exécutée par un artiste consommé, M. Loubat, qu'inspirait l'amitié, et qui va si convenablement et si dignement figurer sur les murs de la salle des Illustres de l'Hôtel de Ville d'Agen. »

PH. L.

N° 6

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

40^e Année. — Novembre-Décembre 1913



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1913

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I.	<i>Souvenirs du vieil Agen. Les ormeaux et la fontaine du Gravier</i> , par Ph. Lauzun.....	477
II.	<i>Le Château de Saint-Philip</i> , par l'abbé Gayral.....	500
III.	<i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817 de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans</i> (suite), publiée et annotée par R. Bonnat.....	509
IV.	<i>Une Erreur héraldique. Les armes de Tonneins</i> , par G. de Lagrange-Ferrègues.....	549
V.	<i>Un Episode héroï-comique de l'an II</i> , par B. de Cadillac.....	551
VI.	<i>Notes et documents sur Dorfeuille, fondateur de l'Ecole vétérinaire de Port-Sainte-Marie</i> , par E. Périer.....	556
VII.	<i>Procès-verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen</i> (novembre, décembre), Ph. Lauzun.....	566
VIII.	<i>Table des matières contenues dans le tome XL</i>	569

GRAVURES :

La fontaine du Gravier (vue prise du nord)
La fontaine du Gravier (vue prise du midi)

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

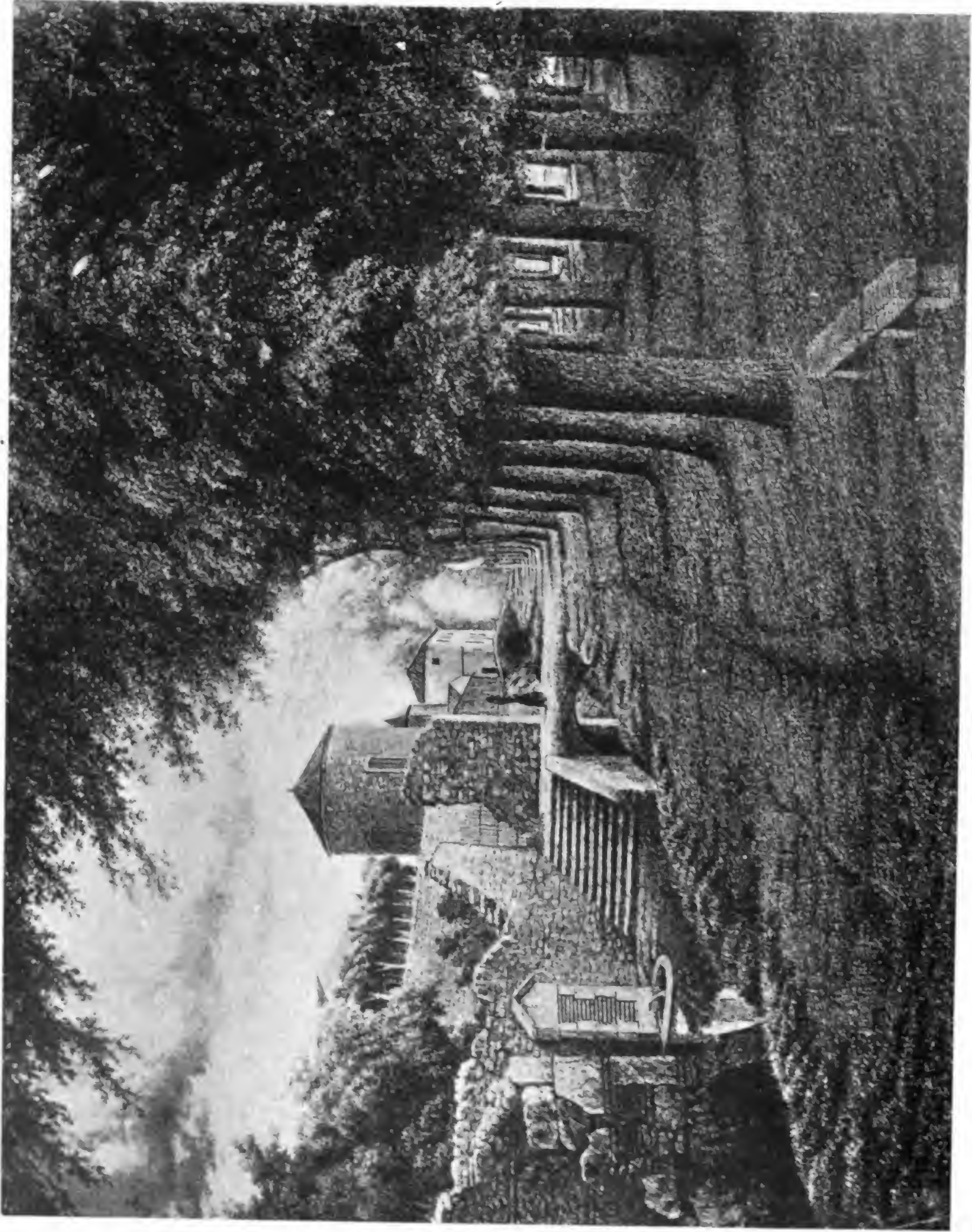
Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Ph. Lauzun

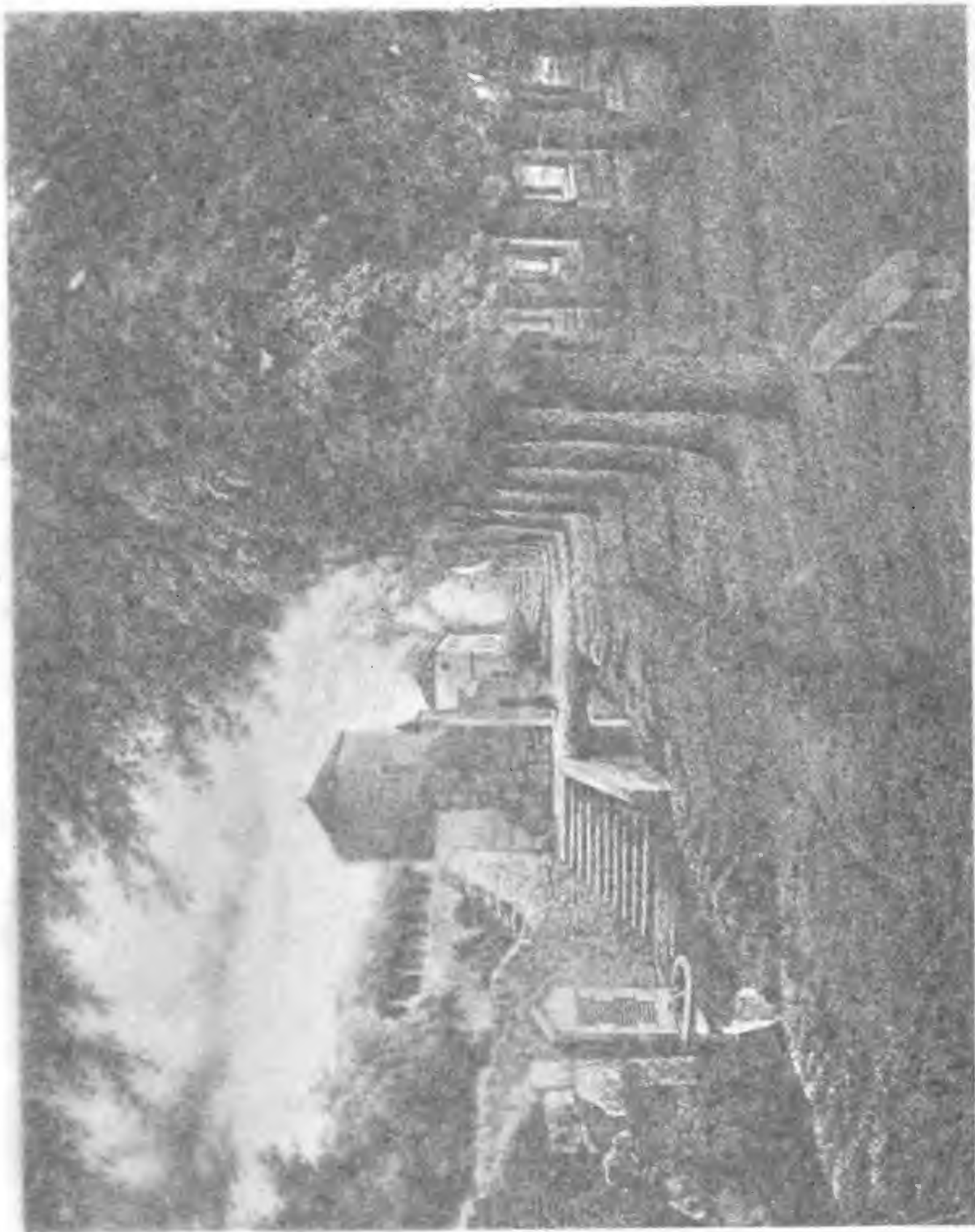
LA FONTAINE DU GRAVIER

Vue prise du Nord

Qui de ces châteaux, de ces tours, de ces
vies, de ces murailles, de ces
trones avilés, de ces
branches mutilées, de
chaque côté la pierre
contre les vents, privés d'un
commun de vieillesse, leurs
insectes les dévastaient, les
les plus ramagées se dessinaient
par la pluie ou ébranlées par
si bien que, devenus un débris
en 1867 et remplacés par les
grets dans le cœur de tous !
Grabé, comme l'avait écrit deux cents ans
tête de Prades, leur chute fit couler, de
plus d'un de doux souvenirs, leurs profils
depuis plus de cent ans la gloire et l'honneur
d'Agen !

Car les Agenais les aimaient éperdument,
Gravier étant de génération en génération
cœurs, bien digne, il faut le reconnaître,
siasme comme de leur admiration.

Aussi ne saurions-nous nous empêcher
de monographies sur le vieil Agen
air, en retraçant à grands traits



Cliché Ph. Lantini

LA FONTAINE DU GRAVIER

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LES ORMEAUX ET LA FONTAINE DU GRAVIER

I. — Les Ormeaux du Gravier

Qui de nous se souvient encore des anciennes allées du Gravier, de ces beaux ormeaux aux ramures magnifiques, dont les troncs avaient poussé hauts et droits dans le ciel, dont les branches retombaient en grappes et comme en cascades de chaque côté de la pelouse sèche et nue ? Trop pressés les uns contre les autres, privés d'air, mais surtout subissant le sort commun, la vieillesse, leur écorce se déchiquetait, les vers, les insectes les envahissaient, leur ombrage palissait, leurs feuilles plus rabougries se dessèchaient, leurs grands bras rongés par la pluie ou ébranlés par le vent s'écroulaient avec fracas, si bien que, devenus un danger public, ils durent être abattus en 1867 et remplacés par les platanes actuels. Mais que de regrets dans le cœur de tous ! que de larmes, *las larmos del Grabé*, comme l'avait écrit deux cents ans plus tôt le doux Cortète de Prades, leur chute fit couler, leur ombre rappelant à plus d'un de doux souvenirs, leurs profils majestueux faisant depuis plus de cent ans la gloire et l'honneur de la cité d'Agen !

Car les Agenais les aimaient éperdûment, la promenade du Gravier étant de génération en génération chère à leurs cœurs, bien digne, il faut le reconnaître, de leur enthousiasme comme de leur admiration.

Aussi ne saurions-nous mieux terminer cette longue série de monographies sur le vieil Agen, qu'en évoquant leur souvenir, en retraçant à grands traits leur histoire, et en nous repo-

sant, en une dernière halte, sur les bords de cette poétique fontaine du Gravier dont l'image, que nous reproduisons en tête de ce chapitre, a été précieusement conservée.

— Qu'était le Gravier au moyen âge ? Une île marécageuse, presque toujours envahie par les eaux, et formée de deux bras de la Garonne, dont le plus petit baignait les murs de ville, faisant office de fossé.

Mais jusqu'en 1229, ces murs étaient loin, on le sait, de se dresser au dessus du Gravier actuel. Dans notre étude sur les *Enceintes successives d'Agen*, nous avons dit quel était leur périmètre, ne dépassant pas au sud-ouest, c'est-à-dire à l'endroit le plus rapproché de la Garonne, le pont d'Angoyne et la porte de Bézat sise derrière le Théâtre actuel. Tout le reste était faubourg ou campagne, s'étendant sans limite aucune à l'ouest et au sud de la ville, là où gisaient encore pêle-mêle les débris de l'Aginnum romain, et où deux seuls monastères s'élevèrent au XIII^e siècle, le couvent des Dominicains ou Frères Prêcheurs, fondé en 1249, le plus proche de la ville, et le couvent des Frères Mineurs, plus au sud, construit sur l'emplacement actuel de la caserne Lacuée, devenu bientôt si prospère et si riche qu'il fût appelé le *Couvent doré*, et son cloître le *Cloître de marbre* (1).

C'est le long des clôtures de ces deux couvents, sis hors des murs de la ville pendant plus d'un siècle, puisque celui des Dominicains ne fut incorporé dans la dernière enceinte que dans la seconde moitié du XIV^e siècle, alors que celui des Frères Mineurs demeura toujours extérieur, ses occupants l'ayant du reste abandonné par suite d'expropriation en 1338 pour aller s'établir au quartier Saint-Georges, que coulait librement la Garonne, mais non sans agrandir chaque jour, par le dépôt de ses alluvions, l'île du Gravier.

Dès le XIV^e siècle, la propriété de cette île était contestée tant par l'Evêque que par les Consuls. Dans une note déjà

(1) Voir les chapitres III et IV du tome 1^{er} de notre ouvrage sur les *Anciens Couvents de la ville d'Agen*.

écrite sur le Gravier (1) M. G. Tholin nous apprend que « les
« Consuls invoquaient une possession déjà ancienne et faisaient
« acte de propriétaire en abattant les arbres. L'Evêque d'A-
« gen, au contraire, prétendait que cette île était un bien de
« l'Eglise, et il protestait contre l'exploitation des bois ». Un
accord intervint en 1309, d'après lequel les Consuls d'Agen
emploieraient quarante hommes pendant un jour à planter des
arbres sur l'île du Gravier. La question de propriété resta en
suspens; mais elle semble avoir été tranchée à ce moment en
faveur de l'Evêque (2). Ce fut là, croyons-nous, la première
plantation régulière des arbres du Gravier.

Dès le commencement du xvi^e siècle, les documents abon-
dent sur le Gravier, jusqu'à nos jours. Nous ne nous arrêterons
qu'aux plus importants.

Sous François I^{er}, le Gravier sert de place d'armes. Le 3
septembre 1536, il est le théâtre d'une monstre d'armes géné-
rale de toutes les milices de la ville. 2.200 hommes bien armés
y sont passés en revue par les capitaines des huit gaches de
la cité qui étaient, on le sait, les gaches de Bézat, de Floirac,
de Saint-Gillis, de Moncorny, de Saint-Etienne, de la Clau-
sulle, de Molinier et de Saint-Hilaire (3).

La municipalité surveille attentivement son entretien. Elle
veille à ce que le Gravier ne soit pas abimé par ceux qui
prennent le sable dans la rivière (1535) (4). On enlèvera les
arbres que la Garonne y a déracinés. Le sieur Antoine La
Roque, qui a commission pour ce faire, aura le tiers du bois
comme paiement (5), etc...

Le Gravier sert aussi à ce moment de champ de tir à l'arba-
lète.

Il est fréquemment le rendez-vous des duellistes.

C'est en effet sur sa pelouse que se déroulèrent, le 17 mars
1579, les phases du duel fameux de Turenne et de Duras. On

(1) *Revue de l'Agenais*, II, 1875, p. 49.

(2) Archives municipales d'Agen, DD. 32.

(3) Idem, BB. 26.

(4) Idem, BB. 25.

(5) Idem, BB. 27.

connaît l'origine du conflit. Jean de Durfort, vicomte de Duras et seigneur de Rauzan, gouverneur de Casteljaloux, avait donné l'ordre de n'ouvrir les portes de cette ville à aucun personnage de distinction. Arrive Henri de la Tour, vicomte de Turenne, envoyé par le roi de Navarre. Les portes restent fermées. Blessé dans son orgueil et ne lui pardonnant pas cette insulte, Turenne rencontre peu après Rauzan et le provoque en duel. Mais l'affaire revient aux oreilles de Catherine, encore en Gascogne à la suite des conférences de Nérac, qui par deux fois essaya de l'arranger. Il n'en fut rien. « Le 17
« mars, écrit d'Agen la Reine-Mère au maréchal de Damville,
« ils se sont appelés sans que personne en ait rien sceu et
« combattus ce jourd'huy de grand matin sur la Grève de ceste
« ville, s'estant blessés les ungs et les autres. Je fays informer
« par la Chambre du Parlement..... (1) ».

Bien plus explicite est le récit de Turenne lui-même. Pendant qu'il séjournait à Agen, Duras, écrit-il, vint lui dire que son frère Rauzan, à qui il en voulait, était arrivé. Turenne lui donne aussitôt rendez-vous pour le lendemain « au bout du Gravier », avec une épée, un poignard et montés sur des courtauts. Il prévient le baron de Salignac, Jean de Gontaud, seigneur de St-Blancard et chambellan du Roi de Navarre, qu'il ait à l'assister. Tous deux de grand matin se rendent au lieu désigné, où ils attendent près de deux heures leurs adversaires. Enfin Rauzan arrive, assisté de son frère Jacques de Durfort de Duras ; et, après d'assez longs pourparlers relatifs à leurs armes et à leurs tenues, ils en viennent aux mains.

« Je lui donnais, écrit Turenne, des estocades que je croyais
« le percer ; il me blesse un peu à la main gauche ; il tombe ;
« je le fais relever ; je veux aller aux prises en me jetant sur
« luy ; je rencontre le bout de son épée du bras gauche et
« m'en blesse, l'ayant mené plus de soixante pas ». Bref, il
allait en avoir raison, « quand il survint neuf ou dix hommes
« de Duras, qui commencent à me charger par devant et par

(1) Bibl. nat. fonds français, n° 3.203, f° 44.

« derrière, de sorte qu'ils me donnent vingt huit coups ; de
« quoy il y en avait vingt deux qui me tirèrent du sang, et
« les aultres dans mon habillement. Je ne tombe, ny mes
« armes. Pensant m'avoir donné assés de coups, ils me lais-
« sent.... Le roy de Navarre vint le lendemain sur le Gravier
« pour me quérir, où la Reine l'alla trouver et tesmoigna
« un très vif ressentiment de la supercherie qu'on m'avoict
« faicte » (1).

Dans une de ses lettres, Catherine reconnaît que Turenne a été si fort blessé qu'elle n'a pas cru devoir lui permettre d'être porté à Nérac, attendu que « les médecins et chirurgiens disoient qu'il se mettoit en danger ».

Ce duel fit grand bruit. A peine revenu en Albret auprès de son maître le roi de Navarre, Turenne cria bien haut à la trahison. Il chercha à prouver dans un mémoire que Rauzan portait une cote de mailles sous son pourpoint et s'était fait accompagner d'une douzaine de serviteurs. Les Duras protestèrent. Chaque parti voulut avoir raison. Les écrivains des deux camps s'en mêlèrent ; si bien que pour cette méchante affaire la guerre faillit se rallumer (2).

Une nouvelle monstre d'armes se déroula sur le Gravier en 1585, celle de la compagnie du sieur de Bajourdan, pendant laquelle fut arrêté comme espion le sieur Pierre Marty, qui y assistait (3).

Sur la demande des Consuls, Henri IV permet en 1605 qu'on installe sur le Gravier un jeu de *Paille-mail*. « Savoir faisons, leur écrit-il, que nous ayant nos bien amés les Consuls, manans et habitans de nostre ville d'Agep, faict entendre qu'il y a proche ladicte ville ung terrain et Gravier qui leur appartient, fort propre à faire ung Paille-mail pour exercer et récréer les habitans de ladicte ville et servir aussy à la décoration d'icelle, lesquels ils entreprendraient volontiers

(1) *Mémoires du duc de Bouillon*, 1579, coll. Petitot, xxxv, p. 179-183.

(2) Voir de Thou, Brantôme, Sully, L'Estoile, etc. Cf : *Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne*, par Ph. Lauzun, p. 86-89.

(3) Archives municipales, FF. 39.

« sous nostre bon plaisir et permission, et avec deffences à tous
« aultres d'en faire faire audict territoire, sans la permission des
« exposans, afin qu'ils puissent mieux affermer ledict Paille-
« mail au profict de ladite ville, et pour en retirer la dépense
« qu'il y conviendra faire..... A ces causes leur avons permis
« et accordé de faire construire un Paille-mail sur le Gravier ». Suivent les lettres patentes permettant la construction dudit jeu (1).

En 1584, il était dit déjà que le Gravier est « l'endroit le plus beau de la ville (2) ».

En 1612, la ville achète cinquante ormeaux pour les planter au Gravier, au prix de vingt livres. Trois ans après elle en fit planter cent de plus à ses frais (3).

En 1624 les Consuls ordonnent qu'une chaussée sera construite le long du Gravier. Les travaux seront dirigés par Valadon (4).

Une longue procédure s'engagea à cette époque entre les Consuls et les soi-disant propriétaires des îles formées autour du Gravier par les alluvions de la Garonne. Une surtout s'étendait d'une façon inquiétante sur la rive gauche, si bien que le reflux de l'eau menaçait d'emporter la chaussée que l'on venait de construire. Aussi les Consuls déclarent-ils que les arbres de cette île seront coupés, afin que le courant puisse plus facilement la submerger. Mais une assignation leur fut donnée par Ignace de Lorraine et le duc de St Aignan, pour les obliger à présenter leurs titres de possesseurs de cette île. Les deux demandeurs s'étaient fait octroyer par le Roi les revenus de toutes les îles de la Garonne, de la Dordogne, de la Charente, du Lot et du Tarn. L'affaire traîna comme toujours en longueur. Et il fallut pour la terminer de nombreux arrêts du

(1) Archives municipales, DD. 32. — Le jeu de *Paille-mail* était le jeu où l'on faisait usage du *mail*, c'est-à-dire d'une masse cylindrique de bois garnie d'un cercle de fer à chaque bout avec un manche long et pliant, dont on se servait pour jouer en poussant avec force une boule de buis. Le passe-mail signifiait aussi quelquefois le lieu où l'on jouait au mail.

(2) Idem, BB. 35.

(3) Idem, CC. 345, 347.

(4) Idem, CC. 361, 362.

Conseil d'Etat et des lettres royales et ordonnances des intendants, réglant le mode de jouissance de la propriété de ces îles, et déterminant les droits respectifs des deux parties (1).

Nouvelle plantation d'ormeaux en 1648, « sur le Gravier, « le plus bel ornement de la ville. » Et Labrunie d'ajouter : « Ce sont les arbres, devenus si prodigieusement gros, que « nous avons vu couper en 1759, quand on voulut faire le « beau point de vue qui s'étend depuis le lieu où est actuelle- « ment la Croix de la Mission jusqu'à la manufacture de « Las (2) ». Pour l'effectuer, on dut procéder à une souscription publique. Il existe aux Archives municipales d'Agen « le rôle de ceux qui souscrivirent, les uns en nature, le autres en « argent (3) ». Le plus grand soin fut apporté dès lors à leur entretien ; chaque année les arbres morts étaient remplacés.

C'est l'époque où la *foire du Gravier* fut rétablie dans sa durée primitive de huit jours. On sait en effet que la célèbre foire fut fondée en 1610 par Louis XIII, dès son avènement au trône, sur la requête des consuls, qui, faisant valoir la situation exceptionnelle de leur ville, entre Toulouse et Bordeaux, demandaient principalement qu'un centre de transactions fut établi pour le marché du bétail et des chevaux. Ils obtinrent satisfaction et la foire du Gravier dut tout d'abord durer huit jours, du 3 au 11 juin de chaque année. Réduite peu après à trois jours, elle ne reprit que vers le milieu du siècle ; mais ce succès fut encore éphémère. Car dans le cours du XVIII^e siècle et jusqu'à la Révolution, sa durée légale n'était que de trois jours. Aussi les consuls de 1782 réclamèrent-ils encore une durée plus longue : « Il se rend à nos foires, écrivaient-ils à « Fleury, un grand nombre de marchands du Limouzin qui « viennent s'y pourvoir de bestiaux destinés à fournir les bou- « cheries de Paris. On y vend pareillement une grande quan- « tité de toiles pour le Languedoc, la Provence et l'Espagne. « Le nombre des marchand génois, qui portent divers ob-

(1) Archives municipales, DD. 32.

(2) *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen*. Manuscrit original.

(3) Archives municipales, DD. 32.

« jets d'une utilité première, augmente chaque année ; et généralement toutes sortes de denrées y trouvent un débit assuré (1) ». Nous n'avons pas besoin d'ajouter quel succès, durant tout le ^{xix}^e siècle, obtint la foire du Gravier. La facilité de locomotion l'aurait-elle de nos jours à tout jamais compromis ?

— Sous la Fronde, le Gravier fut le théâtre d'une escarmouche qui aurait pu dégénérer en une vraie bataille. Nous avons déjà raconté dans tous leurs détails les péripéties de la lutte qui s'engagea entre les Consuls d'Agen et le prince de Condé, lorsque, au lendemain du siège de Miradoux, M. le Prince dut rentrer à Agen et essayer, mais vainement, de se rendre favorable cette ville (2). Nous avons dit aussi comment, après son départ forcé, ses partisans tentèrent un suprême effort, qui également échoua. C'est durant cette lutte que deux capitaines de ses régiments campés à Agen, Laugnac et Galapian, envahirent, le 29 mars 1652, l'hôtel de ville, s'emparèrent d'une couleuvrine, d'un baril de poudre et de quelques boulets, et s'en allèrent au Gravier tirer sur les troupes royales, commandées par d'Harcourt, Marsin et St-Luc, et qui depuis deux jours étaient rangées en bataille au Passage. Au feu des frondeurs celles-ci répondirent par une décharge générale, qui, au dire de Labrunie, « tua l'un d'entre eux et ota aux autres l'envie de continuer. » Ils quittèrent bien vite le Gravier et rentrèrent en ville, essayant toujours d'ameuter la population. Mais la ville demeura fidèle au Roi et les troupes de Condé durent peu à près déguerpir. Le 4 avril, le comte d'Harcourt traversait à son tour le Gravier, et faisait dans Agen son entrée solennelle par la porte St-Antoine. L'orage était passé.

En 1674, les Consuls songèrent pour la première fois à opposer une forte digue en maçonnerie aux empiètements incessants de la Garonne. L'intendant les autorise à y employer une somme de 3.000 livres. De grands travaux furent

(1) Archives municipales, HH. 16, BB. 55, 58, etc.

(2) *Une fête et une émeute à Agen pendant la Fronde*. (Revue de l'Agenais, II. 1874, et Tirage à part. Agen. 1875. In 8 de 48 pages.)

alors entrepris. On démolit un moulin ; on modifia les arches du pont ; on construisit deux éperons dans la rivière, afin de mieux abriter l'esplanade contre l'effet du courant ; enfin on éleva cette digue dont Labrunie a pu écrire : « Les Consuls
« firent construire en 1691, près de la manufacture De Las,
« la digue, respectée depuis par la Garonne, qui vient pour-
« tant de l'entamer dans une des inondations qui nous ont
« visités en février et mars 1802. La pièce de vers de M. Dau-
« rée de Courtète (1) intitulée *Las Larmes del Grabé*, où
« il peint avec esprit et gaieté les dommages que notre fleuve
« cause parfois à ses rives, mériterait bien une réimpression
« pour réveiller d'une espèce de léthargie ceux qui sont à la
« tête de notre administration, qui voient morceler froide-
« ment, et cela tous les ans, nos belles promenades, la seule
« chose qui distingue Agen aux yeux de l'étranger. Dans
« moins de quarante ans la Garonne a englouti tout le terrain
« depuis les bains jusqu'au pilier qu'on voit dans son lit et au
« pied duquel j'étudiais dans ma jeunesse (2) ».

Au commencement du XVIII^e siècle, de nouveaux travaux sont effectués en vue de protéger et d'embellir le Gravier. L'intendant de La Bourdonnaie (1700-1709) prouve par les nombreuses lettres qu'il écrit à ce sujet aux Consuls combien il s'intéresse à la promenade d'Agen (3). Ceux-ci, de leur côté, ne cessent de prendre les plus grandes précautions pour le maintien de sa bonne tenue. Une amende de 3 livres est imposée à un charretier qui l'a traversé avec ses charrettes. Une autre, de 9 livres 15 sols, à un bucheron pour avoir coupé une branche à un ormeau (4). On réparera le quai qui est au bout de l'allée du Gravier : 100 livres (1744). On plantera des jetins au Gravier : 319 livres (1748). Etc. (5).

Labrunie nous a déjà appris qu'en 1759 ont dut abattre les ormeaux « prodigieusement gros » du Gravier. A cette date,

(1) Cortète de Prades.

(2) *Abrégé chronologique*, édit., O Fallières, p. 172.

(3) Archives municipales, DD. 32.

(4) Idem, FF. 54.

(5) Idem, CC. 436, 440, etc.

il écrit de nouveau : « Les arbres des allées S^t-Antoine et du
« Gravier ayant été coupés et le Pont-Long en partie abattu
« pour se ménager le terrain nécessaire à une contre-allée et
« et faire ainsi le point de vue depuis Rouquet jusqu'à la ma-
« nufacture de Las, on commença la nouvelle plantation à S^t-
« Antoine en 1760, et on la poursuivit les années suivantes au
« Gravier et sur la route de Layrac. La justice et la reconnais-
« sance, car l'historien en est chargé au nom de ses concitoyens,
« exigent que je fasse icy une mention honorable de M. de Re-
« don des Fosses, qui, pendant plus de trente ans, s'est occupé
« de nos dehors. On devrait véritablement faire porter aux
« Quinconces du Gravier, qu'il fit planter en 1772, la dénomi-
« nation d'allées de Redon. Suivant l'ordonnance du 31 août
« 1784, donnée par M. de Boutin, conseiller d'état et commis-
« saire enregistré au secrétariat de l'hôtel commun, cet excel-
« lent citoyen a fait planter autour d'Agen près de 200 pieds
« d'ormeaux. Je l'ai vu plus d'une fois travailler à nos dehors,
« n'ayant pour moyens que son zèle et sa bourse (1). »

« Il était dans la destinée des ormes du Gravier, écrit à son
« tour M. G. Tholin, de ne pas durer beaucoup plus d'un siè-
« cle. Les arbres de la première plantation furent abattus en
« 1763 et 1764 (quatre ans plus tard que le rapporte Labrunie).
« Sur cent quatre vingt cinq ormeaux, on n'en respecta que
« quinze, qui, étant plantés sur le bord de la chaussée, rete-
« naient les terres au moyen de leurs racines. Près de la moi-
« tié des autres furent réservés pour les arsenaux de la marine
« et de l'artillerie. Le reste fut adjugé aux enchères. On trouve
« dans les archives de la ville tous les chiffres de cubage des
« pieds abattus (2). Ces arbres, vieux de cent vingt ans, étaient
« superbes. »

Cependant, dès l'année suivante, 1765, les plantations recom-
mencèrent. 1.700 pieds de jeunes arbres furent portés tant au
Gravier qu'aux allées S^t-Antoine et à la Plateforme. Dans son
débordement de 1770, « *lou grand aygat des Rameaux* »,

(1) *Abrégé chronologique*. Manuscrit original.

(2) Archives municipales, BB. 78, 79; DD. 32; etc.

la Garonne, les 5, 6 et 7 avril, en déracina un très grand nombre (1). Le 9 décembre 1772, les pertes furent aussi sensibles ; si bien que les Consuls, découragés, s'adressèrent directement à l'intendant de Fargès pour le prier de leur venir en aide et de s'intéresser à la promenade qui menaçait de disparaître. Fargès envoya aussitôt à Agen le sieur Dergny, ingénieur des Ponts et Chaussées, qui ne perdit pas de temps. Il fit réparer et exhausser la digue déjà construite, en y ajoutant « *un peirat* » de 40 toises ; il ordonna qu'on plantât des jetins dans les parties ravinées ; enfin il fit planter de nouveaux ormeaux (2). C'est alors que M. de Redon fut spécialement chargé par la municipalité de veiller à l'entretien des promenades de la ville et en particulier du Gravier, et que, jusque bien après 1789, il s'acquitta de ce soin avec la scrupuleuse exactitude que signale et loue Labrunie.

La Révolution n'arrêta pas la vigilance de la municipalité eu égard au Gravier. Il devint alors plus que jamais le théâtre des fêtes patriotiques.

Le 8 septembre 1789 eut lieu sur la pelouse la bénédiction solennelle des drapeaux du régiment patriotique d'Agen. Un autel avait été dressé, où le vicaire général Passelaigue célébra la messe et bénit les drapeaux (3).

Dix mois après, le 16 mars 1790, la garde nationale, composée de plus de 4.000 hommes, prête le serment civique entre les mains des officiers municipaux. « Au milieu du Gravier, écrit Proché, on avait dressé un autel, placé sous un pavillon orné des couleurs nationales, où la messe a été célébrée par le R. P. Clément de Menat, grand carme, aumônier du régiment. Après la prestation du serment fut entonné le *Te Deum* (4). »

Le 14 juillet de la même année, nouvelle fête patriotique à l'occasion du serment civique prêté, cette fois, par tous les

(1) Voir les *Débordements de la Garonne et de ses affluents* par Jules Serret. Agen, 1900, p. 26-29.

(2) Archives municipales, CC. 463, 472, 473 ; DD. 32.

(3) *Annales de la ville d'Agen* par Proché, p. 4.

(4) *Idem*, p. 5.

citoyens. Le soir il y eut un banquet servi au milieu du Gravier, auquel prirent part toutes les autorités et notabilités de la ville, y compris de nombreux ecclésiastiques séculiers et même réguliers. Plusieurs théâtres y furent dressés où l'on joua des pièces « analogues aux circonstances ». Enfin, ajoutent les officiers municipaux dans une lettre écrite au ministre du Roi et que nous avons déjà reproduite in extenso (1), « après le souper, citoyens et citoyennes se prenant la main « dansèrent jusqu'à onze heures sur le champ de mars. Les « Capucins mêmes ne purent s'exempter de l'aimable délire « qui caractérisa cette danse civique ». Ajoutons bien vite que Saint-Amans, témoin oculaire de la fête, n'est niaussi enthousiaste ni aussi précis à l'égard de la danse des Pères Capucins, qui nous semble de plus en plus problématique.

Et toujours, à chaque événement important, de nouvelles réjouissances sur le Gravier.

Le 5 juin 1792, dans une cérémonie prescrite par le Directoire du département, Jean Himounet, charretier, dont le courage avait sauvé quelques jours avant Lomet de la fureur populaire, reçut sur le Gravier, au nom de la Patrie, une couronne civique de chêne, et ses autres coopérateurs des témoignages solennels de la reconnaissance publique (2).

Le 14 avril 93, grande fête de la Fraternité, avec plantation de l'arbre de la Fraternité et de nombreux chants de plus en plus révolutionnaires (3).

En 1802, la Garonne sort, en moins de six mois, quatre fois de son lit et cause de grands dommages à la promenade du Gravier (4).

L'Empereur en 1808, le duc d'Angoulême en 1814, la duchesse de Berry en 1828, le duc d'Orléans en 1839, le prince Louis Napoléon en 1852, passant à Agen, se plurent tous à visiter et à admirer la belle promenade agenaïse. Tous, ou pres-

(1) *Les Couvents d'Agen avant 1789*, t. I^{er}, chap. VIII, LES CAPUCINS, p. 312.

(2) Proché, p. 17.

(3) Idem, p. 25.

(4) Idem, p. 92.

que tous, ils voulurent contribuer à sa sécurité et à son embellissement.

C'est ainsi qu'en 1809, Napoléon ordonne qu'on construise en face du Passage un quai de débarquement.

Mais ce ne fut qu'en 1824 que fut commencée la jetée continue qui borde tout le côté ouest du Gravier. Déjà en 1803, on avait bâti avec les débris de la vieille cathédrale St-Etienne la digue en pierres sèches, protectrice de la prairie plantée de peupliers qui s'étend au dessous de l'hôpital un peu en amont du grand pont de pierre, alors en construction, et aussi du champ de manœuvres en aval de ce pont. La digue proprement dite du Gravier ne fut achevée qu'en 1828 par les soins de M. de Lugat, alors maire d'Agen (1).

Enfin, ce ne fût que sous le gouvernement de Juillet et grâce à Sylvain Dumon, député d'Agen, alors ministre des travaux publics, que fut exécuté le travail général d'endiguement, qui, du pont de pierre au pont-canal, protège de la façon la plus efficace, non seulement le Gravier, mais toute la face ouest de la ville d'Agen.

Quant au récit des revues, prestations de serment, feux de joie, réjouissances publiques, cérémonies officielles, qui toutes, de la Révolution à nos jours, se célébrèrent sur le Gravier, trop longues à énumérer ici, nous renvoyons nos lecteurs aux Annalistes agenis, Proché notamment (2), ou encore aux journaux de la localité, principalement le *Journal de Lot-et-Garonne*, qui tous se sont fait un devoir de les relater dans leurs moindres détails.

En 1867, avons-nous dit au commencement de ce chapitre, la municipalité agenaise crut devoir, dans un intérêt général public, abattre tous les ormeaux du Gravier. Ils avaient, comme leurs prédécesseurs, plus d'un siècle d'existence. Jasmin les avait chantés :

Tout aquès ourmes biels, qu'Agen a bis fourma.
Semblon, en nous tressan uno bolto ennartado,
De géans arrenrats que se tocon la ma.

(1) Proché, p. 80.

(2) *Annales de la Ville d'Agen (1789-1819)*. In-8° de 316 pp.

Ce fut pendant près de dix ans une vraie douleur aux cœurs des Agenais. Car, malgré la richesse du sol, les jeunes platanes, plantés à leur place et sur le même alignement, plus pâles, plus espacés, étaient loin de les égaler et de les faire oublier. Puis, le temps a marché. Plus de quarante ans se sont écoulés. Et le Gravier a repris, sinon sa majesté passée, du moins sa grâce et son sourire. Seul, au milieu des nouveaux venus, se détache, près du fleuve, le dernier ormeau, conservé comme pour attester aux générations actuelles et futures la force et la grandeur de ses congénères d'autrefois.

II. — La Fontaine du Gravier

Il existait jadis au Gravier un coin particulier, fait d'ombre et de mystère, coté charmant recherché des solitaires comme le plus éloigné de la pelouse, toujours emplie des appels des baladins en temps de foire, ou chaque jour des cris des enfants, ou seulement du bruit des conversations des promeneurs. C'était l'allée qui, longeant le mur de ville, partait du Pont Long et se dirigeait vers la rue des Acacias, aujourd'hui rue Palissy, bornée à l'ouest par la grande route et à l'est par les jardins des maisons Fournié, de Lard, le petit Pont Long et les belles terrasses de l'hôtel de Calmels-Puntis. On l'avait dénommée, aux temps romantiques, *l'allée des Soupirs*. Et de fait, abritée des vents de nord et d'autan, elle convenait à merveille, par ses ombrages plus épais qu'ailleurs et son exposition aux chauds rayons du soleil couchant, aux malades avides de chaleur et de calme, aux poètes tourmentés par les caprices de leur imagination, aux amoureux enfin, qui, loin des indiscrets regards, s'y donnaient plus volontiers rendez-vous.

Mais le charme de cette mélancolique allée résidait moins dans la beauté de la voute de verdure que dans la proximité de la fontaine qui coulait en contre-bas le long de la vieille muraille, et dont le murmure incessant emplissait ses abords de poésie.

Etait-elle la même, cette fontaine, que celle qui fut élevée à



Château de la Ferté

LA FONTAINE DU GRAVIER

Vue prise du Midi

deux siècles, les deux ans au cours desquels les deux ponts se dressèrent sur les jaunes plateaux de la rive gauche et sur le même alignement, plus d'un siècle s'écoula sans que les ponts fussent jugés dignes de les regarder et de les faire passer à l'histoire. Plus de quarante ans se passèrent sans que l'on se rappelle, sinon sa majesté passée, l'ancien pont de la rive gauche. Seul, au milieu des nouvelles constructions, le dernier ormeau, le dernier pont, se dressait aux générations actuelles et leur faisait revivre le souvenir de ses congénères d'autrefois.

La Fontaine du Gravier

La Fontaine du Gravier, un coin particulier, fait d'ombre et de fraîcheur, a été l'aimant recherché des solitaires comme la pelouse, toujours emplie des appels des enfants, le rendez-vous de foire, ou chaque jour des cris des enfants, le lieu du bruit des conversations des promeneurs. Elle se trouvait, longeant le mur de ville, partait du Pont de la rive gauche vers la rue des Acacias, aujourd'hui rue de la République, se dirigeait vers la grande route et à l'est par les ponts de la rive droite, de l'ard, le petit Pont Long et les ponts de la rive gauche de Calmeis-Puntis. On l'avait dénommée, à l'époque, *l'allée des Soupirs*. Et de fait, elle était si fraîche et d'autant, elle convenait à merveilles aux amoureux plus épris qu'ailleurs et son exposition était si favorable, au couchant, aux malades avides de soleil, aux poètes tourmentés par les caprices de la nuit, aux amoureux enfin, qui, loin des regards indiscrets, y faisaient plus volontiers rendez-vous. Mais, au milieu de cette romantique allée résidait moins de fraîcheur et de verdure que dans la proximité de la rive gauche, le long de la vieille muraille, qui, au lieu de se désolant emplissait ses abords de la verdure et de la fraîcheur, que celle qui fut élevée à



Cliché Ph. Lauzun

LA FONTAINE DU GRAVIER

Vue prise du Midi

la fin du ^{xvii}^e siècle sous le nom de *fontaine St-Louis*, à côté de la porte de ce nom, ouverte autour de l'année 1645 par le duc d'Epéron, alors gouverneur de Guienne, en même temps qu'il faisait construire le pont St-Louis et tout à côté les Ecuries du Roi ? Car ces travaux amenèrent en ces parages la découverte d'une source des plus abondantes que les Consuls résolurent de capter pour les usages journaliers des habitants de ce quartier St-Louis.

Ce ne fut toutefois qu'en 1691 que ce projet reçut un commencement d'exécution. Cette année-là en effet, la municipalité chargea le sieur Cazeneuve, « maître charpentier et entrepreneur sur les eaux », d'élever une fontaine à l'endroit indiqué et de lui fournir un devis préparatoire.

Voici le rapport qu'il lui présenta :

Devis pour faire une fontaine au coté de la porte St-Louis, à l'endroit qu'une source c'est trouvée, le tout suivant le plan et figure qui est isy present.

Premièrement, il faut faire une grande ouverture jusques à la beaume de 4 cannes de long et une canne et demy de large, et y bâtir une muraille de pierre et de brique avec de chaud vive et de bon simand, de la longueur de 3 cannes et demy avec un retour de chaque bout de dix pans de long ; ladite muraille sera haussée de quatre pans et demy, au dessus du pavé dudevant de la fontaine, bien garni par le dedans de bonne terre gleze autrement appelée argille bien battue et acourriée, faire sy bien que la source ne se puisse pas perdre en aucun endroit ; et par dessus sur les deux cottés aux androits marqués *a*, sera mis deux pans de hauteur de caillou en gros gravié, à cette fin d'atirer l'eau à la fontaine ; et le dedans de la fontaine sera bien carrelée de bonne brique et batie avec de chaux vive et de bon siman ; comme le restan il sera posé deux tuyaux de fer au travers la pierre de taille bien sellés en plomb, et les maistre de la hauteur necessaire et pouvoir maistre une grande cruche et un gros seau.

Plus il sera observé une petite porte au dessus pour pouvoir entrer et sortir dans la fontaine en cas de besoin.

Plus il sera fait un pavé sur le devant de la fontaine de neuf à dix pans en carré.

Plus sera fait un degré de 26 marches d'un pied de large, c'est-à-dire un pan et demy, et de six pans de long, le tout bien fait et parfait suivant le plan et figure, et l'entrepreneur sera dix ans à la garantie en cas qu'il y manque quelque chose à lad. fontaine, pavé en degré et pour cest effet luy sera donné la somme de

Et pardessus luy sera donné les charrois nécessaires et trente journées de manubre, deux méchantes pierres que la Garonne a découvert au Gravié et toute la pierre qui se pourra amasser à l'entour de lad. fontaine ; tout le restant des matériaux que l'entrepreneur sera obligé de fournir, comme pierres de taille, briques, chaux, siman, terre gleze, fer et plomb et païment d'ouvriers, généralement tout ce qu'il faut pour randre la clef à la main de lad. fontaine, et les tuyaux versant de l'eau, tout à plain, avoir fait et parfait le susdit ouvrage dans deux mois après le commencement et dans vingt jours donner l'eau à plain tuyaux.

Et au bas :

Ce devis a été donné par Cazeneuve, maistre charpentier et entrepreneur sur les eaux.

Suit un croquis à la plume du monument projeté. Le corps principal en maçonnerie consiste en une petite tour carrée surmontée d'un dôme demi-sphérique, terminée par une boule d'amortissement. Deux griffons facilitent l'écoulement de l'eau dans un bassin rectangulaire bâti au dessous. On voit, à gauche, les degrés d'un escalier, coupé à angle droit, permettant d'accéder à la fontaine.

Le devis du sieur Cazeneuve fut accepté puisque cette même année les Consuls décident qu' « il sera construit un aqueduc
« de 15 toises de long et de 2 pieds de large ; plus une mère
« de fontaine, autrement partition d'eau au bout dudit aque-
« duc ; plus qu'il sera mis à la fosse de ladite fontaine deux
« cannelles qui recevront l'eau au dehors ; enfin qu'il sera fait
« un degré depuis de dessus de l'aqueduc jusqu'au devant des
« cannelles. Coût : 425 livres. Fait dans la chambre du Conseil
« de l'Hotel de ville d'Agen, le 29 août 1691 (1). »

(1) Archives municipales. DD. 32.

Cette première fontaine St-Louis fut-elle jamais élevée « au « costé de la porte St-Louis » c'est-à-dire sur le front sud des murailles qui court de la tour de la Poudre à la Porte Neuve? Ou bien faut-il entendre par cette dénomination la fontaine qui s'appela peu après fontaine du Gravier? Y aurait-il eu à un moment donné deux fontaines aussi rapprochées l'une de l'autre, portant chacune un nom différent? Nous ne le pensons pas. Pour nous, la fontaine St-Louis et la fontaine du Gravier sont une seule et même fontaine, sise non pas peut-être, au début, au même endroit, mais provenant d'une même source, laquelle finalement fut captée et utilisée sur l'allée du Gravier.

Le 4 mai 1720, les comptes du sieur Bissière, receveur des deniers patrimoniaux de la ville, accusent une dépense de 150 livres « en faveur de Malère portier de la porte St-Louis « comme à compte de *l'entreprise* de la fontaine, sous les allées « du Gravier (1). »

Par ce mot entreprise faut-il entendre, nous le répétons, la construction d'une fontaine nouvelle? ou bien est-ce l'ancien projet Cazeneuve qui aurait été repris, n'ayant pu être exécuté à l'endroit primitivement indiqué? Toujours est-il qu'à partir de ce moment se trouve souvent indiquée la fontaine susdite, tantôt sous le nom de fontaine St-Louis, plus souvent sous celui de fontaine du Gravier.

En 1762, le sieur Gimbrède, architecte de la ville, touche une somme de 101 livres « pour la construction du pont sur « lequel on franchit le ruisseau pour aller à la fontaine du « Gravier (2). » Ce pont ne peut-être que le petit pont-long actuel.

Quand la Révolution arriva, la fontaine du Gravier se trouvait dans le plus piteux état. L'ingénieur Lomet, qui venait d'acheter tout l'ancien couvent des Capucins sis à côté, et qui était chargé de l'embellissement de la ville et de ses promena-

(1) Archives municipales. CC. 416.

(2) Idem. CC. 450.

des, s'en émut et proposa sa réfection. Son appel fut entendu. Le 29 floréal an IV (14 mai 1798) la municipalité prenait l'arrêté suivant :

Vu le rapport présenté par le citoyen Lomet, que l'administration municipale avait invité, par son arrêt du 13 ventose, à proposer de rétablir la fontaine du Gravier ;

L'administration, considérant que le rétablissement de ladite fontaine est très avantageux à la commune ;

Que les travaux nécessaires pour la recherche des sources de cette fontaine exigent les plus grands soins et sont de nature à ne pouvoir être ordonnés par voie d'adjudication au rabais ;

Où la Commission du Directoire exécutif ;

Arrête : Le projet de rétablissement de la fontaine du Gravier, présenté par le citoyen Lomet, est adopté.

Les travaux nécessaires pour cette opération seront exécutés par voie de régie économique. Le citoyen Lomet est invité à vouloir bien les diriger de concert avec un membre de l'administration municipale.

Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de l'administration centrale.

Et le 29 floréal suivant :

Vu l'arrêté de l'administration centrale qui approuve le devis des réparations à faire pour le rétablissement de la fontaine du Gravier ;

L'administration municipale arrête que le citoyen Lomet sera invité à vouloir diriger les travaux de concert avec le citoyen Nolin, que l'administration nomme commissaire à cet effet.

Arrête en outre qu'il sera mis entre les mains du secrétaire les sommes nécessaires pour le paiement des dits ouvrages, lesquels paiements seront faits sur les paiements des citoyens Lomet et Nolin (1).

Lomet se mit immédiatement à l'œuvre. Il éleva un petit monument très simple, encadré de deux pilastres et surmonté d'un fronton triangulaire, tel que nous le voyons dans la gravure que nous reproduisons en tête de ce chapitre. Très en contre-bas au-dessous du niveau de l'allée des Soupirs, on descen-

(1) Archives municipales. Registres municipaux de l'an VI.

dait à la fontaine par un escalier de pierres de quinze marches. Sur le fronton étaient gravés ces mots :

A
L'UTILITÉ PUBLIQUE
AN VI DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

C'est l'inscription que proposa lui-même Lomet dans la lettre qu'il joignit à son rapport et qui, bien que déjà publiée par A. Magen dans une de ses notes aux *Annales de Proché*, mérite d'être ici rappelée :

A Agen, le 23 Thermidor, an VI de la République

A. F. LOMET

Aux citoyens administrateurs municipaux de la commune d'Agen.

CITOYENS,

« Plusieurs personnes donnant essor à leur génie m'ont envoyé des inscriptions proposées pour la fontaine que vous venez de faire construire. Les voici :

Par le professeur de belles-lettres de l'Ecole Centrale (1).

Comme cette onde fugitive
Tes jours coulent, portés sur les ailes du tems ;
Tu me les dois, Français : ta patrie attentive
En observe, apprécie et compte les instans.

Autre, par un anonyme :

Du temps je suis l'image
Et nous coulons tous deux ;
Mais un jour dans sa rage
Ce type dangereux
Détruira cet ouvrage
Que l'on établissait pour nos derniers neveux.

Autre, par l'ancien curé de Monbran :

Tinge manus, faciemque lava sitimve levato
Omnibus his, cives, civibus, unda fluo....

(1) Fondée en l'an V, l'Ecole centrale du Lot-et-Garonne eut d'abord comme professeur de belles-lettres, en l'an VI, le citoyen Jarente, puis en l'an VII, le citoyen Huart. (Voir tome I^{er}, chap. VII de notre étude sur les *Courants d'Agen avant 1789*).

« Toutes ces inscriptions sont trop longues et ne pouvaient être gravées faute d'espace suffisant. Je devais au zèle des auteurs de vous en rendre compte..... mais, en outre qu'elles n'ont ni le caractère qui convient au style lapidaire, ni une supériorité d'invention digne d'être transmis à la postérité, il serait, je crois, pour le moins inconvenable d'entasser sur le petit espace dont nous pouvons disposer d'aussi longues et aussi froides tirades à peu près insignifiantes.

« Je vous propose celle-cy, comme plus simple et admissible dans tous les pays et dans tous les siècles pour de semblables monuments de la petite espèce ; elle s'arrange symétriquement dans le fronton triangulaire A.

A
L'UTILITÉ PUBLIQUE
AN VI DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

« Si vous l'approuvez, veuillez me le faire connaître. J'en tracerai moi-même les caractères avec soin et comme il convient. Car c'est chose fort délicate que ces sortes d'écritures. Il faut une habitude consommée pour les tracer d'une manière bien pure. Au reste, je les peindrai avant qu'on ne les grave, et ainsi vous jugerez de leur effet avant de passer outre.

« Salut et fraternité

LOMET (1) »

« Cette fontaine du Gravier, écrit Proché à la date de l'an
« VI, est très commode, surtout lorsqu'en foire du Gravier,
« la Garonne est sale, bourbeuse, et que le Tarn y a mêlé ses
« eaux, ce qui arrive très souvent à la fin du printemps, à la
« suite de quelque orage ou de la fonte des neiges sur les
« montagnes. Il est fâcheux que le bassin et le tuyau en soient
« aussi bas, parcequ'au moindre débordement ils sont obs-
« trués, et qu'il y reste une grande quantité de vase et de pe-
« tites pierres qu'il faut enlever à grands frais. Mais tout le
« monde n'y perd pas ; car, s'il n'est pas possible de se servir
« de l'eau de la fontaine, en temps de foire les marchands de
« vin en vendent une plus grande quantité, parce que des gens
« de la campagne qui sont sur le Gravier n'ont pas d'autre
« moyen de se désaltérer. »

(1) Archives municipales, an VI. — Cf. Proché, p. 68-69, note.

La réclamation de Proché fut écoutée. Car, en 1812, on batit autour de cette fontaine un mur « pour empêcher que le « bassin ne soit plus obstrué par la quantité de cailloux qui y « étaient transportés, à la suite des orages et des pluies abondantes, par les eaux qui viennent de la porte du Pin et des « ruisseaux qui y aboutissent (1) ».

Et deux ans après : « Le mur de clôture, depuis la fontaine « du Gravier jusqu'au jardin de M. Lomet a été construit vers « la fin du mois d'aout 1814 par M. Cazabonne La Jonquière, « conseiller à la Cour royale, propriétaire du terrain qui est « derrière la fontaine et de la belle maison qui est au dessus (2). »

Mais l'abattage des ormes du Gravier et les nouvelles dispositions prises par la municipalité en 1866 et 1867 modifièrent encore cet état des lieux. La suppression de la fontaine fut décidée comme dangereuse et inutile. Elle ne donnait plus qu'un mince filet d'eau. Le propriétaire de l'hôtel voisin, M. de Calmels, obtint alors que son emplacement lui fut concédé. Les murs de clôture furent démolis, l'escalier enlevé, le trou béant comblé. Le jardin de l'hôtel fut continuée jusqu'à l'alignement actuel, et un léger mur de clôture le sépara simplement de la grande allée. Il ne reste plus rien de la fontaine St-Louis ou du Gravier.

— Une charmante légende, en terminant, au sujet de cette fontaine, légende aujourd'hui tout à fait oubliée, mais qui, par cela seul, mérite d'être rappelée.

(1) Proché. p. 137.

(2) Idem. p. 170. — Nous avons déjà écrit que cette maison avait été achetée quelques années avant la Révolution, lorsqu'il arriva à Agen, par Nicolas Cazabonne de la Jonquière, d'abord avocat général en la Cour des aides de Montauban, puis procureur au siège Présidial d'Agen, et après président à la Cour d'appel de cette ville, aux héritiers du fermier général Hulot de la Tour, qui l'avait fait construire sur les anciens murs de la ville. Ses salons lambrissés, aux panneaux finement peints dans le goût du temps, s'ouvraient régulièrement pour des fêtes musicales, y comprise, au bout de la terrasse, la vieille tour de la Poudre, fort heureusement transformée par l'intelligent nouveau propriétaire de sombre arsenal qu'elle était encore quand il l'acheta en pavillon de plaisance et en salle de concert. C'est actuellement l'hôtel de Calmels-Puntis.

En 1841, les Carmélites d'Agen, dispersées depuis la Révolution, se réorganisèrent sur une plus vaste échelle. De la petite rue du Jeu de Paume où elles s'étaient longtemps cachées, elles allèrent s'installer au faubourg de Malconte, où elles sont encore aujourd'hui. De nombreuses novices vinrent alors renforcer le personnel du Couvent. Une d'elles, fort jolie, tourière sans doute, puisqu'elle pouvait sortir pour vaquer aux besoins de la communauté, s'était attardée, un soir d'été, dans le quartier S^t Antoine, et elle dut, pour rentrer au logis, suivre les allées du Gravier. La nuit s'avavançait à grands pas, et, avec elle, un orage dont les éclairs illuminaient le ciel. Arrivée à l'allée des Soupirs, à ce moment absolument déserte, elle s'aperçoit que deux jeunes gens la suivent. A la hauteur de la fontaine, ils la rejoignent, et, l'entourant de leurs bras, cherchent à l'embrasser. Trop faible pour résister à leurs étreintes, la religieuse se sent perdue. Elle se débat, elle crie, elle appelle au secours. Soudain un homme surgit du bas de la fontaine et se précipite pour la dégager. Les deux jeunes gens s'enfuient, tandis que l'orage éclate sur leurs têtes. La Carmélite se met à genoux, remercie Dieu, et, accompagnée de son sauveur, rentre précipitamment au Couvent.

Le lendemain matin, les passants s'arrêtaient, tout étonnés, pour admirer, en face de la fontaine, juste au dessus de l'endroit où l'attentat avait failli être commis la veille, une magnifique couronne de verdure, formée par les branches des ormeaux, couronne que personne encore n'avait vue. Était-ce le vent de ce soir d'orage qui s'était plu à enchevêtrer ainsi les ramures et avait tressé d'une façon si élégante cette curieuse parure? Toujours est-il que les Agenais, instruits de l'événement, crièrent au prodige et que tous vinrent aussitôt faire un pieux pèlerinage à la couronne du Gravier.

Cette couronne, vingt ans après, existait encore comme au premier jour ; et bien souvent, enfant, nous l'avons vue nous-même, chaque année plus belle, balançant doucement ses feuilles nouvelles au souffle harmonieux et léger du vent de mai.....

La couronne de l'allée des Soupirs s'est effeuillée avec les

grands ormes du Gravier..... Envolée aussi, avec elle, la légende de la jeune Carmélite.... Disparus tous les anciens monuments, pourtant si pittoresques, de la vieille cité d'Agen.....

Où sont-ils, Vierge souveraine ?
Mais où sont les neiges d'antan ?

PH. LAUZUN

LE CHATEAU DE SAINT-PHILIP

§ I. — Historique du fief de Saint-Philip

Bâti sur les bords et sur la rive gauche de la Garonne, en aval et à peu de distance du village de Saint-Nicolas, le château de Saint-Philip, dont le seigneur ajoutait à ce titre celui de seigneur de Saint-Nicolas, dépendait de la juridiction de Caudecoste. Il a été l'objet de transformations successives qui, si elles l'ont totalement modifié, lui ont laissé cependant comme un aspect de vieux manoir modernisé, avec cette différence, toutefois, qu'il n'a eu jamais ni escarpes, ni fossés. Ses gloires sont celles que seule la paix procure. Nous pouvons volontiers dire de lui ce que M. Philippe Lauzun a écrit des vieux manoirs gascons du xvr^e siècle : « Maisons de plaisance plutôt que « de défense, d'où sont bannies toutes craintes de siège en « règle et qui n'ont conservé de l'ancien système que juste ce « qu'il faut pour intimider les aventuriers, malandrins, gens « sans aveu qui pullulent toujours sur les routes (1). »

C'était un vaste logis rectangulaire flanqué à ses extrémités de deux tourelles d'inégales dimensions. De chaque côté du vestibule, deux vastes salles dont l'une constamment habitée par le seigneur du lieu, servait à la fois de chambre à coucher, de bibliothèque et de chambre de travail; l'autre appelée « la grande salle du château » était vaste et spacieuse pour permettre de grouper de nombreux invités à la table seigneuriale. A côté se trouvaient deux petites chambres dont l'une, « la salle du fond », avait son entrée sur le jardin. La cuisine et

(1) *Château de Prades*, par MM. Ph. Lauzun et l'abbé Dubois.

l'office placés près de l'escalier de la grande tour du château, étaient deux autres vastes locaux qui terminaient au rez-de-chaussée les divers appartements du manoir.

Du côté opposé était la petite tour au-dessous de laquelle il y avait la « fruiterie » et en montant les degrés de l'escalier, au-dessus de la fruiterie, on pénétrait dans la chambre des servantes dite « chambre des filles » à laquelle était attenant un petit bouge.

Au-dessus de la chambre du seigneur, se trouvait la salle « haute » du château où les invités prenaient leur récréation. Elle communiquait à une chambre dite la « chapelle » et dont il ne restait guère que le souvenir en 1740. C'était alors une décharge où corbeilles et paniers d'osier gisaient pêle-mêle avec divers instruments d'agriculture et des espèces de hallebardes détériorées. Il ne fallait point chercher ni l'autel ni l'armoire des vases sacrés. Dans une caisse « on a retrouvé les restes « d'une vieille chasuble et d'un devant d'autel d'un camelot « blanc avec un tissu et bordure doublé d'une toile bleue, le « tout brisé et mangé des rats. »

Sur la salle basse, sur celle du milieu et sur celle du fond, on avait établi un grenier unique, avec au-dessus un immense galetas dans les divers corps du logis y compris les tours.

Le tinal avec une chambrette et un bouge attenant, destinés au jardinier, formaient les dépendances du château (1).

Tel est l'aspect de cette demeure d'un bourgeois, ancien capitaine de dragons, M. François-Arnaud de Postel ou Posterle qui y décéda le 1^{er} mars 1740.

D'un inventaire détaillé des biens, meubles et effets délaissés à S^t-Philip par M. de Postel (1740), et déposé dans les minutes de M^e Saint-Arroman, à Caudecoste, nous avons recueilli des notes qui ont permis de préciser quelques points de détail sur cette seigneurie. On nous saura gré de les communiquer.

Il est fait mention d'un cahier de reconnaissances, consenties par divers particuliers tenanciers du fief de Saint-Philip

(1) Le tinal était au côté ouest.

en faveur de s^r Marc Tapie, bourgeois d'Agen en 1533 et dont la première, signée du Châteauneuf, notaire, est du 22 février (1).

La famille de Balzac, dont le chef Robert de Balzac avait acquis de Louis XI les terres de Clermont, Dunes, Malauze, Tournon et une partie de la seigneurie d'Astaffort à la suite de la confiscation des biens de Jean V, comte d'Armagnac, entra bientôt en possession du fief de Saint-Philip, du fief de Merles et peut-être aussi de ceux de Saint-Romain et de Saint-Jean de Thurac. Le fief de Merles appartenait encore, le 4 octobre 1673, à dame Marie de Balzac, comtesse de Marchin. Il fut vendu en 1679.

Le château de Saint-Philip devint la dot de Jeanne de Balzac, épouse de M^e François de Timbrunne, seigneur de Valence, qui mourut en 1581. Leur fils, noble Emmanuel-Amanieu de Timbrunne, reçut les reconnaissances du fief le 12 mai 1613. Un arpentement fut fait par Barthélemy Bernie, de Valence, en 1633. En 1648, M. de Valence, seigneur de Saint-Philip, Cuq et Castels, vendit le château de Saint-Philip à dame Diane de Lalane de Roquetaillade, veuve de M^e Tobie de Laussac. Les reconnaissances du fief de Saint-Philip lui furent faites dès le 15 janvier 1649. A la mort de sa mère, le marquis de Roquetaillade, M^e Alexandre de Laussac, grand sénéchal et gouverneur de la sénéchaussée d'Albret, premier baron du Bazadais, reçut également les reconnaissances de ce fief qu'il revendit en 1675 à M. Arnaud de Posterle, issu d'une famille d'Agen. Il ne sera pas inutile de faire connaître ici quelques détails ignorés au sujet des nouveaux propriétaires de Saint-Philip.

Noble Arnaud de Postel, d'une famille originaire de la paroisse de Castelnau-de-Béarn, épousa, le 8 décembre 1664, demoiselle Madeleine de Serville et ils habitèrent la paroisse de Saint-Etienne d'Agen où furent baptisés les trois enfants qui naquirent de ce mariage. S^r Joseph Posterle fut baptisé le 30 octobre 1668 mais nous ne pouvons préciser la date de la nais-

(1) Châteauneuf était notaire à Caudecoste.

sance de ses deux sœurs dont l'une portait le nom de Catherine. Celle-ci épousa M^e Jean de Davach, conseiller du Roy et son juge à Caudecoste, dont le père remplissait depuis longtemps ces mêmes fonctions (1). Elle apporta en dot à son mari le fief de Beauregard, acheté le 9 juillet 1683 à demoiselle Lucrèce de Momméjan, veuve de François de Molinis, pour 7,900 livres. De ce mariage naquirent noble Joseph de Davach, s^r de Beauregard, capitaine au régiment de Beauvoisis, qui épousa demoiselle Thérèse de Saint-Gilis, et Marie de Davach, qui épousa noble Montratier de Redon, s^r de Monplaisir.

La sœur de Catherine épousa noble Jacques Radin, mais ils n'eurent pas d'enfant.

Le 10 janvier 1678, les époux Posterle ou Postel achetèrent leur maison d'Agen à M. Sarreau pour 11,000 livres; — le 10 mars 1686, demoiselle de Serville fit une reconnaissance en faveur du Chapitre Saint-Etienne d'Agen.

Des nuages vinrent assombrir la paix intérieure de ce foyer : il y eut mésintelligence entre les parents et leurs filles. Le 9 mai 1684, les époux Posterle firent un testament mutuel dans lequel ils firent une substitution en faveur de leur fils noble Joseph Posterle, qui fut héritier au détriment de ses sœurs. Ce dernier, qui avait embrassé la carrière des armes et qui faisait partie du régiment de dragons de M. de Latrillière, devint capitaine mais ne se maria pas, de sorte que son neveu et sa nièce furent les seuls parents habiles à lui succéder.

A la mort de son père, survenue en 1699, il reçut les reconnaissances des tenanciers du fief de Saint-Philip (13 juillet), bien que le testament qui le constituait héritier ne fût ouvert que le 23 août 1700. Les parents avaient acheté en outre le fief de Merle en 1679; divers autres biens le 6 octobre 1683; la métairie de Castaignetis le 29 septembre 1683 de Bernard Vidal, etc.

Le nouvel héritier augmenta encore le patrimoine de ses devanciers par l'acquisition des fiefs de Saint-Romain en 1721; de Saint-Jean de Thurac, de la métairie du Noble, du moulin

(1) M. Dubourg, *Monographie de Caudecoste*.

du Noble, du fief de Salève qu'il acquit de M. Seguy de Bauzelle, 3 avril 1736. Ajoutons à ces propriétés les métairies du Guin, de la Grange de Parron, et nous aurons une idée de la belle situation de fortune du seigneur de Saint-Philip. Il crut même, avant de faire ces acquisitions, que ce qu'il possédait était digne de devenir un présent royal. Refusant de renouer des relations depuis longtemps brisées avec sa famille et à la suite d'un différend entre lui et ses beaux-frères, M^e Jean de Davach et noble Jacques Radin, et qui fut porté à la grande chambre du Parlement de Paris en 1723, s^r Joseph-Arnaud de Posterle fit un testament olographe le 1^{er} juin 1725 par lequel il instituait le Roy de France son héritier.

M. d'Aignan, subdélégué général, fut instruit de ces projets et à la mort de M. Joseph de Posterle, survenue le 1^{er} mars 1740, il délégua M. de Mellix, subdélégué à Fleurance, pour apposer les scellés sur le château de Saint-Philip et faire l'inventaire des biens.

Sa Majesté le Roi de France renonça à l'institution héréditaire. Dès lors les biens de Saint-Philip faisant retour à la famille évincée, noble Joseph de Davach, capitaine au régiment de Bauvoisis, neveu du dernier décédé, devint héritier au bénéfice d'inventaire et de substitué. A sa requête, les scellés furent levés et un inventaire détaillé fut dressé.

Le seigneur de Donzac, descendant des de Balzac, devait être aussi cohéritier puisqu'il fut invité à assister à ces opérations. La part qui lui était échue était de bien peu d'importance, il ne parut pas et n'envoya aucun fondé de pouvoir pour le représenter.

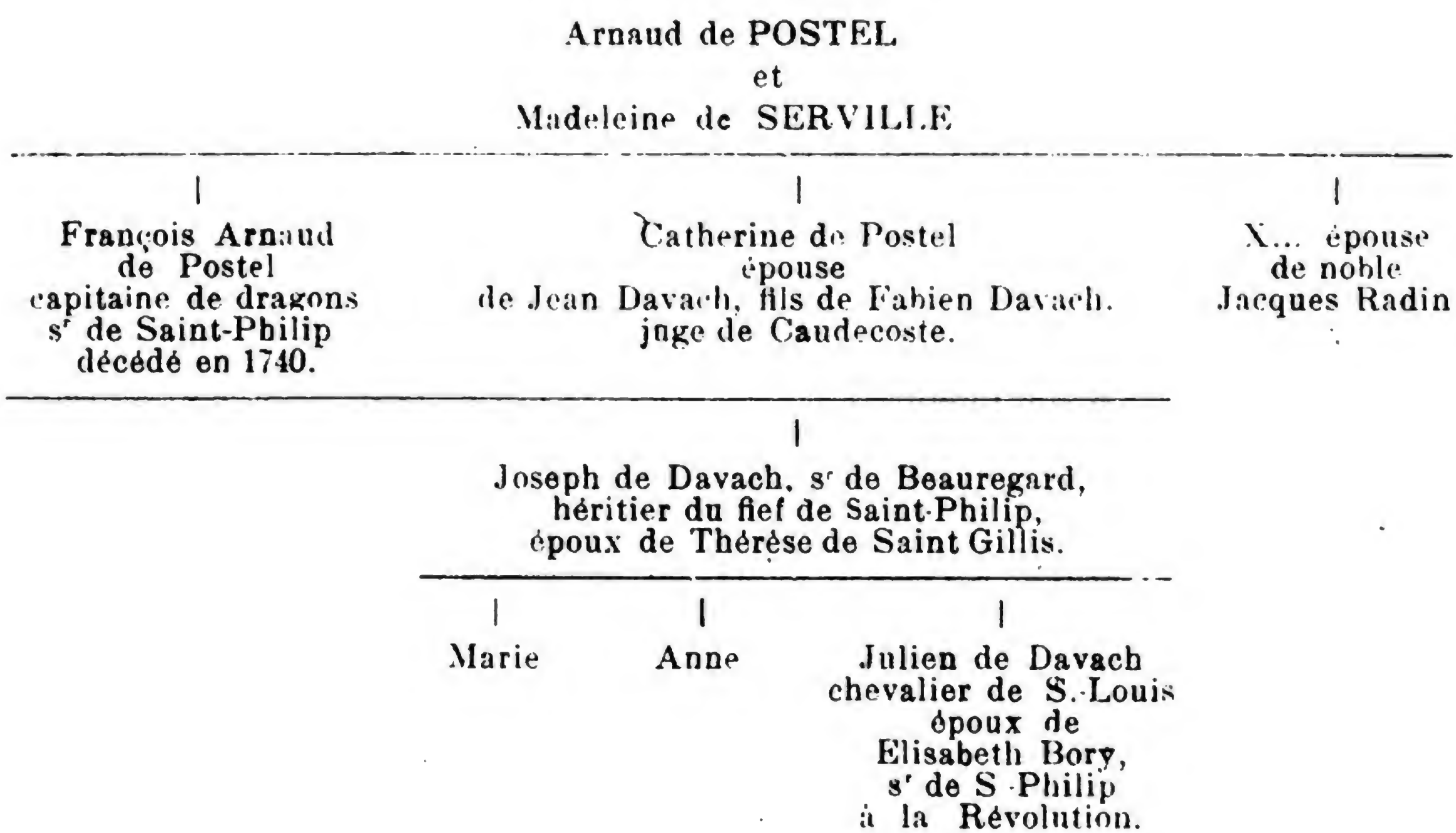
C'est ainsi que le château de Saint-Philip devint la propriété de la famille de Davach qui le posséda jusqu'en 1808.

M. Dubourg, dans sa monographie de Caudecoste, n'a pas précisé exactement ce point qu'il est intéressant de mettre en lumière. Nous lui empruntons, en les résumant, les autres données qu'il fournit.

Noble Joseph de Davach, s^r de Beauregard, décédé en 1744, épousa, nous l'avons dit, M^{lle} Thérèse de Saint-Gilis dont il eut trois enfants : Marie, Julien et Anne.

Julien fut l'héritier du fief de Saint-Philip. Il épousa demoiselle Elisabeth Bory qui vendit ce château à M. Henry Boilleau, commissaire ordonnateur en chef, qui habitait Lacaze, canton de Gabarret (Landes), 1^{er} février 1808. Le 27 septembre 1809 il revendit à M. le comte Louis-Dominique de Dampierre, ancien colonel et député de la Guadeloupe, ce château dont la famille est encore propriétaire et qu'elle a fait transformer en partie, conformément aux exigences des besoins modernes.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE



§ II. — L'Intérieur d'une demeure bourgeoise

On s'est plu souvent et avec raison à publier des inventaires ou parties d'inventaires du mobilier des anciennes maisons seigneuriales. Ces publications nous font pénétrer dans une certaine mesure dans la vie bourgeoise. Celui que nous avons entre les mains nous donne des indications intéressantes sur la vie intellectuelle, la vie matérielle et la vie morale et religieuse des seigneurs de Saint-Philip aux xvii^e et xviii^e siècles.

Pour peu qu'on veuille se rendre compte de la vie intellectuelle de ces bourgeois d'Agen, on voit que l'étude des auteurs anciens et modernes paraissait partager et distraire leurs loisirs. Leur bibliothèque est bien garnie et sur les divers rayons

reposent les œuvres des meilleurs auteurs latins, grecs et français.

Voici un aperçu de quelques auteurs pris au hasard : Aristote, les *Caractères* de Théophraste, Thucydide, Cicéron, Quinte-Lurce, Tacite, Horace, Juvénal, Pline, Pétrone, Saluste, Lucain, Sénèque, Racine, Molière, Voiture, Rabelais, Commynes, Saint-Evremont, Rabutin, le Journal des Savants, la Vie de Charles-Quint, l'Histoire des Egyptiens, des Babylo niens, etc..., Les hommes illustres, etc..., Abélard, les vies des grands capitaines, les Méditations métaphysiques de Descartes, les *Heures*, par le cardinal de Nouailles, les *Réflexions sur les passions*, Spinoza, *Nouvelle logique*, *Traité des droits seigneuriaux*, *Règlement de la Justice*, les mathématiques, la Bible, le Nouveau Testament, etc....

On le voit, rien n'y manquait : Histoire, poésie, prose, sciences, droit, philosophie, religion, auteurs anciens et modernes, tout intéressait et nous avons ainsi des données sur la culture intellectuelle de ceux qui vivaient au grand siècle. Cette époque supporterait avec la nôtre un parallèle qui peut-être ne serait pas à son désavantage.

Passons au vestiaire. C'est celui d'un vrai gentilhomme. Habits en drap d'Elbeuf, habits à galons d'argent, parements d'habits à étoffe d'or, culottes avec quatre petits boutons à cordonet d'argent, culottes en velours avec boutons d'argent, bas de soie, jarretières de soie, chemises et manchettes de dentelle des Flandres, d'Allemagne, mouchoirs en dentelle des Indes, cols de mousseline, pantoufles à l'ancienne mode garnies d'un ruban d'argent à fleurs de soie et ruban vert, voilà bien un gentilhomme habillé qui n'avait garde d'oublier sa perruque blonde à nœuds. Se prenait-il à vêtir ses habits militaires il apparaissait alors avec sa culotte sans doublure d'écarlate à boutons d'argent, son bonnet d'officier à la dragone d'écarlate également avec parements d'un velours jaune galonné d'une belle dentelle d'or et gland d'or écarlaté. Des boucles à brillants pour souliers montées sur argent, d'autres pour les jarretières, des boutons d'or pour les manches de chemise, des boutons d'argent montés en pierre bleue et ayant sur le dessus une petite

pierre blanche achevaient d'une manière élégante cette parure capable de susciter encore des sentiments d'envie. La montre « de métal de prince avec son étui de chagrin » avait évidemment sa place parmi les bijoux de cet élégant qui savait se parer d'une épée d'argent à poignée torse et massive ou de cannes à jonc à pomme d'or ouvragée.

Le service des dîners officiels était également somptueux. L'argent et le vermeil se jouaient sur des tables couvertes des nappes et des serviettes les plus fines et dans une salle entièrement parée de tapisseries de Flandre, d'Allemagne et des Indes. Les pierres précieuses reflétaient le soir les mille feux des girandolles sur leurs facettes polies. Nous ne résistons pas au plaisir de citer :

1 plat à soupe, petites assiettes, écuelle à bouillon, le tout en argent aux armes du seigneur, pesant 8 livres.

1 assiette de vermeil, salières qu'on croit de vermeil.

Cuillère, couteau, fourchette, de vermeil ; cuillère, couteau, fourchette d'argent, aux armes du seigneur.

2 gobelets en vermeil, 6 cuillères à café en vermeil, 2 salières d'argent fort anciennes, cuillère à ragout d'argent, 2 cuillères à café, 6 couteaux manches d'argent, autre cuillère à ragout d'argent, aux armes du seigneur.

6 cuillères, 6 fourchettes, 4 vieux couverts d'argent.

1 paire de salières en cristal garnies de pierres fausses vertes et rouges.

1 paire de flambeaux, mouchettes, sucrier, moutardier, aiguière, réchaud, éteignoir de chandelles, petite sonnette, cafetière à 6 tasses, le tout d'argent aux armes du seigneur.

1 boîte à tabac d'argent aux armes du seigneur.

La cuisine n'était pas moins fournie de plats et autres ustensiles en étain aux armes du seigneur.

Une panoplie où étaient appendus divers fusils montés sur bois de noyer avec ou sans platine, plusieurs pistolets et un vieux mousqueton de cavalier formait avec un nécessaire de chasse deux ornements agréables de la chambre du seigneur. Ce nécessaire comprenait en outre un couteau de chasse avec poignée en ivoire et ceinturon jaune, un caparussou rouge avec

les armes du seigneur et une couverture de mulet semblablement marquée.

A titre de pure curiosité, signalons comme provisions de ménage 10 pots renfermant 42 oies confites et couvertes de graisse, 2 petits cochons dans un saloir, 6 paquets de café d'une livre chacun, 1/2 barrique de vinaigre. La cave n'était pas moins bien garnie. Il y avait 32 barriques de vin et 1 barrique d'eau-de-vie. La domesticité au moment où le nouveau maître préparait son installation fut princièrement traitée. M. de Davach mit à sa discrétion 3 barriques de vin blanc et 4 barriques de vin rouge.

Signalons encore 248 sacs de blé, 112 sacs de méturre, 14 sacs de millet, 12 sacs d'avoine, 9 sacs de jarrousses, 4 sacs d'orge, 3 sacs de pois blancs, 1 sac de pois carrés, 1 carton de lentilles déposés dans le grenier du château.

A l'écurie, 5 chevaux faisaient l'orgueil du châtelain : 1 cheval alezan de 9 ans, une jument noire, une pouline de 4 ans, un poulain de 2 ans, un bidet de 2 ans. Enfin et pour clôturer cette série déjà longue, outre quelque argent trouvé çà et là, le bas de laine du défunt renfermait 1.500 livres, soit 40 louis d'or de 24 livres, 60 écus de 6 livres et autant de 3 livres.

Nous ne savons pas la vie religieuse des bourgeois d'alors, mais à Saint-Philip, comme trop souvent ailleurs, le seigneur ne fut pas toujours un modèle de vertu. Une note glissée, peut-être à dessein, dans l'inventaire que nous analysons, mentionne que M. François-Arnaud de Posterle ne fut pas à l'abri de toute critique au point de vue des mœurs. N'ayant pas fondé de foyer, il fut entouré cependant des soins les plus assidus et les plus délicats d'une fille naturelle dont on lui attribuait la paternité et qu'on appelait Antoinette Laboulbène.

Abbé GAYRAL.

CRYPTOGRAPHIE

AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Vendredi, 31 mars. — Le courrier de Bordeaux arrive enfin, mais ne porte aucune nouvelle un peu récente de Paris. Les retards de ce courrier étaient occasionnés par une nouvelle organisation de la poste aux lettres depuis que celles de Paris ne passent plus la Loire, à cause des corps de l'armée royale qui bordent cette rivière. La seule correspondance de Bordeaux à Toulouse ne suffisant pas pour solder les frais, on a trouvé tout simple de réduire le nombre des courriers. C'est sans doute plus économique, mais dans le moment d'une crise comme celle où nous touchons, cette suppression non seulement est fâcheuse, mais très déplacée.

L'étendard de la révolte a flotté tout de bon dans le département. Il y a été arboré par un fonctionnaire public, avec attroupement armé. Ce fait étrange, dénoncé au Conseil général par le préfet, est constaté par un procès-verbal. Après avoir excité l'indignation du Conseil général, il réclame toute sa sollicitude. Écoutons le maire de la commune de Lougratte, arrondissement de Villeneuve. Il rapporte, dans son procès-verbal, que, se trouvant absent le 29 du mois dernier, le sieur Taillardet, son adjoint, se présenta sur la place de cette commune accompagné de quelques individus armés de fusils et portant, ainsi que lui, la cocarde tricolore; que cet adjoint proposa au curé de bénir un drapeau aussi aux trois couleurs; que, le curé s'y étant refusé, l'adjoint avait fait arborer ce drapeau sur le clocher de l'église paroissiale; qu'il avait ensuite, ainsi que sa troupe, crié *vive l'Empereur !* et ordonné une

décharge de mousqueterie. Monsieur l'adjoint, vous pourriez jouer gros jeu !

Sur le soir, réunion au Conseil (1) des généraux, du préfet, du secrétaire-général de la préfecture, du capitaine de la gendarmerie. On prend des mesures pour empêcher la propagation des cocardes tricolores à la foire de Villeneuve.

La correspondance annonce que le gouvernement provisoire pourrait s'organiser à Toulouse. Tout finirait-il par aller bien ? Je le désire plus et beaucoup plus que je ne l'espère.

Samedi, 1^{er} avril 1815. — Vers le soir, M. Martinelly arrive de Toulouse. Il n'apporte à peu près rien de positif sur les divers objets de nos demandes et aucune nouvelle que nous neussions déjà.

Dimanche 2. — Rien, absolument rien dans les journaux. Bruits populaires, faux, contradictoires, absurdes pour la plupart. Les lettres de Bordeaux sont alarmantes. Le général Clausel (2) marche sur cette ville. Poitiers, Angoulême, Blaye se sont soumises à Bonaparte. D'un autre côté, on annonce la défection de Périgueux. Un commissaire du conseil (M. Mémoire) part pour Villeneuve revêtu de tous les pouvoirs du corps qui le délègue (3). Il aura peut-être dans cette mission plus d'embarras qu'il n'en présume. L'adjoint de Lougratte, instruit qu'il avait été dénoncé, a pris la fuite et s'est retiré à Castillonès dans le foyer de l'insurrection du département. A trois heures, il passe un courrier espagnol avec le fameux

(1) Il s'agit du Conseil général que présidait Saint-Amans.

(2) Clausel commandait la 11^e division militaire. Partisan fougueux de Bonaparte, il fut condamné à mort le 11 septembre 1816 par contumace. Il revint des Etats-Unis, où il s'était réfugié, après l'amnistie de 1820. Député sous Charles X ; gouverneur général de l'Algérie sous Louis-Philippe ; rappelé en 1831 et nommé maréchal de France, il revint en Algérie en 1835 comme gouverneur. Il conquit Mascara, mais échoua devant Constantine et fut encore remplacé. Dès lors, il vécut dans la retraite.

(3) Mémoire, conseiller général, devint provisoirement sous-préfet de Villeneuve en remplacement de M. Désestangs ; il fut nommé, par arrêté du 7 avril 1815 et par le conseiller de préfecture Menne, préfet par intérim en remplacement de M. de Villeneuve, démissionnaire, comme nous le verrons plus loin.

Soubiran, de Lectoure (1). Celui-ci se rend à la préfecture et débite des nouvelles auxquelles personne n'ajoute foi.

A 6 heures, le préfet et le général Lapoype se rendent au conseil. Ils y confirment le bruit qui courait déjà de la défection des troupes et des autorités de Cahors. Il paraît que le préfet du Lot, malgré tout ce qu'il a pu dire, était gagnée d'avance (2). Si la France entière oublie ses sermens, si elle abandonne ainsi ses devoirs et trahit la gloire nationale, enveloppons-nous de nos manteaux. L'armée se perd et le peuple s'abuse. Si nous regardons maintenant autour de nous, nous voyons un orage qui s'avance du côté de Bordeaux, et un autre qui se forme sur la frontière du Lot; on nous menace d'un attroupement séditieux à Beauville qui doit fondre sur nos campagnes lundi ou mardi prochain. Quoique ce bruit, qui alarme plusieurs personnes, paraisse dénué de fondement, il serait peut-être imprudent de le mépriser entièrement. Combien de fois, pendant la révolution, ne s'est-on pas repenti d'avoir négligé ces avis

(1) C'est une figure extrêmement curieuse, « rocambolesque », comme on dit aujourd'hui, que ce « fameux Soubiran, de Lectoure ». Ses aventures innombrables, tour à tour héroï-comiques, égrillardes, sentimentales ou tragiques, ont été contées par M. L. Puech, dans deux jolis articles du *Bulletin de la Société archéologique du Gers* (1907, pp. 13-37 et 101-123).

Usurpant, dans les périodes troublées de la Révolution et de l'Empire, titres, grades, états-civils, ayant le génie de l'intrigue, de l'aventure et de l'escroquerie, Soubiran, fils d'un orfèvre de Lectoure et né en 1770, avait, comme Panurge, « soixante et trois manières de se procurer de l'argent, dont la plus honorable et la plus commune estoit par façon de larrecin furtivement faict ». Beau garçon et militaire par dessus le marché, il séduit nombre de dames, voire même des chanoinesses, dont la fortune fond quelque peu entre ses mains prodigues. Riche un jour, pauvre le lendemain, toujours à la recherche de la « bonne petite opération », sans le moindre scrupule, mais plein de ressources, presque constamment traqué par la police, souvent arrêté, mais trouvant presque toujours le moyen de s'échapper, même dans des garde-robes, il parcourt la plupart des pays d'Europe, dont il se vantait de parler toutes les langues. On le trouve en Amérique, dans la Caroline du Sud. Il est, un instant, aide de camp du maréchal Ney et commandant de la place forte de Bilbao. Tenancier d'une maison de jeu, gros joueur lui-même, espion militaire et politique, trahissant tout le monde et parfois en même temps, il finit par « se brûler » complètement et devient suspect à tous, sauf à ses compatriotes de Lectoure. Sous la Restauration, il ne peut obtenir ni la sous-préfecture, ni même le commissariat de police de sa ville natale où il mourut en 1855.

(2) Petit de Beauverger, préfet du Lot.

secrets qui semblent ceux de la Providence. Il faut donc, sans qu'il y paraisse, se tenir sur ses gardes et, sans perdre une minute, mettre ses armes en bon état. Le général Lapoype répond des militaires qui, à la vérité, ne sont pas nombreux. Nos citoyens soldats sont prévenus et la garde sera doublée.

Lundi 3. — Les généraux Lapoype et Gaussart se rendent au conseil à midi. Le préfet y était déjà. Les généraux donnent communication officielle des ordres qu'ils ont reçus, par lesquels il leur est enjoint de faire arborer le drapeau tricolore à la place du drapeau blanc et de prendre la cocarde qu'ils appellent nationale. Le conseil, par l'organe de son président, remercie tous les généraux de cette communication, mais déclare ne pouvoir prendre aucune part aux mesures qui leur sont prescrites; il ajoute que le conseil ne reconnaît que le drapeau blanc et que la cocarde, appelée par eux nationale, n'est pour lui que le signe de la révolte. Le Conseil continue :

Etes-vous dans l'intention de faire exécuter ces ordres ?

Les généraux : *Oui, nous ne pouvons nous en dispenser.*

Le Conseil : *Faites ce que vous jugerez à propos. Le Conseil sait aussi ce qu'il devra faire.*

Les généraux : *Mais nous avons des ordres.*

Le Conseil : *Mais nous n'en avons pas. Nous ne reconnaissons d'autre gouvernement que celui de Louis XVIII, auquel nous avons prêté serment, et d'autres ministres que les siens.* — Quel parti faudra-t-il donc prendre ? La discussion s'engage et se prolonge sans qu'il soit possible de s'accorder. Vous pouvez nous faire arrêter, a dit quelquefois au Conseil le général Lapoype; nous n'avons point de forces. Non, répondait le Conseil, sur le même ton, nous voulons vous conserver libres, mais l'exécution des ordres que vous avez reçus, que nous ne pouvons connaître, nous semble précipitée, dangereuse et compromettre la tranquillité publique. Tant que nous serons à notre poste nous ne pouvons y consentir. — Enfin, les généraux conviennent avec le Conseil de se trouver, à trois heures du soir, à une assemblée où vont être sur-le-champ convoquées toutes les autorités pour connaître au juste la situation de

l'esprit public de la ville et aviser aux moyens de prévenir les évènements désastreux que pourrait provoquer l'exécution des ordres reçus par les généraux, si les circonstances ne permettent point de s'y opposer. Cette assemblée n'a lieu qu'à six heures du soir. Le président du Conseil en expose l'objet; les généraux insistent, donnent lecture des expéditions qui leur ont été faites. Le maire d'Agen entrave la délibération d'une manière remarquable, en élevant des difficultés puériles sur la forme de l'assemblée. On parle sans délibérer; chacun reste sur la ligne qu'il s'était tracée, et l'on se sépare sans d'autre résultat que celui d'un sursis consenti par les généraux, arraché par la fermeté du Conseil après la dissolution de l'assemblée.

La fête de l'Assomption de la Vierge ayant été renvoyée à aujourd'hui, une procession nombreuse, suivie de beaucoup de peuple, s'est rendue à Bon-Encontre. Les prières pour le Roi, pour le salut de la France se multiplient en ce jour de calamité. Le silence, le recueillement, la douleur se remarquent partout. La douleur du présent et l'effroi de l'avenir se peignent sur toutes les figures. La grande route, depuis Agen jusqu'à l'église, est couverte de gens consternés; dans la ville, c'est le désespoir et quelquefois la rage prête à éclater en menaces et peut-être en fougueux effets.

Le comte de Lacépède, venant actuellement de Montauban, arrive dans l'après-midi. Eh ! mon Dieu ! d'où vient-il ? Dans les circonstances où nous sommes, pourquoi n'est-il point à sa place, à la place d'un pair de France, qui est, nous le pensons, auprès du Roi ? Nous en sommes mortellement fâchés pour lui. Si l'on examine sa conduite depuis quelques mois, nous craignons qu'on ne la trouve pas exempte de soupçons. Le comte de Lacépède a quitté la Chambre des pairs avant que la session ne fût terminée ; il est allé passer l'hiver à Hyères. Lorsque l'homme de l'île d'Elbe a débarqué, il ne s'est pas pressé de faire son paquet et de se rendre à Paris. Il a resté d'abord je ne sais où, puis il est arrivé à Montauban où il a fait quelque séjour; enfin il se rend à Agen avec le projet d'y séjourner encore; et, cependant, la Chambre des pairs s'est

réunie sans lui; il n'a pris aucune part, ostensiblement du moins, à la grande affaire qui se dénoue actuellement. Que dira-t-on du comte de Lacépède ? (1).

Mardi 4. — Le préfet vient au Conseil dans la matinée et lui apporte des dépêches qu'il a reçues par le courrier. Elles contiennent des décrets et des mesures, à la violence, à l'injustice desquels nous devons nous attendre. Le préfet prévient le Conseil que, dès ce moment, il abandonne sa place et donne sa démission. « *Le cœur encore navré d'avoir prêté mon ministère l'année dernière, dit-il, à tant d'atrocités, d'injustices, je ne puis supporter l'idée de recommencer une pareille carrière. Cela répugne à mes sentimens, à mon honneur, à mes principes.* Il ajoute : *Je me retire pauvre avec des dettes, mais je mériterai, du moins je l'espère, l'estime des braves gens.* » Après quelques instances de certains membres du Conseil pour l'engager à ne point abandonner les rênes de l'administration dans un moment aussi critique, le préfet ayant insisté, le Conseil a pris la détermination subite de se dissoudre à l'instant (2). Quant à l'assemblée de ce soir, il a été décidé que les membres du Conseil et le préfet y assisteront individuellement et qu'ils y porteront, comme simples particuliers, les vues qui leur seront suggérées par l'intérêt public, afin de régulariser l'opération que les généraux se proposent de faire exécuter.

Cette assemblée s'étant réunie à l'heure indiquée, le président du Conseil (3) en a fait connaître l'objet en ces termes :

(1) La diatribe de Saint-Amans est plaisante en vérité. Lacépède, grand-chancelier de la Légion d'honneur, était allé aux îles d'Hyères pour y rétablir sa santé. Déjà, le 18 octobre 1814, il était passé à Agen, avec son fils adoptif et sa bru, et il était descendu à l'hôtel du Petit-Saint-Jean, où il avait reçu de nombreuses visites. Lespès nous affirme qu'il y avait alors plus de vingt ans qu'il n'était venu à Agen. A tous ses visiteurs il avait annoncé la nécessité où il se trouvait d'aller passer l'hiver à Hyères. (Lespès, *mss*, p. 401.) De retour à Agen le 2 avril, il en repartit le 9.

(2) Au reste, le conseil venait de recevoir le décret impérial du 20 mars ordonnant la dissolution des conseils généraux de département et révoquant les attributions qui leur avaient été données par l'ordonnance royale du 11 mars.

(3) N'oublions pas que le président du Conseil général n'était autre que Saint-Amans.

« Messieurs, MM. les Généraux, en donnant ce matin communication au Conseil des ordres qu'ils avaient reçus, l'ont placé dans la désolante alternative de trahir ses devoirs ou d'allumer peut-être la guerre civile. C'est dans cette position, la plus malheureuse sans doute où puissent se trouver des citoyens sensibles à la voix de l'honneur et qui sont pénétrés de l'amour de leur pays, c'est dans cette position, Messieurs, que le Conseil, tout en prononçant sa dissolution, a néanmoins désiré vous réunir pour réclamer vos avis dans les circonstances critiques où le département peut être menacé des plus grands malheurs. Chacun de nous, dans cet état de crise, doit le tribut de son zèle et de ses lumières à la chose publique. Nous allons vous donner lecture des dépêches que MM. les généraux ont bien voulu nous communiquer. » Notez que les généraux, placés l'un à droite, l'autre à gauche du président, avaient l'air fort embarrassés de leur personne. Étonnés de la responsabilité dont ils se trouvaient chargés, le cœur leur battait fortement, celui de Lapoype surtout, dont un membre de l'assemblée comptait les pulsations et les comparait à de petits coups de marteau (c'est à la lettre). Après la lecture des pièces, lorsque la discussion allait commencer, le maire d'Agen élève une difficulté sur la démission du préfet et la dissolution du Conseil. Il dit ne pouvoir délibérer qu'administrativement et qu'il ne voit dans l'assemblée aucun fonctionnaire institué pour la convoquer et recueillir les suffrages. On lui répond que l'assemblée n'est nullement administrative, qu'elle n'est autre chose qu'une réunion de bons citoyens pour aviser avec les généraux aux moyens de prévenir toute atteinte à la tranquillité publique dans un moment où elle peut être en danger. Rien n'arrête le magistrat formaliste. Il veut se retirer, il est sur le point d'entraîner avec lui ses adjoints, les trois commandans de la garde nationale et les juges de paix. Cependant, sur quelques observations qui lui sont faites, il consent à rester. Quelques instans se passent en discussions oiseuses. On ne peut rien changer à l'opinion du maire qui se retire tout de bon ainsi que ses adjoints. Le président du Conseil dit alors aux généraux : « Le délai que nous vous avons demandé ayant produit l'effet que nous dési-

rions, celui de donner le temps de se reconnaître, vous pouvez faire exécuter les ordres que vous avez reçus quand vous le jugerez à propos. Le Conseil général est dissous ; mais tous ses membres concourront avec vous individuellement, de toute leur influence et de tous leurs moyens, au maintien de l'ordre public.» Le général Lapoye a donné confidentiellement lecture d'un ordre du jour et d'une proclamation qu'il doit adresser à ses soldats en leur annonçant le gouvernement de Bonaparte. La proclamation est un peu en style de Tamerlan (1), mais n'importe, on le savait déjà, il faut bien l'écouter avec un air de complaisance.. L'un des commandans de la garde nationale ayant ensuite observé aux généraux que la compagnie de garde à la commune se proposait de conserver la cocarde blanche jusqu'à ce qu'elle fût relevée demain à midi et que celle qui devait la relever demandait à n'avoir point de cocarde, cela a été convenu et l'assemblée, désormais sans objet, s'est séparée. Le drapeau tricolore arrosé de tant de larmes, souillé de tant de sang, prendra donc demain à midi la place de l'étendard vraiment français, dont la couleur ne rappelle que la gloire et les vertus de nos ancêtres.

Mercredi 5. — La France existe-t-elle encore sur la carte de l'Europe ? Oui, mais il n'existe plus de Français, si la honte de ce jour n'est pas bientôt réparée. Le drapeau tricolore a remplacé le drapeau blanc aux casernes, à la préfecture, à la mairie. La garde descendante, lorsqu'elle s'est séparée, a fait entendre par trois fois le cri de *vive le Roi*, en agitant le chapeau sur la pointe de la baïonnette. C'est finir avec honneur par un dernier hommage à son légitime souverain ; c'est noblement s'ajourner sous ses auspices à des temps plus heureux. Peu de temps après, un spectacle d'un autre genre est venu affliger les regards : on a vu circuler dans les rues une

(1) Cette proclamation, que publia le *Journal de Lot-et-Garonne* n° 950, n'est point du tout écrite dans le style dont parle Saint-Amans: Elle annonce l'Empereur : « Vos vœux sont accomplis; vous avez, en un instant et par le plus grand des prodiges, reconquis vos droits, ces droits sacrés que vous avez achetés au prix de votre sang.... »

quinzaine d'hommes affreux : des garçons bouchers, des gens mal famés, repris de justice, le valet du bourreau, le bourreau lui-même, composaient cette troupe (1). Montés sur des rosses, ils promenaient une sorte de drapeau bleu, rouge et blanc, aussi sale qu'eux et qu'une espèce d'aigle noirâtre dont il était surmonté. Venaient ensuite quelques misérables soldats déguenillés, précédés par un mauvais tambour. On aurait dit qu'ils étaient tous pénétrés du sentiment de leur infamie, car ils marchaient la tête basse et n'osaient lever les yeux. Si quelquefois ils essayaient d'articuler d'une voix sourde et rauque le nom de l'*Empereur*, une nuée de petits polissons qui les devançaient leur répondaient toujours par d'éclatans « *Vive le Roi !* » Tels étaient le cortège triomphant du drapeau qui s'élève et l'inauguration fastidieuse du gouvernement qui s'établit (2). Le peuple en masse n'y prend aucune part. C'est un deuil universel et les généraux qui avaient projeté de se réunir au cortège, lorsqu'ils l'ont vu paraître, se sont contentés de délier le cordon de leur bourse pour l'encourager, mais n'ont osé prendre aucune part à la fête.

Jeudi 6. — Quelques malheureux courent encore aujourd'hui les rues. On en rit, on crie à leur nez : « *Vive le Roi !* » Tant qu'ils ne feront point les méchants, qu'on ne sorte point à leur égard du ton de la plaisanterie. C'est à merveille, mais cela n'empêche pas qu'on ne puisse, qu'on ne doive même leur donner des coups de bâton quand ils viendront à se mal comporter. On leur a fait, au reste, déjà l'application de ce principe. Hier, vers dix heures du soir, un groupe de ces mauvais sujets s'était réuni sur la porte d'un café, dans la rue Garonne,

(1) Le bourreau d'Agen s'appelait Joseph Pavot, « homme borné, qui savait à peine signer ». Ses aides étaient Peyrussan et Bergé. Ce dernier occupait une des tours de ville, cours Trénac. Les deux autres logeaient ensemble dans la rue des Rondes Saint-Martial. Joseph Pavot mourut fou. (Bladé, *Les Exécuteurs des arrêts criminels d'Agen depuis la création jusqu'à la suppression de leur emploi.*)

(2) Ce compte-rendu n'est point tout à fait confirmé par Proché et le *Journal de Lot-et-Garonne* ; la manifestation paraît avoir été moins grotesque que ne la décrit Saint-Amans.

pour insulter les jeunes gens bien nés qui s'y trouvaient. Le terrible bâton fit justice des uns. Ceux qui voulurent se fâcher ont reçu ce matin des coups d'épée à la suite desquels deux des plus braves sont dans leur lit. Quant à ceux qui courent aujourd'hui les rues, c'est la troupe d'élite des sujets de Napoléon au nombre d'environ soixante, tous soldats marchant à la suite d'une guenille tricolore. Les conducteurs de la bande ont l'air honteux et crient : « *Vive l'Empereur !* » d'une voix étouffée, en baissant les yeux. Ceux qui suivent sont des crasseux dont les habits sont en loques. Il y a beaucoup d'Espagnols. Cette huaille tumultueuse court en désordre et articule souvent si peu ce qu'elle veut dire qu'on ne saurait rien y comprendre. Ce ne sont que des cris d'ivrognes et des hurlemens. On détourne, en général, la vue de la hideuse orgie; des enfants seulement l'accompagnent gaîment et font entendre parfois l'acclamation royale à pleine tête. Cette proclamation du nouveau souverain, cette marche triomphale ressemble à une partie de mardi-gras et rappelle au premier coup d'œil l'enterrement du carnaval que la canaille va, le 1^{er} jour du carême, noyer dans la Garonne (1). Mais voici qui est plus sérieux : M. de Villeneuve est menacé d'être arrêté par des scélérats qui s'autorisent de la démission qu'il a donnée pour le faire envisager comme suspect. Le général Gaussart lui a conseillé d'aller passer quelques jours à la campagne ; il doit en conséquence partir demain de bonne heure. Ainsi commencent les proscriptions. Deux bonapartistes furieux ont dénoncé à la commune de pauvres femmes qui, disaient-ils, avaient crié : « *Vive le Roi !* » Si cela continue et se fortifie, la consternation renaîtra et le terrorisme forgera bientôt des chaînes, puis relèvera les échafauds. Qu'attendre en effet d'un gouvernement proclamé

(1) Proché et Lespès sont d'accord pour nous raconter que la tranquillité publique était sans cesse troublée par une série de manifestations et de « chahuts » plus ou moins sérieux. La ville, d'ailleurs, comme le fait très justement remarquer Paillard, dans son *Histoire de l'Hôtel de la Préfecture* (pp. 99 et suiv.) était divisée en deux camps. D'un côté, la Cornière, les marchands, le commerce, les rentiers; de l'autre, les faubourgs du Pin et de Porte-Neuve qu'on appelait d'un nom encore usité de nos jours : *l'île d'Elbe* ou *l'île de Corse*. Ici le drapeau tricolore; là-bas, le drapeau blanc.

par tout ce que la lie du peuple a de plus infâme ! Les bonapartistes couraient encore les rues à 10 heures du soir (1).

Vendredi 7. — Tout sommeille aujourd'hui en apparence, mais les méchants ne dorment jamais. Le préfet n'est point encore parti ; cependant il court des risques très réels. Régnault de Saint-Jean d'Angély (2), ministre de la rage impériale, a écrit au général Lucotte de faire arrêter M. de Villeneuve *dont il faut faire un exemple*. On a déjà vu que Gaussart détourne le coup ; n'importe, M. de Villeneuve ne peut s'éloigner ; trop de danger l'environne. Quatre des jeunes gardes du duc d'Angoulême sont arrivés ; nous verrons demain le reste de leurs camarades. Ceux de la Gironde se sont embarqués à Toulouse pour Bordeaux. Les nôtres ayant été jusqu'à Mèse, près de Montpellier, y apprirent les désastres que le Prince avait éprouvés, et, dans l'impossibilité de se réunir à lui, se déterminèrent à revenir dans leurs familles jusqu'à nouvel ordre. Le sort de ces jeunes gens, dont on n'avait pas de nouvelles, commençait à donner de l'inquiétude.

Vers 9 à 10 heures du soir, un attroupement mal intentionné s'étant formé sur la place du Palais, la garde nationale est sortie du corps de garde et a dissipé ce rassemblement bonapartiste. Des auxiliaires bénévoles qui se trouvaient là ont achevé la déroute à coups de bâton. On ne saurait se figurer combien cette horde impériale est courageuse !

Samedi 8. — Un mauvais placard contre les prêtres, les nobles et les Bourbons était affiché ce matin à la porte de l'église de Saint-Caprais. Ce matin aussi, les aigles qui décoraient la proclamation de M. Menne, conseiller de préfecture

(1) D'après Lespès, qui confirme Proché, le comte de Lacépède, qui était encore à Agen, apprit le 6 avril que Napoléon l'avait nommé grand-maître de l'Université. Le même jour, le général Lapoye partit pour Paris, appelé par l'empereur (p. 410).

(2) Regnault, dit de Saint-Jean d'Angély, conseiller d'Etat, comte de l'Empire, procureur général près la Haute-Cour, ministre. Fidèle à Napoléon I^{er}, il repoussa les offres des Bourbons en 1814. Retiré en Amérique après Waterloo, il rentra en France en 1819 pour mourir quelques heures après son arrivée.

et préfet par intérim (1), étaient couvertes des plus sales ordures. C'est la petite guerre des deux partis, dans laquelle le dernier sera sûr d'éloigner ses adversaires.

Vers dix heures du soir, l'attroupement se renouvelle sur la place du Palais ; on emploie le même moyen pour le dissoudre, c'est-à-dire les coups de plat de sabre et les coups de bâton.

Dimanche 9. — Légère secousse de tremblement de terre à une heure vingt minutes de l'après-midi.

Un attroupement eut encore lieu hier au soir, suivi d'un orage de coups de bâton, comme à l'ordinaire. On arrêta cependant trois mauvais sujets qui furent conduits en prison. Dans cette bagarre le jeune Bécane, agresseur en chef du parti royaliste, a été bientôt étrillé. Les plus grands capitaines sont quelquefois battus. Celui-ci justifie par ses extravagances une partie des torts du parti contraire.

Lundi 10. — Il n'y a point eu tapage la nuit dernière. Des patrouilles inexorables se feront désormais avec exactitude. D'ailleurs, une des puissances belligérantes est hors de combat, et Bécane, moulu de coups, garde la chambre. La compagnie d'élite de la garde nationale est excédée ; c'est elle qui fait toujours le service pendant la nuit. Il est temps que cela finisse. On annonce un passage de troupes et un régiment de dragons qui doit rester en quartier à Agen.

Mardi 11. — Les gens de la campagne, dès longtemps travaillés par les émissaires et les partisans de Bonaparte, sont en général disposés à s'enrôler sous ses enseignes. Il a suffi de

(1) A la suite de la démission de M. de Villeneuve, Menne, doyen des conseillers de préfecture, remplit provisoirement les fonctions de préfet. Le sous-préfet d'Agen, M. de Léotard — car, à cette époque, Agen, comme les autres arrondissements, avait un sous-préfet — suivit M. de Villeneuve-Bargemont dans sa retraite. Il fut remplacé provisoirement par le ci-devant curé Grenier, autre conseiller de préfecture. Désestangs, sous-préfet de Villeneuve, eut Ménoire, conseiller général, comme successeur (arrêté de Menne du 7 avril 1815). De Brisac, à Nérac, céda la place à Ninon, autre conseiller général (arrêté du 24 avril 1815). A Marmande, Lamarque-Plaisance fut remplacé le 25 mai par Blanqui.

leur parler de dîmes et de rentes pour qu'ils se soient figurés que les prêtres et les nobles étaient à la veille de les exiger avec les arrérages depuis vingt ans. Ces imbéciles de paysans sont trompés aujourd'hui, comme ils le seront toujours, quand il s'agit de leurs intérêts. Personne, hélas ! ne parlait ni de rentes ni de dîmes ; on ne veut, on ne désire que la tranquillité publique. On abandonne volontiers, pour l'obtenir, une partie de sa fortune et toute la considération qui n'est pas personnelle. Les acquéreurs des biens nationaux prennent aussi couleur dans l'émotion générale ; ils ont l'air de s'être crûs menacés par le gouvernement royal. A voir l'alarme universelle qui se manifeste, on ne peut s'empêcher de penser que ceux qui redoutent tant le retour des dîmes, des rentes et la restitution des biens nationaux ne voient dans cette restitution, dans ces retours, que des actes de justice. On les a tant de fois et si bien rassurés sur ces articles que toutes leurs craintes devraient être calmées, s'ils ne sentaient au fond de leur conscience que le droit, que l'opinion inexorable ne sont point en leur faveur. En effet, on ne doit pas avoir besoin de leur observer (je ne parle ici que des rentes) que les biens ruraux autrefois grévés de ces redevances étaient achetés à meilleur compte, parce que le capital de la rente entraînait en déduction de la valeur du fonds ; que lorsque ces rentes avaient été fixées, elles l'avaient été de gré à gré entre les contractans, et que, par conséquent, lorsque les propriétaires actuels annulaient la clause obligatoire du contrat primitif, dont celui qui leur avait été consenti n'était que la représentation, ils volaient réellement le propriétaire de la rente, à moins que celui-ci ne fût dédomagé par le remboursement du capital. Or, c'est ce qui n'a point été fait. Ainsi, loin de s'effaroucher dans cette occasion, il eût mieux valu se taire. Il serait au reste aujourd'hui assurément très illusoire de faire aucune réclamation à ce sujet : la chose est consacrée ; tout droit de retour est détruit. Je ne reviens ici sur cet article qu'à cause d'un propos fort mauvais qu'on fait tenir dans le public à l'un de nos premiers magistrats, auquel je crois, au reste, trop d'esprit pour s'en être rendu coupable. Je n'ai d'autre objet que de consigner dans ces notes les faux bruits dont

l'intention la plus criminelle abreuve le peuple des campagnes. Les villes, au surplus, ne sont point exceptées. Comme les campagnes, elles sont travaillées par de coupables agents. La calomnie la plus atroce circule partout, au gré d'un gouvernement pour lequel elle est un besoin indispensable. Mais quel sera le résultat de cet odieux système, à l'aide duquel on veut bouleverser tous les élémens de la société ? Ne sait-on pas que les révolutions des états tiennent à la morale publique et que la destinée des empires est moins attachée aux lois qu'à cette partie des mœurs sur laquelle les lois n'étendent pas leur juridiction. Si ce principe tant de fois méconnu est encore négligé par les agitateurs d'aujourd'hui, l'édifice qu'ils prétendent élever s'écroulera par la base.

Au surplus, on n'apprend rien de ce qui peut se passer dans le reste de la France que par la voie des journaux, c'est-à-dire qu'on ignore tout ce qui importerait le plus de savoir.

Mercredi 12. — On attend les troupes dont on fait peur depuis quelques jours aux pauvres diables de royalistes.

Jeudi 13. — La cavalerie et l'artillerie qu'on attendait ont contre-ordre. L'infanterie seule, c'est-à-dire un régiment, est arrivé ce soir (1). Elle venait à marche forcée et doublant les étapes. La plupart des soldats ne peuvent se tenir debout ; quelques-uns en murmurent.

On apprend que M. de Villeneuve est remplacé à la préfecture par M. Rouen des Mallets, auditeur du Conseil d'Etat et ci-devant préfet en Provence (2). M. de Villeneuve n'a point à se plaindre : il a eu l'honneur de donner sa démission et reçu celui, plus grand encore, de la destitution.

Vendredi 14. — Les militaires arrivés hier de Tonneins sont ou paraissent assez tranquilles, à l'exception de quelques-uns qui font du train dans les cabarets, ce qui est de tout temps et

(1) Il arriva le 13 deux bataillons. l'un du 40^e, et l'autre du 71^e régiment, musique en tête.

(2) C'est par un décret impérial du 6 avril que M. Rouen des Mallets, préfet de Vaucluse, devint préfet de Lot-et-Garonne.

de tous les régimes. Il déserte, dit-on, beaucoup de soldats. Si, à chaque révolution impériale ou royale, il en arrive ainsi (on se rappelle de l'année dernière), l'armée ne sera bientôt plus composée que d'officiers. Tel est l'effet du relâchement de la discipline inséparable de ces époques de malheur. D'après un assez beau tapage qui a eu lieu cette nuit, quelques officiers ont été mis aux arrêts et plusieurs soldats en prison par le général Gaussart, qui ne se prête nullement à ce genre de plaisanterie. Vive le général Gaussart !

Samedi 15. — Les troupes qui sont ici doivent y prolonger leur séjour. Elles sont composées de deux régimens différens, du 11^e et du 43^e ; il paraît que ce corps est destiné à se porter cà et là aux ordres des généraux. Il porte le nom de bataillon *de marche*, dénomination, au reste, aussi nouvelle pour les militaires même que pour nous. On dit que la désertion continue.

Dimanche 16. — Oh oui ! Vive le général Gaussart ! si, comme on le dit, il a fait avertir sous main M. de Villeneuve qu'il avait reçu l'ordre de le faire arrêter. Ce qu'il y a de certain, c'est que quatre beaux gendarmes sont à sa poursuite pour le capturer (1). Lorsque les gens de bien sont ainsi persécutés et proscrits, c'est une calamité publique. D'un autre côté, le mensonge et la calomnie qui descendent du trône usurpé se répandent et se multiplient parmi le peuple, toujours l'écho fidèle et le propagateur zélé de ces sortes de crimes. Il n'est rien dans ce genre que la populace n'accueille et n'embellisse au gré de ses perfides excitateurs. Ce système fait frémir et l'on ne peut prévoir tous ses résultats. Je le vois, la vertu va tout à fait s'exiler de la terre.

(1) M. de Villeneuve s'était retiré chez M. Descressonnières, directeur des Domaines, qui habitait rue Saint-Jérôme, dans un hôtel qui, restauré considérablement, est devenu, depuis octobre 1882, le *petit lycée* de filles (aujourd'hui rue Henri Martin). L'ancien préfet devait être conduit à Périgueux pour être jugé par la commission militaire de la 20^e division. Prévenu par le général Gaussart, il avait décampé. Lespès déclare qu'il méritait bien d'être arrêté, « car il avait fait une proclamation qui traînait l'empereur dans la boue ; jamais on n'en vit de plus virulente ». (Mss, p. 411.)

Il y a des personnes, trop pusillanimes sans doute, qui quittent la nuit leur domicile de la journée dans la crainte de quelque attentat, dont on les a menacées, contre leur vie ou leur liberté. L'effroi s'établit partout à la place de la confiance; à la manière dont cela débute, on peut avoir, en effet, tout, absolument tout, à craindre pour l'avenir. Les journaux sont plus que jamais des tissus de mensonges. Ils tombent des mains des honnêtes gens; on y voit aujourd'hui que le duc d'Angoulême, abandonné, trahi de tout le monde, est à la veille d'être pris. C'est peut-être, hélas, la seule vérité qu'on ait voulu nous dire.

Lundi 17. — Il est arrivé hier un nouveau général avec le titre de commandant des bataillons de *marche*. On ne voit plus que des militaires dans les rues; elles seraient désertes sans eux et sans quelques enfans qu'on voit de temps en temps sur les portes des maisons. Peut-être aussi le froid extraordinaire qu'il fait pour la saison contribue-t-il à rendre momentanément les gens plus sédentaires. Le bruit se répand que le duc d'Angoulême, obligé de s'enfuir, a obtenu la permission de s'embarquer à Cette. Cela est-il vrai ?

Mardi 18. — L'un des bataillons arrivés jeudi dernier est parti inopinément ce matin pour Montauban. Quatre compagnies de l'autre bataillon seront envoyées chacune dans les quatre chefs-lieux d'arrondissement; il ne reste ici que 2 compagnies. Vers midi, le 5^e de chasseurs à cheval entre à Agen. Ce régiment, qui passa ici le 21 du mois dernier, revient à Bordeaux. Il portait sous le gouvernement royal le nom de régiment du duc d'Angoulême, dénomination dont il s'est depuis rendu indigne par une honteuse défection. Le caractère du remords semble déjà se reconnaître sur le front des officiers et des chasseurs qui le composent. Les premiers ont l'air honteux de leur forfaiture, les seconds joignent à la vergogne l'allure négligée qui convient aux brigands. La garde nationale qui les traita si bien il n'y a pas encore un mois révolu, lorsqu'ils marchaient sous l'enseigne de l'honneur français, est au-

jourd'hui dégagée envers eux des prévenances de l'hospitalité et se conduit en conséquence.

Ce matin, le préfet par intérim Menne a fait défendre la continuation des prières qu'on faisait pour le Roi dans toutes les églises (1). Ainsi les neuvaines, commencées depuis trois semaines et payées d'avance selon l'usage, sont ajournées, et les cierges allumés devant toutes les Notre-Dame seront éteints jusqu'à nouvel ordre. Au reste, le préfet par intérim se décide à ne plus faire des proclamations. A peine sont-elles affichées qu'elles sont couvertes d'ordures. Déplorable mépris de l'autorité !

Au moment où le régiment ci-devant du duc d'Angoulême arrivait et qu'il passait dans la rue de Garonne pour se rendre devant la mairie, le bataillon de marche venait du Gravier où il avait fait l'exercice. Il s'est arrêté vis-à-vis l'horloge (2) pour laisser passer les chasseurs. Là, de grands cris de *Vive l'Empereur* se sont élevés des deux troupes. On a très bien discerné parmi les chasseurs plusieurs gros *Vive le Roi*, terminés tout bas par *de Rome*, comme qui dirait : *Vive le Roi de Rome* !

Mercredi 19. — J'ai dit hier que le temps s'était radouci et que le ciel se couvrait de nuages. Je le disais *au propre*, aujourd'hui c'est au figuré que je m'exprime. Le temps se charge dans le nord de la France; il se rembrunit au midi; partout il semble présager la tempête. Les extravagances du jacobinisme sont à l'ordre du jour; les mesures les plus outrées sont prises par le gouvernement usurpateur. Par exemple, d'après un décret qui vient d'être rendu, le département doit fournir à lui seul 42 bataillons; tous les hommes de 20 à 60 ans doivent

(1) Menne, dès le 5 avril, avait adressé une proclamation en l'honneur de Bonaparte. (*J. de L. et-G.*, n° 951.)

(2) Il s'agit de l'horloge qui se trouvait au beffroi de l'hôtel de ville, depuis longtemps démoli : le beffroi se dressait sur le derrière du théâtre actuel, dans le prolongement de la rue Voltaire.

C'est le bataillon du 71^e régiment partant pour Montauban qui rencontra le 5^e chasseurs. La scène, au dire de Proché et de Lespès, fut très émouvante ; elle « produisit une vive impression sur tous ceux qui en furent les témoins ». (Proché, *op. cit.*, p. 192; Lespès, *mss.*, p. 412.)

marcher; ceux qui payent plus de 50 francs de contribution foncière doivent s'équiper et s'armer à leurs frais. C'est du *carnotisme* tout pur; et vous voulez que cela tienne ?

On fait des fouilles au cimetière de Saint-Caprais pour extraire les fondemens des murs de clôture et faire jouir désormais les vivans d'un emplacement consacré aux morts depuis tant de siècles. Ce cimetière étant établi sur une partie de celui des chrétiens d'*Agennum*, on trouve sous les murs plusieurs tombeaux de pierres ou en marbre. Aucun n'offre d'inscription. Les fondemens des murs sont construits avec des matériaux extraits des ruines de cet *Agennum* détruit, comme on le sait, sous le règne de Charles le Chauve. L'ancienneté de ces tombeaux ne saurait être contestée. Ils offrent à l'attention des amateurs de l'antiquité une particularité singulière : on y a trouvé du charbon sur lequel il paraît que les corps avaient été placés à dessein. Nulle trace de combustion ne paraît d'ailleurs dans ces tombeaux. Les ossemens qu'ils contenaient étaient dans leur entier. Les anciens connaissaient-ils la propriété antiseptique du charbon ? Avaient-ils cru préserver par ce moyen les corps de la corruption ? On ne peut guère s'arrêter à cette idée, d'autant que, s'ils avaient voulu faire servir le charbon à cet usage, il semble qu'ils auraient dû l'employer en poudre; or, ce charbon était en gros morceaux, et même presque point altéré. Les ouvriers occupés à ces fouilles parlent de petites urnes, patères ou lampes qu'ils ont trouvées, mais qui se sont égarées.

Jeudi 20. — Un autre tombeau de marbre a été découvert; il y avait dans celui-ci non du charbon, mais des matières semblables à des scories ou à des laves; cela indique toujours l'action du feu, mais n'est accompagné néanmoins d'aucune marque de combustion (1).

Les journaux sont remplis de forfanterie et de mensonges de plus en plus révoltans. C'est le système le plus atroce, mais le plus sûr; on trompe toujours quelque imbécile.

(1) Voir la note de Magen dans *Proché*, *op. cit.*, pp. 193-94.

Vendredi 21. — Les officiers à la demi-solde arrivent de toutes parts. Ils doivent former une compagnie qui, vu leur grand nombre, sera considérable. L'évêque ne sait quel parti prendre quand l'ordre arrivera de chanter le *Te Deum*. Les gens qui le connaissent bien comptent sur lui. Il chantera, disent-ils, comme un diable. Quoiqu'il en soit, il paraît que Bonaparte craint l'épreuve. Le clergé de Paris, tâté à ce sujet, s'est montré réfractaire ou du moins divisé d'opinion sur le cantique d'action de grâce.

Samedi 22. — Les officiers à la demi-solde touchent la solde entière en arrivant à Agen. Ils sont destinés, ainsi que nous l'avons déjà dit, à former une compagnie; ajoutons que cette compagnie doit garder la ville qui n'a que faire d'elle pour se garder. Ces officiers n'ont point d'armes, et il est question de leur donner celles de la garde nationale. Serait-ce une perfidie pour essayer de la désarmer? Le moment est critique et décisif. Il va se rassembler aussi, dit-on, ici tous les espagnols Joséphins (1) répandus dans le département et qui doivent, ajoute-t-on, être armés pour tenir garnison dans nos murs. Nous serons donc ainsi à la merci d'ennemis de toute espèce. Notre garde nationale désarmée, nos jeunes gens partis, cela s'annonce mal, très mal.

Dimanche 23. — Le général Gaussart a reçu l'ordre de son départ; il nous quitte très incessamment. Ce général, pendant la crise de l'année dernière, inspira des soupçons; mieux connu, cette année on lui rend la justice qu'il mérite. C'est un brave homme; il emporte nos regrets (2). Le général Bessières, frère du feu maréchal de ce nom, le remplace (3).

(1) Proché et Lespès confirment le fait. Les espagnols Joséphins, c'étaient les partisans de Joseph Bonaparte, roi d'Espagne de 1808 à 1813.

(2) Gaussart partit pour la capitale où il était appelé par le ministre de la guerre. Il reçut, avant son départ, une lettre de regrets et d'éloges de l'administration départementale. (*J. de Lot-et-Garonne*, n° 956.) Proché déclare, comme Saint-Amans, qu'il mérita « les regrets de tous les habitants. Il aurait pu faire beaucoup de mal s'il avait suivi les ordres du général de division Lucotte qui était à Périgueux et qui l'autorisait à poursuivre les royalistes et à faire fusiller les plus prononcés ». (*Op. cit.*, p. 193.)

(3) Le général baron Bessières naquit à Cahors en 1773, fit les campagnes

Les employés aux contributions devaient prêter serment à Bonaparte ce matin (1). Ils l'auront fait sans doute. Pour pareille cérémonie, le maire vient d'ajourner le conseil de la commune au 8 mai. Dans quinze jours il peut se passer bien des choses.

Lundi 24. — Les officiers à la demi-solde abondent dans les rues et remplissent les cabarets. On dit notre Bonaparte très embarrassé dans la position où il se trouve vis-à-vis les alliés. On ajoute, écoutez bien ceci, que les choses pourraient bien tourner de manière à ramener la République, oui, la République !

Mardi 25. — En effet, les jacobins, auxquels l'usurpateur a été forcé de se livrer, l'entourent. Ils sont gens à le sacrifier gaiement, s'il en était besoin, pour réaliser ce beau rêve de la République dont ils n'ont jamais abandonné le projet. L'exécution de ce grand projet n'empêcherait pas, il est vrai, la guerre étrangère dont il accélérerait au contraire l'explosion, mais c'est une considération bien légère auprès de l'accomplissement d'une conception aussi sublime. L'homme dont il s'agit est dans la dépendance des Jacobins ; cela suffit pour que la crainte de la République ne soit pas tout à fait une extravagance.

d'Italie et d'Egypte, et se distingua à la bataille d'Hohenlinden et à celle d'Austerlitz. Général de brigade en 1805, il fit la campagne d'Espagne. Lorsque Louis XVIII revint à Paris, il fut nommé chevalier de Saint-Louis et commanda la place de Besançon. Bonaparte en fit, à la place de Gaussart, le commandant militaire du département de Lot-et-Garonne où il arriva le 7 mai. A la seconde Restauration, après les Cent-Jours, il se retira chez lui, à Prayssac, dans le Lot.

(1) Le décret du 8 avril ordonnait à tous les fonctionnaires publics de prêter le serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire et de fidélité à l'Empereur. « Chaque juge, chaque employé, dit Lespès (p. 411), s'empressa de jurer. Il y en eut pourtant deux qui préférèrent renoncer à leurs fonctions que de trahir le serment qu'ils avaient fait au roi. C'est M. Nebout, procureur du roi près le tribunal civil, et le sieur Genti-Belloc, secrétaire du dépôt de mendicité. Ces actes de courage ne furent pas perdus pour eux dans la suite. Autrement, tous les fonctionnaires et de toutes les couleurs firent le serment. » Il y a beaucoup de vrai dans les affirmations de Lespès, mais Nebout et Genti-Belloc ne furent pas les seuls à refuser de prêter le serment de fidélité à l'Empereur : ils eurent des imitateurs, notamment le chevalier de Gasc, commissaire de police, qui fut remplacé par Delbourg, marchand tanneur à Agen.

Mercredi 26. — Cependant la République, c'est bien fort ! Dès lors, il n'y aurait donc plus de mariage entre Napoléon et Marie-Louise. Quand bien même Napoléon serait le chef de la République, l'Empereur d'Autriche, sur l'alliance duquel on compte, voudrait-il avoir pour gendre un républicain ? Il est vrai que la dite Marie-Louise ne se presse pas d'arriver, quoique depuis longtemps elle soit solennellement annoncée; nous verrons.

Jeudi 27. — Je viens d'apprendre une petite anecdote bonne à consigner ici. Lors du dernier passage à Agen du 5^e régiment de chasseurs ci-devant d'Angoulême, plusieurs officiers, sou-pant dans une auberge de la ville et croyant pouvoir se livrer à l'expression des sentimens de leur cœur, burent à la santé des Bourbons, chantèrent même quelques chansons à la louange de leur légitime souverain et découvrirent le lys qui reposait caché sur leur poitrine. Suspects aux gens de l'auberge, ils étaient observés en cachette. Aussitôt l'hôte, que je ne connais point, accourt chez les bonapartistes de son quartier, leur communique ses alarmes et, d'après leur meilleur avis sans doute, se rend tout essoufflé chez le général Gaussart. Celui-ci, recevant froidement la dénonciation circonstanciée de l'hôte, lui dit : « Monsieur, cela ne se peut pas; vous vous êtes mépris. Je ne reçois point votre plainte, et si vous avez répandu ce que vous venez de me dire, vous avez fait pour le moins une grande étourderie. Allez vous rétracter. » On dit aujourd'hui que ce régiment a été licencié depuis, à cause de son attachement au Roi; cela n'est point vraisemblable (1).

Vendredi 28. — On se demande mutuellement des nouvelles; personne ne sait ce qui se passe autour du Roi. Les journaux

(1) Le retour de Bonaparte fut très bien accueilli dans certaines parties du département, notamment à Puymirol, Marmande, Nérac et Villeneuve. Dans ces deux dernières communes les demi-soldes ravis organisèrent un banquet où quantité de toasts furent portés aux cris de « *Vive l'Empereur !* » A Libos, on fit sur le Lot le simulacre du départ de Napoléon quittant l'île d'Elbe et de son débarquement à Cannes. La population tout entière acclama l'Empereur. (*Journal de Lot-et-Garonne, passim.*)

ne sont remplis que d'absurdités; ils se contredisent souvent dans la même page et n'offrent plus qu'un chaos véritable où il est impossible de trouver la vérité. Jamais notre ignorance sur nos plus grands intérêts ne fut si complète. C'est une nouvelle perfidie du gouvernement, un calcul de sa part pour nous tenir dans l'état d'inertie dont nous ne pouvons sortir cependant que furieux d'avoir été trompés. En attendant, si l'on n'est pas du nombre des dupes, on se regarde, on se consulte et l'on frémit. Un bruit sourd se répand qu'on a brûlé hier, à la poste, une grande quantité de lettres venant de Paris. Si ce bruit qui s'accrédite est fondé, cette atrocité arrange bien les affaires des négocians, des banquiers, enfin de tous ceux qui ont quelque intérêt pressant à s'écrire. Je ne puis le croire. Cependant cela se lierait assez avec le système suivi par les journaux et le fatras étudié dont ils nous assomment. Néanmoins, qu'arrivera-t-il si cela dure encore? ou le voile de l'erreur tombera et, malgré le gouvernement, la vérité sera connue de la nation indignée, ou la lie du peuple qu'on veut ménager se refroidira peu à peu sur la dernière apparition de Bonaparte. Elle tombera dans l'indifférence à son égard et puis dans le mépris peut-être. Ainsi soit-il!

Il circule une proclamation en manuscrit de la duchesse d'Angoulême adressée aux bordelais, dans laquelle elle les remercie du zèle qu'ils ont fait éclater pour les Bourbons et leur annonce qu'elle se prépare à les revoir incessamment avec les secours que le roi d'Espagne lui procure. Comment ne pas douter de l'authenticité de cette proclamation!

Samedi 29. — La constitution annoncée est arrivée à la préfecture sous le titre d'articles additionnels, etc. Elle a fait si peu de bruit en ville que, sans le dernier article qui révolte même le sens commun, on n'en parlerait pas. Elle est, au reste, toute impériale et rien, absolument rien, n'y flaire la République. Il sera ouvert des registres à la mairie, au greffe des tribunaux, chez les juges de paix, chez les notaires, où l'on pourra signer *Oui* ou *Non*.

Dimanche 30. — Sur une alerte venue de Bayonne et fausse

sans doute, le général qui commande dans cette place demande 3,000 hommes le plus tôt possible au département de Lot-et-Garonne, autant à celui du Gers, à celui des Landes, etc. J'ignore ce qu'on fera dans les autres départemens, mais il me semble difficile qu'on fasse partir 3,000 hommes de chez nous avec armes et bagages, lorsqu'il n'y a ni armes, ni argent, ni bonne volonté. Hier, un officier, parti d'Auch avec un détachement qu'il devait conduire à Périgueux, dissémina si bien ses soldats sur la route qu'il arriva tout seul ici. Il paraît, par les nouvelles publiques dans lesquelles on a beau falsifier la vérité, mais où elle perce quelquefois cependant, il paraît, dis-je, que l'horizon se charge du côté du Nord et de l'Est, que les frontières s'y couvrent de troupes alliées. Bien plus, il paraîtrait aussi que les militaires français commencent à ouvrir les yeux sur les véritables intérêts de la patrie. S'il en est ainsi, notre ennemi se trouverait peut-être bien heureux dans quelques jours de revenir à l'île d'Elbe. Un de ses commissaires, membre de son Conseil d'Etat et, par conséquent, brave homme, arrive incessamment à Agen. L'année dernière, dans le temps de la crise, il nous arriva de même un commissaire impérial, ayant comme celui-ci toutes sortes de pouvoirs; il n'en abusa point, car sa toute puissance expira dès son arrivée; on se rappelle qu'il repartit bien vite même pendant la nuit. Puisse en faire autant le nouvel oiseau de mauvais augure qui vient planer sur nos têtes. La proclamation de la duchesse d'Angoulême, maintenant imprimée, a été affichée en placards cette nuit dans les endroits les plus apparens de la ville. La police l'a faite enlever ce matin par ses agens; un exemplaire a échappé à leur vigilance devant chez Delibes, sur le marché au blé où il était encore à midi, bravant au grand soleil toutes les autorités de Bonaparte.

Lundi 1^{er} mai 1815.— C'est demain qu'arrive le commissaire impérial Marchant (1), et, après-demain, le Directeur de la po-

(1) Le baron Marchant, ministre d'Etat, commissaire extraordinaire de l'Empereur, mourut le 14 août 1816, à Paris, dans un bateau qui chavira dans la Seine, près du pont au Change. (Proché, *op. cit.*, p. 194.)

lice de la division dans laquelle le département est compris (1). Toute la France est maintenant organisée comme Paris sous le rapport de la police. C'est ainsi qu'on établit et qu'on protège la liberté individuelle. Cependant, ni le général Bessiè- res, ni M. Rouen des Mallets n'arrivent à Agen. Le premier est représenté par M. Maréchal (2), major d'artillerie retiré avec une demi-solde et qui commande par intérim; le deuxième, comme on le sait, est remplacé temporairement par M. Menne, conseiller de préfecture. M. Maréchal est un officier rempli de bons sentimens et de mérite. M. Menne est un fort honnête homme, mais qui n'est à sa place sous aucun rapport. On le chausonne, on couvre la porte de sa maison de placards injurieux. Je ne mentionne ces sottises que pour marquer à quel point l'autorité peut s'affaiblir à la longue, lorsque ses agens, par leur caractère, leur naissance ou leur fortune, ne se recommandent pas aux yeux d'un public qui, comme celui d'Agen, est goguenard et parfois satyrique.

Mardi 2. — Le commissaire Marchant n'est point arrivé. Les militaires et la garde nationale ont passé toute la journée à l'attendre, prêts à partir sous les Cornières, à cause de la pluie qui n'a pas discontinué jusqu'au soir. Ce commissaire avait écrit de lui rendre tous les honneurs dus à l'envoyé d'un Empereur. Il est chargé de tous les pouvoirs de son maître. A son arrivée, toutes les autorités seront suspendues et, pendant quelques jours, il sera le souverain arbitre de nos destinées. Au reste, ce grand personnage n'était tout bonnement, avant ceci, qu'un commissaire des guerres. Quelques-uns de nos militaires l'ont connu en Italie et en Espagne où il a été envoyé

(1) C'était le commissaire Gaillard, membre de la Légion d'honneur, lieutenant général de police dans le 4^e arrondissement de l'Empire, qui avait dans son ressort le département de Lot-et-Garonne.

(2) M. Maréchal fit de sérieux efforts, le 25 juin suivant, pour empêcher royalistes et bonapartistes d'en venir aux mains. Son intervention fut à ce point décisive que le Conseil municipal d'Agen décida, le 24 juillet, de lui offrir une épée d'honneur qui lui fut solennellement remise en présence des troupes et des autorités, le 12 novembre, sur l'esplanade du Gravier. Cette épée fut donnée depuis au musée d'Agen. (Proché, *op. cit.*, pp. 224, 239.)

dans les armées; ils disent même qu'il était un assez bon homme.

On dit (mais que ne dit-on pas ?) toutes les bourdes possibles, on dit donc, on assure que les espagnols ont passé la Bidassoa et qu'ils sont entrés sur notre territoire. On ajoute que Ferdinand VII rappelle tous ses sujets dans leur patrie et leur rend leurs biens, à condition qu'ils serviront dans ses armées contre Bonaparte.

Mercredi 3. — Le commissaire Marchant est arrivé à 5 heures du soir. La garde urbaine, les officiers à la demi-solde, la mairie, la préfecture du jour l'attendaient à la porte du Pin. Pendant ce temps, il est arrivé furtivement à Saint-Antoine et s'est établi à l'auberge, chez M^{me} Castan. Il y a reçu bientôt après les harangues du maire, qui, cette fois, n'a pas bégayé, de Menne, etc. M. Bergognié a porté la parole pour la cour impériale. Le commissaire se montre, dit-on, dans ses réponses indulgent et pacifique. C'est ce qu'il peut faire de mieux.

Le maire n'a point bégayé ! il n'en fut pas ainsi lorsqu'il harangua la duchesse d'Angoulême, il y a deux mois, à Bordeaux. A peine put-il articuler deux mots en commençant, ensuite il s'embrouillait de telle sorte que la princesse, qu'il faisait souffrir ainsi que tous les assistans, lui dit : « Monsieur le Maire, avez-vous écrit votre discours ? »

— Oui, oui, Madame.

— Eh bien, donnez-le moi; je vous promets de le lire avec tout l'intérêt qu'il mérite.

Il lui remit son papier. En écrivant ceci, je pense combien il est désagréable d'avoir exprimé en bégayant, il y a deux mois, des sentimens d'affection et de fidélité à la duchesse d'Angoulême et de renouveler aujourd'hui sans bégayer à peu près le même compliment à l'envoyé de Bonaparte. La place de la mairie et toutes les places, dans le temps où nous sommes, doivent être bien odieuses aux honnêtes gens. On a donné au commissaire une belle sérénade à laquelle il a paru peu sensible (1).

(1) C'est le 4 mai, vers neuf heures du soir, qu'eut lieu devant l'hôtel du

Jeudi 4. — Le commissaire passe sa journée à prendre des informations et des renseignements que lui donnent certaines gens, qui craindraient peut-être avec raison qu'on en prît sur leur compte. Il pleuvra sans doute chez ce commissaire des dénonciations de toutes couleurs; cela doit être dans la tactique de la faction qui se trouve momentanément sur le trône. L'année dernière, lorsqu'elle était à bas, il n'y en eut point contre les personnages marquans qui suivaient et qui suivent encore ses enseignes. On se contenta de les mépriser, mais comme ils ne peuvent employer le même moyen, ils dénoncent bravement tous ceux qu'ils regardent comme leurs antagonistes. Gaus-sart, à son départ, a laissé sans doute à dessein un tas de dénonciations signées et non signées et de lettres anonymes auxquelles il n'avait eu aucun égard. Ce fatras resta sur sa cheminée.

Vendredi 5. — Le travail du commissaire se fait à la sourdine. Il trouve, dit-on, Agen bien froid pour Bonaparte. Agen fut toujours très attaché à ses rois légitimes. Il ne s'engagea momentanément que par force dans le parti de la Ligue, d'où il se retira presque aussitôt pour se jeter dans les bras d'Henri IV. Lors des guerres de la Fronde, nos frères résistèrent énergiquement au grand Condé révolté contre la cour et le forcèrent même de se retirer hors de leur territoire. La fidélité à leurs véritables souverains est chez les agenais un sentiment héréditaire (1).

Petit Saint-Jean la sérénade annoncée. « Des coryphées, écrit le rédacteur du *Journal de Lot-et-Garonne* (n° 959), des coryphées y chantèrent longtemps d'une voix mâle et mélodieuse des couplets où respiraient l'amour de la patrie et le dévouement à S. M. l'Empereur. Le refrain de ces couplets était répété par la multitude et suivi des cris de *vive l'Empereur!* » Marchand remercia et les manifestants se dirigèrent alors chez M. Menne, préfet par intérim, où ils renouvelèrent leurs acclamations.

(1) Il est pénible de contredire Saint-Amans, mais qu'on veuille bien nous pardonner. L'histoire agenaise, des origines à nos jours, nous montre surabondamment qu'Agen finit toujours par accepter le *fait accompli*. Dans l'antiquité, les Romains furent bien accueillis sur les bords de la Garonne, qui connurent pendant la période gallo-romaine les bienfaits d'une civilisation qu'attestent tous les jours de nouvelles découvertes. Les Agenais se jetèrent dans les bras d'Henri IV, mais d'Henri IV victorieux. La Révolution ?

Samedi 6. — Un général, je ne sais lequel, passe ici en se rendant à Paris. Il restera jusqu'à demain avec le commissaire, n'étant pas sans doute bien pressé d'arriver.

Le commissaire s'est rendu cet après-midi à l'hôtel-de-ville, où le conseil de la commune avait été convoqué par ses ordres. Il y manquait onze membres absents par maladie ou mauvaise volonté. On aurait pensé que le nombre de ces derniers eût été plus considérable. Quoiqu'il en soit, le commissaire était escorté assez pauvrement en se rendant à la mairie. C'étaient 12 gardes nationaux sans uniforme, même en veste, et qui semblaient dévorés de vergogne de se trouver là. M. de Gasc, commissaire de police, a dit au commissaire impérial :

« J'ai prêté serment à Napoléon quand il a régné. Son abdication m'ayant rendu la liberté, j'ai juré obéissance et fidélité à Louis XVIII ; maintenant, je ne puis m'engager par un nouveau serment sans être délié du dernier que j'ai fait. Je n'ai plus rien à dire. »

M. de Gasc a été destitué. Il l'aurait été, dit-on, tout de même. M. Delbourg, négociant, l'a remplacé. Les deux adjoints démissionnaires sont aussi remplacés par MM. Menne le fils et Lassale, avocat (1). M. le maire a été conservé. On dit cependant qu'il parla assez énergiquement au commissaire lorsqu'il fut le voir après son arrivée. « Je ne tiens nullement à ma place, lui dit-il, il me suffit de l'avoir exercée quinze ans avec honneur et de n'avoir aucun reproche à me faire. L'Em-

ils l'acceptèrent sans l'aimer, mais aussi sans mot dire. Ils se réjouirent successivement de l'Empire, de la Restauration, du gouvernement de juillet, du second empire, de la République. Ils peuvent avoir, comme le dit Saint-Amans, l'esprit subtil, « goguenard et satirique », ils finissent toujours pas s'incliner. Saint-Amans, adulateur de tous les régimes, au moins à leurs débuts, en est le type. Il fit certes de l'opposition, mais dans sa.... cryptographie.

(1) Les deux adjoints destitués, c'étaient Chaudordy, notaire, premier adjoint depuis 17 ans, et Bory fils. Le premier fut le père du député devenu président de chambre à la Cour d'Agen et le grand-père du comte romain, Damase de Chaudordy, ancien ambassadeur en Suisse et en Espagne.

Delbourg, marchand tanneur, fut, à son tour, destitué au retour de Louis XVIII ; il dut céder ses fonctions de commissaire de police au chevalier de Gasc. Lassale, avocat, était originaire du Gers ; il s'était marié à Agen.

« pereur m'a donné un témoignage de sa bienveillance, ajouta-
« t-il, en montrant une boîte d'or enrichie de diamans qu'il
« reçut, en effet, de Bonaparte lors de son passage à Agen. Ce
« témoignage me suffit et me tient lieu des décorations et des
« titres que je n'eus jamais l'ambition de solliciter », etc. Sauf !
Il a conservé sa place. On juge qu'il aurait mieux fait de laisser dormir la boîte en question dans sa poche.

Outre les changemens opérés dans les membres de la commune d'Agen, il en sera fait beaucoup d'autres dans les petites communes. Quatre membres du Conseil général du département ont été destitués : MM. Demestre, Lacorrège, de Beaumont et Maleprade (1). Pourquoi n'a-t-on pas fait le même honneur aux autres membres du conseil dont le président a donné sa démission. MM. de Laborie, d'Anglade, Laperche fils ont remplacé les destinées avec un autre propriétaire dont le nom nous est échappé, ce qui ne tire pas, dans cette occasion, à grande conséquence (2).

Dimanche 7. — Le commissaire est allé ce matin, avec son modeste cortège, à la cathédrale où il a entendu la messe à l'issue de laquelle il a fait chanter le « *Domine, salvum fac Napoleonem* » que les chantres ont entonné et fini presque seuls. La suite *et exaudi nos in die* a été fortement reprise par les assistans, les chanoines, etc. Au reste, il n'y avait dans l'église que le maire, les nouveaux adjoints, six ou sept juges et onze militaires bien comptés, en sorte que les cris de *Vive l'Empereur !* n'ont point ébranlé la voûte. Le clergé a fait le saut fatal : il a chanté *l'imperatorem* et ne peut s'en dédire ; cela est vrai. Mais il répond, quand on lui en fait un reproche, il répond qu'en cédant dans cette circonstance, il n'a fait que se confor-

(1) Demestre de Pedelard, de Villeneuve, Maleprade, de Clairac, avaient été nommés conseillers généraux en l'an XII. Lacorrège, de Mézin, avait été institué conseiller le 22 décembre 1809. Quant à M. de Beaumont, ancien maire de Villeneuve, il n'était entré au Conseil qu'en 1813.

(2) Les 4 nouveaux membres du Conseil général furent : Laperche fils, de Tonneins; Laborie Saint-Sulpice, maire de Villeneuve; Danglade, de Mézin; Prugnères, de Penne. Laborie Saint-Sulpice était maire de Villeneuve depuis le 5 avril 1815.

mer à ses principes, qu'il ne reconnaît que le *fait* et ne statue rien sur le *droit*.

Les journaux d'aujourd'hui nous apportent de nouveaux décrets. Ce sont les assemblées électorales pour nommer les députés à la chambre des représentans et qui doivent se réunir quatre jours après la publication du décret; ce sont les assemblées primaires convoquées pour l'élection des maires et des adjoints dans les communes où ils étaient nommés par les préfets et dans les formes prescrites par l'Assemblée Constituante, ou dans celles voulues par l'acte additionnel à la Constitution qui n'est pas encore acceptée. On ne comprend rien à ce fatras, si ce n'est encore que le gouvernement agit sans principes, sans mesures, sans aplomb. Le collège d'Agen, en corps, a refusé le serment. M. Baudus, inspecteur de l'Université de Cahors, avait pris la peine de se transporter ici pour le recevoir; il en sera pour cette peine et pour les frais qu'il aura faits (1). Malgré les soins qu'on prend à la poste pour empêcher la communication des nouvelles de Paris et du reste de la France autrement que par les journaux, il a passé quelques lettres de la capitale qui nous instruisent de l'état des choses. Il est tel, dit-on, qu'on peut le désirer, si l'on souhaite voir bientôt terminer la crise actuelle. Le commissaire est parti ce soir et laisse là l'organisation de la garde nationale, ce qui n'était pas la plus facile peut-être de ses opérations. Le général Bessières est arrivé deux heures avant le départ du commissaire; on le dit d'un caractère tranquille et modéré. Les tambours de la garde nationale, en battant la retraite, ont crié ce soir à pleine tête « *Vive l'Empereur !* » dans toutes les rues qu'ils ont parcourues. On a été moins surpris de cette nouvelle explosion quand on a su qu'elle avait été payée vingt francs par tête. C'est par ces moyens qu'on ébranle la populace.

Lundi 8. — Les officiers de la garde nationale vont faire à midi une visite de corps au général.

(1) L'académie de Cahors, de laquelle ressortissait le Lot-et-Garonne, avait été créée le 17 mars 1808. Baudus en était le deuxième inspecteur.

Hier au soir il y eut une alerte en ville. On accusait certains braves gens d'avoir préparé de la paille au quatre coins de la ville pour l'allumer pendant la nuit et crier *au feu* dans tous les quartiers à la fois, afin de piller ensuite plus à leur aise. L'accusation était grave et n'a point été prouvée. Mais il y avait vers dix heures un grand rassemblement et beaucoup de tumulte sur la place du Palais. La garde urbaine armée, la gendarmerie s'y sont transportées. On a doublé les postes ; on a fait des patrouilles et la nuit a été tranquille. Il semble que les bonapartistes, c'est-à-dire la lie du peuple de la ville, voudraient mettre à profit l'occasion de piller qu'ils craignent de voir s'échapper. Quoiqu'il en soit, M. le maire savait sans doute que le rassemblement, contre lequel M. Maréchal s'était hâté de prendre des précautions, n'aurait pas de suites, puisqu'il a pris sur lui de renvoyer à minuit la moitié de la garde qui d'abord avait été doublée.

Mardi 9. — Ce matin, vers huit heures, il y a eu une espèce d'explosion parmi le peuple dans quelques quartiers de la ville. On y marmotait assez haut *Vive le Roi !* et l'on y formait des groupes. Cependant cela n'a pas duré. La disposition à l'éclat n'en est pas moins manifeste dans toutes les rues de la ville à l'exception néanmoins de celle de la Porte du Pin, sur laquelle il n'y a pas beaucoup de bonnes choses à dire. Peut-on donner des éloges à ce qui s'est passé de très comique ce matin à la Préfecture ? Voici de quoi il s'agit :

La garde nationale était convoquée pour dix heures. On devait toiser et désigner les hommes appelés à partir en vertu des décrets et des réquisitions de Bonaparte. Les uns étaient dans la grande salle ; les autres, pour éviter l'encombrement, avaient été consignés à l'extérieur pour n'être introduits qu'à leur tour. Ces mesures étaient sans doute bien prises, mais les derniers, fatigués de faire anti-chambre, ont bruyamment réclamé, ont poussé rudement la porte, ont fini par l'enfoncer. Entrés ainsi par force dans la salle et réunis à leurs camarades, ils ont bientôt porté le trouble dans une opération pour laquelle ils annonçaient la répugnance la mieux caractérisée.

Pour la continuer cependant, M. Grenier, conseiller de préfecture et sous-préfet postiche, faisait procéder à l'appel au milieu de vociférations et de huées. A chaque nom qu'on prononçait, les éclats de rire, les mauvais propos de cette tourbe mal morigénée inondaient la salle et empêchaient les membres du bureau de s'entendre. Dans cet insolent brouhaha, M. Grenier, muni de la clochette du président, a voulu la faire résonner pour réclamer le silence, mais qu'est-il arrivé ? Au lieu d'obéir, on lui a répondu *Sanctus, sanctus, sanctus*, comme à la messe. M. Grenier est un ci-devant prêtre, ce qui rend l'application du *Sanctus* assez plaisante. On est allé plus loin : en lui fermant sous le nez les registres, on lui a dit : *Ite; missa est*. Après ce dernier acte de dévotion tout a été permis dans l'assemblée. On a voulu faire crier *Vive le Roi !* au président Grenier; on a cassé le nez au buste de Bonaparte, on l'a couvert d'ordures et fait beaucoup de semblables gentilleses qui ont répandu une grande joie parmi les assistans et terminé la séance (1). On peut imaginer d'ailleurs l'effet que produira ce bruyant scandale qui prouve sans réplique à quel point notre administration supérieure provisoire est décréditée. On observe que les principaux instigateurs de la scène étaient les mêmes qui promenaient si patibulairement, passez-moi ces termes, le drapeau tricolore le 5 du mois dernier.

Mercredi 10. — Il est arrivé encore une estafette qui demande des hommes : douze bataillons, dit-on, de gardes nationales pour aller à Bordeaux, à Bayonne, partout où voudra notre maître. L'on voit sans doute combien cette troupe est disposée à partir et combien l'on doit compter sur son zèle. D'ailleurs où sont les armes ? Où est l'argent ? Le général Lucotte nous

(1) Lespès parle aussi de l'incident. La séance « fut très orageuse; les jeunes gens, étant d'une opinion différente sur l'état actuel des affaires, eurent quelques querelles assez sérieuses; le président et quelques officiers qui l'aidaient à faire l'opération firent de vains efforts pour maintenir l'ordre, leur voix fut étouffée par les cris de la plupart de ces jeunes gens qui étaient bien aises que l'opération ne se terminât pas. Elle finit cependant, mais mal, car des portes et des carreaux de vitres des croisées furent cassés. » (*Mss.*, p. 416.)

décoche toujours des proclamations furibondes de Périgueux, mais cela ne suffit pas. Que ne vient-il ici nous pousser dehors comme les polissons du collège ont fait ce matin à deux de leurs professeurs. Voici le fait : il sert de pendant à la scène d'hier jouée à la préfecture : les sieurs Planté et Rouby, l'un régent de troisième, et l'autre, de quatrième, après avoir refusé de prêter le serment dans l'assemblée générale, jugèrent à propos d'aller le prêter clandestinement chez le commissaire de l'Université. Les enfans ont eu vent de l'espièglerie et ont demandé ce matin à leurs maîtres, s'y croyant autorisés en qualité de royalistes, une réponse catégorique à cet égard. MM. Planté et Rouby, donnant à cette occasion un bon exemple à leurs élèves, ont nettement nié le fait. Ceux-ci, n'étant pas, néanmoins, pleinement rassurés et soupçonant la fraude, ont député six d'entre eux qui sont allés à l'auberge de Laboulbène (1), où loge le commissaire, pour s'instruire de la vérité. L'ayant apprise de la bouche même du commissaire, ils sont revenus rendre compte de leur mission. Il était l'heure de l'entrée des classes. Au moment où les professeurs en question ont paru, le corps entier des écoliers, les grands comme la marmaille, ont chassé honteusement MM. Planté et Rouby et les ont accompagnés jusqu'à la place du Palais aux cris de *Vive le Roi*, prononcés avec une espèce de fureur mêlée de toute la joie de leur âge. On ne saurait procéder avec plus de formalité, de justice et de royalisme. Cette leçon, de la part des jeunes élèves, est meilleure qu'aucune de celles qu'ils aient reçues de leurs maîtres (2).

Jeudi 11. — Les journaux ne disent rien que les balivernes ordinaires. Cependant on assure tout haut que Lyon est pris,

(1) L'auberge Laboulbène, l'auberge des *Trois Princes* était située rue Saint-Gillis, aujourd'hui rue Lafayette.

(2) La scène est confirmée par Lespès (*mss.*, p. 415) et par Proché qui tait les noms. Lespès affirme qu'au collège « on n'avait jamais vu un pareil désordre ni une pareille insubordination ». L'établissement fut fermé du 8 au 13 mai; puis, à la demande du maire et de quelques pères de famille, Baudus en ouvrit les portes provisoirement « jusqu'à ce qu'il eût fait son rapport au recteur de l'Académie ».

que Lille est rendu ainsi que Metz, que les départemens du Pas-de-Calais, de la Somme et du Nord se sont aussi soumis à Louis XVIII, que la Provence est en pleine insurrection royale, on ajoute même que les femmes, de la halle sans doute, à Marseille, se sont fait tatouer une fleur de lys sur la poitrine. Si le fait est vrai, il est plaisant. Au reste, il est digne des têtes provençales de l'avoir imaginé. Enfin, on ajoute que le drapeau blanc flotte de nouveau sur les remparts de la fidèle Antibes. Tout cela n'est pas vrai, sans doute; mais une partie de ces faits avérés nous satisferaient pour le moment. Patience !

Vendredi 12. — On annonçait, dit-on, dans quelques journaux, l'arrivée ici du général qui vient commander dans le département de Lot-et-Garonne. Nous n'avons eu absolument aucune autre nouvelle de ce général, nommé Cassagne. Est-ce un descendant de l'illustre prédicateur de ce nom qu'on nous enverrait pour nous convertir ?

Samedi 13. — Tout sommeille, excepté les intrigans, qui ne dorment jamais la veille d'une assemblée électorale, quelle qu'elle soit. Bory de Saint-Vincent est arrivé hier au soir de Paris. Il dit aller aux eaux; non, il se porte bien; son secret est su de tout le monde : Bory veut être élu représentant. Il est arrivé, à cet effet, en poste avec l'ancien sous-préfet Dirat, qui sans doute a le même projet. Le commissaire Gaillard descend chez Castan, dans la matinée.

Dimanche 14. — Le préfet Rouen des Mallets est arrivé à 4 heures du matin, comme en bonne fortune, et s'est fâché, dit-on, de n'avoir pas trouvé de garde à la porte de son hôtel.

Demain, l'assemblée des électeurs doit s'ouvrir dans l'une des salles de la préfecture. Le bruit se répand que nous aurons bientôt le général Lucotte (1). Après avoir mis Périgueux *au pas*, il vient faire marcher Agen. C'est dans l'ordre.

(1) Voici plusieurs fois que Saint-Amans parle du général Lucotte; ce dernier défendit la cocarde blanche, puis finit par se rallier à l'Empereur au retour de l'île d'Elbe. En 1815, après la deuxième restauration, il fut mis en demi-solde.

Lundi 15. — L'assemblée électorale n'était composée en se constituant que de 25 membres. M. de Sevin a été promu à la présidence et M. de Rangouse, aussi aîné, — voilà le droit d'aînesse en faveur, — a été nommé secrétaire. Ces messieurs espéraient être au moins une trentaine à la séance du soir et demain, sans doute, une quarantaine (1). Quoiqu'il en soit, les méchans disent qu'ils auraient été très peu nombreux si les légionnaires, dont le zèle est connu, ne s'y étaient portés en foule. Le commissaire Gaillard y a aussi voté. Ce renfort a corroboré l'assemblée (*sic*). Quel beau jeu pour les intrigans qui, presque seuls, la composaient, à la réserve de quelques imbéciles.

Hier au soir, une troupe de citoyens, les uns criant *Vive le Roi*, les autres *Vive l'Empereur*, ces derniers chantant une chanson en honneur de leur héros, se sont présentés tumultueusement à la préfecture. Le préfet, de mauvaise humeur sans doute, leur a fait fermer la porte au nez.

Mardi 16. — A midi juste, le nom d'un député est sorti solennellement de l'urne dans l'assemblée des électeurs de l'arrondissement d'Agen, c'est celui de M. Noubel aîné (2). Il n'y a réellement d'honneur que pour les aînés ! Bientôt après, M. de Sevin a été élu par le collège électoral du département. M. Ninon, maire de Moncrabeau, l'a suivi. Il est question maintenant, dans cette dernière assemblée, de se décider entre MM. Guilloutet, Bory Saint-Vincent et Boussion. Oh ! celui-ci ne peut être nommé ! En effet, à huit heures du soir, Bory Saint-Vincent l'emporte et notre contingent est rempli (3).

(1) Lespès et Proché constatent aussi que l'assemblée d'arrondissement, qui devait être composée de 150 membres, ne compta qu'une vingtaine de votants. (*Mss.*, p. 417; et Proché, p. 197.)

(2) Le collège électoral d'arrondissement, présidé par de Sevin, avait comme secrétaire Rangouse, aîné. Lomet était secrétaire-adjoint; Barsalou, Brondeau et Boussion, scrutateurs. C'est l'imprimeur Noubel qui fut élu.

(3) Voici la liste complète des députés élus à la Chambre des représentants :

1° Par le collège électoral du *Département* : Sevin, Ninon, Bory Saint-Vincent;

2° Par le collège électoral de l'arrondissement d'*Agen* : Raymond Noubel;

3° Par celui de *Marmande* : Boucherie, maire de Duras;

4° Par celui de *Nérac* : le baron Dudevant;

5° Par celui de *Villeneuve* : Jalabert, maire de Montagnac-sur-Lède

A neuf heures, les chanteurs de dimanche dernier reviennent sur la scène. Plus sages ou mieux appris, ils ne crient plus que *Vive l'Empereur*. A cette condition sans doute, ils sont introduits par M. Menne qui leur ménage un accueil favorable du préfet. Ils chantent sans boire et ils se retirent.

Mercredi 17. — Il n'est plus question des généraux Lucotte ni Cassagne; on n'en parle pas plus que s'ils étaient à l'armée. Somme totale, le général Bessières, qui est ici, nous suffit bien. Quant au général Gaussart, on le dit retiré sur ses foyers : cela doit être, puisque Lapoype est en activité. On entend le canon, dit-on, du côté de Bayonne.

Jeudi 18. — Pas un soldat, Dieu merci ! dans les rues; tout est parti depuis quelques jours. Les nouvelles qui circulent sont toutes à la stagnation. Cela vaut encore mieux que le tapage.

Vendredi 19. — Plusieurs personnes assurent avoir entendu le canon et toujours du côté de Bayonne ou des Pyrénées. Y aurait-il là un commencement d'hostilités ? Les opérations des assemblées électorales d'arrondissement sont terminées, à la grande satisfaction des électeurs et surtout des élus. M. Dudevaut, à Nérac; M. Jalabert, à Villeneuve, et M. Boucherie, à Marmande, joints à MM. Noubel, Sevin et Ninon, forment notre demi-douzaine, plus un : M. Bory de Saint-Vincent, qui n'est pas le moins satisfait de l'aventure. Il est fâcheux que Dirat ait sauté l'ordination (1).

Samedi 20. — Dès le matin, le bruit se répand en ville que la République a remplacé le gouvernement de Bonaparte; que des estafettes ont porté cette nouvelle au préfet et au commissaire Gaillard, que surpris d'un changement si subit, ils sont convenus de garder le secret et d'attendre le courrier de de-

(1) Dirat était né à Nérac en 1774. Il fut sous-préfet sous l'Empire et à partir du 9 avril 1806. A la restauration, il fit partie de la rédaction du *Nain Jaune*, fut banni en 1815. Rentré en France après la Révolution de juillet en 1830, Dirat fut nommé commissaire central à Bordeaux, puis à Toulouse.

main. On ajoute que le faubourg Saint-Marceau, insurgé et dirigé par Carnot, a déterminé ce mouvement, et cent mille extravagances de ce genre. On est étonné, on est stupéfait de cette nouvelle; le peuple lui-même n'y croit point et rit de la sainte république qui ressuscite au gré des scélérats de 93. La vérité est peut-être que c'est un essai de leur part pour sonder l'esprit public et qu'ils nous font déjeuner aujourd'hui avec une fiction pour nous faire avaler peut-être en réalité la pilule dans quelques jours. Que fait ici ce commissaire Gaillard ? On n'entend pas plus parler de lui que s'il était à mille lieues. Organiserait-il dans l'ombre quelque événement ? Il n'a rien fait à Bordeaux où on lui a montré, dit-on, une énergie devant laquelle il a prudemment reculé. Vient-il jouer à Agen son rôle sur un théâtre plus proportionné à l'étendue de ses moyens ? Le bruit courait ce soir qu'on préparait l'église de Paulin, qu'on y plaçait des bancs pour y établir un club, lequel devait tenir demain sa première séance. Un club, grand Dieu ! Nous reviendrions aux clubs ? Il n'y a donc plus aucune sorte de gouvernement en France, ainsi que les fédérations de Bretagne, de Lyon, des faubourgs de Paris semblent, en effet, l'annoncer. Tyrannie tour à tour et anarchie, voilà désormais la loi de notre malheureuse patrie ! Elle est si démoralisée, si pervertie qu'elle n'est plus digne d'un gouvernement régulier. Ceci doit inévitablement se terminer par une dislocation complète, un dénombrement définitif.

Dimanche 21. — On apprend la sommation de Bayonne par l'armée royale ; c'est une nouvelle apocryphe comme tant d'autres. Voici ce qui est plus certain et plus rassurant : 1° Le bruit d'artillerie qu'on entendait depuis quelques jours venait de Toulouse où l'on faisait l'exercice du canon ; 2° Le club de Paulin n'était qu'une terreur anticipée. On disposait l'intérieur de l'église pour y représenter pendant la foire prochaine les saints mystères et la passion de N.-S. Jésus-Christ, ce qui, comme on le voit, est sans malice.

Il circule depuis quelques jours une lettre de M. Vidalot du Sirat, sur la nouvelle constitution qui est maintenant sur le

tapis. La dialectique serrée, la fermeté de principes, la précision du style caractérisent cet écrit et le recommandent comme l'un des meilleurs qui ait paru dans cette circonstance. L'auteur s'étant jadis prononcé avec énergie dans la carrière du jacobinisme, on est surpris de le voir aujourd'hui dans des sentimens si opposés à ceux qu'il avait d'abord professés. Cependant il est possible que l'âge, l'expérience, une longue retraite à la campagne aient mûri ses idées et rectifié chez lui les élans d'un patriotisme égaré. Il faut le recevoir dans la communion des fidèles (1).

Lundi 22. — Les journaux d'hier sont plus perfides, plus impudens que jamais; on y voit avec un étonnement mêlé de frayeur la fédération des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, qui nous annonce un changement de scène et va jeter les esprits dans un nouveau champ de conjectures. Que penser, en effet, de cette étrange fédération? Le gouvernement sentant sa faiblesse appelle-t-il à lui ces dangereux faubourgs pour le défendre, ou se lèvent-ils malgré lui et contre lui, excités par une faction dévastatrice? Nous le saurons un jour, sans doute à nos dépens.

La sommation de Bayonne était une fable : il n'y a point d'armée espagnole en France, ni peut-être même en Espagne, dit-on.

Mardi 23. — Le général Bessièrès, qui était allé à Marmande pour faire partir la garde nationale, est revenu sans pouvoir y parvenir. C'est dans notre département une détermination générale et qui ne souffre pas d'exception : nos gens se laisseront organiser, rassembler peut-être, armer sans doute, mais ne partiront point.

« Je puis vous le prédire ;
« Cet oracle est plus sûr que celui de Calchas. »

(1) Le général Vidalot était né au château du Sirat, à Espalais, près de Valence-d'Agén, en 1764. Il était le fils du conventionnel lot-et-garonnais qui vota la mort de Louis XVI sans sursis. Ennemi de Bonaparte, la restauration le trouva royaliste ardent.

Mercredi 24. — Il règne un certain mouvement d'inquiétude dans la ville depuis ce matin, occasionné par la demande qu'on fait à la garde nationale de ses armes pour les donner à la partie de cette garde qu'on voudrait faire partir. On se refuse à cette mesure; on va, on vient, on s'agite. Cependant, les armes dont il s'agit n'ont été reçues qu'à titre de prêt par la garde nationale et elle ne peut guère se refuser, si on l'exige, à les réintégrer dans l'arsenal (1). Voilà une tracasserie occasionnée par le nouvel ordre de choses. En voici une autre, à laquelle il donne lieu plus naturellement encore et à laquelle on s'attendait : le préfet a écrit à plusieurs personnes pour les avertir de ne point manifester des opinions contraires au gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre; il ajoute à cela des menaces de mesures de sûreté, etc., cela s'entend. Le préfet, au reste, est si bien informé, si bien instruit à cet égard que quelques-unes de ses circulaires pleines de courtoisie sont adressées à des personnes qui ne sont plus à Agen depuis deux mois. Les réflexions à ce sujet sont si naturelles qu'elles sont inutiles.

Jeudi 25. — Bravo, cela va bien ! Vivent les idées libérales. Vive la constitution qui nous rend et protège la liberté individuelle ! M. le préfet a privé de sa place le premier commis de l'administration des domaines et le relègue à Villeneuve, sa patrie, sous la surveillance de la police, et cela, parce qu'il est royaliste, qu'il professe le royalisme, qu'il fait des prosélytes au royalisme, qu'il vocifère et distille partout le royalisme. On voit que le préfet a une terrible peur du royalisme. Cependant M. Cabanac dont il s'agit, royaliste sans doute, est l'homme le plus sage, le plus modéré dans ses propos que l'on connaisse. Brave et loyal, il peut avoir laissé percer son opinion, mais il est éloigné, très éloigné, d'être un perturbateur du repos public. D'ailleurs, très nécessaire dans sa partie, son directeur

(1) C'était un ordre de M. de Basignan, colonel de la Garde nationale, qui avait enjoint à tous les habitants d'Agen de remettre les armes qui leur avaient été confiées pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique.

ne peut absolument se passer de lui. M. Cabanac n'a d'autre tort que celui de manger à la table d'hôte avec deux bonapartistes effrénés, dont l'un est entaché d'un sang illustre.

Vendredi 26. — L'affaire de M. Cabanac s'humanise et s'arrange par la protection de M. Barsalou aîné, ami du préfet : M. Cabanac reste à Agen et conserve sa place, pourvu qu'il n'y ait pas d'autres plaintes contre lui. On conseille à M. Cabanac de changer d'auberge ou de manger seul (1).

Samedi 27. — Le bruit s'est répandu depuis l'arrivée du courrier d'hier que Murat avait été écrasé le 4 de ce mois par les autrichiens. La nouvelle paraît authentique.

On voit avec étonnement dans le *Journal d'Agen* une lettre anonyme adressée à notre préfet. Voici cette lettre, telle qu'elle est rapportée dans le n° 965, 27 mai, du journal :

« A Monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne,

« Monsieur,

« On présume que vous avez assez d'esprit pour juger sainement de la position où vous vous trouvez. Agent d'un gouvernement atroce qui se débat dans les convulsions de sa prochaine agonie, vous pouvez tâcher d'échapper à la fureur inquisitoriale en paraissant servir une cause désespérée. Vos fonctions se borneront sans doute là. Mais, s'il en était autrement, si des actes vexatoires, si des mesures attentatoires à la liberté des citoyens signalaient votre passage de quelques jours dans le département, sachez que vous n'en sortiriez pas vivant, qu'une réunion de véritables gens d'honneur a les yeux sur vous. Celui qui vous écrit et ceux qui sont dans le secret de sa lettre suivent chaque jour, à chaque moment, vos démarches; rien de ce que vous faites ne leur échappe : ils ne vous perdent pas de vue une minute.

(1) M. Cabanac, ami de Saint-Amans, l'accompagnait dans son voyage à Saint-Germé. C'est lui qui fut victime de l'accident que raconte le cryptographe au début de son *Journal*.

« Imprimez tant que vous voudrez à vos actes le caractère administratif qui vous met en règle auprès du Ministre, mais, si vous aimez la vie, tenez-vous-en là et ne négligez pas un conseil désintéressé que l'on veut bien vous donner. »

Qui, diriez-vous, lecteur, a fait imprimer cette lettre ? Le préfet lui-même. Il en a adressé en même temps une au rédacteur, dans laquelle il dit qu'il ne craint rien, qu'il lui aurait été facile de connaître l'anonyme dont l'écriture ne lui paraît nullement contrefaite, que le public rira sans doute (je crois bien qu'on finira par là et même à ses dépens). Enfin il ajoute que *l'anonyme est l'arme du lâche et de l'infâme, et qu'il ne l'a jamais employée*, etc. On juge, en général, que le préfet, en publiant cette lettre et celle qu'il a reçue, a pris une peine dont il aurait pu se dispenser. Quelques-uns l'accusent de s'être écrit à lui-même pour avoir l'occasion de faire le courageux.

(A suivre)

R. BONNAT.

UNE ERREUR HÉRALDIQUE

LES ARMES DE TONNEINS

Par son Edit du 20 novembre 1696, Louis XIV créa l'Armorial général du royaume.

Ce vaste recueil héraldique qui ne comprend pas moins de 34 volumes manuscrits renferme des erreurs qui bien que déplacées dans une œuvre aussi officielle, n'en sont pas moins volontaires.

Sous le fallacieux prétexte de « *retrancher les abus qui s'étaient glissés dans le port des armoiries et de prévenir ceux qui s'y pourraient introduire dans la suite* », faisant appel encore aux Ordonnances de Charles VIII, de Charles IX et de Henri III, des années 1487, 1560 et 1579, Louis XIV sut, par cet Edit, joindre l'utile à l'agréable, c'est-à-dire vanter la vanité héraldique de tout possesseur d'un blason et trouver par ce moyen des ressources nouvelles applicables au Trésor un peu à sec. En effet, au pied de l'Edit, on eut soin d'établir le tarif des droits d'enregistrement, droits qui s'élevaient suivant la qualité du déclarant, de 15 à 300 livres. Dès la création de l'Armorial, contrôleurs et commis se fixèrent dans les sénéchaussées, provoquèrent les déclarations, les reçurent et souvent, d'office, gratifièrent d'un blason villes ou personnes déjà en possession d'armes ou qui ne jugèrent pas à propos d'en prendre et de payer, de ce fait, un droit d'enregistrement; ce fut le cas de deux villes de l'Agenais : Tonneins-Dessus et Tonneins-Dessous.

Ces deux villes n'échappèrent pas à la fantaisie des commis facétieux et reçurent le baptême héraldique consigné dans le registre côté : *Guyenne*.

Sous le numéro 1133 Tonneins-Dessous arbore : *d'azur à trois tour d'or rangées sur une terrasse de sinople*, et sous le n° 1134 Tonneins-Dessus, d'allure plus moyennageuse, arme : *Le sable à trois coquilles d'or*.

Il arrive souvent qu'une municipalité agenaise veuille connaître les armes de la cité, soit pour la vignette du papier de la mairie, soit pour le sceau de la ville, soit encore pour la déco-

ration d'un monument. On s'adressera naturellement à d'Hozier qui, jusqu'à la preuve du contraire, fournira le renseignement précis. On consultera encore l'Armorial des villes de France dont un album de onze planches intéresse le Lot-et-Garonne. Et il ne viendra à l'idée de personne que de tels ouvrages puissent renfermer des erreurs ni que la Bibliothèque Nationale et les Archives départementales puissent abriter de tels ouvrages considérés comme officiels. Aussi, afin de détruire cette fâcheuse mégalomanie, faut-il dire ce qu'il advint dans les deux Tonneins à la suite de l'enregistrement de leurs armes de fantaisie : les consuls n'en voulurent pas. Semblables en cela à la ville de Bourges qui déchira les lettres patentes de Louis XI lui concédant un âne dans un fauteuil, les jurades de ces deux villes se récrièrent et firent graver le sceau de leur communauté aux armes suivantes :

Tonneins-Dessus : *de sinople au croissant d'argent surmonté de trois étoiles de même rangées en onde* (1).

Tonneins-Dessous : *d'azur à deux tours crénelées et ajourées du champ, surmontées d'une fleur de lis au pied nourri* (2).

D'autres villes de l'Agenais sont dans le même cas, certainement. Ne pourrait-on, au hasard des recherches, relever les armes des sceaux et en dresser un état ? Ce travail sigillographique serait d'autant plus facile qu'il n'embrasse qu'une période relativement courte, de 1696 à la Révolution. Et puis la science du blason, si négligée de nos jours, est toujours utile. L'Héraldique est à l'Archéologie et à la Paléographie ce que fut l'Hermétique à l'Alchimie, un auxiliaire, un complément mystérieux.

Et cette science, plus approfondie, amalgamée à toutes nos connaissances et jetée au creuset des études que nous poursuivons ne donnera que plus d'éclat à la pierre philosophale qui est le but de tout chercheur et de notre Société en particulier.

G. DE LAGRANGE-FERRÈGUES.

(1) Trois titres des archives de Ferrègues.

(2) Permis, du 20 avril 1773, donné par la jurade de Tonneins-Dessous au sieur Duberort. — Fonds de l'Evêché, série H, n° 523. (Archives départementales.)

UN ÉPISODE HÉROI-COMIQUE

En l'An II

O soldats de l'an deux ! ô guerres, épopées,
.....
.....
.....

Au levant, au couchant, partout, au sud, au pôle,
Avec de vieux fusils sonnant sur leur épaule,
 Passant torrents et monts,
Sans repos, sans sommeil, coudes percés, sans vivres,
Ils allaient, fiers, joyeux, et soufflant dans des cuivres
 Ainsi que des démons !

La liberté sublime emplissait leurs pensées,
Flottes prises d'assaut, frontières effacées
 Sous leur pas souverain,
O France, tous les jours c'était quelque prodige,
Chocs, rencontres, combats ; et Joubert sur l'Adige,
 Et Marceau sur le Rhin !

VICTOR HUGO.

7 thermidor, an II. Les quatorze armées de la Convention luttent aux frontières. De nouveau la Vendée s'agite, et, comme un écho lugubre, les Jacobins demandent de nouvelles victimes. Carnot lui-même devient suspect. On l'accuse d'environner de ténèbres ses plans de défense. Tallien tremble et achète un poignard pour s'en frapper s'il ne peut atteindre Robespierre. André Chénier meurt sur l'échafaud, sous les yeux de son frère impuissant à le sauver, et menacé lui-même.

Nul n'est à l'abri du dénonciateur qui rampe dans l'ombre et soudain se dresse pour jeter à Sanson de nouvelles têtes. Même au sein des fêtes, car on danse, hélas ! sur ce volcan qu'est la Terreur, tant est nécessaire la joie au cœur humain, même au sein des fêtes le serpent hideux se glisse et poursuit sans trêve sa sinistre tâche.

Et les derniers soubressauts du régime terroriste mourant se répercutent dans les coins les plus calmes de la province.

.....
Nous sommes à Puymiclan, petit bourg infime du district de Marmande. En ce jour du 7 thermidor, un mariage se célèbre à la mairie. De là un rassemblement. Mais on s'intéresse peu aux jeunes époux. Des événements plus graves sollicitent l'attention des assistants.

Plusieurs individus, à mine de conspirateurs, vont de groupe en groupe et causent d'un air mystérieux. Emissaires de la Plaine ou de la Montagne ? On ne peut deviner. Quelques phrases ont été saisies au vol : « As-tu des nouvelles de l'oiseau ? » — « On l'a fait filer par la barrière de Puygueraud, je l'ai bien reconnu. » — « Il le cache à Cambes. » — « Dans sa métairie ? » — « Le citoyen Sicard va danser. »

Le citoyen Sicard, c'est l'administrateur du Directoire du district de Marmande, pourtant bien connu pour son zèle à servir la Convention et à faire la chasse aux suspects. Ses principaux accusateurs sont Milhet, propriétaire à Boissonnie, commune de Puymiclan, robespierriste militant, et Saubiac, agent national de la même commune, digne de figurer dans les clubs rouges de la capitale.

Que préparent-ils ? Quel est le malheureux qui, ayant trouvé grâce devant Sicard, va tomber avec lui sous la dénonciation de Milhet et de Saubiac ?

Telles sont les angoissantes questions que se posent, le soir, toutes portes closes, ceux qui ont vu et entendu à la mairie de Puymiclan.

* * *

11 thermidor. Robespierre, Saint-Just, Hanriot ont payé leur dette et déjà commence la réaction thermidorienne : le Conseil général de la commune est guillotiné en masse. La Terreur semble n'avoir fait que changer de main !.....

.....
.....
Milhet, pimpant et radieux, s'apprête à partir pour une course matinale, lorsque sur le seuil de la porte paraît Jac-

ques Cucurmon, huissier à Seyches, qui lui remet une feuille de papier timbré, après les formalités d'usage.

« Mille tonnerres ! s'écrie Milhet après avoir parcouru rapidement les deux pages, c'est donc le diable, cet homme-là ! Comment a-t-il pu savoir ? Me voici dans de jolis draps. Hier j'accusais, aujourd'hui il faut que je me défende. »

Voici ce que contenait la cédule :

Sur l'exposé à nous fait par le citoyen Sicard aîné, administrateur du directoire du district de Marmande, demeurant en la commune dudit Marmande, que le citoyen Milhet demeurant au lieu de Boissonnie, commune de Puymiclan, canton de Seiches, la dénoncé dans l'opinion publique comme un fonctionnaire public prévaricateur, en proclamant qu'après lui avoir fait prendre son cochon par les agens des salaisons maritimes, il l'avait soustrait de sa destination en le faisant passer chez lui à Cambes, municipalité dependante de ce canton, malgré que l'exposant le lui paya des deniers de la République.

Pourquoi l'exposant demande que ledit Milhet soit tenu de lui prouver ce qu'il a si calomnieusement débité sur son compte, et qu'à défaut de ce il lui soit fait inhibition et défense de recidiver ; qu'il soit tenu de déclarer en présence de quatre personnes au choix de l'exposant et dans le lieu et à l'heure qui lui seront indiqués, qu'il reconnaît ledit Sicard pour homme d'honneur et de probité, de quoi sera dressé acte qui sera déposé au greffe de la justice de paix de ce canton. Sinon et faute de ce faire, que le jugement à intervenir tiennne lieu de ladite reconnaissance ; que ledit Milhet soit condamné en cent livres de dommages et intérêts par forme de réparation civile envers ledit Sicard, applicables du consentement de ce dernier à l'attelier de la salpêtrie de Marmande ; que ledit jugement soit aux frais dudit Milhet imprimé et affiché au nombre de quarante exemplaires dans le chef-lieu du district et partout ailleurs où besoin sera, que ledit Milhet soit condamné aux dépens sous la réserve de tout autres droits et actions.

« Nous, Pierre Leglize, assesseur du juge de paix du canton de Seiches, faisant en cette cause les fonctions de juge attendu la parenté dudit Sicard et Mazeau, juge.

« Citons le citoyen Milhet de comparaître devant nous le 14 du courant, à 9 heures du matin, en la demeure de notre greffier à Seiches.

« Donné par nous, assesseur dudit et soussigné à Seiches, ce 11 thermidor, la 2^{me} année de la république une et indivisible. »

Le proscrit sur le sort duquel s'étaient apitoyés les braves gens de Puymiclan, n'était qu'un malheureux cochon soupçonné d'avoir été escamoté aux salaisons maritimes !!!

* * *

14 thermidor. « Audiance du tribunal de la police correctionnelle de Seiches. Milhet est entendu et avec lui cinq témoins cités par Sicard : Lucinet aîné, homme de loi; Guillaume Jarleton, secrétaire de la municipalité de Puimiclan; Mathias Saubiac, agent national; André Jurquet, maire de la municipalité de Puimiclan; François-Séraphin Lucinet, officier municipal de la même commune. »

Les pièces devant être communiquées à l'agent national de la commune de Seiches pour qu'il eût « à donner ses conclusions », le prononcé du jugement fut renvoyé au 21 thermidor, à 8 heures du matin.

Le lendemain, 15 thermidor, le citoyen Sicard écrivait au juge Mazeau, de Seyches, son beau-frère, la lettre suivante :

« 15 thermidor. Je te prie, mon cher Beaufrère, de vouloir te présenter pour moi à la police correctionnelle de Seiches et poursuivre en mon nom le citoyen Milhet ou tout autre qui sera jugé m'avoir calomnié et dont le jugement a été renvoyé a huitaine. Voici mes conclusions :

Je demande que le convaincu soit condamné à deux mois de détention, en douze cents livres de damage intérêts, dont un tiers sera applicable à l'attelier de salpêtre de Marmande, un quart à celui de Meilhan, un quart à celui de Sainte-Bazeille et le restant moitié employé au temple dédié à Letre supreme de la commune de Puimiclan et l'autre moitié restante employée au temple dédié à Letre suprême de la commune de Seiches, et limpression du jugement en placard au nombre de 500 exemplaires qui me seront remis par le condamné pour être affiché aux endroits qui me feront plaisir et aux depens. Je te salue en frere. »

Enregistré à Marmande le 15 thermidor, l'an 2. Reçu 20 sols.

* * *

« 27 thermidor. Audiance du Tribunal de la police correctionnelle du canton de Seiches .

« Entre le citoyen Sicard, etc. et le citoyen Milhet, etc.

« Après avoir entendu comme témoins nouveaux Jean Dubernard, officier municipal de Puimiclan, Pierre Berbineau, off. mun. de Puim., Pierre Condom, off. mun. dudit, Guillaume Dumas, pressur d'huile, Jean Gerbaud aîné, lissaran,

« Le Tribunal, oui lagent national de la commune de Seiches pour l'intérêt public, considerant que si Milhet a parlé de la soustraction de son cochon il ne la fait que sur lidée qu'il lui en a été donné par Mathias Saubiac, lequel lui a seul donné toute la publicité qu'il a eu, ainsi qu'il resulte des nombreuses depositions qui ont été entendues, tout vu et tout considéré a renvoyé et renvoie ledit Milhet defendeur de l'action formée contre lui par ledit Sicard. Et condamne Mathias Saubiac agent national de la commune de Puimiclan a payer audit Sicard la somme de 50 livres par forme de réparation civile applicable à lattelier de la Salpetrie de Marmande, lui fait inhibition et deffence de ne plus a lavenir recidiver, le condamne en outre a une detention de vingt-quatre heures, et aux depens, et ordonne que le present jugement sera imprimé a ses frais au nombre de cinquante exemplaires pour être affiché dans les lieux qu'il plaira audit Sicard de lui indiquer. »

Ainsi qu'on le voit, la « Salpétrie » de Marmande bénéficia seule de l'amende du procès. Dans sa haute sagesse, le tribunal jugea sans doute contraire au decorum et au respect dû à la Divinité, d'en consacrer, comme l'avait demandé le citoyen Sicard, une importante partie, aux temples dédiés à l'Etre Suprême des communes de Seiches et de Puimiclan.

Mais, étrange époque, en vérité ! Au moment où la France, échappant à la sanglante tyrannie de Robespierre, tombait dans les horribles représailles qui suivirent, au moment où la Patrie luttait en désespérée contre toute l'Europe, un cochon mettait en émoi tout un district et avait son heure de célébrité. Car si l'enfant grec demandait pour jouer de la poudre et des balles, le cochon de Puymiclan, patriote à sa manière, procurait des subsides à l'un des ateliers qui fabriquaient la poudre pour les armées de la République.

Oui, étrange époque, en vérité !

B. DE CADILLAC.

NOTES ET DOCUMENTS SUR DORFEUILLE

Fondateur de l'École Vétérinaire de Port-Sainte-Marie

L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE DE PORT-SAINT-MARIE

Blottie, comme une frileuse, au pied du coteau ensoleillé qui la domine et l'abrite, baignée par la Garonne qui la caresse de ses flots berceurs, déchiquetée par un fouillis de rues étroites et sombres que surplombent de vieilles maisons à pans de bois, l'antique cité de Port-Sainte-Marie apparaît encore de nos jours, comme une évocation vivante du Moyen-Age.

C'est là, dans ce chef-lieu de canton, qu'en pleine tourmente révolutionnaire, fut créée une nouvelle école vétérinaire qui, pendant une dizaine d'années, devint un véritable centre d'études où allaient affluer des élèves avides de s'instruire dans l'art nouveau que Bourguelat venait de créer de toutes pièces.

Les vieux locaux où se réunissaient le maître et ses disciples ont bien gardé leur secret. Aucune trace n'est restée de cet établissement. Pas la moindre plaque commémorative pour perpétuer le souvenir d'une entreprise qui, pour avoir été éphémère, reste toute à l'honneur de celui qui eut le courage de la tenter.

Son directeur, Dorfeuille, avait su acquérir une haute situation en Lot-et-Garonne.

Qu'était Dorfeuille ?

Un *vétérinaire du roi* avant la Révolution.

Un artiste-vétérinaire après. C'est d'ailleurs ainsi qu'il se trouve désigné dans de nombreux actes administratifs dont l'authenticité ne peut faire l'objet d'aucun doute. C'était surtout un homme de valeur qui mettait au service de sa légitime ambition, toutes les ressources d'une intelligence éclairée et un dévouement sans bornes pour la chose publique.

Les nombreuses recherches que j'ai dû faire pour reconsti-

tuer la vie et l'œuvre de Dorfeuille n'ont pas toutes abouti et beaucoup de points restent encore dans l'ombre. Il m'a été possible néanmoins de réunir assez de matériaux pour reconstituer les grandes lignes de cette figure originale que l'oubli, cette forme hypocrite de l'ingratitude, menaçait de laisser disparaître à jamais.

1770-1775. — En 1770-1775, Dorfeuille fait ses études à l'Ecole vétérinaire de Lyon où il devient chef des hôpitaux de cette école.

1777. — En 1777, on le trouve dans le pays de Bigorre, où il est allé étudier l'épizootie typhoïde qui décime le bétail, s'étend peu à peu dans les régions voisines et ne s'arrête qu'aux portes de Layrac.

1779. — En 1779, le 18 août, le Conseil du département de Lot-et-Garonne publie des *Instructions sur une maladie épidémique qui attaque les bestiaux à grosse corne, les chevaux et les bêtes asines, dans quelques provinces de l'Agenais et du Quercy*.

Par le sieur DORFEUILLE, artiste-vétérinaire, breveté du roi, envoyé sur les lieux par ordre du Gouvernement.

L'épizootie carbonculaire sévissait dans les communes de Castelsagrat et de Valence-d'Agen.

Ici Dorfeuille est perplexe.

Les prairies de Calonges (Castelsagrat) sont situées dans un enfoncement, entre deux montagnes, et couvertes d'eau pendant neuf mois de l'année. Cela explique l'apparition de la maladie qui, d'après lui, est toujours provoquée par les terrains marécageux et les fourrages humides. Mais comment invoquer ces causes dans les environs de Valence, sur les bords de la Garonne, où le terrain est sec, l'air pur, les eaux limpides, la nourriture plus fraîche et meilleure. Il se tire d'affaire par une pirouette.

« Je conviendrai, avec M. Bourgelat, dit-il, d'après ce que
« mes observations m'ont démontré, que le fort travail, les
« grandes chaleurs et la mauvaise nourriture, en sont les causes
« efficaces. »

Il observa trois formes de maladie :

- 1° Attaque brusque et mort rapide ;
 - 2° Tumeur volumineuse sans signe de maladie ;
 - 3° Symptômes généraux, abattement, fièvre intense, etc., puis apparition, au dernier moment, d'une tumeur qui grossit rapidement et précède la mort de quelques heures seulement.
- 14 décembre 1791. — En 1791, la maladie carbonculaire est signalée dans les cantons d'Agen et de Puymirol. Dorfeuille est délégué pour la combattre.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE LOT-ET-GARONNE

Séance du 14 décembre 1791, l'an 1^{er} de la République française

Il a été fait lecture d'une délibération du Conseil général de la commune d'Agen, revêtu de l'avis du district, et concernant les précautions à prendre contre une maladie épizootique dont les bestiaux des cantons d'Agen et de Puymirol, paraissent menacés.

Le Conseil du département a d'abord ordonné le renvoi de ces pièces au Comité de commerce et d'agriculture pour en faire son rapport dans la journée du lendemain.

Le renvoi allait être effectué lorsque un membre a observé que, si l'épizootie existait réellement, elle pourrait faire en peu de temps de grands ravages et qu'il serait indispensable de hâter toutes les mesures nécessaires pour acquérir des renseignements sur cet objet. En conséquence de cette observation, adoptée par l'assemblée, le citoyen Saint-Amans, président, a été nommé, en qualité de commissaire, pour vérifier le plutôt possible, l'existence de la maladie épizootique, aviser au moyen de remédier à cette maladie, si elle était constatée et faire son rapport de tout au conseil.

Le citoyen Dorfeuille, médecin-vétérinaire, habitant du Port-S^{te}-Marie, ayant été ensuite désigné pour assister le Président, dans la Commission qui venait de lui être donnée, il a été dépêché, sur le champ, un cavalier d'ordonnance, audit Dorfeuille, afin qu'il se rende le plus tôt possible à l'invitation du département.

Séance du 17 décembre 1791

Le citoyen président a rendu compte de sa mission :

« Il a donné des éloges aux lumières du citoyen Dorfeuille et au zèle qu'il avait manifesté dans cette occasion.

« Le citoyen Dorfeuille, présent à la séance, ayant été remercié
« par le Président, au nom du Conseil, de la manière dont il avait
« concouru aux vues de l'administration du département, la fixation
« de l'indemnité qui lui était due, pour le dédommager des frais
« occasionnés par son déplacement, a été renvoyée au Directoire.

« Le citoyen Dorfeuille a témoigné sa reconnaissance au Conseil
« et lui a offert de se transporter, au premier signal, partout où ses
« services pourraient être utiles.

« Il a été dit ensuite que le rapport du Président serait imprimé,
« ainsi qu'une instruction propre à éclairer les cultivateurs sur les
« symptômes et le traitement préventif ou curatif des maladies
« connues sous le nom de charbon et qui attaquent le plus commu-
« nément les bestiaux employés au labourage. »

Quelques jours après avoir visité les animaux suspects,
M. Saint-Amans adressait un rapport au Conseil départemental. Il concluait comme suit :

« Les bestiaux morts dans la paroisse de Saint-Julien, municipa-
« lité de Puymirol, sont morts atteints du *charbon simple*, maladie
« endémique dans ce territoire et qui n'est pas contagieuse. »

Au même moment, Dorfeuille publiait des « *Instructions relatives
« aux signes caractéristiques des maladies carbonculaires des bes-
« tiaux et remèdes curatifs ou préservatifs qu'on doit employer
« contre ces maladies* ». »

Je ne reproduirai pas ces instructions qui n'ont qu'un intérêt rétrospectif, bien qu'elles soient rédigées avec beaucoup de soin, dans un style clair, concis et avec un remarquable esprit d'observation.

Epizootie charbonneuse dans le canton de Tournon (27 nivôse, an III). — L'activité de Dorfeuille est toujours en éveil, l'administration du département publie un mémoire suivi
« d'*Instructions dans lesquelles on trouvera les moyens em-
« ployés avec succès par le citoyen Dorfeuille, artiste-vétéri-
« naire, correspondant du Comité d'Agriculture et des Arts
« pour combattre l'épizootie charbonneuse, dans le canton de
« Tournon, département de Lot-et-Garonne* ». »

Il reproduit et précise ce qu'il a déjà dit à propos de l'épizootie charbonneuse de Puymirol.

A la suite de ce travail, et dans sa séance du 27 ventôse, an III, l'administration du département prenait la délibération suivante :

« L'administration du département, délibérant au nombre de cinq
« membres, sur une lettre du district d'Agen, portant envoi d'un
« rapport fait par le citoyen Dorfeuille, artiste-vétérinaire, et invi-
« tation au département de la répandre avec profusion dans les
« campagnes,

« Considérant qu'il peut résulter de cette publication, les plus
« grands avantages pour l'agriculture,

« Arrête que le rapport du citoyen Dorfeuille sera imprimé au
« nombre de sept cent cinquante exemplaires envoyés aux districts
« et par eux aux municipalités. Il sera également transmis à la
« Commission d'agriculture et des arts. »

Fait à Agen, les jours, mois et an susdit :

Signé : SOULHAGEN, *Président* ; CANTAUSSE, CARBESSAC,
LALYMON et Paulin HÉBRARD, *administrateur*.

Pour copie :

Signé : DUPRÉ, *Secrétaire général*.

Madaillan (15 ventôse, an III). — Dorfeuille se multipliait. Nous le retrouvons, peu de temps après, dans la commune de Madaillan et autres localités circonvoisines. Il était délégué par arrêté du département de Lot-et-Garonne et du district d'Agen pour prendre des renseignements sur les causes et la nature de la maladie qui a fait périr un grand nombre d'animaux (8 ventôse an III).

Dans un rapport adressé au Conseil départemental (25 ventôse), il préconise la saignée comme moyen curatif. Les animaux exposés à la contagion sont préservés au moyen d'un séton passé dans le fanon.

Il termine en faisant connaître aux éleveurs les signes précurseurs de la maladie carbonculaire : ils se traduisent par des bonds, des sauts, des ruades et autres excès de vigueur (25 ventôse, an III).

Dans sa séance du 27 ventôse, an III, l'administration du département, saisie par le district d'Agen, considérant qu'il peut résulter de cette publication les plus grands avantages

pour l'agriculture, décida que ce rapport sera imprimé au nombre de sept cent cinquante exemplaires qui seront envoyés aux municipalités.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner ce qui se passa.

Dorfeuille par son intelligence, son activité et son dévouement à la chose publique était devenu l'auxiliaire indispensable de l'administration du département, qui ne lui ménagea ni ses encouragements, ni ses éloges. Les missions répétées qui lui furent confiées en des circonstances difficiles, l'impression et la diffusion de ses instructions sur les maladies épizootiques, eurent bientôt fait de cet artiste-vétérinaire, une sorte de demi-dieu auquel il ne manquera plus qu'un temple où il pourra recevoir avec sérénité, les hommages de ses fidèles.

Et en l'an V, il fonda l'Ecole vétérinaire de Port-Sainte-Marie.

Voici le paragraphe qui lui est consacré dans l'histoire de l'Ecole d'Alfort par MM. Roillet et Moulé.

« En l'an V, une Ecole vétérinaire pratique fut fondée à Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne) par Dorfeuille, ancien élève et ancien chef des hôpitaux de l'Ecole de Lyon (1770-1775). Mais Dorfeuille ne se bornait pas, comme l'avaient indiqué Gilbert et Huzard, à donner des notions pratiques aux cultivateurs, il voulait former réellement des vétérinaires et son Ecole comprenait un enseignement étendu calqué sur celui qu'il avait reçu lui-même à Lyon. Cette école persista sans doute quelques années. »

Voici des documents authentiques qui donnent une idée exacte de l'importance de cet établissement et des matières qui y étaient enseignées.

LIBERTÉ - ÉGALITÉ

DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

EXERCICE VÉTÉRINAIRE SUR L'ÉCONOMIE RURALE

Concours de matière médicale externe dans lequel il sera fait mention des maladie en général et en particulier, qui affectent extérieurement les animaux, de leur nature, de leur différence, des symptômes qui les caractérisent, enfin de leurs diagnostics et pronostics de l'indication et de la contre-indication des remèdes pour chaque différent cas.

LES CITOYENS

BRESQUE, de Grignols, département de la Gironde.
TAUZIAC, de Saint-Serrin-de-Prats, département de la Dordogne.

MASSON, de Sainte-Livrade, département de Lot-et-Garonne.
Augustin CABANNES, d'Allons, département de Lot-et-Garonne.

Elèves du citoyen DORFEUILLE, Professeur de l'Ecole vétérinaire du département de Lot-et-Garonne, expliqueront :

Ce que c'est que la matière médicale ;

Ce qu'on entend par les trois règnes et quelles sont les substances qu'ils fournissent ;

Les médicaments en général ;

L'action des médicaments ;

L'analyse des médicaments ;

Les expériences et les observations faites sur les liqueurs animales ;

Les médicaments en particulier ;

Les errhines ou plarmiques ;

Les restrictifs ;

Les émolients et les anodins ;

Les résolutifs ;

Les maturatifs ;

Les suppuratifs ou digestifs ;

Les détersifs ;

Les dissécatifs épilotiques ou cicatrisants ;

Les caustiques, vésicatoires, cautères, etc.

Ils représenteront toutes les substances, tant simples que composées, dont il sera fait mention dans le concours.

Cet examen se fera à Port-Sainte-Marie, chef-lieu de canton, dans la grande salle de la maison communale, le 17 frimaire, an VI.

Il sera suivi de la distribution par les officiers de santé du canton.

Les citoyens *Lapoussée*, *Guibert* et *Serres*, élèves de la même école, ne paraîtront pour concourir qu'au prochain concours d'anatomie.

Arrêté de l'Administration centrale du département de Lot-et-Garonne.

(Séance du 1^{er} frimaire, an VI).

Vu le prospectus d'un examen sur

l'économie rurale vétérinaire présenté à l'Administration centrale par le citoyen *Dorfeuille*, artiste vétérinaire au Port-Sainte-Marie.

Considérant que le citoyen *Dorfeuille* acquiert chaque jour de nouveaux droits à la reconnaissance de ses concitoyens, par le zèle qu'il met à former des élèves dans l'art utile qu'il professe avec distinction.

Considérant que l'Administration doit à l'Ecole particulière tenue par ce citoyen, tous les encouragements qui sont en son pouvoir.

L'Administration centrale, délibérant au nombre de quatre membres, ouï la Commission du Directoire exécutif,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'Administration centrale accepte avec reconnaissance la dédicace qui lui est faite par le citoyen *Dorfeuille*.

ART. II.

L'Administration municipale du canton de Port-Sainte-Marie est chargée de représenter l'Administration centrale et de présider en conséquence aux exercices annoncés par le citoyen *Dorfeuille*.

ART. III.

Le présent arrêté sera imprimé en placard, au bas du Prospectus, au nombre de 150 exemplaires; il sera envoyé aux administrations municipales.

Il sera également adressé au Mi-

nistre de l'Intérieur, comme témoignage public de la gratitude de l'Administration centrale pour le zèle qu'a constamment montré le citoyen *Dorfeuille* à former des élèves dans son art et pour les services essentiels qu'il a rendus à l'agriculture, dans ce département, comme artiste

distingué par ses talents.

Fait à Agen, les jour, mois et an que dessus.

Signé, LAMARQUE, *président*; SENBAUZEL, R.d NOUBEL, LESPIAULT, *administrateurs*; et DICHÉ, *secrétaire en chef*.

A AGEN, de l'Imprimerie du Département. — Frimaire, an VI.

DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

EXERCICE SUR L'ÉCONOMIE RURALE VÉTÉRINAIRE

Concours de myologie et de splanchnologie, dans lequel il sera fait mention des muscles des animaux, considérés en général et en particulier, il sera aussi fait mention de l'abdomen en général et des viscères chylopoïétiques.

LES CITOYENS

BRESQUE, de Grignols, département de la Gironde.

CABANES, d'Alons, département de Lot-et-Garonne.

LAPOUSSÉE, d'Agen, département de Lot-et-Garonne.

SERRES, de Saint-Médard, département de Lot-et-Garonne.

Elèves du citoyen DORFEUILLE, Professeur de l'Ecole vétérinaire du département de Lot-et-Garonne, expliqueront :

Ce que c'est que la myologie, et quels sont les organes que l'on peut appeler du nom de muscles ;

Quelle en est la division et la différence ;

Comment leurs dénominations diverses se tirent de leur composition ;

Les divisions en muscles pleins, en muscles creux, en muscles simples, en muscles composés ;

Les attaches des muscles en général et leurs usages en raison de leurs diverses attaches ;

Les trois diverses espèces de mouvements, c'est-à-dire des mouvements simples, des mouvements composés et du mouvement tonique ;

La composition des muscles, leurs enveloppes, leur force et les parties qu'ils font mouvoir ;

Les parties qu'on ne peut se dispenser d'admettre dans la composition des muscles, et liqueur dont ils doivent être abreuvés ;

Quel est l'état du muscle après la ligature de l'artère qui s'y porte.

Les principes auxquels on doit avoir recours pour connaître les mouvements des muscles, soit dans leur systole, soit dans leur diastole et quels sont les fluides qui en sont les principaux moteurs.

Des muscles en particulier.

Les muscles de la face et du col,

Les muscles des extrémités antérieures,

Les muscles du corps,

Les muscles des extrémités postérieures.

Splanchnologie de l'abdomen en général.

La circonscription de l'abdomen, Les différentes régions du bas ventre et leur subdivision,

La nomination des différents viscères contenus dans l'abdomen et leur division, eu égard à leurs usages,

La description des mamelles,

Du péritoine,

De l'épiloön,

De l'œsophage,

De l'estomac,

Des intestins,

Du mesentère,

Du canal thoracique,

Du foie,

Des poumons,

Et de la rate.

Cet exercice se fera à Port-Sainte-Marie, le 10 messidor prochain, dans la maison commune, à 8 heures du matin et sera suivi de la distribution des prix, par le jury nommé à cet effet par l'Administration municipale.

Comme pour le concours de matière médicale externe, l'Administration centrale du département de Lot-et-Garonne avait pris un arrêté, dans sa séance du 26 prairial, an VI, et renvoyé l'exercice au 10 messidor prochain.

L'Administration municipale de Port-Sainte-Marie était chargée de présider ce concours, au nom de l'Administration centrale.

Elle décidait en même temps que le prospectus serait imprimé, en tête de son arrêté, au nombre de 200 exemplaires, et en placard, un exemplaire devant être adressé au Ministre de l'Intérieur.

A cette même époque, le fils de Dorfeuille était élève à l'Ecole d'Economie rurale vétérinaire de Lyon, comme en fait foi le document suivant.

LIBERTÉ - ÉGALITÉ

Lyon, le 15 germinal, an VI de la République.

Au citoyen DORFEUILLE, vétérinaire du département de Lot-et-Garonne, le Directeur adjoint de l'Ecole d'économie rurale vétérinaire de Lyon.

Citoyen et cher ami,

« Votre fils m'a fait observer, il y a quelque temps, que vous ne vouliez point son bonheur puisque vous formiez des artistes qui, un jour, lui disputeront ses pratiques ainsi que les vôtres.

« Je vous salue et suis bien votre ami.

« RÉNON. »

Ainsi donc l'Ecole vétérinaire de Port-Sainte-Marie sut attirer de nombreux élèves puisque, une année après sa fondation, sept d'entre eux sont déjà appelés à passer les examens. Certes, la notoriété de son directeur explique, en partie, ce rapide succès, mais n'y avait-il pas une autre raison plus puissante, plus humaine ?

La consécration officielle donnée à Dorfeuille par l'administration du département, l'arrêté imprimé en placard au bas du prospectus des examens et envoyé à 150 municipalités, l'ordre donné à la municipalité de Port-Sainte-Marie de présider

les concours annoncés, enfin la copie adressée au Ministre de l'Intérieur, comme un témoignage public de l'Administration centrale, tout cela n'indique-t-il pas l'existence d'un établissement légal, hiérarchisé, officiel ? Et n'était-ce pas donner le droit, à son directeur, de délivrer des parchemins ou des diplômes qui conféraient à leurs titulaires les mêmes avantages que les autres diplômes obtenus dans les autres Ecoles vétérinaires.

La jeune Ecole de Port-Sainte-Marie n'avait donc rien à envier à ses grandes aînées. Loin d'être une fabrique clandestine d'empiriques vulgaires, c'était, je le répète, un petit centre intellectuel qui essayait de répandre les connaissances nouvelles et voulait dégager l'art vétérinaire des griffes de l'ancienne hippiâtrie qui l'enserrait depuis des siècles dans sa routine ancestrale et ses formules cabalistiques.

Combien dura l'Ecole de Dorfeuille ?

Pendant la période révolutionnaire, beaucoup de documents disparurent qui n'ont jamais réintégré les archives et que les chercheurs les plus patients ne retrouveront plus.

Qu'importe d'ailleurs le temps. L'œuvre de Dorfeuille restera quand même. Est-ce que le nom de ce pionnier devait périr tout entier ?

Certes, d'autres ont surgi depuis qui ont fait de grandes choses. Les Chauveau, les Arloing, les Nocard, les Laulanié, les Vallé, les Leclainche, etc., ont réalisé d'admirables travaux et la postérité reconnaissante ne les oubliera pas.

Dorfeuille est arrivé trop tôt dans un monde trop jeune. Mais n'y a-t-il pas autant de mérite à défricher une terre ingrate qu'à l'amener ensuite à se couvrir de luxuriantes moissons ?

Et c'est pourquoi je me suis attardé à décrire avec une pieuse complaisance, la vie et l'œuvre de Dorfeuille. Il me semble que ce léger tribut de reconnaissance, payé à la mémoire d'un de mes compatriotes, a allégé ma conscience.

Il m'a été agréable surtout de pouvoir dire un peu de bien de quelqu'un, à une époque où l'on dit tant de mal de tout le monde.

E. PÉRIER,

PROCÈS-VERBAUX

des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 6 novembre 1913. — Présidence de M. Ferrère

M. le Secrétaire donne connaissance de la volumineuse correspondance reçue pendant les vacances.

Il signale notamment une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts annonçant « que la Commission des Monuments historiques, saisie du projet de classement de l'ancienne *Eglise* « *Saint-Hilaire d'Agen*, n'a pas estimé que cet édifice présentât un « intérêt suffisant pour être inscrit sur la liste des Monuments historiques », ainsi que le demandait la Société d'Agen; — décision d'autant plus regrettable que l'emplacement de cet immeuble est sur le point d'être vendu, et que très probablement seront démolis ces vénérables débris de la plus ancienne église d'Agen.

A l'appui de sa thèse, développée par lui à la dernière séance, sur le lieu du martyre de S. Vincent, M. l'abbé Dubos soumet un croquis, dessiné par lui, de la région du Mas-d'Agenais avec indication des stations d'*Ussubium*, de l'*Ager vellanum*, de *Pompejacum*, etc.

M. le Président donne lecture d'une lettre du président de la Société d'archéologie d'Avranches et de Mortain, demandant que les Sociétés savantes de province s'associent au vœu émis par elle : 1° Qu'il soit constitué un Musée public dans une salle de l'abbaye du Mont Saint-Michel; 2° Que ce Musée soit composé d'objets provenant du Mont Saint-Michel ou d'autres objets, moulages et reproductions, pouvant servir à l'étude de l'art français du x^e au xv^e siècle. A l'unanimité la Société académique d'Agen adopte ce vœu.

Les fouilles de Sos sont continuées méthodiquement. Elles ont porté cet été sur le plateau de Loustalet au nord de la ville, où de nombreux débris gallo-romains, murs de refend d'une vaste habitation, piscine, hypocauste, mosaïques, poteries, etc. ont été découverts le long de la voie du tramway. Il serait bon, demande M. Barthès, que la Société en prenne connaissance, avant que, par l'exigence des propriétaires du sol on ne soit obligé de le recouvrir.

D'importantes constructions très anciennes viennent également d'être découvertes, près de Laroque, sur le plateau de Vitrac. M. Elie Vigué, de La Croix-Blanche, propriétaire de ce champ, se

propose de continuer ces fouilles. Il serait heureux que la Société allât voir les objets déjà trouvés et s'intéressât à ses travaux de déblaiement. Comme pour Sos, il est décidé qu'une visite sera faite le plus tôt possible aux fouilles de Vitrac.

M. de Lagrange-Ferrègues signale une erreur héraldique, commise volontairement par les contrôleurs et commis du Roi, qui, en vertu d'un édit de Louis XIV du 20 novembre 1696, imposèrent, pour toucher des droits relativement élevés, aux deux villes de Tonneins-Dessous et Tonneins-Dessus, deux blasons de fantaisie, dont les consuls ne voulurent pas. Ces derniers s'empressèrent de faire graver sur le sceau de la Communauté leurs véritables armoiries, bien différentes, comme les décrit M. de L.-F., de celles de d'Hozier.

M. Lauzun donne connaissance de l'image du seul type existant de l'ancienne monnaie des évêques d'Agen, dite *Monnaie Arnaldèse*, qui appartient à M. Lespinas, de Périgueux. Il rappelle avec quelle bonne grâce ce savant numismate voulut bien, au dernier Congrès de Périgueux, non seulement montrer aux délégués agénais cette pièce unique qu'il tenait du docteur Galy, mais leur promettre d'en faire tirer un certain nombre d'épreuves pour les offrir à la Société d'Agen.

M. l'abbé Marboutin communique enfin diverses photographies, très curieuses, de dessins préhistoriques, relevés sur les parois des grottes périgourdines, et deux modelages en terre glaise de bisons trouvés dans la grotte du trou d'Audubert, Ariège, par M. le comte Bégouen. Ce qui provoque une longue discussion sur l'art des cavernes, à laquelle prennent part MM. Labadie-Lagrave, Ferrère, Chaux, Dubos, Marboutin.

PH. L.

Séance du 4 décembre 1913. — Présidence de M. Ferrère

La Société procède au renouvellement de son bureau pour l'année 1914. Sont élus : Président, M. G. Labadie-Lagrave; vice-président, M. Allègre. M. Ratier, trésorier, est maintenu dans ses fonctions.

M. l'abbé Marboutin est nommé membre de la commission de publication, en remplacement de M. Oswald Fallières

M. l'abbé Gayral, auteur d'intéressants travaux sur Caudecoste, Cuq, Astaffort, le château de Saint-Philippe, etc. est nommé membre résidant.

On s'est demandé souvent quelle était l'origine du nom de *Fon de Raché*, donné à la jolie fontaine qui se trouvait autrefois dans le quartier Saint-Antoine, au-dessous du Château, et dont une rue

a conservé le souvenir. Dans une charmante communication adressée à la Société, M. Bitaubé rappelle que ce même nom avait été donné à une certaine fontaine Polycrène, dépendante du domaine de Baille au président de Lamoignon, chantée par Boileau dans sa 6^e épître,

*La fontaine en tes vers Polycrène épanchée,
Que le vieux villageois nomme aussi La Rachée,*

et que cite également Sainte-Beuve, dans une de ses poésies dédiée à Madame la Comtesse Molé. « On appelle *Rachée*, écrit en note « l'auteur des *Portraits littéraires*, les rejetons nés de la racine « après qu'on a coupé le tronc. Les ormes qui ombrageaient autre- « fois la fontaine avaient probablement été coupés pour pousser « en rachée; de là le nom. » Ne serait-ce pas une cause identique, se demande M. Bitaubé, qui aurait autrefois donné ce même nom à la fontaine agenaise ?

M. l'abbé Marboudin rend compte de la visite qu'il a faite, depuis la dernière séance, aux fouilles de Vitrac, près de Laroque. Il décrit le promontoire qui, au début, a dû servir de refuge ou de castrum, fait ressortir quelles étaient ses défenses naturelles et artificielles, et explique comment a dû s'élever plus tard, sur l'éminence centrale, un château féodal, avec barbacane et pont-levis. Les fouilles entreprises au-dessous ont amené la découverte de poteries et ustensiles assez grossiers, mais surtout de salles rectangulaires, auxquelles on accède par un souterrain, la dernière aboutissant à une poterne qui s'ouvre sur le rocher à pic au-dessus d'une pittoresque vallée.

Les fouilles vont continuer. La Société sera tenue au courant des résultats qu'elles donneront.

M. Bitaubé montre enfin un très curieux silex, appartenant à M. le Dr Ricard, et trouvé, il y a plus de dix ans, sur les coteaux de Moirax. Il le rapproche d'un type spécial décrit par M. de Montillet, et estime que les dessins de ses deux faces ne sont pas dus au hasard, mais ont été gravés par la main de l'homme. On pourrait voir, dans l'ensemble, la forme d'une tête humaine, avec oreilles, front, yeux, bouche, menton. Avant d'être envoyé au Musée de Saint-Germain, M. Bitaubé a pensé que ce silex pourrait intéresser la Société académique d'Agen.

PH. L.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XL

ARCHÉOLOGIE

Archéologie préhistorique

Les Pierres druidiques de Meylan, par A. Barthalès, 163.

Archéologie gallo-romaine

Une statuette en bronze de Mercure, par R. Marboutin, 189.

Fouilles de Sos (1911-1912), par Ch. Bastard, 308.

Station préhistorique, villa gallo-romaine et mérovingienne de Lamolère près Saint-Pierre de Buzet, par Ch. Bastard, 311.

Archéologie religieuse et civile

Souvenirs du vieil Agen : La tour du Bourreau, 209. — L'ancien Palais épiscopal et le faubourg Porte-Neuve, 381. — Les allées du Gravier et la fontaine Saint-Louis, 477, par Ph. Lauzun.

La maison des d'Albret à Casteljaloux, par Ph. Lauzun, 285.

HISTOIRE

Histoire religieuse

Rapport de l'abbé Anselmi, administrateur de l'abbaye de Clairac, au Chapitre de Saint-Jean de Latran, publié par l'abbé P. Fiel et le chanoine Durengues, 1.

Les temples protestants de Montflanquin aux xvi^e et xvii^e siècles, par l'abbé Magot, 234.

Histoire régionale, civile et militaire

Les archives départementales de Lot-et-Garonne, par R. Bonnat, 62. Montaut, par Benaben, 167, 260.

Maîtres d'armes français en Russie au xviii^e siècle, par G. de Lagrange-Ferrègues, 313.

Les archives municipales et la Bibliothèque d'Agen, par A. Calvet, 362.

Le château de Labarde et ses seigneurs, par H. Guilhaumon, 432.

V^e Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, tenu à Périgueux du 29 juillet au 3 août 1913, par Ph. Lauzun, 459.

Le château de Saint-Philippe, par A. Gayral, 500.

Une erreur héraldique, par G. de Lagrange-Ferrègues, 549.

Un épisode héroï-comique, par B. de Cadillac, 551.

Histoire révolutionnaire

La Révolution française dans la commune de Sos, par A. Duffau, 136, 245, 316.

Histoire commerciale

Deux lettres des Iles, par H. Guilhaumon, 32.

Le Mas-d'Agenais et ses relations avec l'Amérique au xviii^e siècle, par M. Joret, 153.

DOCUMENTS INÉDITS

Cryptographie Agenaise, ou Journal secret d'Agen, depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817, de J.-Fl.-B. de Saint-Amans, publié et annoté par R. Bonnat, 93, 216, 288, 392, 509.

Privilèges et Coutumes des paroisses de Saint-Vincent de Masquières; Saint-Pierre de Bonaval; Saint-Yllary de Troniac, du 9 mars 1279, publiés par Paul Laporte, 128.

De Nérac à Paris, en 1764, par G. Labadié-Lagrave, 193.

Les correspondants de Bory de Saint-Vincent : 2^e J.-Fl.-B. de Saint-Amans, par Ph. Lauzun, 331.

Lettre relative à la succession de Mgr Hébert et à l'inventaire des meubles de l'Evêché d'Agen (1728), publiée par H. Guilhamon, 456.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Correspondance de Bossuet par Ch. Urbain et E. Levesque (*J. Dubois*), 75.

Vers l'échafaud (germinal, floréal, prairial an II), par le baron de Batz (*J. Dubois*), 75.

Voyage de Madame de Sérilly dans la Haute-Loire en 1795, par le Comte de Dienne (*Ph. Lauzun*), 274.

Poésies de Sainte Thérèse, par Olivier Bournac (*F. Ferrère*), 370.

Primevères, poésies, par M^{lle} Alberte Lalanne-Bibal (*J.-R. Marboutin*), 471.

BIOGRAPHIE

Un poète méridional au xvii^e siècle : Théophile de Viau, par Maurice de Bellegarde (de Viau), 35.

Dorfeuille, par Périer, 556.

NÉCROLOGIE

M. l'abbé Dubourg, par J.-R. Marboutin, 82.

Oswald Fallières, par Ph. Lauzun, 86. — Discours nécrologiques de MM. J. Labat-Martinelli et Commandant Popie, 89 et 90.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Vœux de bonne année (*F. Ferrère*), 77.

La Maison du sénéchal, 79.

Le Musée Lanusse, 79, 280.

Autel de la chapelle du lycée de filles d'Agen, 79.

Congrès des Sociétés savantes, 79.

Union historique et archéologique du Sud-Ouest, 79, 278.

Un autographe inédit de Jasmin, 181.

Commission du musée d'Agen, 182, 281, 374.

Généalogie de la famille de Sevin, 183.

Incendie de la vieille église paroissiale de Saint-Hilaire d'Agen, 280, 475.

Nouveaux documents précis sur le lieu d'origine de Bernard Palissy, 374.

Les châteaux de France, par J. de Foville et Aug. Le Sourd (*Ph. Lauzun*), 376.

Fouilles de Sos (*A. Barthalès*), 472.

L'exemplaire unique de notre monnaie arnaldèse (*Ph. L.*), 473.

Le Souvenir Laulanié, 475.

PROCÈS-VERBAUX DE LA SOCIÉTÉ (1913)

Séance du 9 janvier, 91.
6 février, 92.
6 mars, 186.
3 avril, 187.
8 mai, 282.
5 juin, 283.
3 juillet, 379.
6 novembre, 566.
4 décembre, 567.

TABLE DES PLANCHES ET PLANS

Clairac, vue générale, 1.
Portrait de Jean-Fl. Boudon de Saint-Amans, 93.
Statuette en bronze de Mercure, 189.
La maison des d'Albret à Casteljaloux, 285.
Objets trouvés à Lamolère, 311.
Perspective du faubourg Porte-Neuve en 1783, vue prise du nord,
381.
Idem, vue prise du sud, 388.
Dessin de la monnaie arnaldèse, 473.
L'allée des soupirs et la fontaine Saint-Louis, 477, 489.

Commission d'administration et de gérance : Ph. Lauzun, R. Marboutin, O. Granat.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Los Angeles

This book is DUE on the last date stamped below.

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 000 245 481 7

DC
611
A16R3
v.40



